

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

**LA
QUESTION DE LA MONNAIE D'ARGENT
AUX ÉTATS-UNIS
DES ORIGINES A 1900**

**THÈSE PRINCIPALE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES**

PRÉSENTÉE PAR

Jean Paul HÜTTER

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

LES ÉDITIONS DES PRESSES MODERNES
AU PALAIS-ROYAL
PARIS

1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Question
de la
monnaie d'argent aux États-Unis
des origines à 1900

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

**LA
QUESTION DE LA MONNAIE D'ARGENT
AUX ÉTATS-UNIS
DES ORIGINES A 1900**

**THÈSE PRINCIPALE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES**

PRÉSENTÉE PAR

Jean Paul HÜTTER

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ

LES ÉDITIONS DES PRESSES MODERNES
AU PALAIS-ROYAL
PARIS

1938



AVANT-PROPOS

L'étude qui suit a été entreprise sur la suggestion de M. Henri Hauser. La préparation en a été commencée en 1932 et 1933, à la *London School of Economics* ; c'est sur les indications du Professeur T. E. Gregory que l'auteur commença ses recherches. Elles furent reprises aux Etats-Unis de 1934 à 1936, principalement aux Universités Harvard, Cornell et de Wisconsin, et à la Bibliothèque du Congrès à Washington. Parmi tous ceux qui ont aidé et encouragé l'auteur de leurs conseils éclairés, lui qu'il lui soit permis d'inscrire ici les noms des Professeurs F. W. Taussig, J. A. Schumpeter, A. M. Schlesinger, A. H. Cole, Fr. Merk et A. P. Usher, de Harvard ; John D. Hicks, de Wisconsin ; Allan Nevins, de Columbia ; J. A. Barnes, de Temple ; E. Ellis, de l'Université de Missouri, et G. M. Stephenson, de l'Université de Minnesota. Plusieurs personnes ont bien voulu lui faire part de leurs souvenirs, entre autres l'Honorable Robert L. O'Brien, Président de l'*United States Tariff Commission* ; le Professeur E. A. Ross, de Madison (Wisconsin), et MM. Charles Bryan et Thomas Allen, de Lincoln (Nebraska). Les Sociétés Historiques du Minnesota, du Colorado et du Nevada lui ont libéralement facilité l'accès de leurs archives. Que tous, sans oublier ceux qui ne sont pas nommés, veuillent trouver ici l'expression de la reconnaissance sincère de l'auteur pour l'aide qui ne lui a jamais fait défaut lorsqu'il avait soit un conseil ou une indication à demander, soit une difficulté pratique à surmonter. Il est heureux de rappeler que la Fondation de Montfort, et une Bourse d'Echange de l'Université de Londres, ont rendu possible son séjour à Londres ; que la Fondation Rockefeller a rendu possible son séjour aux Etats-Unis ; et que c'est grâce à la Fondation Jean Saubéran que l'exécution matérielle du volume a pu avoir lieu.

Il peut n'être pas inutile de préciser ici le titre de cet ouvrage. On n'a pas prétendu traiter l'extraction de l'argent, qui mériterait une étude spéciale ; et on a réservé pour un autre travail (1) la question des effets de l'émission de monnaie d'argent, telle qu'elle eut lieu, sur l'économie américaine. On a voulu étudier un phénomène politique

(1) Jean Paul HÜTTER, *L'incidence économique de la frappe de monnaie d'argent aux Etats-Unis de 1878 à 1893. Interprétations contemporaines et essai d'évaluation quantitative.*

et social : l'*argentisme*, revendication d'une partie de l'opinion américaine, ses causes, son développement, les résistances qu'il provoqua, et sa fin. C'est ce qui a dicté les limites chronologiques qu'on s'est imposées. Il faut prendre la question vers l'époque de la guerre de Sécession : les discussions au sujet d'une monnaie internationale, la loi monétaire de 1873, l'agitation *greenback* de 1867-1868 et de 1873 et années suivantes en sont inséparables, ce sont ses causes immédiates. Ses causes lointaines, ou si l'on veut les conditions dans lesquelles elle prit naissance, s'expliquent par l'histoire du dollar des Etats-Unis, c'est-à-dire du système monétaire qui en fut l'objet, et de la tradition inflationniste américaine (et de la tradition opposée) avant la guerre de Sécession ; on les trouvera dans l'Introduction. Le choix d'une date finale a été dicté par des considérations d'ordre différent, qui toutes concordent à faire choisir l'année 1900. D'abord, elle termine nettement une période de l'histoire monétaire américaine. C'est l'année du *Gold Standard Act* qui mit fin à la controverse bimétalliste sur le terrain législatif ; c'est l'année de la seconde défaite de Bryan qui manifesta l'écroulement de l'*argentisme* comme mouvement d'opinion populaire. Passé cette date, pendant trente ans, la question de la monnaie d'argent devient insignifiante. Elle intéresse encore les producteurs de métal, en quête de subventions plus ou moins déguisées ; elle préoccupe les techniciens de l'Administration des Monnaies, au même titre que la frappe des pièces de cuivre ou de nickel ; elle est, pour beaucoup de ceux qui avaient suivi Bryan en 1896, un souvenir qu'on chérit et qu'on rappelle quelquefois ; mais rien de plus. Il est vrai qu'elle reparut au bout de trente ans, lorsque la dépression économique reproduisit des conditions comparables à celles qui lui avaient donné naissance. Mais cette résurrection (que l'auteur ignorait quand il choisit le sujet de cette étude) a été précédée d'une coupure trop nette et trop prolongée pour qu'on ne doive pas la considérer comme un phénomène nouveau (quoique non original) qui doit être étudié à part. D'autant plus que l'on ne saurait l'étudier par les mêmes méthodes. Avant 1900, les sources d'archives sont généralement accessibles ; un certain nombre d'excellentes monographies ont paru ; il est possible de tenter une synthèse, qui peut s'appuyer sur les méthodes classiques de l'érudition. Au contraire, après 1900, on en est à peu près réduit aux documents publiés : livres, périodiques, documents publics ; la tradition orale, utilisable exceptionnellement avant 1900, devient une source capitale pour la période suivante ; les monographies objectives font défaut, il leur manque le recul. En un mot, écrire l'histoire du mouvement *argentiste* après 1900 serait faire œuvre d'annaliste et non d'historien. Ce sont là deux travaux de caractère différent qu'on n'a pas voulu confondre dans un même ouvrage.

INTRODUCTION

LES ORIGINES DU SYSTÈME MONÉTAIRE AMÉRICAIN

I. — EVOLUTION DE LA MONNAIE JUSQU'À LA CONSTITUTION

Les premiers colons britanniques vinrent au Nouveau Monde chercher El Dorado. Mais ni les compagnons de sir Walter Raleigh ni les colons plus tenaces qui les suivirent ne trouvèrent de métaux précieux. Au contraire, les établissements pourtant prospères de la côte atlantique en restèrent longtemps dépourvus. Le manque de numéraire était leur mal commun. Ainsi que l'énonçait au XVIII^e siècle l'Assemblée de Rhode Island, « Il en sera toujours ainsi des colonies récentes qui ne produisent pas autant qu'elles consomment : ou bien elles n'auront point de monnaie, ou si elles en ont, elle sera plus mauvaise que celle de leurs voisins plus riches, afin de l'obliger à rester chez elles » (1).

Le mécanisme de cette désargentation est aujourd'hui bien connu (2). Toutes les colonies avaient avec la métropole une balance des comptes déficitaire. Le déficit visible qu'accusent les registres des douanes est plus grave en Nouvelle Angleterre et dans les colonies centrales (New-York, New-Jersey, Pennsylvanie) que dans les plantations du Sud, qui produisaient la plus grande partie de ce que l'Angleterre achetait en Amérique, et surtout le tabac (3) ; mais le commerce intercolonial était tout au désavantage du Sud qui achetait aux autres du poisson, du rhum, des produits importés d'Angleterre. Aux Antilles anglaises, à l'Espagne et à ses colonies, New-York vendait sa farine, la Nouvelle Angleterre sa morue et son rhum ; et quand la guerre arrêta ce commerce, la piraterie maintenait un afflux à

(1) Cité par UPTON, *Money in Politics*, p. 13.

(2) Voir surtout l'ouvrage de C. P. NETTELS, *The Money Supply of the American Colonies before 1720* (1934). Une des meilleures synthèses de l'histoire de la période coloniale américaine, en particulier de l'évolution économique, se trouve dans le premier volume de *l'Histoire des Etats-Unis*, de D. PASQUET (1930).

(3) NETTELS, l. c., p. 49.

(4) Ibid., pp. 67 sqq.

peu près constant de « pièces de huit » (4). Les colonies du Sud avaient à payer le cens aux Propriétaires ; et comme elles n'avaient aucun centre commercial, chaque planteur dépendait entièrement du négociant londonien qui transportait son tabac, le mettait en vente, et expédiait en échange des produits britanniques. Quoi d'étonnant si les commissions, frêts et assurances avaient régulièrement pour résultat de solder la transaction au débit du planteur, renforçant ainsi la mainmise du marchand sur son client ? Si bien que les établissements du Sud, les plus gros exportateurs vers la métropole, avaient la balance des comptes la plus déficitaire (5) ; mais le déficit était partout.

Ce serait une erreur que d'en rendre responsable la politique coloniale de la Couronne. Il est vrai qu'elle s'appliquait à maintenir les colons dans la dépendance des manufactures britanniques. Toutefois, ce n'était pas là une politique simplement négative, mais une division logique du travail. La métropole disposait d'une concentration de main-d'œuvre excédentaire, de capital, d'une organisation commerciale qui lui permettaient de mettre en vente à bon compte des articles variés et de bonne qualité bien mieux que n'auraient pu le faire les petits établissements égrenés le long de plus de deux mille kilomètres de côtes. Les colonies étaient encouragées à produire les marchandises qui soutenaient la balance commerciale de l'Angleterre, soit en la dispensant d'importer de l'étranger (fourrures, agrès, riz) soit par l'exportation directe : le poisson séché vers l'Espagne et ses colonies, le tabac vers toute l'Europe (6).

La vraie cause du déséquilibre était plus simple. En un peu plus d'un siècle et demi, les établissements qui disputaient à la nature et aux Indiens une existence précaire devaient atteindre les dimensions d'une grande puissance ; œuvre gigantesque qu'ils durent accomplir entièrement par eux-mêmes. L'Europe leur fournit des hommes, et c'est à peu près tout. L'accumulation du capital, dans des sociétés agricoles à la technique primitive, sur un sol d'une fécondité souvent restreinte, ne pouvait suffire aux besoins d'une population qui s'accroissait très rapidement, d'un défrichement auquel la nature ne fixait pas de bornes. Dans la structure économique du temps, la distinction entre les investissements de capital nouveau et la consommation courante est particulièrement difficile à saisir. Toutefois nous pouvons nous faire une idée de la proportion élevée de leur revenu national que les colonies appliquaient aux investissements. Ainsi dans les premières années du XVIII^e siècle le Maryland, la Virginie et les Carolines consacraient environ £ 60,000 par an à l'acquisition d'esclaves nègres et d'*indentured servants* européens ; à la même époque la valeur des

(5) Ibid., pp. 45-66.

(6) Ibid., p. 68.

marchandises importées (et les colonies ne fabriquant pas, cette somme est presque égale à la consommation de produits fabriqués) s'élève à £ 150,000 environ (7). A un rythme comme celui-là, une disette chronique de capital est inévitable.

Durant tout le ^{xviii}^e siècle, le taux de l'intérêt se maintint à un niveau élevé qui exprimait la rareté du capital. Prohibitif pour l'agriculture, il pesait lourdement sur les commerçants eux-mêmes (8). Dans des circonstances de ce genre, l'inflation est une tentation toute naturelle. On ne peut pas créer *ex nihilo* le capital qui manque ; mais on peut en créer le symbole ardemment désiré, la monnaie. La tentation est encore plus grande quand la pénurie de capital a d'abord amené la colonie à exporter la majeure partie de son stock de numéraire. Elle est plus forte encore quand les nécessités de la guerre obligent à garnir les caisses publiques d'un moyen de paiement quel qu'il soit, et fournissent un apaisement aux scrupules. Mais ne nous y trompons pas : l'inflation expédient budgétaire, l'inflation pour remédier à un manque réel de moyens d'échange, et l'inflation gratuite et délibérée ne diffèrent, dans les colonies américaines, que par leur cause occasionnelle. Leur origine profonde est la même dans toute l'étendue des colonies, dans toute la durée de la période coloniale. C'est alors que s'est implantée dans la vie économique américaine la tendance inflationniste qui n'a cessé d'être l'un de ses traits significatifs.

*
**

Le moyen le plus simple d'en comprendre les origines est de suivre d'un peu près l'expérience d'une des colonies. Celle du Massachusetts qui est sans doute la mieux connue présente l'échantillonnage le plus complet des phénomènes qui se retrouvent dans les autres, et que nous allons maintenant passer en revue.

La difficulté se présenta dès le début. Plutôt que d'apporter du numéraire les colons avaient avantage à s'équiper à Londres et à convertir le reste de leur avoir en marchandises qu'ils revendaient à Boston avec bénéfice. Ainsi la Nouvelle-Angleterre était rejetée vers l'économie naturelle. Le campagnard vivait directement des produits de son exploitation. Le marchand auquel il vendait ses excédents était le même qui lui fournissait les articles manufacturés dont il avait besoin. Si le cultivateur n'avait pas de numéraire pour régler le solde, le marchand consentait volontiers à ouvrir un crédit qui mettait son débiteur sous sa dépendance. Le paiement de salaires était réduit au minimum. Les milices coloniales, non soldées, s'équipaient elles-

(7) Ibid., pp. 49-52.

(8) 8 % au Massachusetts. FELT, *Massachusetts Currency*, p. 53.

mêmes. Les routes étaient entretenues par la corvée. Voulait-on récompenser des services militaires exceptionnels, une concession de terres était la méthode la plus simple. Elle était appliquée, à l'occasion, au traitement des ecclésiastiques ou de certains fonctionnaires publics. Dans les cas où un villageois avait besoin d'un surcroît de main-d'œuvre, pour construire une maison ou pour égrener le maïs, par exemple, les voisins se réunissaient pour donner leur aide (9). Mais même en réduisant au minimum l'emploi de la monnaie, les colons ne pouvaient s'en passer complètement. Dans l'impossibilité presque absolue, surtout à la campagne, de trouver du numéraire, quoi de plus naturel que d'offrir de se libérer en cédant les produits de son exploitation ? Les textes montrent comment, de l'économie naturelle où un simple troc règle l'échange des biens et des services, naît un système mieux adapté à la structure sociale déjà assez avancée des colonies, où les denrées sont acceptées en paiement non pas simplement pour l'usage personnel de celui qui les reçoit, mais aussi en vue de s'en servir à son tour pour effectuer des paiements ; en d'autres termes, comment la marchandise devint instrument de circulation. Les villes assignaient des redevances en nature à des fonctionnaires publics : le 13 août 1630 « il fut proposé que Mr. Phillips reçût trois boisseaux de farine, un baril de malt, quatre boisseaux de maïs, un boisseau de farine d'avoine, un demi quintal de poisson salé ; pour son vêtement et autres nécessités, vingt livres ; ou onze livres à lui données en argent par an pour faire ses provisions lui-même, s'il le préfère ». Le Révérend Phillips est payé partie en argent, partie en nature ; ce qui n'était plus guère normal en Europe que pour les artisans était la règle générale sur la Baie. Mais les denrées échangées ne l'étaient pas toujours pour l'usage spécifique de la partie prenante. Le 28 septembre 1630, « il est ordonné que ceux de Dorchester, qui amenèrent certains bestiaux des marchands de Dorchester, paieront à Nicholas Stower neuf boisseaux de farine ou de maïs, ou neuf livres de castor, pour avoir gardé lesdits bestiaux comme convenu ». La farine, le maïs peuvent bien être pour l'usage personnel de Nicholas Stower, de même que les denrées allouées au Révérend Phillips étaient destinées à son ménage ; mais les peaux de castor figurent ici à raison de leur valeur d'échange plutôt que de leur utilité finale. Quand la même année « sir Richard Saltonstall est à l'amende de quatre boisseaux de malt pour son absence de la Cour », le malt est élevé à la dignité de moyen de paiement. Le système est achevé lorsque le 18 octobre 1631 le pouvoir libératoire est conféré aux nouveaux moyens d'échange : « Il est ordonné que le grain passera en paiement de toutes dettes au prix auquel il est couramment vendu, à moins que de l'ar-

(9) NETTELS, 1. c., pp. 223-226.

gent ou du castor ne soient expressément nommés ». Le castor a une place à part parmi les autres marchandises ayant cours légal. Il peut servir à régler des comptes internationaux, comme il ressort de la mesure suivante, prise le 6 mars 1632 pour sauvegarder le stock de monnaie et de capital : « il est ordonné qu'aucun planteur dans les limites de cette juridiction, retournant en Angleterre, ne pourra emporter ni monnaie ni castor sans autorisation du gouverneur, sous peine de confiscation de la monnaie et du castor qu'il se disposait à transporter ainsi » (10).

Le résultat était que trois sortes de monnaie : denrées, castor et numéraire, circulaient côte à côte. A première vue, un système semblable ne paraît pas se prêter facilement à la dépréciation. Mais les Pères Pèlerins avaient sur la valeur intrinsèque les idées courantes de leur temps. Elle se confondait pour eux avec le juste prix des biens ou des services, censé osciller peu ou point autour d'un niveau d'équilibre normal de notoriété publique. Au cas où des marchands ou des artisans se laisseraient tenter de s'en écarter, il appartenait aux pouvoirs publics de notifier le prix par édit et de punir les contrevenants. En principe on adopta les prix et les salaires anglais ; aux importateurs on accordait une majoration d'un tiers pour tenir compte des risques et frais de transport. Pour certains articles on fit une brève expérience du marché libre : commencée le 9 novembre 1630 pour le castor, le premier avril 1633 pour le maïs, elle prit fin le premier mars 1635, et des prix maxima furent de nouveau fixés. En même temps que les maxima on fixa pour le maïs un prix moyen auquel il avait pouvoir libératoire (5 shillings, le maximum étant de 6). Peu après on décida qu'une expertise fixerait chaque année le prix des principales récoltes (céréales, pois, haricots). Par la combinaison du pouvoir libératoire donné aux marchandises et du prix maximum légal, on obtenait la condition de toute dévaluation monétaire : un étalon dont le rapport avec l'unité de compte pouvait être modifié arbitrairement. Comme les prix officiels des denrées furent toujours plus hauts que le cours du marché ne l'eût voulu, il y avait avantage à faire ses paiements en « monnaie de pays » (*country pay*) c'est-à-dire en denrées. Il était interdit au début d'offrir une prime pour le numéraire, et il disparut.

Pourtant les autorités n'avaient pas pris leur parti de la situation. Ce n'est pas la dévaluation lente et modérée de l'unité monétaire qui les mécontentait. Les denrées agricoles donnaient satisfaction comme étalon des valeurs ; mais leur incommodité comme moyen de paiement était criante. Il en coûtait de transporter du village à la ville

(10) On trouvera tous les textes cités ici dans FELT, *Massachusetts Currency*, pp. 13-16.

le bétail ou le grain ; il en coûtait d'entretenir les bœufs payés au Trésor public ; les trésoriers se plaignaient que le blé moisît dans leur grange. Un transfert de « fonds » (*stock*) coûtait quelque 10 %. En 1675 le trésorier inventa d'encaisser en place de denrées des billets à ordre qu'il transmettait par voie d'endos aux *Constables* des villes où il avait des paiements à faire ; mais les transferts de « fonds » étaient réduits, non supprimés ; et on ne voit pas que les billets aient circulé longtemps dans le public. Il fallut attendre la fin du siècle pour voir la fin des paiements en nature.

La même évolution se retrouve dans toutes les autres colonies, à deux exceptions près. En Virginie et au Maryland, le tabac supplanta tous les autres produits. En 1670 Ogilby disait encore du Maryland : « La forme générale du trafic et commerce y est principalement par troc ou échange d'une denrée contre une autre ; cependant on y trouve, outre des monnaies anglaises et étrangères, quelques monnaies privées de Sa Seigneurie » (le Lord Propriétaire ; cf. infra p. 21). Mais Oldmixon décrit en 1708 un état de choses différent : « Le tabac est leur viande, leur boisson, leur vêtement et leur monnaie : ce n'est pas qu'ils n'aient une assez grande abondance de pièces espagnoles et anglaises ; mais ils ne s'en servent que pour leurs dépenses de poche, et non pour leur commerce, pour lequel le tabac est leur étalon, aussi bien pour les planteurs et autres que pour les marchands ». Le résultat fut de favoriser la culture du tabac (ce qui s'accordait avec la politique coloniale britannique) mais aussi de favoriser la production en quantité aux dépens de la qualité. La surproduction et la mauvaise qualité firent bientôt tomber le prix du tabac à un niveau peu rémunérateur. Très tôt les planteurs s'aperçurent que leur système monétaire leur permettait de se libérer à bon compte de leurs obligations telles que « *quit-rents* » dus à la Couronne ou aux Propriétaires, ou honoraires des ecclésiastiques. Pour remédier à l'incommodité de cette monnaie, des magasins publics furent établis en Virginie en 1713, en Maryland en 1747. Ils vérifiaient la qualité du tabac, le stockaient et délivraient des reçus qui circulaient comme monnaie (11).

Revenant au Massachusetts, le début du xvii^e siècle y vit se dérouler parallèlement une autre expérience monétaire qui a peu d'analogues. Des marchands de fourrures revenant de Manhadoes (Manhattan) rapportèrent en 1628 des échantillons de certains colliers et certaines ceintures faites de coquillages d'une espèce déterminée, et

(11) Textes cités : OGILBY, *Description of the New World*, p. 189 ; OLDMIXON, *The British Empire in America*, 2^e édition, t. I, p. 343. Sur les « *quit-rents* » dus à la Couronne : BEER, *The Old Colonial System*, t. I, pp. 193-197. Sur les honoraires des ecclésiastiques : NETTELS, *The Money Supply of the American Colonies*, p. 217. Sur les magasins publics de tabac en Virginie et au Maryland : NETTELS, l. c., p. 414. GOULD, *Money and Transportation in Maryland*, pp. 48-73.

racontèrent que ce « *wampumpeage* » circulait comme monnaie parmi les Indiens, qui l'échangeaient volontiers contre des fourrures. Aussi les colons s'empressèrent-ils de l'adopter pour leurs transactions avec les indigènes, puis entre eux. Le 2 novembre 1637, ils lui donnèrent cours légal pour les sommes de moins d'un shilling (12). Dans les premières années de la colonie sa valeur haussa par rapport à celle des denrées qui servaient, on l'a vu, d'étalon monétaire : à l'origine il fallait six coquilles blanches pour faire un penny, en 1640 il suffisait de quatre. Vint un moment où les Yankees se mirent à fabriquer eux-mêmes le *wampum* : moins patients ou plus ingénieux que les Indiens, ils inondèrent la colonie d'un *wampum* si grossier que les sauvages le leur laissaient pour compte. En 1648 la Cour interdit la circulation du *wampum* de mauvaise qualité (13). Mais son abondance même le dépréciait : le 15 octobre 1650, le Trésorier refusa de le recevoir et il fallut pour le maintenir en circulation un arrêt de la Cour lui donnant pouvoir libératoire pour toutes les dettes privées inférieures à 40 shillings, le blanc à huit le penny et le noir (qui jusqu'à là ne valait que la moitié du blanc) à six le penny. Il circula encore quelques années ; on le trouve en 1650 dans les comptes du Trésorier (14). Il disparut peu à peu, de même que les balles de mousquet qui avaient été en 1635 proclamées moyen de paiement légal pour toutes sommes de moins d'un shilling, au taux d'un farthing l'une (15).

Une description contemporaine, souvent citée, permet de se rendre compte du fonctionnement quotidien de ce système complexe. Une femme de lettres de Boston nous a laissé le journal du voyage qu'elle entreprit en 1704 de sa ville natale à New-York ; c'était alors une aventure longue et hasardeuse, où son cheval manqua plus d'une fois lui casser le cou. Entre autres détails pittoresques, elle note l'aspect de ces boutiques de campagne où l'on vend tout ce qu'il faut au fermier et où souvent on lui achète tout ce qu'il a à vendre. Passée la frontière du Connecticut, Madam Knight fut particulièrement frappée par la façon de payer, que ses propres concitoyens avaient abandonnée depuis assez longtemps pour des méthodes moins primitives : « On donne le titre de négociant à chaque commerçant, qui tarife ses marchandises selon le délai du paiement, et la façon dont il est effectué, soit : « pay » ; « money » ; « pay-as-money » ; et « trusting ». *Pay* est du grain, du porc, du bœuf et ainsi de suite, au prix fixé pour l'année par la Cour Générale. *Money* sont des pièces de huit réaux, ou bien des shillings de Boston ou (comme ils disent) de la Baie, ou « de bonnes espèces sonnantes » comme ils appellent parfois les pié-

(12) *Massachusetts Records*, I, 204. Cf. FELT, *Massachusetts Currency*, p. 29.

(13) SUMNER, *American Currency*, pp. 4-10.

(14) FELT, l. c., p. 37.

(15) SUMNER, *American Currency*, p. 5.

ces d'argent ; aussi du *wampum* (c'est-à-dire des colliers indiens) pour faire l'appoint. *Pay as money* sont les denrées déjà mentionnées, moins chères d'un tiers que le tarif de l'Assemblée en Cour Générale. Et *trust*, selon que client et marchand s'entendent pour la date du paiement. Quand l'acheteur vient demander un article, le marchand, parfois avant d'avoir répondu qu'il l'a, dit : « Ton paiement est-il prêt ? ». Mettons que le rustre réponde « Oui ». « En quoi paies-tu ? » dit le marchand. L'acheteur ayant répondu, le prix est fait ; ainsi supposons qu'il veuille un couteau de sixpence, en *pay* c'est 12 pence ; en *pay-as-money* 8 pence ; et en espèces son propre prix, 6 pence. Cela paraît une façon de commerce fort compliquée, et que la *Lex Mercatoria* n'avait pas prévue » (16). Vers la même époque, dans certaines parties du Maryland, les marchands en désespoir de cause avaient renoncé à se servir comme monnaie de compte de la monnaie légale du pays. Ils marquaient leurs marchandises au prix auquel elles se vendaient à Londres, et cherchaient leur bénéfice sur le prix auquel ils prenaient le tabac ou les denrées qu'on leur offrait en échange (17).

Dès 1652, cependant, la Colonie du Massachusetts s'était efforcée de se procurer un moyen de paiement satisfaisant. Après avoir passé en revue toutes les solutions possibles, elle décida d'établir une Monnaie. Le premier septembre 1652 commença la frappe des shillings, sixpences et *threepenny bits*, pesant environ trois quarts des pièces anglaises de même dénomination. Ces « shillings de la Baie » ou « shillings au Pin » avaient leurs défauts. Ils coûtaient cher : 7.5 % de seigneurage au Maître de la Monnaie (réduit en 1675 à 6.25 %) ; leur frappe était rude et leur poids irrégulier (18). Mais les habitants leur trouvaient un avantage capital, issu en partie de leurs défauts mêmes : comme leur valeur intrinsèque était inférieure à leur valeur nominale, on espérait qu'ils ne prendraient pas le chemin de Londres. On fut vite détrompé, et dès 1654 il fallut interdire de sortir de la Colonie plus de 20 shillings de numéraire. Les attendus de la loi sont caractéristiques : « Attendu que le but de la frappe de la monnaie dans ce *Commonwealth* est de faciliter son négoce intérieur, et qu'elle n'est pas destinée à effectuer des paiements à d'autres pays, ce qui ne peut rapporter aucun profit à ceux qui l'expédient, mais plutôt une perte du quart, à moins que ces personnes, pour compenser cette perte, n'encherissent excessivement les marchandises qu'elles vendent, laquelle pratique ainsi occasionnée (parce que quelques personnes préfèrent leur propre gain au bien public) amène une dépréciation de toutes les denrées produites chez nous, et détournent com-

(16) *Journal of Madam KNIGHT*, éd. Dwight, p. 42.

(17) GOULD, *Money and Transportation in Maryland*, p. 28.

(18) SUMNER, art. *Coin Shilling of Massachusetts Bay*, dans « *Yale Review* », vol. VII, p. 252.

plètement la monnaie de son but et de son utilité parmi nous... » (19). L'idée du législateur est claire : si une même pièce d'argent vaut un shilling à Boston et ninepence seulement à Londres, on ne l'enverra pas à Londres, elle restera à Boston. La réforme de 1652 n'avait pas d'autre objet que de défendre le stock de métaux précieux en diminuant le contenu métallique de l'unité monétaire, comme l'exprima en 1933 la périphrase officielle pour désigner la dévaluation du dollar. Le succès d'une mesure de ce genre dépend avant tout de la rigidité de la structure des prix. Dès que ceux-ci eurent réagi, la prohibition officielle fut impuissante à empêcher l'exode des « shillings au Pin ». Une sauvegarde plus efficace fut la prime du numéraire sur la « monnaie de pays », qui reçut consécration légale quand le gouvernement, pendant la guerre de 1675, remit 25 % puis 50 % des taxes à ceux qui s'en acquittaient en espèces sonnantes (20). Mais l'activité de la Monnaie de Boston violait la prérogative de la Couronne : en 1684, après un long conflit, elle dut se fermer. Les habitants, au cours des années suivantes, demandèrent plusieurs fois en vain qu'on la leur rendit (21). Les « shillings de la Baie » restèrent longtemps encore en circulation dans toute la Nouvelle-Angleterre ; mais leur stock, qui se réduisait peu à peu, ne pouvait suffire aux besoins grandissants du commerce.

**

Il y avait aussi une autre source de numéraire, à laquelle les Américains ne devaient renoncer définitivement qu'en 1857 : l'argent étranger. Nous avons vu que le lourd déficit de la balance des comptes entre les colonies et la métropole était en partie compensé par une balance excédentaire avec les Indes Occidentales. En échange du poisson, du rhum, du blé que les colons expédiaient vers la mer des Antilles, leurs vaisseaux ramenaient les rixdales et « dog-dollars » (thalers au lion) de Hollande, courants en Pennsylvanie et Maryland, les moidores et « joes » (johannès) d'or de Portugal, les pistorines (22) et « pièces de huit ». Ces dernières, pièces de huit réaux frappées par la couronne d'Espagne avec l'argent du Potosi, étaient de beaucoup les plus nombreuses. Les colonnes d'Hercule dont elles

(19) FELT, *Massachusetts Currency*, p. 36.

(20) FELT, l. c., p. 40.

(21) NETTELS, l. c., pp. 173-175. La Couronne avait songé à l'origine à déléguer ce privilège aux Colonies : la Charte de la Colonie de Virginie du 10 avril 1606 lui donnait le droit de battre monnaie. L'idée d'une monnaie coloniale d'or et d'argent, égale comme la monnaie de Massachusetts à trois quarts du sterling, mais frappée pour le compte de la Couronne, fut proposée en vain en 1728 par William Wood, le concessionnaire des pennies de cuivre irlandais immortalisés par Dean Swift. CHALMERS, *Currency in the British Colonies*, p. 17.

(22) Voir ci-dessous, p. 31, n. 68.

portaient l'ambitieuse effigie leur valaient le nom de thalers aux piliers ou « pillar dollars ». Elles palliaient d'autant mieux au manque de monnaie anglaise qu'elles étaient moins recherchées pour l'exportation : quand on avait des fonds à envoyer à Londres, on préférait naturellement la monnaie sterling. Pour renforcer cette tendance sédentaire, on les fit monnaie légale pour une valeur supérieure à leur valeur métallique. A Londres elles valaient 4 s. 6 d. ; en Massachusetts, à partir du 14 juin 1642, elles passèrent à 4 s. 8 d., et à 5 s. après le 29 septembre de la même année (23). En 1652 la Colonie les démonétisa pour faire place à ses propres émissions, comptant que les marchands les apporteraient au Maître de la Monnaie pour être refondues. Mais comme l'opération coûtait 7.5 % de seigneurage, les dollars ne disparurent pas. C'est sans doute pour avoir les avantages d'une monnaie légale sans avoir à payer un droit exorbitant que les marchands de Salem et de Marblehead demandèrent en 1668 qu'on fixât une valeur légale aux dollars, « ce qui peut les rendre plus abondants parmi nous ». Le 2 juin 1669, l'Assemblée s'y refusa. Elle se ravisa le 6 octobre 1672. Pour mettre fin à l'exportation des pièces de huit, elle leur conféra le pouvoir libératoire au taux de 6 shillings l'une, et les pièces légères à proportion de leur poids ; moyennant une redevance de moins de 1 %, le Maître de la Monnaie devait y imprimer sa marque pour garantir la valeur de celles qui faisaient le poids, et le titre des autres. En vertu de ce règlement, shillings de Massachusetts et pièces espagnoles estampées avaient la même valeur légale à poids égal, et devaient donc circuler concurremment (24). De 1672 à 1705 il y eut des demandes répétées en vue d'un cours plus élevé des pièces de huit, qui aurait été équivalent à une dévaluation de la monnaie de compte. Ce genre de mesure répondait à plusieurs objets à la fois. Une cotation avantageuse des dollars invitait les marchands et les pirates à apporter les trésors aux ports où ils faisaient prime, décourageait l'exportation du numéraire vers Londres, permettait d'effectuer avec un même stock de pièces un volume de paiements plus considérable, et allégeait le fardeau des dettes. Tous ces résultats supposaient le maintien de la structure des prix, sauf l'allègement des dettes intérieures qui était subordonné à leur hausse (à moins de se confondre avec le profit de ceux qui détenaient des dollars à l'instant de la dévaluation) ; mais on peut douter que la complexité des phénomènes en jeu ait été perçue par les contemporains. La Couronne finit par se rendre compte qu'une telle mesure

(23) A. M^F. DAVIS, *Currency and Banking*, I, p. 28.

(24) FELT, l. c., pp. 40-42. En 1655, on avait rendu cours légal aux pièces de huit, mais à un taux si bas que leurs possesseurs avaient avantage à les porter à la Monnaie. Après 1672, ils eurent avantage à les faire poinçonner plutôt que refondre en shillings. En 1682, l'obligation du poinçonnage disparut. Cf. SUMNER, art. *Coin Shilling of Massachusetts Bay*, pp. 258-261.

diminuait les créances anglaises sur les colonies ainsi que les salaires des officiers royaux, et entravait le courant naturel du numéraire d'Amérique en Angleterre ; et c'était assez pour la condamner. On sait que pour le gouvernement de Londres un des buts essentiels de la colonisation était de fournir la métropole en métaux précieux (si bien qu'en 1697, quand le Massachusetts en interdit l'exportation, les Commissaires des Douanes firent refuser à cette mesure l'assentiment royal) (25). En 1686 arriva à Boston sir Edmund Andros, envoyé par Jacques II pour gouverner le Massachusetts et les colonies voisines, réunies sous le nom de Dominion of New England. Entre autres pouvoirs extraordinaires, il avait obtenu après maintes difficultés et sur la demande de ses administrés celui de fixer la valeur des pièces étrangères. Il en fit usage le 10 mars 1687 pour confirmer le taux établi en 1672.

Les colons avaient plus d'un moyen de tourner l'opposition des *Lords of Trade*. Par exemple, en admettant une tolérance de poids, on arrivait à ne plus avoir en circulation que des pièces légères. Ainsi en 1692 on abaissa de 17 1/2 *pennyweight* à 17 le poids limite des pièces de huit : c'était une dévaluation de 3 %, et pourtant la mesure reçut la sanction royale (26). La dévaluation était encore plus forte à New-York (64 1/2 % du sterling) et en Pennsylvanie (55 %). L'autorité de la Couronne s'exerça avec plus de fermeté dans le Sud, sauf en Caroline du Sud (62 %). Telle était la situation quand parut la Proclamation royale du 18 juin 1704, préparée par le *Board of Trade*. Désormais la pièce de huit de 17 1/2 dwt. ne devait dans aucune colonie passer pour plus de 6 shillings. Comme sa valeur à Londres était de 4 s. 6 d., c'était limiter à un quart la dévaluation du shilling colonial. Cette Proclamation n'eut d'autre effet que de créer la fiction d'une « *Proclamation money* » égale à trois quarts du sterling, qui fut utilisée assez souvent comme monnaie de compte dans les diverses colonies. Le 3 mars 1705 le gouverneur du Massachusetts, Joseph Dudley, ordonna que dorénavant la monnaie étrangère aurait cours « conformément à la Proclamation de Sa Majesté et aux lois de la Province », dont le taux, on l'a vu, différait du reste de 3 %. Le taux de 6 shillings pour 17 dwt. (ou 7 shillings l'once) fut confirmé par la Législature, et le gouverneur se déclara heureux d'avoir au moins évité une dévaluation plus prononcée, qui entraînait déjà dans les mœurs : des pièces de 16 à 15 dwt. passaient couramment pour 6 shillings. En 1706 cet état de choses reçut la sanction des tribunaux, qui admirent qu'une once d'argent payait une dette de 8 shillings : c'était 22 % de plus que le taux de la Proclamation. En 1708 le Parlement londonien intervint. Un Acte rendit passible de dix livres d'amende

(25) NETTELS, I. c., p. 231.

(26) NETTELS, I. c., p. 237.

ou six mois de prison quiconque offrirait ou accepterait de l'argent en paiement à un taux supérieur au taux légal. L'Acte resta lettre morte. Comme les représentants des colons avaient le privilège de consentir (et par conséquent de refuser) l'impôt, les représentants de la Couronne furent contraints partout de capituler, en soupirant avec le gouverneur de New-York : « Il n'est au pouvoir ni des hommes ni des anges d'extirper des peuples de ce continent la sotte idée qu'ils ont bénéficié à augmenter la valeur de l'argent » (27).

Entre 1710 et 1720 ce mouvement perdit pourtant de sa force, et cessa de préoccuper Législatures et gouverneurs. Ce n'est pas que l'inflationnisme fût en baisse, bien au contraire. Il avait trouvé un procédé autrement efficace : l'inflation de papier-monnaie entra en scène, pour tenir le premier rôle pendant plus de cent cinquante ans.

**

Dès les débuts des colonies, la rareté du numéraire avait popularisé les billets à ordre et les lettres de change. Tirés par des particuliers au crédit notoire, ils circulaient de main en main, accomplissant ainsi de nombreux paiements jusqu'à leur extinction. Leur usage fréquent accoutumait les colons à l'idée de mobiliser le crédit et d'anticiper sur des disponibilités futures (28). Mais le crédit d'un particulier, local et restreint, maintenait dans d'étroites limites l'emploi monétaire de son papier. On s'avisa que le moyen le plus simple de s'affranchir de ces limites était de mettre en commun le crédit d'une « Compagnie » nombreuse de commerçants. L'idée d'une banque d'émission était dans l'air, bien avant la fondation de la Banque d'Angleterre. Plusieurs brochures la proposèrent en Angleterre vers le milieu du siècle ; et nous savons qu'en 1652, quand fut établie la Monnaie de Boston, une « banque » avait été parmi les alternatives considérées. Elle fut plusieurs fois reprise et en 1681 une compagnie de marchands de Boston établit le « Fonds », qui ouvrait à ses membres des crédits garantis par une hypothèque sur leurs biens-fonds et mobilisés sous forme de *change bills*, qui n'étaient pas des billets de banque mais des traites à endos. Le « Fonds » était avant tout une entreprise de propagande destinée à montrer la possibilité de mobiliser le crédit sans intermédiaire métallique. Il fonctionna jusqu'en 1683 ; et il faut croire que ce fut un succès puisque le 23 septembre 1686 le Conseil de la Colonie approuvait le projet d'une banque d'émission dont les billets auraient cours légal. Un grand pas avait été franchi : ce n'étaient plus des particuliers s'entendant pour élargir leur

(27) NETTELS, I. c., pp. 241-247, où l'enchaînement des faits et leur signification sont mis en lumière.

(28) NETTELS, I. c., p. 250.

crédit en tirant des traites les uns sur les autres, c'était l'Etat qui voulait conférer à une institution le privilège d'émettre des billets. L'invention devait faire époque : la fondation de la Banque d'Angleterre en procède en ligne directe. On est tenté (bien que sans preuves) d'y voir l'influence de la monnaie imprimée sur des cartes à jouer par Meules, intendant du Canada, en l'attente des vaisseaux qui lui apportaient des fonds, en 1685, et qui fut retirée de la circulation presque aussitôt. Pour en revenir au Massachusetts, la « Banque » fut organisée en 1687, et se préparait à émettre des billets de 20 shillings et au-dessus, quand arriva d'Angleterre sir Edmund Andros. Il était le premier des représentants de la Couronne dans la Colonie ; comme tous ses successeurs, il appliqua les principes des *Lords of Trade*, et s'opposa à toutes tentatives des habitants pour se servir d'autre monnaie que de numéraire : la Banque fut abandonnée (29).

Mais la nécessité força bientôt à revenir au papier-monnaie, quoique sous une forme un peu différente. A la Révolution de 1688, Andros fut renversé et remplacé par un gouvernement provisoire qui, en novembre 1690, équipa une expédition contre Québec, sans argent : le butin devait y pourvoir. L'expédition tourna court : point de butin, et cinquante mille livres de frais à payer, dont la solde était le plus pressant. Le 10 décembre 1690 fut votée d'urgence une émission de sept mille livres, et une taxe extraordinaire dont le produit devait permettre de la retirer. Les billets, émis par la Province, étaient recevables « en tous paiements publics, et en échange de toutes denrées qui se trouveront à un moment quelconque dans le Trésor » (30). Ce n'était qu'une anticipation très modérée sur les revenus de l'avenir. Mais les habitants n'étaient pas bien sûrs que la dette du gouvernement provisoire serait payée par son successeur. Un officier de l'expédition décrit ainsi le sort de ses hommes, payés en billets : « Mais ils (les billets) ne circulent pas dans le commerce, entre particuliers, et ces pauvres soldats et marins ne peuvent rien se procurer en échange pour plus de la moitié de leur valeur, car on s'en sert seulement pour payer les taxes ». D'autres contemporains estiment leur dépréciation à 20, 30, 35 et 40 %. Le 3 février 1691, pour soutenir les cours, on établit la pratique, qui fut conservée jusqu'en 1720 avec deux brèves interruptions, de les recevoir à 105 % de leur cours d'émission (31). Cet avantage, et l'organisation d'un gouvernement définitif, relevèrent leur valeur, quoique le volume émis se fût accru (£ 40,000 le 20 mai 1691) et que leur amortissement commencé le 23 octobre 1691 fût tout apparent : on brûlait ceux qui faisaient retour au Trésor, mais il fallait en émettre de nouveaux pour renflouer la Trésorerie ; à par-

(29) DAVIS, *Colonial Currency Reprints*, I, Introd., pp. 6-25.

(30) FELT, I, c., p. 50 ; DAVIS, *Currency and Banking*, p. 15.

(31) DAVIS, *Currency and Banking*, pp. 12-16.

tir de juin 1694 on les maintint purement et simplement en circulation (32). Ils eurent un résultat heureux : en 1694 on put interdire les paiements en nature (33). La ville de Boston accepta les billets en paiement des taxes municipales le 12 mai 1702, et le 18 janvier 1703 elle leur accorda, à l'exemple de la Province, le privilège d'être reçus à 105 % (34). La quantité en circulation resta modérée : à la fin de 1707 elle n'excédait pas £ 28,000. £ 22,000 étaient absorbées chaque année par les taxes affectées à leur amortissement, après quoi on les émettait à nouveau. Après 1710, la situation changea. La Province prit une part active à la guerre contre la France ; les taxes furent moratorisées pour six et sept ans (35). Dès 1711 on commença à thésauriser le numéraire (36). Il semble que la dépréciation ne se soit fait sentir qu'en 1714 ; mais à cette date elle était sensible ; l'argent ne circulait plus ; les prix des marchandises importées montaient, ceux des immeubles baissaient ; ce qui faisait qu'on se plaignait d'autant plus du manque de moyens de paiement. Les difficultés entre créanciers et débiteurs apparurent, car les billets avaient reçu le pouvoir libératoire de 1692 à 1702, puis de nouveau, indirectement, en 1710, et explicitement en 1712 (37).

La guerre terminée, le gouverneur Dudley, conformément à ses instructions, représenta que rien ne s'opposait plus à un retour au numéraire. Sa proposition rencontra peu de faveur. Il était vrai que les finances publiques ne requéraient plus le recours au papier-monnaie ; mais les besoins du commerce étaient impérieux. Les échanges étaient paralysés, marchands et propriétaires étaient en difficulté par manque d'argent. N'était-ce pas la preuve que les billets de la Colonie étaient trop peu abondants pour mouvoir « les roues du commerce », comme on disait alors ? Qu'on mette du pouvoir d'achat entre les mains du peuple, et le cycle économique reprendra, pour employer une formule moins surannée de la vieille panacée américaine. Une compagnie de marchands s'offrait à fonder une Banque Territoriale dont le papier serait garanti par une hypothèque sur les biens-fonds de ceux qui emprunteraient à la Banque. Malgré une agitation active parmi le public, les plus conservateurs des habitants appuyèrent le gouverneur dans son opposition à cette aventure.

Mais cette opposition procédait moins d'une hostilité au principe que de doutes sur les qualifications des promoteurs. Le 4 novembre 1714, la Colonie elle-même émit £ 50,000 de billets et les prêta à intérêt sur hypothèque. La clameur pour une Banque privée ne s'apai-

(32) FELT, l. c., p. 51 ; NETTELS, l. c., p. 256.

(33) FELT, l. c., p. 54.

(34) DAVIS, *Currency and Banking*, p. 18.

(35) NETTELS, l. c., p. 258.

(36) DAVIS, *Colonial Currency Reprints*, I, p. 25.

(37) NETTELS, l. c., pp. 264-271.

sant pas, la Colonie fit une nouvelle émission le 4 novembre 1716, qui fut suivie de beaucoup d'autres (38). L'idée que toute richesse est susceptible d'être représentée jusqu'à concurrence de sa valeur marchande par des signes monétaires et ainsi jetée dans la circulation, idée lancée par d'obscurs pamphlétaires anglais du XVII^e siècle, prit alors racine dans le sol américain, dont elle n'a jamais été extirpée jusqu'à ce jour ; bien qu'aujourd'hui les méthodes plus modernes et moins palpables de l'inflation de crédit aient relégué dans les districts ruraux la notion primitive qu'on peut monnayer ses biens en papier-monnaie, telle qu'elle fut mise à l'essai en 1714.

Dès lors, les émissions suivirent les émissions, freinées sans trop de succès par l'autorité insuffisante des gouverneurs. En 1726 le papier était tombé à moitié de sa valeur nominale (comptée en shillings de Massachusetts, qui étaient eux-mêmes dévalués légalement de 35 % par rapport au sterling). En théorie il s'agissait toujours d'un expédient passager destiné à remédier au manque de numéraire ; chaque nouvelle émission devait être retirée de la circulation avant une date limite. Mais ces clauses, qui ne furent jamais observées, finirent par n'être plus qu'une concession de pure forme au parti anti-inflationniste (39). En fin de compte, les shillings-papier se dépréciaient plus vite que leur nombre ne se multipliait, si bien que la somme de monnaie en circulation, prise à sa valeur réelle, diminuait. Pendant plusieurs années à partir de 1720, les taxes furent de nouveau payées en nature (40). A partir de 1726 un vigoureux effort fut fait pour redresser la situation et jusqu'en 1741 le volume des billets diminua lentement (41) ; mais cela n'empêcha pas leur cours de baisser, l'argent haussant de 16 shillings l'once en 1726 à £ 1. 9 s. en 1741 (42). C'est qu'au début de l'inflation les colonies voisines avaient absorbé une bonne partie des émissions du Massachusetts ; à partir de 1732, l'une après l'autre, elles émirent du papier à leur tour. Le Rhode Island alla jusqu'à inonder systématiquement la Nouvelle-Angleterre de son papier. Cette sorte d'emprunt forcé sur les colonies voisines ne fut pas du goût des marchands de Boston, qui réussirent pendant quelques mois à l'arrêter par le boycottage des billets du Rhode Island ; mais il y eut des défections et il fallut y renoncer (43). Comme ces billets étaient inconvertibles, la quantité en circulation déterminait directement leur valeur ; les cours de 1734 accusent l'invasion des billets de Rhode Island : le numéraire monta de £ 1. 1 s. à £ 1. 7 s.

(38) Cf. FELT, l. c., p. 70 ; DAVIS, *Currency and Banking*, I, pp. 55-60 ; NETTELS, l. c., pp. 258 (n.), 271-274.

(39) DAVIS, *Currency and Banking*, I, p. 89.

(40) DAVIS, *Colonial Currency Reprints*, I, p. 66.

(41) DAVIS, *Colonial Currency Reprints*, I, p. 69.

(42) DAVIS, art. *Silver Rates from 1706 to 1750*.

(43) DAVIS, *Currency and Banking*, I, p. 123 ; FELT, l. c., p. 115.

l'once, soit plus de 28 %. En 1738 on tenta de stabiliser : les billets furent échangés contre d'autres, dits « nouvelle série », qui devaient être un jour remboursés pour un certain poids d'argent. Mais comme le Trésor n'avait pas de réserve métallique, la convertibilité resta provisoirement suspendue ; au moins la dépréciation fut-elle arrêtée, la « nouvelle série » resta presque au pair jusqu'en 1744. Cette année-là la colonie prit part à la guerre contre la France, et pour remplir son Trésor elle imprima des billets sans limite. Leur valeur baissa naturellement et à l'automne de 1747 il fallait trois livres en monnaie de Boston pour faire l'équivalent d'une once d'argent qui valait à Londres 5 s. 2 d. ; le rapport entre sterling et papier de Massachusetts était de 11.6 à un (44). Cette extrémité donna le courage de faire l'effort nécessaire : poussée à ce point, l'inflation n'avait plus de partisans. Justement arrivèrent d'Angleterre en 1749 £ 183,600 pour défrayer la Province de ses frais de guerre. On décida de les employer au retrait des billets ; la « vieille série » qui était restée monnaie de compte fut reprise à moins d'un sixième de son cours d'émission (45).

À partir de 1750 le Massachusetts eut pour monnaie de compte la « Monnaie de la Proclamation » de 1704. Il n'y avait pas de pièces correspondantes, sauf le peu qui restait des shillings « au pin » frappés avant 1684. Aussi trouvait-on surtout en circulation des pièces de huit et leurs subdivisions. En 1750 le Parlement tira la morale de toutes les expériences du siècle précédent. Il interdit aux colonies de Nouvelle-Angleterre d'émettre ou de renouveler à partir du 29 septembre 1751 aucun billet autre que des bons du Trésor portant intérêt et dépourvus de cours légal entre particuliers, qui devaient être annulés au fur et à mesure de leur rentrée en paiement des impôts, sauf « en cas d'urgence extraordinaire pour le gouvernement, de guerre ou d'invasion ». Ils furent émis assez régulièrement à partir de 1755, et eurent une certaine circulation ; mais on doit les compter dans la classe des effets à court terme et non de la monnaie (46).

L'acte du Parlement de 1750 mit fin aussi à des tentatives réitérées pour fonder une banque d'émission privée. On a vu le *Fund* de 1681, celui de 1686, la banque de 1713. En 1720 un projet de ce genre fut interdit avant d'avoir été mis à exécution. En 1740 l'interdiction ne survint qu'une fois la compagnie formée et les billets émis : la liquidation traîna des années. Ces *land banks* du XVIII^e siècle sont bien connues grâce aux patientes recherches d'Andrew Mac Farland Davis. Les souscripteurs étaient toujours de petits négociants de la campagne qui cherchaient à alléger leurs dettes et à augmenter leurs

(44) DAVIS, art. *Silver Rates from 1706 to 1750*.

(45) Exactement 15 1/2 % ; DAVIS, *Currency and Banking*, I, p. 234.

(46) F. F. M'LEOD, *Fiat Money and Currency Inflation*, p. 247.

ressources par l'inflation ; des campagnes actives de prospectus et de brochures la présentaient comme la panacée économique. Les grands négociants de Boston voyaient avec défaveur ces entreprises qui en cas de succès auraient libéré de leur dépendance les classes moins fortunées des campagnes. Du reste le financement de ces émissions était malsain. Elles étaient gagées sur l'avoir le moins liquide qui soit : une hypothèque sur les propriétés des souscripteurs. Rien n'était prévu pour assurer la convertibilité des billets, toujours fixée à une date très éloignée.

Tout différent était le cas des *silver banks*. Les noms les plus respectés sur le marché de Boston et de Salem forment la liste des souscripteurs. Une première fois ils émirent en 1733 £ 110,000 de billets, payables à quelques années de là en un poids déterminé d'argent. Le but de leur émission était de fournir un instrument d'échange indépendant des variations du papier de la Colonie. Ces billets étaient bons, trop bons même : bientôt ils firent prime et furent thésaurisés. Une seconde *silver bank* fut fondée en 1740 en concurrence avec la *land bank* de la même année ; ses billets devaient être convertibles en numéraire à partir de 1755. Soit que ce délai parût trop long, soit que la *land bank* ait mis le gouvernement en défiance à l'égard de toutes banques, soit qu'il ait voulu atténuer le mécontentement des partisans de la *land bank* en frappant du même coup leurs concurrents, il interdit l'une et l'autre en 1741 (47).

A la base de toutes ces aventures inflationnistes qui se succédèrent à peu près sans interruption depuis le début de la colonie, on retrouve toujours le même motif : *the scarcity of coin*, la disette de monnaie. Si le pays est moins prospère qu'il le devrait, c'est que le manque de monnaie paralyse les échanges ; l'idée est d'autant plus enracinée dans les esprits qu'à cette époque le mercantilisme est la doctrine économique acceptée, et associe les idées de richesse et d'abondance de numéraire. L'idée que plus on a de monnaie (métal ou papier selon le cas) plus les affaires sont actives est une variation américaine sur ce thème mercantiliste. Thème et variation sont encore vivaces aujourd'hui sur les continents où ils prirent naissance. Mais il y a aussi une autre tendance qui pousse le parti de l'inflation, quoiqu'il ne l'avoue pas publiquement : c'est que plus la monnaie perd de sa valeur, plus il devient facile de payer ses dettes. L'inflation trouve des partisans parce que c'est la banqueroute partielle légalisée, moins dans l'intérêt de l'Etat (la dette publique est insignifiante) que des particuliers. Les ennemis de cette tendance la dénonçaient, et l'un d'eux écrivait en 1749 : « Les partis en Massachusetts en ce moment ne se nomment

(47) DAVIS, *Currency and Banking*, II, pp. 130-190 ; id., art. *Land and Silver Bank*, dans *Publications of the Colonial Society of Massachusetts*, vol. IV (1910), pp. 1-200.

pas Loyaliste et Jacobite, Gouverneur et Pays, Whig et Tory, ni du nom de sectes religieuses, mais les Débiteurs et les Créanciers. Le côté des débiteurs a eu le dessus depuis l'année 1741, ce qui a été la ruine complète du Pays »... « Les Législatures qui ont émis du papier-monnaie ici ont été des Législatures de débiteurs » (48). La réforme de 1750, imposée par la métropole, marqua la défaite de ce mouvement.

Pourtant le génie inventif des Yankees ne se tint pas pour battu. Vers la fin de la guerre de Sept ans, la monnaie anglaise était tombée dans le désordre. La monnaie d'or (guinées) n'avait pas souffert ; mais celle d'argent ne comprenait plus que des pièces usées ou rognées d'environ un sixième, et l'argent en barres, que la Monnaie achetait à 5 s. 2 d., était monté à 5 s. 7 d. et plus ; l'argent étranger, le seul qu'il fût permis d'exporter, se faisait rare, obligeant le gouvernement britannique à faire ses paiements aux colonies en pièces d'or. Chaque Bostonien s'empressait de mettre à profit le taux du change, et envoyait de l'argent à Londres : à Boston, ville et Trésor s'en trouvèrent bientôt dépourvus, tandis que l'or ne manquait pas. Un mouvement populaire se forma, dirigé par le jeune agitateur James Otis, pour conférer à l'or le cours légal, qu'il n'avait pas. Les caisses publiques l'acceptaient à un certain taux, mais la loi ne permettait pas de l'imposer aux créanciers en paiement d'une dette pour laquelle ils pouvaient exiger un poids d'argent devenu plus précieux. Le parti d'Otis voyait là une lacune de la loi, qu'il était urgent de combler. Le gouverneur, Thomas Hutchinson, s'y opposa. Des articles anonymes dans les journaux exposèrent son point de vue : là où un contrat stipulait une once d'argent, il était injuste d'autoriser le débiteur à se libérer avec un poids d'or qui ne valait plus que 93 % d'une once d'argent. L'étalon du Massachusetts n'était pas lié au sterling mais au métal blanc ; si le shilling sterling avait baissé en fait, il n'y avait aucune raison pour que le shilling du Massachusetts fût de même. A vrai dire, on pouvait donner le pouvoir libératoire à l'or, à condition de fixer un taux correspondant à son prix actuel et non à son cours traditionnel. Mais l'Assemblée fut intraitable. Elle vota le 23 novembre 1761 un *bill* donnant cours légal à l'or au taux qu'il avait occupé naguère sur le marché libre. Le Conseil, tout conservateur qu'il fût, dut céder, et le gouverneur sanctionna le *bill* à contre-cœur le 6 mars 1762. James Otis et ses partisans avaient inventé la dévaluation grâce au bimétallisme, qui était appelée à un avenir insoupçonné aux Etats-Unis. Mais cette première tentative fut frustrée : l'argent retomba bientôt à sa valeur normale de 5 s. 2 d. l'once, et l'or cessant d'être la monnaie

(48) DOUGLASS, *Summary... of the British Settlements of North America*, I, 335, 310 ; cf. I, 359, 494.

bon marché reprit dans le système monétaire la place très secondaire qu'il occupait auparavant (49).

*
**

Telle est l'histoire monétaire d'un des Treize Colonies. Celle des autres colonies de la Nouvelle Angleterre ne présente que des variations insignifiantes : partout les « shillings au Pin » servent d'étalon des valeurs, partout le papier des banques privées essaie en vain de faire concurrence au papier d'Etat. Dans les autres Colonies, seul le Maryland frappe monnaie, et encore ne fut-ce qu'un épisode éphémère (50). Nous avons vu le rôle important joué par la monnaie-tabac (cf. ci-dessus, p. 8). D'autre part l'épisode bimétallique de 1762 est resté particulier au Massachusetts. Mais partout on retrouve les trois grandes formes d'inflation coloniale et sous des aspects à peu près identiques : à l'ère des paiements en nature succède celle de la cotation arbitraire du dollar, puis celle du papier-monnaie (le retour au numéraire en 1750, qui clôt la période inflationniste dans le Massachusetts, n'a pas été imité). Le mouvement a sa place dans la politique : quand en 1763 un Acte du Parlement interdit à toutes les Colonies de donner cours légal à aucun papier-monnaie, Benjamin Franklin prit sa plume pour protester contre cette violation des libertés coloniales (51) ; violation bien vaine puisque (comme on pouvait le prévoir) l'Acte ne fut pas observé, et dut être rapporté en partie en 1773. Malgré tout, les mena-

(49) La situation des changes est assez obscure ; il semble que la hausse de l'argent relativement à l'or ait été limitée à l'Angleterre. Mais les changes européens n'avaient presque aucune influence sur la situation américaine ; il en coûtait 4 1/2 % (fret et assurance) d'envoyer du numéraire de l'autre côté de l'Atlantique. Aussi les négociants bostoniens ne pouvaient-ils faire presque aucun arbitrage ; leurs seules opérations de change étaient celles que nécessitait le trafic des marchandises ou les paiements publics, c'est-à-dire qu'elles étaient toutes avec Londres. Cf. MINOT, *Continuation of the History...*, II, pp. 102-108 ; THOMAS HUTCHINSON, *History of Massachusetts Bay*, III, pp. 98 sqq. ; HOSMER, *Life of Hutchinson*, pp. 63 sqq. ; SUMNER, art. *Coin shilling of Massachusetts Bay*, pp. 416-418. Sur les mouvements d'or et d'argent entre 1760 et 1762, cf. JASPER MAUDUIT, *agent à Londres pour la province de Massachusetts Bay*, pp. 8 n., 15 n., 63. Le Trésor du Massachusetts publiait de temps à autre le taux auquel il acceptait les différentes pièces d'or : il n'était pas le même à poids égal d'une pièce à l'autre. Les billets « nouvelle série de 1738 », les bons du Trésor émis en 1752, étaient remboursables en un certain poids d'argent ou d'or, dans le rapport de 14.84 à 1 dans le premier cas, 15.38 à 1 dans le second. BULLOCK, *Essays on the monetary history of the United States*, pp. 25-26.

(50) *Archives of Maryland*, III, 365, 383 ; CAROTHERS, *Fractional Money*, 29. Cette monnaie pesait, comme celle du Massachusetts, trois quarts du sterling.

(51) FRANKLIN, *Remarks and Facts Relative to the American Paper Money* (1764), *Works*, éd. Sparks, II, 340-354. FRANKLIN avait en 1729 par sa *Modest Inquiry into the Nature and Necessity of a Paper Currency* (éd. Sparks, II, 253-277) fortement contribué à inaugurer en Pennsylvanie la politique du papier-monnaie, et en avait été récompensé par la commande lucrative de l'impression des billets. Cf. *Autobiography*, éd. Sparks, I, pp. 91-92.

ces du gouvernement royal contre la « monnaie bon marché » ont leur place modeste mais certaine parmi les causes de la Déclaration d'Indépendance.

**

Lorsque les Colonies se trouvèrent en état de rébellion contre la Couronne, leur situation financière n'était pas faite pour faciliter la conduite d'une guerre. Le numéraire en circulation — de l'argent et très peu d'or — était évalué entre huit et douze millions de dollars ; le papier des différents Etats pouvait se monter à une vingtaine de millions. Les Colonies se trouvaient coupées de leur principal marché, les Iles Britanniques ; leur industrie était si rudimentaire qu'il leur fallait importer d'Europe, en plus des nécessités du temps de paix, la quasi totalité de leurs fournitures militaires. Il était clair que le problème des changes allait se poser rapidement.

Mais le problème du budget était le plus immédiat. Les Colonies, devenues les Etats-Unis, n'avaient pas su se donner un gouvernement collectif. On ne peut donner ce nom au Congrès. Les pouvoirs de ses membres, plus ou moins définis, variaient d'un Etat à l'autre. Son autorité, reconnue sur le terrain diplomatique, assez effective dans le domaine militaire, était plus difficile à affirmer en matière de finances. Les Articles de Confédération de 1781 codifièrent cette impuissance plutôt qu'ils n'y remédièrent. Du reste, eût-il eu des pouvoirs financiers, le Congrès aurait eu de la peine à les appliquer. Le refus de se laisser taxer par la Couronne n'était-il pas le principal motif de la révolte ? Les taxes « librement consenties » levées par chaque Colonie étaient légères, puisque la Couronne supportait les frais de l'armée qui protégeait leurs frontières, de la flotte qui escortait leurs convois, des ambassades qui représentaient leurs intérêts. Il était arrivé que les Colonies dussent avancer les frais des guerres contre la France ; dans ces occasions, leur courage fiscal ne s'était pas avancé à la hauteur de leur courage militaire, et le papier-monnaie, expédient commode et ruineux, avait été leur recours ordinaire. En réplique aux tentatives de la Couronne pour leur imposer une gestion financière prudente, elles avaient établi une tactique de résistance passive qu'une pratique séculaire avait fait entrer dans leurs mœurs. Le Congrès eût-il décrété des impositions qu'il n'avait pas d'agents d'exécution pour les lever. Il ne pouvait que répartir la somme globale entre les Etats et les laisser libres de se procurer leur quote-part à leur guise : l'optimisme de cette période ne pouvait cacher que les rentrées seraient très lentes. Dans l'un et l'autre cas, le résultat le plus clair de la tentative aurait été d'indisposer les contribuables et de grossir les rangs déjà nombreux des Loyalistes. Le succès d'un emprunt intérieur était problématique, un emprunt extérieur demandait du temps ; et les nécessités du Con-

grès étaient pressantes. Le 22 juin 1775 il décida d'émettre du papier-monnaie jusqu'à concurrence de deux millions de dollars d'Espagne. C'était en somme un emprunt forcé sans intérêt ; Franklin avait lutté en vain pour obtenir un intérêt de 5 %. En tant que tel, il devait être ultérieurement retiré au pair, et c'est dans ce sens qu'il faut interpréter la promesse de « payer au porteur » tant de « dollars d'Espagne » inscrite sur les billets. Il ne s'agissait pas de convertibilité à vue, mais de rachat final le moment venu de les retirer de la circulation. A vrai dire, on n'espérait pas avoir jamais en caisse assez d'espèces pour les racheter ; la méthode sur laquelle on comptait était celle qui avait été appliquée aux émissions des Colonies : on imposait une taxe spéciale, et on annulait les billets au fur et à mesure qu'ils rentraient en paiement de la taxe. Comme le Congrès n'avait notoirement aucun revenu qu'il pût affecter au rachat de ses billets, ce soin fut dévolu aux Etats. La somme totale fut divisée entre eux au prorata de leur population, et chacun d'eux fut laissé libre de pourvoir comme il l'entendrait au retrait et à l'annulation de sa quote-part (52).

On voit qu'en dernière analyse c'était l'impôt qui devait fournir les fonds. Le système compliqué qu'on avait adopté avait beaucoup d'avantages sur la taxation pure et simple. Le plus clair était de fournir les fonds sans autres délais que ceux de l'imprimeur et ceux, beaucoup plus longs, des commissaires chargés de signer à la main chaque billet. Ensuite il répondait à la principale objection que les contribuables avaient toujours soulevée contre les impôts : ce n'était pas, alléguaient-ils, mauvaise volonté de payer, mais la monnaie en circulation suffisait à peine aux besoins du commerce, et si le fisc en retirait une partie, les affaires seraient paralysées. Le papier-monnaie était depuis le début du siècle la réponse traditionnelle des pouvoirs publics : ne vous plaignez plus d'avoir à payer, nous vous en avons fourni les moyens. Le système avait ses dangers, on le savait ; mais l'expérience du passé prouvait aussi qu'il avait pu fonctionner sans heurt pendant de longues périodes (53).

(52) BOLLES, *Financial History*, I, 24-41.

(53) Il ne manque pas de preuves que le sentiment inflationniste, ou la peur de la « contraction » monétaire, renforçait la pression des nécessités financières immédiates. James Duane, délégué de New-York, écrivait à ses commettants, le 17 juin 1775 : « Votre grand sujet de mécontentement, le manque d'argent, va, j'espère, être bientôt écarté. Pour votre satisfaction présente, nous avons obtenu du Congrès l'autorisation de vous informer qu'il a voté une résolution en faveur de l'émission, en monnaie de papier Continentale, de deux millions de dollars d'Espagne, du paiement desquels toutes les Colonies seront garantes. » BOLLES, op. cit., I, 38. Toutefois, il faudrait se garder d'assimiler cette émission à celles qui la précédèrent au début du siècle, ou qui la suivirent après la fin de la guerre. Dans ces autres cas, l'inflation est le principal ou le seul but des émissions ; en 1775, leur but essentiel est de fournir l'argent pour la guerre, et le rôle de la tendance inflationniste se borne à faciliter le jeu du système en le rendant populaire.

Il n'en fut pas de même cette fois. D'abord les Etats négligèrent de lever des taxes suffisantes pour retirer leur quote-part des billets : l'opinion de la majorité y était hostile. Ensuite, et surtout, la guerre demandait beaucoup plus de fonds qu'on ne l'avait cru au début. On vit bientôt la fin de deux premiers millions. Franklin proposait, au fur et à mesure qu'on déboursait le papier, de le faire rentrer en l'empruntant à intérêt, ce qui aurait limité son volume et soutenu son cours. La majorité préféra en émettre davantage. A la fin de l'année 1775, 6 millions étaient votés. Le 17 février 1776, le total fut porté à 10 millions. A partir d'octobre 1776 on eut recours à l'emprunt, mais sans grand succès : au début, l'intérêt fut fixé à un taux insuffisant, et ensuite la dépréciation du papier découragea les prêteurs. Les Etats avaient conféré aux billets le cours légal, et pour ceux à qui la voix du patriotisme ne parvenait pas à les faire accepter au pair, on avait édicté des peines sévères, que des comités de patriotes se chargeaient de faire appliquer (54). Malgré cela, très tôt, le numéraire disparut : le 21 février 1776, on pourvut au vide créé dans la circulation en imprimant des coupures d'un, deux, trois et quatre sixièmes de dollar. Les prix montèrent en dépit des lois du maximum et du terrorisme à l'égard des « monopoleurs ». A la fin de 1776, quinze millions étaient émis, et dépréciés de moitié environ. Au moment de l'alliance avec la France, 55 millions et demi circulaient à un sixième de leur valeur nominale ; la nouvelle de l'alliance les fit remonter au quart, puis la dépréciation reprit. Le Congrès et les Etats maintenaient la fiction légale que les billets devaient circuler au pair. Il n'y avait donc aucun cours régulier ; beaucoup de personnes refusaient de prendre les billets à quelque taux que ce fût. Le 18 mars 1780, alors que plus de 240 millions avaient été émis, le Congrès décida de les dévaluer officiellement. On les échangea, à quarante pour un, contre de nouveaux billets. Ceux-ci étaient émis au nom des divers Etats, et par leur intermédiaire, au prorata de leur population, avec l'aval du Congrès. Ils portaient intérêt à 6 %, et devaient être convertibles à partir de 1786. Mais les Américains se méfiaient désormais du papier, quel qu'il fût : la nouvelle émission fut au-dessous du pair dès son apparition. Depuis le mois de février 1780, les comptes du Congrès avec les Etats étaient tenus sur la base du dollar-métal ; en juillet la même base fut appliquée au calcul de la solde de l'armée et de la marine ; en août, aux bons de réquisition. En mars 1781, le Congrès cessa d'accepter les dollars-papier à leur valeur nominale. L'un après l'autre, tous les Etats mirent fin au cours

(54) La conscience des Quakers, des Mennonites et d'autres sectes s'avisa que ce papier était émis pour faire la guerre, et qu'il y avait péché à le recevoir. Les patriotes les persécutèrent pour cela, et remarquèrent qu'ils s'étaient montrés moins délicats dans le passé, quand on avait émis pour faire face aux dépenses des guerres du papier qui se dépréciait moins vite. BOLLES, op. cit., t. I, pp. 123-126.

forcé. Ils établirent des échelles de la dépréciation qui permirent de convertir en dollars-argent, suivant leur date d'origine, les obligations contractées sous le régime du papier. Celui-ci circulait toujours, à un cours de plus en plus infime. En mai 1781, il cessa d'avoir cours à Philadelphie, le centre financier de la Confédération. L'exemple gagna la Nouvelle-Angleterre, et à la fin de l'année le Sud lui-même ne s'en servait plus qu'à l'occasion, jusqu'en 1786, à un taux dérisoire pour payer les impôts. Ceux qui en conservèrent jusqu'en 1790 purent alors en obtenir le remboursement à 1 % de la valeur d'émission (55).

Le papier des Etats avait passé par des avatars analogues. La plupart des Colonies en avaient en circulation à l'ouverture des hostilités ; à la fin de 1775, toutes sans exception avaient augmenté leurs émissions, profitant de ce que l'autorité de la Couronne n'était plus là pour les empêcher. Le Congrès se rendit compte que ces émissions, du simple fait de leur volume, accentuaient la dépréciation du papier Continental. A plusieurs reprises, le 15 février, le 15 novembre 1777, il recommanda aux Etats de cesser d'imprimer du papier, et de retirer celui qui était déjà en circulation. Certains le firent, plus ou moins tôt. A défaut d'argent, les porteurs reçurent des reconnaissances de dette : c'est la principale origine de la dette publique des Etats, que le gouvernement central assumait par la suite (56). Mais en 1780 et 1781, quand le papier du Congrès disparut peu à peu de la circulation, plusieurs Etats imprimèrent un volume considérable de billets ; l'année de la paix, 1783, vit encore plusieurs émissions. Le volume du papier émis par les Etats de 1775 à 1783 fut à peine inférieur à celui des dollars Continentaux ; une estimation l'évalue à deux cents millions de dollars (57).

En même temps que le papier cessait de remplir l'office de monnaie, le numéraire prenait sa place. Passé les deux premières années de la guerre, les Anglais envoyèrent dans les ports qui leur servaient de bases non plus de la monnaie, mais des marchandises dont le prix de vente fournissait des fonds à leurs armées sans appauvrir l'Angleterre de métaux précieux au profit de colonies rebelles. Mais les troupes françaises apportèrent beaucoup d'écus et de louis d'or (58) ; le gouvernement espagnol ouvrit au commerce américain le port de la Havane ; et le numéraire se trouva plus abondant qu'au début de la guerre. Les contributions des Etats (qui s'étaient décidés à lever de lourds impôts), les réquisitions directes de l'armée et les subsides du

(55) SUMNER, *The Financier and the Finances of the Revolution*, t. I, pp. 95-98. Sur toute l'histoire du papier du Congrès, voir BOLLES, l. c., t. I, pp. 42-116, 270.

(56) FELT, l. c., pp. 175 sqq.

(57) SCHUCKERS, *Finances of the Revolutionary War*, pp. 89-91, 127. BULLOCK, *Monetary History*, p. 64.

(58) SUMNER, *The Financier and the Finances of the Revolution*, t. I, p. 100.

roi de France permirent au Congrès de finir la guerre tant bien que mal.

L'expérience de la « monnaie Continentale » laissa dans l'esprit des Américains une impression durable. Elle leur avait montré ce que signifiait l'inflation poussée jusqu'à ses dernières limites. Jusque-là on avait surtout connu les effets initiaux de l'opération : hausse des prix, accélération des transactions, compensée par une diminution lente du pouvoir d'achat des revenus fixes. A haute dose, les ravages de l'inflation devenaient éclatants : spoliation complète de tous les créanciers (y compris les marins et les soldats), paralysie des échanges parce que la monnaie refusait service (59). Franklin, Washington, John Adams, Madison et presque tous les personnages illustres de ce temps condamnèrent dès lors l'inflation avec la dernière sévérité. Mais il importe de ne pas se laisser prendre à ce concert quasi unanime de condamnations : c'est la voix de la classe dirigeante, de la classe cultivée, de la classe possédante. Un pauvre cultivateur que la dureté des temps avait forcé à hypothéquer sa ferme était moins persuadé qu'un papier qui paie les dettes à bon compte fût le plus grand des maux sociaux.

Une autre conséquence de l'émission des dollars Continentaux est qu'elle fixa pour l'avenir l'unité monétaire. Quand le Congrès avait décidé d'émettre du papier, il n'avait pas voulu le libeller en shillings, pour éviter de faire un choix entre les shillings de valeur différente des diverses colonies. Le dollar d'Espagne n'était pas plus une monnaie de compte dans les colonies que la guinée en Angleterre ; mais il était connu et employé partout. Le *Board of Treasury* fit de même ; ses comptes étaient tenus en dollars et quatre-vingt-dixièmes de dollars (chacun équivalant à un penny de Philadelphie, où siégeait le

(59) Un exemple curieux des expédients auxquels le pays en était réduit par le chaos monétaire est la teneur des certificats que le Massachusetts établit le 1^{er} janvier 1780 pour ses contingents démobilisés. On prend comme étalon le prix de 5 boisseaux de grain, 68 livres 1/2 de bœuf, 10 livres de laine et 16 livres de cuir. Les certificats ont une valeur nominale libellée en livres et shillings ; mais ils doivent « être payés principal et intérêt en monnaie ayant cours dans l'Etat au moment du paiement, en une somme plus ou moins élevée » que la valeur nominale, de sorte que pour chaque livre sterling portée sur le certificat le bénéficiaire reçoive un cent-trentième de la valeur de l'étalon composite qu'on vient de citer. Les hommes d'Etats du Massachusetts n'avaient pas de préoccupations comparables à celles des théoriciens modernes de la monnaie à pouvoir d'achat constant. Ce qu'ils cherchaient, c'est ce qu'on nommerait aujourd'hui une sorte de « garantie de change ». S'ils avaient libellé leurs certificats en onces d'argent, le contrat aurait pu être légalement rempli par l'offre de dollars Continentaux (qui portaient à leur recto la promesse de payer tant de « dollars d'Espagne »), tandis qu'un contrat pour livraison de marchandises était un contrat spécifique qu'aucun cours forcé n'avait encore invalidé. Il pouvait donc inspirer la confiance ou au moins l'espoir. La rédaction inusitée des certificats n'a pas d'autre cause. Voir Willard C. FISHER, *The Tabular Standard in Massachusetts*, art. dans « *Quarterly Journal of Economics* », mai 1913, pp. 417-455, fac-similé p. 454.

Board). Chaque colonie continua à compter dans ses livres, shillings et pence traditionnels (60) ; mais à côté de ces unités locales s'élevait un système national : le dollar comme unité de compte, à laquelle correspondait comme étalon des valeurs la « pièce de huit » espagnole. Ce précédent pesa d'un poids décisif quand peu d'années après fut établi définitivement le système monétaire des Etats-Unis.

**

II. — LA FONDATION ET LES DÉBUTS DIFFICILES DU SYSTÈME MONÉTAIRE DES ETATS-UNIS

Les années qui s'écoulèrent entre la paix de 1783 et l'établissement du gouvernement fédéral ont une importance capitale. Ce n'est pas à tort que l'imagination du peuple américain place la Constitution presque à côté du Décalogue, comme le produit d'une sagesse quasi surhumaine. Ce texte vénérable, précisé par l'interprétation qu'il reçut dès le début, a été le point de départ d'une tradition qui a évolué avec le temps, mais sans dévier de ses intentions primitives. Il a posé les bases de la vie nationale, ainsi que le voulaient ses auteurs, qui n'entendaient aucunement faire œuvre de circonstance. Toutefois, comme il était inévitable, les conditions qui les entouraient posaient certains problèmes particuliers ; elles déterminèrent dans une large mesure à quelles questions la Constitution se proposa de répondre, et le sens dans lequel elle y répondit. Nulle part ce n'est plus apparent qu'en matière de finance : c'est à cause des événements contemporains que la Constitution a donné au régime monétaire des Etats-Unis un cadre très différent de la tradition coloniale.

On admet souvent que la cruelle expérience des dollars Continentaux avait démontré aux hommes d'Etat le danger du papier-monnaie. C'est probable ; mais la démonstration n'était pas concluante. Ces dollars avaient rendu des services qui balançaient les ruines qu'ils avaient causées. Ils avaient sauvé la patrie en danger en lui procurant le nerf de la guerre à un moment où aucune autre source ne l'aurait fourni. Mais si les Pères de la Constitution avaient pu garder un faible pour l'inflation en temps de guerre, l'exemple qu'ils avaient sous les yeux en pleine paix le leur aurait ôté. Les temps étaient durs. Les ruines de sept années de guerre se relevaient lentement. La Con-

(60) BRONSON, *Connecticut Currency*, p. 87. Plusieurs années après l'établissement du système monétaire fédéral, les manuels de change donnent encore la première place aux unités coloniales. Cf. JOSEPH CHAPLIN, *The Trader's Best Companion*, Newburyport 1795 ; G. FORMAN, *The Intercourse of Nations*, New-York, 1796. Autres exemples cités par CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 81 (note).

fédération empruntait en Hollande pour payer l'intérêt de sa dette ; les Etats, endettés eux aussi, levaient de lourds impôts. Après une brève prospérité à la signature de la paix, une crise commerciale s'abattit sur le pays à l'automne de 1784. Les évictions, les faillites se multipliaient. Beaucoup, découragés, allaient chercher un nouveau foyer au-delà des Alleghanies. Bon nombre de ceux qui restaient avaient dû hypothéquer leur ferme. La balance du commerce était déficitaire ; l'Angleterre inondait le pays des produits de son industrie renouée par le machinisme, et le drainait de ses métaux précieux. Brissot notait au cours de son voyage de 1788 : « Il s'est fait jusqu'à présent, et depuis la paix, une très grande exportation de numéraire des Etats-Unis. Un négociant très éclairé m'a assuré que chaque paquebot anglais emporte 30,000 livres sterling, avec ce qui passe par les vaisseaux marchands. Il a calculé, d'après des comptes très exacts, qu'il s'était exporté par New-York, d'après [sic] la paix, plus de 10,000,000 de piastres [dollars] » (61). Dans ces conditions, beaucoup mirent leur espoir dans le papier-monnaie. N'était-ce pas le vrai moyen de ranimer les échanges, de relever les prix des denrées que le fermier porte au marché, de purger à bon compte l'hypothèque qui menace sa ferme et son champ ? Mieux, c'est le moyen de remplir les caisses de l'Etat, de payer la dette publique. La dépréciation n'a-t-elle pas été prônée, entre 1776 et 1780, comme l'impôt auquel nul ne peut se soustraire, et qui frappe chacun à proportion de ses moyens, tandis que l'impôt foncier, principale ressource fiscale des Etats, épargne le riche marchand et accable le fermier. Entre 1785 et 1786 apparaît dans toutes les colonies un parti actif qui réclame l'émission de papier-monnaie. En Virginie, Madison parvient non sans peine à le vaincre dans la Législature. En Maryland et Delaware il échoue. En New Hampshire il fallut employer la force, en septembre 1786, pour disperser une foule de campagnards armés qui s'étaient mis en devoir de bloquer les législateurs dans la salle des séances, jusqu'à ce qu'ils leur eussent donné satisfaction. En même temps, en Massachusetts, dans les comtés agricoles de l'intérieur, des émeutes éclataient quand les tribunaux prétendaient condamner les débiteurs insolvables. A la fin tout le haut pays fut en insurrection ouverte ; il fallut une campagne en règle pour disperser les bandes conduites par Daniel Shays. En Rhode Island, seul de tous les Etats de la Nouvelle-Angleterre, le parti inflationniste eut le dessus. Il s'agitait dès février 1786. Victorieux aux élections de ce printemps, il vota le 5 mai l'émission de £ 100,000 de billets, et les peines les plus dures contre quiconque ne les accepterait pas à l'égal de l'argent ; tous les citoyens furent contraints de jurer fidélité à cette loi. En conséquence,

(61) BRISSOT, *Nouveau Voyage dans les Etats-Unis*, t. I, p. L^J (préface).

les marchands, plutôt que de vendre à perte, fermèrent boutique. Les villageois ripostèrent en ne venant pas au marché. En juillet 1786, Providence et Newport étaient des villes mortes, menacées de la disette. Leurs habitants protestaient ; mais les villageois eurent le dessus aux élections, et le papier continua à faire loi. En 1788 Brissot s'embarquant à Newport trouva la ville morte et délabrée ; le papier valait alors un dixième de sa valeur nominale (62). C'est seulement en octobre 1789 qu'on abolit le cours forcé : un dollar s'échangeait alors contre quatre-vingt-dix shillings papier au lieu de six (63). Une expérience analogue fut faite par New York, New Jersey, la Pennsylvanie (qui donna l'exemple le 16 mars 1785) et les trois Etats les plus au Sud. Partout le motif était clair : il fallait aider les débiteurs, c'est-à-dire les campagnards. Pour leur assurer plus sûrement le bénéfice des émissions de papier, on le mit en circulation en le leur prêtant sur hypothèque (64). Du reste on ne cherchait pas seulement à rendre l'argent abondant pour éviter aux débiteurs solvables de se trouver en défaut par manque de numéraire. On voulait renouveler l'expérience des dollars continentaux, on voulait la dépréciation. Un orateur populaire dit aux habitants de Sharon (Connecticut) : « Elisez des hommes qui feront une « banque » de papier-monnaie, assez grosse pour payer toutes nos dettes, et qui s'amortira d'elle-même (ce sera un bénéfice net pour l'Etat) ». Cinquante villages du comté de Hampshire (Massachusetts) demandèrent « qu'on émit une banque de papier-monnaie, soumise à une dépréciation ». Une pétition de Lunenburg spécifiait que le papier-monnaie devrait perdre un shilling par livre chaque année. « La quantité en circulation se réduisant constamment... le crédit de cette monnaie sera soutenu par là » (65).

**

Tandis qu'en 1787 la Convention de Philadelphie discutait le projet de Constitution, la vague inflationniste déferlait encore. Les délé-

(62) Ibid., t. I, p. 204. Le témoignage de Brissot, sujet à caution lorsqu'il cède à la tentation de prêcher sa philosophie politique, est précieux par l'intérêt très averti qu'il porte aux questions commerciales.

(63) ARNOLD, *History of Rhode Island*, t. II, pp. 505-507. MAC LAUGHLIN, *The Confederation and the Constitution*, pp. 138-161. Sur le parti du papier-monnaie en Virginie, cf. lettres de MADISON à Jefferson, 12 août et 4 décembre 1786 : *Writings*, éd. Ford, t. II, pp. 259-262, 291 ; brouillon d'un discours contre le papier-monnaie à la Chambre des Délégués de Virginie, novembre 1786 : ibid., t. II, pp. 279-281.

(64) ARNOLD, l. c., t. II, p. 520. PHILLIPS, *Paper Money of Pennsylvania*, p. 24. BEHRENS, *Paper Money in Maryland*, pp. 78-85.

(65) Textes cités dans LIBBY, *Geographical Distribution of the Vote on the Constitution*, pp. 56-58. L'analogie est frappante avec les projets modernes de « monnaie évanescence » (*Schwundgeld*) dont le théoricien le plus connu est Silvio GESELL (*Die natürliche Wirtschaftsordnung*, 1919).

gués étaient presque unanimes à y voir un danger contre lequel il convenait d'élever une digue solide. Le projet rapporté par le comité de rédaction le 6 août 1787 donnait au Congrès entre autres pouvoirs ceux « d'emprunter de l'argent et d'émettre des billets sur le crédit des Etats-Unis ». Quelques membres du comité défendirent ce texte en arguant que le papier-monnaie avait sauvé la République pendant la guerre, et qu'on ne pouvait s'interdire d'y avoir recours dans l'éventualité d'un danger semblable. La majorité trouva imprudent de conférer expressément un pouvoir si dangereux : ne serait-ce pas inviter à en faire usage même sans y être contraint par la nécessité qui seule pouvait en légitimer l'emploi ? Le 16 août il fut rayé du projet, défendu seulement par les votes du New Jersey et du Maryland. Les droits des Etats en matière monétaire n'étaient limités dans le projet qu'en ceci : « Aucun Etat ne pourra battre monnaie ». Les délégués de la Virginie et ceux du Maryland s'opposèrent seuls à l'amendement qu'on adopta, et qui ajoutait : « ni émettre des billets ». L'unanimité des présents se fit sur l'amendement suivant : « ni donner le pouvoir libératoire à quoi que ce soit d'autre que des pièces d'or et d'argent » (66). L'intention des auteurs de la Constitution était claire. Ils redoutaient l'inflation, l'émission de billets à cours forcé qui s'était pratiquée à peu près sans arrêt depuis trois quarts de siècle, et qu'un parti nombreux réclamait avec insistance. Ils ne voulaient pas l'interdire expressément au gouvernement fédéral, car on ne peut pas tout prévoir ; mais ils voulaient lier les Etats. Et cela leur parut si important qu'ils lui firent place dans la Constitution qui (sous réserve du droit d'amendement) était prévue pour toujours. Le parti adverse n'attachait pas moins d'importance à la question. Pendant la discussion de la Constitution, les « droits des Etats » furent invoqués fréquemment contre la centralisation jugée excessive de ce document. D'ordinaire le « contrôle de la bourse » et le *self-government* étaient défendus surtout à l'aide d'arguments empruntés à la tradition politique britannique. Mais cette façade abstraite, due à la formation juridique de la plupart des hommes politiques de l'époque, recouvrait des intérêts de classe bien déterminés, l'intérêt de la classe débitrice ; et c'est ainsi que s'explique l'ardeur de la controverse. Il est frappant de voir avec quelle régularité, dans chacun des treize Etats, les votes contre la ratification vinrent des comtés agricoles à la population clairsemée, récemment défrichés, ou de sol pauvre ; c'est-à-dire des régions où le capital manquait, où les habitants étaient endettés de façon chronique, où le parti du papier-monnaie était signalé comme actif. Au contraire les régions commerçantes, où le capital s'était accumulé, étaient pour la monnaie métallique, *hard money*, et

(66) FARRAND, *Records of the Constitutional Convention*, t. II, pp. 308-310, 439.

votèrent pour la Constitution. Son adoption régla la question : les Etats Unis auraient une monnaie fédérale métallique, et nulle autre (67).

**

Le besoin s'en faisait durement sentir. Le Congrès avait introduit le dollar comme monnaie de compte ; mais il n'avait pas supprimé les vieux shillings coloniaux qui variaient d'un Etat à l'autre. En Nouvelle Angleterre et en Virginie, un shilling valait 9 pence sterling ou $1/6$ de dollar ; à New York et en Caroline du Nord, 6 pence 3 farthings ou $1/8$ de dollar ; en Pennsylvanie et dans les Etats voisins, 7 pence $1/5$ ou $2/15$ de dollar ; en Caroline du Sud et en Géorgie, un peu moins d'un shilling sterling ($27/28$) ou $3/14$ de dollar. Les espèces circulantes étaient encore plus mélangées. L'or était rare, représenté surtout par des guinées et des louis d'or. L'argent formait la base de la circulation : c'étaient des écus de six livres, des shillings et sixpences anglais, des dollars et des pistories (68), plus ou moins usés et rognés. On manquait de monnaie divisionnaire, et on y suppléait en coupant les dollars en deux ou en quatre, les pistories en deux, d'autant plus volontiers que c'était une occasion sans pareille de les rogner. Washington se plaignait que bientôt le dollar aurait cinq quarts. Dans toute maison bien montée, la balance à peser les monnaies était d'un usage quotidien (69). Les pauvres, les simples n'avaient pas ce moyen de contrôle. Une des raisons de leur préférence pour le papier-monnaie était peut-être qu'avec la monnaie métallique ils s'estimaient lésés ; non sans motif, comme le remarque Brissot de Warville à la fin de sa description du chaos monétaire : « C'est une grande source de friponneries, et un grand désavantage pour les voyageurs, que la diversité des monnaies dans les Etats-Unis » (70). La monnaie de cuivre était très mélangée. Presque tous les Etats en avaient affermé la frappe. L'exemple du Connecticut est caractéristique : le concessionnaire (un repris de justice) frappa tant de pennies que bientôt ils ne circulèrent plus qu'au quart, puis au sixième de leur valeur nominale.

(67) La question a été éclaircie par l'étude lumineuse de LIBBY, *Geographical Distribution of the Vote on the Constitution*.

(68) Pièces de deux réaux frappées en Espagne. Comme depuis 1642 le réal d'Espagne était plus léger que celui du Mexique, elles ne circulaient que pour un cinquième des pièces de huit ou dollars, CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 26. De même le réal, ou *Spanish bit*, passait souvent pour un dixième et non un huitième de dollar, à en croire JEFFERSON, *Notes on the Establishment of a Mint*, dans *Writings*, éd. Ford, t. III, p. 450.

(69) BRISSOT, op. cit., t. I, p. I (préface). Lettre de WASHINGTON à William Grayson, 22 août 1785, dans *Writings*, éd. Ford, t. X, p. 493. Washington conclut : « On est obligé de voyager avec une balance dans sa poche, ou l'on court le risque de recevoir de l'or à un quart au-dessous du poids ». Sur la pratique de couper les pièces de monnaie au XVIII^e siècle, par suite du manque de menue monnaie, cf. CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 27.

(70) BRISSOT, op. cit., *ibid.*

De nombreux particuliers mirent en circulation des jetons de cuivre. A la surproduction locale s'ajoutait l'importation de billon étranger. Il y avait en Angleterre, à Birmingham, une Monnaie qui frappait à l'intention des Américains des pennies au-dessous du poids. Il y avait un bénéfice énorme à les introduire aux Etats-Unis, et on se plaignait que chaque navire en importât des milliers (71).

Ce n'est que le 2 avril 1792 que le Congrès adopta l'Acte établissant un système de monnaies. Un siècle plus tard la polémique bimétalliste s'en empara et discuta à l'infini sur sa portée et ses intentions. L'histoire de ses origines est pourtant claire. Robert Morris, Surintendant des Finances, se préoccupa le premier de la nécessité d'avoir une Monnaie ; les travaux préparatoires commencèrent dès 1781 (72). Le 15 janvier 1782 il soumit au Congrès un rapport, rédigé par Gouverneur Morris (73), proposant un système très étudié, qui fixait l'unité monétaire au plus petit commun multiple de toutes les monnaies de compte coloniales, soit $1/1,440^e$ de dollar. L'étalon serait rattaché à l'argent, et l'or vaudrait 14.65 fois son poids d'argent, ce qui était le rapport commercial des deux métaux en Europe. Thomas Jefferson, de son côté, soumit un autre rapport en avril 1784. Il posait en principe que pour acclimenter une unité nouvelle, il fallait qu'elle se rattachât à une de celles qui étaient déjà familières au peuple. Adopter un *shilling* obligeait à donner la préférence à l'unité d'une des colonies sur les autres, dont on provoquerait ainsi l'opposition. Le dollar espagnol ne soulevait aucune difficulté de ce genre. Comme pièce, il était connu partout ; comme unité de compte, il avait été popularisé par le papier-monnaie du Congrès. Il se prêtait bien au système décimal : le dixième de dollar était représenté par le demi-pistorine, « une pièce parfaitement familière à nous tous » sous le nom de *Spanish bit* ; le centième de dollar différait peu des différents *penny* en existence (74). Jefferson prévoyait des monnaies d'or,

(71) BRONSON, *Connecticut Currency*, pp. 177-181. Rapport du Comité du Congrès sur la Monnaie, dans HORTON, *Conference of 1878*, p. 447. CAROTHERS, *Fractional Money*, pp. 42-45. Le Massachusetts prévint même la frappe de l'or et de l'argent, la Caroline du Sud celle de l'argent. Quelques pièces d'argent et d'or furent frappées par des orfèvres, pour leur propre compte, à Annapolis et à New-York. Cf. *Catalogue of Coins in the Mint*, pp. 6-29 ; BRISSOT, *Nouveau Voyage*, t. I, p. 50.

(72) SUMNER, *Financier and Finances of the Revolution*, t. II, p. 43.

(73) SPARKS, *Life of Gouverneur Morris*, t. I, p. 273.

(74) Le nom de *penny* est resté attaché à la pièce d'un cent. Le nom de dollar appliqué aux pièces de huit ne remonte pas au delà du XVIII^e siècle (CHALMERS, *Currency in the British Colonies*, p. 391). Leur emploi comme monnaie de compte semble avoir été rendu possible par la réforme de 1728 : dès lors leur tranche fut cannelée, ce qui empêchait de les rogner, et permettait de les compter sans les peser (SUMNER, art. *The Spanish Dollar and the American Shilling*, dans « *American Historical Review* », juillet 1898, p. 616). Le nom de *bit* semble plus ancien que celui de dollar. Une lettre de William Penn, du 21 avril 1703 (citée par CHALMERS, op. cit., p. 14) mentionne « *Single and Double Bitts* ».

dont le rapport en poids avec les monnaies d'argent était « tout compte fait, un problème commercial ». Toutefois il trahissait une légère préférence pour l'or, auquel il proposait d'attribuer comme valeur « un peu plus que le prix du marché, à cause de sa plus grande commodité pour le transport », et aussi pour se rapprocher du rapport en vigueur dans les colonies espagnoles, dont les Etats-Unis tiraient presque tout leur numéraire. Le Comité monétaire du Congrès présenta le 13 mai 1785 son rapport sur les mémoires de Morris et de Jefferson. Il se rallia au plan de ce dernier sauf sur un point : « Divers avantages procéderaient pour nous d'un système par lequel l'argent deviendrait la monnaie dominante... L'argent ne s'exporte pas aussi aisément que l'or, et c'est un métal plus utile ». Ce rapport vint devant le Congrès, qui vota à l'unanimité, le 6 juillet 1785, que l'unité serait un dollar, que la monnaie suivrait le système décimal, et que la plus petite pièce serait un deux-centième de dollar en cuivre. Le 8 août 1786, le Congrès adopta des Résolutions sur la Monnaie, précisées le 16 octobre par une Ordonnance sur la Monnaie, fixant le poids du dollar à 375.64 *grains* (27 grammes 16) et le rapport entre l'argent et l'or à 15 1/4. Mais rien ne fut mis à exécution. Pour parer au plus pressé, c'est-à-dire au désordre de la monnaie de cuivre, le Congrès ordonna le 21 avril 1787 d'en frapper pour 200,000 dollars ; le billon étranger fut démonétisé à dater du premier septembre 1787. Lorsque le gouvernement fédéral fut établi, le problème restait à peu près entier.

Il fut résolu avec une rapidité qui contraste avec les lenteurs et l'incapacité de la Confédération. Le 28 avril 1791, le Secrétaire du Trésor Alexander Hamilton soumit au Congrès un rapport qui, mettant à profit les travaux de ses prédécesseurs, posa les bases du système monétaire américain. Il reconnaissait que le dollar devait constituer l'étalon, comme il l'avait été en pratique pendant tout le siècle. Mais l'Espagne avait à plusieurs reprises diminué la quantité de métal fin qu'elle mettait dans ses pièces de huit, réduisant d'autant, à chaque fois, toutes les dettes dans les Colonies. Il était inadmissible qu'une nation livrât la valeur du capital de ses citoyens aux caprices d'une Monnaie étrangère. Le dollar devait cesser d'être espagnol pour devenir national. C'est ce qu'avait voulu la Résolution du 8 août 1786, par laquelle le Congrès déclarait que l'unité monétaire des Etats Unis serait un dollar d'un poids déterminé d'argent. Mais en même temps elle instituait des pièces d'or, et déclarait que « chacune d'elle serait *égale* à un certain nombre de dollars ». L'étalon était-il d'argent, ou d'argent et d'or ? Hamilton en décida en ces termes : « Contrairement aux idées qui ont prévalu jusqu'à ce jour... le Secrétaire est, tout compte fait, fortement porté à penser qu'on ne doit donner la préférence à aucun des deux métaux comme étalon

monétaire. Peut-être, si l'un ou l'autre devait être préféré, cela devrait-il être l'or, plutôt que l'argent ». En effet la valeur de l'or est moins changeante que celle de l'argent. Mais « rattacher l'unité exclusivement à l'un des deux métaux... ne peut se faire... sans détruire la fonction et le caractère monétaire de l'autre, et le réduire à la situation d'une simple marchandise ; ...ce qui serait probablement un plus grand mal que les fluctuations occasionnelles de l'étalon, dues aux fluctuations de la valeur relative des deux métaux », car ce serait « réduire la quantité de monnaie en circulation ». Hamilton donnait par là aux Etats-Unis une monnaie bimétallique ; et pour rendre sensible le fait que le dollar d'or était l'unité aussi bien que le dollar d'argent, il proposait de frapper une quantité limitée de pièces d'or d'un dollar. Le rapport entre les deux métaux était fixé à 15 contre un, ce qui était à peu près le rapport légal moyen (l'Angleterre avait 15.21, l'Espagne depuis 1779 15 7/8, mais en pratique, vu la mauvaise qualité des pièces qu'elle frappait, guère plus de 15, la France depuis 1785 15 1/2 ; la Hollande avait 14.88). Vu l'irrégularité du poids des dollars espagnols, la comptabilité commerciale avait adopté en pratique l'or comme étalon (comme il l'était en pratique en Grande-Bretagne), et le dollar qui lui servait d'unité de compte était l'équivalent de 24.75 *grains* (1 gramme 6038) d'or fin. Hamilton adopta ce poids pour le dollar d'or, et il obtint le poids de métal fin dans le dollar d'argent en le multipliant par 15, ce qui donnait 371.25 *grains* (24 grammes 057). Ce plan de Hamilton, auquel Jefferson donna son approbation, est la base de l'Acte que le Congrès vota le 2 avril 1792 et qui est l'acte de naissance du dollar (75).

Les intentions dans lesquelles ce système monétaire fut établi sont claires. On voulait une unité stable et c'est pourquoi on la définit par un certain poids de métal. Hamilton avait reconnu qu'un étalon bimétallique exposait à certaines fluctuations. Mais il lui attribuait l'avantage de maintenir les deux métaux en circulation, et cette abondante circulation métallique devait cantonner le billet de banque dans le rôle d'« un auxiliaire plutôt qu'un substitut des métaux précieux », et devait éviter qu'on fût ramené par la force des choses à l'étalon-papier.

La porte semblait fermée à l'inflationnisme par cette législation constructrice. Il trouva pourtant bientôt un instrument dans une créa-

(75) Tous les documents cités se trouvent in extenso dans HORTON, *Conference of 1878*, pp. 425-486. CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 60, montre que Hamilton ne se rallia au bimétallisme que parce que c'était le seul moyen alors connu de maintenir les deux métaux en circulation concurrente. La monnaie divisionnaire circulant au-dessus de sa valeur intrinsèque est une invention anglaise du XIX^e siècle.

tion récente et qui paraissait inoffensive (76) : le billet de banque. C'est pour faciliter les opérations de trésorerie du gouvernement confédéré et (à l'origine) avec sa participation que Robert Morris établit en 1782 à Philadelphie la « Bank of North America », la première institution de ce genre. En 1784 Alexander Hamilton fonda la « Bank of New-York », en même temps que s'ouvrait à Boston la « Bank of Massachusetts ». Toutes trois émettaient des billets payables à vue. D'autres suivirent. En 1791 fut établi un institut central, la « Bank of the United States ». Ses billets furent « recevables pour tous paiements aux Etats-Unis », mais les particuliers n'étaient pas obligés de les accepter, et la banque n'avait pas le monopole de l'émission. Il est digne de remarquer que les Etats-Unis, qui au vingtième siècle se sont montrés sans doute plus disposés que toute autre nation à reconnaître le caractère de monnaie des dépôts à vue en banque (*deposit money*), mirent très longtemps au XIX^e siècle à admettre l'identité foncière du billet de banque et de la monnaie. Ce n'est pas son caractère fiduciaire qui les en empêchait, puisque le papier-monnaie avait toujours été considéré comme monnaie légale, *money*. Mais pour le billet de banque on avait recours à un autre mot : il n'était pas *money*, il était *currency*. Au fond, on le considérait, en raison de ses origines, comme un instrument de crédit, né d'une transaction entre particuliers, et comme tel échappant à la régle monétaire. Jusqu'à la guerre de Sécession, la question de la monnaie légale resta aux Etats-Unis une question technique qui ne passionna pas l'opinion. Le système créé en 1792 subit d'importantes modifications, et les législateurs et ceux qui portent un intérêt professionnel aux affaires financières furent à peu près seuls à s'en émouvoir. La question du papier de banque, *the currency question*, était autrement importante. Elle portait sur la partie de la masse monétaire que l'on pouvait le plus aisément manipuler, et par l'intermédiaire de laquelle on pouvait agir sur le pouvoir d'achat de la monnaie, sur le niveau des prix, sur la valeur des obligations. Elle constituait la ligne de moindre résistance sur laquelle s'exerça la poussée inflationniste.

*
**

Un des traits dominants de cette histoire, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, est l'incapacité des Etats-Unis à se créer une monnaie natio-

(76) Madison à J. C. Ingersoll, 2 février 1831, dans FARRAND, *Records of the Constitutional Convention*, t. III, p. 495 : « On ne prévoyait pas que les billets dépréciés des banques des Etats, en chassant de la circulation la monnaie saine, recevraient virtuellement et indirectement le cours forcé ; quoique ce soit là un grand mal ».

nale (77). Le système de Hamilton était bien combiné à deux conditions : qu'on retirât de la circulation les pièces étrangères, et que la Monnaie fournît en abondance des pièces nationales pour en prendre la place. Ni l'un ni l'autre ne furent faits. La Monnaie, mal équipée, travaillait lentement. Ceux qui déposaient du métal devaient attendre des semaines, voire des mois qu'il fût affiné et frappé : jusqu'en 1837 la loi n'ouvrait aucun crédit pour l'achat d'un stock de métal qui permit d'avoir d'avance en magasin des pièces de chaque dénomination, et de fournir immédiatement au public l'équivalent du métal déposé. Jusqu'en 1795, en plus de la perte d'intérêt, les dépositeurs de métal étaient pénalisés de 5 % par le Directeur de la Monnaie, qui trouvant les dollars « trop noirs » avait pris sur lui d'en élever le titre (78). L'or augmenta bientôt de valeur en Europe par rapport à l'argent ; en 1803, la loi Gaudin fixa le rapport légal à 15 1/2 contre un pour la France et les pays vassaux. Dès lors il y avait avantage à vendre l'or comme métal plutôt que de le porter à la Monnaie de Philadelphie. En fait il n'y avait à peu près qu'un seul dépositeur de métal (par l'intermédiaire des banques), c'était le Trésor, auquel la loi faisait une obligation de porter à la refonte les pièces étrangères qui rentraient dans ses caisses. Mais les caisses publiques étaient dispersées par tout le territoire, et l'exécution littérale de la loi aurait entraîné l'envoi à Philadelphie et l'immobilisation pendant des mois d'une masse considérable de numéraire. En fait, le Trésor se contentait d'envoyer à la Monnaie assez de métal pour y maintenir un semblant d'activité. Le résultat fut que dans les dix premières années de son fonctionnement effectif (la frappe des métaux précieux ne commença qu'en 1794) la Monnaie ne frappa que pour 1,600,000 dollars de pièces d'argent et pour 2,120,000 de pièces d'or. Elle coûtait à l'Etat environ un dollar pour dix dollars mis en circulation. Beaucoup la considéraient comme une expérience malheureuse ; en 1800 fut déposé un *bill* pour sa suppression, et en 1802 une mesure semblable fut adoptée par la Chambre, et ne fut rejetée qu'au Sénat.

Le même souci d'économie porta bientôt un coup nouveau à la monnaie nationale. Les Monnaies du Mexique et du Pérou avaient pendant le dernier tiers du XVIII^e siècle diminué à plusieurs reprises le titre de leurs *pesos* ; si bien qu'il circulait dans l'Amérique espagnole des pièces du même poids brut mais de valeur intrinsèque sen-

(77) La description de la circulation de numéraire jusqu'à la guerre de Sécession est empruntée, sauf indication contraire, à HEPBURN, *History of Currency*, pp. 41-70, et à CAROTHERS, *Fractional Money*, pp. 69-137.

(78) Cependant H. R. Linderman, Directeur de la Monnaie de 1873 à 1879, suggère un autre motif. Son prédécesseur « doit avoir reconnu l'erreur » (l'erreur faite par Hamilton en voulant calculer le poids des dollars espagnols) « car les premières émissions de la Monnaie correspondent très exactement au dollar espagnol ». H. R. LINDERMAN, *Money and Legal Tender*, p. 50.

siblement différente. Le dollar des Etats-Unis, dont les auteurs s'étaient efforcés de tirer une moyenne entre les différents dollars espagnols, y était également accepté pour sa valeur nominale. Dès lors il y avait profit à expédier à la Havane, par exemple, cent dollars des Etats-Unis, à les échanger contre cent dollars mexicains choisis parmi ceux du titre le plus élevé, que l'on réintroduisait aux Etats-Unis ; ils y produisaient jusqu'à cent quatre dollars, soit en les portant à la refonte, soit par le procédé plus expéditif et plus traditionnel qui consistait à les rogner. Dans un cas comme dans l'autre la Monnaie se trouvait avoir frappé aux frais du public des pièces qui profitaient uniquement à quelques changeurs, puisqu'elles ne restaient pas aux Etats-Unis. Aussi, après 1804, la Monnaie refusa-t-elle de frapper des pièces de plus d'un demi-dollar (79). Le trafic continua du reste avec les demi-dollars, devenus la pièce d'argent la mieux appropriée aux transactions importantes. Pour la même raison, les banques les recherchaient pour en constituer leur encaisse, ou pour l'exportation. La frappe des autres pièces d'argent était négligeable. On estimait en 1830 que, sur 25 millions d'argent frappés à la Monnaie depuis son origine, 11 millions avaient été exportés, et 2 millions dormaient dans les caves de la Banque des Etats-Unis, sans compter les autres banques.

Le reste était loin de pouvoir suffire aux transactions. On était forcé de recourir aux pièces étrangères. Le public y avait toujours été habitué, et s'en plaignait peu. Une série de lois donna à certaines de ces pièces cours légal temporairement, puis définitivement. Les Américains en retinrent seulement que toutes les pièces d'or et d'argent avaient cours à proportion de leur poids, et continuèrent à les accepter à peu près sans distinction d'origine ni de statut légal, jusqu'à la loi du 21 février 1857, qui les démonétisa toutes pour de bon (80). On trouvait en circulation des shillings anglais, des florins hollandais, un assez grand nombre de pièces de cinq francs ; des pièces des Etats-

(79) On attribue d'ordinaire cette décision à Jefferson, dont on cite l'ordre du 6 mai 1806. Il est probable que Jefferson le prit après coup, pour couvrir de son autorité présidentielle une initiative du Directeur de la Monnaie, car il y avait à cette date dix-huit mois qu'aucun dollar n'avait été frappé. Au surplus, il semble bien que le Président ait été tout aussi peu qualifié que le Directeur de la Monnaie pour prendre une décision de ce genre sans en référer au Congrès.

(80) Les lois du 2 février 1793, du 1^{er} février 1798, du 10 avril 1806, du 29 avril 1816, du 3 mars 1819, du 3 mars 1821, du 3 mars 1823, du 5 juin 1834, du 28 juin 1834 et du 3 mars 1843 règlent le cours des pièces étrangères. Les premières restrictives restèrent lettre morte. Les pièces mentionnées étaient les pièces d'or britanniques, portugaises, espagnoles, françaises ; les pièces de cinq francs françaises, et les dollars espagnols, mexicains, péruviens et boliviens (après 1806, les législateurs oublièrent de mentionner les subdivisions de ces dollars qui formaient le gros de la masse en circulation). Textes dans *Senate Report 831, 53rd Congress 3rd session*, pp. 512-542.

Unis ; et surtout de l'argent espagnol (puis mexicain) : dollars, doubles réaux, réaux, demi-réaux. Le commerce suivait le même système. On mettait en vente des articles à 6 cents $\frac{1}{4}$, c'était un demi-réal ; 18 cents $\frac{3}{4}$, c'était un réal et demi, et ainsi de suite ; les tarifs de la poste faisaient de même. Jusque vers 1840, les journaux donnaient les mercuriales en dollars, moitiés, quarts et huitièmes de dollars. Peu à peu, le système décimal s'introduisit dans les comptes. Vers 1830, les réaux et demi-réaux passaient encore pour leur valeur entière quand on distinguait les « piliers » (les colonnes d'Hercule de l'effigie) mais quand ils étaient trop usés, on ne les prenait que pour dix et cinq *cents* (81). Souvent dans les villes on comptait même les neufs à douze et six *cents*, omettant les fractions de *cent*. A la campagne, et surtout dans le Sud, le système décimal s'introduisit plus lentement, le peuple s'accommoda plus longtemps du désordre monétaire, bien vu par beaucoup de détaillants qui y trouvaient une source de menus profits. On peut avoir une idée de cet état de choses d'après la description que fait un témoin de la situation à San Francisco dans les premières années du *rush* californien. Les demi-dollars, et toutes les pièces d'argent d'un diamètre approchant, circulent comme « *four-bits* » ; le quart de dollar et pièces analogues, c'est « *two-bits* » (ces expressions sont encore aujourd'hui en usage dans le Sud-Ouest) ; tout ce qui ressemble à une *dime* (10 cents), c'est un *bit*. Comme deux fois dix cents ne font pas tout à fait un quart de dollar, les gens exacts distinguent en faisant l'appoint le *short bit* (10 cents) du *long bit* (l'appoint d'un quart de dollar, soit 15 cents) ; à celui qui leur donne un quart de dollar pour payer dix cents, ils rendent en plus d'un *bit* une menue pièce d'argent quelconque : tout ce qui est visiblement plus petit qu'un *bit* passe pour cinq cents (82).

L'or n'avait jamais été abondant. Sa principale source, le commerce avec la France et l'Espagne, fut tarie par l'embargo de 1807 et ne se rouvrit jamais complètement. Sa valeur commerciale était supérieure à sa valeur légale, si bien qu'il y avait une prime variable à l'exportation des pièces étrangères aussi bien qu'américaines. Lorsqu'en 1821 la Banque d'Angleterre rétablit la convertibilité de ses billets, la demande d'or devint plus forte et il fit prime jusqu'à 5 $\frac{1}{2}$ % ; jusqu'en 1834 une prime de 4 $\frac{1}{2}$ % à 5 % en moyenne subsista, ce qui excluait naturellement l'or de la circulation (83). Les pouvoirs

(81) Rev. J. O. ROBERTS, dans « *Money* », juillet 1899.

(82) Rodmond GIBBONS, *The Physics and Metaphysics of Money*, p. 19. Le public préférerait souvent la monnaie espagnole. Le 13 janvier 1851, le Représentant Duer expliqua à la Chambre que les pièces espagnoles de 12 et 6 cents étaient préférées parce qu'elles étaient « plus utiles » à cause de la divisibilité supérieure du système duodécimal. « C'est pourquoi les prix sont adaptés à la menue monnaie espagnole », qu'il faut se garder de supprimer. « *Congressional Globe* », volume xxij, pp. 227-233.

(83) HASENKAMP, *Geldverfassung und Notenbankwesen*, pp. 7-13.

publics se préoccupèrent à plusieurs reprises de porter remède à cette situation. Leur attention fut pour la première fois attirée sérieusement sur le manque de numéraire par la déflation qui commença à la fin de 1818. Les espèces étaient exportées vers l'Europe, où elles faisaient prime, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Autriche accumulant une encaisse en vue de la fin du cours forcé, et vers l'Extrême-Orient ; et les exportations agricoles des Etats-Unis baissaient de prix, ce qui fait que la balance commerciale était déficitaire (84). Le stock métallique était si réduit que les banques avaient peine à reconstituer leur encaisse quand des sorties de métal y portaient atteinte. Pour maintenir leur liquidité elles étaient obligées de restreindre leurs crédits, et leurs débiteurs pressés de rembourser s'avaient que le numéraire manquait et que le Congrès devrait bien y mettre bon ordre. Le 26 janvier 1819 fut soumis à la Chambre un rapport, rédigé par le Représentant Lowndes, sur la réforme monétaire. « La Commission » disait-il « ne doute aucunement que l'or soit tarifé par les règlements actuels de la Monnaie au-dessous de sa juste valeur par rapport à l'argent ; et comme on ne peut guère considérer qu'il ait formé une partie appréciable de notre circulation monétaire dans les 26 dernières années, nous n'hésitons aucunement à recommander qu'on élève sa valeur légale, afin de la mettre mieux en rapport avec son prix dans le monde du commerce. Mais le changement le plus petit qui paraisse suffisant pour assurer ce résultat (une juste proportion de pièces d'or en circulation) est celui que préfère la Commission, et elle croit suffisant de rendre à l'or la valeur qu'il avait à l'origine dans ce pays, 1 contre 15.6 » (85). Pour ce faire, le poids d'un dollar d'or serait réduit d'environ 4 %. Le danger de ce projet était qu'à la moindre hausse du métal blanc on risquait de voir les pièces d'argent valoir plus comme métal que comme monnaie, et prendre le chemin de la fonte ou de l'exportation. Pour y obvier, Lowndes proposait d'imiter les dispositions de la loi britannique de 1816 : la Monnaie prélèverait sur les pièces d'argent un seigneurage de 4 % environ, si bien que 15.6 livres d'argent en lingots seraient pris par la Monnaie comme équivalent de 1 livre d'or, mais que le déposant ne recevrait en échange que 15 livres d'argent monnayé, le poids du dollar d'argent étant réduit autant que celui du dollar d'or. Dans la limite d'une marge de 4 % environ, la monnaie d'argent deviendrait fiduciaire, et serait ainsi protégée contre la fonte et l'exportation. L'unité-étalon serait toujours fixée aux 24 grammes 057 d'argent fin qu'il fallait déposer à la Monnaie pour obtenir un dollar, le poids des pièces en circulation étant seul modifié. La monnaie d'argent devenant

(84) W. B. SMITH, dans SMITH et COLE, *Fluctuations in American Business*, p. 29.

(85) *House Report 111, 15th Congress 2nd Session*, pp. 4-5.

inexportable, c'est l'or qui servirait à régler un solde débiteur de la balance des comptes. Ce n'était pas encore l'étalon d'or, puisque la frappe de l'argent restait libre (mais non gratuite) ; mais il n'y avait plus qu'un pas à franchir pour réserver au Trésor le privilège de la frappe, et les Etats-Unis auraient comme la Grande-Bretagne l'étalon d'or avec une simple monnaie d'appoint en argent (86).

Ce projet bien conçu n'eut pas de suite, non plus que les nombreuses propositions, fort inférieures en valeur, qui furent soumises au Congrès dans les années suivantes. Le Congrès demanda au Secrétaire du Trésor Crawford de lui proposer « toutes mesures qui selon lui seraient de nature à attirer et à retenir aux Etats-Unis une quantité suffisante de pièces d'or et d'argent ». Le Trésor soumit en réponse à cette résolution un Rapport daté du 12 février 1820 (87), qui parlait de l'idée généralement admise à cette époque que c'était le billet de banque qui avait chassé l'or. Réformer les abus du « crédit » (ainsi qu'on nommait alors les émissions bancaires) était donc le principal remède. Accessoirement, on pouvait attirer l'or dans le pays en fixant sa valeur à 15.75 fois celle de l'argent. Le 2 février 1821, la Commission monétaire de la Chambre proposait une valeur légale de 15.61 contre 1 ; Crawford, en février 1823, 16 contre un. La question semble avoir dormi avec le retour de la prospérité jusqu'au 20 décembre 1828, où le Sénat pria le Secrétaire du Trésor Ingham « de déterminer avec toute la précision possible la valeur relative de l'or et de l'argent et d'indiquer les changements dans les pièces d'or des Etats-Unis qui peuvent être nécessaires pour mettre ces pièces en conformité avec les pièces d'argent, dans leur valeur relative vraie » (88). Poser la question de cette façon était indiquer les grandes lignes de la solution : le Sénat se prononçait implicitement en faveur d'une réduction du contenu d'or du dollar. Ingham s'entoura des avis des financiers les plus réputés, et déposa son rapport le 4 mai 1830 (89). Le bimétallisme, disait-il, avait un inconvénient : pour maintenir en circulation côte à côte deux métaux dont la valeur relative varie sans cesse, on est amené à des ajustements perpétuels, c'est-à-dire à réduire tantôt le poids des pièces d'or, tantôt celui des pièces d'argent. Une con-

(86) La loi britannique de 1816 conservait théoriquement le bimétallisme : les deux métaux étaient acceptés à la frappe dans le rapport de valeur de 15,2 à 1. Mais les pièces d'argent ne pesaient que 14,3 fois autant que celles d'or à valeur égale, la différence étant prélevée par le gouvernement à titre de seigneurage. Provisoirement, la Monnaie devait commencer à son compte la frappe de l'argent ; une proclamation royale devait annoncer le moment à partir duquel seraient acceptés les dépôts d'argent par les particuliers. Cette proclamation ne fut jamais publiée, et le régime de l'étalon d'or resta en vigueur à titre provisoire jusqu'à la loi de 1870 qui le rendit définitif.

(87) Texte in extenso dans HORTON, *Conference of 1878*, pp. 502-541.

(88) Ibid., p. 558.

(89) Ibid., pp. 558-587 (Rapport de INGHAM), 589-665 (réponses des experts consultés).

vention internationale serait la solution idéale, mais elle se heurterait au dogme de la souveraineté nationale. « On ne saurait guère douter qu'il a fallu quelque mirage, né de l'amour de la richesse, pour persuader les hommes de s'obstiner comme ils l'ont fait à maintenir deux étalons de valeur ». Un seul métal peut être étalon, donc un seul peut circuler : car faire circuler l'autre au-dessus de sa valeur intrinsèque pour éviter qu'il soit fondu ou exporté, c'est pour Ingham « l'avalissement des monnaies », et le bénéfice réalisé par le gouvernement doit en fin de compte retomber sur une partie du public. Puisque Ingham, comme la majorité de ses contemporains, rejetait ainsi le système britannique faute de le comprendre, il ne restait qu'une solution : puisqu'on ne pouvait maintenir en circulation qu'un seul métal, il fallait choisir l'argent, car il est indispensable pour les faibles transactions, tandis que l'or peut être remplacé par les billets de banque. Un rapport entre l'or et l'argent de 15 5/8 contre 1, laissant l'or légèrement surévalué, serait le meilleur. Toutefois « si l'on a l'intention de rendre l'or et l'argent également disponibles dans les Etats-Unis, et compte tenu de l'influence qu'une demande accrue d'or doit avoir sur son prix, un rapport de 16 contre 1 sera nécessaire en toute probabilité » (90). La discussion au Congrès traîna. De temps en temps un rapport proposant soit le monométallisme-argent, soit le bimétallisme rappelait le sujet à l'attention des législateurs. Le 19 février 1834, la Commission monétaire de la Chambre déposa enfin un projet de loi détaillé qui établissait le double étalon d'or et d'argent dans un rapport de 15 5/8 contre 1. Mais pour éviter que l'un ou l'autre métal disparût de la circulation, seules les pièces d'or de dix dollars devaient être conformes à l'étalon. Toutes les autres pièces d'or et d'argent devaient circuler au-dessus de leur valeur intrinsèque, appliquant ainsi aux deux métaux le plan proposé par Lowndes en 1819 pour les pièces d'argent.

Mais en juin 1834, quand la loi vint en discussion, la Commission substitua à ce projet un texte tout différent : le poids des pièces d'or serait simplement réduit d'une quantité suffisante pour porter à 16 contre 1 (exactement 16.002) le rapport de valeur légale entre les deux métaux. Le principal argument était que l'Espagne avait elle aussi adopté 16 contre 1 pour attirer l'or de l'Amérique Centrale et du Sud. Les vrais motifs étaient que les commerçants de l'Est désiraient avoir de l'or pour régler leurs transactions avec Londres ; que certains représentants du Sud voulaient encourager la production des mines d'or que l'on venait de découvrir en Caroline du Nord et en Géorgie ; et surtout que le parti de Jackson voulait voir de l'or en circulation pour remplacer les billets de la Banque des Etats-Unis, à

(90) Citations d'après HORTON, *Conference of 1878*, pp. 578, 580.

laquelle il faisait la guerre (ce que l'argent, trop peu transportable, ne pouvait pas faire). Le principal défenseur de la loi, Benton, un Démocrate du Missouri, expliqua abondamment comme elle allait remplacer les billets de banque, monnaie malsaine, instrument des puissances d'argent, par de bonnes espèces sonnantes. On voulait de l'or, et pour être plus sûr d'en avoir suffisamment, on courut délibérément le risque de sous-évaluer l'argent (91).

Théoriquement cette loi aurait dû avoir pour conséquence un afflux d'or et la disparition de l'argent en circulation. Il est vrai que l'or se présenta immédiatement à la Monnaie. Il ne chassa pas de la circulation les billets de banque, mais il devint l'étalon accepté de toutes les transactions. Mais l'argent ne quitta pas le pays. Entre 1834 et 1843, les importations nettes de métal blanc s'élevèrent à vingt millions de dollars. La frappe des pièces d'un dollar resta négligeable, celle des pièces d'un demi-dollar diminua : l'or leur faisait concurrence. Mais dans son rôle de monnaie d'appoint, l'argent se maintint : la frappe des pièces divisionnaires augmenta. La prime théorique des pièces d'argent au-dessus de leur valeur nominale ne s'élevait en moyenne qu'à 1 % : à ce taux, pour peu qu'elles se fussent usées en passant de main en main, le profit qu'il y avait à les exporter ne justifiait pas les frais qu'il y avait à les rassembler. C'était le moment où la France, avec son rapport de 15 1/2, perdait son or et était saturée d'argent surévalué. Il est plus difficile d'expliquer les importations de métal blanc. Carothers les explique par une balance des comptes positive avec le Mexique, qui ne disposait guère que d'argent pour ses paiements. Tout compté, la frappe de l'argent atteignait, bon an mal an, à peu près la moitié de celle de l'or (92).

Malgré tout, l'équilibre qu'un heureux concours de circonstances maintenait entre les pièces d'argent et d'or ne pouvait pas durer toujours. A partir de 1844 le pays commença à perdre du métal blanc, quoique la prime à l'exportation, inférieure à 1 %, fût moindre que la moyenne des années précédentes. C'est que le retour de la prospérité industrielle en 1843-1844 stimulait les importations de marchandises britanniques ; et les sorties d'argent vers l'Angleterre (en paiement des ces importations) dépassèrent les entrées en provenance du Mexi-

(91) Le 18 janvier 1837, l'alliage du dollar d'argent fut légèrement réduit, ce qui diminua son poids brut de 1 % sans changer son poids fin. A la même date, le poids fin du dollar d'or fut augmenté d'un millième (sans changer son poids brut), ce qui porta le rapport entre les deux métaux à 15.9884 contre 1, le « *sixteen to one* » qui devint célèbre soixante ans plus tard.

(92) LAUGHLIN, dans son ouvrage de polémique pour le monométallisme-or, *History of Bimetallism in the United States*, admet a priori que l'argent disparut aussitôt après 1834, en vertu de la loi de Gresham, et cite de nombreux textes prouvant que le dollar d'argent était alors inconnu. CAROTHERS prouve que si le dollar d'argent fut inconnu après comme avant 1834 (on n'en avait pas frappé depuis 1804), le contraire est vrai de ses subdivisions.

que, que la guerre vint bientôt tarir. Ce mouvement lent s'accéléra quand l'afflux d'or californien fit dans le monde entier baisser le prix commercial de l'or par rapport à l'argent. La prime théorique à l'exportation des pièces d'argent, de 0.9 % en 1848, monta à 1.3 % en 1849, 1.8 % en 1850, 3.4 % en 1851, 2.6 % en 1852 et 4.3 % en 1853. La frappe d'argent à la Monnaie aurait cessé sans la pratique inaugurée en 1844 d'envoyer à la refonte toutes les pièces étrangères reçues dans les caisses publiques. Le 3 mars 1849 le Congrès autorisa la frappe de pièces d'or d'un dollar, afin de mettre en circulation l'or de Californie. Malgré leur incommodité due à leur extrême petitesse, elles se répandirent rapidement, et remplirent l'office des dollars et demi-dollars, dont la lente disparition fut d'autant moins remarquée. Les seules pièces qui n'étaient jamais retirées de la circulation étaient celles qu'un long usage avait rendues trop légères pour qu'il y eût bénéfice à les fondre : « leurs faces extrêmement douces sont leur passeport et leur sauf-conduit à travers ces dangers » (93). Le Trésor s'en aperçut : il ne prenait les doubles réaux, réaux et demi-réaux espagnols et hispano-américains que pour 23, 10 et 5 cents et même à ce taux réduit la perte à la refonte était chaque année plus lourde. Pour y remédier, on proposa en 1850 de frapper une pièce de 3 cents, dont le poids serait à proportion de celui des autres pièces d'argent, mais dont le titre ne serait que de 750 millièmes. Le bénéfice réalisé sur la frappe de ces pièces était destiné à indemniser le Trésor de la perte subie dans la refonte des pièces étrangères, plutôt qu'à obvier au manque de monnaie d'appoint, qui n'était pas encore aigu. Un journal de New Orleans déclare le 3 août 1853 que le pays est « assez bien fourni » de petite monnaie (94). La réduction de 5 à 3 cents du tarif postal donna une raison de plus de créer une pièce de cette dénomination, et une stipulation à cet effet fut incorporée à la loi du 3 mars 1851 portant modification du tarif postal. Mais au cours de l'année 1851 la situation s'aggrava. Au début de l'année l'ancien Secrétaire du Trésor Ingham attirait l'attention sur la disparition de toutes les pièces d'argent bon poids, comme sur un mouvement encore à ses débuts (et il écrivait à Trenton, New Jersey, donc tout près des centres commerciaux où le mouvement dut s'amorcer) (95). Mais quand l'année fut terminée, 23 millions d'argent avaient quitté le pays (exportation nette). La frappe de toutes les pièces d'argent avait baissé considérablement, sauf celle des pièces de 3 cents qui atteignait des proportions inattendues : en 1852 elles faisaient plus de moitié de tout l'argent frappé à la Monnaie. On ne trouvait dans la circulation courante que des pièces d'or d'un dollar, des pièces de trois cents

(93) INGHAM, *Observations on the Currency of the United States* (1851).

(94) Cité par CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 101.

(95) INGHAM, *op. cit.*

et des pièces espagnoles rendues méconnaissables par l'usure. Pour la première fois, le problème de la monnaie préoccupa le public, et non plus seulement un cercle restreint d'hommes d'Etat et de financiers. Les journaux, des brochures discutèrent comment remédier au manque de monnaie d'appoint (96). Le problème étant ainsi posé par les circonstances, la solution était toute trouvée. Il n'était pas question de toucher au rôle que l'or remplissait de façon satisfaisante comme étalon des valeurs et moyen de règlement des grandes transactions. Son faible volume empêchait manifestement d'y recourir pour les menus paiements du commerce de détail ; pour ceux-ci l'argent était indispensable, car de simples jetons sans valeur intrinsèque n'auraient pas inspiré confiance. Le succès de la pièce de 3 cents, malgré ses dimensions minuscules, montrait qu'il suffisait de réduire le titre ou le poids des pièces d'argent, et Ingham recommandait dès le début de 1851 cette solution qu'il avait combattue en 1830. Dès la fin de 1850 le gouvernement demanda à son ministre à Londres un rapport sur le système monétaire britannique (étalon d'or, monnaie divisionnaire d'argent de poids réduit). Sur l'avis du Directeur de la Monnaie, le Secrétaire du Trésor recommanda au Congrès, dans son rapport annuel du 9 janvier 1852, un système imité de l'Angleterre (97). La Commission des Finances s'y rallia sans enthousiasme dans un rapport du 9 mars 1852. Elle n'était pas convertie au monométallisme, et considérait que la faillite du double étalon était due à l'afflux subit d'or californien, et qu'une fois le rapport entre la production de l'or et celle de l'argent stabilisé à un niveau quelconque, il serait possible de fixer à nouveau un rapport légal de valeur entre les deux métaux. « Si l'on jugeait utile d'employer l'argent seulement à titre de jeton, il serait plus sûr d'adopter un coefficient de diminution plus élevé que celui que recommande le Secrétaire du Trésor, afin d'accomplir plus certainement le but proposé. Mais si l'on juge utile de conserver le double étalon, et de le rajuster quand le rapport entre les deux métaux promettra d'être plus stable, alors il est désirable de ne s'écarter de la vraie valeur de l'argent qu'aussi peu qu'il est nécessaire pour atteindre notre but, qui est de conserver une monnaie d'appoint pour les menues transactions » (98). Si la Commission propose de diminuer le poids

(96) Cf. les textes cités par CAROTHERS, l. c., p. 176, et les coupures de journaux recueillies à Harvard, *Widener Library, Econ.* 4618.62.9. A San-Francisco, le manque de menue monnaie était si aigu que les détaillants laissaient circuler des pièces notoirement fausses, fabriquées dans les pays hispano-américains : c'étaient des imitations en laiton des pièces de ces pays ou des Etats-Unis, recouvertes par galvanoplastie d'une mince couche d'argent. R. GIBBONS, *The Physics and Metaphysics of Money*, p. 22.

(97) Textes dans : *Senate Report 104, 32nd Congress, 1st session.*

(98) *Senate Report 104, 32nd Congress, 1st session*, p. 11. Pourtant la Commission reconnaissait que le plan du Secrétaire du Trésor, dont elle proposait l'adoption à titre provisoire, prévoyait des « jetons d'argent ». L'idée de la Com-

des pièces d'argent, c'est « pour assurer au pays, jusqu'à un certain point, le bénéfice des deux métaux en tant qu'étalons de valeur », c'est pour fournir « de nouvelles pièces d'argent de poids convenable non seulement pour les opérations de la Monnaie, mais pour servir de monnaie de compte avec le reste du monde ». La Commission partageait l'idée très répandue alors, et même vingt-cinq ans plus tard, que deux demi-dollars nouveau style, du fait qu'ils seraient équivalents (à 0.2 % près) en poids et en titre à un écu de cinq francs, circuleraient concurremment avec celui-ci, sans tenir compte du fait que leur valeur légale était égale à celle d'un dollar d'or, c'est-à-dire de plus de cinq francs, et que les pièces françaises passaient alors couramment aux Etats-Unis pour 95 cents. Au surplus, le but de la réforme était précisément d'empêcher les pièces américaines d'être exportées.

Le *bill* passa au Sénat sans débat, le 20 mars 1852 ; mais la Chambre ne fit rien pendant la fin de l'année. Le public se montrait en général favorable à la réforme, quoique des voix se fissent entendre à l'occasion contre « l'avalissement de la monnaie ». Un journal du Texas déclarait que « l'on peut dire, il est vrai, que nous avons eu deux étalons de la valeur des autres marchandises, l'or et l'argent ; mais l'argent a été l'étalon par lequel nous avons déterminé la valeur de l'or, plutôt que l'or l'étalon par lequel nous avons déterminé la valeur de l'argent », ajoutant que « tandis que le dollar était la monnaie de compte, les demi-dollars d'argent ont été la monnaie du commerce et l'étalon pratique des valeurs » (99), ce qui pouvait être vrai au Texas, tout près du Mexique, mais ne l'était certainement pas à l'Est. Dans son rapport annuel, le 15 janvier 1853, le Secrétaire du Trésor pressait le Congrès d'agir, et défendait le projet du Sénat contre le reproche que c'était bouleverser le système monétaire que de limiter le cours de l'argent : comme le débiteur se libère toujours dans le métal le moins cher, « la conséquence inévitable et naturelle de la prime que fait maintenant l'argent a été de faire que l'or a seul, en pratique, le pouvoir libératoire » (100). Le Directeur de la Monnaie ajoutait ses observations à celles du Secrétaire du Trésor, et suggérait que puisque le scrupule d'abandonner le bimétallisme était l'un de

mission semble avoir été qu'à la valeur intrinsèque du métal s'ajoutait une sorte de surcroît de valeur intrinsèque dû à l'utilité des pièces monnayées dans le commerce, et que cette « prime » qu'ils estimaient à 5 % suffisait à donner une valeur « vraie » de 100 cents à des pièces dont la matière première ne valait que 96 à 97 cents. L'essentiel était de calmer la méfiance du public et les scrupules des législateurs en prouvant que le Congrès ne fabriquait pas de « mauvaise » monnaie. C'est pour cela qu'on préféra diminuer le poids plutôt que le titre. Cela paraissait plus honnête et sentait moins la fraude.

(99) *Lettre ouverte au Sénateur R. M. Hunter*, « Texas State Gazette », 8 avril 1852.

(100) *Treasury Report for 1852*, p. 11.

ceux qui s'opposaient à l'adoption de la réforme, on pourrait en exclure non seulement la pièce d'un dollar, mais aussi le demi-dollar. De cette façon l'argent-étalon serait représenté par deux pièces : non seulement par la pièce d'un dollar qui ne circulait pas, et dont on ne frappait par an que quelques milliers d'exemplaires pour l'Extrême-Orient, mais aussi par une pièce familière, dont la disparition récente n'avait pas effacé le souvenir. C'était une concession de pure forme : tant que la production relative des deux métaux resterait ce qu'elle était il n'y avait pas de raison pour que leur valeur relative changeât sensiblement ; ni dollars ni demi-dollars ne pourraient circuler. On tenait, pour des raisons pratiques, à avoir une pièce d'un demi-dollar en circulation effective ; et la suggestion du Directeur de la Monnaie ne fut pas prise en considération.

En février 1853, la Chambre commença à discuter le *bill* voté par le Sénat. La Commission monétaire, à la différence de celle du Sénat, était monométalliste. Elle supprima le pouvoir libératoire, limité à cinq dollars, que le Sénat avait donné aux nouvelles pièces : « Ceci » expliqua le rapporteur Dunham « en ferait l'étalon des faibles transactions ; par là nous continuerions encore le double étalon d'or et d'argent, chose à laquelle la Commission désire porter remède. Nous voulons que la monnaie étalon ne soit constituée que de pièces d'or, et que ces pièces d'argent soient entièrement subordonnées à l'or ; qu'elles servent de jetons, plutôt que de monnaie étalon... Nous voulons faire ce que les meilleurs économistes ont approuvé ; ce que l'expérience, partout où elle a été faite, a prouvé être la meilleure solution, et ce que la Commission croit être nécessaire et juste — ne faire qu'un étalon monétaire, et y subordonner les autres monnaies. Nous entendons faire de l'or la monnaie étalon... Chaque fois qu'on a essayé un étalon d'un seul métal, il a éminemment réussi. En réalité, il est absolument impossible que vous puissiez maintenir un étalon double pendant une période prolongée... Vous parlez, Messieurs, d'un double étalon comme de quelque chose qui existerait, et que nous proposerions de changer. Dans les trois ou quatre dernières années, nous n'avons eu qu'un seul étalon. C'était, c'est encore l'or (101) ». Une discussion assez longue suivit, qui roula tout entière sur la question de savoir si le projet constituait un « avilissement de la monnaie ». Andrew Johnson (le futur Président) déclara : « Vous ne pouvez pas changer les lois du commerce » ni mettre plus de valeur dans une pièce de monnaie qu'il n'y en a dans le métal dont elle est formée (102). Les défenseurs du projet réfutèrent patiemment ces objections, et il fut adopté.

Lors de la grande controverse bimétalliste, l'interprétation de cette

(101) « Congressional Globe », t. XXVI, *Appendix*, pp. 190-191.

(102) *Ibid.*, p. 475 sqq.

loi fut un des points les plus ardemment disputés. Les deux volumes les plus fréquemment cités sur l'histoire monétaire américaine, l'« Histoire du Bimétallisme aux Etats-Unis » de Laughlin et l'« Histoire de la Monnaie » de Hepburn, sont issus de cette querelle et ont pour objet de démontrer l'excellence de l'étalon d'or. Préoccupés de prouver que le bimétallisme n'était pas, comme ses partisans le soutenaient, le système traditionnel des Etats-Unis, ils déclarent l'un et l'autre que la loi de 1853 établit en pratique et avec l'intention l'étalon d'or (103). C'est simplifier à l'excès. Le résultat de la loi est clair ; les intentions de ses auteurs le sont moins. La Commission des Finances du Sénat n'abandonna le bimétallisme intégral qu'à regret, à titre provisoire, et crut « en assurer le bénéfice au pays jusqu'à un certain point ». La Commission monétaire de la Chambre était résolument en faveur du monométallisme-or, et crut l'établir en droit comme il l'était déjà en fait. L'administration était préoccupée uniquement de remédier au manque de menue monnaie, et s'intéressait peu à la question de l'étalon. Les législateurs, à en juger d'après les remarques de ceux qui prirent part au débat, ne comprenaient ni le problème à résoudre ni la solution proposée, et votèrent sur la recommandation de leurs Commissions respectives. Le public semble s'être inquiété surtout de savoir si les nouvelles pièces d'argent circuleraient au pair. Le maintien implicite de la vieille pièce d'un dollar d'argent avait pour objet manifeste de maintenir le bimétallisme en théorie. Il était non moins manifeste qu'il n'aurait aucune conséquence pratique. L'attention ne fut pas attirée sur ce point, et il est permis de supposer que la majorité du public et du Congrès ne se demandèrent même pas ce qui était advenu de ce dollar qu'on n'avait jamais connu.

L'affirmation de Laughlin et de Hepburn que la loi de 1853 est une étape mûrement conçue et délibérément adoptée dans la politique monétaire américaine, est donc une erreur. La preuve la plus claire de ceci est la façon dont la loi fut appliquée. Elle stipulait que les pièces divisionnaires seraient fabriquées au compte de l'Etat et mises en vente en échange de monnaie d'or. L'intention du législateur était apparemment de limiter leur quantité aux besoins du commerce : personne n'échangerait cent dollars d'or contre cent dollars d'argent si le commerce était suffisamment pourvu de monnaie divisionnaire. Au lieu de cela, à partir de juillet 1854, le Directeur de la Monnaie annonça qu'il les vendrait en échange de métal argent à un prix fixé. En d'autres termes, il rétablissait de sa propre autorité la frappe libre (quoique non gratuite) de l'argent, que la loi avait abolie. Le

(103) LAUGHLIN, *History of Bimetallism*, p. 80. HEPBURN, *History of Currency*, p. 64. L'un et l'autre citent la déclaration non équivoque de Dunham, que nous avons reproduite plus haut. De même WATSON, *History of American Coinage*, p. 100-112.

résultat était facile à prévoir : pour peu que le prix d'achat de la Monnaie dépassât celui du marché, elle se voyait contrainte d'absorber des quantités indéfinies de métal, en paiement desquelles elle émettait des quantités de monnaie divisionnaire bien supérieures aux besoins. La Monnaie ne donna jamais de raisons pour cette pratique illogique et illégale. Elle considérait sans doute qu'une monnaie émise par le gouvernement pour son compte était de la « mauvaise » monnaie et voulait se rapprocher autant que possible de l'idéal de la « bonne » monnaie, c'est-à-dire des morceaux de métal dont le gouvernement se borne à certifier le poids et le titre, pour le compte des particuliers et sur leur demande. Elle semble avoir cherché à se rapprocher d'un système bimétallique ayant comme étalons d'une part la monnaie d'or, d'autre part la monnaie divisionnaire d'argent, dont la valeur intrinsèque n'était en 1859 inférieure que de 2 % à sa valeur légale. Du moins son action ne comporte-t-elle aucune autre explication (104). D'autre part, elle ne fit aucun effort pour se rattacher au bimétallisme par le moyen du dollar d'argent, qu'on avait laissé subsister sur le papier pour ce but même. De 1857 à 1863, et de nouveau en 1868, les Directeurs de la Monnaie demandèrent au Congrès de le supprimer, ou de l'assimiler à la monnaie divisionnaire. Sa valeur intrinsèque, exprimée en dollars d'or, était de \$ 1.04. La Monnaie de Philadelphie les vendait aux collectionneurs et aux visiteurs curieux de souvenirs pour \$ 1.08 (105). Celle de San Francisco ne fut même pas équipée pour en frapper jusqu'en 1859. De 1859 à 1861, à Philadelphie et à New-Orleans, on en frappa jusqu'à près de 600,000 par an. La frappe tomba ensuite à peu de chose, puis se releva graduellement à partir de 1869. Ces dollars étaient frappés pour la Chine ; mais les Chinois leur préféraient les dollars mexicains, plus lourds d'un pour cent (106).

L'histoire des débuts du système monétaire américain montre l'inexactitude des affirmations lancées plus tard dans la controverse bimétallique. Il est faux que le dollar d'argent, le « dollar de nos pères » ait été, comme les argentistes le prétendirent, le véritable étalon du pays de 1792 à 1873 : la pièce d'un dollar ne circula jamais en quantité appréciable, et ses subdivisions ne jouèrent après 1834 que le rôle de monnaie d'appoint. Non moins fausse est l'affirmation des partisans de la « monnaie saine » que le monométallisme-or fut

(104) Sur ce point, voir CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 131 sqq. Sur l'idée que la monnaie divisionnaire est une sorte d'étalon pour l'argent, cf. *infra*, n. 105.

(105) « Hunt's Merchant's Magazine », juin 1868 (t. LVIII, p. 411). La raison de ce prix est singulière : c'est que le poids d'une pièce d'un dollar est égal à 1.07 27/64 fois le poids de deux demi-dollars, ou en chiffres ronds 1.08. *Mint Report for 1861*, p. 63.

(106) Sur les quantités frappées : *Report of the Director of the Mint for 1905*, pp. 149 sqq. Sur la préférence des Chinois pour le dollar mexicain, *Report of the Director of the Mint for 1861*, p. 63 ; *id. for 1868*, p. 432.

délibérément établi en 1834 et renforcé en 1853. De 1834 à 1853, on avait affaire à un bimétallisme avec prédominance de l'or, comme en France sous le Second Empire. En 1853, l'étalon d'or fut adopté en pratique, comme un pis-aller, et sous une forme qui laissait la porte ouverte au retour au double étalon dès que possible ; le seul texte qui témoigne d'une intention contraire est le discours de Dunham, qui rapporta la mesure à la Chambre, mais n'eut aucune part à sa rédaction. L'incertitude qui régnait sur le régime monétaire américain est bien illustrée par le colloque suivant entre Ruggles, délégué des Etats-Unis à la Conférence monétaire de 1867, et M. de Parieu, chef de la délégation française et président de la Conférence :

Ruggles : « Les Etats-Unis ne consentiront à accepter aucun rapport fixe entre l'or et l'argent. Le double étalon est aboli quand ce rapport n'existe plus. »

Parieu : « Le double étalon existe encore aux Etats-Unis, ainsi, naturellement, que le rapport entre l'or et l'argent, qui est de 1 pour 16. »

Ruggles : « Quoique le double étalon existe encore législativement aux Etats-Unis, il est virtuellement aboli en pratique, et par conséquent les Etats-Unis ont l'étalon d'or seulement. »

Parieu : « En raisonnant de la sorte, comme la France frappe moins de pièces de cinq francs que les Etats-Unis de dollars, nous pourrions dire, comme M. Ruggles, que la France a l'étalon d'or seulement, et c'est ce que personne ne soutiendrait » (107).

*
**

III. — INFLATION BANCAIRE ET INFLATION GOUVERNEMENTALE JUSQU'A LA FIN DE LA GUERRE DE SÉCESSION

Mais dans tout le cours de cette histoire, il est un motif qui n'apparaît pas une seule fois : c'est celui de la quantité de monnaie en circulation. Si l'on cherche à l'occasion à augmenter le numéraire en circulation, c'est pour faciliter les menues transactions, c'est parfois aussi pour remplacer par des espèces les billets de banque. Dans un

(107) Cité dans HORTON, *Conference of 1878*, p. 841. De même le « Commercial and Financial Chronicle » du 8 janvier 1876 (t. XXII, p. 26) rendant compte d'un article de Victor BONNET dans le « Journal des Economistes » déclare : « M. Bonnet nous cite en exemple, mais il commet l'erreur de supposer que nous n'abandonnâmes le double étalon qu'en 1873. Il est bien connu que ce changement fut fait vingt ans plus tôt. La loi monétaire de 1853 fit pour notre monnaie métallique ce que M. Bonnet souhaite de voir en 1876 une loi française faire pour celle de son pays ».

cas comme dans l'autre, la composition qualitative de la circulation monétaire était seule en cause, et non sa quantité. C'est pourquoi l'opinion publique se désintéressa à peu près complètement du débat.

Il est facile de comprendre pourquoi la monnaie fédérale fut jusqu'à la guerre de Sécession un sujet si peu controversé. En tant que moyen de circulation, la masse hétéroclite de papier et de métal dont se servait le peuple américain causait au commerce mille inconvénients quotidiennes, supportées avec une résignation surprenante. Mais en tant qu'elle influait sur le niveau des prix, sur l'abondance du crédit et le loyer de l'argent, la moindre variation de l'un ou l'autre de ces facteurs provoquait des réactions violentes de l'opinion. Or, ces variations ne paraissaient pas provenir de la partie métallique de la masse monétaire. L'or et l'argent, « étalon de valeur » de par la loi, avaient aux yeux du public une « valeur intrinsèque » quasi invariable ; aucune crise de confiance ne pouvait les affecter. Le volume de métal à l'intérieur du pays subissait, il est vrai, des variations brusques et de grande amplitude ; mais ces mouvements d'espèces étaient généralement considérés comme une conséquence de l'expansion et de la contraction bancaires, qui provoquaient en même temps les variations du volume de crédits disponibles, du loyer de l'argent, et du niveau des prix. Et surtout, on ne concevait pas qu'on pût agir directement sur le volume des métaux précieux en circulation. On savait qu'on pouvait, par la loi, faire prédominer l'argent ou l'or, et on fit usage de cette faculté en 1834 ; mais pour l'opinion publique la nature du métal employé était secondaire. Thomas H. Benton s'attira le sobriquet de « *Old Bullion* » par son obstination à vouloir mettre plus de métal en circulation : n'était-ce pas l'idée fixe d'un homme de la frontière que de vouloir influencer sur la circulation du métal, sujette aux « lois invisibles du commerce » ? A l'inverse du métal, monnaie automatique, le papier de banque était, de toute évidence, une monnaie dirigée. Les banques pouvaient en émettre plus ou moins, du bon ou du mauvais. Le gouvernement fédéral aussi bien que celui des Etats pouvait réglementer leur activité par la loi. Les effets de la monnaie métallique, si tant était qu'elle en eût, paraissaient intangibles comme ceux des lois naturelles ; ceux de la monnaie de banque dépendaient des banquiers, des politiciens, et en dernière analyse du public.

Ce n'est pas ici le lieu de retracer l'histoire de ces banques, appelées *State banks* parce qu'elles devaient leur existence à un acte (charte particulière ou loi générale) d'un Etat et non du gouvernement fédéral. Elle a été souvent écrite, généralement avec le souci d'en tirer des leçons de conduite financière. En vérité, y a-t-il plus belle, plus facile « morale en action » que l'histoire de cette « *Southern Life Insurance and Trust Company* » qui, d'après la Commission des Ban-

ques de Floride en 1839, « prétend être située à Saint Augustine ; mais, dit-on, elle est surtout dirigée de New-York et a une agence à Apalachicola... Elle doit envoyer un rapport annuel à la Cour d'Appel : aucun rapport de ce genre, ou autre, n'a jamais été fait... la Commission est dans l'ignorance complète du capital ou des autres affaires de la banque » (108). Autre exemple non moins édifiant que celui de la « Jackson County Bank » (Michigan) sur les livres de laquelle « les noms de toutes les personnes ou sociétés à qui des comptes avaient été ouverts étaient inscrits au crayon... sous le comptoir de la banque, le caissier montra neuf cassettes contenant chacune soi-disant mille dollars... L'un des Commissaires choisit une de ces cassettes et l'ouvrit, et trouva qu'elle contenait un peu d'argent vers le haut, tandis que le reste consistait en plomb et en clous » (109). Et que dire de ces deux banques de Wall Street dont le siège social, où leurs obligations étaient payables, était à Tom's River, New-Jersey, hameau peu accessible d'une demi-douzaine de maisons. La gestion des banques d'alors, souvent frauduleuse, presque toujours imprudente à l'extrême, aboutissant périodiquement à la suspension des paiements, semble inviter à en tirer des leçons de moralité commerciale. C'est en réaction contre les abus de cette période que s'est formé l'idéal de la « monnaie saine » qui a été de la guerre de Sécession à celle de 1917 le *credo* du monde financier américain. Ce n'est pas simplement un idéal d'adhésion aux principes généraux de la prudence financière : les circonstances auxquelles il doit son origine lui ont donné des traits spécifiquement américains.

Observons tout d'abord qu'une des leçons capitales de cette période n'a pas porté de fruits. Les générations suivantes ont bien vu et retenu qu'une émission de billets insuffisamment gagée, des ouvertures de crédit excessives, des immobilisations à long terme en contrepartie d'engagements à court terme, le manque de convertibilité effective des billets, et, *last but not least*, la fraude intentionnelle des administrateurs, aboutissaient à la faillite de la banque qui se permettait ces pratiques, et souvent aussi de ses créanciers et de ses débiteurs. Mais on n'a pas vu qu'une banque ou plutôt un système de

(108) Cet exemple, comme tous les suivants, est emprunté sauf indication contraire à SUMNER, *History of Banking*. Le texte cité ici est p. 247. Sur l'histoire bancaire de cette époque on a également consulté DEWEY and CHADDOCK, *State Banking before the Civil War* ; C. A. CONANT, *History of Modern Banks of Issue* ; J. J. KNOX, *History of Banking in the United States* ; les meilleures statistiques critiques se trouvent dans SMITH et COLE, *Fluctuations in American business*. Cf. aussi F. L. PAXSON, *History of the American Frontier*, pp. 234-240 ; M. S. WILDMAN, *Money Inflation in the United States*, pp. 105 sqq. Une illustration vivante des us et méthodes d'une banque rurale au milieu du XIX^e siècle se trouve dans L. E. CHITTENDEN, *Personal Reminiscences*, pp. 26-32. Sur la méfiance à l'égard des banques, cf. les curieuses considérations théoriques de D. RAYMOND, *Thoughts on Political Economy* (1^{re} éd. 1820), t. II, pp. 129-158.

(109) Cité par SUMNER, *History of Banking*, p. 329.

banques peuvent s'engager dans la voie d'une expansion fiduciaire mutuelle, offrir aux producteurs des crédits en excès de l'épargne du public, et pratiquer ainsi, avec des bilans peut-être parfaitement sains, la forme la plus usuelle de l'inflation moderne. La solvabilité est restée pour le financier et pour le public, elle est restée longtemps pour les économistes le criterium unique d'une situation financière saine. On a ignoré le danger de l'inflation de crédit — crédit « légitime » selon toutes les règles du métier — qui, en causant des dépressions périodiques, est à la source de la plupart des cas d'insolvabilité. Dans le cas des grandes crises de 1819 et 1837, consécutives la première à l'extension rapide de la colonisation dans la vallée moyenne du Mississippi, la seconde à un développement analogue dans les terres à coton du Sud, aucun bon observateur ne pouvait manquer de mettre en rapport la cause et l'effet ; mais au lieu d'attribuer ces deux crises au fait de l'expansion bancaire, on en a rendu responsables ses modalités. On les a attribuées au fait qu'il y avait eu expansion des crédits agraires, c'est-à-dire de crédits dont la liquidité est très faible (110). Mais presque aucune voix ne se fit entendre pour dénoncer l'expansion de crédit, si ce crédit est dûment gagé par du papier commercial. L'idée que les banques doivent fournir une circulation « élastique », capable de s'adapter aux « exigences légitimes du commerce », est restée une des pièces maîtresses de la théorie bancaire courante. Le fait est d'importance. C'est pour cela que dans leur lutte contre l'inflationnisme agraire réclamant l'augmentation du volume de monnaie légale — dollars de papier ou dollars d'argent — les banquiers et les capitalistes à revenu fixe purent avoir l'appui sans réserves des industriels et des commerçants. C'est que ceux-ci étaient assurés que la victoire de la « monnaie saine » ne les empêcherait

(110) « Les rentrées du capital investi dans l'agriculture sont trop lentes et trop lointaines pour justifier des engagements envers les banques, si ce n'est à long terme. Si le paiement du capital vient à être demandé à d'autres périodes que celles où l'agriculteur reçoit la récompense de son labeur, la détresse qui résulterait de cette exaction dépasserait de beaucoup tous les avantages qu'on s'était promis de cet emprunt. On ne saurait nier que l'établissement de banques dans les districts ruraux a grandement amélioré l'aspect général des campagnes. Des demeures confortables et des granges spacieuses ont été élevées ; des terres ont été défrichées et mises en culture ; des fermes ont été montées en cheptel, et rendues plus productives, avec l'aide des crédits de banque. Mais dans la plupart des cas on trouvera que ces améliorations tournent à la ruine du propriétaire. La ferme, avec ses améliorations, se montre souvent hors d'état de payer les dettes contractées pour son embellissement. De fait, tel est l'état des choses qu'on constate ou qu'on redoute partout où des banques ont été établies dans les bourgs et villages de l'intérieur. La pauvreté et le dénuement sont suspendus au-dessus de la tête de ceux qui ont tenté d'améliorer leurs fermes avec l'aide des crédits de banque. Cette détresse est si générale que l'attention des Législatures d'Etats, là où le mal existe, est surtout dirigée en ce moment sur des mesures qui se donnent pour but de sauver leurs concitoyens des effets inévitables de leur imprudence ». Secrétaire du Trésor CRAWFORD, *Rapport au Congrès*, du 12 février 1820. Cité dans HORTON, *Conference of 1878*, p. 515,

pas d'avoir pour leurs entreprises autant de crédits de banque qu'ils en pourraient utiliser.

Les leçons que l'opinion financière américaine a tirées de la période antérieure à la guerre de Sécession sont de deux sortes : certaines pratiques ont été rejetées, d'autres ont acquis droit de cité. Parmi les premières, citons les banques d'Etat. Au début du siècle surtout, il y eut dans tous les Etats du Sud et de l'Ouest des banques dont l'Etat était copropriétaire ; c'était presque une clause de style dans les « chartes » accordées aux banques que de réserver à l'Etat le droit de souscrire une partie du capital ; le Mississippi inscrivit même ce principe dans sa Constitution en 1817. C'était d'abord une belle opération fiscale : l'Etat souscrivait ses propres reconnaissances de dette, et les retirait au fur et à mesure que les dividendes de ses parts le lui permettaient. Ensuite, on pensait que l'Etat serait mieux en mesure de contrôler l'action des banques s'il était représenté au conseil d'administration : les banques étaient à peu près les seules sociétés par actions connues dans cette région, et on craignait qu'elles ne fussent tentées d'abuser de leur puissance financière pour faire pression sur le corps électoral et mettre en danger les institutions démocratiques. Plus digne de remarque est le cas des banques dont l'Etat est le seul ou le principal actionnaire et dont il dirige l'activité. La première en date est celle de la Caroline du Sud en 1812. La dépression de 1819 en fit éclore toute une floraison : le Kentucky, le Tennessee en 1820, l'Illinois et le Missouri l'année suivante, l'Alabama en 1823 en instituent. Elles sont toutes situées dans les Etats nouveaux du Mississippi qui s'étaient développés trop rapidement sur une base fragile de crédits écroulée dans la crise. Les « pionniers » étaient endettés, il fallait leur venir en aide par une politique d'argent facile. L'opération avait deux aspects étroitement liés : d'une part on créait la banque, c'est-à-dire une presse à imprimer du papier-monnaie : point d'autre capital que les reconnaissances de dette de l'Etat, point d'autre garantie pour les billets que l'hypothèque prise sur les biens sur lesquels on les prêtait. D'autre part on proclamait un moratoire des dettes, sauf au cas où le créancier acceptait les billets de la Banque en paiement : moyen élégant de donner indirectement aux billets de banque le pouvoir libératoire que la Constitution fédérale interdisait aux Etats de leur donner. Tous les Etats qui avaient une banque d'Etat (sauf l'Alabama) adoptèrent aussi vers le même temps un moratoire conditionnel. On voit reparaître ici la même idée que nous avons signalée en Massachusetts en 1714 et en 1740 : on peut monnayer la terre, émettre des moyens de paiement représentatifs de la richesse foncière jusqu'à concurrence de sa pleine valeur. Naturellement ces billets se dépréciaient, et l'agriculteur ravi voyait monter les prix de ses denrées. Les banques d'Etat connurent un renouveau

de popularité dans les Etats du Golfe du Mexique entre 1832 et 1837. Cette fois il ne s'agissait plus de sauver les agriculteurs de l'insolvabilité consécutive à l'inflation ; c'est l'expansion elle-même, et non ses suites, qu'on voulait financer. L'industrie européenne, le Lancashire surtout, absorbait des quantités croissantes de coton : de 1833 à 1840, le prix se maintint à un niveau élevé. Comme le coton épuise rapidement les terres, les planteurs devaient, pour profiter de ce marché lucratif, étendre constamment leurs défrichements dans des terres vierges. Ils achetèrent à crédit les esclaves, les instruments aratoires, le mobilier des nouvelles demeures. Il n'y avait point de capital local suffisant pour alimenter cette expansion. Ce furent les Etats qui prêtèrent leur « crédit » sous forme de titres de rente, et les banques, nanties de ce capital fictif, se mirent en demeure de prêter leur capital aux planteurs. Ce crédit était avidement recherché : on le distribuait entre les différents comtés sur la base de la population, comme si ç'avait été une subvention. La hausse des prix que tout le monde attendait avec espoir comme effet de l'inflation faisait supposer qu'il serait aisé de payer intérêts et capital. Un gouverneur de l'Arkansas exprimait bien l'état d'esprit dans lequel ces entreprises furent lancées quand il parlait en 1854 des titres de rente que l'Arkansas avait émis en 1836, comme apport de capital dans une banque qui n'avait pas tardé à entrer en liquidation : « On n'avait jamais eu l'intention de taxer le peuple pour payer le principal ou l'intérêt de ces rentes » (111).

Il suffisait pour faire écrouler ce château de cartes qu'un incident quelconque arrêât l'expansion de la production et des prix. En 1836, le mouvement spéculatif ayant dépassé son apogée en Grande-Bretagne, les prix de gros britanniques baissèrent. En novembre de cette année, la faillite des « trois W » (les firmes d'importation de coton de Wilkes, Wilde et Wiggin, à Liverpool) portèrent un premier coup au marché du coton, qui croula au début de 1837. Toute la vie économique du Sud reposait sur le coton : les banques se trouvèrent chargées de créances irrécouvrables qui absorbèrent le plus souvent la totalité du capital, et la liquidation dura de nombreuses années. Cette seconde expérience porta ses fruits : on reconnut qu'un Etat ne peut pas souscrire au capital d'une banque sans avoir de fonds, et que s'il s'en procure par l'emprunt, il devra un jour rembourser ; perspective qui suffit à décourager le peuple de ce genre d'entreprises. On reconnut aussi qu'une banque ne peut prêter sur hypothèque que des fonds qu'elle est certaine de ne pas avoir à faire rentrer à brève échéance. En conséquence, la loi de 1863 qui créa les *National Banks* leur interdit toute opération sur immeubles.

(111) Cité par SUMNER, *History of Banking*, p. 333.

C'étaient des leçons de sagesse. On n'en saurait dire autant de l'échec des deux « Banques des Etats-Unis », par suite duquel le pays dut attendre 1913 pour avoir un institut central d'émission capable de contrôler en quelque mesure la circulation monétaire. Ces deux banques eurent une histoire analogue. La première fut fondée en 1791 par Alexander Hamilton. Elle devait alimenter en capital le commerce, alors mal desservi par les rares banques locales, suppléer à l'insuffisance des métaux précieux en mettant en circulation des billets qu'elle maintiendrait au pair (à la différence du papier inconvertible d'Etat), faciliter les transferts de deniers publics. L'idée maîtresse était que cette banque augmenterait la puissance et la cohésion de l'Etat fédéral. C'était une idée Fédéraliste, et le parti Républicain accusa la Banque d'être une machine politique entre les mains de ses ennemis. En 1811, le Congrès refusa de renouveler sa charte. La guerre de 1812-1814 trouva le gouvernement réduit aux services des banques locales, qui bientôt cessèrent de payer leurs billets en numéraire, et incapable de transférer sur le théâtre des hostilités les fonds qu'il levait dans l'intérieur du pays. Sous l'impression du chaos monétaire qui en était résulté, chaque place de commerce ayant sa monnaie propre qui fluctuait indépendamment des autres, la seconde Banque des Etats-Unis fut établie en 1816. Elle devait faciliter le transfert des deniers publics, et fournir au pays une monnaie uniforme en maintenant son papier au pair et en obligeant les banques locales à y maintenir le leur. Cette dernière tâche fut remplie avec trop de succès peut-être. Les banques locales, surtout dans l'Ouest, s'irritèrent de se voir imposer des habitudes de régularité dans les paiements que la plupart d'entre elles se montrèrent incapables de soutenir : en 1828, les succursales de la Banques des Etats-Unis opéraient à l'exclusion de toute autre banque en Kentucky, en Illinois, en Indiana et en Missouri, et le Tennessee et le Mississippi n'avaient chacun qu'une seule banque locale. Les planteurs et les « pionniers » de la vallée du Mississippi préféraient de beaucoup, eux aussi, à la ponctualité imposée par la Banque des Etats-Unis les habitudes de facilité et de tolérance mutuelle des *State Banks*. Aussi le parti Démocrate, représentant avant tout ces classes de la population, répondit-il avec enthousiasme à l'appel de Jackson qui l'invitait à supprimer la Banque des Etats-Unis, ce monstre qui opprimait le peuple économiquement et politiquement. Dans les Etats commerçants du Nord-Est, la Banque était populaire pour avoir rétabli la stabilité monétaire. Mais les banques locales, alléchées par l'idée des fonds publics dont elles deviendraient les dépositaires, se joignirent à la levée de boucliers contre leur puissante concurrente. En 1834, Jackson donna l'ordre de retirer de la Banque les fonds publics, et en 1836, à l'expiration de sa charte, elle liquida ses succursales et cessa de contrôler

la circulation fiduciaire du pays. En fait, dès 1832, elle s'était engagée peu à peu dans la voie de l'inflation de crédit, et n'avait plus rien fait pour entraver l'inflation des banques locales. La propagande acharnée du parti jacksonien au cours de sa lutte contre la Banque laissa dans l'esprit du peuple l'idée qu'un institut national d'émission, disposant de succursales dans toutes les régions du pays, était un instrument des puissances d'argent dangereux pour les libertés démocratiques. Contre toute institution de ce genre, on pouvait exciter le peuple avec l'accusation de « monopole ». De ce conflit date cette particularité de la structure bancaire américaine, qu'une banque est une institution exclusivement locale. L'opinion des financiers ne partage pas ce préjugé, mais elle reconnaît que la méfiance du public à l'égard des « puissances d'argent » (*the money power*) fait d'une banque à succursales une impossibilité politique ; de fait, ce n'est qu'au vingtième siècle qu'un mouvement législatif en leur faveur s'est esquissé très timidement.

Dans le même temps, diverses pratiques furent inaugurées, qui augmentaient la solvabilité générale du système bancaire. L'une, qui est à l'origine de la pratique américaine des *clearing houses*, connut une longue carrière à Boston. Dès 1804, le « Boston Exchange Office » fut fondé pour assurer la convertibilité au pair des billets émis par les banques des autres localités du Massachusetts, qui subissaient normalement une légère dépréciation sur la place de Boston. L'expérience échoua mais fut reprise en 1819 par la « Suffolk Bank ». Elle recevait au pair le papier des autres banques, qui laissaient en dépôt à la « Suffolk » une somme suffisante pour le paiement des soldes. Le règlement de ceux-ci s'effectuait en billets pour les banques adhérentes au système ; de celles qui se refusaient à y participer, on exigeait le remboursement en espèces. Les banques de la campagne, dont la ponctualité n'était pas le fort, protestèrent au début contre cette oppression, mais peu à peu elles adhèrent au *Suffolk System* qui étendit graduellement ses opérations à toute la Nouvelle Angleterre, et fit du système bancaire de cette région un modèle de solidité pour le reste des Etats-Unis (112).

Un peu plus tard, les banques de New-York furent soumises à un système qui fut étendu en 1863 à toutes les banques du pays. Une loi de 1829 les obligea à constituer entre les mains des Commissaires aux Banques un fonds de garantie pour rembourser les billets et les dépôts de celles qui manqueraient à leurs engagements. Le système connut quelques à-coups, en particulier dans la crise de 1840-1842, où le passif des banques faillies dépassa l'avoir du fonds de garantie.

(112) Sur le *Suffolk System*, cf. outre l'ouvrage cité de SUMNER : WHITNEY *The Suffolk Bank* ; L. Carroll Root, *New England Bank Currency*.

A ce moment, on modifia la loi, et le fonds de garantie ne couvrit plus que les billets, à l'exclusion des dépôts ; ceux-ci étaient encore considérés comme un crédit commercial plutôt que comme une monnaie proprement dite. En 1838, une autre loi de New-York déclara la banque une profession « libre », c'est-à-dire qu'il n'était plus besoin pour l'exercer d'un privilège spécial de la Législature. La somme des billets qu'une banque pouvait maintenir en circulation était limitée à un pourcentage de son capital, variable selon l'importance de celui-ci ; et les billets devaient être couverts par un dépôt de certaines valeurs spécifiées (principalement fonds d'Etat) entre les mains des Commissaires aux Banques. Ces dispositions, destinées à renforcer la sécurité due au fonds de garantie, furent imitées par seize autres Etats, et furent reprises par le « *National Banking Act* » de 1863.

*
**

Une grande guerre entraîne presque toujours pour les belligérants la dépréciation de leur monnaie, suivie plus ou moins tard soit de la stabilisation à un niveau inférieur, soit de la création d'une monnaie nouvelle. La guerre de Sécession amena dans la structure monétaire des Etats-Unis des changements de portée plus large. Monnaie de banque et monnaie d'Etat subirent des modifications qui déchaînèrent d'ardentes controverses, dont les derniers échos, après trois quarts de siècle, ne sont pas encore éteints.

La première et la plus importante de ces modifications fut l'adjonction aux différentes sortes de monnaie légale d'une espèce nouvelle, les « *United States Notes* ». (Pour dépister les faux-monnayeurs, leur verso fut et est encore imprimé d'une encre spéciale verte, d'où le nom populaire de *greenbacks* qui leur est resté.) Leur origine est le thème d'écrits innombrables, pour la plupart de pure polémique. Par bonheur, le sujet a été traité scientifiquement par Don C. Barrett et par les excellents ouvrages de Wesley C. Mitchell (113). Il n'est pas sans intérêt pour l'objet de cette étude de connaître l'intention du législateur et la réaction du public à l'égard des *greenbacks*. De même que les expériences bancaires d'avant la guerre de Sécession ont déterminé pour un demi-siècle l'attitude des milieux financiers à l'égard du billet de banque, de même et encore bien plus peut-on dire que c'est autour du *greenback* que se sont cristallisées les diverses attitudes qui se partagèrent l'opinion vis-à-vis de la « monnaie lé-

(113) Don C. BARRETT, *The Greenbacks*. Wesley C. MITCHELL, *A History of the Greenbacks*. Les conclusions de ces deux historiens ne diffèrent pas dans l'ensemble. Cependant ils n'attribuent pas les mêmes causes à la suspension de la convertibilité par les banques en décembre 1861. Nous avons suivi l'explication, à notre avis concluante, de MITCHELL, l. c., pp. 33-40.

gale » ; on pourrait presque dire que des « partis monétaires » distincts des partis politiques se formèrent pour ou contre le *greenback*.

La situation à laquelle le gouvernement de Lincoln avait à faire face au début de l'été 1861 n'était pas sans analogie avec celle que le Congrès avait connue en 1776. Les Etats du Nord entraient dans une grande guerre, et si leurs ressources en hommes et leur capacité de production étaient largement capables de la soutenir, rien n'était prévu pour mobiliser ces ressources. Il leur fallut près d'un an et demi pour recruter et former une armée qui fût un vrai instrument de guerre ; il leur fallut à peu près un an de plus pour mettre sur pied des finances de guerre capables de ravitailler et d'approvisionner cette armée sans à-coups. Les *greenbacks* sont un des expédients de la période initiale de tâtonnements. Le « *National Loan Act* » du 17 juillet 1861, complété par une loi du 5 août, autorisait le gouvernement à contracter divers emprunts à long et à court terme ; l'un de ces derniers consistait en cinquante millions de bons du Trésor à vue, sans intérêt. Quoiqu'on ne leur eût pas donné le cours forcé, c'était une espèce de papier-monnaie. Le Secrétaire du Trésor déclarait qu'ils « se montreraient extrêmement utiles s'ils étaient employés prudemment en anticipation de ressources certaines » mais qu'il faudrait avoir bien soin « d'éviter que cette émission ne tombe au rang d'un papier-monnaie inconvertible ». On est frappé de l'analogie avec les illusions qui entourèrent la naissance du dollar Continental. Mais cette fois le plan commença par réussir. Les banques de Boston, New-York et Philadelphie souscrivirent un emprunt de 150 millions en trois tranches échelonnées. Au fur et à mesure qu'elles versaient le numéraire au Trésor, il leur faisait retour : d'abord elles écoulaient l'emprunt dans le public, ensuite le Trésor se servait des fonds mis à sa disposition pour payer les fournisseurs militaires, qui les déposaient à leur tour dans les banques. Mais au milieu de décembre 1861, le Secrétaire du Trésor publia un rapport pessimiste sur l'état des finances, et un incident maritime fit craindre une guerre avec le Royaume-Uni. Une crise de confiance s'ensuivit. Le public cessa de souscrire, les bénéficiaires de paiements du Trésor thésaurisèrent les fonds au lieu de les déposer en banque. Dans les derniers jours de l'année, toutes les banques suspendirent la convertibilité de leurs billets. Momentanément, elles ne pouvaient plus apporter aucune aide au gouvernement. Dans son rapport du 9 décembre, le Secrétaire du Trésor avait proposé un système qui les aurait mises en état de le faire. Les banques auraient pu se transformer en « Banques Nationales » et recevoir du gouvernement fédéral le privilège d'émettre des billets gagés sur des fonds d'Etat. C'était décomposer en deux temps l'inflation illimitée : le gouvernement, au lieu d'émettre les billets, eût émis les titres de rente que les banques

eussent transformés aussitôt en billets. Mais aux yeux du public, c'eût été une opération financière légitime, simple élargissement du régime bancaire de New-York (*vide supra*), et à laquelle on ne songeait pas à appliquer le nom impopulaire d'inflation. Mais la mise sur pied d'un tel système demandait du temps, et les créances impayées s'accumulaient. Une autre solution était d'emprunter au public. Mais le crédit du gouvernement était bas. Pour attirer les souscriptions, il aurait fallu offrir l'emprunt au-dessous du pair. Cela paraissait un procédé non seulement onéreux mais infamant, que gouvernement et Congrès furent d'accord pour écarter. Alors la loi du 25 février 1862 autorisa le Trésor à émettre 150 millions de billets à cours forcé. N'étaient exceptés du cours forcé que les droits de douane ; en vertu de la théorie qu'ils sont payés par l'exportateur étranger (qui dispose de numéraire), on continua à en exiger le paiement en espèces, ce qui permit de continuer le service de la dette en dollars-or. Le ministre, les rapporteurs du *bill*, les chefs de la majorité déclarèrent qu'il s'agissait d'une mesure d'urgence, justifiée par l'état de guerre, regrettable mais inévitable. Il y eut des critiques : on rappela que la Constitution, qui retire expressément aux Etats le droit d'émettre des « billets de crédit » et de donner cours légal à autre chose que l'or et l'argent, n'a pas pour cela accordé ces pouvoirs au gouvernement fédéral. La majorité vota comme vote en temps de guerre une majorité à laquelle le gouvernement déclare qu'une mesure financière est urgente, c'est-à-dire sans poser trop de questions. Ni le ministre ni le Congrès ne pensaient faire autre chose qu'œuvre de circonstance : les *greenbacks* étaient considérés par tous comme un emprunt de guerre, destiné à être remboursé dès que possible.

Grâce à cette émission, les banques purent reprendre leurs paiements en « monnaie légale », non pas or, mais papier. L'unité monétaire fut maintenue dans le pays. Dans le passé, la suspension de la convertibilité des billets de banque avait toujours eu pour conséquence que le change d'une place américaine sur les autres avait subi de grandes fluctuations. Cette fois tout le système monétaire américain fluctuait d'un bloc, ce qui réduisait les inconvénients de l'instabilité monétaire. La dépréciation fut faible au début. La loi laissait complètement libre le trafic de l'or ; et le métal jaune, nécessaire pour le paiement des importations et des droits de douane, fit l'objet d'un commerce spéculatif de grande envergure. C'est dans les cours de l'or que le public lut les variations du change américain. Beaucoup de simples ne se rendirent pas compte que ce qu'ils lisaient là était l'indice de la dévalorisation du dollar ; en voyant monter la « prime » que cent dollars d'or faisaient sur cent dollars-papier, ils eurent l'impression que le dollar-papier était resté l'étalon et que c'est l'or qui

haussait de prix. Il y avait en effet, à brève échéance, des mouvements de la cote qui résultaient de l'offre et de la demande locales d'or (par exemple pour acquitter des droits de douane, ou pour couvrir des engagements spéculatifs), qui corroboraient l'impression que l'or était devenu une simple marchandise. D'une façon générale le public fit aux *greenbacks* un accueil très favorable. Habitué à avoir entre les mains des billets de banque de toute sorte, les uns bons, les autres mauvais, les autres faux, de valeur variable suivant la distance du lieu d'émission, il se félicita d'avoir les billets du gouvernement, dont l'exécution matérielle soignée décourageait les faux-monnayeurs, dont la valeur était la même d'un bout à l'autre du pays, et dont on ne redoutait pas que la disparition de l'établissement qui les avait émis les laissât brusquement orphelins. Seuls les Etats du Pacifique refusèrent de les accepter. Producteurs d'or, ils étaient habitués à le voir en circulation quotidienne sous toutes ses formes, depuis la « pincée » avec laquelle le mineur payait ses emplettes dans les bazars des *placers* jusqu'aux lingots octogonaux de cinquante dollars que certaines raffineries de métal mettaient en circulation pour éviter les délais qu'imposaient les Hôtels des Monnaies. Dans la Californie et l'Oregon, la Constitution prohibait les billets de banque. On fit valoir que c'était un devoir patriotique d'accepter les *greenbacks*, et que si on les refusait le capital des régions à étalon-papier se détournerait des pays du Pacifique, qui en avaient besoin pour leur développement. Malgré cela, la Californie, l'Oregon, le Nevada, les territoires de Washington et d'Idaho adoptèrent la *specific tender clause*, qui légalisait la clause-or à laquelle on avait recours dans tous les contrats (114). Cette scission monétaire fut rendue possible parce que le gouvernement fédéral levait dans les Etats du Pacifique plus de fonds qu'il n'y en déboursait (vu leur éloignement du théâtre des hostilités), et surtout parce qu'ils étaient pratiquement séparés du reste de l'Union, avec lequel ils ne communiquaient alors que par l'isthme de Panama.

Ayant eu recours une première fois à l'émission de papier-monnaie, le gouvernement, comme il était à prévoir, y revint. En 1862 et 1863, 450 millions en tout furent autorisés par le Congrès, et la plupart furent émis. Mais peu à peu tout un système fiscal nouveau, dont les impôts de consommation formaient l'essentiel, fut mis en vigueur. Il était naturellement très loin de suffire aux dépenses extraordinaires du temps de guerre, mais il donna aux capitalistes la certitude que sitôt la paix revenue le gouvernement disposerait d'excédents budgétaires amplement capables de payer intérêt et capital de la dette. Les

(114) Bernard MOSES, art. *Legal Tender Notes in California*, dans « Quarterly Journal of Economics », t. VII (octobre 1892), pp. 1-25. Joseph ELLISON, art. *Currency Question on the Pacific Coast*, dans « Mississippi Valley Historical Review », juin 1929, pp. 50-66.

conditions des emprunts étaient onéreuses : l'intérêt nominal était en moyenne de 6 %, mais les coupons (et, comme on semblait l'admettre implicitement, le principal) étaient payés en or, tandis que les souscriptions étaient versées en papier qui avait perdu en moyenne moitié de sa valeur en 1864, les deux tiers en 1865. Plus tard les inflationnistes qui voulaient perpétuer la dévalorisation du dollar rappelèrent à l'envi les conditions usuraires auxquelles les capitalistes avaient prêté au gouvernement. Sur le moment, on se félicita que l'emprunt permit d'arrêter les émissions de papier-monnaie. A la paix, il y en avait en circulation 450 millions, cotant 70 % de leur valeur nominale. Les nécessités militaires qui avaient imposé leur création avaient disparu, et la question se posait de savoir comment on allait les liquider.

*
**

Le deuxième héritage de la guerre fut le système bancaire dit « national ». Toutes les banques antérieures, sauf les deux « Banques des Etats-Unis » tenaient leur existence juridique de l'Etat sous les lois duquel elles étaient incorporées (*State Banks*). Ici les lois leur imposaient des règles strictes, ailleurs elles permettaient presque tous les abus. Dans certains Etats, leur application était strictement contrôlée, plus souvent l'art de les tourner était la partie la plus facile de la technique bancaire. La crise de 1857 avait attiré l'attention du public sur la nécessité d'une réforme. C'est la guerre qui, comme il arrive souvent, hâta l'éclosion de ces velléités de l'opinion. On a vu que dès 1861 le Secrétaire du Trésor proposait d'établir un système de « banques nationales » qui émettraient des billets gagés par des fonds du gouvernement fédéral. De leur côté les banquiers qui avaient souscrit aux emprunts fédéraux et qui, on l'a vu, avaient peine à les écouler, demandèrent qu'on les tirât de cette difficulté en les autorisant à émettre, sur la garantie de ces titres, des billets contresignés par le Trésor (115). De ces plans sortit le « *National Banking Act* » du 25 février 1863. Tel qu'il fut modifié par diverses lois de 1864, 1865 et 1874, le système mettait en pratique les idées courantes dans l'opinion financière. Tout le monde pouvait fonder une banque sans privilège particulier, mais un « contrôleur de la circulation » (*Comptroller of the Currency*) devait surveiller de près l'exercice de la profession bancaire. Les dépôts devaient être couverts par une encaisse dont une partie devait être détenue par la banque en argent comptant, tandis que le reste pouvait être déposé à vue dans une banque d'une ville plus importante (*reserve city*). Les banques des *reserve cities* déposaient à leur tour une partie de leur encaisse dans une banque d'une

(115) Cf. BARRETT, *The Greenbacks*, p. 48.

central reserve city, le plus souvent de New-York. Aussi toutes les fois que les banques voyaient leur encaisse baisser, elles retiraient leurs dépôts dans les *reserve cities* ; les banques des *reserve cities*, menacées à leur tour dans leur liquidité, tiraient sur New-York, ou plutôt sur les deux ou trois banques de New-York spécialisées dans ce rôle de dépositaires des banques de province ; la vague de nervosité arrivait bien souvent à New-York avec les proportions d'une panique. Plus que tout autre trait de la structure économique américaine, la disposition législative autorisant cette pyramide d'encaisses légales fit du krach bancaire l'accompagnement habituel et typiquement américain d'une crise économique à son début (116). Les billets de banque étaient imprimés par le gouvernement, qui les livrait aux banques en échange d'un dépôt de titres d'Etat et jusqu'à concurrence de 90 % de la valeur de ces titres (ou, s'ils cotaient au-dessus du pair, de leur valeur nominale). A partir de 1874, il se chargea même d'assurer la convertibilité des billets, moyennant le dépôt par les banques d'une encaisse (métal ou *greenbacks*) égale à 5 % des billets émis. En 1865, pour faire place aux émissions des *National Banks*, on frappa tous les autres billets de banque d'un impôt prohibitif ; les *State Banks* durent se transformer en *National Banks*, ou retirer leur papier de la circulation. Désormais le billet de banque fut un instrument de paiement commode. Quelle que fût la banque dont il portait le nom, il était toujours au pair puisqu'il était garanti par le *Comptroller of the Currency*. Le gouvernement s'obligeait à l'accepter pour tous paiements (sauf les droits de douane payables en or) et s'il n'avait pas cours forcé entre particuliers, il fut partout accepté aisément. Mais de graves défauts devaient se révéler plus tard. Dans les premières années, les fonds d'Etat étaient pour les banques des placements attrayants. Par la suite, le crédit de l'Etat se releva, les emprunts furent convertis ou amortis, et leur cours haussa si bien qu'ils ne rapportèrent plus qu'une fraction du loyer normal de l'argent. Pour émettre des billets, il fallait dès lors que la banque achetât des titres de rente au-dessus du pair, les déposât (augmentés d'une réserve de 5 %) entre les mains du *Comptroller of the Currency*, pour recevoir en échange des billets qui ne s'élevaient qu'à 90 % de la valeur nominale des titres. Il fallait donc immobiliser une somme considérable qui rapportait très peu, pour recevoir une partie seulement en billets qu'on pouvait faire fructifier. Pour peu que l'écart entre le rapport des fonds publics et celui des placements commerciaux augmentât, il pouvait devenir plus avantageux pour les

(116) Une bonne analyse contemporaine du système se trouve dans Henry CLEWS, *Our Monetary Evils* (1872). L'étude statistique à consulter est celle de SPRAGUE, *History of Crises under the National Banking System*, pp. 19 sqq.

banques de faire valoir directement leurs fonds. Le résultat fut que le volume des *National Bank Notes* varia en fonction du rapport entre le taux d'intérêt des fonds d'Etat et des prêts aux particuliers, c'est-à-dire d'une formule qui n'exprime pas les besoins monétaires de la nation.

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION MONÉTAIRE FAIT SON ENTRÉE DANS LA POLITIQUE (1865-1878)

Au printemps de 1865, les armées Confédérées écrasées sous le nombre déposèrent les armes, et la guerre qui pendant quatre ans avait absorbé les meilleures énergies du peuple américain se trouva terminée. Le Sud avait en apparence changé plus que le Nord. De vastes régions avaient été méthodiquement dévastées par les armées fédérales. Le pays manquait de capital et de bras. La guerre avait décimé les blancs ; les noirs avaient vu tout d'abord dans l'émancipation le droit de flâner et de vagabonder. Le système de la plantation qui avait fourni l'armature économique et sociale du pays était détruit. Les conditions politiques étaient déplorables. La classe cultivée et habituée aux responsabilités du pouvoir avait fourni les cadres de la « rébellion ». Les Unionistes vainqueurs ne virent d'autre moyen de consolider leur triomphe que de les écarter légalement des affaires publiques, et de faire des nègres, sous la protection de l'armée d'occupation, la classe dirigeante. Naturellement les Sudistes se donnèrent pour première tâche de reconquérir pour l'homme blanc l'hégémonie politique. Il y fallut dix ans d'une lutte acharnée, devant laquelle pâlissaient les préoccupations monétaires. Du reste, le régime monétaire était entre les mains du gouvernement fédéral, que les Sudistes n'avaient aucun moyen d'influencer. Aussi, pendant plusieurs années, le Nord fut-il le seul théâtre de l'action dans ce domaine.

Les quatre années de guerre avaient été, pour les Etats du Nord, quatre ans d'activité économique intense. L'armée demandait à l'industrie textile des uniformes, à la métallurgie des canons. L'agriculture voyait son exportation stimulée par la baisse du dollar et par une série de récoltes déficitaires en Angleterre. Ce qui est remarquable, c'est que la production répondit à l'appel des circonstances malgré le départ pour le front de centaines de milliers d'hommes valides. A

la ferme, la place du mari fut prise par la femme, délivrée d'une partie importante de sa tâche domestique par la machine à coudre, aidée dans sa tâche agricole par la moissonneuse mécanique et autres machines dont l'essor (sinon l'invention) date des années de guerre. L'immigration européenne empêcha le manque de main-d'œuvre de paralyser sérieusement la production. En pleine guerre, les mines d'argent du Nevada, les mines d'or du Colorado, le pétrole de la Pennsylvanie attirèrent des centaines de mille travailleurs indigènes et étrangers. La disette de coton donna une impulsion puissante à la production et au travail de la laine. Les terres à blé et les vastes forêts du *Middle West* s'ouvraient à la charrue du pionnier, à la hache du bûcheron. Chicago, métropole de ce nouvel empire, doubla presque sa population pendant la guerre. Les villes plus anciennes grandissaient aussi, et se modernisaient : partout on construisait de nouvelles lignes de tramways, de nouveaux égoûts, de nouvelles canalisations d'eaux et de gaz. Il semble que la guerre n'ait ralenti presque aucune branche de la production, et en ait stimulé plusieurs. Avec une semblable activité, et avec la hausse des prix presque continue qui accompagnait la chute du dollar, les bénéfices des industriels, au moins sur le papier, étaient considérables. Les plus favorisés étaient, comme il est naturel, ceux qui travaillaient pour le gouvernement : pour le même fusil qui revenait à 9 dollars à l'arsenal national de Springfield, l'industrie privée se faisait payer 20 dollars. Dans toutes les branches d'industrie, des dividendes de 10, 15 et 20 % étaient à l'ordre du jour. Alors que la disette de coton frappait durement les filatures et les tissages du Lancashire, leurs concurrents du Massachusetts avaient entamé la guerre avec de très lourds stocks de matière première, dont la hausse énorme les dédommagea de l'inactivité partielle à laquelle ils étaient forcés, et furent en mesure de distribuer des dividendes montant souvent jusqu'à 30 % et plus. Les agriculteurs jouirent de bonnes récoltes qui se vendaient bien. Dans sa revue de l'année 1864 R. G. Dun déclare que la prospérité agricole est « immense et générale ». Les deux classes dominantes de la société américaine, le « *farmer* » et le « *business man* », étaient prospères. Les victimes de la situation étaient de ces catégories dont la voix se fait moins entendre dans le concert de l'opinion publique. Les salaires réels des ouvriers avaient baissé. Mais la hausse du salaire nominal donnait une illusion de richesse ; en même temps même si le salaire réel d'une catégorie donnée avait baissé, beaucoup d'ouvriers pouvaient, par suite du manque de main-d'œuvre, trouver du travail dans une catégorie mieux rétribuée ; le manque à gagner par suite du chômage était réduit au minimum ; et surtout, la possibilité d'obtenir des augmentations de salaire donnait à la classe ouvrière au moins l'illusion de participer à la prospérité générale. On ne saurait en dire autant

de toutes les personnes à revenu fixe ; et c'est dans cette catégorie qu'il faut mettre les employés de bureau, qui ne reçurent que peu avant la fin des hostilités des augmentations bien inférieures à la hausse du coût de la vie ; de même les propriétaires d'immeubles, car les valeurs locatives étaient restées presque à leur valeur nominale d'avant-guerre. Il est vrai que pour beaucoup de catégories sociales la guerre fut, financièrement, un coup très dur ; que pour d'autres les gains réalisés étaient dus en totalité ou en partie à la dévalorisation de l'unité de compte ; mais un fait demeure, dont l'importance pour l'histoire monétaire des trente années suivantes est capitale : subjectivement, aux yeux de la grande masse des contemporains, la guerre de Sécession, ère d'inflation, fut une ère de grande prospérité (1).

La masse du public attendait de l'avenir une prospérité encore plus grande. Si le génie industriel du peuple américain et les ressources mises à sa disposition par la Providence avaient pu maintenir la production à un niveau élevé en dépit des hostilités, que n'allaient-ils pas faire maintenant que la paix leur ouvrait libre carrière ! Les hommes d'affaires comptaient que le Sud, ses entrepôts supposés vides de marchandises mais pleins de coton, allait devenir un client de premier ordre. Certes, on savait que la victoire de l'Union entraînerait une hausse du *greenback* et à sa suite une baisse des prix, et on redoutait une panique ; chacun se mit en devoir de se préparer à la catastrophe, d'autant plus facilement que la guerre avait introduit l'usage de traiter au comptant ou avec des délais de paiement très réduits. Aussi la paix trouva-t-elle le commerce dans une situation de liquidité excellente, et la panique ne se produisit pas. Après quelques semaines d'attente, en juin 1865, le monde des affaires fut repris par son optimisme normal. « Les marchés américains étaient dénués de marchandises, les entrepôts vides, les prix en hausse, la demande véhémement. Des agents débarquèrent en Angleterre, et achetèrent, non pas par balles et par cargaisons, mais par entrepôts entiers d'un seul coup » témoigne l'« Economist » de Londres (2). Le vieux Continent reprenait confiance dans les États-Unis, et la manifestait en achetant des titres américains, qu'il avait dédaignés pendant la guerre. En juillet on estimait à 100 millions de dollars la quantité de rente 6 % (« *Five-Twenties* », le titre américain le plus répandu) en portefeuille à Londres, plus 90 millions à Francfort, et l'Europe continuait à ache-

(1) FITE, *Social and Industrial Conditions during the Civil War*, donne un tableau très vivant de l'histoire économique de la guerre. Cf. aussi les ouvrages classiques de Wesley C. MITCHELL sur les *Greenbacks*. Description de la situation en Iowa, fondée sur de nombreux extraits de journaux contemporains, dans G. E. ROBERTS, *Iowa and the Silver Question*, pp. 20-31. Une étude des aspects statistiques de la situation a été publiée en supplément à la « *Review of Economic Statistics* » de 1920 par W. M. PERSONS, P. M. TUTTLE et E. FRICKEY, sous le titre *Business and Financial Conditions Following the Civil War in the U. S.*

(2) « Economist », 10 mars 1866. *Review of 1865*, p. 1.

ter (3). La situation budgétaire était excellente ; le rendement des innombrables impôts établis pendant la guerre augmentait, les dépenses de l'Etat diminuaient, et le crédit raffermi du gouvernement lui permettait de consolider la dette flottante.

**

La situation monétaire était loin d'être simple. Du titre de rente au *greenback*, le Trésor avait émis une multitude de papiers différents, avec ou sans intérêt, avec ou sans pouvoir libératoire légal. D'une analyse détaillée de cette masse confuse, Wesley Mitchell conclut qu'il est impossible de faire le départ exactement entre ce qui circule comme monnaie et ce qui est conservé en portefeuille à titre de placement. Aux heures de détresse, le Trésor avait émis deux cent cinquante millions de bons portant intérêt et en même temps moyen de paiement légal. A la paix, le taux d'intérêt du marché étant tombé au-dessous de celui des bons, ils cessèrent graduellement de figurer dans les règlements commerciaux ; mais les banques continuaient à s'en servir dans leur couverture légale (4). Les *greenbacks* étaient indubitablement de la monnaie (5) ; mais en même temps on les considérait généralement comme un impôt forcé sans intérêt levé sur la masse du peuple. L'opinion américaine considérait une dette publique comme une institution anti-démocratique destinée à disparaître sitôt que possible après la fin de la guerre dont les nécessités lui fournissaient une excuse. A ce compte les *greenbacks* devaient disparaître aussi. En tout cas leur volume allait être réduit de beaucoup, ce qui apparaissait nécessaire pour les revaloriser et « reprendre les paiements en espèces », autrement dit ramener le dollar au pair. Sur ce point il n'y avait guère de voix discordantes dans l'opinion publique, et la presse expliquait périodiquement la « saine doctrine »

(3) « Commercial and Financial Chronicle », 15 juillet 1865, 25 novembre 1865, 2 décembre 1865. Les emprunts du gouvernement fédéral et les obligations des chemins de fer américains formaient le gros des placements étrangers. L'optimisme de cette période est exprimé de façon caractéristique par le Sénateur John Sherman. Relatant dans une lettre à son frère l'offre d'une situation alléchante par le financier britannique sir Morton Peto, il remarque : « A la vérité, la fin de la guerre, avec nos ressources intactes, donne aux idées des principaux capitalistes une élévation, une étendue bien supérieures à tout ce qu'on avait entrepris auparavant dans ce pays. Ils parlent par millions comme on parlait naguère par milliers. A coup sûr, la déflation qui doit se produire bientôt ruinera les projets purement chimériques, mais beaucoup de vastes entreprises seront exécutées... Notre industrie n'en est qu'à ses premiers pas ». « The SHERMAN letters », p. 258.

(4) W. C. MITCHELL, « A History of the Greenbacks », p. 176.

(5) Le nom exact des *greenbacks* est « United States Notes » mais l'expression « *lawful money* » qui couvre à la fois *greenbacks* et numéraire est celle qui revient le plus souvent dans la législation.

de la revalorisation par la déflation (6). Le Secrétaire du Trésor Mac Culloch la proclama en octobre 1865 dans un discours-programme qui eut le plus vaste retentissement, à Fort Wayne (Indiana). Son rapport annuel du 5 décembre 1865 recommandait au Congrès de convertir les *greenbacks* en titres de rente ; et le Congrès paraissait disposé à suivre cet avis (7). En apparence, les Etats-Unis s'engageaient allègrement et d'un commun accord dans la voie de la déflation.

Pourtant, à y regarder de plus près, on devine que cette unanimité apparente est fragile. John Sherman, et même un banquier aussi peu suspect de pactiser avec l'inflationnisme que Jay Cooke, tenaient que la déflation risquait de compromettre la première tâche du Secrétaire du Trésor, la conversion de la dette flottante (8). Le « Commercial and Financial Chronicle », qui depuis sa fondation en 1865 n'a cessé d'être l'organe le plus autorisé des milieux d'affaires de New-York, déclare que la politique de déflation progressive du Secrétaire du Trésor Mac Culloch est « un sujet de remarques et de satisfaction générale » (9) ; que son rapport annuel est approuvé de tous, surtout son plan de déflation et qu'on remarque « une reprise générale de la confiance en vue de la probabilité que la politique de déflation sera approuvée et mise à exécution sans réserves par le Congrès » (10). Le « Chronicle » met surtout en garde contre le danger d'une déflation trop brusque. Mais s'il affecte de croire que le principal danger vient de ce côté, du côté du gouvernement, certains arguments trahissent d'autres préoccupations : « Tous ces changements spasmodiques et soudains dans le volume des moyens de paiement ont cet autre inconvénient qu'ils dégoûtent les masses du nom même de déflation ; et du fait qu'une tentative maladroite pour freiner l'augmentation de monnaie peut causer des troubles, les défenseurs de l'inflation soutiennent de façon relativement plausible qu'aucune déflation n'est possible sans que les mêmes maux se reproduisent chaque fois » (11). Et quand le Congrès, en décembre de la même année, signifia son

(6) Cf. « Hunt's Merchant's Magazine », 1865 et 1866 ; « Chronicle » de la même époque, en particulier 15 juillet 1865.

(7) Le 18 décembre 1865, la Chambre des Représentants adopta par 144 voix contre 6 une Résolution exprimant son accord « avec les vues du Secrétaire du Trésor sur la nécessité de réduire la circulation monétaire en vue de reprendre les paiements en espèces aussitôt que les intérêts économiques du pays le permettront ». Il est vrai que c'était une simple déclaration de principe qui n'engageait pas à grand'chose ; et la formule prudente qui la termine permettait de battre en retraite en cas de besoin.

(8) H. L. SCHELL, art. *Hugh Mac Culloch and the Treasury Management*, dans : « Mississippi Valley Historical Review », XVII, déc. 1930, p. 405.

(9) « Chronicle », 2 sept. 1865.

(10) « Chronicle », 9 déc. 1865.

(11) « Chronicle », 12 août 1865. Le même argument revient, le 2 décembre 1865.

adhésion à la politique de Mac Culloch, ce même journal se félicita de cette action, car « c'est la condamnation définitive des chimères pernicieuses d'inflation prolongée qui ont été mises en avant depuis quelque temps dans certains milieux » (12). Ces milieux sont les professionnels de la spéculation, qui encombrèrent les couloirs du Congrès (13). Ce sont les seuls inflationnistes que dénoncent nommément leurs adversaires, parce que ce sont les plus impopulaires. Il est certain que si le bruit court que le Trésor va retirer des billets de la circulation, Wall street s'agite aussitôt : l'argent est assez rare pendant l'été et l'automne, et le marché monétaire réagit à toute nouvelle défavorable par un brusque resserrement du crédit (14). Toute déflation tend à ralentir l'activité économique ; pour désireux qu'ils fussent de revoir le dollar au pair, ni les commerçants, ni les industriels, ni les agriculteurs n'étaient prêts à de grands sacrifices pour y parvenir. Les doctrines d'un Henry C. Carey, qui prêchait l'inflation comme la panacée économique (15), trouvaient un public complaisant. Dans l'Administration même, le Contrôleur de la Circulation, Freeman Clarke, était accusé d'être anti-déflationniste (16). Le Congrès, unanime quand il ne s'agissait que de proclamer un principe, se trouva divisé quand il fallut passer aux actes. La politique de déflation était celle de la majorité : l'opposition Démocratique l'attaqua. « La déflation ne nous ramène pas au pair ; elle nous mène après une brève lutte, au pas accéléré, à la faillite »... Au lieu de cela, que le gouvernement stimule l'activité économique, et « au bout de dix ans, les encouragements donnés à nos industries, le développement de nos ressources, et le maintien dans ce pays d'une partie des métaux précieux qu'il produit nous amèneront à la reprise des paiements en espèces, tout naturellement et sans déranger le commerce » (17). « *Let the country grow up to its currency* », répétait-on. Le pays se développait rapidement ; il suffisait de stabiliser la quantité de monnaie pour que sa

(12) « Chronicle », 16 déc. 1865.

(13) Cf. Sen. Fessenden, « Congressional Globe », 39^e Congrès, 1^{re} session, p. 1847 (9 avril 1866).

(14) « Chronicle », 5 août 1865. L'opinion financière avait les yeux fixés sur l'encaisse du Trésor, dont les variations étaient regardées comme une cause primordiale des perturbations du marché monétaire. Toute diminution de la quantité de monnaie en circulation, soit par annulation, soit par accumulation dans les caisses publiques, était regardée comme un signe de mauvais augure et provoquait à la Bourse des réactions violentes. Cette nervosité de l'opinion au sujet des mouvements de fonds publics rendait plus difficile la tâche du Trésor. Cf. MAC CULLOCH, *Men and Measures of Half a Century*, p. 212.

(15) HENRY C. CAREY, *Contraction or Expansion ? Repudiation or Resumption ? Letters to Hon. Hugh Mac Culloch, Secretary of the Treasury* (mars 1866).

(16) Cf. « Globe », 39^e Congrès, 1^{re} session, p. 1433, 15 mars 1866.

(17) Repr. William D. Kelley, Démocrate (Pennsylvanie) à la Chambre, le 21 février 1866. « Globe », 39^e Congrès, 1^{re} session, p. 977. Peu après, le Président Johnson se brouilla avec la majorité du Congrès ; Mac Culloch fit cause commune avec lui. Dès lors, les rôles furent changés, ce fut la majorité Républicaine qui

valeur augmentât peu à peu, d'elle-même (18). Ce ne fut qu'au bout de plusieurs mois que le Congrès adopta une loi. Le 12 avril 1866, le Secrétaire du Trésor fut autorisé à convertir les *greenbacks* en titres de rente jusqu'à concurrence de 10 millions au cours des 6 premiers mois, puis de 4 millions par mois. Les limites imposées à l'action déflationniste de Secrétaire du Trésor prouvent que sa politique n'était pas très populaire. L'annulation de *greenbacks* se poursuivit à ce rythme modéré en 1866 ; l'année suivante la crise économique contraignit le Trésor de rester souvent en dessous du maximum légal. Au demeurant, la situation monétaire comportait d'autres variables. Une tendance à l'inflation venait des *National Banks* dont l'émission globale dépassait légèrement celle des *State Banks* qu'elles avaient remplacées ; une autre venait du retour à l'usage du crédit dans le commerce, après que pendant la guerre presque toutes les affaires s'étaient traitées au comptant (18 b). D'autre part le Sud revenait à des conditions plus normales. A la fin des hostilités il s'était trouvé complètement dénué de moyens de paiements, et absorba par suite une partie importante du stock monétaire du Nord. Il est difficile de chiffrer ces diverses influences. En tout cas, la cause de la crise qui survint est extérieure aux Etats-Unis : c'est l'arrêt du flux de capital anglais qui avait financé la prospérité. Au milieu de 1866, deux des plus grosses firmes de *bill-brokers* de Londres, Overend, Gurney and Co et Peto

eut à son égard un préjugé défavorable. Les votes sur la question financière n'étaient pas de purs votes de parti, car aucun des deux partis n'avait de programme financier défini. Néanmoins, le désir de l'opposition de rendre la vie dure au gouvernement explique bien des actes dont on ne peut rendre compte en admettant que les parlementaires sont guidés par le souci exclusif de représenter les opinions de leurs commettants.

(18) C'est la thèse présentée par tous les orateurs de l'opposition dans le débat législatif, du 21 février au 14 avril 1866. John Sherman, plus tard l'incarnation de la « monnaie saine » et de l'étalon d'or, allait jusqu'à dire : « A mon avis, la quantité de *greenbacks* actuellement en circulation n'est pas trop pour l'état présent du pays ». (« *Globe* », 39^e Congrès 2^e session, p. 1850, 14 avril 1866).

L'histoire financière des Etats-Unis a été écrite par des partisans de la « monnaie saine » (BOLLES, LAUGHLIN, HEPBURN, DEWEY) auxquels toute préoccupation polémique n'était pas toujours étrangère. Pour eux, le plan antidéflationniste de Kelley, Sherman, Stevens, en 1866, est une chimère inflationniste. C'est un anachronisme. A ce moment, il n'y a que quelques extrémistes comme Carey pour demander plus de monnaie. Le gros des partisans de « l'argent à bon marché » est sur la défensive et demande qu'on stabilise le volume monétaire. Kelley déclare expressément qu'il n'est pas question de l'augmenter, et met en garde contre l'inflation de crédit par les banques (« *Globe* », 39^e Congrès, 1^{re} session, p. 977, 21 février 1866). Les thèmes profonds de l'inflationnisme apparaissent très rarement dans le débat ; ainsi dans le discours de Harding (Illinois) qui proclame son amour pour la « monnaie du peuple » (« Mon cœur cessera de battre quand il n'aimera plus le *greenback* ») et attaque, au nom de l'Ouest, le « grand parti des créanciers » (« *Globe* », 39^e Congrès, 1^{re} session, p. 1831, 1832, 7 avril 1866).

(18 b) « *Chronicle* », 14 oct. 1865. Les banques disposant alors, assez généralement, d'une encaisse bien supérieure au minimum légal, la création d'effets de commerce escomptables provoquait une expansion de la « monnaie de virements ».

and Betts, firent faillite avec une proportion d'actifs irrecouvrables qui parut scandaleuse. C'était surtout du papier à court terme de chemins de fer britanniques et américains dont elles avaient financé la construction par voie d'escompte et de réescompte. Le marché londonien du crédit se trouva désorganisé, surtout le marché de ce genre particulier de crédit, auquel les chemins de fer américains avaient eu très largement recours (19). La commotion de la *City* fut sans répercussion immédiate à Wall street ; et les Américains, habitués à voir toutes les dépressions introduites par une panique boursière sensationnelle, se flattèrent d'être immunisés (certains disaient : pour avoir rompu avec l'étalon d'or) contre les malheurs des Anglais. Le commerce, il est vrai, ne connaissait plus l'activité exceptionnelle de 1865 ; mais l'industrie, en particulier la construction des chemins de fer, était active. Mais à la fin de l'été, le « Commercial and Financial Chronicle » notait que la bourse, soutenue par l'expansion des crédits bancaires, était animée, mais que le commerce languissait. L'année 1867 fut pour le commerce et l'industrie une année de franc marasme. La production continuait à augmenter, il est vrai : la politique de subventions du Congrès et des gouvernements locaux dirigeait artificiellement le capital américain dans la voie de la construction de chemins de fer, et les commandes de rails et de matériel roulant soutenaient l'industrie métallurgique ; l'industrie cotonnière retrouvait peu à peu sa production d'avant-guerre. Mais les prix baissaient, les profits diminuaient, et le chômage était prononcé (20). Vers la fin de l'année se manifestèrent les indices incertains de la reprise. Il est remarquable que pendant tout ce temps l'agriculture était prospère, tout au moins dans le Nord. Les prix des céréales, qui avaient baissé en 1865, se relevèrent en 1866, et en 1867 ils atteignirent un maximum coïncidant avec d'excellents rendements, et l'année 1868 fut presque aussi bonne (21).

(19) Emissions d'obligations de chemins de fer américains à Londres, 1865 : 2,7 millions de livres ; 1866 : 2 millions ; 1867 : 1 million (L. H. JENKS, *Migration of British Capital*, p. 426). Une histoire financière des Etats-Unis avant 1913 reste à écrire ; les utiles ouvrages de D. R. DEWEY (*Financial History of the United States*) et de A. D. NOYES (*Forty Years of American Finance*) sont trop succincts pour pouvoir donner tous les renseignements désirables. Ecrits très peu après l'événement, ils trahissent des préoccupations pragmatiques plutôt que théoriques.

(20) « Chronicle », 4 septembre, 6 octobre, 10 octobre, 3 novembre 1866. « Economist » de Londres, 27 avril, 25 mai 1867 (citant le « Daily News » du 7 mai 1867), 11 janvier 1868 (citant le « Times » de Londres du 16 décembre 1867). Les *Business Annals* de THORP donnent les variations de la conjoncture année par année, établies d'après des sources très sûres ; malheureusement Thorp ne fait presque aucun effort pour dater l'évolution au cours de chacune des années considérées.

(21) Cf. C. O. RUGGLES, *Economic Basis of the Greenback Movement in Iowa and Wisconsin*, p. 147-150.

Il était inévitable que la population urbaine, frappée durement, protestât contre la déflation que le Trésor poursuivait en dépit de la dépression. L'opinion publique, et à sa suite le Congrès, mirent en question cette politique qui pesait sur les prix et sur le marché du capital déjà ébranlés. Au début de 1867 le « Chronicle » pour la première fois s'inquiète franchement de la poussée « inflationniste » dans le Congrès (22). « La question des nègres est oubliée devant la question financière » remarque l'observateur new-yorkais du « Standard » de Londres (23). En février, un Représentant de l'Iowa proposa de remplacer au fur et à mesure de leur échéance les bons du Trésor mentionnés plus haut par des *greenbacks*, et la Chambre approuva par 95 voix contre 65. Sentant qu'une mesure de ce genre était inévitable (24), les partisans de la revalorisation décidèrent de parer le coup par un compromis. Avec l'approbation explicite du Secrétaire du Trésor, John Sherman proposa au nom de la Commission des Finances du Sénat d'émettre des bons à 3 % que les banques seraient autorisées à utiliser en couverture de leurs billets jusqu'à concurrence de 60 % de la couverture légale. 50 millions de ces bons furent émis (25). Des voix s'élevèrent pour demander non seulement l'arrêt de la déflation, mais « plus de monnaie » (26). Des politiciens en quête d'un mouvement populaire auquel lier leurs fortunes s'avisèrent des possibilités de l'inflationnisme. Dans un discours à Saint-Paul (Minnesota) le 11 juillet 1867, l'ancien candidat des Démocrates pour la Vice-Présidence en 1864, George H. Pendleton, proposa de rembourser par anticipation en *greenbacks* le principal de la dette publique (27). Washington Mac Lean, directeur de l'organe Démocrate le plus influent dans le *Middle West*, le « Cincinnati Enquirer », mit son journal au service de l'idée. Pendleton et Mac Lean étaient tous deux de l'Ohio, leur proposition devint « l'idée de l'Ohio » (28). Le parti Démocrate

(22) « Chronicle », 2 février 1867.

(23) Cité dans « Economist » de Londres, 27 avril 1867.

(24) « Connaissant l'opinion de cette Assemblée », l'une ou l'autre des mesures en présence sera adoptée. Spalding à la Chambre, 21 février 1867. « Congressional Globe », 39^e Congrès, 2^e session, p. 1423.

(25) « Globe », *ibid.*, pp. 991, 1306, 1417-1424, 1869-1874, 1976. La force du sentiment anti-déflationniste se manifesta le 4 février 1867 à la Chambre par le vote par 88 voix contre 66 d'une résolution (purement platonique) condamnant la politique de déflation. « Globe », *ibid.*, p. 991.

(26) « Chronicle », 24 août 1867.

(27) COLEMAN, *Election of 1868*, p. 28.

(28) C. H. MOORE, *Ohio in National Politics*, p. 251. « L'idée de l'Ohio » consistait seulement à payer en *greenbacks* le principal des « *Five-Twenties* » au fur et à mesure qu'ils devenaient remboursables ; le reste de la dette publique (et les intérêts de la totalité de la dette) était légalement payables en numéraire. L'inflation totale aurait été moins considérable qu'il ne paraît au premier abord, car les billets de banque auraient été retirés ; Pendleton niait même que son plan dût amener aucune inflation. Ce n'était pas simple question de parti : Henry Cooke écrivait à son frère Jay Cooke, le 14 mars 1868, de Washington : « Vous

l'adopta dans son programme ; mais les gros bailleurs de fonds du parti, des capitalistes de New-York dont le plus en vue était August Belmont, correspondant des Rothschild à New-York et secrétaire du Comité National Démocratique, réussirent à écarter la candidature de Pendleton ; après avoir essayé de faire nommer l'ancien Secrétaire du Trésor Salmon P. Chase, dont l'attachement à l'étalon d'or était le principal titre, ils parvinrent à faire choisir un autre partisan de la « monnaie saine », Horatio Seymour, pour représenter le parti à l'élection présidentielle de 1868 (29). Le parti Républicain, en majorité au Congrès, défendait d'autant moins la politique de déflation qu'elle était accomplie par le gouvernement d'Andrew Johnson, avec lequel il était à couteaux tirés. En décembre 1867 fut déposée une proposition de loi qui interdisait au Secrétaire du Trésor de continuer à retirer des *greenbacks* de la circulation. Elle passa à la Chambre sans débat, puis au Sénat, à une très forte majorité dans les deux assemblées, et devint loi le 4 février 1868. Mais le parti Républicain n'alla pas au-delà. Des politiciens comme le brillant et peu scrupuleux Benjamin F. Butler, de Massachusetts, qui voulurent lui faire adopter « l'idée de l'Ohio » échouèrent. Les capitalistes de la Nouvelle-Angleterre, qui n'avaient cessé de fournir au parti l'appui de leur humanitarisme négrophile et de leurs souscriptions, abhorraient cette idée comme une banqueroute partielle (30) et firent insérer dans le pro-

n'avez aucune idée de la force de la poussée qui vient de l'Ouest. Garfield est le seul de tous les représentants de l'Ohio qui voterait pour une proposition non équivoque que la dette doit être payée en or, et il dit que cela l'empêcherait d'être réélu ». Cité par OBERHOLTZER, *Jay Cooke*, II, p. 41.

(29) Sur les efforts des capitalistes au sein du parti Démocrate pour barrer la route à l'inflationnisme, Gideon Welles, *Diary*, III, p. 382, 457, 464. E. HESSELTINE, *Ulysses S. Grant*, p. 126 ; COLEMAN, *Election of 1868*, p. 119.

(30) Il n'y avait pas que la Nouvelle-Angleterre. Jay Cooke, le banquier de Philadelphie, était une puissance dans le parti. Largement intéressé à placer des titres américains sur le marché européen, il avait intérêt à une revalorisation du dollar qui relevait le crédit des Etats-Unis. En 1868, il refusa sa contribution au fonds électoral du parti (10,000 dollars), tant qu'on ne lui eut pas donné tous apaisements sur le programme monétaire (OBERHOLTZER, *Jay Cooke*, II, p. 70). Des membres influents du parti lui avaient des obligations personnelles : à John Sherman entre autres, il avait fait gagner de l'argent (OBERHOLTZER, I. c., II, passim), à James G. Blaine, il avait prêté 30,000 dollars (MUZZEY, *James G. Blaine*, p. 64). Le problème des rapports entre la situation pécuniaire des hommes politiques et publicistes et leurs opinions sur les questions financières n'a pas reçu, à notre connaissance, toute l'attention qu'il mérite. Par exemple, lorsqu'au printemps de 1877, époque d'argent facile, le Secrétaire du Trésor John Sherman plaçait des capitaux à court terme à 10 % chez le banquier H. D. Cooke (SHERMAN MSS, 29 mars 1877), il est permis de se demander quels étaient les motifs de l'opération de la part de Cooke. De même il est digne de remarquer que le grand promoteur de chemins de fer Henry Villard, à une période plus récente, était en compte de façon suivie avec une série de personnes pour lesquelles il gérait un certain capital. Les capitaux en question ne contribuaient que dans une mesure infime au financement des opérations de Villard ; mais les personnes qu'il faisait bénéficier, sur une échelle modeste, de spéculations et de placements avantageux, étaient tous en mesure d'influencer l'opinion publique (VILLARD MSS, passim).

gramme de 1868 une déclaration condamnant toute tentative en ce sens. La position prise par les Démocrates sur cette question semble avoir été plus populaire que celle des Républicains, à en juger par les efforts des politiciens Républicains pour se réfugier dans l'équivoque (31). Heureusement pour eux, ils pouvaient soulever d'autres questions : l'excitation habile des passions engendrées par la guerre de Sécession et le prestige militaire de Grant auprès des anciens soldats leur assurèrent un franc succès électoral (32). « L'idée de l'Ohio » était écartée pour le moment. Le Président Johnson la reprit dans son dernier message annuel, mais ces recommandations d'un Président sans majorité restèrent naturellement sans suite. L'amélioration de la situation économique enleva son acuité à la question monétaire, au moins pour quelques années.

L'intérêt de cette agitation « *soft money* » (33) de 1867-1868 tient moins à ses conséquences qu'à ses caractéristiques. Certaines lui sont restées particulières. D'autres ont reparu dans toutes les grandes luttes autour du problème monétaire, qui ont eu leur paroxysme en 1878 et en 1896, et dont « l'idée de l'Ohio » est ainsi le prélude.

Le thème que l'on entend le plus distinctement et le plus fort est celui du « producteur écrasé d'impôts au profit du rentier ». Pour saisir le sens de cette formule, il convient d'oublier toutes les analogies

Les cas réels ou supposés de vénalité journalistique et politique sont beaucoup mieux connus que des rapports d'affaires personnels de ce genre, dont l'importance est probablement beaucoup plus considérable pour déterminer l'attitude des intéressés. Par exemple, un homme comme Carl Schurz, d'une intégrité reconnue, et qui n'aurait jamais accepté ce qui lui eût paru une faveur financière illicite, n'était-il pas malgré lui influencé dans ses opinions financières et sociales par les capitalistes new-yorkais tels que Villard, qui l'aidaient dans la gestion de sa modeste fortune ?

(31) L'attitude de John Sherman en est un excellent exemple. Cf. COLEMAN, *Election of 1868*, et l'article cité de MOORE.

(32) Les partisans de l'idée de l'Ohio, dépités, crièrent à la trahison. Ils racontèrent qu'August Belmont, craignant les conséquences pour les intérêts de ses correspondants, les Rothschild, du succès de son propre parti, avait vendu sa part dans le « *New-York World* » (le plus grand journal Démocratique de New-York) à Manton Marble « étant entendu que le « *World* » dénoncerait son candidat Horatio Seymour comme incapable d'être Président et demanderait son retrait » ce qui aurait désorganisé le parti Démocrate et assuré la victoire de Grant (Gordon CLARK, *Handbook of the Money Question* (1896), p. 148). L'histoire est typique de la croyance au « complot des puissances d'argent » qui forme un trait curieusement constant de la psychologie populaire. Plus modérément, un bon observateur tel que Gideon WELLES (*Diary*, III, 382, 457, 464) soupçonnait les « capitalistes » Démocrates, « Belmont et les banquiers », de n'avoir pas soutenu le parti. En réalité Tilden réussit à persuader les porteurs de rente Démocrates de New-York de souscrire largement à la caisse du parti (E. HESSELTINE, *U. S. Grant*, p. 126).

(33) « *Soft money* » désigne la monnaie de papier par opposition à la monnaie métallique « *hard money* » ; mais dans les controverses monétaires on le trouve souvent employé comme le contraire de « *sound money* » pour désigner toutes les variétés de monnaie à bon marché, « *cheap money* ». Pour cette raison l'expression est commode, car elle permet de désigner d'un terme unique la tendance qui s'exprime alternativement par l'inflationnisme et l'anti-déflationnisme.

européennes. En France ou en Allemagne, le mot de rentier évoque avant tout le « petit rentier », le modeste épargnant victime désignée des vicissitudes monétaires, méritant la sollicitude des pouvoirs publics. Le financier, l'industriel, le commerçant : tels sont pour l'Européen les « capitalistes », les « gros » objets de la méfiance jalouse des « petits ». Dans l'Amérique de 1868, les lignes de clivage sociales sont différentes. Il est vrai qu'en fait, depuis la guerre de Sécession (« la deuxième révolution américaine », comme dit Charles Beard (34)), la structure sociale est très analogue à celle des autres pays capitalistes, et que « *Big Business* » est devenu une catégorie sociale homogène et dominante. Mais l'imagerie politique populaire retarde sur les mœurs. Elle en est restée à une époque antérieure, où l'entreprise industrielle ou commerciale typique était de dimensions modestes, le patron souvent un « *self made man* », allié naturel du peuple dans sa lutte contre les « puissances d'argent ». Celles-ci se réduisaient à deux : la « slavocratie » du Sud (éliminée par la guerre de Sécession, mais toujours agitée comme un épouvantail par la presse Républicaine) et le financier. Et le financier, c'est le banquier et le « *bondholder* » (rentier). La dette publique se trouvait en règle générale entre les mains de la classe fortunée, notamment des banques (la loi leur faisait une obligation de déposer des titres de rente sur l'Etat en garantie de leurs émissions de billets). Ces souscripteurs avaient fait une bonne affaire, ayant acheté en monnaie dépréciée des obligations du gouvernement portant intérêt à 6 % en or et exemptes d'impôts. La fiscalité très lourde instaurée pendant la guerre pesait primordialement sur la production : on taxait le producteur au profit du riche oisif ! N'était-il pas juste de payer au moins le principal de la dette en *greenbacks*, pour corriger cette injustice ? Les termes du contrat n'excluaient pas expressément cette interprétation ; il était bien tentant pour le contribuable de s'en prévaloir. Aussi le thème revient-il constamment dans les discussions de cette époque (35). Il est caractéristique des mouvements inflationnistes dans les quinze ans qui

(34) *Rise of American Civilisation*, t. II.

(35) Discussion de la loi monétaire de 1866 : « *Globe* » 39^e Congrès 1^{re} session, p. 977, 1452, 1609, 21 février, 16 mars, 23 mars (Chambre), p. 1847, 9 avril (Sénat). Discussion de la loi de 1867, « *Globe* » 39^e Congrès, 2^e session, p. 1417 (Chambre, 21 février), p. 1869 (Sénat, 27 février). Discussion de la loi « anti-déflationniste » de 1868, « *Globe* » 40^e Congrès 2^e session, p. 407, 435, 500, 520 (Sénat, 9, 10, 14, 15 janvier 1868). Les nombreux pamphlets contemporains reprennent les mêmes arguments. Cf. COLEMAN, *Election of 1868*, pp. 24-40. Cf. la formule du programme Démocratique pour l'élection de 1868 : « Une seule monnaie pour le gouvernement et pour le peuple, pour le travailleur et pour le fonctionnaire, pour le retraité et pour le soldat, pour le producteur et pour le rentier ». Plus caractéristique encore est l'ordre du jour adopté par un meeting tenu dans un village de l'Illinois et rapporté (avec des commentaires ironiques) par le « *New-York Weekly Tribune* » du 7 août 1867 : « La même inflation sous laquelle (sic) la dette publique a été contractée sera maintenue jusqu'à son amortissement ».

suivirent la guerre de Sécession. La dette publique fut amortie peu à peu, et cessa de présenter un problème important. Mais la crainte des emprunts et la méfiance à l'égard des porteurs avaient été bien inculquées au peuple ; elle se manifesta à nouveau dès que le gouvernement recommença à emprunter, entre 1893 et 1896.

Si l'hostilité à l'égard du capitaliste s'en prend à lui en tant que porteur de fonds d'Etat, elle l'attaque également sous les espèces du banquier. La méfiance à l'égard des banques a toujours été répandue aux Etats-Unis. Elle remonte au début du XIX^e siècle, quand les Etats de l'Ouest luttèrent contre la seconde Banque des Etats-Unis, et plusieurs d'entre eux contre toutes les banques. Plusieurs Etats de la frontière (36) interdisaient par leur Constitution d'établir des banques sur leur territoire. Les historiens monétaires (par exemple Sumner) expliquent cette prohibition par la crainte de l'inflation et des « *wildcat banks* ». Tout semble indiquer que ce n'était pas son seul motif. Les gens de la frontière redoutaient toute intervention des banques dans le système monétaire. En effet leur hostilité n'a pas désarmé, bien au contraire, quand à partir de la loi de 1863 les billets de banque furent devenus une monnaie digne de confiance (37) ; inversement, les manipulations monétaires pratiquées par le gouvernement ont trouvé parmi eux leurs partisans les plus résolus. Dans leur esprit la monnaie n'est pas, comme pour la plupart des Européens, un élément normalement statique de la vie économique ; c'est un levier qui commande la création et la distribution de la richesse. Le laisse-t-on dans les mains des banquiers, ils s'en servent dans leur propre intérêt, qui est l'intérêt des capitalistes. Si au contraire c'est le gouvernement qui a le contrôle de la monnaie, il peut l'employer dans l'intérêt du peuple. C'est pourquoi les partisans de « l'idée de l'Ohio », quand on leur reproche qu'une émission inconsidérée de *greenbacks* est de l'inflation, répliquent en proposant de retirer une quantité équivalente de billets de banque (38). Ce n'est pas un échappatoire, c'est un des éléments essentiels du plan. De même qu'on hait le billet de banque, on aime son rival, le *greenback*. « La monnaie de papier est démocratique » affirme Carey. Le *greenback* « taché de sang » a surgi pendant la guerre civile à l'appel de la patrie en danger ;

(36) « Frontière » est employé dans le sens de « régions de colonisation récente » que les ouvrages de TURNER et PAXSON ont rendu classique dans l'histoire américaine. Sur l'attitude de la frontière à l'égard des banques, cf. ci-dessus, *Introduction*, p. 55.

(37) On croyait couramment que la loi de 1863 donnait aux *National Banks* des privilèges exorbitants, un « monopole », comme contre-partie d'un impôt fédéral négligeable (les *National Banks*, institutions fédérales, étaient à ce titre exemptes des impôts locaux). En réalité les banquiers avaient regardé le nouveau régime avec méfiance et il fallut plusieurs mois à Mac Culloch (alors *Comptroller of the Currency*) pour les persuader de l'adopter. MAC CULLOCH, *Men and Measures*, p. 164.

(38) COLEMAN, *Election of 1868*, p. 29.

il a payé le soldat au front en même temps qu'il donnait du travail à ceux de l'arrière. En face de cette « monnaie du peuple » qui a donné à la patrie la victoire et la prospérité, quels étaient les titres de la « monnaie des porteurs de bons », le billet de banque ? (39).

Enfin l'inflationnisme pur et simple, la multiplication des moyens de paiement comme recette pour rendre le pays prospère, n'est pas absent. C'est lui que reflètent les brochures citées plus haut de Carey ; c'est lui qu'exprime plus naïvement le « Cincinnati Enquirer » (Démocrate) : « L'émission de deux milliards de billets ne permettrait à chaque électeur que de se procurer quatre cents dollars pour lui et sa famille, à dépenser au cours de sa vie entière. Y a-t-il un électeur qui pense que c'est trop ? plus qu'il n'en voudrait ? Si chaque homme recevait ses quatre cents dollars, ne croyez-vous pas, lecteur, qu'il leur trouverait un usage ? Ne seriez-vous pas d'accord de vous servir de votre part ? Cultivateur, commerçant, ouvrier et journalier, avez-vous peur qu'il y ait trop de monnaie ? ». Des expressions aussi franches sont rares, car elles donnaient trop beau jeu à la critique. Les chefs responsables du mouvement, Pendleton et Butler, avaient soin de préciser qu'ils ne voulaient pas l'inflation, mais seulement l'arrêt de la déflation. Mais il n'y avait après tout qu'une différence de degré entre les deux idées ; leurs adversaires faisaient leur possible pour les confondre, et leurs partisans s'y prêtaient souvent. Connaissant la facilité avec laquelle le public américain, surtout dans l'Ouest, se laisse persuader qu'on manque de monnaie, « *there isn't enough money to go 'round* », il est permis de penser que la multiplication des moyens de paiement n'était pas un des moindres attraits de « l'idée de l'Ohio » pour l'électeur. Elle devait faciliter la reprise des affaires, et venir en aide aux débiteurs contre leurs créanciers. Dès le 7 avril 1866, le Représentant Harding, de l'Illinois, attaquait la déflation comme une machination du « grand parti créancier » (40). E. G. Spaulding, le « père du *greenback* », déclarait : « La classe qui spéculé et qui doit de l'argent, constituant probablement la majorité du peuple, ne veut pas le retour au pair » (41). « Ben » Butler déclarait en 1868 : « Le retour au pair équivaldrait à la confiscation par voie légale d'un tiers de la valeur de tout le capital du pays, excepté celui qui est

(39) CAREY, *Contraction or Expansion* ; cf. p. 19 : « Une guerre contre ce qu'on appelle « papier-monnaie » est une guerre contre les pauvres au profit des riches ». Parfois, rendus clairvoyants par leur haine des banques, les partisans du *greenback* dénoncent les possibilités inflationnistes de la monnaie-virement créée par le système bancaire. Cf. CAREY, *The Finance Minister and the Public Debt*, p. 20 ; Kelley, à la Chambre, le 21 février 1866. « *Globe* », 39^e Congrès, 1^{re} session, p. 277.

(40) « Cincinnati Enquirer » cité par H. W. Corbett à la Chambre, 11 mars 1868, « *Globe* », 40^e Congrès, 2^e session, p. 1811. Harding : « *Globe* », 39^e Congrès, 1^{re} session, p. 1832.

(41) Cité par OBERHOLTZER, *Jay Cooke*, II, 140.

possédé par la classe créancière » (42). Mais l'expression revient rarement pour la simple raison que la question des dettes n'était pas aigüe. La guerre avait réduit considérablement le rôle du crédit dans le commerce et l'industrie. Les cultivateurs, classe qui d'ordinaire a plus de peine que d'autres à supporter le fardeau des dettes, étaient prospères. Ceux qui s'étaient établis avant la guerre avaient en grand nombre profité de la baisse du dollar pour se libérer, ceux qui avaient contracté des hypothèques depuis espéraient les amortir très rapidement (43). Bien entendu, les électeurs ruraux ne sont pas en dehors du mouvement (44) ; mais ils ne l'animent pas, ils le suivent (45).

Il est remarquable que ces trois éléments distincts qui confluaient dans le courant inflationniste : mécontentement à l'égard du système fiscal, méfiance envers les banques, et recherche de l'argent à bon marché pour stimuler les affaires et favoriser les débiteurs, sont localisés dans l'Ouest. La géographie de ce concept de l' « Ouest », essentiel à la compréhension de l'histoire américaine, est assez variable. Carey, écrivant à Philadelphie, y inclut la Pennsylvanie, et met à l'Hudson la limite entre Est et Ouest (46). Il y inclut le Sud, qui d'ordinaire est remarquablement oublié dans ces discussions. Plus souvent on le limite au « Nord-Ouest » (47), c'est-à-dire aux Etats d'Ohio, Indiana, Michigan, Illinois, Wisconsin, Minnesota, Iowa, Nebraska, Kansas, et sans doute le Missouri. Le « Commercial and Financial Chronicle », tout en s'efforçant de purger l'Ouest du soupçon d'hérésie financière, reconnaît que le soupçon est général (48). Le « New-York Herald » remarque que les marchands Démocrates de l'Ouest [il aurait pu dire la même chose des marchands Républicains] ne possèdent pas de fonds d'Etat comme les capitalistes de l'Est ; leur fortune est en immeubles et dans leurs affaires, tous deux lourdement

(42) Cité par MUZZEY, *Blaine*, p. 54.

(43) RUGGLES, *Economic Basis of the Greenback Movement in Iowa and Wisconsin*, p. 147-150. MOORE, *Ohio in National Politics*, p. 245 : entre 1859 et 1865, la somme des hypothèques en Ohio est réduite d'un tiers — c'est-à-dire, en tenant compte de la dépréciation du dollar, de moitié.

(44) Voir p. 76, n. 35.

(45) WILDMAN, *Money Inflation*, p. 159, note le caractère unique de l'inflationnisme en 1867-1868 ; c'est le seul exemple d'un mouvement de ce genre où l'élément agraire ne joue pas un rôle essentiel. Il aurait pu en être autrement si la baisse du prix des céréales en 1865 s'était prolongée. CAREY (*Contraction or Expansion* [mars 1866]) signale des meetings de protestation des cultivateurs de l'Illinois.

(46) CAREY, *Contraction or Expansion*, p. 25. Id., *Reconstruction, Industrial, Financial, and Political* (1867), pp. 58-64 ; *The Finance Minister, the Currency, and the Public Debt* (1868), p. 20. « Les Etats de la Nouvelle Angleterre, qui ont à peine plus d'un douzième de notre population, se sont assurés plus du tiers du grand monopole de la monnaie, qui a été créé sous la nouvelle loi bancaire », *Reconstruction, etc.*, p. 75.

(47) Par exemple H. W. Corbett à la Chambre, 11 mars 1868, « Globe », 40^e Congrès, 2^e session, p. 1811 ; et le *Jackson Day toast* cité plus bas.

(48) « Chronicle », 21 septembre 1867.

taxés (49). On vient de voir que l'hostilité à l'égard des banques est aussi un trait de l'Ouest, qui le doit à sa tradition de « frontière ». Enfin l'Ouest, pris dans son ensemble, est toujours preneur de capital frais, que lui fournissent les « Etats-rentiers » de la Nouvelle-Angleterre (50). Ce sentiment s'exprimait à l'occasion, la politique aidant, d'une façon extrêmement vive. Ainsi le toast porté à un banquet Démocratique à l'anniversaire de Jackson, le 8 janvier 1867 : « Au Nord-Ouest ! Le Nord-Ouest ne doit pas être le serviteur complaisant des monopoleurs de la Nouvelle-Angleterre. Malheur à ses représentants qui aident les cormorans à dévorer sa substance et à appauvrir son peuple par un tarif douanier excessif, des impôts inégaux et la création d'une dette inutile » (51). Le « La Crosse Democrat » alla jusqu'à menacer les dirigeants républicains de la guerre civile : « Si vous voulez la guerre, il ne tient qu'à vous, et si vous la commencez elle ne prendra pas fin avant que les vieux comptes soient réglés — avant que la Nouvelle-Angleterre soit réduite à l'impuissance, et rendue plus désolée que le Sud ne l'a jamais été » (52).

Tel fut dans ses grandes lignes le mouvement inflationniste de 1867-1868 comme il apparut sur la scène politique. On a vu que c'était avant tout un mouvement régional. C'est l'ancêtre légitime de la grande révolte de l'Ouest que F. E. Haynes décrivait en 1896 sous le nom d' « un nouveau sectionnalisme » (53). L'antithèse « débiteur contre créancier » signifiait pour les partisans de Pendleton : pays jeune contre pays vieux, région qui absorbe du capital contre région exportatrice de capital. Ce n'est pas, ou guère, un mouvement de classe. Une lutte où une poignée de banquiers et de capitalistes serait seule et sans alliés contre le front unanime des industriels, des ouvriers, des cultivateurs et des commerçants, serait trop inégale pour durer longtemps. Ce n'est pas que l'élément de classe, l'élément social, soit absent à cette époque. Mais tandis qu'en 1896 il est inextricablement

(49) « New-York Herald », 17 juin 1868, cité par COLEMAN, *Election of 1868*, p. 36.

(50) Les votes sur la question financière confirment le caractère régional de l'opinion pour ou contre la déflation. Tous les 7 sénateurs et 33 des 54 représentants qui votèrent contre la loi de déflation de 1866 étaient du Nord-Ouest (23 mars, 9 avril 1866 ; « Globe », 39^e Congrès, 1^{re} session, p. 1614, 1854). Le 4 février 1867, la Chambre adopta un ordre du jour contre la déflation ; des 87 représentants qui votèrent « Oui », 56 venaient du Nord-Ouest (« Globe », 39^e Congrès, 2^e session, p. 992). Inversement, aucun des six Sénateurs (« paires » incluses) qui votèrent contre la loi anti-déflationniste de 1868 ne venait du Nord-Ouest (15 janvier 1868, « Globe », 40^e Congrès, 2^e session, p. 537).

(51) « Cincinnati Enquirer », 9 janvier 1867. Cité par MOORE, *Ohio in National Politics*, p. 250. La mention du tarif douanier rappelle un article de foi du parti Démocratique qui n'est pas typique de l'Ouest.

(52) « La Crosse Democrat » (Wisconsin), 27 février 1868. Cité par H. W. Corbett au Sénat, le 11 mars 1868 (« Globe », 40^e Congrès, 2^e session, p. 1811).

(53) F. E. HAYNES, *The New Sectionalism* dans « Quarterly Journal of Economics », X, 269-295 (avril 1896).

confondu avec l'élément local sous le signe du « dollar-argent », en 1868 il a une expression distincte. A côté de l'inflation comme moyen de redistribuer la richesse entre les différentes régions du pays, l'inflation comme panacée sociale a des apôtres et des partisans. Il est hors de doute que les deux idées se sont trouvées souvent confondues dans l'esprit des gens (54) ; mais idéologiquement elles sont nettement différentes.



L'idée de « crédit gratuit » ou quasi-gratuit date aux Etats-Unis d'Edward Kellogg. C'était un marchand de New-York qui fit faillite dans la crise de 1837 ; cela attira son attention sur les imperfections du système monétaire et bancaire, et il publia en 1843 la première d'une série de brochures et de livres décrivant le principe de la « rente interconvertible » (55), que Horace Greeley fit connaître au grand

(54) C'est un fait d'expérience quotidienne qu'en matière économique les associations d'idées du public suivent une logique assez primitive. Combien de gens ne sont-ils pas persuadés que « dévaluation » et « inflation » sont synonymes, par exemple ? Et n'entend-on pas couramment une politique de compression des prix qualifiée de « politique de déflation » ? C'est en vertu d'une logique du même genre que la poussée argentiste en 1876, en 1896, en 1932, s'est trouvée liée à la tendance à l'inflation de papier-monnaie et à la réduction de la circulation bancaire. Nées d'une constellation électorale donnée, ces combinaisons peuvent s'ancrer dans l'esprit du public longtemps après que la coalition de forces politiques qui leur a donné naissance s'est dissoute. En 1868, le *greenback* sert pour la première fois de point de ralliement à des groupes qui sont en sa faveur pour des motifs très différents. Considéré comme théorie, l'inflationnisme des *greenbackers* n'est guère qu'un chaos d'absurdités disparates. Considéré comme « idée-force » sociologique, c'est un mot d'ordre qui a groupé les masses en un faisceau d'une unité et d'un élan redoutable. Il est cependant arrivé que différentes tendances idéologiques entrassent en lutte au sein du mouvement (cf. plus bas, p. 95) mais dans ce cas c'est la différence sociale des deux variétés de *greenbackisme* qui a attiré l'attention sur leur différence théorique.

Un exemple de l'unité de la tendance en dépit de ou plutôt à la faveur de la confusion idéologique est fourni par un pamphlet de janvier 1868, *Our National Finances*, par S. P. TOWNSEND. L'auteur (engagé dans une guerre de pamphlets contre les puissances d'argent après avoir été exproprié à la suite d'une hypothèque par John Jacob Astor) cite Kellogg (p. 47), mais ce n'est pas comme une solution systématique de la question sociale qu'il prêche l'inflation, c'est pour ramener la prospérité. « C'est une honte et un scandale dans un pays comme le nôtre d'avoir un homme ou un cheval, une machine à vapeur ou une manufacture inactive un seul moment par manque d'argent pour leur donner du travail, quand le Gouvernement peut en créer selon son bon plaisir, avec lequel il peut racheter sa propre rente-or 5 % au pair, accomplissant le triple miracle de diminuer la dette de l'Etat, de réduire la somme des impôts, et d'augmenter considérablement le bonheur et la richesse du pays » (p. 4). « Nous déclarons solennellement au monde que la plus grande, la meilleur marché et la plus bienfaisante des puissances sur terre, après celle de Dieu, est le Papier-Monnaie » (p. 10). La nuance éthique, l'accent religieux de la croyance au papier-monnaie, dont ces passages sont peut-être l'expression la plus frappante parmi des milliers de déclarations analogues, a sans doute plus de conséquence historique que son substratum théorique souvent mal défini.

(55) C. M. DESTLER, art. *The Influence of Edward Kellogg*, donne une bibliographie complète des œuvres de Kellogg et de ses disciples, et de ses sources. Voir aussi

public dans les colonnes de la « New-York Tribune ». Les capitalistes, disait Edward Kellogg, ont le monopole des moyens de production ; ils en profitent pour exiger des producteurs un intérêt usuraire, excédant la productivité naturelle du capital, et qui concentre peu à peu entre leurs mains toute la richesse du pays. Pour mettre fin à cet abus, l'Etat doit mettre à la disposition des producteurs de la monnaie « au prix coûtant ». Comme cela tous les producteurs seront placés dans des conditions égales, et recevront une rétribution égale à égalité de travail et d'aptitude, comme le requiert le génie de la démocratie américaine. Mais la mise en application du principe est différente de Proudhon (dont Kellogg ignorait le système quand il publia le sien). La valeur de la monnaie sera garantie par la limitation de sa quantité, et celle-ci sera obtenue en donnant au public la faculté de l'échanger contre des bons du Trésor à 2 %. L'argent devient-il trop abondant, le public achète des bons et l'équilibre est rétabli. Se fait-il rare, les porteurs de bons les échangent contre de la monnaie. Ainsi seront évitées les fluctuations de la conjoncture.

Kellogg mourut en 1858. L'analogie superficielle entre le *greenback* (dont les premières émissions étaient échangeables contre des titres de rente — mais l'opération était irréversible) et la monnaie de Kellogg donna à ses idées une actualité plus grande que jamais. De multiples brochures proposèrent de rendre les Etats-Unis indépendants de la finance étrangère en abandonnant définitivement l'étalon-or. Mais ce n'étaient que des plans de réforme monétaire pure et simple. L'« *interconvertible bond* » de Kellogg comme moyen de réforme sociale fut repris en 1864 par un syndicaliste, Alexander Campbell, dans une brochure au titre significatif : « *Le vrai système financier américain ; les droits du capital et du travail et le moyen de bon sens de rendre justice aux soldats et à leurs familles. Point de banques : les greenbacks seule monnaie* ». A la seconde Convention des *Trade Unions*, en juillet 1867 à Chicago, la réforme financière fut présentée comme un moyen d'émanciper la classe ouvrière. Le plan de Kellogg s'harmonisait avec l'idéologie lassallienne qui prévalait à la Convention ; il avait le double avantage de paraître comparativement réalisable (56) et de fournir un terrain commun avec les délégués des ligues « anti-monopolistes » et autres organisations agrariennes représentées à la Convention, que les revendications spécifiquement ouvrières intéressaient peu.

ANDREWS dans COMMONS, *History of Labour*, II, 1. KELLOGG, *A new Monetary System*, éditions posthumes (1875 et 1882) contient une courte biographie. En 1849, Kellogg envoya son livre à Proudhon et à un certain nombre de députés français.

(56) Une proposition de loi fut déposée à cet effet à la Chambre des Représentants par A. J. Kuykendall, d'Illinois, le 7 janvier 1867. « *Globe* », 40^e Congrès, 2^e session ; cf. *ibid.*, p. 576. Des propositions analogues reviennent périodiquement dans les années suivantes, sans avoir jamais aucune chance de passer.

Mais la tentative de grouper derrière ce programme les masses ouvrières et agraires échoua. Les ruraux semblent s'être désintéressés de la question monétaire après le vote de la « Loi anti-déflationniste » de février 1868 (57). En tout cas ils n'envoyèrent pas de délégués à la Convention de l' « Union Nationale des Travailleurs » (*National Labor Union*) qui s'ouvrit à New-York le 21 septembre 1868. Les cultivateurs ne désiraient pas changer les bases de la Société, et c'est précisément ce que cherchaient dans le plan Kellogg les chefs syndicalistes, qui presque sans exception crurent avoir découvert là la condition nécessaire et suffisante de la libération de la classe ouvrière par la coopération. C'est ce qui valait à l'idée le soutien de « radicaux » gagnés à toutes les idées de réforme sociale, telle Susan B. Anthony, leader des suffragettes (et déléguée à la Convention de septembre 1868). Cela lui attira aussi l'appui moins désintéressé de certains politiciens, comme Samuel F. Cary, d'Ohio, et « Ben » Butler, avocat millionnaire de Lowell, en quête de tout ce qui pouvait l'aider à exciter les ouvriers immigrés du Massachusetts contre le vieil esprit de la Nouvelle-Angleterre et son aristocratie bourgeoise. Beaucoup de gens se scandalisèrent de voir cette hérésie de l'Ouest, l'inflationnisme, proclamée par de nombreuses voix du Massachusetts, terre classique des banques solvables et des caisses d'épargne, qui depuis trois quarts de siècle semblait bien avoir abjuré ses amours de jeunesse pour le papier-monnaie. C'est que le meilleur sang de la Nouvelle-Angleterre était parti coloniser les terres de l'Ouest, et sa place avait été prise par un prolétariat industriel, principalement immigré, et étranger aux traditions des Pèlerins et de leurs héritiers. Dans ces couches récentes, les adeptes de Proudhon qui étaient en nombre non négligeable parmi les intellectuels de Boston virent un levier qui leur permettait de réaliser leurs théories. Le vieux Wendell Phillips, après l'émancipation des noirs qu'il s'était donnée comme première tâche, trouva dans l'émancipation des blancs une cause à défendre. La « *New England Labor Reform League* » tint une Convention en juin 1869, et fournit une idéologie au « Parti Indépendant » qui, aux élections d'octobre 1869, réunit sur ses candidats un dixième des voix. Ce fut un succès sans lendemain : la loi de huit heures remplaça la réforme monétaire dans les préoccupations du monde ouvrier, et le parti cessa d'exercer aucune influence réelle. Ben Butler était un politicien trop avisé pour jouer sa carrière sur un seul mouvement d'opinion ; il resta en scène, et les plans de crédit social attendirent, non pas reniés mais délaissés, le retour de temps plus propices.

*
**

(57) ANDREWS, dans COMMONS, *History of Labour*, II, 127.

Les politiciens étaient las de ces discussions sur des sujets qu'ils comprenaient mal ; ils avaient hâte d'en revenir exclusivement aux questions auxquelles la tradition de leur parti fournissait des réponses oratoires et électorales adéquates. A peine Grant inauguré, le 18 mars 1869, le parti Républicain au pouvoir vota une « Loi pour fortifier le crédit public ». Derrière ce titre-programme, il n'y avait pas grand'chose. Le remboursement de la dette en papier déprécié était écarté par la stipulation que les fonds publics cesseraient d'être rachetés avant terme tant que le *greenback* ne serait pas effectivement convertible en or au pair. Mais l'entrée en vigueur de la loi était fixée « aussitôt qu'il sera praticable ». On en resta là pendant près de dix ans. Comme il fallait paraître agir, les Républicains adoptèrent la doctrine commode que la conversion de la dette devait précéder la revalorisation ; ils se mirent à exécuter ce programme, sans hâte et sans exciter fortement l'opinion.

La première présidence de Grant, de 1869 à 1873, fut pour les discussions économiques une période d'accalmie. Ce furent des années de prospérité. A l'exception de l'année 1870, où ils furent modérés, les profits de l'industrie et du commerce étaient très élevés : beaucoup des grandes fortunes du demi-siècle qui suivit furent fondées alors. Mais dans l'agriculture, les résultats étaient moins encourageants. Pendant les quatre années de Johnson — 1865-1869 — les prix avaient été très hauts. Le blé qui, à Chicago, valait 77 cents en 1862, monta à près de deux dollars en 1868 (58). En 1870 il était retombé à 77 cents 1/2. Les marchés de l'Europe occidentale étaient toujours acheteurs en grandes quantités ; mais les Etats-Unis qui avaient été à peu près leur seul fournisseur auparavant avaient maintenant à compter avec la concurrence de l'Ukraine et (depuis l'ouverture du Canal de Suez en 1869) de l'Inde. Toutefois il convient d'observer que le blé n'est pas la seule ressource des agriculteurs. Les prix du bétail se maintinrent mieux, ceux du beurre et des œufs baissèrent à peine (59). Plusieurs sections du « *wheat belt* » se convertirent à la polyculture pendant cette période, et évitèrent ainsi la baisse des profits qui atteignait leurs voisins. Enfin l'augmentation de la productivité par homme en conséquence de la mécanisation plus intensive, la baisse du prix des articles manufacturés et des tarifs de chemins de fer, contrebalançaient dans une certaine mesure la chute des prix agricoles (60).

S'il est permis d'affirmer que l'agriculture, prise dans son ensemble,

(58) Prix au 1^{er} janvier de chaque année, N° 2 *spring wheat*.

(59) Les prix, souvent cités, du maïs et de l'avoine, ont peu de signification. Il est vrai que la valeur globale de ces deux récoltes est très élevée ; mais comme la presque totalité est consommée aussi bien que produite par la classe agricole, les variations de leur prix signifient très peu de chose sur le revenu net de cette classe.

(60) Cf. par exemple G. E. ROBERTS, *Iowa and the Silver Question*, pp. 28-31.

souffrit peu ou point, il n'en est pas moins vrai qu'une classe défavorisée se créait parmi les *farmers*. La colonisation du « *Middle Border* », entre le Mississippi et les Rocheuses, se poursuivait rapidement. Les meilleures terres étaient prises. Les nouveaux arrivants devaient les racheter à leurs occupants pour un bon prix, ou bien se contenter du second choix ; dans un cas comme dans l'autre, leurs frais de production étaient plus élevés. Comme dans la période précédente, les agriculteurs s'équipaient avec du capital emprunté hardiment à des taux élevés (61). Qu'importait l'intérêt puisque deux ou trois bonnes récoltes, aux prix qui prévalaient, permettaient de rembourser le principal. C'est ce qu'avaient fait un grand nombre de colons établis tôt, et leur exemple engendra un optimisme exagéré. Même la baisse du prix du blé ne l'arrêta pas. On la crut passagère, et on continua à tabler sur des taux de profit disparus sans retour. En conséquence, l'année 1873 trouva l'agriculture suréquipée. Ceux qui possédaient leur exploitation libre d'hypothèque risquaient de voir fondre la valeur du capital imprudemment investi dedans. Ceux qui travaillaient avec de l'argent emprunté, et ils étaient légion, avaient devant eux des années difficiles même si la prospérité générale s'était maintenue. Si elle s'écroulait, et si les prix des denrées agricoles baissaient encore, ils couraient à la catastrophe redoutée par-dessus tout, l'éviction. Ainsi, comme toutes les périodes de « prospérité » intense et d'extension rapide de l'appareil économique, la période de 1865 à 1873 avait créé dans l'agriculture autant que dans l'industrie (plus même dans ce cas) des déséquilibres qui annonçaient la dépression ; sous les apparences de la richesse générale se préparait une classe dont l'existence était précaire, et dont tout mouvement défavorable des prix devait mettre à jour le manque de base économique saine. Les causes profondes de sa ruine — investissement disproportionné de capital dans certaines branches de la production, qui plus est à des termes onéreux — étaient latentes avant la crise. La chute des prix consécutive à la crise, manifestation visible de ce déséquilibre, fut l'instrument immédiat de l'appauvrissement des agriculteurs. Il était à prévoir que c'était au symptôme tangible de la crise, aux prix, que ces agriculteurs ruinés et mécontents s'en prendraient. Or l'expérience leur avait enseigné un moyen infaillible de faire hausser les prix : l'inflation.



L'année 1873 fut une année de crise. Berlin en avril, Vienne en mai, connurent des paniques aux suites durables. Les grands travaux : tunnel du Mont-Cenis, canal de Suez, les emprunts de gouvernements

(61) ROBERTS, *ibid.*, 30, 31. 10 % est le taux d'intérêt le plus bas que mentionne le « *Herald* » de Dubuque, Iowa. Le taux exigé d'un particulier varie entre 1 et 2 % par mois, sans compter la commission de l'intermédiaire.

déficitaires, les constructions d'usines nouvelles et de lignes de chemins de fer avaient épuisé le marché international des capitaux (62). Les Américains avaient pris part à l'expansion générale avec une témérité sans égale, comptant que de bons titres américains se placeraient toujours sur les marchés de l'Europe. La construction de l'« Union Pacific » avait illustré la désinvolture des méthodes avec lesquelles certains de leurs financiers lançaient une affaire. D'autres suivirent. En 1869, les capitalistes français s'aperçurent que les cinq millions de dollars souscrits au « El Paso Memphis and Pacific Railroad » leur avaient été escroqués par le promoteur de l'entreprise, au nom illustre de John C. Frémont. En 1871 les capitalistes de la Hollande firent la même expérience avec quinze millions du « Saint Paul and Pacific ». Ceux d'Allemagne avaient en portefeuille en 1873 onze millions de l'« Oregon and California Railroad » qu'ils avaient mis entre les mains de leur compatriote Henry Villard pour en tirer ce qu'ils pouvaient valoir. A l'automne de 1871, l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres, un politicien du nom de Schenck, avait vendu son nom à un groupe (où figurait le Sénateur du Nevada, William M. Stewart) qui plaçait sur le marché britannique, pour plus d'un million de livres sterling, une mine d'argent épuisée, l'« Emma » (63). Dès avant 1873, les titres américains, en particulier les obligations des compagnies de chemins de fer, étaient discrédités en Europe (64). Circonstance plus grave, l'Europe avait de moins en moins de capitaux disponibles. L'Allemagne vendait ses titres américains aux Anglais, la France se relevait des ruines de la guerre, l'Angleterre ne pouvait suffire à toutes les demandes de capital. A partir de 1871, le tableau est partout le même : que ce soit Strousberg en Europe Centrale ou Jay Cooke à Philadelphie, les promoteurs envoient leurs correspondants frapper à la porte de tous les financiers d'Europe. Les Rothschild, les Baring se refusent à considérer ces financements qui ressemblent trop à des renflouements ; il faut en venir à d'au-

(62) La finance internationale de cette époque est décrite de la façon la plus vivante par JENKS, *Migration of British Capital*, pp. 258 sqq.

(63) *House Report 123*, 44^e Congrès, 1^{re} session ; *House Report 579*, même session ; « Nation », 24 décembre 1874, 1^{er} et 30 juin 1876.

(64) OBERHOLTZER, *History of the United States*, II, pp. 553-556. Les chiffres cités par JENKS, *Migration of British Capital*, p. 426, paraissent contredire cette affirmation, car ils font apparaître des émissions des chemins de fer américains beaucoup plus considérables en 1872, 1873 et 1874 qu'avant. Les habitudes financières de l'époque expliquent peut-être le fait : très souvent la ligne de chemin de fer était construite avec du capital emprunté à court terme, et les titres étaient vendus au public alors que les résultats de l'exploitation faisaient déjà apparaître des rentrées appréciables. Il est possible que les émissions de 1872 à 1874 représentent du capital déjà avancé par les banques anglaises à une date antérieure ; elles se seraient ensuite déchargées de leurs engagements sur le public. Dans cette hypothèse, le marché britannique aurait été fermé, du point de vue des entreprises américaines, dès le moment où elles n'auraient plus pu y trouver d'argent frais.

tres maisons internationales de fortune plus récente. Les taux d'intérêt sentent la faillite ; finalement Strousberg échoue en correctionnelle, tandis qu'un matin de 1873 les crieurs de journaux alarment les échos de Wall Street en clamant : « Tous les détails sur la faillite de Jay Cooke ! ».

Cette faillite annonçait une dépression économique qui se prolongea cinq ans. Aussitôt la question financière s'imposa de nouveau à l'attention du public. Deux thèses contraires s'affrontaient sur les causes de la crise et les moyens d'y remédier. Les milieux d'affaires dans les villes de l'Est estimaient d'une façon générale que le *fons et origo mali* était dans « les fluctuations de l'étalon des valeurs », et qu'il suffisait pour stabiliser les affaires de stabiliser le dollar en le ramenant au pair. Les brochures enseignant au gouvernement le moyen de pratiquer l'opération, nombreuses avant la crise de 1873, devinrent légion ensuite. Mais la masse du peuple, les ouvriers, et surtout les cultivateurs et les hommes d'affaires de l'Ouest, plus entrepreneurs que capitalistes, voyaient surtout une chose : le crédit s'est fait rare, le pouvoir d'achat manque, quoi de plus clair ? C'est qu'il n'y a pas d'argent pour prêter, pour acheter. Les membres du Congrès étaient assaillis de pétitions et de lettres de leurs commettants, leur demandant une émission supplémentaire de monnaie (65). Grant, dans son message annuel de décembre 1873, recommandait de donner à la circulation monétaire plus d'« élasticité ». Le Secrétaire du Trésor Richardson entreprit de soutenir le marché monétaire en lui procurant de l'argent frais, d'abord en achetant des fonds d'Etat avec les excédents de la Trésorerie, puis, comme ce procédé classique s'avérait insuffisant, en émettant des *greenbacks*. En octobre 1872 (étant alors Secrétaire du Trésor par intérim), il en avait déjà émis 5 millions pour « soulager le commerce du pays, qui souffrait alors de la demande considérable d'argent en vue d'acheter la récolte du Sud et de l'Ouest » (66). Le Secrétaire déclara alors qu'il avait le pouvoir de le faire, les millions de *greenbacks* retirés de la circulation quelques années auparavant par Mac Culloch étant toujours « en réserve » à la disposition du Trésor qui pouvait les émettre à nouveau en cas de besoin : et il était soutenu dans ce point de vue par une minorité de la Commission des Finances du Sénat, tandis que la majorité estimait avec Sherman que les *greenbacks* en question avaient été annulés définitivement et que leur émission réitérée était illégale (67). Appliquant de nouveau sa théorie de la « réserve », Richardson porta au cours de l'automne 1873 le montant total des

(65) BOLLES, *Financial History*, III, 285.

(66) Secretary Boutwell, dans *House Executive Document 42*, 42nd Congress 3rd session.

(67) *Senate Report 275*, 42nd Congress 3rd session.

greenbacks à 382 millions. Par cette action de l'Administration, la question de l'inflation était posée. Le Congrès prit position en votant une loi qui portait à quatre cents millions le plafond et des billets de banque et des *greenbacks*. Comme dans les discussions antérieures de 1866 à 1868, les partis se trouvèrent confondus dans la minorité comme dans la majorité ; les législateurs votèrent en tant que représentants non d'un parti, mais des intérêts économiques dominants dans leur circonscription (68). Aussitôt ce fut une levée de boucliers de tous les représentants du capital de l'Est. L'inflation prévue était pourtant bien anodine (69) ; mais on redoutait la tendance, et on craignait que cette loi ne fût qu'un premier pas dans une voie dangereuse. Le lendemain du vote de la Chambre, Edward Atkinson, porte-parole attitré des industriels de la Nouvelle-Angleterre dans les discussions économiques, adressait la parole à un meeting « anti-inflationniste » à New-York. Au début d'avril, une délégation des négociants de Boston alla visiter le Président pour le conjurer d'opposer un veto à la « loi d'inflation » ; le 15 avril, une délégation de négociants et banquiers de New-York, parmi laquelle figuraient plusieurs des noms les plus influents de la place, les imita. Grant les reçut mal. On le savait profondément ignorant de la finance, et sous l'influence de « Ben » Butler, qui, fidèle à sa tendance inflationniste, venait de parler d'émettre assez de *greenbacks* pour rembourser toute la dette publique. Aussi fut-ce un soulagement général dans l'Est quand le 29 avril, Grant, après huit jours d'hésitations, surprit le pays par son veto motivé de la « loi d'inflation », en déclarant qu'il serait temps de discuter l'expansion de la circulation une fois qu'on l'aurait ramenée au pair (70).

Le parti Républicain avait eu une politique financière opportuniste à l'excès. Cette carence en face d'une situation économique pénible fut, avec la concussion éhontée que Grant tolérait dans son gouvernement et l'anarchie entretenue dans le Sud par la présence des troupes fédérales envoyées pour maintenir les Républicains (c'est-à-dire en l'occurrence les nègres) au pouvoir, l'un des trois grands sujets du mécontentement que les électeurs manifestèrent en choisissant, à l'automne de 1874, une Chambre démocratique. Elle ne devait siéger qu'en mars de l'année suivante, et dès lors et jusqu'en mars 1877, l'opposition entre une Chambre Démocratique et un Sénat et un Exé-

(68) Beck, du Kentucky, déclara au Sénat : « Les gens de l'Est ont de la richesse, des revenus, des titres d'Etat, et le Congrès a le droit de les taxer tous. J'espère voir le jour où la richesse du pays, et non sa pauvreté, devra porter le fardeau de la fiscalité ». Cité par « Nation », 16 avril 1874.

(69) Les banques ne tenaient pas à augmenter leurs émissions, et lorsque le plafond fut entièrement aboli l'année suivante, loin de s'en prévaloir, elles retirèrent pour 40 millions de billets.

(70) « Nation », 16 avril 1874.

citif Républicains ne pouvait manquer de paralyser toute législation d'importance. La Chambre sortante siégeait jusqu'en mars 1875 ; les Républicains étaient jusque-là les maîtres des trois branches du gouvernement. Avant d'aller se retremper dans l'opposition, ils se mirent en devoir de laisser comme monument de leur passage au pouvoir une loi monétaire (que les Démocrates ne pourraient vraisemblablement pas abroger, faute d'une majorité au Sénat) qui satisfît aux exigences des électeurs. Le problème posé au *caucus* de Sénateurs Républicains qui rédigea le texte était bien moins un problème de finance que de pure politique. L'« Economist » de Londres le résume ainsi : « Avertis par le succès des Démocrates aux dernières élections qu'ils ont perdu du terrain dans le pays, les Républicains cherchent à gagner les masses. Comme le retour au pair est une devise populaire, et que l'inflation de fait est populaire aussi, ils ont adopté un plan ingénieux : une loi qui promet le retour au pair à une date très éloignée, et entre temps ne fait nulle peine aux inflationnistes, sans toutefois exagérer les maux qu'ils désirent » (71). Le retour au pair était fixé au 1^{er} janvier 1879. Les billets de banque, pourvu qu'ils fussent gagés régulièrement, pouvaient désormais être émis sans limite de quantité. Pour chaque 100 dollars d'augmentation du volume des billets de banque, 80 dollars de *greenbacks* seraient retirés (72) jusqu'à ce que le volume de ces derniers soit ramené à 300 millions. Des dispositions sur lesquelles nous reviendrons plus loin prévoyaient la mise en circulation de pièces d'argent. Sitôt le plan connu, la presse de l'Est déclara que c'était un piège inflationniste (73), et demanda si les 300 millions de *greenbacks* resteraient en circulation après le retour au pair, ou s'ils seraient remplacés par de l'or comme le demandait le credo de la « monnaie saine » selon l'exégèse de la majorité de ses fidèles. Elle ne reçut pas de réponse. A la Chambre, toute discussion fut exclue par la procédure d'urgence. Au Sénat, l'urgence (ou « question préalable ») écourtait la discussion sans la supprimer ; mais John Sherman, qui rapportait le « *Resumption Act* », éluda toutes les questions précises. La discipline du parti Républicain joua ; et la législation américaine se trouva enrichie d'une loi dont le sens était discutable et l'applicabilité douteuse, mais qui pendant près de quatre ans fournit un thème approprié à d'innombrables discours, pamphlets et réunions contradictoires.

(71) « Economist », 9 avril 1875. L'histoire des origines du *Resumption Act* se trouve dans BARRETT, *The Greenbacks*, pp. 181 sqq.

(72) Cette proportion de 80 % avait sa raison d'être. On calculait que les banques, pour 100 dollars de billets mis par elles en circulation, devaient augmenter leur encaisse de 20 dollars de *greenbacks*. L'augmentation nette du volume de monnaie en circulation était donc réduite à 80 dollars, et se trouvait complètement neutralisée si on retirait, comme le prescrivait la loi, 80 dollars de *greenbacks* pour chaque 100 dollars de billets de banque émis.

(73) « Nation », 31 décembre 1874. Cf. « Economist », 9 janvier 1875.



Il apparaissait en effet que la question financière recommençait à passionner les masses. De l'automne de 1873 à l'été de 1878, la situation économique demeura à peu près uniformément mauvaise. Faillites, baisse des prix, chômage, recul de l'immigration, tous les symptômes d'une grande dépression étaient présents. Dès le début, on vit — comme lors de la dépression précédente, de 1866 à 1868 — l'inflationnisme se manifester, surtout dans les Etats à l'Ouest des Alleghanies et à la fois à l'intérieur des deux grands partis et par un mouvement qui fut exclusivement son organe.

Il ne faut pourtant pas ignorer les différences importantes que ces analogies évidentes recouvrent. A y regarder de près, on voit que les origines du phénomène ne sont pas toujours les mêmes dans les deux dépressions. On admet souvent comme une espèce d'axiome qu'en temps de dépression le peuple de l'Ouest demande l'inflation ; réaction rationnelle et appropriée, déclarent ses partisans, erreur naturelle chez des gens ignorants, pour ses adversaires. L'historien se doit de chercher au-delà. Il ne croit pas avoir satisfait aux exigences de l'interprétation économique quand il a mis en parallèle avec un mouvement d'opinion la situation économique qui l'a provoqué. Il lui reste à se demander pourquoi à tel stimulus répond telle réaction et non telle autre. La constatation d'un synchronisme, même d'une série de synchronismes semblables, n'est pour lui que la première étape ; il n'est pleinement satisfait que s'il lui est possible de reconstruire l'enchaînement nécessaire des circonstances. Ainsi l'inflation n'est qu'une des revendications que peut susciter dans l'opinion une période de dépression ; et ce sont des circonstances particulières qui lui ont donné aux yeux de milliers d'Américains de l'Ouest la valeur d'une panacée économique. En 1866, la raison était simple. Le système bancaire d'avant 1860 leur avait rendus familiers les maux qui suivent la déflation pratiquée par une banque qui resserre brusquement ses crédits (représentés principalement, à cette époque, par des billets) pour renforcer sa liquidité. L'analogie s'imposa à leurs yeux quand la déflation pratiquée par Mac Culloch (retrait de *greenbacks*) fut suivie d'une dépression marquée. Si la déflation avait causé la dépression comme il paraissait à première vue, le remède paraissait tout indiqué : supprimant la cause du mal — la déflation — le mal devait disparaître. En 1873, le cas n'était pas si clair. Aucune déflation n'avait précédé la crise. Le resserrement du crédit qui en avait marqué les débuts fit place à partir de 1875 à une période d'argent facile qui rendait paradoxale l'affirmation que c'était la monnaie qui manquait.

Aussi semble-t-il bien que le mouvement inflationniste (du moins

à l'intérieur des deux grands partis) fût une réminiscence pure et simple de celui qui les avait agités quelques années auparavant. Le même George H. Pendleton qui avait tenté en 1868 de gagner la Présidence en promettant « l'argent à bon marché » représentait avec un groupe de politiciens la même idée dans les conseils du parti Démocrate en Ohio. Dès la Convention d'Etat du 26 août 1874, leur tendance était influente. L'année suivante, ils furent assez forts pour dicter à la Convention du 17 juin 1875 le choix d'un candidat pour l'élection du Gouverneur et un programme qui demandait non seulement une augmentation de la monnaie en circulation, mais le retrait des billets de banque et leur remplacement par des *greenbacks* (74). Pour la première fois, la question financière fut le pivot de la campagne électorale. Sa signification dépassait de beaucoup les frontières de l'Ohio. C'était un de ces Etats à majorité incertaine qui décident du sort des élections générales et les deux partis suivaient avec la plus vive attention le déroulement de la campagne, cherchant à y lire des indications sur la campagne présidentielle de l'année suivante. Démocrates comme Républicains avaient dans l'Ohio même quelques-uns de leurs meilleurs politiciens ; la campagne fut indécise, et vers la fin des orateurs notoires vinrent d'autres Etats à l'appui de leur parti. Rien ne montre mieux la force de la tendance inflationniste que la faiblesse de la résistance Républicaine. Le gouverneur de New-York, Woodford, Républicain, faisant une tournée de conférences contradictoires en Ohio, attaquait franchement l'inflationnisme sous toutes ses formes ; mais il venait d'un Etat de l'Est, toujours très conservateur en matière monétaire. John Sherman, qui dépendait des électeurs de l'Ohio, préféra leur expliquer que le *Resumption Act* n'était pas du tout une mesure déflationniste, bien au contraire. C'était vrai — et cela n'empêcha du reste pas le *Resumption Act* de rester pendant des années la bête noire du clan de la « monnaie à bon marché ». Les Républicains l'emportèrent par une faible majorité. Dans tout le pays, les intérêts financiers et leurs organes affectèrent de considérer l'inflationnisme comme battu. A la vérité, il avait été bien près de la victoire, et l'aurait probablement emporté si le reste de leur programme, et surtout l'appel aux anciens combattants, n'avaient pas aidé les Républicains (75). Du moins le résultat n'avait

(74) Programme Démocrate en Ohio : « Section 8 : Nous demandons... que le volume de monnaie soit rendu et maintenu égal aux besoins du commerce, confiants pour le retour au pair des *greenbacks* dans une politique qui encourage la production au lieu de la ruiner. Section 9 : ...Nous demandons que tous les billets des *National Banks* soient retirés de la circulation sans délai et de façon permanente, et que des *greenbacks* soient émis à leur place ». Cité dans *Joint Discussion between General Thomas EWING of Ohio and Governor Stewart L. WOODFORD of New-York*, p. 46.

(75) Sur la campagne de 1875 en Ohio, MOORE, *Ohio in National Politics*, pp. 295-300. La Pennsylvanie était, avec l'Ohio, l'Etat où la vague inflationniste fut

pas été de nature à encourager les Démocrates à persévérer dans cette direction. L'inflationnisme avait le grave défaut de diviser le parti : l'Etat de New-York, essentiel au succès à cause de son important contingent d'électeurs présidentiels, risquait d'être effarouché par un programme inflationniste, qui n'offrait même pas, l'expérience de l'Ohio le prouvait, la compensation d'être une garantie de succès dans l'Ouest. Aussi le programme national du parti Démocrate en 1876 se prononça-t-il pour le retour au pair. Il évitait toute formule trop dangereuse par sa précision, et beaucoup de Conventions d'Etat demandèrent l'abrogation du *Resumption Act*. Mais le choix du candidat du parti levait toute équivoque : c'était Samuel J. Tilden, un représentant des capitalistes de New-York City. Dès lors, il était clair que l'inflationnisme n'obtiendrait au sein des deux grands partis que des concessions restreintes. Aussi ses partisans les plus actifs se groupèrent-ils dans un parti à part, dont l'impulsion fut fournie par le mouvement d'opinion que nous venons d'indiquer, les cadres par les organisations paysannes, et l'idéologie par certaines branches du mouvement ouvrier.

*
**

On a vu plus haut (p. 83) qu'il existait en Massachusetts (76) un parti, dirigé par Wendell Phillips, qui avait tout un programme de réformes : vote des femmes, prohibition, loi de huit heures, et par dessus tout, crédit social par l'émission de *greenbacks* (77). Soit influence de ce mouvement du Massachusetts, soit réminiscence des congrès de la « *National Labor Union* » en 1867 et 1868, le congrès d'organisations ouvrières qui se réunit à Cincinnati en août 1870 pour fonder le « *National Labor Reform Party* » inscrivit à son programme le paiement de la dette publique en *greenbacks* et la suppression des billets de banque, et le répétèrent au premier congrès du nouveau parti à Columbus (Ohio) deux ans après. Le congrès syndical de 1871 formula les mêmes revendications. Elles ne se trouvaient guère exprimées à ce moment en dehors des milieux syndicalistes, et parmi ceux-ci à partir de 1872 l'agitation pour la loi de huit heures fait tort à la réforme financière. Elle figure toujours au programme du « *Labor Reform Party* » et de l'« *Industrial Congress* », mais ce sont des organisations moribondes qui disparaissent après 1875 ; à partir de ce moment, le mouvement ouvrier organisé se désintéresse de la question

la plus forte dans les deux grands partis. *Discussion between General EWING and Governor WOODFORD*, p. 5.

(76) Et en New Hampshire. HAYNES, *Third Party Movements*, p. 95.

(77) Sur l'histoire du *greenbackisme*, HAYNES, *Third Party Movements*, 94-151.

financière (78). A peu près en même temps, la question fut reprise par d'autres organisations à l'influence moins restreinte.

Les cultivateurs avaient formé à partir de 1869 (79) différentes organisations, « *Patrons of Husbandry* » et « *Farmers' Clubs* », qui s'étaient donné pour tâche d'améliorer le sort des cultivateurs par l'établissement de coopératives d'achat et de vente, et en obtenant des Etats la réglementation des tarifs de chemins de fer. De ces associations étaient sortis en 1873 et 1874 des partis politiques, dénommés suivant la localité « *Anti-Monopoly* », « *Reform* », « *People's* » ou « *Independent Party* ». La lutte contre les abus des chemins de fer était leur raison d'être, et quand elle eut échoué, ils disparurent. Mais ils avaient habitué les plus militants des *farmers* à l'idée d'une lutte politique poursuivie en dehors des cadres des deux vieux partis, et ayant comme objectifs des revendications sociales. Deux d'entre eux au moins, ceux d'Illinois et d'Indiana, firent plus. Le dernier convoqua en novembre 1874 à Indianapolis une Conférence qui fonda le « Parti National Indépendant ». Son ordre du jour déclarait entre autres choses que « la question monétaire affecte plus profondément les intérêts matériels du peuple que toute autre question ». La première Convention Nationale du nouveau parti se réunit à Cleveland le 11 mars 1875 sous les auspices de l'« Association des Travailleurs » de cette ville. Il était clair dans l'esprit du public que la « Convention de *Grangers* et de travailleurs, connue sous le nom de *Convention greenback* » était, comme son nom l'indique, avant tout inflationniste. Mais il n'était pas exact que les *Grangers* et les travailleurs fussent également représentés. Les chefs syndicalistes présents à la Convention étaient « presque tous... de ceux dont les organisations étaient tombées en pièces » (80). Dans son ensemble, le mouvement syndical ne montra aucun intérêt. Il en fut autrement du mouvement agrarien. Si les programmes officiels des *Grangers* et des partis qu'ils avaient formés ne révèlent aucune tendance inflationniste, il n'en avait pas toujours été de même de leurs adhérents. Depuis longtemps, la propagande pour l'*interconvertible bond* de Kellogg était active parmi eux (81). Le levain kelloggiste apporté par Robert Schilling et les

(78) L'*interconvertible bond* n'était pas non plus complètement oublié par la politique « régulière » : le 8 janvier 1873, Wm. A. Buckingham, Sénateur du Connecticut, déposa un projet de loi dans ce sens, qui trois jours après, sur l'avis défavorable de la Commission des Finances, fut enterré. « *Globe* », 42^e Congrès, 3^e session, pp. 363, 468-470.

(79) Les « *Patrons of Husbandry* », plus connus sous le nom de « *Grangers* », furent fondés dès 1867, mais l'ordre ne devint réellement actif qu'en 1869. Voir S. J. BUCK, *The Granger Movement*, p. 41 sqq.

(80) ANDREWS, dans COMMONS, *History of Labour*, II, p. 169.

(81) P. ex. : John G. DREW, lecturer of the New Jersey State Grange, *Our Currency, What it Is and What it Should Be*, 1^{re} éd., déc. 1873 ; 2^e éd., mars 1874. Id., *Our Money Muss*, 1874. Les deux brochures sont éditées chez Henry Carey Baird,

autres syndicalistes au « Parti National Indépendant » trouvait parmi eux un terrain bien préparé. Plusieurs politiciens des vieux partis se montraient attirés vers le nouveau mouvement : à la seconde Convention *greenback* à Detroit, en août 1875, on remarquait William D. « *Pig-Iron* » Kelley, de Pennsylvanie, l'apôtre du protectionnisme (82). Le 17 mai 1876, la Convention réunie à Indianapolis pour nommer le candidat du parti à l'élection présidentielle comprenait parmi ses membres Ignatius Donnelly, qui après avoir été l'un des membres les plus influents du parti Républicain en Minnesota, l'avait quitté en 1873 pour devenir le chef du parti « Anti-Monopoliste » et rédiger son journal du même nom (83). La recrue la plus précieuse fut Marcus M. « *Brick* » Pomeroy, personnage pittoresque (84) à qui son journal, « *Pomeroy's Democrat* », sorte de Père Duchêne new-yorkais, avait valu une grande notoriété et la faillite. Il obtint la mission d'organiser dans tous les Etats-Unis des *greenback clubs*, et en fonda entre 1876 et 1878 un très grand nombre, quatre mille, à l'en croire. Le parti était tout juste à ses débuts en 1876 ; il ne réunit que 82,000 voix, 1 % du total, principalement en Illinois, Indiana, Iowa et Kansas, comme héritier des partis « Anti-Monopolistes » et « Indépendants » des agrariens, en Massachusetts comme héritier du parti travailliste de Wendell Phillips (85) et dans les régions industrielles du Michigan (86). Aux élections au Congrès en 1878, le vote pour les

qui comme auteur et comme éditeur, plus tard comme politicien (candidat des *Greenbackers* pour la mairie de Philadelphie en 1880) fut un des piliers de la propagande inflationniste.

(82) Kelley, comme Francis W. Hughes, autre leader Démocrate de Pennsylvanie, restèrent dans leur parti d'origine où ils se firent pendant un temps les propagandistes de l'*interconvertible bond*. DESTLER, art. *Influence of Edward Kellogg*, p. 351.

(83) John D. Hicks, *Political Career of Ignatius Donnelly*, dans « *Mississippi Valley Historical Review* », t. VIII, juin 1921, p. 96, montre comment Donnelly, jusque-là *hard money man*, adopta peu à peu les idées inflationnistes au cours de l'année 1875, afin de se rendre acceptable au nouveau mouvement où il aspirait à faire figure de chef.

(84) Cf. « *BUTLER'S Book* », p. 43. USHER, *The Greenback Movement*, p. 57, explique comment « *Brick* » Pomeroy trouvait son compte à organiser des *Greenback Clubs* : en même temps qu'il parcourait le pays pour recruter des adhérents au parti, il recrutait des abonnés à son journal qui en était l'organe. Le fait est significatif. On est souvent tenté de se demander d'où sont venus les moyens matériels qui ont permis à des mouvements d'opinion de se doter rapidement d'une organisation. Une explication partielle est fournie par le fait que les journaux trouvent souvent un intérêt pécuniaire à prêter au mouvement leurs colonnes pour sa propagande, leurs services de démarchage pour sa campagne de recrutement. Dès lors le journal apporte au parti comme adhérents les abonnés qu'il gagne, le mouvement apporte au journal comme abonnés les adhérents qu'il recrute de son côté. En même temps, le journal peut faire vivre comme rédacteurs les propagandistes du mouvement, leur permettant ainsi de se consacrer gratuitement au service de la cause.

(85) Les restes du *Labor Reform Party* fusionnèrent officiellement avec les *Greenbackers* en 1877 et 1878. HAYNES, *Third Party Movements*, p. 120, 122.

(86) HAYNES, l. c., p. 118. LIBBY, *Greenback Movement*, p. 538.

candidats des *Greenbackers*, qui faisaient dans bien des cas liste commune avec les Démocrates là où ceux-ci étaient en minorité, atteignit un million, dont la moitié étaient concentrés dans onze Etats de l'Ouest. Ce fut le sommet de la vague de *greenbackisme* : à l'élection suivante, en 1880, l'agriculture avait joui de deux belles récoltes bien vendues, et la tension politique inhérente à toute élection présidentielle rendait difficiles les « fusions » qui avaient si bien réussi en 1878, et faisaient hésiter l'électeur à perdre sa voix sur un candidat sans aucune chance. Le candidat *greenbacker*, Weaver, ne reçut que 308,000 voix. Ce fut la fin du parti. Jusqu'en 1891 où il fusionna avec le parti Populiste, il survécut sous des noms variés, avec une organisation squelettique dont les candidats n'obtenaient que quelques milliers de voix.

Ce serait une grave erreur que de juger le parti *Greenback* sur sa carrière éphémère et sur la vanité de ses efforts. Ses programmes sont d'une originalité indiscutable pour l'époque. Les deux grands partis se disputaient les places au nom des souvenirs de la guerre de Sécession, du protectionnisme ou du libre échange, de querelles de clocher. Le parti *Greenback* avait des idées. L'inflationnisme n'est pas la seule mais la principale ; et il est apparu sous des formes diverses. L'idée de permettre aux travailleurs sans capital de se rendre indépendants grâce au crédit gratuit a disparu dès 1875 (87), et l'idée caractéristique de Kellogg, l'*interconvertible bond*, fut abandonnée par « *Brick* » Pomeroy dès 1877 (88) et par le parti entier après un conflit assez vif à l'automne de l'année suivante. Weaver, qui fut le candidat du parti pour la Présidence en 1880, « n'est pas un extrémiste sur la question monétaire, ne croit pas à l'inflation illimitée, et pense que nous devrions avoir plus de monnaie, soit par la frappe libre de l'argent, soit en augmentant la quantité de *greenbacks* » (89). Plusieurs chefs des *greenbackers* voulaient même rattacher le système à l'étalon d'or (90). Très généralement, le parti s'enrôla dans le mouvement argentiste qu'on étudiera plus loin. L'argent, comme les *United States Notes*, était pour le *greenbacker* de la « monnaie du peuple », émise et contrôlée par le gouvernement, indépendante du monopole des « puissances d'argent » qui était à l'origine du billet de banque. Les « privilèges » du banquier, l'exemption d'impôts dont jouissaient les titres d'Etat du capitaliste, étaient considérés par les inflationnistes de 1876-1880, comme par ceux de 1868, comme des abus à éliminer ; mais l'accent sur cette partie du programme était

(87) ANDREWS, dans COMMONS, *History of Labour*, II, p. 189.

(88) « Pomeroy's Democrat », 1^{er} et 8 juillet 1877, cité par DESTLER, art. *Influence of Edward Kellogg*, p. 352.

(89) Texte cité par HAYNES, *Third Party Movements*, p. 164.

(90) USHER, *Greenback Movement*, p. 22.

désormais moins fort : la dette publique, en partie amortie, pesait moins lourd qu'en 1868 sur un peuple plus riche, l'intérêt que touchait le capitaliste était graduellement réduit par les conversions en cours, la lourde fiscalité d'après-guerre était bien atténuée par une série de dégrèvements. Ce qu'on voulait avant tout, c'est que le Gouvernement, par des émissions de papier, assurât au pays un *boom* continuel, qui aux yeux des habitants, surtout à l'Ouest, n'eût été qu'un « progrès rapide » parfaitement normal, et qui eût donné à tout Américain entreprenant au moins une chance de se rendre indépendant (surtout dans l'agriculture), aisé, voire riche. Rien de socialiste dans un tel idéal, bien conforme à l'esprit de la « frontière » tel que l'ont analysé Turner et Paxson (quoique 44 délégués du « *Socialist Labor Party* » et les représentants de plusieurs partis « ouvriers » se fussent fait admettre à la Convention *Greenback* de Saint-Louis en 1880). D'autres points du programme attestent que le souci de la réforme sociale n'est pas disparu : on réclame des lois ouvrières, la journée de huit heures, l'interdiction d'importer des coolies chinois, un impôt progressif sur le revenu, la réglementation des transports ; les suffragettes et les prohibitionnistes firent inscrire leurs revendications dans certains programmes *greenbackers*. Tous ceux qui rêvaient de substituer au capitalisme dominant et toujours plus dominant un ordre social nouveau, ou de retrouver l'idéal de la démocratie agraire américaine telle qu'elle avait existé avant la guerre de Sécession, se groupèrent autour du parti *Greenbacker* dont ils formèrent l'état-major (91). Quant au contingent électoral, les études statistiques de Libby et de Ruggles (92) montrent d'où il vient : avant tout des régions agricoles arriérées, pauvres et endettées, liées par manque d'initiative à la monoculture traditionnelle, de l'Ouest et du Maine, région agricole de « frontière » comme l'Ouest ; et localement (en Michigan, en Pennsylvanie, en Massachusetts) les populations ouvrières (93). Il est caractéristique des Etats-Unis que ce soit l'inflation qui ait fourni le cri de ralliement. L'étude du mouvement argentiste, de durée et de dimensions beaucoup plus vastes, tentera d'en donner l'explication.

(91) USHER, *Greenback Movement*, p. 16, note la présence parmi les *Greenbackers* de beaucoup d'anciens abolitionnistes et « *Free-Soilers* », ce qui précise le caractère réformateur (pour ses adversaires : utopique) du parti.

(92) LIBBY, *Greenback Movement*, 533-541. RUGGLES, *Economic Basis of the Greenback Movement in Iowa and Wisconsin*, pp. 163-168.

(93) Plusieurs des chefs du mouvement étaient des industriels, tels Peter Cooper de New-York, William A. Berkey de Michigan, Edward P. Allis de Wisconsin. Cf. USHER, *Greenback Movement*, p. 21, 33.

CHAPITRE II

LE " CRIME DE 1873 "

Depuis 1834 et jusqu'en septembre 1873, l'argent contenu dans un dollar d'argent valut plus sur le marché du métal que l'or contenu dans un dollar d'or. Celui qui disposait d'argent en lingots et désirait le convertir en dollars avait avantage à l'échanger contre de l'or et à porter cet or à la Monnaie : il recevait plus de dollars qu'il n'en aurait reçu pour ses lingots d'argent. Aussi le public se désintéressait-il d'une possibilité légale dont il n'avait aucun intérêt à se prévaloir. A partir de 1862, l'argent, eût-il été frappé, n'aurait circulé que pour le paiement des droits de douane, entre quelques banques et courtiers de New-York et le Trésor ; le pays ne se servait que de papier au-dessous du pair. En septembre 1873, pour la première fois, le cours baissa jusqu'à un point où il eût été profitable de porter directement l'argent à la Monnaie sans l'échanger au préalable contre de l'or. Mais la Monnaie avait été fermée à l'argent par une loi du 12 février de la même année. Le public ne s'en aperçut pas. Les producteurs d'argent ne semblent pas s'être émus. Quelle que fût la destination finale du métal, c'est le marché de Londres qui gouvernait le cours. Il en fut autrement après le mois de juin 1876. A cette date, l'argent en lingots au titre de 37/40 (*British standard*) valait 50 3/8 d. A ce cours on pouvait se procurer pour 86 1/2 cents-or ou 96 cents-papier 412 1/4 *grains* d'argent au titre de 900 millièmes (*American standard*), et n'eût été la loi de 1873 on aurait pu les faire transformer par la Monnaie en un dollar. Le *standard silver dollar*, utilisé par les Américains depuis le début du XVIII^e siècle, fait étalon en 1792, tombé en désuétude depuis 1834 parce qu'il était trop cher, était devenu meilleur marché non seulement que le dollar d'or mais que le dollar-papier. Il aurait pu s'ajouter dans la circulation à la masse existante de *greenbacks* et de billets de banque que toute une aile de l'opinion déclarait insuffisante ; et les mineurs en auraient tiré un dollar-papier pour 371 1/4 *grains* de métal fin. Jamais ni les uns ni les

autres n'avaient pensé que le cours pourrait tomber si bas. La frappe libre de l'argent, jusque-là indifférente, devenait tout d'un coup éminemment désirable pour ces deux groupes. Ils s'étonnèrent et s'irritèrent de découvrir qu'une loi votée trois ans auparavant leur avait ôté ce recours. Ils déclarèrent que cette loi qui avait passé inaperçue avait été votée par fraude ; qu'on avait délibérément tenu le Président, le Congrès inattentif et le peuple dans l'ignorance de son contenu réel. La démonétisation de l'argent par la loi de 1873 était le résultat d'une conspiration, c'était « le crime de 1873 » (1).

Une position inverse était tenue par J. Laurence Laughlin, le représentant le plus connu et le plus agressif de l'idée de la « monnaie saine ». D'après son « Histoire du Bimétallisme », non seulement la loi de 1873 est pure de fraude, non seulement son objet est justifié, mais encore il n'est pas exact qu'elle ait démonétisé le dollar d'argent ; elle n'a fait qu'entériner un état de choses créé en 1834, ratifié implicitement par la loi de 1853, et généralement admis. « La loi de 1853 jugea et condamna le criminel ; et après avoir attendu vingt ans qu'on lui fît grâce, il fut enfin exécuté en 1873 » (2).

Nous avons vu (supra, p. 41 et 47) quelle fut la portée exacte des lois de 1834 et de 1853. Si elles laissaient le bimétallisme subsister sur le papier, c'est qu'on hésitait à rompre avec un principe traditionnel et qui avait encore de nombreux partisans. L'étalon d'or était une innovation britannique imitée seulement en 1849 par le Brésil (Le Portugal et le Chili ne suivirent que plus tard, en 1855 et en 1860). La Hollande, se détournant du bimétallisme à la suite d'une expérience malheureuse, adopta le monométallisme-argent de préférence au monométallisme-or. L'afflux d'or californien et australien semblait indiquer que le métal jaune était trop instable pour remplir de façon satisfaisante le rôle d'étalon. Richard Cobden en Angleterre, Michel Chevalier en France proposaient de le démonétiser en faveur de l'argent (3). Cette opinion extrême ne se répandit guère ; Michel Chevalier lui-même l'abandonna bientôt, et vers 1870 l'opinion compétente était presque unanime dans le monde entier pour considérer l'or comme l'étalon unique de l'avenir. Cette faveur ne lui vint pas parce qu'on était mécontent des autres systèmes ; quelques difficultés que l'application du bimétallisme ait rencontrées en France et ailleurs, il n'est pas exact que sa faillite ait rendu l'adoption de l'étalon-or inéluctable. Ce n'est pas comme étalon national, c'est comme étalon international que l'or se recommandait au choix des gouvernements.

(1) Le Représentant Bright, du Tennessee, se vanta plus tard d'avoir le premier, en janvier 1875, attiré l'attention sur cette « démonétisation ».

(2) LAUGHLIN, *History of Bimetallism* (1885), p. 80.

(3) Michel CHEVALIER, *De la baisse probable de l'or* (Paris, 1859). La traduction anglaise avec préface de Richard Cobden eut trois éditions à Manchester, dans le courant de 1859.

L'idée d'une monnaie internationale est très ancienne ; mais ce n'est qu'au milieu du XIX^e siècle qu'un mouvement d'opinion net s'est dessiné en sa faveur. L'une après l'autre, les nations européennes unifiaient leurs systèmes de poids et mesures sur la base du système métrique. La monnaie était généralement considérée comme une mesure de valeur au même titre que les poids mesurent la gravité et les mesures de longueur les dimensions linéaires (4). Si l'esprit du siècle demandait qu'on unifiat ces derniers, ne convenait-il pas également de se mettre d'accord sur un étalon unique des valeurs ? Les sociétés savantes réunies à l'occasion de l'exposition internationale de Londres en 1851 discutèrent la question, sans se mettre d'accord sur aucune proposition concrète. La discussion reprit au premier congrès international de statistique à Bruxelles en 1853. Au second congrès à Paris en 1855 de nombreux membres signèrent une déclaration en faveur de l'uniformité des systèmes monétaires (5). Ce mouvement ne resta pas sans écho aux Etats-Unis. Un ancien ingénieur, professeur à Baltimore, J. H. Alexander, soumit à la Commission des Finances du Sénat une brochure offrant un plan concret. En diminuant la pièce de 5 dollars de 3 1/2 % et le souverain de 1/2 %, et en réduisant le titre de la monnaie d'or britannique de 22 carats à 900 millièmes, on obtiendrait deux pièces égales entre elles et égales à une pièce de vingt-cinq francs qu'il serait facile d'introduire dans le système monétaire de la France et des pays qui l'avaient imitée. Les monnaies d'or se trouveraient ainsi unifiées. Toute discussion sur le choix du métal-étalon était superflue : « Considérant l'action récente du Congrès créant les nouvelles monnaies d'argent (leur retirant le pouvoir libérateur pour les sommes supérieures à cinq dollars, et en cela analogue à la législation du Parlement, qui ne reconnaît le pouvoir libérateur à l'argent en Grande-Bretagne que jusqu'à quarante shillings, soit environ huit dollars), ainsi que la rareté des pièces anciennes, jointe à l'absurdité logique de reconnaître en même temps deux étalons différents et fluctuant l'un par rapport à l'autre, il n'est que juste de présumer que si ce point seul était en jeu, les Etats-Unis pourraient céder là-dessus sans hésitation, et accepter l'or comme seul étalon des valeurs (6) ». La Commission des Finances n'alla pas jusqu'à prendre à son compte ce plan. Elle se borna à rapporter (7)

(4) La Chambre des Représentants avait un *Committee of Coinage, Weights and Measures*, distincts des deux Commissions des finances (*Ways and Means*, recettes, et *Appropriations*, ouvertures de crédit).

(5) RUSSELL, *International Monetary Conferences*, p. 18.

(6) J. H. ALEXANDER, *International Coinage*, p. 8. Il ressort de ce passage que dans l'esprit de l'auteur, l'abandon du bimétallisme par les Etats-Unis était chose faisable mais non pas chose faite comme le veulent LAUGHLIN, HEPBURN et WATSON dans les passages cités ci-dessus, p. 47.

(7) A l'origine de cet épisode est une motion déposée le 8 août 1856 par le Sénateur Pearce, invitant le Trésor à corriger la valeur erronée donnée depuis

une proposition promptement ratifiée par les deux Chambres, en vue de l'envoi à Londres d'un représentant du gouvernement américain chargé de sonder les autorités britanniques au sujet d'un système monétaire international. En conséquence, Alexander fut envoyé à Londres en septembre 1857. Il y resta un peu plus d'un an et déposa son rapport (8) le 24 décembre 1858. Sa mission était d'information exclusivement ; il n'avait aucune proposition à soumettre, et tout s'était borné à des conversations officieuses avec le Chancelier de l'Echiquier, le Maître de la Monnaie et d'autres fonctionnaires. Il en ressortait que le gouvernement britannique recevrait avec intérêt toutes communications que le gouvernement des Etats-Unis jugerait à propos de lui adresser ; et qu'une réduction à 900 millièmes du titre de l'or britannique ne paraissait pas a priori exclue. L'épisode n'eut aucune suite ; mais l'idée n'était pas morte. Dans son Rapport annuel de 1861, le Secrétaire du Trésor, Salmon P. Chase, reprit l'idée d'un système monétaire décimal international, et l'année suivante il disait : « qu'on peut fort bien mettre à profit la démonétisation (sic) actuelle de l'or pour faire un pas considérable vers l'accomplissement de ce grand objet » en ramenant le poids de la pièce de 5 dollars à celui du souverain (9). Le 31 décembre 1862, le Directeur de la Monnaie lui soumit un rapport en faveur de l'uniformité monétaire sur la base de l'étalon d'or (10). En 1863, le congrès de Paris d'où sortit l'Union Postale Universelle discuta la question d'une monnaie uniforme (11) et le congrès international de statistique tenu à Berlin en 1863 adopta une résolution en faveur d'un congrès monétaire international, et discuta une proposition due à Leone Levi, de la délégation britannique : les monnaies d'or seraient unifiées sur la base de 25 francs égale 5 dollars égale un souverain, les monnaies d'argent sur la base d'un dollar égale 5 francs égale 2 florins. Samuel B. Ruggles, membre influent de la Chambre de Commerce de New-York, qui représentait au Congrès l'Etat de New-York, critiqua ce plan qui tendait selon lui à « prolonger la vaine tentative de fixer par décret législatif la valeur relative des deux métaux, de sa nature nécessairement variable, et gouvernée uniquement par la loi fondamentale de l'offre et de la demande » (12).

plus d'un demi-siècle au souverain britannique par les tableaux officiels des changes publiés par le Trésor (« Congressional Globe », 34th Congress, 2nd session, p. 1979). La Commission des Finances du Sénat élargit l'objet de la proposition pour lui donner la portée indiquée ici. La discussion au Congrès est peu révélatrice (« Globe », 34th Congress, 3rd session, p. 841 ; Chambre, 24 février 1857).

(8) *House Executive Document 36, 35th Congress, 2nd session.*

(9) *Treasury Report for 1861*, p. 28. *Treasury Report for 1862*, p. 27.

(10) *Mint Report for 1867*, p. 329.

(11) RUSSELL, *International Monetary Conferences*, pp. 28, 35.

(12) Cité par RUSSELL, op. cit., p. 21. Cf. *Report of Samuel B. RUGGLES, delegate to the... Congress at Berlin* (Albany, 1864).

Cependant c'est le bimétallisme qui servit de base au traité de l'Union Latine en 1865, le pas le plus sérieux fait dans la voie de l'unification des monnaies ; et le traité fut vivement critiqué en France même pour ce motif (13). L'ambition du gouvernement impérial était de faire de l'Union Latine le noyau d'une union monétaire universelle sur la base du franc. C'est vraisemblablement à sa suggestion que John A. Kasson, qui avait été à Paris en 1863 comme représentant des Etats-Unis à la Conférence Postale, proposa en mai 1866 à la Chambre « une conférence officieuse entre les Commissaires accrédités à l'Exposition Universelle de 1867 par les différents gouvernements sur le meilleur moyen d'établir un système monétaire uniforme parmi les nations du monde » (14). Le Commissaire Général des Etats-Unis à l'Exposition, N. M. Beckwith, écrivit le 17 juillet 1866 au Secrétaire d'Etat Seward pour lui expliquer le traité de l'Union Latine et lui proposer une réduction de $3 \frac{1}{2} \%$ du contenu d'or du dollar, qui l'eût rendu égal à la pièce de cinq francs d'or. De l'argent il n'était pas fait mention (15). Dans son Rapport annuel de décembre 1866, le Directeur de la Monnaie, Pollock, prit position en faveur d'un système universel (16). Le 4 janvier 1867, le ministre de France à Washington, Berthemy, notifia officiellement au gouvernement des Etats-Unis le traité de l'Union Latine en l'invitant à y accéder (ce qui fut refusé) ou à défaut à participer à une conférence monétaire internationale (17). S. B. Ruggles était déjà sur place comme délégué au Comité de l'Exposition ; il avait déjà participé au congrès statistique de 1863 ; il était, comme le disait la lettre qui l'accréditait, « au courant du point de vue du gouvernement américain » : il fut chargé de représenter les Etats-Unis à la Conférence Monétaire. La Conférence fut précédée d'un échange de vues entre Ruggles et M. de Parieu, vice-président du Conseil d'Etat, couronnés par une longue audience de l'Empereur. Le gouvernement français savait que l'Angleterre et la Prusse étaient indifférentes à son plan. La seule grande puissance dont il pût espérer l'appui à la Conférence était (avec l'Autriche) les Etats-Unis ; aussi se montrait-il doublement soucieux de les gagner à ses vues. John Sherman était à Paris à ce moment ; il était un interprète qualifié de l'opinion de la majorité du Congrès en matière financière : Ruggles lui demanda une

(13) Cf. Parker WILLIS, *Latin Monetary Union*, p. 74.

(14) Le rapport accompagnant la motion de Kasson est si confus sur la question de l'étalon qu'il est impossible de démêler l'opinion de l'auteur (*House Report* 62, 39th Congress, 1st session). La résolution fut adoptée par la Chambre, le Sénat n'agit pas. « *Globe* », 39th Congress 1st session, p. 2653 (Chambre le 17 mai 1866) ; *ibid.*, p. 2825 (Sénat le 25 mai 1866).

(15) Texte dans : *Report of the United States Commissioners to the Paris Universal Exhibition*, I, p. 93.

(16) *Mint Report for 1866*, p. 265.

(17) Texte dans : *Senate Executive Document* 14, 40th Congress 2nd session, p. 2.

lettre destinée à être communiquée officieusement au gouvernement français sur la question de savoir s'il était « probable que le Congrès consentirait, dans l'avenir, à donner à notre dollar d'or une valeur équivalente à celle de la pièce d'or de cinq francs ». « Il y a eu si peu de délibérations à cet égard dans le sein du Congrès » répondit Sherman « que je ne puis prendre pour base de mon opinion rien qui ait été fait ou dit dans cette enceinte. Cependant ce sujet a fixé l'attention de plusieurs sociétés commerciales importantes aux Etats-Unis, et le temps est aujourd'hui si favorable que je crois être tout à fait sûr que le Congrès adopterait toute mesure pratique ayant pour but d'assurer la circulation dans tout le monde commercial d'un étalon uniforme de valeur et d'échange ». Sherman regardait avec faveur le plan suggéré par Ruggles de ramener toutes les pièces d'or à la pièce de cinq francs comme commun dénominateur. « Si ce résultat est atteint, la France renoncera certainement à l'effort impossible de maintenir deux étalons monétaires. L'existence d'un étalon d'or régularisera le monnayage de l'argent, dont les Etats-Unis fourniront la plus grande partie, principalement pour le commerce avec la Chine... Il est clair que les Etats-Unis ne sauraient accéder au traité [de l'Union Latine] : ils ne sauraient accepter l'étalon d'argent, ni limiter leur monnayage comme le traité l'impose ». Sherman doutait que les Etats-Unis acceptassent de se lier par un pacte international, mais croyait que par une action indépendante du Congrès ils se rangeraient aux décisions de la Conférence (18). Le Secrétaire d'Etat Seward eut communication de cette lettre et déclara que cette opinion coïncidait avec les vues de l'Administration. Lorsque s'ouvrit la Conférence Monétaire Internationale, le 17 juin 1867, le délégué des Etats-Unis était gagné à l'idée du monométallisme-or. Qui plus est, il apparut comme le protagoniste de l'idée (19). A sa troisième séance, la Conférence vota en faveur de l'étalon d'or à l'unanimité moins la voix de la Hollande (dont le vote n'était motivé par aucune objection de principe) ; et le discours de clôture de Parieu attira l'attention sur l'unanimité qui s'était manifestée spontanément (20). Il est certain que pour n'avoir abouti à aucun résultat concret, la conférence n'en avait pas moins eu de sérieuses conséquences. Grâce à elle et au traité de 1865, la question de la réforme monétaire se posa devant le public de toutes les nations civilisées ; et dans toutes une majorité se ralliait à l'opinion que l'« Economist » de Londres exprimait ainsi : « Il y a deux métaux précieux : l'argent, plus volumineux et meilleur marché, convient aux époques primitives, tandis

(18) *Senate Executive Document 14, 40th Congress 2nd session*, pp. 107 sqq.

(19) Ernest SEYD, *Demonetization of Silver*, p. 93.

(20) Les procès-verbaux de la Conférence ont été publiés par le Ministère des Affaires Etrangères. Paris, Imprimerie Impériale, 1867.

que l'or, plus rare et plus cher, convient aux périodes civilisées, aux coutumes plus évoluées et aux transactions plus considérables » (20). L'expansion de l'étalon d'or, pour beaucoup de gens, n'était pas seulement la conséquence de ses avantages intrinsèques ; c'était aussi l'effet d'une sorte de déterminisme historique. La mettre en question, c'était mettre en question une des formes du « progrès », c'est-à-dire un des objets sur lesquels le siècle était le moins disposé à exercer son esprit critique.

Aux Etats-Unis même, la question de l'étalon fut entièrement subordonnée à celle de l'uniformisation internationale des monnaies. Les plans abondaient. A son congrès à Boston en février 1868, l'« *American Statistical Association* » adopta une pétition au Congrès proposant un dollar de 1 gramme 1/2 d'or fin ou 1 gramme 2/3 d'or à 900 millièmes qui aurait le double avantage de s'exprimer par une fraction métrique simple et de ne requérir qu'une diminution de 0.3 % du poids existant du dollar. Les monnaies d'argent continueraient à être de la monnaie divisionnaire à pouvoir libératoire limité, l'unité serait portée à 25 grammes au titre de 900 millièmes pour obtenir une mesure métrique simple et un rapport simple de valeur avec l'or (15 contre 1). Une proposition fut déposée à la Chambre dans ce sens par William D. Kelley, de Pennsylvanie, le 21 juillet 1868. Elle reçut l'appui d'un rapport écrit en février 1869 à la suggestion du Secrétaire du Trésor par un fonctionnaire de son administration, E. B. Elliott, qui fit adopter son idée en août de la même année par l'« *American Association for the Advancement of Science* » (22). De son côté le directeur de la Monnaie, Dr. Linderman, proposait dans son Rapport de 1868 une pièce d'or internationale de 8.1 grammes ou 125 *grains*. Le plan de Parieu et de Ruggles, l'unification sur la base de 25 francs, fut repris par Sherman, qui déposa le 6 janvier 1868 une proposition

(21) « *Economist* », 15 septembre 1866. Dr. Linderman, Directeur de la Monnaie des Etats-Unis, exprime la même idée dans son *Report for 1867*, p. 329 : « Maintenir l'or et l'argent dans un rapport stable peut être abandonné comme une impossibilité. Nous devons par conséquent calculer ou admettre que, au fur et à mesure que le monde devient plus riche, une nation après l'autre suivra les traces de celles qui ont donné l'exemple d'adopter l'or comme étalon, réservant l'argent comme monnaie d'appoint ». C'est au sujet de l'uniformisation internationale des monnaies que le Rapport s'exprime ainsi. Parmi les bimétallistes, qui étaient à ce moment nettement en minorité, on peut citer Ernest Seyd en Angleterre, et en France H. Cernuschi, L. Wolowski, et parmi les membres de la Commission monétaire de 1869 (qui se prononça pour le maintien du double étalon par 17 voix contre 6) : le gouverneur de la Banque de France, Rouland, et le baron de Rothschild.

(22) Sur ce plan, dit plan « décagrammiste », voir *Reports of the United States Commissioners to the Paris Universal Exhibition of 1867*, vol. II, pp. 282, 304 ; E. B. ELLIOTT, *International Coinage*. A en croire RUGGLES (Rapport sur la Conférence de 1867, *House Executive Document 266, 41st Congress 2nd session*, p. 19) les « décagrammistes » poursuivirent une propagande active dans tous les Etats-Unis et répandirent même des gravures des nouvelles pièces proposées.

de loi à cet effet. Le rapport dont il l'accompagna le 9 juin 1868 (23) déclarait pour obvier à des critiques faciles à prévoir : « L'étalon unique d'or est une idée américaine, concédée à contre-cœur par la France et d'autres pays où l'argent est le principal étalon des valeurs ». Le Directeur de la Monnaie et le Secrétaire du Trésor approuvaient la proposition ; mais un des membres de la Commission des Finances, le Sénateur Morgan, banquier de New-York, déposa un contre-rapport critiquant la proposition. La valeur de l'or baissant, il conviendrait d'augmenter le poids des pièces d'or plutôt que de la diminuer. Le système français est mauvais, il a privé la France d'argent. « Le dollar d'argent, par exemple, une pièce favorite chez nos Indiens indigènes et les Asiatiques lointains, a disparu ou peu s'en faut de la circulation intérieure, pour reparaître parmi ces peuples orientaux, avec lesquels nous cherchons plus que jamais à entrer en rapports étroits. Comme ils préfèrent cette pièce nous ferions bien d'en augmenter plutôt que de supprimer la frappe ». A ce contre-rapport était joint un mémorandum de George F. Dunning, Surintendant de l'« *Assay Office* » de New-York, critiquant le système français comme insuffisamment métrique et proposant un dollar d'1 gramme 62 (soit une diminution de 3.1 %). Le conflit entre le Président Johnson et le Congrès empêcha que rien ne fût fait. Le 8 février 1870 Sherman revint à la charge ; sur son initiative, le Congrès invita le Président Grant à entrer en correspondance avec les représentants des autres puissances. En conséquence des lettres leur furent envoyées, qui mentionnaient les avantages « d'une unité et étalon commun d'un monnayage d'or international » (24). Sedan arrêta les pourparlers. L'adoption par l'Allemagne d'une unité différente des autres mit fin aux espoirs des partisans de l'étalon d'or unique. Certains d'entre eux reportèrent leurs espoirs sur l'argent. Ruggles fit adopter en 1872 par la Chambre de Commerce de New-York l'idée étrange d'une uniformisation du poids et du titre des pièces divisionnaires, laissant subsister la diversité des étalons, comme première étape sur la voie de

(23) *Senate Report 117, 40th Congress 2nd session*. Textes cités : Sherman p. 4, Morgan p. 10. Le bill de Sherman supprimait explicitement le *standard silver dollar*, anticipant ainsi sur le « crime de '73 ». Dans une veine analogue, Ruggles dans son rapport cité à la note 22 prétend (p. 7) que le plan de la Conférence de 1867 « n'a en aucune façon son origine auprès du gouvernement français ni d'aucun de ses délégués. Tout au contraire, il fut pour la première fois proposé dans une assemblée internationale, l'année 1863, au nom du gouvernement des Etats-Unis par son délégué au congrès international de statistique à Berlin ». Est-il vrai que la Conférence de 1867 fut proposée originairement non par le gouvernement impérial mais par Ruggles sur instructions de Chase ? Il est permis de conserver des doutes. Plus loin, Ruggles attaque le double étalon « absurde et illogique, quoiqu'il existe en France ».

(24) « *Globe* », *41st Congress 2nd session*, p. 1097.

la monnaie internationale (25). Cette aberration prouve la vitalité de l'idée (26).

Ce mouvement en faveur d'un système monétaire international, pour n'avoir pas directement abouti, n'en est pas moins intéressant. Il permet de se rendre compte de l'état de l'opinion américaine sur la question de l'étalon dans les années qui précéderent la loi de 1873. Dans le cercle restreint de ceux qui s'intéressaient à la question, l'étalon d'or était la solution généralement adoptée. Il est curieux de remarquer, alors que la loi de 1873 a été dénoncée par ses adversaires comme une « conspiration de Wall street », qu'un seul représentant éminent de Wall street, le Sénateur Morgan, figure à la discussion, et qu'il est le seul à prendre position contre le monométallisme-or. On a vu par quels arguments indirects il défendait le bimétallisme.

**

Si l'idée de l'unification internationale des systèmes monétaires avait le caractère grandiose nécessaire pour retenir l'attention du public, ce n'est pourtant pas elle qui est directement à l'origine de la réforme de 1873. L'inertie du Congrès lui réserva le sort de toutes les réformes qui ne paraissent pas urgentes au point de vue de la politique pure. Du reste, le Congrès se fût-il activement intéressé à la chose qu'il demeurerait douteux que la Grande-Bretagne se laissât persuader d'abandonner son système monétaire. Dans son rapport pour 1869 (27) le Directeur de la Monnaie enregistre le fiasco de l'idée et espère que du moins on trouvera pour les différentes monnaies nationales un dénominateur commun qui pourrait servir d'unité de compte internationale.

Une autre réforme d'envergure plus modeste fut également négligée par le Congrès : la réforme des monnaies d'argent. Dollar et monnaie divisionnaire avaient également besoin d'être réformés. Le dollar n'avait aucune raison d'être et il n'y avait qu'à le supprimer, comme le répétait le Directeur de la Monnaie dans ses rapports pour 1861, pour 1862 et pour 1868 (28). Comme étalon des valeurs il avait été en fait supplanté par l'or. Pour le commerce d'Extrême-Orient, les rapports consulaires déclaraient que les Chinois n'en voulaient pas,

(25) *Proceedings of the National Board of Trade*. Feuille volante, 31 décembre 1872, *Wisconsin Historical Library*, HNv4.

(26) Au début de 1876, Sherman proposa un nouveau plan. Le dollar se revalorisait alors peu à peu. Avant d'atteindre le pair du dollar-or, il devait d'abord rejoindre la pièce de cinq francs, puis le cinquième de livre sterling. Pourquoi ne pas l'arrêter à la valeur d'une de ces deux monnaies (en l'espèce, 1/5 de livre), et augmenter de 2 3/4 %, en compensation, le montant des contrats payables en dollars-or ? *Senate Miscellaneous Document 35, 44th Congress 1st session. Senate Report 39, ibid.*

(27) *Mint Report for 1869*, p. 352.

(28) *Mint Report for 1861*, p. 63 ; *for 1862*, p. 48 ; *for 1868*, p. 432.

et lui préféraient le dollar mexicain, plus lourd d'1 % environ. Quant aux demi-dollars, quarts de dollar et *dimes*, c'est la dévalorisation du dollar qui en avait fait un problème. Jusqu'au début de 1862, ils avaient eu tendance à être surabondants, à cause de la pratique de la frappe libre instituée par le Directeur de la Monnaie. Occasionnellement ils étaient vendus légèrement au-dessous du pair par les firmes dans les caisses desquelles ils s'accumulaient. Le Directeur de la Monnaie proposait comme remède d'élever leur pouvoir libératoire de 5 à 100 dollars, ce qui ne fut pas fait et n'aurait évidemment pas remédié à la surabondance. Celle-ci était atténuée par le fait que la menue monnaie américaine circulait couramment dans plusieurs Etats de l'Amérique Centrale et du Sud, et surtout au Canada, qui adopta en 1858 le dollar comme unité, mais manqua au début de monnaie divisionnaire (29). Lorsque le dollar-papier tomba au-dessous du pair, en décembre 1861, le métal contenu dans un dollar de monnaie divisionnaire d'argent valait 97 cents. Mais ces menues pièces circulaient, et continuèrent à circuler au Canada au pair de l'or. Il y avait profit à les exporter même avant le point où il devenait profitable de les fondre. Lorsque ce point fut atteint en mai 1862, leur disparition fut rapide ; dès que le public constata qu'elles se faisaient plus rares, elles firent prime ; chacun se mit à les thésauriser ; et elles disparurent de la circulation en quelques semaines, beaucoup plus vite que n'eût pu le faire l'action lente de l'exportation ou de la fonte. A la fin de 1862 le Canada en fut saturé, elles tombèrent à 3 % au-dessous du pair. Mais l'exportation continua en direction des Antilles et de l'Amérique Centrale et du Sud. Cette exportation donna même lieu à une frappe relativement importante. Pour une raison semblable, il y avait profit à porter l'argent à la frappe pour le mettre en circulation en Californie, où l'étalon d'or se maintenait. Il en résulta une surabondance si grande que les pièces d'argent y furent au-dessous du pair jusqu'en 1873 (30). Il était clair que la situation de la monnaie divisionnaire d'argent, remplacée dans l'ensemble du pays par de petites coupures incommodes, surabondante partout ailleurs, demandait une réforme. Le Directeur de la Monnaie proposa en 1862 qu'on diminuât le poids des demi-dollars, quarts de dollars et *dimes* de 25 %, ce qui aurait permis de les maintenir en circulation concurremment avec les *greenbacks* (31). En 1869 et en 1870 il reprit la même idée,

(29) CAROTHERS, *Fractional Money*, pp. 134, 152, 155, 218.

(30) Un courtier de New-York témoigna qu'en un an il avait gagné à ce trafic cent mille dollars. Kelley dans « Congressional Record », *44th Congress 1st session*, p. 2043. Sur la situation en Californie, CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 221 ; « Bankers' Magazine », mai 1874, p. 381. En février 1872, la législature de Californie demanda pour remédier à cette pléthore d'argent déprécié « que les pièces d'argent des Etats-Unis soient haussées jusqu'à leur valeur nominale », autrement dit qu'on revint au système d'avant 1853. *House Miscellaneous Document 146, 42nd Congress 2nd session* (25 mars 1872).

(31) *Mint Report for 1862*, p. 49.

proposant cette fois de diminuer le poids des pièces de 22 %, ou mieux encore de 43 % (32). Une proposition fut déposée dans ce sens à la Chambre en avril 1870, mais n'aboutit à rien (33).

Ce qui vainquit l'inertie du Congrès, c'est un projet de refonte des règlements sur les Hôtels des Monnaies. Cette administration avait été créée au fur et à mesure des besoins, par des actes législatifs mal coordonnés. Les nombreux « *Assay Offices* » et Monnaies annexes n'étaient pas soumis directement au Directeur de la Monnaie principale à Philadelphie. Les règlements intérieurs n'étaient pas partout les mêmes. L'attention fut attirée sur ce désordre par des détournements à la Monnaie de San Francisco. Un fonctionnaire du Trésor, John Jay Knox, fut envoyé y faire une enquête. Son rapport conclut à la nécessité d'une refonte générale des lois sur le monnayage (34). Comme le Congrès n'agissait pas, l'administration prit l'initiative (35). Knox fut chargé de rédiger comme base de discussion un texte codifiant les règlements sur la frappe des monnaies. Les principales innovations étaient la subordination de toutes les Monnaies et *Assay Offices* à un Directeur de la Monnaie à Washington ; la frappe gratuite de l'or ; et la suppression du dollar d'argent, remplacé par un dollar de 384 *grains*, ce qui était le poids de deux demi-dollars, quatre quarts de dollars ou dix *dimes* depuis la loi de 1853. Cette ébauche fut imprimée en décembre 1869, « entrecoupée de points d'interrogation et d'articles additionnels, afin d'avoir l'avis de personnes compétentes ». Ces personnes furent au nombre d'une trentaine, surtout fonctionnaires et anciens fonctionnaires de la Monnaie. Leurs remarques sont instructives. Beaucoup d'entre eux relèvent que le dollar d'argent est supprimé, ce que tous n'approuvent pas. J. Ross Snowden déclare : « Je vois qu'on propose de démonétiser le dollar d'argent. Je crois que ce serait une erreur... Il est parfaitement exact que le dollar d'argent ayant une valeur plus élevée que deux demi-dollars ou quatre quarts de dollars ne sera pas utilisé dans la circulation ; cependant je pense qu'il n'est pas nécessaire de frapper une pièce aussi considérable qu'un dollar d'un poids de métal qui ne vaut que 94 cents. Quand nous parlons de dollars, qu'on sache qu'il s'agit de dollars non démonétisés et réduits au-dessous de leur valeur intrinsèque, et évitons ainsi d'introduire des idées vagues et contradictoires sur les étalons de valeur » (36). L' « idée vague et contradictoire »

(32) *Mint Report for 1868*, p. 350 ; *for 1870*, p. 423.

(33) CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 225.

(34) *Mint Report for 1866*, p. 267.

(35) Les textes relatifs à l'élaboration de la loi de 1873 sont publiés dans *House Executive Document 307, 41st Congress 2nd session*.

(36) Document cité, p. 38. Il est juste de dire que Snowden attira l'attention sur la pratique jadis inaugurée par lui d'émettre des pièces divisionnaires en quantité illimitée à tous les dépositaires de métal blanc, et en conseilla la sup-

n'était autre que celle du monométallisme-or avec monnaie divisionnaire semi-fiduciaire ; l'incompréhension que Snowden manifeste à l'égard du système en 1870 explique la façon étrange dont il l'avait mis en application en 1854 (*supra*, p. 47). Les fonctionnaires de la Monnaie de San Francisco proposent de cesser la frappe du dollar argent tout en le conservant comme monnaie de compte, de crainte de « bouleverser la valeur relative de tout notre monnayage, affecter nos accords commerciaux, et peut-être porter atteinte à la validité des contrats de longue durée » (37). A. Mason, fondeur et affineur à l'*Assay Office* de New-York, approche le plus d'une défense rationnelle de l'état de choses existant : « Le maintien du dollar d'argent tel qu'il est émis à présent fournit un étalon pour évaluer l'argent, et la demande pour cette pièce au tarif régulier de la Monnaie indique son utilité par ailleurs » (38). On est frappé de voir qu'aucun de ceux qui défendent le dollar d'argent ne présente une défense raisonnée (fût-elle sommaire) du double étalon ; en tout cas aucun n'en indique les avantages économiques, tels qu'ils étaient proclamés en France par Wolowski et Cernuschi, en Angleterre par Seyd. Le mot de double étalon n'apparaît nulle part. L'obscurité des textes ne permet pas de se rendre compte de l'idée que leurs auteurs se faisaient du système en vigueur. Il paraît certain qu'ils ne l'avaient pas compris comme un système de monométallisme-or. Et leur opposition à la réforme proposée était trop peu motivée pour recevoir grande attention.

La plupart des personnes consultées par Knox étaient, au contraire, d'avis que le *standard silver dollar* devait être supprimé. Le directeur de la Monnaie, Pollock, était de cet avis, et rappelait qu'il avait proposé dès 1861 le dollar divisionnaire prévu par le texte de Knox. Linderman, ancien directeur de la Monnaie, déclarait au contraire : « Je ne peux voir aucune raison valable pour réduire le poids du dollar d'argent. Il vaudrait mieux à mon avis le supprimer entièrement. Le dollar d'or est réellement l'unité légale et la mesure des valeurs. Ayant une valeur intrinsèque supérieure à sa valeur nominale, le dollar d'argent a cessé depuis longtemps de circuler ; et comme il n'a pas la moindre utilité pratique, le mieux est d'en supprimer la frappe » (39). C'est à cet avis que se rangea Knox. Son

pression. Il ne semble pas s'être rendu compte de l'illogisme du procédé dont l'expérience lui avait montré les conséquences fâcheuses.

(37) *Document* cité, p. 53.

(38) *Document* cité, p. 78. Cette phrase signifie-t-elle que les monnaies divisionnaires représentent non des fractions de dollars d'or, mais des fractions de dollars d'argent maintenues artificiellement au pair de l'or ? ou simplement que la Monnaie comme les producteurs avait l'habitude commode d'évaluer les lingots d'argent en « dollars » qui signifiaient non pas leur valeur marchande variable, mais le nombre de dollars d'argent qu'on pourrait en frapper ; et qu'elle ne désirait pas renoncer à cette unité commode pour sa comptabilité ?

(39) *Document* cité, p. 30.

texte fut rédigé à nouveau pour tenir compte des suggestions reçues, et le texte modifié, tel qu'il fut déposé au Sénat le 28 avril 1870 par John Sherman, flanqué d'un rapport de Knox (40), suit exactement l'idée de Linderman. C'est-à-dire qu'il ne démonétise nullement le dollar d'argent ; il se borne à en arrêter la frappe. La différence est considérable. Les écus de cinq francs et les thalers allemands ont eu une longue carrière après qu'on eût perpétré à leur égard le même « crime » dont le dollar d'argent fut victime en 1873. En réalité, comme il n'y avait presque pas de dollars d'argent en circulation, en arrêter la frappe équivalait à les supprimer purement et simplement. Pourquoi choisit-on cette façon indirecte et aussi peu explicite que possible d'inscrire dans la loi l'abandon du bimétallisme ? Pourquoi ce reste de bimétallisme sans portée pratique que constituait le pouvoir libératoire laissé aux *standard silver dollars* frappés antérieurement ? Quelques années après, les *silvermen* furent prompts à déclarer : c'était pour cacher le « crime » qui sans cela eût été trop apparent. Il serait tentant de trouver quelque explication rationnelle, un désir de compromis avec la tradition bimétalliste, comme celui qui avait dicté la loi de 1853. Mais il est bien probable qu'il faut se ranger à la conclusion de Carothers : la loi de 1873 fut préparée sans aucune compréhension des principes généraux en jeu et avec un souci assez faible de l'exactitude juridique (41). Dans un cas, cependant, Knox donna à son texte une précision que le texte antérieur n'avait pas. Désormais, les pièces divisionnaires d'argent seraient frappées uniquement pour le compte du Gouvernement, mettant fin à l'abus qui avait été introduit par Snowden en 1854.

Le rapport de Knox accompagnant le texte de la loi proposée contenait des suggestions qu'il n'avait pas cru devoir incorporer à son *bill*. L'une était de ramener le système monétaire des Etats-Unis au système métrique en augmentant de 0.5 % le poids des monnaies d'argent et en diminuant de 0.3 % le poids des monnaies d'or (diminution souvent accomplie en pratique par l'usure, remarquait Knox) (42). L'autre semble avoir pour inventeur E. B. Elliott, un fonctionnaire du Trésor. Elliott disait dans ses Remarques sur le premier texte de Knox que « si le *standard silver dollar* actuel doit être supprimé et si une pièce de commerce d'un poids différent doit lui être substituée, je proposerais de se conformer à la piastre hispano-mexicaine aux

(40) *Senate Miscellaneous Document 132, 41st Congress 2nd session.*

(41) Relevé à juste titre par CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 230.

(42) On aurait ainsi rendu le dollar d'or équivalent en poids et en titre à la couronne d'or autrichienne, et le dollar d'argent à cinq francs. Le côté irrationnel de cette tendance à rattacher la monnaie au système métrique est illustré par la « réforme » qui en 1873 fixa à 25 grammes exactement le poids de deux demi-dollars. La Monnaie, qui ne disposait pas d'instruments pour la pesée en grammes, utilisa le poids en *grains* le plus rapproché. La simplification due au système métrique fut donc, dans ce cas, toute illusoire (CAROTHERS, l. c., p. 238).

piliers de 1704... La pièce la plus demandée pour le commerce de l'Orient a été pendant des années la piastre hispano-mexicaine aux piliers ; et sa popularité était telle qu'on a continué à lui donner la préférence longtemps après que sa valeur intrinsèque a été réduite considérablement par l'usure. Le rétablissement comme pièce de commerce d'un dollar d'argent se rapprochant de l'ancien étalon — c'est-à-dire un dollar contenant 25 grammes d'argent pur — paraît mériter qu'on s'y arrête favorablement » (43).

Tel était l'ensemble de propositions qui fut soumis au Congrès pour la première fois en avril 1870 (44). Mais il ne faut pas oublier qu'il y avait dans le *bill* beaucoup d'articles dont l'objet est hors du cadre de cette étude. La suppression du droit de monnayage d'1/2 % pour les pièces d'or, la refonte des pièces de 1 à 5 cents, la réorganisation et la centralisation du service de la Monnaie intéressaient les membres du Congrès beaucoup plus que les quelques articles, noyés dans la masse, qui se rapportaient aux monnaies d'argent. Après tout, les monnaies d'argent ne circulaient pas et n'intéressaient que les quelques courtiers qui en faisaient frapper de petites sommes pour l'exportation. Au contraire, les cents circulaient, et leur frappe obligeait le gouvernement à acheter de grandes quantités de nickel de Pennsylvanie dans des conditions qui sentaient la corruption et le scandale à exploitation politique facile. La frappe de l'or était active en Californie, et les pièces de 10 et 20 dollars étaient utilisées pour les transactions avec l'étranger et avec les Douanes. Enfin la réorganisation du service de la Monnaie soulevait la question des traitements des fonctionnaires publics, qui intéressait les politiciens et ne dépassait pas leurs compétences. C'est ce qui explique comment l'abandon de l'étalon d'argent, bien que manifeste et compris par tous ceux qui se donnèrent la peine d'étudier la loi, passa inaperçu aux yeux de la plupart des membres du Congrès.

Le *bill* fut déposé au Sénat le 25 avril par John Sherman. Trois jours après il fut envoyé sans débat à la Commission des Finances. Le 9 janvier 1871, il fut rapporté par John Sherman. Un amendement de la Commission avait rétabli un droit de monnayage de 0.3 % pour l'or. Les Sénateurs des Etats du Pacifique attaquèrent violemment l'amendement. Finalement la loi passa sans que les articles relatifs à l'argent eussent été seulement mentionnés. Elle alla à la Chambre, fut envoyée à la Commission des Poids, Mesures et Monnaies, fut rapportée avec amendements le 25 février et aussitôt renvoyée à la

(43) *House Executive Document 307, 41st Congress 2nd session*, p. 70.

(44) Les contre-propositions des correspondants de Knox furent publiées à la demande de la Chambre, le 29 mai 1870, à 500 exemplaires. La préparation du « crime » s'entourait d'une surprenante publicité. Celle-ci dépassa même les limites de Capitol Hill : les deux documents cités furent publiés par le « Bankers' Magazine » l'un en juillet 1870, l'autre en juillet 1871.

Commission, rapportée de nouveau le 9 janvier 1872 ; un amendement de la Commission introduisait le dollar divisionnaire de 384 *grains* préconisé par Knox. Le rapporteur, William D. « *Pig-Iron* » Kelley, de Pennsylvanie, tenta de faire passer la loi sans trop de discussion, sur la foi de la Commission, qui, dit-il, a donné au *bill* « une attention aussi sérieuse que j'ai jamais vu une Commission en accorder à une mesure ». C'est « une codification des lois sur la Monnaie, qui n'introduit que peu ou point de modifications importantes, sauf en ceci : il y a maintenant un Directeur de la Monnaie ». Kelley y revient un peu plus loin : « un seul changement capital ». En réponse à une question, Kelley déclara que la loi proposée ne modifiait pas la valeur des pièces existantes. « J'aurais aimé suivre l'exemple de l'Angleterre, et créer une grande différence entre notre monnayage d'or et d'argent. Mais comme j'étais chargé de rapporter une loi dont le seul but, ou le but principal, était de codifier les lois relatives au monnayage, je ne me suis pas cru autorisé à introduire dans le texte mes idées personnelles ». Il expliqua que la suppression du *standard silver dollar* était sans conséquence, puisqu'il ne circulait pas et ne pouvait pas circuler. Cet épisode est le seul où une tentative pour faire passer le *bill* « clandestinement », sans attirer l'attention du Congrès sur son contenu, soit apparente. Elle n'a jamais été dénoncée par ceux qui admettaient la théorie du « crime », car Kelley devint par la suite un des défenseurs les plus violents de la frappe libre de l'argent et de l'inflation en général. Et il est certain que ce n'est pas les stipulations relatives à la monnaie d'argent qu'il s'efforçait de faire passer discrètement, mais celles relatives aux achats de nickel à des conditions exorbitantes, hautement favorables à son propre Etat de Pennsylvanie. Il y serait peut-être parvenu si son texte n'avait mis fin à un autre abus qui profitait à quelques électeurs d'un de ses collègues : les courtiers en métal de New-York se voyaient enlever la possibilité de faire frapper à leur compte des pièces divisionnaires d'argent pour l'exportation. Aussi le Représentant Potter, de New-York, lança-t-il une attaque violente contre le *bill* et le scandale du nickel. Aussi, après une discussion sur les traitements des fonctionnaires de la Monnaie, le *bill* fut-il renvoyé à la Commission le 10 janvier. Il en revint le 9 avril. Cette fois le rapporteur était S. Hooper, un banquier de Boston. Il fit un exposé complet de la loi proposée, expliquant comment elle avait été préparée. Sur la question de l'étalon, il fut explicite : « L'article 14 déclare ce que les pièces d'or seront, leurs poids respectifs, et leur confère le pouvoir libératoire à leur valeur nominale pour tous paiements dans la limite de la tolérance prescrite, et à proportion de leur poids quand cette limite sera dépassée. Jusque-là l'article répète les lois en vigueur. En plus, il déclare que le dollar d'or de 25.8 *grains* d'or à 900 millièmes est l'unité de valeur, comme

il l'est légalement en Grande-Bretagne et dans la plupart des pays européens (45). Le dollar d'argent, qui est actuellement proclamé unité de valeur par la loi, n'a pas une juste proportion avec le dollar d'or. Sa valeur intrinsèque étant environ 1.03 dollar en or, il ne peut pas circuler concurremment avec les pièces d'or... Comme la valeur du dollar d'argent dépend de la valeur marchande de l'argent, qui varie selon l'offre et la demande, il vaut intrinsèquement, comme je l'ai déjà dit, à peu près trois *cents* de plus que le dollar d'or. La Commission, après avoir mûrement délibéré, a conclu que 25.8 grains d'or à 900 millièmes, qui constituent le dollar d'or, doivent être déclarés l'unité monétaire, ou le représentant métallique de l'unité de compte ». La suppression du dollar d'argent était motivée très explicitement par son absence de la circulation. La frappe de l'argent divisionnaire pour le compte des particuliers était dénoncée, et le *bill* la supprimait ; mais elle était continuée à Philadelphie jusqu'au 1^{er} juillet 1874 « pour tenir compte des nécessités particulières d'avoir des pièces d'argent divisionnaires pour les transactions commerciales avec certaines contrées de l'Amérique du Sud » (ce qui semble bien n'être qu'un prétexte, car l'introduction immédiate de la frappe au compte du Gouvernement n'aurait en aucune façon privé le commerce avec l'Amérique du Sud de monnaie d'argent ; elle aurait simplement fait passer dans les caisses de l'Etat les bénéfices empochés par des particuliers). Un autre membre de la Commission, Stoughton (Michigan), revint sur la question de l'étalon, et ses remarques montrent bien la confusion qui régnait à ce sujet dans les esprits : « Le seul changement de la présente loi est qu'elle spécifie plus clairement que le dollar d'or est l'unité de valeur. C'était probablement l'intention, et peut-être l'effet de la loi du 3 mars 1849, mais cela ne devrait pas être laissé dans le vague ». On se rend compte combien étaient imprécises les idées monétaires d'un législateur qui croyait que la loi de 1849 avait voulu faire du dollar-or l'*unité* de valeur parce qu'elle avait créé une pièce d'or d'*un* dollar. Non moins caractéristique de l'esprit dans lequel la loi fut conçue est la stipulation que les pièces d'or usées au-delà de la tolérance légale seraient reprises à leur valeur nominale en échange de pièces d'argent : on calculait que le gouvernement regagnerait sur la frappe des pièces d'argent à peu près autant (ou plus) qu'il perdrait sur les pièces d'or usées.

De discussion de principe, aucune. Les avantages respectifs d'un

(45) En fait l'étalon d'or n'existait en Europe qu'en Angleterre et en Portugal. La suppression de la frappe libre de l'argent en Allemagne (loi du 4 décembre 1871) n'était qu'une mesure préparatoire à l'établissement de l'étalon d'or. Tous les autres pays européens étaient, à la date où parlait Hooper, soit sous le régime du double étalon, soit de l'étalon d'argent. La France, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, la Russie avaient un papier-monnaie à cours forcé.

étalon unique et double ne furent même pas mentionnés. Si quelque membre de la Chambre ou de la Commission avait eu des scrupules sur la correction théorique de la réforme, ils auraient été apaisés par la citation de la loi monétaire britannique du 4 avril 1870 et du rapport de la Monnaie britannique pour 1870. Qui plus est, « M. Ernest Seyd, de Londres, un écrivain distingué, qui a consacré un labeur considérable à l'étude des monnaies, a examiné la première ébauche de la loi, et fourni plusieurs idées précieuses qui ont été adoptées dans ce *bill* ». Ernest Seyd était un courtier en métaux précieux qui, après avoir vécu plusieurs années en Californie, s'était fixé à Londres, et y faisait une propagande active, par brochures et par conférences, en faveur du bimétallisme. En 1871, il écrivit un opuscule en allemand sur le projet de loi monétaire allemande, critiquant l'introduction projetée de l'étalon d'or. La même année il publia à Londres ses *Suggestions on the Metallic Currency of the United States* où il se déclarait en faveur de la frappe libre d'un dollar de 399.9 *grains*, ce qui instaurerait le bimétallisme à 15 1/2 pour 1. Il critiquait vivement la loi de 1853 pour n'avoir laissé en circulation que des pièces d'argent « avilies », et déclarait que l'abolition du bimétallisme dans le monde serait « un crime stupide, universel » (p. 56). On voit que les idées qui tenaient le plus à cœur à Seyd n'avaient précisément pas été adoptées. On verra plus loin que la mention de Seyd par Hooper dans les quelques mots que nous avons cités donna naissance à la légende qui l'accusait du même « crime » contre lequel il mettait en garde les Américains.

La longue discussion du 9 avril n'avait abouti à aucune conclusion. Aussi la Commission décida-t-elle de brusquer les choses pour en finir. Le 27 mai, Hooper rapporta un nouveau texte de la commission et demanda de le voter sans le faire lire (vu sa longueur) sous la procédure d'urgence (« *suspension of the rules* »). Un député insista pour la lecture du texte ; on demanda à Hooper ce qu'il y avait dedans. Il répondit que le nickel serait désormais acheté aux enchères publiques, que la loi ne comportait aucune création d'établissements nouveaux, aucune augmentation de salaires, aucune obligation de refondre la menue monnaie, et que le Secrétaire du Trésor insistait vivement pour le vote. Personne ne s'enquit de ce qui arrivait aux pièces d'argent, et pourtant la Commission avait introduit deux modifications au texte présenté à la Chambre un mois auparavant. Le dollar divisionnaire de 384 *grains* était supprimé. Une pièce entièrement nouvelle était introduite : le « *trade dollar* » recommandé par Elliott, Linderman et Knox, de 420 *grains* d'argent, destiné au commerce de la Chine. Enfin le poids de la monnaie divisionnaire d'argent était porté de 384 *grains* par dollar à 385.8 *grains* ou 25 grammes. Kelley espérait en faire par là une monnaie internationale. Rien de

tout cela ne fut mentionné et il est vraisemblable que l'indifférence de la Chambre à ce sujet justifiait ce silence. L'ensemble du *bill* fut voté sans discussion par 110 voix contre 13.

C'était maintenant au Sénat d'agir. Le *bill* fut renvoyé à la Commission des Finances qui le rapporta le 7 janvier 1873, chargé d'amendements (dont aucun ne se rapportait aux pièces d'argent). La discussion, le 17 janvier 1873, porta sur la frappe de l'or. La seule mention des pièces d'argent fut pour protester contre l'amendement qui en modifiait l'apparence. La Commission de la Chambre, pour aider les demi-dollars à « voguer autour du monde » (Sherman), avait jugé bon d'inscrire au revers leur poids et leur titre, et pour ce faire avait supprimé l'aigle qui les ornait depuis le temps de George Washington. Les Sénateurs exigèrent et obtinrent le maintien de l'aigle. Puis le texte fut voté par le Sénat, finalement renvoyé à un *Committee of Conference* qui élaborait un compromis que le Sénat adopta sans débat le 6 février 1873 et la Chambre de même le lendemain. Dans l'élaboration finale du texte ni les monnaies d'argent ni l'étalon ne furent remis en question. La loi prit date de sa signature par le Président le 12 février 1873 (46).

Telle est l'histoire de la loi qui établit aux Etats-Unis l'étalon d'or et qui est censée avoir démonétisé le dollar d'argent. On a vu qu'il n'en était rien, et que les quelques *standard silver dollars* en existence avaient conservé leur pouvoir libératoire illimité. Il leur fut retiré l'année suivante de la même façon qu'il leur avait été laissé : par inadvertance. La Commission chargée d'établir les « *Revised Statutes* », c'est-à-dire une codification des lois en vigueur, rédigea son texte relatif aux pièces d'argent sous une forme qui mettait la pièce

(46) Les phases importantes de l'histoire de la loi (négligeant les formalités parlementaires telles qu'envoi à la Commission compétente, impression du texte, etc., faciles à retrouver grâce à l'index du « *Congressional Globe* ») sont :

Sénat, 28 avril 1870. Première et seconde lectures et renvoi à la Commission. « *Globe* », 41st Congress 2nd session, p. 3051.

Sénat, 9 janvier 1871. Discussion sur la gratuité de la frappe de l'or. « *Globe* », 41st Congress 3rd session, pp. 368-376.

Sénat, 10 janvier 1871. Suite et fin de la discussion, vote de la loi. Ibid., pp. 394-399.

Chambre, 9 janvier 1872. Loi rapportée par Kelley et discutée. « *Globe* », 42nd Congress 2nd session, pp. 322-328. Textes cités de Kelley, pp. 322, 323, 324.

Chambre, 10 janvier 1872. Discussion des traitements des fonctionnaires de la Monnaie. Renvoi à la Commission. Ibid., pp. 336-340.

Chambre, 9 avril 1872. Rapport de Hooper et discussion. Ibid., pp. 2304-2317. Textes cités de Hooper, pp. 2305, 2306 ; de Stoughton, p. 2308. Ernest Seyd mentionné p. 2304.

Chambre, 27 mai 1872. Vote brusqué à la suite du rapport de Hooper. Ibid., pp. 3882-3883.

Sénat, 17 janvier 1873. Discussion de la frappe de l'or et de l'aigle sur les pièces d'argent. « *Globe* », 42nd Congress 3rd session, pp. 668-674.

Chambre, 23 janvier 1873. Rejet du texte du Sénat. Ibid., p. 815. Signature par le Président du texte définitif, 12 février 1873.

d'un dollar au niveau des pièces divisionnaires. L'article 3586 disait : « Les pièces d'argent des Etats-Unis auront pouvoir libératoire à leur valeur nominale pour toute somme ne dépassant pas cinq dollars en un seul paiement ». Les *Revised Statutes*, censés ne rien contenir de nouveau, furent adoptés sans aucune discussion le 22 juin 1876. Personne n'en avisa sur le moment qu'ils modifiaient le système monétaire.

Si le législateur de 1873 avait omis de retirer le pouvoir libératoire au vieux dollar d'argent, il l'avait conféré au nouveau *trade dollar* qui de toute évidence n'aurait pas dû l'avoir, étant destiné à circuler en Chine et non aux Etats-Unis. L'opinion générale des historiens est qu'il s'agit d'une inadvertance. Cependant, la thèse contraire a été soutenue récemment par N. Carothers. Citant le Rapport du Directeur de la Monnaie pour 1875, p. 298, il prouve que l'introduction dans la loi du *trade dollar* était due aux producteurs du métal à la recherche d'un meilleur prix. Il en conclut qu'« il est probable que la Commission de la Chambre inscrivit délibérément dans la loi la clause du pouvoir libératoire du *trade dollar*, avec l'idée de donner à la nouvelle pièce une popularité plus grande ». Il est difficile de se ranger à cette conclusion. Les producteurs d'argent n'avaient pas l'idée de faire entrer dans la circulation métropolitaine une pièce dont le contenu de métal fin valait 1.05 dollar ; et s'ils craignaient de voir les cours continuer à s'effriter, rien ne porte à supposer qu'ils présentaient une situation où le *trade dollar* aurait pu circuler aux Etats-Unis. Et pour la circulation en Chine, le pouvoir libératoire accordé par la loi américaine n'avait évidemment pas la moindre valeur (47).

**

De toutes les réformes monétaires adoptées par les Etats-Unis, aucune ne souleva si peu d'opposition que celle qui abandonnait le double étalon pour le monométallisme or. On a vu combien peu d'objections elle souleva parmi les spécialistes consultés par J. J. Knox. L'un d'eux publia dans le « *Bankers' Magazine* » de septembre 1869 un article sur la réforme monétaire où il conseillait la suppression du *standard silver dollar* et déclarait que cette opinion était partagée par les fonctionnaires de la Monnaie (48). Le 6 mai 1872, la Chambre de Commerce de New-York vota à l'unanimité un mémoire au Congrès pour recommander que le dollar divisionnaire (tel que le *bill* le com-

(47) La première des deux opinions citées se trouve dans LAUGHLIN, *History of Bimetallism*, p. 104 ; HEPBURN, *History of Currency*, p. 272 ; WATSON, *History of Coinage*, p. 205. Le point de vue de CAROTHERS dans *Fractional Money*, p. 234.

(48) Wm. E. DuBois, *Assistant Assayer of the United States Mint*, art. : *Propositions for a Revised System of Weights and a Restoration of Silver Currency*, dans « *Bankers' Magazine* », septembre 1869, pp. 161-176.

portait à ce moment) fût porté à vingt-cinq grammes pour le rendre à la fois « métrique » et « international » (49). Le 19 octobre 1872, le « *National Board of Trade* », à son congrès annuel à New-York, entendit une conférence de Ruggles sur le même sujet, traitant la démonétisation comme un fait accompli (50). Les membres du Board adoptèrent à l'unanimité une résolution en faveur du « *French dollar* » de 25 grammes, approuvant par là implicitement la suppression du rôle d'étalon de l'argent. Lorsque le rapport de Sherman du 16 décembre 1872 se fut approprié cette idée, Ruggles prépara pour le *National Board of Trade* un bref mémoire rappelant les arguments en faveur de la mesure, ainsi que l'action de la Chambre de Commerce et du *National Board of Trade*, et l'envoya à « tous les membres des deux Chambres du Congrès, qui par conséquent légiférèrent au sujet du *bill* en pleine connaissance de tous les buts des amendements proposés et de leurs effets anticipés » (51). Après l'adoption de la loi, le « *Bankers' Magazine* » mit aussi peu de réserves dans son approbation que l'« *Economist* » de Londres. La seule différence est que l'« *Economist* » attira l'attention sur le fait que la loi établissait le monométallisme-or aux Etats-Unis, tandis que les Américains considéraient qu'il existait déjà en fait et attachaient relativement peu d'importance à son inscription dans la loi (52). Cependant le Secrétaire du Trésor, dans son Rapport pour 1873, fit allusion au fait que les Etats-Unis « ont adopté l'étalon d'or et démonétisé l'argent » (p. xxxiii), et le Directeur de la Monnaie expliqua tout au long cette action du Congrès, et la justifia par la baisse de l'argent (*ibid.*, p. 476-477).

Une histoire de la loi de 1873 ne serait pas complète si elle ne tenait pas compte de ce qui lui a valu sa plus grande notoriété : la légende du « crime ». Les pages qui précèdent ont montré comment la loi fut faite au grand jour, après mûre délibération, et après avoir pris l'avis de toutes les personnes compétentes ; et comment elle reçut, au cours de sa lente élaboration, non seulement la publicité légale du « *Congressional Globe* » et des documents du Congrès, mais

(49) « La Chambre note avec grande satisfaction que le *bill* en discussion stipule que le dollar d'or sera « l'unité de valeur » et que le dollar d'argent n'aura désormais le pouvoir libératoire que pour les sommes inférieures à cinq dollars, mettant ainsi fin à l'absurdité d'un « double étalon » monétaire et établissant l'or comme étalon unique ». Texte publié dans le « *New-York Times* » du 7 mai 1872.

(50) « L'or ayant pouvoir libératoire pour toutes les dettes, toute modification du poids des pièces d'or exige un réajustement du montant nominal des contrats en cours. Aucune nécessité semblable, ni légale ni morale, n'existe en ce qui concerne l'argent, qui a perdu le pouvoir libératoire, sauf pour des sommes infimes, chez tous les peuples qui le frappent ». S. B. RUGGLES dans *Proceedings of the National Board of Trade*, 31 déc. 1872.

(51) RUGGLES, dans « *Bankers' Magazine* », juin 1873, p. 927.

(52) « *Bankers' Magazine* », juin 1873, pp. 920 sqq. « *Economist* » de Londres, *Adoption of a Single Gold Standard and of an International Silver Dollar by the United States*, 3 mai 1873, p. 528.

celle de la Chambre de Commerce de New-York et du « Bankers' Magazine » (l'organe autorisé de la profession). L'attention des membres du Congrès avait été attirée autant qu'il était possible. Quelques années plus tard, certains d'entre eux cherchèrent à rejeter la responsabilité d'avoir voté la loi en déclarant que c'était une mesure technique qui ne les intéressait pas et qu'ils n'avaient prêté aucune attention à ce qui se passait (53). Comme le dit, au cours de la discussion, le Représentant Brooks, de New-York, cette législation était « ridicule » puisqu'il n'y avait de toute façon ni or ni argent à monnayer (54). Même en dehors du Congrès, l'attention du public fut attirée par la loi : Sherman, qui la rapportait au Sénat, reçut de nombreuses lettres en faveur de son adoption (55).

Il est par conséquent difficile de se rendre compte de ce qui a pu donner lieu à la légende de l'adoption clandestine de la loi. Une des versions les plus anciennes, sinon la plus ancienne, fut donnée au Sénat par John P. Jones, propriétaire millionnaire de mines d'argent et Sénateur du Nevada, le 24 avril 1876. Dans un interminable discours rédigé pour lui par une cohorte d'écrivains, il déclara que les « ploutocrates » conspiraient contre l'argent parce qu'il « travaillait pour l'humanité » en rendant la monnaie meilleur marché ; et « les Etats-Unis étant les principaux producteurs de ce métal pourraient devenir le centre monétaire du monde — une possibilité qui est loin de laisser insoucians Londres, Paris et Berlin ». Il affirma que la loi de 1873 n'avait jamais été discutée suffisamment, et attira l'attention sur le fait « curieux » qu'on n'avait pas suivi les conseils du bimétalliste Ernest Seyd (56). Ce discours fut répandu à profusion, et l'idée de la « conspiration » prit racine. Un ouvrage de propagande *greenbacker* publié en mai 1876 cite abondamment Jones et remarque : « il est évident qu'il y a une conspiration organisée pour démonétiser l'argent dans le but d'augmenter le pouvoir des puissances d'argent » (57). Le 2 août, à la Chambre, Richard P. Bland, du Missouri, déclara : « La loi qui démonétisa l'argent dans ce pays, et

(53) « Congressional Record », 45th Congress 2nd session, p. 1063 (Sénat, 15 février 1878). *Senate Executive Document 58*, 45th Congress 3rd session, p. 23. Un monométalliste-or intransigeant déclara plus tard que personne ne s'intéressait à la loi, ni dans le Congrès ni dans le public. « Je puis en témoigner, ayant en vain essayé antérieurement d'intéresser le public à ce même sujet. Je me suis trouvé une fois dans une tribune de la Chambre des Représentants pendant la discussion d'une question de monnayage. Je comptai les membres qui, autant que je pouvais en juger, prêtaient attention à ce qui se passait. Ils étaient six ». William Graham SUMNER, *The Crime of 1873*, dans *The Forgotten Man*, pp. 173-180.

(54) « Congressional Globe », 42nd Congress 3rd session, p. 674.

(55) « Congressional Globe », 42nd Congress 3rd session, p. 669 (Sénat, 17 janvier 1873).

(56) « Congressional Record », 44th Congress 1st session, Appendix, pp. 77-78 (Sénat, 24 avril 1876). Cf. infra, chap. III, p. 147-150.

(57) William A. BERKEY (industriel *greenbacker*), *The Money Question*, Grand Rapids, Michigan, mai 1876, p. 358.

perpétra une injustice et une escroquerie à l'égard du peuple, fut votée par cette Chambre sans même être lue » (58). Le 5 août, le Représentant Fort, de l'Illinois, donna des précisions : « Si jamais l'histoire complète de la loi est écrite, on découvrira, je le crains, qu'un certain Anglais, habitant à Londres, fut l'auteur du complot. Je ne sais rien de la chose de façon directe, je ne peux pas l'affirmer comme un fait ou m'en porter garant en aucune façon, mais je suis informé que ce représentant de nos créanciers de Londres vint à Washington, y passa l'hiver, fut en rapports suivis avec les auteurs de la démonétisation, et en toute probabilité rédigea l'article en question de la loi. Les féodaux de l'or de Londres commandèrent, et nous, humblement et en silence, nous nous inclinâmes et nous obéîmes ». Cette diatribe fut reçue par des applaudissements et à la question de : « Qui était cet homme ? », Fort répondit : « Vous le trouverez quand l'histoire sera écrite » (59). Finalement l'histoire fut précisée : l'homme en question était Ernest Seyd ; il était venu à Washington à l'hiver de 1872, chargé d'une caisse noire de cent mille livres sterling souscrite par les capitalistes de Londres ; il avait acheté des membres du Congrès, en tout cas Hooper, le rapporteur du *bill* à la Chambre, et avait obtenu d'eux de le faire voter sans le lire (ce qui était inexact). Les preuves alléguées étaient un soi-disant article dans le « Bankers' Magazine » dévoilant tout le complot (inutile de dire qu'il ne se trouve rien d'approchant dans le « Bankers' Magazine » de la date indiquée) (60) et la soi-disant déclaration de Hooper que « Mr. Ernest Seyd, de Londres, qui est ici en ce moment, a fourni plusieurs idées ». Les mots « qui est ici en ce moment » sont une interpolation pure et simple (61). Les réfutations de cette fable ne manquèrent pas, et les bimétallistes les plus prudents se bornèrent à adopter la version que la loi avait été votée sans fraude, mais aussi sans réflexion suffisante et par surprise (62). Lorsque l'agitation pour

(58) « Congressional Record », 44th Congress 1st session, p. 5080 (Chambre, 2 août 1876).

(59) Ibid., p. 5240 (Chambre, 5 août 1876).

(60) Cette version de l'histoire du « crime » se trouve entre autres dans A. J. WARNER, *The Appreciation of Money* (Nov. 1877), p. 13 ; lettre ouverte de Murat Halstead (directeur du « Cincinnati Commercial », Républicain) à la « Nation », 27 décembre 1877 ; « Chicago Tribune », 19 janvier 1878. A la tribune de la Chambre, Repr. Fort, « Congressional Record », 45th Congress 2nd session, *Appendix*, p. 83 (21 février 1878), et au cours d'innombrables débats au Congrès.

(61) Cf. *supra*, p. 113.

(62) Groesbeck, un des délégués des Etats-Unis à la Conférence Monétaire Internationale de 1878, déclara : « En 1873, par une loi qui n'exécutait pas exactement son objet, on fit disparaître l'argent par inadvertance plutôt qu'intentionnellement, en omettant de rien mentionner à son sujet » (*Senate Executive Document 58, 45th Congress 3rd session*, p. 21). Les délégués européens s'étonnèrent de cette affirmation et réfutèrent quelques-unes des inexactitudes flagrantes dont Groesbeck l'appuya ; sur quoi son collègue Walker vint à son appui en déclarant « que lui-même faisait à cette époque un cours sur la monnaie, et occupait une chaire d'économie politique ; et qu'il ignorait ce qui s'était passé au Congrès »

la frappe libre de l'argent recommença à passionner le public, le mythe du « crime » rebondit. Un certain Frederick A. Luckenbach, de Denver, affirma sous la foi du serment que Seyd lui avait raconté l'histoire à Londres, en février 1874, sous le sceau du secret, qu'il était allé à Washington dans l'hiver de 1872-1873, chargé par les directeurs de la Banque d'Angleterre de faire voter une loi démonétisant l'argent. Il avait emporté 100,000 livres sterling et pouvait tirer sur Londres pour un montant égal. Il était allé, avait payé les membres des Commissions chargées de la loi, et était revenu. Cette histoire invraisemblable (63) fut publiée dans les « Rocky Mountain News » de Denver, du 12 mai 1892, et la « Colorado State Silver League » la distribua à toute la presse (les agences refusèrent de la faire circuler à l'Est de Denver) (64). Malgré les réfutations innombrables que les partisans de la « monnaie saine » prirent la peine de publier, elle circula considérablement, fournissant aux propagandistes de la frappe libre de l'argent leur meilleur argument pour prouver la méchanceté de leurs adversaires. Elle servit avec succès dans les campagnes de 1896 et de 1900, et rien ne permet de prévoir son extinction définitive (65).

(Ibid., p. 25). La théorie de l'inadvertance se retrouve dans E. B. ANDREWS (Président de Brown University), *History of the Last Quarter-Century* (1896), t. I, p. 276. R. GONNARD, *Histoire des doctrines monétaires*, t. II, p. 372, parle de la « législation subreptice » de 1873.

(63) D'abord le projet de loi « démonétisait » le dollar d'argent (exactement : en arrêta la frappe) dès sa première version au début de 1870, longtemps avant le soi-disant voyage de Seyd. Ensuite la collaboration de Seyd dont Hooper soi-disant fit « l'aveu » et qui aurait eu lieu dans l'hiver 1872-1873 fut mentionnée par lui à la Chambre le 14 avril 1872. Un journal de New-York, « The Voice », chargea en 1895 son correspondant de Londres d'examiner les livres d'Ernest Seyd, et publia le 30 mai 1895 qu'on y trouvait sa signature à des dates très rapprochées pendant tout l'hiver 1872-1873. Les *silvermen* répondaient que Seyd, bimétalliste notoire (parce qu'il y voyait l'intérêt de l'humanité) conspirait pour l'établissement d'or parce que c'était l'intérêt égoïste de la perfide Albion, sa patrie (en réalité, il n'était pas Anglais), et s'était préparé des alibis d'avance. Gordon CLARK, *A Handbook of Money*, pp. 190 sqq. Après 1893, lorsque Sherman fut devenu la bête noire des argentistes et des inflationnistes, on lui donna une place de choix dans la conspiration. L'atmosphère à la Eugène Sue qui enveloppait l'histoire du « crime » dans l'esprit des simples est rendue parfaitement par le roman de Wm. H. HARVEY, *A Tale of Two Nations*, septembre 1894, où Sherman joue le rôle du traître et Bryan celui du héros (sous des pseudonymes transparents).

(64) Gordon CLARK, *A Handbook of Money*, pp. 190 sqq., raconte en détail l'histoire de Luckenbach. Il est significatif que les défenseurs de l'étalon d'or éprouvèrent le besoin de discréditer la légende en disant que Luckenbach était un « anarchiste ».

(65) L'auteur anonyme d'une brochure publiée par le « Verein zum Schutz der deutschen Goldwährung » raconte que pendant la crise de 1893 il discutait avec un planteur de coton qui finit par s'écrier : « Tout ce que vous me dites là peut être vrai ; mais je voterai quand même pour la frappe libre de l'argent, quand ce ne serait que pour me venger des gredins et des conspirateurs de 1873 ! ». *Zur Vorgeschichte des Praesidentenwahlkampfes*, Stuttgart, 1897. La croyance au « crime » est loin d'être morte. Miss Effie M. MACK, dans son *History of Nevada* (1936) parle de « fraude » (p. 459), signale des rapports suspects de Sherman avec des banquiers britanniques en 1867, comme délégué des Etats-Unis à l'Exposition



Cependant que la loi était en discussion, il se préparait et se dessinait sur le marché des métaux précieux une évolution sensationnelle, qui donna après coup à la loi de 1873 une portée qu'aucun de ses auteurs ne prévît. Il est en effet assez remarquable que nul des orateurs qui prirent part aux débats du Congrès à ce sujet n'attira l'attention sur les menaces qui pesaient sur la situation monétaire du métal blanc, menaces qui commencèrent à se réaliser avant que le *bill* eût été adopté définitivement. Vu les discussions passionnées dont fit l'objet ce chapitre de l'histoire monétaire, il peut n'être pas inutile de rappeler l'essentiel des faits. Avant le dix-neuvième siècle, l'argent et l'or avaient servi côte à côte aux besoins monétaires de l'humanité. Suivant les contrées, soit l'un, soit l'autre, soit les deux étaient moyen de paiement légal. L'autorité convertissait or et argent en pièces de monnaie, prélevant des droits de brassage et de seigneurage en général fort élevés. Bien entendu, le prince, ou la coutume, fixaient le montant pour lequel chacune de ces pièces était reçue en paiement d'obligations envers le fisc et les particuliers. Pour les pièces d'un même métal, cette valeur légale était naturellement conforme (au moins approximativement) au poids de métal fin. La loi établissait donc implicitement un rapport de valeur entre l'once d'or fin et l'once d'argent fin monnayés. Ce rapport n'était pas nécessairement le même que le rapport de valeur entre l'once d'or fin et d'argent fin en lingots, parce que les droits de brassage et de seigneurage n'étaient pas nécessairement les mêmes sur les deux métaux. Si par exemple pour faire l'équivalent d'une pièce d'or, il fallait douze pièces d'argent du même poids, le rapport de valeur entre or et argent monnayé était de un à douze ; mais si les droits sur la frappe de l'or étaient de cinq pour cent et les droits sur la frappe de l'argent de dix pour cent, il fallait pour remplir la même obligation avec de l'or en lingots 1.05 fois le poids d'une pièce d'or, et avec de l'argent en lingots 13.2 fois le même poids ; soit un rapport de valeur de 12.57 environ. Dans ces conditions, le rapport de valeur entre or et argent était loin d'être une grandeur constante ; d'autant plus qu'il ne faut pas oublier les variations de poids et de titre dues à la maladresse ou à la malhonnêteté des Monnaies, à l'usure des pièces, au rognage ; il faut songer que les faux-monnaieurs étaient actifs, et qu'il circulait

de Paris (p. 457 ; ce qui est inexact), et termine : « On dit » que les banquiers anglais dépensèrent « des sommes considérables » pour obtenir la démonétisation (p. 460). Miss Mack prépare un volume sur l'histoire de la monnaie d'argent, où cette argumentation sera reprise et étendue, et complétée par le récit de la visite de Sherman aux mines du Nevada en 1872, en compagnie de plusieurs membres de la maison Rothschild, visite dont Miss Mack a retrouvé le détail, mais dont l'interprétation ne saurait évidemment être que conjecturale.

partout un grand nombre de pièces étrangères que le seigneurage élevé écartait de la refraappe. On sait l'importance qu'eurent longtemps les changeurs, qui vivaient précisément des différences entre le contenu métallique de ce pêle-mêle de pièces et la valeur pour laquelle le public se les passait de main en main. Comme la monnaie, dans toutes les économies primitives, sert de moyen de thésaurisation plus encore que de moyen d'échange, le mouvement des changes qui tendait, lorsque deux pays en rapports commerciaux attribuaient à l'or et à l'argent des valeurs différentes, à faire filtrer chaque sorte de numéraire vers la contrée où elle jouissait de la valeur relative la plus élevée, restait lent. Il se produisait cependant, et la conséquence ordinaire était que les Monnaies rajustaient grossièrement leur système pour le corriger dans le sens voulu. L'équilibre ne fut pas atteint, cependant ; d'une part le système n'était pas clos, la production minière et la perte de numéraire par le commerce de l'Orient constituant deux variables indépendantes ; d'autre part les dévaluations fréquentes pratiquées par les princes pour des raisons fiscales créaient à l'intérieur de l'Europe des perturbations sans cesse renouvelées. La monnaie était un instrument d'échange des plus imparfaits, et les difficultés inhérentes à l'emploi simultané de deux métaux précieux n'étaient que l'un des éléments de l'état chaotique qui prévalait (66). Depuis la fin du Moyen-Age, l'ordre se mit dans ce chaos. Le droit de battre monnaie tendit à se concentrer aux mains de quelques Etats puissants, capables de fournir à leurs sujets des monnaies de bonne qualité, et plus désireux de le faire que leurs prédécesseurs. Au fur et à mesure que chaque Etat mettait de l'ordre dans son propre système monétaire, la difficulté de l'ajuster à celui de ses voisins sur l'article du rapport entre or et argent ressortait plus distinctement. En même temps le rôle croissant de l'économie monétaire et des échanges de contrée à contrée accélérât les mouvements provoqués par la disparité de ces rapports. Enfin les inconvénients qu'il y avait à voir l'un ou l'autre métal se raréfier et disparaître étaient ressentis plus vivement depuis que l'on s'était habitué à disposer pour chaque transaction, des plus faibles aux plus importantes, de pièces de poids et de volume commodes (67). A la fin du XVIII^e siècle, les deux grandes nations commerçantes, France et Angleterre, établirent deux systèmes monétaires agencés en vue de parer à ces difficultés.

Le système français est communément daté de la loi de 1803, à laquelle le ministre des Finances Gaudin attacha son nom ; ses ori-

(66) H. HAMM, *Die Parallelwährung*, est une monographie satisfaisante de la question.

(67) On sait que la menue monnaie de bronze est de date récente dans la plupart des pays européens, et que le billon doit son origine à l'avilissement progressif du titre des pièces d'argent. Dans certaines régions des Etats-Unis l'usage ne s'en répandit que dans le dernier quart du dix-neuvième siècle.

gines remontent à la réforme préparée par Calonne dès 1785. La loi de 1803 accorda à tous détenteurs d'or ou d'argent le privilège de faire transformer le métal en pièces de monnaie, moyennant une infime redevance destinée à couvrir les frais de l'opération. Les pièces d'or aussi bien que d'argent avaient cours légal pour leur valeur nominale, déterminée par le fait que d'un kilogramme d'argent au titre de neuf cents millièmes, on frappait pour deux cents francs de pièces d'argent, et que d'un poids égal d'or, on frappait pour trois mille cent francs de pièces d'or : le rapport entre les deux était par conséquent de quinze et demi (68). On estimait que ce rapport étant équivalent au rapport moyen des diverses contrées européennes serait « neutre » et que la proportion dans laquelle les deux métaux circulaient en France n'aurait pas tendance à s'altérer. Evidemment, ce n'était qu'une solution empirique, qui se bornait à ordonner et à systématiser l'état de choses antérieur (69) ; on a cependant remarqué à juste raison qu'elle fonctionna de façon relativement satisfaisante pendant une soixantaine d'années : la France eut une circulation mixte d'argent et d'or, en proportions très variables, jusqu'au moment où elle se vit contrainte d'abandonner ce système en ce qui concerne les pièces d'argent de moins de cinq francs, menacées de disparition. Le système monétaire établi aux Etats-Unis par la loi de 1792 était le même dans ses grandes lignes, si l'application en fut beaucoup moins heureuse.

L'Angleterre parvint, par étapes, à une réforme plus radicale. En 1797, elle supprima la frappe des pièces d'argent ; et par la suite, elle leur substitua des pièces de poids réduit, simples « jetons » émis pour le compte de l'Etat, dont la valeur n'était maintenue que par le cours légal et la limitation de leur quantité. D'autre part, l'or jouissait de la frappe gratuite et illimitée (70). Ce système joignait les avantages d'une étalon unique et d'une circulation jointe de pièces d'or et d'argent. Il ne fut guère imité d'abord. Mais son importance n'en fut pas

(68) Quinze et demi est le rapport de poids entre (par exemple) une pièce de cinq francs d'or et un « hercule » d'argent, dont le titre est le même. Le rapport entre le prix payé par la Monnaie pour un kilogramme d'or et un kilogramme d'argent est légèrement différent, le droit de monnayage étant supérieur pour l'argent, à valeur égale, parce que le poids supérieur de l'argent, à valeur égale, rend l'opération plus coûteuse.

(69) La principale innovation était la proclamation claire du principe que tout particulier avait droit à recevoir de l'Etat, sous forme d'espèces monnayées, l'équivalent du métal présenté par lui, sans limite de quantité. Battre monnaie demeurerait le fait du prince, mais il s'obligeait à n'exercer ce privilège que selon le bon plaisir de ses sujets. Sur le « bimétallisme » de la loi de 1803, voir H. Parker WILLIS, *Latin Monetary Union*, p. 8.

(70) Gratuite en théorie. En réalité la nécessité de passer par la Banque d'Angleterre et différents faux-frais imposés par les règlements de la Monnaie portaient les frais à la même chose qu'en France, à très peu près en plus ou en moins. Cf. Ernest SEYD, *Suggestions in reference to the metallic currency of the U.S.A.*, pp. 171-175.

moins grande. De plus en plus, Londres devint le centre indiscuté des règlements internationaux et le marché international des capitaux. De ce fait, l'étalon en vigueur à Londres (la livre sterling, c'est-à-dire l'or) devint l'étalon international de ces transactions. Par exemple, les nations sud-américaines pouvaient utiliser à l'intérieur de leurs frontières des *pesos* d'argent, et plus souvent encore des *pesos-papel* à tous les stades de la dépréciation. Mais s'il s'agissait de mesurer le prix des articles manufacturés qu'elles importaient, des matières premières qu'elles vendaient, le fardeau que constituait le service de leur dette extérieure, c'est l'or qui en fournissait la mesure, parce que le « marché mondial » était, en fait, le marché de Londres ou de Liverpool.

Cette tendance fut renforcée par l'afflux d'or californien et australien. Comme il est naturel, cet or nouveau se diffusa graduellement parmi toutes les nations, sauf les nations où l'argent seul avait cours. Dans celles-ci, le flux de métal précieux parvint sous forme d'argent, que l'or chassa de la circulation dans les pays bimétalliques, France et Etats-Unis. Lorsque l'Union Latine fut formée en 1865, elle maintint le bimétallisme en théorie (71), tout comme les Etats-Unis ; mais il n'était pas invraisemblable que la pièce de cinq francs fût destinée à suivre le sort du dollar américain et à se voir à peu près réduite au rôle de fiction légale. Aux Etats-Unis et en France, l'or était devenu en pratique, dans l'esprit des hommes d'affaires, l'étalon des transactions intérieures aussi bien que des transactions internationales. On a vu plus haut (p. 102) que le monde savant partageait cette manière de voir. A la Conférence monétaire de Paris en 1867, on put avoir l'illusion que l'adoption du monométallisme-or par toutes les nations civilisées était l'affaire de quelques années. Les lois monétaires allemandes de 1871 et 1873 dotèrent de l'étalon d'or des régions qui jusque-là avaient été sous le régime du monométallisme-argent, et le gouvernement de Bismarck entreprit de substituer graduellement l'or à l'argent non seulement comme étalon des valeurs, mais comme instrument de circulation. La loi américaine de 1873 avait moins d'importance : elle fermait les Etats-Unis à l'argent comme débouché éventuel, mais ils n'avaient pas de stocks à jeter sur le marché. Désormais, trois des grandes nations commerçantes n'offraient plus aucun débouché à l'argent (sauf pour son usage comme monnaie divisionnaire, et pour les usages industriels ; l'un et l'autre, étant dénués d'élasticité, peuvent être considérés comme des constantes, absolument incapables d'assurer un cours stable du métal). Les autres nations avaient pour elles seules la tâche (si les cours devaient être maintenus) d'absorber toutes les quantités que le marché pouvait

(71) Sur ce point, voir H. Parker WILLIS, *Latin Monetary Union*, pp. 44, 57-61.

avoir à offrir. Parmi elles, les nations européennes y étaient moins disposées que jamais. Dans les quinze ans qui avaient suivi le déluge d'or californien et australien, le gouvernement français avait vu sans s'émouvoir outre mesure les louis d'or se substituer aux écus de cinq francs. Mais il n'était pas disposé à accepter un renversement de la situation. Si le franc-or venait à disparaître et à être remplacé par le franc-argent, cela signifiait la dislocation du change sur Londres, Berlin et (une fois repris les paiements en espèces) New-York. Et c'est ce que ni les pays de l'Union Latine ni les pays scandinaves ni la Hollande n'étaient disposés à accepter. L'argent ne paraissait plus indispensable, l'or l'était plus que jamais. Il ne restait au métal blanc qu'un seul débouché d'envergure : l'Orient. La Chine et l'Inde avaient une capacité d'absorption considérable, et qu'on se plaisait à dire illimitée. Mais tout au contraire, la demande d'argent de la part de l'Extrême-Orient se distinguait par son manque d'élasticité. Le solde excédentaire de la balance des paiements de ces contrées la limitait étroitement. Ni l'Inde ni la Chine ne dégorgeraient de l'or pour absorber de l'argent, comme la France et l'Union Latine l'avaient fait, et pouvaient le faire encore si elles le voulaient bien.

Or, il se trouva qu'à peu près simultanément la demande d'argent pour l'Inde diminua considérablement, et que l'offre d'argent sur le marché de Londres augmenta sensiblement. L'Inde avait au cours des années précédentes importé des quantités élevées de métal par suite d'une balance des comptes anormalement positive : à la suite de la révolte des cipayes, le gouvernement avait décidé, pour en empêcher le retour, de construire un réseau ferré très étendu, ce qui demanda l'importation de capitaux britanniques considérables ; et la « famine de coton » provoquée par la Guerre de Sécession augmenta énormément, en poids et plus encore en valeur, les exportations hindoues de coton. Lorsque se ralentirent les investissements britanniques et qu'il fallut payer des intérêts élevés, lorsque le retour des Etats-Unis dans les rangs des producteurs de coton eut diminué l'excédent d'exportations de l'Inde, elle absorba beaucoup moins de métal blanc. D'autre part, la production du métal s'accrut très considérablement : dans les dix ans qui précédèrent 1873, l'accroissement fut environ de 85 %, dû entièrement à l'entrée en ligne d'un nouveau producteur, le Nevada, et essentiellement d'un seul bassin : le « Comstock Lode ». Enfin le gouvernement allemand se mit en devoir de retirer de la circulation les thalers et de vendre à Londres comme lingots ce qu'il n'utilisa pas pour frapper de la monnaie divisionnaire. Lorsque l'opération fut terminée au bout de plusieurs années, et ses résultats publiés, on s'aperçut que les quantités vendues avaient été assez modérées ; mais sur le moment, l'opinion générale des milieux d'affaires était qu'il y avait là un stock énorme, et cette perspective pesa sur le marché, de

même que l'idée souvent très exagérée que le public se faisait de la productivité des mines du Nevada. Sur ce dernier article, il est curieux de noter que des organes financiers tels que l'« Economist » de Londres, le « Commercial and Financial Chronicle » de New-York, tous deux peu suspects d'indulgence pour l'agitation argentiste, rejettent l'illusion d'un « déluge d'argent » qui formait l'un des arguments de choix des défenseurs de l'étalon d'or ; tandis que les producteurs d'argent répandaient largement les estimations les plus fantastiques sur la capacité de production de leurs mines, estimations qui étaient plutôt faites pour peser sur les cours que pour les soutenir (72). Ce paradoxe apparent était dû en partie aux intérêts des producteurs d'argent en tant que spéculateurs, que l'on indiquera plus loin (chapitre III, pp. 166 à 175) ; mais il s'explique aussi par la psychologie particulière de l'Ouest et des mineurs de métaux précieux, la foi irrationnelle, et ardente à faire des prosélytes, dans l'avenir de leurs entreprises toujours aléatoires. Aujourd'hui même, on peut s'entendre dire par des hommes d'affaires fort intelligents, intéressés à l'exploitation des métaux précieux, que la crainte d'un déluge d'argent au cas où le métal blanc serait remonétisé est futile parce que la production est étroitement limitée par les conditions naturelles, et, avec la même conviction, qu'il reste encore à découvrir dans les Montagnes Rocheuses des trésors d'argent plus grands que par le passé. Lorsqu'on cherche à interpréter le comportement historique des individus par leurs intérêts économiques, il est dangereux de rationaliser ceux-ci plus que les intéressés eux-mêmes ne le font.

Le résultat de ces diverses causes fut une baisse des cours de l'argent, de plus en plus marquée au fur et à mesure qu'elles entrèrent en jeu l'une après l'autre. Cette baisse n'aurait vraisemblablement pas atteint de longtemps des proportions catastrophiques si de nombreuses contrées européennes, déjà persuadées des avantages de l'étalon d'or, ne se fussent empressées de l'adopter de crainte de voir leur monnaie suivre la dépréciation du métal blanc. En 1872-1873, les pays scandinaves conclurent une Union monétaire sur la base de l'étalon d'or. Tandis que sous le règne de Louis-Philippe la France avait laissé disparaître à peu près tout son or, cette fois les pays de l'Union Latine s'émurent en voyant l'argent affluer à leurs Monnaies. Par une Convention monétaire de janvier 1874 ils limitèrent la quantité d'argent que chacun d'eux pourrait frapper et cette somme même fut frappée pour le compte des gouvernements et non des particuliers (la France seule attendit le 6 août 1876 pour supprimer la frappe libre de l'ar-

(72) « Economist » de Londres, 6 février 1875, 20 février 1875 (citant le « Times » de Londres), « Commercial and Financial Chronicle », 22 avril 1876. Sur les « estimations » de la future productivité des mines du Nevada, des détails pittoresques à n'accepter qu'avec quelque réserve sont données par S. P. DEWEY, *Bonanza Mines of Nevada*, pp. 8-11,

gent). En octobre 1874 la Hollande se ferma à l'argent et se disposa à adopter par étapes l'étalon d'or. A la fin de 1876, aucune contrée européenne n'offrait au métal blanc un débouché de quelque importance (l'Autriche-Hongrie et la Russie étaient sous le régime du papier déprécié). Aussi les cours baissèrent-ils à une allure accélérée. En mai 1876 les 371.75 *grains* de métal fin contenus dans le *standard silver dollar* traditionnel ne valaient plus que 90 cents-or. Une panique s'empara alors du marché de l'argent et en l'espace de deux mois le métal perdit près de 10 % de sa valeur. Des spéculateurs à la baisse répandirent la légende que le gouvernement allemand était déterminé à jeter chaque mois sur le marché cent tonnes de thalers. L'agent de la Reichsbank qui exécutait les ventes à Londres se vit obligé de rompre la discrétion dont il entourait ses opérations et de faire connaître à quelles proportions raisonnables elles se ramenaient (73). Pendant les derniers mois de 1876, la spéculation, brusquement tournée à la hausse, releva les cours à tel point que pendant plusieurs mois 371.75 *grains* valurent plus qu'un dollar-papier. Mais ce redressement fut de courte durée : une bonne partie du terrain gagné fut reperdu au début de 1877, et dès lors ce fut un glissement lent du prix de l'argent poursuivi à travers de nombreuses fluctuations dans les deux sens.

*
**

Dès les premiers mois qui suivirent l'adoption de la loi de 1873, cette baisse du prix de l'argent, bien que n'en étant encore qu'à ses débuts, eut ses effets sur l'application de la loi. Les seules dispositions dont l'exécution donna lieu à des incidents furent celles qui se rapportaient aux monnaies divisionnaires. On a vu qu'elles mettaient fin à la pratique de la frappe libre illégalement instituée par la Monnaie en 1854, tout lui accordant un délai de grâce de deux ans à la Monnaie de Philadelphie. Désormais, les monnaies divisionnaires ne devaient plus être émises qu'en échange de monnaie d'or au pair. Cela mit rapidement fin à la surabondance de menue monnaie sur la côte du Pacifique ; le cours remonta et en 1873 elle fut de nouveau au pair de l'or (74). Même des régions qui n'étaient pas sous le régime de l'étalon d'or se réapprovisionnèrent en monnaie d'argent ; le Sud, dont les habitants se méfiaient du papier-monnaie, la thésaurisa dans une certaine mesure (75). Mais le Nord en était privé. Cependant la baisse lente du

(73) « Commercial and Financial Chronicle », 5 août 1876.

(74) Entre le 1^{er} avril et le mois d'octobre de 1873, la monnaie d'argent remonta de 97 ou 98 à San Francisco à plus de 99. *Mint Report for 1873*, p. 478.

(75) Avec la baisse des cours du métal, la Monnaie de Philadelphie abaissa son prix d'achat en mars 1873, puis au cours de l'été, mais elle resta à 2 cents par once au-dessus du prix payé par les autres Monnaies qui frappaient au compte du gouvernement. Les pièces frappées à Philadelphie continuèrent à aller en Amé-

métal blanc, combinée avec la lente hausse des *greenbacks*, faisait approcher le moment où il serait possible de mettre et de maintenir la monnaie divisionnaire en circulation dans tout le pays. Le 3 octobre, le Président Grant écrivit à un banquier de New-York, M. Cowdrey, une lettre destinée à être publiée, qui mérite d'être citée : « La panique boursière a amené les *greenbacks* à peu près au pair de l'argent. Je m'étonne que l'argent ne vienne pas déjà sur le marché pour suppléer à l'insuffisance de moyens de paiements. Quand cela se produira — et je prédis que ce sera bientôt — nous aurons fait un grand pas vers le retour au pair. Après cela, le papier ne tombera jamais au-dessous de l'argent. La circulation de l'argent aura d'autres heureux effets. L'expérience a démontré qu'il faut environ quarante millions de petites coupures pour fournir au pays la monnaie d'appoint nécessaire. L'argent prendra graduellement la place des petites coupures et deviendra l'étalon des valeurs ; il sera thésaurisé par petites sommes. J'estime que cela consommera peu à peu deux cents à trois cents millions de cette forme de notre monnaie. La monnaie de papier restera libre d'accomplir ses fonctions commerciales normales ; et cela tendra à nous rapprocher de l'état où nous devons bien finir par arriver, c'est-à-dire du pair. J'avoue que je désire voir une thésaurisation limitée. Cela assure une base ferme en temps de besoin. Mais je désire voir thésauriser quelque chose qui soit un étalon de valeur dans le monde entier. L'argent l'est ; et une fois parvenus à ce point, nous marcherons à pas rapides vers une revalorisation encore plus grande de notre monnaie. Nos mines produisent maintenant des quantités presque illimitées d'argent, et la question commence à se poser : Qu'allons-nous en faire ? Je propose ici une solution qui suffira pour plusieurs années, et vous demande, à vous les banquiers, si vous ne pouvez pas prendre l'initiative, le mettre en circulation maintenant, et l'y garder jusqu'à ce qu'il soit fixé ; ensuite nous trouverons d'autres marchés. Les pays de l'Amérique du Centre et du Sud nous ont demandé de frapper leurs monnaies d'argent à leur place. La loi n'y a jamais autorisé le gouvernement. J'espère que cette lacune sera comblée. Quand ce sera fait, ce sera l'équivalent, et au-delà, d'une exportation d'objets manufacturés que nous aurions jusque-là importés. Il viendra des commandes pour de grosses sommes. Ce sera tout en argent, et ce n'est pas nécessairement dans ce métal que nous serons payés. Nous deviendrons fabricants de cette monnaie, et probablement une partie de notre rétribution sera dans le métal le plus précieux »

rique du Centre et du Sud, mais le Texas en absorba aussi une forte quantité. *Mint Report for 1873*, p. 478. En décembre 1874, le Sénateur Hamilton, du Texas, déclara que « dans tout le Sud » la monnaie d'argent était presque au pair de l'or. Le *Mint Report for 1874*, daté du 13 octobre, atteste qu'elle valait 95 cents-or, quoique sa valeur intrinsèque au cours du métal ne fût que 90 1/2 cents.

(76). L'attention des historiens n'a guère été attiré sur ce texte remarquable, moins par sa forme, où l'on reconnaît le style amorphe de Grant, que par son contenu, tout à fait en dehors des préoccupations ordinaires de ce soldat politicien. Il est permis d'en donner une interprétation qui, pour être de pure hypothèse, n'en est pas moins vraisemblable. Les producteurs d'argent voyaient le prix du métal, qui s'effritait doucement depuis une dizaine d'années, tomber brusquement. De mars à septembre, la baisse atteignit 1 1/2 %. Le marché était menacé par l'action de l'Allemagne, qui avait adopté le 9 juillet l'étalon d'or : des millions de thalers allaient être refondus et jeté sur le marché. Les Monnaies de l'Union Latine, asile traditionnel des métaux précieux en danger de se dévaluer, menaçaient de se fermer. D'ores et déjà la France faisait son possible pour écarter de sa Monnaie le métal blanc en ne payant les lingots qu'on lui portait qu'avec un délai de plusieurs mois infligeant aux déposants une perte d'intérêt sensible. En un mot, alors qu'il aurait fallu que les producteurs d'argents eussent une clairvoyance extraordinaire pour se préoccuper des débouchés de leur métal au moment où la loi de 1873 était en discussion, cette préoccupation était assez normale à l'automne de 1873 (77). Quoi de plus naturel que de chercher à se créer un débouché nouveau aux Etats-Unis et dans l'Amérique du Centre et du Sud ? L'annonce seule de cette éventualité était de nature à soutenir les cours. Il est frappant de constater à quel point la lettre citée reflète les préoccupations logiques des « *bonanza kings* » et non pas celles de son auteur, Grant. Il est tentant de supposer que le Président avait été circonvenu par eux, comme il le fut par beaucoup d'autres, et qu'ils lui suggérèrent cette lettre destinée à donner à leur propagande le poids de son nom (78). A ce compte, il faudrait dater sensiblement plus tôt qu'on

(76) Texte cité d'après : *Senate Report 703, 44th Congress 2nd session*, p. 89.

(77) La lettre fit le tour de la presse américaine ; voir p. ex. l'éditorial du « *Commercial and Financial Chronicle* » du 18 octobre 1873. L'« *Economist* » de Londres, qui suivait la question des métaux précieux avec beaucoup plus d'attention qu'on ne lui en portait aux Etats-Unis, publia la lettre de Grant à Cowdrey tout au long le 1^{er} novembre 1873. La *City* apprit que les Etats-Unis pouvaient absorber deux à trois cents millions de dollars d'argent, c'est-à-dire à peu près autant que l'Allemagne se disposait à en jeter sur le marché. Comme la menace des ventes de thalers démonétisés était généralement considérée comme le principal élément de faiblesse du marché de l'argent, le choix par Grant du chiffre absolument arbitraire et manifestement exagéré qu'il mentionnait revenait à dire à l'intention du marché londonien : « Le cours du métal fléchit parce que l'Allemagne va en vendre une grande quantité ; mais c'est un faux calcul. Les ventes allemandes n'auront aucun effet, les Etats-Unis peuvent absorber autant d'argent que l'Allemagne peut en vendre ; et le Président veillera à ce qu'ils le fassent ».

(78) CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 234. Cf. *Treasury Report for 1872*, p. xij ; LINDERMAN, *Money and Legal Tender*, pp. 47-55. Il convient cependant d'observer que l'idée d'un *trade dollar* date de 1869, qu'elle fut soutenue par Knox dans son rapport de 1870, et par Elliott et Linderman lui-même dans les pièces jointes à ce rapport. Le *trade dollar* ne fut donc pas « inventé » (« *devised* ») en 1872 pour soutenir les cours comme le dit Carothers. L'idée fut simplement reprise

ne le fait généralement les débuts timides de la propagande argentiste. La création du *trade dollar* répondait aussi en partie à des considérations du même ordre.

par la Commission de la Chambre. L'autorité de ce texte se trouve diminuée du fait que Linderman n'était pas directeur de la Monnaie entre 1869 et 1873. Le texte cité peut se lire aussi bien comme une interprétation de ce qui fut fait par d'autres que comme un témoignage direct. Du reste quel fond faire sur un texte qui déclare que la loi monétaire allemande fut la cause de l'introduction du *trade dollar* dans la loi américaine de 1873, alors que le *trade dollar* fut introduit dans le projet de loi dès mai 1872, et que la loi monétaire allemande est de juillet 1873 ?

Une autre raison pour laquelle le *trade dollar* était désirable était une raison de technique cambiste. En 1872 une ligne de paquebots inaugura un service mensuel de vapeurs San Francisco-Yokohama-Shanghai-Hongkong, réduisant le temps de passage à 30-35 jours (auparavant par clipper 50-70 jours), le fret à 1/2 %, l'assurance à 1/2 % *ad valorem*. De Londres à Shanghai le temps de passage était d'environ trois mois, le fret 2 1/2 %, l'assurance 1 % (via P. and O.). Qui plus est, l'argent acheté à Londres était payable comptant ; à San Francisco, on pouvait vendre dans de bonnes conditions une lettre de change sur Londres à 60 jours de vue : le métal arrivait à Shanghai avant même d'être payé à Londres. Il y avait donc double gain à la transaction : gain sur l'intérêt, d'environ 2 %, économie sur le fret et l'assurance, d'environ 2 1/2 %. L'argent qui jusque-là était meilleur marché à San Francisco qu'à Londres devait tendre à dépasser le prix de Londres (c'est ce qui arriva, comme en témoigne Linderman dans *Mint Report for 1876*, p. 295). Mais il y avait un obstacle à la transaction. Le métal du Nevada, courant sur le marché de San Francisco, contenait une faible proportion d'or, ce qui (pour des raisons de technique d'affinage) était considéré comme un avantage pour la vente en Europe, mais ce qui était un inconvénient pour la circulation en Chine. Il fallait donc faire raffiner l'argent acheté à San Francisco ; l'industrie locale faisait ce travail dans des conditions onéreuses et lorsque les ordres s'accumulaient ne pouvait suffire à la demande. Il s'ensuivait que l'argent affiné de façon à convenir aux Chinois coûtait à San Francisco une prime qui allait de 2 à 6 % suivant la demande. Au contraire, le gouvernement ne préleva, pour frapper le *trade dollar*, qu'un droit de brassage et monnayage suffisant pour couvrir les frais (il se monta à San Francisco à 1 1/2 %), qui constituait une charge modérée et fixe ; la Monnaie était en mesure de travailler rapidement en cas de besoin en ralentissant la frappe d'autres pièces. C'est pour cela que les producteurs d'argent insistèrent (on peut l'admettre, bien qu'il n'y ait pas de preuves) pour la création du *trade dollar*. Les envois de métal de San Francisco à Shanghai pour le compte de maisons américaines ne pouvaient guère être augmentés par une mesure de ce genre ; leur limite était indiquée par le montant du solde créateur de la Chine dans la balance des paiements Chine-Etats-Unis. Mais il était raisonnable d'espérer augmenter les envois pour le compte de maisons anglaises, en attirant à San Francisco un trafic jusque-là réservé à Londres. (Les données techniques de la circulation internationale des métaux précieux à cette époque se trouvent dans Ernest SEYD, *Bullion and Foreign Exchange* (1868) ; sur le trafic de l'argent entre Londres ou San Francisco et la Chine, pp. 257, 418).

Porter Garnett revendique pour son père, Louis A. Garnett, directeur des « *San Francisco Assaying and Refining Works* » (entreprise privée) l'honneur d'avoir suggéré à Linderman à l'automne de 1872 la création du *trade dollar* (Porter GARNETT, art. *The History of the Trade dollar*, « *American Economic Review* », t. VII, mars 1917, p. 91). Quelle qu'ait pu être la part de Louis A. Garnett dans l'affaire, il est indubitable que l'« invention » du *trade dollar* est antérieure de plusieurs années à la date indiquée.

Sa réalisation a pu avoir des motifs multiples. Par exemple on lit dans l'*Alpha of Money* de G. REED, p. 26, que le *trade dollar* fut créé « ostensiblement pour faire concurrence au dollar mexicain sur le marché chinois ; mais il fut créé beaucoup plus spécialement dans le but de payer les terrassiers chinois du *Central Pacific Railroad* ».

Il conviendrait aussi de lier à cette première offensive des « *silver barons* » un épisode étrange. Dans son rapport pour 1873, le Directeur de la Monnaie expliqua (p. 479) que jusqu'au retour du dollar au pair le gouvernement pouvait mettre la monnaie d'argent en circulation en le faisant déboursier par les caisses publiques dans leurs paiements. En réalité cette pratique n'avait aucun fondement légal, pas plus qu'il n'y avait de base sérieuse à l'argument que le Directeur avançait en sa faveur, que c'était un moyen de faire rentrer dans les caisses de l'Etat le seigneurage : en tenant compte des frais de fabrication, deux demi-dollars revenaient au Trésor à un dollar-papier à peu près exactement. Cependant le Rapport du Secrétaire, daté du début de Décembre, expliqua que la chute du prix du métal blanc et la hausse du *greenback* mettaient le gouvernement en situation « de frapper de l'argent pour le déboursier au lieu de *greenbacks*, avec avantage ». Une circulaire du Trésor du 27 octobre ordonna d'utiliser la monnaie divisionnaire dans les paiements. Cette action était condamnée à l'échec. Il est vrai que les pièces d'argent ne risquaient pas d'être envoyées à la fonte, le métal qu'elles contenaient valant un peu moins qu'une coupure de papier de la même valeur nominale ; mais comme elles circulaient au pair de l'or dans cinq Etats et Territoires (79) et au pair du *peso* dans les pays ibéro-américains, elles cotaient à New-York, à la fin d'octobre 1873, 103 cents-papier par dollar (80). Aussi le peu qui fut émis disparut-il de la circulation. Les journaux mirent la chose à profit pour couvrir de ridicule le Secrétaire, qui révoqua sa circulaire par instructions verbales et par lettres privées, et le Trésor fit le silence dans ses publications officielles sur cet épisode malheu-

(79) Oregon, California, Idaho, Arizona, Texas, *Mint Report for 1873*, p. 481.

(80) « Commercial and Financial Chronicle », 1^{er} novembre 1873. Le « Chronicle » attribue la prime que fait la monnaie divisionnaire au-dessus de sa valeur comme métal au fait que les Monnaies de l'Union Latine prennent l'argent à un cours légal supérieur à celui du marché. Mais deux mille demi-dollars présentés à la Monnaie de Paris pour être transformés en écus de cinq francs, et ceux-ci échangés contre des louis d'or, ne produisaient jamais que la contre-valeur de 956 dollars 73 (dollars-or). D'autre part deux mille demi-dollars se vendaient à New-York pour 940 à 960 dollars-or : si l'on tient compte du frêt, de l'assurance et des autres frais de l'opération, on voit que la marge bénéficiaire était, au mieux, très réduite, et à l'occasion négative. Mais il y a plus : le 24 octobre 1874, deux mille demi-dollars ou quatre mille quarts cotaient 955 à 970 dollars-or. Il est évident que le cours ne pouvait être maintenu à ce niveau que par autre chose que la possibilité de les convertir par une opération compliquée à la Monnaie de Paris en 956.73 dollars-or. Il est vraisemblable que lorsque la situation des changes demandait un transfert de numéraire de New-York à Paris ce transfert prit à l'occasion la forme de pièces d'argent. Il est vraisemblable que des pièces d'argent furent expédiées de New-York à Paris à l'occasion par des firmes qui avaient à effectuer un transfert de numéraire ; mais il est difficile d'admettre que l'opération fut effectuée régulièrement en vue de profiter de l'arbitrage. Ce dernier phénomène seul aurait pu amener la disparition rapide des monnaies d'argent, parce que seul il constitue une « chaîne sans fin », tandis que des transferts normaux sont limités dans leur ampleur par la situation du marché des changes.

reux. Bientôt, du reste, le métal blanc haussa, le dollar-papier baissa, et il fut doublement impossible de maintenir la monnaie divisionnaire en circulation. Pourquoi le Secrétaire du Trésor Richardson et le Directeur de la Monnaie Linderman avaient-ils agi ainsi ? Il est bien difficile d'admettre qu'ils aient ignoré que les pièces d'argent faisaient prime ; il est moins admissible encore qu'ils aient calculé que le Trésor faisait un bénéfice appréciable en les émettant au pair du papier. A moins de les supposer extraordinairement ignorants et stupides (81), il faut chercher derrière ces pseudo-motifs. On peut concevoir un motif rationnel à leur action : il était plausible de supposer que les pièces ainsi émises seraient thésaurisées, et que pour autant une demande nouvelle serait créée pour le métal en mal de débouchés ; ce qui était dans l'intérêt des Sénateurs du Nevada et de la Californie. L'année suivante (la valeur intrinsèque de deux demi-dollars étant retombée pour trois mois un peu au-dessous d'un dollar-papier) le Secrétaire du Trésor Bristow, successeur de Richardson demanda au Congrès une loi qui permit d'émettre l'argent en échange de petites coupures. Le Directeur de la Monnaie affirma à nouveau que le Trésor avait le droit de déboursier de l'argent au pair du papier (ce qui revenait à peu près au même). Il reconnaissait cette fois que l'argent faisait prime, étant demandé pour l'exportation et pour l'envoi sur la côte du Pacifique ; mais, disait-il, une fois ces régions saturées d'argent la limite de son pouvoir libérateur à 5 dollars jouera, et il refluera sur le reste du pays où il restera en circulation (82).

Le Congrès fit mieux encore. On a vu plus haut (p. 88) dans quelles conditions fut voté le *Resumption Act* de 1875. L'article premier ordonnait au Secrétaire du Trésor d'acheter de l'argent, de le monnayer, et de le mettre en circulation soit au fur et à mesure des menus paiements du gouvernement, soit en l'échangeant contre de petites cou-

(81) Telle est l'explication peu flatteuse de UPTON, *Money in Politics*, p. 146 ; LAUGHLIN, *History of Bimetallism*, p. 89 ; CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 246-247. Aucun de ces trois historiens ne semble avoir analysé exactement les causes de l'échec de la mesure. Pour Upton, elle échoua parce qu'il n'y avait pas assez de pièces d'argent en caisse ; pour Laughlin, parce que la valeur intrinsèque des pièces était supérieure à leur valeur nominale ; pour Carothers, parce que quatre semaines après qu'elle eut été inaugurée le cours de l'argent-métal monta tandis que celui du dollar-papier baissait.

(82) *Treasury Report for 1874*, p. XXII. *Mint Report for 1874*, p. 200. Le Directeur de la Monnaie omettait de dire que dans ce cas la monnaie d'argent surabondante retomberait de nouveau au-dessous du pair de l'or sur la côte pacifique, exactement comme avant 1873. De deux choses l'une : ou la monnaie d'argent valait autant que l'or, et alors elle ne pouvait pas circuler concurremment avec le papier déprécié ; ou elle valait autant que le papier, et alors elle était dépréciée par rapport à l'or. On en fit l'expérience au printemps de 1876 (voir ci-dessous, chap. III, p. 160) ; mais il semble que cette difficulté, cependant facile à prévoir, échappa à tout le monde jusqu'au moment où on en eut la démonstration sous les yeux (pour un des très rares exemples de clairvoyance, cf. « Nation », 6 avril 1876).

purs. Au cours de la brève discussion qui eut lieu au Sénat, Schurz (Missouri) et Hamilton (Texas) déclarèrent que c'était une absurdité, qu'on ne pouvait pas maintenir les pièces d'argent en circulation. Hamilton proposa de les mettre en circulation « à leur valeur marchande ». Son amendement ne reçut que trois voix. Le rapporteur du *bill*, Sherman, dans les brèves explication qu'il consentit à donner, déclara que le gouvernement pouvait acheter l'argent « à un prix » à peu près équivalent ou peut-être un tout petit peu supérieur au cours de nos petites coupures — à peine une idée au-dessus de nos petites coupures » (83). Il suffisait que le dollar-papier baissât tant soit peu, comme il le fit dans les premiers mois de 1875, pour que le gouvernement se trouvât émettant à perte des pièces qui disparaîtraient aussitôt de la circulation, et retirant les petites coupures qui seules fournissaient la monnaie d'appoint. L'économiste H. C. Carey attira dans une lettre ouverte au président de la Commission des Monnaies de la Chambre l'attention sur ces conséquences inévitables de la loi. Il accusa « les rois de l'argent du Nevada » d'avoir cherché à maintenir ou à hausser le prix de leur produit en en faisant acheter quarante à cinquante millions par le gouvernement des Etats-Unis ; et cette accusation est soutenue par les historiens (84). L'un d'eux a même déclaré que cette émission d'argent était une mesure semi-inflationniste destinée à donner satisfaction à cette aile nombreuse du parti Républicain qui voyait d'un mauvais œil le retour au pair (85). Il est difficile de voir comment le remplacement de quarante millions de petites coupures par une somme égale d'argent pouvait constituer une inflation, ou même apparaître comme tel. L'argument de Sherman et d'autres, que c'était « un pas vers la direction de la reprise des paiements en espèces », avait au moins une apparence de vraisemblance. La loi une fois votée, comme elle était inapplicable, le Secrétaire du Trésor se tira d'affaire en déclarant contre toute évidence qu'elle lui faisait une obligation d'acheter l'argent, mais qu'elle le laissait libre de commencer à le mettre en circulation quand bon lui semblerait. Fort de cette interprétation, il accumula en un peu plus d'un an quinze millions d'argent dans les caves de la Monnaie, répondant à l'accusation de gaspillage que le moment était favorable pour acheter de l'argent puisque les cours étaient bas (86).

Dans son Rapport pour 1875 le Directeur de la Monnaie proposa

(83) « Congressional Record », 43rd Congress 2nd session, p. 187 (Schurz), 207 (Hamilton), 194 (Sherman) (Sénat, 22 décembre 1874).

(84) H. C. CAREY, *The Senate Finance Bill*, pp. 5-7. CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 248. BARRETT, *The Greenbacks*, p. 185.

(85) BARRETT, *ibid.* La clause relative à la monnaie d'argent fut introduite dans le *bill* par Logan (Illinois), un Sénateur Républicain qui fit souvent preuve de sympathie pour l'inflationnisme et l'argentisme.

(86) *Treasury Report for 1875*, p. XXVII ; *Mint Report for 1875*, p. 299. CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 253.

d'élever de 5 à 10 dollars la limite du pouvoir libératoire de la monnaie divisionnaire, et de créer des subdivisions du *trade dollar*. Aucune raison valable n'était fournie à l'appui de ces deux suggestions, qui étaient bien de nature à aider les producteurs d'argent (87). Au moment où allait s'ouvrir, au printemps de 1876, la première vraie crise internationale du métal blanc, les producteurs américains étaient bien préparés. Depuis 1872 peut-être, probablement depuis 1873 et certainement depuis 1875 ils avaient fait pression sur le gouvernement pour en obtenir une série de mesures destinées à élargir les débouchés pour leur produit. Ces mesures n'étaient pas toutes judicieuses, et la lenteur du Congrès ne permit pas à toutes d'être adoptées ; mais la bonne volonté du gouvernement ne semble pas s'être démentie. Le moment venait où cette méthode classique des représentants des intérêts matériels : la pression directe sur les gouvernants, allait être insuffisante, et où les producteurs du métal blanc allaient porter la question de l'argent devant le forum de l'opinion publique.

(87) *Mint Report for 1875*, pp. 299, 304.

Le prix des pièces d'argent des Etats-Unis, publié à peu près régulièrement par le « *Commercial and Financial Chronicle* », se maintint au-dessus de la valeur intrinsèque jusqu'à la mi-octobre 1875. A cette date il tomba au niveau du métal ; mais le prix de celui-ci commença à baisser rapidement, tandis que les pièces d'argent restaient stationnaires. De son côté le dollar-papier monta, rejoignit en décembre 1875 le cours des pièces d'argent, et l'entraîna dès lors dans sa marche ascendante. Un exemple : le 20 février 1874, l'once d'argent valait à New-York 125 1/2 à 126 1/2 cents-or. Le métal contenu dans deux demi-dollars valait, à ce cours, 90 1/2 à 91 1/4. Or deux demi-dollars cotaient ce jour 96 à 97.

CHAPITRE III

LA PREMIÈRE VAGUE ARGENTISTE ET LE BLAND — ALLISON ACT

On vient de voir que les producteurs d'argent ne restèrent pas inactifs pendant les premières années de la baisse de leur métal. Mais leur activité était toute différente d'un mouvement « argentiste » au sens plein du terme. Il ne s'agissait pas de créer un mouvement d'opinion en faveur d'un système monétaire, mais simplement d'obtenir du gouvernement de menues faveurs, comme beaucoup d'autres industries en quémendaient avec succès. Les uns demandaient des commandes, d'autres un subside, d'autres un tarif protecteur ; les « *bonanza kings* » demandaient qu'on les aidât à se créer un débouché en Extrême-Orient, et que le gouvernement leur achetât pour quelques millions d'une production qu'ils avaient peine à écouler. Rien de plus banal. Il est vrai que le public voyait ces sortes de largesses d'un œil assez différent des capitalistes qui les demandaient et des politiciens qui les accordaient ; il se doutait qu'il en faisait toujours les frais, soit comme contribuable, soit comme consommateur. Aussi la discrétion était-elle la règle dans ces sortes d'affaires ; et les producteurs d'argent ne firent pas exception à la règle.

Il faut dire qu'ils avaient bien mal choisi leur terrain. Du point de vue du résultat cherché, le remplacement des petites coupures par de la monnaie divisionnaire pouvait tout au plus absorber une trentaine de millions d'argent (1). A un moment où la Belgique, l'Union Latine, la Hollande fermaient l'une après l'autre à l'argent les portes de leurs Monnaies qui jusque-là l'avaient accueilli avec une hospitalité sans bornes, à un moment où le prix du métal baissait presque con-

(1) 28 millions d'après l'estimation du Représentant Wells, de la Commission des Monnaies de la Chambre, le 16 mars 1876. « *Congressional Record* », 44th Congress, 1st session, p. 1762. L'expérience prouva que ce chiffre était très proche de la réalité. CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 254.

tinûment, doucement d'abord, puis brusquement à partir d'octobre 1875, il fallait trouver un débouché plus considérable. Et si l'on considère la présentation du cas devant l'opinion publique, elle était rendue aussi difficile que possible par les circonstances. Sur la question du tarif douanier ou des chemins de fer, on pouvait trouver des arguments simplistes propres à frapper le peuple ; mais le moyen de discuter devant lui la mise et le maintien en circulation d'une monnaie semi-fiduciaire dans un pays sous le régime du cours forcé sauf une partie qui est sous le régime de l'étalon-or ! La seule chose que l'on pouvait alléguer, c'est que le retour en circulation des pièces d'argent était un pas vers la fin du cours forcé. Au cours de la discussion du *Resumption Act* au Sénat, plusieurs Sénateurs déclarèrent que l'article premier (achat et monnayage d'argent) leur était sympathique pour cette raison (2). Mais la chute des cours de l'argent vint rendre intenable cette position : il était impossible de prétendre que les millions de métal qui s'accumulaient dans les voûtes du Trésor, et qu'on ne pouvait en laisser sortir sous peine de les voir disparaître, faisaient approcher le retour au pair. Du reste, les partisans de la revalorisation du dollar, les seuls à qui l'argument que l'on vient d'indiquer pût faire appel, trouvaient que la baisse du métal blanc le rendait beaucoup moins désirable dans le système monétaire. Si un dollar-papier valait plus qu'un dollar-argent, le dollar-papier était la meilleure monnaie. Le dollar d'argent avait, comme le papier, l'inconvénient d'être de la monnaie fiduciaire ; il avait le désavantage de coûter beaucoup plus cher. Pour acheter les quinze millions d'argent que le Trésor avait sur les bras, il avait fallu émettre un emprunt ; or le seul point de politique financière sur lequel tous les partis fussent à peu près d'accord était que la dette publique était excessive et qu'il convenait de la réduire. A vrai dire, le sentiment sur lequel les producteurs d'argent essayèrent un moment de miser n'existait à peu près plus dans le pays. Quarante ans auparavant, au temps d'Andrew Jackson et de Thomas Benton, il y avait eu des « *hard money men* » pour lesquels la monnaie métallique était l'honnête monnaie du peuple, par opposition au papier de banque, instrument des puissances d'argent et de leurs manipulations alternativement inflationnistes et déflationnistes. La guerre de Sécession avait fait à peu près disparaître cette nuance de l'opinion. La plupart avaient continué à réclamer une monnaie « honnête », « saine », et la qualité des billets de banque étant devenue satisfaisante depuis le *National Banking Act*, ils s'étaient réconciliés avec l'idée d'un papier de ce genre, pourvu qu'il fût au pair de l'or. D'autres, moins nombreux, avaient placé au premier plan de leurs préoccupations la lutte contre le capital financier ; ils

(2) Sherman, Thurman et autres dans le débat sur le *Resumption Act*, « *Congressional Record* », 43rd Congress, 2nd session, pp. 186 et suivantes.

avaient suivi Peter Cooper, William D. Kelley et Henry Carey dans les rangs des *greenbackers*, et se trouvaient en compagnie d'inflationnistes déclarés, même s'ils se défendaient habituellement de l'être eux-mêmes (3). Pour eux, la quantité de monnaie était l'essentiel ; l'argent qu'on proposait de substituer aux petites coupures, dollar pour dollar, était un luxe inutile.

La position de l'argent aurait été tout autre, et bien plus facile à défendre, si on avait demandé davantage pour lui. Etendre son champ d'action monétaire, voire lui rendre la qualité d'étalon, la frappe libre et le pouvoir libératoire illimité, avait évidemment plus de chances d'enrayer la baisse des cours que les palliatifs proposés. Cela permettait, d'autre part, de faire appel à l'opinion publique. On pouvait dire : le jour où vous rétablirez la convertibilité du *greenback*, vous aurez à votre disposition deux métaux au lieu d'un ; l'opération sera d'autant plus facile. Les revalorisateurs ne se laisseraient certes pas prendre à l'argument, car ils voulaient la reprise des paiements en or et non pas dans un métal moins cher et dont les cours fluctuaient sans cesse. Les vrais inflationnistes non plus ; le *greenback* à cours forcé était pour eux la seule bonne monnaie. Mais la grande masse du peuple était incertaine, le résultat des élections de l'automne 1875 l'avait montré. (Voir ci-dessus, p. 91). Elle préférait une monnaie métallique (ou au pair du métal) au papier à cours forcé ; mais d'autre part elle redoutait la déflation, et pensait qu'un petit peu plus de monnaie en circulation ranimerait les affaires. Ouvrir à l'argent les portes de la Monnaie, c'était satisfaire à la fois ces deux tendances contradictoires. L'objectif le plus considérable était par conséquent en même temps celui pour la conquête duquel les producteurs d'argent pouvaient mobiliser l'opinion publique.

Pourtant ils ne le firent pas jusqu'au printemps de 1876. Ce n'est pas que la baisse du métal blanc ne les ait pas inquiétés : elle était le sujet de discussions constantes dans les milieux financiers des Etats-Unis comme de l'Europe (4). Ce n'est pas non plus que la frappe libre fût inconnue : elle avait été peu d'années auparavant la loi du monde entier, la Grande-Bretagne exceptée. La vérité, c'est que les hommes des mines du Nevada croyaient à l'étalon d'or (5). Le Nevada n'était

(3) Allan NEVINS, *Abram S. Hewitt*, pp. 281-289, souligne peut-être à l'excès la nuance entre les idées monétaires de Peter Cooper et l'inflationnisme de la plupart des *greenbackers*.

(4) Par exemple : « Bankers' Magazine », juillet 1875 (t. xxx, p. 47) ; avril 1876 (t. xxx, p. 831) ; mai 1876 (t. xxx, p. 868). « Commercial and Financial Chronicle », 17 juillet 1875 (t. xxx, p. 50) ; 8 janvier 1876 (t. xxij, p. 25) ; 18 mars 1876 (t. xxij, p. 267). *Mint Report for 1873*, p. 476-477 ; 1874, p. 198-201 ; 1875, p. 305.

(5) Le 1^{er} avril 1874, le Sénateur John P. Jones, du Nevada, s'exprimait ainsi (« Congressional Globe », 43rd Congress, 1st session, Appendix, p. 178) : « Ce Congrès prétend-il rejeter pour toujours tout étalon de valeur ? Y a-t-il jamais eu un seul pays capable d'accumuler de la richesse et d'atteindre la grandeur, un

qu'une dépendance économique de la Californie (6), c'est-à-dire d'une région ou l'idéal de Benton et de Jackson était encore vivace. Le billet de banque y était mal vu : la Constitution de la Californie le prohibait entièrement. Le papier-monnaie d'Etat n'était pas mieux considéré : on a vu que les Etats du Pacifique avaient réussi à écarter le *greenback* de leur circulation. L'attachement à l'étalon d'or y était plus général que dans aucune autre partie de l'Union, et l'étalon d'or y signifiait les pièces d'or tintant dans le gousset de chacun (7). L'aversion pour toute monnaie fiduciaire était si grand qu'on n'y utilisait ni cents de bronze ni « nickels » de cinq cents, préférant les minuscules pièces d'argent de cinq et trois cents. Toujours les représentants de cette région à Washington avaient soutenu la « monnaie saine ». Lorsqu'au printemps de 1876 le *trade dollar*, à la faveur du pouvoir libératoire limité qui lui avait été accordé en 1873, fut devenu surabondant sur la côte pacifique, John P. Jones, Sénateur « *silver-clad* » du Nevada, appuya la proposition de le lui ôter (8), et de fermer la seule porte qui restât entrebaillée pour l'argent dans la législation américaine, parce que l'étalon d'or local était menacé. Les représentants de cette région au Congrès étaient presque les seuls « *hard money men* » à l'ancienne mode. Il leur fallut longtemps pour se rendre compte que l'inflationnisme pouvait devenir un allié puissant du métal blanc, et pour s'accoutumer à parler un langage qui touchât ses partisans.

De leur côté, les « *soft money men* » ne s'avisèrent pas des possibilités de l'argent. Le *greenback* était un instrument certes plus souple ; il était pour ainsi dire à portée de la main. La monnaie d'argent avait été si longtemps l'alliée et l'auxiliaire de la monnaie d'or que l'idée ne leur venait pas plus qu'aux mineurs qu'elle pût devenir sa concurrente. Pour leur ouvrir les yeux, il fallut la chute rapide des cours de l'argent, et la propagande des producteurs du métal.

C'est là l'importance capitale des six premiers mois de 1876. Ils

seul pays capable de s'élever dans la civilisation sans un étalon de valeur ? Et quel peut être cet étalon si ce n'est l'or ? Quelle autre matière au monde possède les qualités voulues ? ». Lorsque peu après Jones fut devenu un des adversaires les plus violents de l'étalon d'or au nom du double étalon, ses adversaires lui rappelèrent à plaisir cette déclaration et d'autres non moins catégoriques.

(6) Les principaux districts miniers et agricoles du Nevada se trouvaient à l'extrême Ouest, à la limite de la Californie. Le marché des titres des mines du Nevada était la Bourse de San Francisco, fondée en 1876 principalement pour organiser la spéculation dans les titres des mines d'argent du Comstock Lode. Les grands « barons de l'argent », y compris John P. Jones, vivaient à San Francisco. Jusqu'en 1869, la seule communication facile entre le Nevada et le monde extérieur était par San Francisco.

(7) On estimait à 15 millions au bas mot la quantité d'or monnayé existant sur la côte pacifique. Amasa WALKER, dans *Report of the Chamber of Commerce of San Francisco for 1873*, p. 23. Même après la fin du cours forcé, la circulation courante des pièces d'or resta une particularité des Etats à l'Ouest des Rocheuses.

(8) « *Congressional Record* », 44th Congress, 1st session, p. 2060 (Sénat, 30 mars 1876).

ont vu la naissance du mouvement argentiste. Au début, la question de l'argent était une question particulière, du ressort exclusif du mineur et du cambiste. Il ne venait à l'esprit de personne qu'elle pût influencer sérieusement sur la vie économique de la nation. Le public ne s'y intéressait pas. Les politiciens, qui sont rarement désireux d'introduire dans la stratégie électorale des inconnues nouvelles, l'ignoraient absolument. La seule donnée qui eût reçu une certaine publicité était que le Trésor avait acheté beaucoup de métal pour en frapper des pièces divisionnaires, et que leur mise en circulation se heurtait à des difficultés : problème plutôt technique que politique, et qui ne paraissait pas de nature à soulever beaucoup de luttes. Sur la question monétaire, deux corps d'opinion s'affrontaient : d'une part « *sound money* », le retour au pair, l'or, assisté du billet de banque et de l'argent ; d'autre part « *soft money* », le papier-monnaie d'Etat, point de billets de banque, le retour au pair abandonné ou tout au moins ajourné après le paiement de la dette publique. Lorsque le Congrès se sépara en août 1876, l'argent avait pris place aux côtés du *green-back* dans le programme « *soft money* » : il était destiné à y rester un quart de siècle et à occuper peu à peu tout le devant de la scène. Un mythe politique était né, dont aujourd'hui encore il n'est pas possible de prévoir la disparition définitive.

**

C'est dans le sein du Congrès et non pas dans le pays qu'il fut créé. Il importe donc de suivre de près le développement du débat parlementaire pendant la première session du quarante-quatrième Congrès. Aucun débat sur la question de l'argent n'a été plus lourd de conséquences. D'autres ont attiré davantage l'attention, en mettant en jeu l'issue de la lutte déjà engagée ; celui-ci posa le problème.

L'origine du débat fut double. Au Sénat, Sargent, de Californie, déposa le 17 janvier 1876 une proposition qui élevait de cinq à cinquante dollars le pouvoir libératoire des pièces d'argent (9). Le 24 janvier, John M. Kelley fit voter d'urgence par la Chambre une résolution invitant le Secrétaire du Trésor à rendre compte de ses achats d'argent et de la somme de titres d'emprunt émis en paiement (10). Dans chacune des deux Assemblées, la question était posée sous un angle entièrement différent. Deux débats parallèles allaient s'ouvrir, dont le caractère était indiqué d'avance par celui des Assemblées devant lesquelles ils allaient s'ouvrir aussi bien que par celui des questions qui leur étaient soumises.

Le Sénat était un conseil d'hommes d'Etat. Les Sénateurs, élus

(9) Ibid., p. 428 (Sénat, 17 janvier 1876).

(10) Ibid., p. 594 (Chambre, 24 janvier 1876).

pour six ans par la Législature de leur Etat, étaient relativement indépendants des caprices de l'électorat. Beaucoup d'entre eux représentaient, plutôt que les électeurs de leur circonscription qu'ils pouvaient manier à leur guise, de gros intérêts économiques qui leur assuraient leur siège ; certains d'entre eux étaient non seulement les hommes de confiance des capitalistes (11), mais de gros capitalistes eux-mêmes. Par exemple, le Nevada fut représenté au Sénat de 1873 à 1900 sans exception par des hommes qui étaient parmi les plus riches propriétaires de mines d'argent. En 1876, c'étaient John P. Jones et William Sharon. L'optimisme de l'époque n'aimait pas opposer l'intérêt public et les intérêts matériels particuliers : quand un Sénateur demandait une faveur pour ceux qu'il représentait, elle était le plus souvent considérée avec bienveillance, en dehors des rivalités politiques, sur la base d'un échange de bons procédés, ou, en cas de conflit, d'un compromis. Peu nombreux (il avait alors 76 membres), le Sénat maintenait la tradition d'une grande liberté de discussion tempérée par une courtoisie au moins apparente. Associé de près aux responsabilités du pouvoir exécutif, il était habitué à traiter des affaires — affaires d'Etat et affaires d'argent — et à rechercher des solutions pratiques plus que des effets politiques. Et la question qui se posait devant lui comportait deux objectifs pratiques : régler le régime monétaire de la Californie et élargir la sphère d'utilisation du métal blanc. A moins d'imprévu, rien là qui fût de nature à alerter l'opinion.

Il en était tout autrement à la Chambre. Lorsqu'il prenait son siège, le Représentant se savait à vingt mois de sa réélection, où son sort serait livré à l'humeur changeante de ses concitoyens. Les préoccupations de tactique électorale ne le quittaient pour ainsi dire pas, moins que jamais à quelques mois d'une élection présidentielle qui s'annonçait difficile et lourde de conséquences. Dans cette Assemblée nombreuse régnait trop souvent une atmosphère de réunion publique, malgré les efforts du *Speaker*, armé d'un règlement compliqué, pour discipliner le débat. On y délibérait moins sur les affaires qu'on n'y discutait la politique. C'était d'autant plus le cas qu'à la différence du Sénat la Chambre avait une majorité Démocratique dont la tactique, en vue des élections, était tout indiquée : tout prétexte lui était bon pour harasser le gouvernement Républicain. Les achats d'argent paraissaient l'occasion d'une escarmouche entre beaucoup d'autres, et Kelley, l'un des plus combatifs parmi les Démocrates, s'en saisit avec empressement. Jusque-là, la question du métal blanc avait végété dans ces limbes où traînent les questions purement administratives

(11) Une analyse pénétrante de cet aspect du parlementarisme, dénommé par l'auteur « le gouvernement par les votes à l'encan » (« *purchasables* ») se trouve dans le *Nelson W. Aldrich* de N. W. STEPHENSON, biographie d'un des représentants les plus typiques des *business men* au Congrès.

qui ne présentent aucun angle électoral, destinées à être réglées sans hâte, dans les couloirs ou en Commission plutôt qu'en séance, et sur les mérites de la cause. Elle aurait pu y rester longtemps. C'est la Chambre qui la traîna dans l'arène des partis, devant l'opinion publique, et qui donna ainsi aux avocats du métal blanc l'occasion et sans doute l'idée de saisir de sa cause l'ensemble des électeurs américains.

Le débat ne s'ouvrit à la Chambre que le 16 mars 1876. Le *Committee on Appropriations* (Commission du budget) rapporta deux propositions opposées, dont les auteurs étaient deux Démocrates de Pennsylvanie : un *bill* déposé le 2 mars par Randall, décrétant le remplacement des petites coupures par des pièces d'argent, et une résolution de Kelley, du 13 mars, qui mérite d'être citée : « Attendu que la production accrue d'argent et l'abandon de son usage monétaire dans les paiements de plus de dix dollars ou leur équivalent ont réduit la valeur de ce métal au point que les billets à cours forcé et les petites coupures des Etats-Unis permettent d'acheter plus d'or, à égalité de valeur nominale, que la monnaie d'argent, la Chambre est d'avis que l'émission d'un emprunt à coupons-or pour acheter de l'argent et le monnayer est un gaspillage des deniers publics auquel il faut mettre un terme » (12). Kelley développa ce thème dans un discours incisif. L'argent baisse et baissera encore, dit-il, « et pourtant nous entreprenons, parce que les possesseurs de la *Grande Bonanza* trouvent que le prix de leur article diminue, de hausser ce métal contre toutes les nations du monde ; pour éviter à quelques citoyens le danger d'une faillite, nous augmentons notre dette payable en or » (13). Il est significatif de voir Kelley, un des champions de l'inflationnisme au Congrès, qui avait participé à la Convention des *Greenbackers* à Detroit l'année précédente, se rencontrer point pour point avec un maître de forges new-yorkais comme Abram S. Hewitt, qui l'avait précédé à la tribune (14). Les défenseurs du *bill* étaient tous parmi les « *sound money men* » (15), et le soutenaient parce qu'il était considéré comme un pas dans la direction du retour au pair. « *Silver resumption* », la reprise des paiements en argent, apparaissait comme la première étape de « *specie resumption* », le retour à la convertibilité en espèces. C'est précisément pour ce motif que beaucoup de ses adversaires n'en voulaient pas. Landers, Démocrate de l'Indiana, déclara que « tous les partis, dans sa circonscription, condamnaient la loi de 1875 », et qu'en conséquence il voterait contre le *bill* qui en mettait en application les principes (16). Le Secrétaire du Trésor fut accusé de mani-

(12) « Congressional Record », 44th Congress, 1st session, p. 1414 (Chambre, 2 mars 1876) ; *ibid.*, p. 1687 (Chambre, 13 mars 1876).

(13) *Ibid.*, p. 1770 (Chambre, 16 mars 1876).

(14) *Ibid.*, p. 1764-1767.

(15) Eames, Burchard, Garfield, Randall (*ibid.*, p. 1986, 1987, 1990 ; Chambre, 27 mars 1876) ; Hale, Warren (*ibid.*, p. 2044, 2045 ; Chambre, 29 mars).

(16) *Ibid.*, p. 1985 (Chambre, 27 mars).

puler le marché de l'argent, par ses achats de métal, dans l'intérêt de certains spéculateurs (17). Les producteurs d'argent ne firent pas entendre leur voix. Leurs Etats n'étaient représentés à la Chambre qu'au prorata de leur population, qui était infime, et ils estimaient peut-être préférable de rester au second plan dans une assemblée qui s'était donné à tâche, pour la plus grande satisfaction du public, de pourchasser au moins en paroles les ingérences de la ploutocratie dans les affaires publiques. Si les producteurs restèrent silencieux, les consommateurs se firent entendre. Le 16 mars, Reagan, du Texas, déposa un amendement qui élevait le pouvoir libératoire des pièces d'argent à vingt-cinq dollars pour la monnaie divisionnaire et cinquante pour les pièces d'un dollar (en l'espèce, les *trade dollars*), pour relever le prix de l'argent (18). Le Texas n'utilisait comme monnaie que l'or et l'argent ; et il avait d'autant plus intérêt à voir stabiliser leur rapport de valeur qu'il trafiquait avec son voisin le Mexique, qui avait l'étalon d'argent. Finalement le *bill* fut adopté avec l'amendement de Reagan. Il eut le support des Républicains, qui ne pouvaient renier publiquement les principes du *Resumption Act*, censé le monument de la sagesse financière de leur parti, et des Démocrates du Sud, qui savaient que leurs commettants, depuis l'expérience malheureuse de la monnaie Confédérée, avaient une préférence marquée pour la monnaie métallique sur toute monnaie de papier quelle qu'elle fût. L'opposition des inflationnistes eux-mêmes n'était pas très profonde, et il ne faudrait pas se tromper à la vivacité de leurs expressions. Il était clair que remplacer du papier par de l'argent, dollar pour dollar, n'était pas une déflation. Ce que Kelley cherchait à frapper avec tout le mordant dont il était capable, c'était bien moins une politique que le parti et le gouvernement qui en étaient responsables. Dans un de ces sursauts dont il est coutumier, le peuple américain, après avoir toléré dix ans la mise en coupe réglée du budget et de la nation par une poignée d'affairistes sans scrupules et des politiciens à leurs ordres et souvent à leurs gages, s'était éveillé à la nécessité de la vertu civique ; il était évident que la « réforme », c'est-à-dire l'honnêteté, serait le « Sésame, ouvre-toi ! » des élections de 1876. Dans le gouvernement de Grant, un homme s'était rendu populaire pour avoir mis fin à plusieurs scandales d'envergure, et avait beaucoup fait pour rétablir l'honneur fort compromis du parti Républicain : le Secrétaire du Trésor Bristow. On conçoit la joie des Démocrates de trouver cette affaire d'argent où l'on pouvait sans faire trop de violence à la vraisemblance l'accuser de sacrifier les intérêts de l'Etat à un bande de spéculateurs millionnaires.

Le danger était grand pour les producteurs d'argent. Leurs mines

(17) Phillips (Kansas) (*ibid.*, p. 1987, Chambre, 27 mars).

(18) *Ibid.*, p. 1772.

étaient en plein rendement, et malgré l'optimisme qui colore tout entre les Rocheuses et le Pacifique, ils savaient que cette prospérité n'aurait qu'un temps et que la « grande bonanza » s'épuiserait jusqu'au jour où on découvrirait une nouvelle poche de minerai. Et juste au moment où un trésor s'offrait au pic du mineur, le prix du métal baissait. Jusqu'à l'automne de 1875, il avait fléchi très doucement. A partir d'octobre 1875 jusqu'en juillet de l'année suivante, il croula mois après mois — une chute de 13 % en tout. Dans les bilans des sociétés, le poste « perte à la vente du métal » (*discount on bullion*) apparaissait. Certes, l'opinion de la plupart des experts était que les cours du métal blanc se relèveraient une fois éliminée la cause de perturbation qu'était la liquidation par l'Allemagne de ses thalers démonétisés (19), mais les possesseurs de la « grande bonanza » ne pouvaient pas attendre : tôt ou tard, leurs mines s'épuiseraient ou tout au moins ralentiraient leur production. Pourquoi fallait-il que juste au moment où elles donnaient une fortune, une bonne partie de cette fortune glissât entre les doigts de leurs propriétaires ? Ne pouvait-on appeler le gouvernement à l'aide ? Les hommes du Comstock Lode, tous plus ou moins aventuriers à leur début, ne manquèrent jamais d'audace. Hewitt, Kelley et d'autres les avaient attaqués : ils attaquèrent à leur tour. On les avait chicanés sur la mise en circulation de trente millions d'argent : ils en demandèrent la frappe illimitée. On les avait accusés de chercher à s'enrichir aux frais du public ; ils se proclamèrent les bienfaiteurs de l'humanité, victimes des puissances d'argent. Leur offensive fut menée avec autant d'habileté que d'aplomb, et parvint en effet à retourner la situation.

Ce qui leur manquait, c'était une théorie. Derrière leur désir de voir remonétiser l'argent, il y avait un intérêt très clair ; il n'y avait pas une idée. La théorie monétaire fut introduite dans le débat le 10 avril par John Sherman. Au nom de la Commission des Finances du Sénat, il rapporta la loi précédemment votée par la Chambre, chargée d'amendements significatifs ; et il l'accompagna d'un discours qui ne l'état pas moins. L'un des amendements de la Commission du Sénat se bornait à ramener à 5 dollars le pouvoir libératoire de la monnaie divisionnaire, que la Chambre, sur la proposition de Reagan, avait élevé à 25 dollars. Reagan avait motivé cette élévation par la nécessité d'empêcher la monnaie d'argent de se déprécier ; c'est pour

(19) Walter BAGEHOT, certes peu suspect de prévention en faveur du bimétallisme, ne croyait pas à une dépréciation durable de l'argent. Il le dit dans son témoignage devant la *Select Commission on the Depreciation of Silver*, le 8 mai 1876, et dans une série d'éditoriaux de l'« Economist », et mit en garde l'Angleterre contre toute action inconsidérée qui postulerait une semblable dépréciation. (Textes réunis dans : W. BAGEHOT, *Works*, éd. Russell Barrington, t. VI, pp. 255-352. Cf. en particulier p. 257, 272.) Le « Commercial and Financial Chronicle » se rallia expressément à l'opinion de Bagehot, le 22 avril 1876 (t. xxij, p. 285).

le même motif que Sherman la refusa. Il invoqua l'exemple des nations européennes, notamment de la Grande-Bretagne, pour démontrer que la monnaie divisionnaire était maintenue au pair en dépit de sa valeur intrinsèque inférieure par la limitation de son pouvoir libératoire. Mais d'autre part, il alla beaucoup plus loin que la Chambre (20). Il avait ajouté au *bill* un article entier autorisant la frappe d'un dollar d'argent de 412.8 *grains*. C'était le dollar traditionnel, augmenté en poids de moins d'un millième pour porter le rapport de valeur des deux métaux, or et argent, à 16 pour un exactement (le poids antérieur était 412.5 *grains*, le rapport or-argent 15.998). Son pouvoir libératoire était fixé à 20 dollars ; celui du *trade dollar* était supprimé. Il ne devait pas jouir de la frappe gratuite : le Trésor achèterait le métal à un prix fixé de temps à autre, et le paierait avec les pièces nouvellement frappées, prélevant comme seigneurage la différence entre le prix d'achat du métal et sa valeur nominale une fois monnayé. Cette loi laissait la plus grande latitude au Trésor. Il pouvait à volonté arrêter la frappe, en fixant un prix d'achat inférieur au prix du marché ; ou instaurer la frappe illimitée, donc libre (mais non gratuite) en se portant acheteur sans limite de quantité à un prix égal ou supérieur à celui du marché. Il y avait donc une différence essentielle entre ces dispositions et celles qui réglaient la frappe des pièces divisionnaires. Celles-ci ne devaient être émises (une fois terminée la période de transition qui précédait le retour au pair du dollar) que contre dépôt de pièces d'or, dollar pour dollar ; de sorte que s'il se produisait une surabondance de ces pièces divisionnaires, qui les faisait tomber si peu que ce fût au-dessous du pair, la frappe se trouverait *eo ipso* arrêtée. Leur quantité se trouvait donc réglée automatiquement sur la capacité d'absorption de la circulation, celle des pièces d'un dollar était laissée à l'arbitraire du Secrétaire du Trésor, ou plutôt à sa façon d'interpréter une loi au texte peu explicite. Trois fois au cours des années précédentes les événements avaient montré comment le gouvernement pouvait, en matière monétaire, interpréter la loi arbitrairement, à l'encontre de son esprit et probablement aussi de sa lettre : on a vu comment la Monnaie avait institué la frappe libre de la monnaie divisionnaire contrairement aux intentions de la loi de 1853 ; comment Richardson en 1872 et 1873 avait remis en circulation les *greenbacks* que la loi de 1866 entendait en retirer définitivement ; comment Bristow avait gardé dans ses coffres les pièces d'argent que la loi de 1875 lui faisait un devoir d'émettre.

L'intention du *bill* proposé par Sherman fut expliquée par lui dans un long discours qui occupe 13 colonnes du « Congressional Record ».

(20) Le texte de la loi et le discours de Sherman se trouvent dans « Congressional Record », 44th Congress, 1st session, pp. 2341-2348 (Sénat, 10 avril 1876).

Les nouveaux dollars devaient prendre la place des *greenbacks* et faciliter ainsi le retour au pair dont Sherman avait fait son principal objectif financier. L'objection courante des inflationnistes était que la convertibilité du dollar ne pouvait pas être rétablie car il était impossible d'accumuler le stock d'or nécessaire pour retirer de la circulation ou seulement pour maintenir au pair près de 400 millions de *greenbacks*. Sherman ne partageait pas cette erreur, et se rendait compte que la grande masse des *greenbacks*, une fois amenée au pair, ne serait jamais présentée en remboursement. Mais sa prédilection naturelle pour les compromis l'entraîna à proposer une combinaison bâtarde : si les *greenbacks* étaient supplantés en totalité ou en partie par des dollars non convertibles en or, la réserve d'or serait déchargée d'autant. C'était évident ; mais par quoi, dans ces conditions, serait garantie la parité des dollars d'argent ? Sherman répondit : par leur valeur intrinsèque ; la chute du métal-argent est temporaire, et il retrouvera sur le marché international une valeur égale à l'or dollar pour dollar. Emis au pair du papier, ces dollars d'argent remonteront peu à peu jusqu'au pair de l'or, et avec eux le dollar-*greenback* sera ramené au pair sans qu'on ait à procéder à cette « contraction » qui est un épouvantail électoral. C'était là probablement l'attrait principal de la combinaison pour Sherman ; il est évident que c'était une pure spéculation. Les autorités étaient partagées sur la question de l'avenir de l'argent. Certains prévoyaient une baisse prolongée, d'autres une stabilisation, d'autres une revalorisation (21) ; mais personne n'avait prédit que la valeur de l'argent s'établirait à exactement 1/16 de celle de l'or. Il était plus vraisemblable d'attendre une stabilisation aux environs de 15 1/2 pour 1, au cas où le système bimétallique de l'Union Latine pourrait fonctionner de nouveau. Sherman reconnaissait que ce rapport serait préférable théoriquement, mais déclarait s'en tenir par conservatisme au rapport américain de 16 pour 1 ; il est infiniment probable qu'il agissait moins par conviction personnelle que par égard pour la susceptibilité nationale de ses collègues, toujours soupçonneux à l'égard des systèmes d'origine étrangère. Au cas où la valeur de l'argent ne remontait ni à 15 1/2 ni même à 16, il était clair que le dollar-argent devenait fiduciaire et qu'il fallait pour le maintenir au pair des mesures appropriées, soit limitation de la quantité et absorption par un institut d'émission de l'excédent qui normalement reflue dans les caisses des banques et de l'Etat, soit convertibilité en or. Le premier système, adopté en Allemagne et en France, ne diffère pas essentiellement du second. La Banque de France, par exemple, n'était pas obligée de rembourser ses

(21) Attendant une revalorisation de l'argent : les textes cités ci-dessus (n. 19) et le « Chronicle » du 17 juillet 1875 (t. xxx, p. 50). Attendant une continuation et peut-être une aggravation de la dépréciation : « Bankers' Magazine », t. xxx, p. 78 (mai 1875), 831 (avril 1876).

billets en or, et faisait largement usage du pouvoir libératoire illimité de la pièce de cinq francs. Mais l'usage de la faculté légale de rembourser ses billets en argent aurait conduit à la dépréciation du franc-argent si la Banque n'avait maintenu en dernière analyse la possibilité pour le détenteur de francs-argent de les convertir en francs-or, fût-ce par voie indirecte. Sherman n'avait pas le bénéfice de cette expérience : la Banque de France ne reprit la convertibilité de ses billets que le 1^{er} janvier 1876. L'origine de son idée vient sans doute des deux auteurs qu'il cite : Cernuschi (sans le nommer) et Ernest Seyd qui, on s'en souvient, avait lors de la discussion de la loi monétaire, en 1871, écrit un opuscule pour persuader les Etats-Unis d'adopter le bimétallisme à 15 1/2 pour 1. Ni Seyd ni Cernuschi, bien entendu, n'avaient jamais rien approuvé qui se rapprochât du système bâtard proposé par Sherman. Celui-ci, du reste, ne prétendait pas mettre exactement en application leurs théories. Il lui convenait de révéler à ses collègues qu'en dehors de l'étalon papier et de l'étalon métallique dont ils étaient accoutumés à débattre les mérites, la science hésitait entre le « simple » et le « double étalon ». Mais après avoir renforcé sa réputation de profond financier en agitant quelques minutes cette question avec plus de gravité que de clarté, Sherman déclarait qu'il ne pouvait prendre parti. Il n'avait garde de se poser en doctrinaire. Prendre au bimétallisme un peu du sien, tout en conservant en partie le monométallisme-or, et réserver à plus tard un choix définitif, telle était sa solution. Une telle attitude était bien calculée pour plaire à la grande majorité des Sénateurs, qui n'étaient pas en état de prendre un parti en connaissance de cause. Sherman savait qu'il avait moins à redouter la contradiction théorique, dont les arguments seraient perdus pour la plupart de ses collègues, que l'objection qui avait déjà retenti dans l'autre Assemblée avec un effet redoutable : cette loi, pouvait-on dire, était faite pour enrichir les producteurs d'argent. Sherman y répondit d'avancé. Si la majorité du Sénat trouvait juste de favoriser par un tarif protecteur les branches les plus variées de la production, que pouvait-on reprocher à une mesure monétaire qui, par incidence, favorisait le « mineur » ?

Sherman espérait-il enlever un vote, sous le prétexte que les autres articles du *bill* étaient urgents ? En tout cas, une opposition assez vive se manifesta, et il n'insista pas. Morton, un Républicain de l'Indiana dont les penchants inflationnistes étaient notoires, protesta contre ce dollar d'argent qui ne faisait pas le poids, dont la valeur intrinsèque était inférieure à sa valeur nominale, qui représentait, en un mot, la dévaluation sans l'inflation. Morrill, du Vermont, critiqua le *bill* de Sherman du point de vue opposé. Selon lui, il ouvrait la porte à d'autres mesures plus radicales, et menaçait les Etats-Unis d'un déluge d'argent déprécié qui engouffrerait l'étalon d'or.

La discussion fut très courte : Sherman offrit de disjoindre l'article 3 (nouveau dollar d'argent) et le *bill* réduit aux articles 1 et 2 fut voté sans opposition. La Chambre acquiesça aux amendements du Sénat (qui ramenaient à 5 dollars le pouvoir libératoire des pièces d'argent élevé à 25 dollars par la Chambre), et le 17 avril le *bill* devint loi (22).

On verra plus loin les conséquences pratiques de la loi, et sa place dans l'histoire de la circulation monétaire. Son importance essentielle est bien plutôt dans la discussion qui la précéda. Le discours de Sherman posa devant les Etats-Unis la question de l'étalon. Ce fut la première fois que les discussions qui partageaient l'opinion financière du Vieux Continent à ce sujet trouvèrent en Amérique autre chose qu'un écho passager. Une controverse était ouverte, qui avec quelques accalmies allait durer un quart de siècle. La façon même dont l'ouvrait Sherman annonçait des traits qui allaient rester caractéristiques de l'attitude américaine en face de la question monétaire. Entre les alternatives du simple et du double étalon, qui s'excluent mutuellement, Sherman recherchait une *via media* qui ne pouvait naturellement être qu'incohérence, à quelque point de vue qu'on fût placé. Il cherchait à assurer aux Etats-Unis à la fois les avantages qu'il voyait à l'étalon d'or et ceux qu'il revendiquait pour l'emploi de l'argent comme « *standard money* » ; les Etats-Unis suivirent cette même voie, et ne l'abandonnèrent qu'après qu'une longue et parfois cruelle expérience leur eut démontré qu'elle était impraticable. On trouve déjà dans son discours le germe de la confusion que les Américains doivent à leur langue, qui désigne par un même mot (« *standard* ») le taux de finesse du métal, en particulier le taux de 900 pour mille, l'étalon, et enfin le fait qu'une monnaie est courante. A la faveur de cette particularité linguistique, d'innombrables équivoques volontaires et confusions involontaires n'ont cessé de se produire. La question de l'argent-métal était posée non pas franchement, mais pour ainsi dire de biais. Par la suite, elle se posa assez rarement comme une alternative bien tranchée ; et c'est une des explications des vingt-cinq ans et des nombreux compromis malheureux qu'il a fallu aux Américains pour la résoudre.

*
**

Quelques jours plus tard, Sherman rapporta de nouveau, au nom de la Commission des Finances, sa proposition de *standard dollar*,

(22) Parvient du Sénat à la Chambre et renvoyé à la Commission le 10 avril ; l'amendement du Sénat restreignant à 5 dollars le pouvoir libératoire des pièces d'argent adopté par la Chambre le 11 avril. Tous les autres amendements et l'ensemble du *bill* adoptés le 12 avril. Signé par le Président le 17 avril. « Congressional Record », 44th Congress, 1st session, pp. 2360, 2389, 2418, 2513.

légèrement modifiée. Le gouvernement devait se porter acheteur de toutes les quantités de métal offertes au cours du marché, en frapper des dollars et les émettre au pair contre des *greenbacks*, qui devaient être annulés. Le pouvoir libératoire des nouveaux dollars était limité à 20 dollars — stipulation surprenante si l'on pense que la loi prévoyait qu'ils prendraient la place de tous les *greenbacks*, c'est-à-dire qu'on en mettrait en circulation près de 400 millions, ou à peu près dix fois autant qu'il y avait de monnaie divisionnaire. Il était donc dangereux de vouloir en limiter le cours légal aux petits paiements. C'est ce que fit valoir le Sénateur Bogy, du Missouri, qui dans un long discours émaillé de citations théoriques demanda que la loi fût modifiée pour instaurer aux Etats-Unis le bimétallisme à l'européenne : frappe libre et gratuite et cours légal illimité des deux métaux à 15 1/2 pour 1. A côté de nombreux arguments empruntés à l'arsenal de la controverse bimétallique, il en fit valoir un particulièrement approprié aux Etats-Unis. Nous avons, dit-il en substance, une énorme dette payable en « espèces » (« *coin* »). Nous avons pensé la payer en or, et nous n'avions pas assez d'or pour le faire. Ne pouvons-nous tout aussi légalement, et bien plus aisément, la payer avec cet argent que nous produisons en abondance ? Ce n'était pas encore un appel en faveur du paiement de la dette en monnaie dépréciée ; l'argument reposait simplement sur le sophisme que l'or était trop rare pour pouvoir payer une somme si élevée. Mais il n'y avait pas loin de là à se rendre compte que l'argent qui avait l'avantage d'être disponible en plus grande abondance, avait aussi et surtout celui d'être moins cher, si on lui conférait par acte législatif un pouvoir libératoire supérieur à sa valeur marchande (23).

La discussion était, jusque-là, restée académique de ton. Sherman était le grand financier Républicain au Sénat, comme Garfield à la Chambre. Bogy cherchait à se faire une spécialité aux yeux de ses collègues de la question de l'étalon. Ni l'un ni l'autre n'attendait que ses paroles eussent un écho dans le pays. La controverse bimétallique prenait le chemin d'être ce qu'elle est toujours demeurée en Europe, affaire d'économistes professionnels et amateurs. Rien ne faisait prévoir qu'il en serait autrement aux Etats-Unis lorsque le 24 avril 1876 se leva la forme lourde et robuste du Sénateur du Nevada, John Percival Jones, qui commença à lire les nombreux feuillets d'un discours extraordinaire. Il parla pendant une bonne partie de la séance du 24 avril et de celle du lendemain, et son discours occupe 31 pages in-4°

(23) « Congressional Record », 44th Congress, 1st session, p. 2642 sqq. (Sénat, 20 avril 1876). Le « New-York Times » du lendemain commente le discours de Bogy de façon particulièrement défavorable, qui peut, toutefois, n'être qu'une expression de l'hostilité avec laquelle ce journal poursuit son auteur.

en petit caractère de l'*Appendix to the Congressional Record* (24). Lorsqu'il eut terminé, la question du métal-argent était devenue dans la politique américaine le facteur qu'avec une intensité variable elle n'a cessé d'être depuis. A ce point de vue, c'est un texte qui fit époque, et qui mérite d'être analysé.

Il débute par une longue histoire de la monnaie dans l'humanité depuis le temps d'Abraham, abondamment fournie de cette sorte d'érudition qu'on trouve dans les encyclopédies, pour illustrer cette idée popularisée par Henry C. Carey que l'augmentation du stock monétaire provoquait l'épanouissement des civilisations, et sa diminution, leur ruine (25) ; ainsi l'Empire romain avait perdu son numéraire par le commerce de l'Inde, et la nuit du Moyen Age s'était inévitablement étendue sur l'humanité ; inversement les trésors de l'Amérique avaient fait s'épanouir la Renaissance et les temps modernes. Cette rétrospective, qui occupe le tiers du discours, amenait l'auditeur au seuil de la période contemporaine. Là l'histoire devenait plus dramatique. Les mines d'argent du Nevada s'ouvrent et « travaillent pour l'humanité » en rendant la monnaie meilleur marché ; alors les « ploutocrates » s'émeuvent, et ourdissent une conspiration pour démonétiser l'argent ; d'autant plus que « les Etats-Unis, étant les principaux producteurs de ce métal, étaient en passe de devenir le premier centre monétaire du monde ; ce qui n'était pas sans causer de graves préoccupations à Paris, Londres et Berlin ». Ces alarmes des ploutocrates avaient été suivies de la loi monétaire allemande et de la loi de 1873 qui supprima la frappe du métal-argent aux Etats-Unis ; loi qui, dit Jones, avait été votée sans discussion suffisante, et d'une façon qui éveillait les pires soupçons ; loi fautive, sinon dolosive, et qu'il convenait de réviser sans tarder. Que mettre à sa place ? L'or était assurément un très mauvais étalon, « mais l'augmentation graduelle du stock d'argent et le poids des pièces d'argent, aussi bien que le fait que l'or se trouve fréquemment dans la même veine que l'argent, donnent à l'or dans le système monétaire une place que sans cela l'instabilité de sa production lui ferait refuser ». La seule raison d'être de l'étalon d'or est qu'il favorise les créanciers aux dépens des débiteurs ; dans un parallèle en règle entre la « classe » des créanciers et celle des débiteurs, Jones refusait toute vertu sociale à la première, et revendiquait pour la seconde l'esprit d'entreprise, le génie inventif, le travail, tout ce qui fait progresser les civilisations. L'étalon d'or amenait un resserrement graduel de la circulation monétaire, une valorisation de la monnaie, un alourdissement du fardeau des dettes, et créait peu à peu une situation à ce point intenable qu'on lui cher-

(24) « Congressional Record », *ibid.*, *Appendix* p. 67-98. (Sénat, 24 et 25 avril 1876).

(25) Henry C. CAREY, *Principles of Social Science*, t. II, p. 329, 448.

chait dans l'inflation de papier-monnaie un remède funeste. Ne serait-ce que pour reprendre les paiements en espèces, il faut renoncer à l'étalon d'or ; car si l'on voulait établir la convertibilité du dollar en or, il faudrait au préalable accumuler un stock de métal jaune énorme, et les Etats-Unis n'y parviendraient jamais. Chaque année la tâche devenait plus impossible, puisque chaque année le pouvoir d'achat de l'or augmentait ; et ainsi chaque année devenait plus lourd le tribut que prélevaient sur les Etats-Unis les porteurs de rente étrangers. Il y avait au contraire tout avantage à associer l'argent à l'or. Il était nécessaire pour le commerce de l'Extrême-Orient ; et « quant à ceux qui se complaisent dans la crainte insensée que la récente hausse de l'or ou baisse de l'argent causée par sa récente démonétisation en Europe continue, qu'il suffise de leur dire que c'est chose impossible. Cette baisse ne peut pas se prolonger une fois que les stocks d'argent démonétisés auront été vendus et que le coût de production sera redevenu le principal élément de son prix ». Il ne s'agit pas de l'intérêt des mineurs. « Les mineurs de ce pays ont de par leur naissance, leur indomptable amour de la liberté, et le caractère périlleux de leur industrie, le droit le plus élevé à demander au Congrès faveurs et avantages ; mais ils ne demandent ni l'un ni l'autre. Ils demandent seulement qu'on respecte la Constitution... Ils savent parfaitement que le stock d'argent accumulé dans le monde est trop immense, et la diminution annuelle par perte et usure trop considérable pour qu'aucune chute permanente de la valeur de ce métal soit à craindre... Ils comprennent parfaitement le fait que la légère baisse subie actuellement par le prix de l'argent est due à la tentative insensée pour le démonétiser plus ou moins complètement en Allemagne et dans les pays de l'Union Latine, et n'ont aucune inquiétude, ni sur le résultat de cette tentative, ni sur le prix de l'argent dans l'avenir... La question est de savoir où est l'intérêt de la nation, de la société, du monde ». Et cet intérêt leur commande de ne pas décourager les mineurs. « La production des métaux précieux est, en moyenne, toujours poursuivie avec une marge de profit infime ». Qu'une législation adverse fasse baisser le prix de l'argent, et une série de mines travaillent à perte. Il faut les fermer, et il n'est pas aisé de les rouvrir ; et ainsi les Etats-Unis sont menacés en réalité d'une disette d'argent. Le vrai remède était de donner à l'argent le privilège de la frappe libre et gratuite, concurremment avec l'or, à 16 pour 1. Il n'y avait aucun obstacle légal : ce que le Congrès avait fait trois ans auparavant, il était libre de le défaire. La loi de 1873 n'avait pas transformé en obligations-or les obligations des Etats-Unis payables, selon les termes de lois antérieures, en numéraire (« coin »), c'est-à-dire en or ou en argent au choix du gouvernement ; elle avait simplement supprimé les monnaies d'argent avec lesquelles ce paiement aurait pu

être effectué ; il ne tenait qu'au Congrès de les rétablir. La Constitution elle-même le demandait : ne stipulait-elle pas que « l'or et l'argent » seraient la seule monnaie légale ? La conclusion de tout ceci était que les Etats-Unis devaient se hâter de remonétiser l'argent tandis qu'il était « encore » bon marché ; car n'ayant pas ce régulateur de la circulation monétaire qu'est le taux d'escompte d'une Banque d'émission, ils étaient moins en état que d'autres de « courir les risques d'un étalon unique » et de son instabilité. Après cette fausse péroration venait un pêle-mêle de citations empruntées à des bimétallistes étrangers, et une brève conclusion.

Le texte complet ne fut pas livré au public avant le 29 avril. Jones tenait à en faire un document de propagande, et il fallait le retoucher. Même sous sa forme définitive, il porte les marques d'avoir été composé à la hâte, vraisemblablement par un groupe de secrétaires, selon les habitudes de Jones, qui n'avait rien d'un théoricien ni d'un intellectuel. Dès le 25, l'« Associated Press » en envoya à sa clientèle un résumé, et peu après il fut largement diffusé sous forme de brochure (26).

Ce discours provoqua une modification importante de l'opinion publique. Jusque-là les notions courantes, en matière monétaire, étaient simples. Mal définies et prêtant à mille contradictions théoriques, elles étaient profondément enracinées. On concevait deux étalons, le papier et le métal (« *bullion* »). L'étalon de papier était créé par le gouvernement qui pouvait en modifier le volume, l'étalon métallique était international (« *the money of the world* ») et le *fiat* légal n'avait sur son fonctionnement qu'une influence insignifiante. L'inflationniste et le bullioniste étaient en désaccord complet sur les effets et la légitimité de ces deux étalons, mais ils ne chicanaien guère sur leur nature. Ni l'un ni l'autre ne soulevaient la question de savoir ce qu'était au juste l'étalon métallique. Lorsqu'on voulait concrétiser « *specie* », « *coin* » ou « *bullion* », on disait indifféremment « *gold* » ou (moins souvent) « *gold and silver* » (27). Les hommes de cette

(26) « Commercial and Financial Chronicle », 29 avril 1876. Le commentaire de cet hebdomadaire sur le plan Sherman, écrit avant que le rédacteur ait eu en mains le discours de Jones, est caractéristique par sa prudente réserve ; il se borne à présenter les arguments pour ou contre, sans conclure. Passé cette date, sans refuser ses colonnes aux défenseurs du bimétallisme international (ainsi 18 novembre et 23 décembre 1876), le « Chronicle » prend position contre toutes les tentatives de mettre en circulation aux Etats-Unis des dollars d'argent. Sur la façon dont Jones faisait composer ses discours, cf. « Commercial and Financial Chronicle », 4 mai 1876.

(27) Un lapsus qu'il est curieux de retrouver constamment dans les manuscrits de cette époque, paraît donner la note exacte de la confusion qui régnait dans les esprits les plus réfléchis. Benjamin Franklin Nourse, un homme d'affaires connu pour son intérêt dans les questions monétaires, écrivait le 12 décembre à Carl Schurz (Carl SCHURZ MSS) au sujet du remplacement éventuel du papier-monnaie par du numéraire : « ...deux cents millions d'or et d'argent substitués

époque pensaient en termes de dollars-or, mais ne songeaient pas à dénier à l'argent la qualité de métal « précieux », doué d'une valeur « intrinsèque » et apte à régler les soldes de comptes internationaux. Le débat de mars 1876 mit le public en face de la notion, familière jusque-là à quelques spécialistes seulement, que la valeur de l'argent avait faussé compagnie à celle de l'or et qu'il y avait matière à choix. La presse reflète le désarroi que cette révélation causa, sur ce point, dans les esprits. Le « New-York Times » (Républicain) s'éveilla peu à peu au danger que la monnaie d'argent « dépréciée » pouvait représenter pour l'étalon d'or dont il était le champion, à la suite de la seule autorité qu'il cite en matière de doctrine monétaire, l'« Economist » de Walter Bagehot. Les commentaires au jour le jour du « Times », d'abord réservés, deviennent hostiles à partir du 17 mars, où pour la première fois il remarque que l'amendement Reagan voté la veille (élévation à 25 dollars du cours légal de l'argent) a fourni aux inflationnistes l'occasion de se compter ; et le 11 avril il commente le discours de Sherman avec toute l'acrimonie qu'il peut se permettre à l'égard du mentor financier de son propre parti. La « Cincinnati Gazette » (Indépendant) proteste le 31 mars contre le *bill*, qui veut « aggraver la détérioration de la monnaie en donnant cours légal jusqu'à vingt-cinq dollars à des pièces d'argent qui valent moins que nos billets » (28). Le « Cleveland Leader » est de même. Mais d'autres journaux partisans du retour au pair déclarent que l'argent est du « numéraire » tout comme autrefois, et se félicitent de le voir prendre la place des petites coupures ; parmi eux on trouve deux organes Républicains aussi influents dans l'Ouest que le « Cincinnati Commercial » et la « Chicago Tribune » (29). La première pensée des inflationnistes est de se réjouir des avatars de l'argent : voilà bien, disent-ils, la stabilité tant vantée de l'étalon métallique : l'un de vos deux métaux précieux vaut maintenant moins que notre *greenback* ! (30). Le discours de Jones provoqua un reclassement des opinions. La presse de New-York à peu d'exceptions près (ainsi le « Graphic ») tourna contre l'argent l'hostilité qu'elle avait toujours montrée à l'égard du

à une quantité égale de petites coupures et de billets du Trésor... », et les mots « et d'argent » sont rajoutés après coup dans l'interligne.

(28) Tout le monde admettait plus ou moins explicitement, par irréflexion plutôt que par ignorance, que « dépréciation de l'argent » signifie du même coup « dépréciation des pièces d'argent ». Cette notion reparait fréquemment jusqu'en 1878 et seul le spectacle quotidien des « dollars Bland » circulant au pair en dépit de leur valeur intrinsèque déficitaire lui donna le coup de grâce.

(29) Pour un exemple de cette attitude, voir l'éditorial du « Cincinnati Commercial » du 25 avril.

(30) « Cincinnati Enquirer » (Démocrate, inflationniste), du 1^{er} avril. Le 19 avril, c'est sur un ton de facétie que ce journal demande aux « *hard money men* » si l'argent, cette monnaie métallique qu'ils opposaient aux *greenbacks*, n'est pas devenu lui aussi un moyen de payer ses dettes à bon compte ? La loi sur la monnaie divisionnaire, d'après ce journal (22 avril) unit « la sottise la plus consommée à l'infamie la plus superlative ».

greenback. Les journaux de l'Ouest qui se rangèrent aux opinions de Jones après avoir précédemment fait campagne contre le *greenback*, durent reconnaître que cette fois ils se déclaraient pour une inflation modérée en faveur des débiteurs (31). Une lettre publiée dans le « Cincinnati Commercial » du 11 mai caractérise parfaitement cette position : « Si c'est une inflation que de payer notre dette en argent, soit ; c'est là précisément l'inflation que nous désirons, celle qui augmente le pouvoir d'achat. Le Congrès ne peut pas augmenter cette inflation sans le concours des mineurs », en d'autres termes : le coût de production de l'argent empêche la dévalorisation catastrophique des dollars « Continentaux » et même les fluctuations fâcheuses des *greenbacks*. Tous les bienfaits de l'inflation, sans les dangers qui faisaient redouter aux timides le mot et la chose : voilà la possibilité alléchante qu'offrait la dislocation du cours du métal blanc. Jones eut le mérite d'être le premier à la saisir clairement, et à la présenter au public sans ambages. S'il fallait dater le début du mouvement argentiniste aux Etats-Unis, aucune date ne serait plus appropriée que les 24 et 25 avril 1876.

**

Le débat devant le Congrès fut bientôt compliqué par la discussion simultanée de plusieurs propositions portant toutes sur la monnaie d'argent. Cet enchevêtrement dû aux particularités de la procédure parlementaire est plus apparent que réel : en réalité, quel que fût le *bill* à l'ordre du jour, c'est une discussion d'ensemble qui se poursuivait jusqu'au mois d'août dans les deux Chambres du Congrès sur la place qu'il convenait de faire au métal blanc dans le système monétaire américain. Elle suivit tout d'abord deux directions principales : à la proposition de rétablir l'ancien *silver standard dollar* déjà devant le Sénat vint s'ajouter le 1^{er} mai, à la Chambre, une proposition de hâter la mise en circulation des pièces divisionnaires en permettant leur échange non seulement contre des petites coupures, mais aussi contre des *greenbacks* (32).

L'idée de Sherman, de rétablir l'ancien dollar en le privant de ses attributs essentiels, eut peu de succès. Les sénateurs qui n'étaient ni intéressés au prix de l'argent ni soucieux de ménager des électeurs inflationnistes n'avaient aucune raison de la soutenir. Justin S. Morrill,

(31) C'est le cas du « Cincinnati Commercial » et de la « Chicago Tribune ». Le « Commercial » attendit le 11 mai pour rendre compte du discours de Jones, et, s'étant fait enfin une opinion, en rendit compte avec une approbation sans réserves (cf. aussi éditorial du 9 mai).

(32) La mesure proposée le 1^{er} mai à la Chambre par Frost (« Congressional Record » 44th Congress 1st session p. 2861) sur la suggestion du Trésorier des Etats-Unis, New (« Nation », 4 mai 1876) visait simplement à hâter la mise en circulation des pièces d'argent : les *greenbacks* reçus en échange devaient être échangés contre des petites coupures au fur et à mesure que le public présenterait celles-ci, et ces petites coupures seraient alors détruites.

du Vermont, lança le 8 juin la première attaque en règle contre l'argentisme. L'or est l'étalon monétaire du monde entier, déclara-t-il en substance. L'argent se déprécie ; toutes les nations s'en détournent. « Nous nous sommes fort bien passés de l'argent, nous pouvons sans son aide quitter le cours forcé des *greenbacks*. Méfions-nous d'un déluge d'argent » (33). Booth, de Californie, lui fit écho (34). L'inutilité et le danger d'une remonétisation de l'argent, et le « verdict de l'histoire » montrant l'abandon de l'argent par les grandes nations commerçantes, étaient destinés à rester les trois arguments les plus courants des monométallistes-or. La position de Sherman était difficile. Il était persuadé de l'excellence de l'étalon-or et non moins persuadé de son impopularité. Très sensible, sous son apparence glacée, à la louange et à la critique, il souffrait d'encourir le blâme de l'opinion dans l'Est conservateur, dont il respectait le point de vue et dont le séjour de Washington lui avait appris, comme à beaucoup d'hommes politiques, à apprécier vivement le prestige humain. Mais si sa réputation de financier auprès des hommes d'affaires et des publicistes de New-York le flattait, c'est sa réputation auprès de ses propres électeurs dont dépendait sa carrière politique. C'est de l'Ohio que dépendait son siège au Sénat, c'est de l'Ohio et des autres Etats de la vallée du Mississippi que dépendait principalement la réalisation des ambitions présidentielles qu'il ne cessa pendant des années de poursuivre. Il ne pouvait se permettre de mettre en danger son influence sur les Républicains de son Etat, ni de les mener à la défaite. En 1875, il s'en était fallu de bien peu que les Démocrates ne l'emportent, et c'est leur appel à l'inflationnisme des *greenbackers* qui faisait leur force. Si la question financière avait été seule en jeu, les Républicains auraient été battus. En 1876, année d'une élection présidentielle, il ne fallait pas risquer un hasard semblable. Surtout il importait de conserver l'appui des Républicains de l'Ohio ; car la Convention qui devait nommer le candidat Républicain pour la Présidence était proche, et dans une occasion semblable la première condition du succès est d'avoir pour soi la délégation de son propre Etat. Du reste, Sherman était sûr que l'Est ne pouvait pas se permettre de l'attaquer bien durement : ceux qui désiraient le retour du *greenback* au pair ne pouvaient songer à rejeter, pour cette question en somme secondaire de dollars-argent, le partisan le plus actif de la politique de revalorisation.

(33) « Congressional Record », *ibid.*, p. 3673-3678 (Sénat, 8 juin 1876).

(34) « Congressional Record », *ibid.*, p. 3680. Booth, comme auparavant Buckingham, du Connecticut (voir ci-dessus, chap. I, p. 93), comme après lui Leland Stanford, le multimillionnaire californien, était de ceux qui adoptaient le plan d'« *interconvertible bond* » de Kellogg non pas, comme l'inflationniste typique, en vue de remédier par des manipulations monétaires à une disette chronique de capital, mais dans l'espoir d'éviter par là les krachs financiers, dont le symptôme le plus frappant était l'impossibilité temporaire de réaliser des capitaux.

sation dans une région où la menace inflationniste était des plus graves. L'approbation de journaux Républicains de l'influence de la « *Chicago Tribune* » et du « *Chicago Inter-Ocean* », et surtout celle du « *Cincinnati Commercial* », l'organe le plus influent du parti dans l'Ohio, comptait plus que la désapprobation de la presse de New-York et de Boston ; et c'était un avantage plus précieux encore que de voir le « *Cincinnati Enquirer* », le grand quotidien Démocrate qui depuis des années poursuivait de ses attaques Sherman et l'étalon d'or, contraint à attaquer, par des arguments dont la violence ne masquait nullement l'embarras, une mesure qui cadrerait bien avec les tendances que depuis longtemps il cultivait chez ses lecteurs (35). Du point de vue financier, le *bill* était rempli d'obscurités ; mais dans le domaine de la politique pure, auquel il appartenait, il se réduisait à cette manœuvre transparente pour laquelle le jargon de la politique américaine a cette formule classique : « voler le tonnerre » de l'adversaire.

Son auteur comptait vraisemblablement qu'il y avait dans tous les Etats de la vallée du Mississippi le même problème qui le tourmentait en Ohio : la politique de revalorisation avait beaucoup d'adversaires et peu d'amis, et chaque gain des *greenbackers* réduisait d'autant les majorités des Républicains sur les Démocrates. Les Sénateurs Républicains de la région avaient donc les mêmes raisons que Sherman pour favoriser ce plan. Mais il manquait au succès un élément essentiel, le temps. Il fallait du temps pour grouper autour de ce compromis typiquement shermanien une majorité au Sénat ; il fallait laisser aux sénateurs le temps d'abandonner avec bonne grâce une partie des principes qu'ils avaient défendus jusque-là et de s'habituer et d'habituer leurs électeurs à une position différente. Or les Conventions nationales des deux grands partis étaient à quelques semaines de distance, la campagne était déjà commencée et les Républicains avaient déjà adopté dans les Etats douteux la tactique bien plus facile à appliquer qui leur avait souvent assuré la victoire : puisque la question financière était, électoralement, leur faiblesse, parler d'autre chose. Sherman lui-même, pourtant expert dans l'art de louvoyer, trahissait son embarras dans le débat au Sénat. A ceux qui attaquaient le *bill* au nom de l'étalon d'or, il répondait seulement que le *bill* ne le menaçait point, ce qui paraissait discutable. Aux argentistes qu'il se donnait à tâche de concilier, il se voyait contraint de répliquer en termes modérés, mais fermes. Il releva l'accusation de fraude lancée gratuitement par Jones contre la loi de 1873, dont il était l'un des auteurs, et avertit les argentistes que s'ils se montraient trop exigeants les concessions qui leur étaient offertes risquaient de

(35) « *Cincinnati Enquirer* », 1^{er} mai 1876 ; « *Cincinnati Commercial* », 25 et 29 avril, 9 et 11 mai 1876.

leur échapper (36). Ce fut en vain. Bogy (37) prit acte que Sherman abandonnait « cette école de théoriciens » qu'était le monométallisme de stricte observance et persista à réclamer le cours légal illimité de l'argent à 15 1/2 contre un pour éviter les conséquences de l'étalon d'or : exagération du contraste entre riches et pauvres, révoltes de la faim et subversion de l'ordre social (argument anti-déflationniste qui depuis une dizaine d'années était un des motifs familiers de l'éloquence politique). Jones (38) préférait excepter du pouvoir libérateur de l'argent les obligations expressément libellées en monnaie d'or. De cette façon l'étalon d'or aurait été maintenu en Californie, où la clause-or était d'usage dans tous contrats, et où Jones avait placé l'essentiel de sa fortune. Le reste du pays aurait fourni au métal blanc dont Jones (ou en tout cas ses électeurs) était un gros producteur un marché d'autant plus considérable que l'or en circulation ferait place à l'argent en vertu de la loi de Gresham (39) et que les *greenbacks* devaient être retirés d'après le plan de Sherman.

Il était manifestement impossible de clore la question en faisant adopter principitalement un compromis de ce genre. Sherman s'en rendit compte et abandonna sa proposition (40). Le même jour la Chambre vota le rétablissement de l'ancien *standard silver dollar* avec pouvoir libérateur illimité, mais émis par le gouvernement : quand ce fut au tour du Sénat d'en délibérer, et quoique la mesure fût très voisine de celle que Sherman avait proposée peu auparavant, il fit un rapport défavorable qui persuada ses collègues de la rejeter sans discussion (41). Dès lors, la cause était entendue. Il était inutile de songer à un compromis : les revalorisateurs intransigeants l'estimaient dangereux, les argentistes ne voulaient pas s'en contenter. Cette solution écartée, ceux qu'elle pouvait séduire se trouvèrent des deux

(36) « Congressional Record », 44th Congress 1st session, p. 2734-2736 (Sénat, 25 avril 1876) et p. 3683-3686 (Sénat, 8 juin 1876).

(37) « Congressional Record », *ibid.*, p. 4177-4181 (Sénat, 27 juin 1876).

(38) « Congressional Record », *ibid.*, p. 4195-4205 (Sénat, 28 juin 1876).

(39) *Ibid.*, p. 4197, 4204. Il admettait explicitement que le « double » étalon était en réalité un étalon alterné, c'est-à-dire pour le moment un étalon d'argent. La combinaison de cet étalon d'argent avec la clause-or californienne était la solution idéale pour les propriétaires de mines d'argent, qui en tant que capitalistes étaient intéressés au maintien de l'étalon d'or que leurs activités « en faveur » du métal blanc mettaient en danger. Jones déclara : (« Record », *ibid.*, p. 4198) « Mes propres intérêts pécuniaires dans des mines qui produisent exclusivement de l'or sont bien plus considérables que mes intérêts dans des mines d'argent » (ce qui était vraisemblablement exact) « et par conséquent en prenant parti pour le double étalon je travaille contre et non pas pour mes propres intérêts ». Evidemment, un producteur d'or n'avait à peu près rien à redouter du double étalon. Cependant il est fort possible que l'intérêt personnel de Jones dans la législation argentiste fût beaucoup moins un intérêt pécuniaire, comme on le lui reprochait, qu'un intérêt politique : ses électeurs savaient que si la production de l'argent cessait d'être profitable, le chômage les attendait.

(40) « Congressional Record », *ibid.*, p. 4208 (Sénat, 28 juin 1876).

(41) *Ibid.*, p. 4318 (Sénat, 1^{er} juillet 1876).

côtés de la barricade, les uns pour l'étalon-or, les autres pour l'argent sous le nom du bimétallisme. Les premiers étaient en majorité au Sénat, pour la simple raison que le Sénat était en majorité Républicain ; l'étalon d'or n'était pas un article de foi du parti, mais la grande majorité des Républicains le favorisait, de même que la grande majorité des Démocrates était opposée à la revalorisation ; et cette considération dictait les votes des nombreux hommes politiques qui n'avaient pas de convictions établies sur la question financière ni sur l'attitude de leurs électeurs à son égard. Il y eut bien quelques discours argentistes (42) et une proposition déposée en faveur de la frappe de l'argent (43), mais ce n'étaient là que de vaines manifestations : il était clair qu'aucune mesure susceptible de modifier sérieusement le système monétaire n'avait la moindre chance de succès. A partir de ce moment (début de juillet), les délibérations du Congrès sur le métal blanc n'ont que deux objectifs. D'une part l'offensive argentiste se prolonge et s'amplifie à la Chambre, dans les conditions un peu artificielles où délibère une Assemblée parlementaire dont les membres savent que leurs décisions seront annulées par une autre branche du gouvernement, et n'auront d'autre conséquence que leur répercussion dans le pays. D'autre part, le désordre qui régnait dans la monnaie divisionnaire d'argent rendait nécessaire un complément de législation sur lequel l'accord ne fut retardé que par les tentatives répétées d'y mêler la question de l'étalon.

*
**

La remise en circulation des pièces d'argent ne fut pas, en effet, l'opération simple à laquelle on s'était attendu. Tout d'abord, l'état de la monnaie divisionnaire laissait à désirer. Sur la côte pacifique, on souffrait d'une surabondance de demi-dollars ; ils s'accumulaient dans les caisses des commerçants, et circulaient en rouleaux de cent qui passaient à 95 1/2 et 96 % de leur valeur nominale. En même temps, les « demi-dimes » (pièces d'argent de cinq cents) dont la frappe avait été abolie faisaient prime (1/2 à 1 %) en raison de leur rareté : la population californienne se refusait à accepter la nouvelle pièce de cinq cents en nickel, par une méfiance irraisonnée à l'égard de toute monnaie sans valeur intrinsèque (44). Le reste du pays souffrait d'une disette de petites coupures : elles se détruisaient très rapidement à l'usage et dans les dernières années le Congrès avait négligé de voter des fonds pour leur renouvellement. Les rares pièces divi-

(42) Bogy et Jones le 14 juillet 1876 (« Record », *ibid.*, p. 4565-4568).

(43) Le 3 août, par Logan (Illinois), « Record », *ibid.*, p. 5096.

(44) Lettre de Edward L. G. Steele, de San Francisco, dans : « Nation », 17 février 1876.

sionnaires d'argent qui se trouvaient en circulation étaient achetées à 93 à 94 cents-or le dollar (soit environ \$ 1.03 papier) par des courtiers qui les expédiaient aux Antilles où ils trouvaient à s'en défaire pour 96 cents-or le dollar (45). Le problème était donc infiniment plus compliqué en pratique qu'il n'apparaissait à la simple constatation que la valeur intrinsèque de cette monnaie était inférieure au cours du dollar-papier. Tant qu'il y aurait avantage à l'exporter en Californie où elle circulait au pair de l'or (la dépréciation indiquée plus haut ne frappait qu'un seul type, le demi-dollar, et seulement en grandes quantités) ou aux Antilles, le reste des Etats-Unis en serait mal pourvu. C'est ce qui ne manqua pas de se produire. Pour augmenter encore le désordre, la circulaire du Secrétaire du Trésor, Bristow, publiée le 18 avril pour mettre en application la loi de la veille, prévoyait pour l'échange des petites coupures contre l'argent un procédé des plus maladroits. Treize bureaux devaient recevoir les petites coupures ; mais comme les fonds manquaient pour le transport de l'argent, les déposants (c'est-à-dire en pratique, les banques) recevaient un chèque sur le Trésor payable en argent à Washington, les frais de transport étant à leur charge (46). Ce procédé ralentit l'opération : les pièces d'argent ne sortirent du Trésor qu'à raison de 60,000 à 75,000 dollars par jour. Mais même cette somme insuffisante ne restait pas en circulation : des courtiers achetaient pour les expédier en Californie les demi-dollars à 2 et 2 1/2 % au-dessus du pair ; les petites pièces, dont la mise en circulation en Californie était plus difficile parce qu'elles ne circulaient pas en rouleaux mais seulement par unités, faisaient prime de 1/2 % et 1 1/2 % (47). Les Antilles et

(45) « Nation », 23 mars 1876. Le « Commercial and Financial Chronicle » donne chaque semaine les cours des pièces d'argent en gros. Ils se tiennent régulièrement entre le pair de l'or et celui du papier ; il n'y a par conséquent aucun lien entre ce cours et la valeur intrinsèque de ces pièces, puisque celle-ci se maintint constamment au-dessous du pair du papier. Le même journal donne les entrées et sorties de métal précieux et de monnaies au port de New-York. Le mouvement de monnaie d'argent des Etats-Unis commerce en mai, et atteint \$ 165,400 au cours du mois (sans compter 20,000 *trade dollars*) à destination de Cuba et Porto Rico ; le mois suivant, \$ 121,604. Ces chiffres ne représentent qu'une proportion très faible des pièces mises en circulation, et il s'ensuit que l'exportation à destination des Antilles ne fut qu'une cause secondaire de la disette de monnaie, à moins d'admettre que cette exportation prit place surtout par d'autres ports que le port de New-York, ce qui ne paraît guère vraisemblable. D'autre part, la « Nation » du 29 juin, commentant l'exportation de pièces d'argent à destination des Antilles et de l'Amérique du Sud, déclare que « la semaine dernière près de deux cent mille dollars furent expédiés d'ici » (« ici » est New-York). Y a-t-il exagération de la part de la « Nation », ou les statistiques du « Chronicle » sont-elles incomplètes ? Le phénomène de l'exportation est bien attesté, mais il est extrêmement difficile de le chiffrer, comme c'est du reste le cas de tous les mouvements de métaux précieux qui ne passent pas par les grandes banques.

(46) « Chronicle », 22 avril 1876.

(47) « Nation », 25 mai 1876.

l'Amérique du Sud en prenaient aussi leur contingent : en une seule semaine de juin, \$ 200,000 furent expédiés vers ces destinations. Le public américain s'aperçut bien vite que les petites coupures se faisaient de plus en plus rares, tandis que les pièces d'argent ne les remplaçaient que très insuffisamment ; bientôt toute la petite monnaie, papier aussi bien qu'argent, fit prime ; le public la thésaurisa, ce qui en augmenta d'autant la rareté. C'est pourquoi fut déposée à la Chambre dès le 1^{er} mai, on l'a vu, une proposition de Résolution à l'effet d'autoriser l'échange de monnaie d'argent contre des *green-backs*, afin d'accélérer l'opération. Mais comme il était à prévoir, la tentation était trop grande d'introduire sous forme d'amendement toute la question de l'étalon d'argent. Lorsqu'après avoir dormi plusieurs semaines dans les tiroirs de la Commission le *bill* fut rapporté, le 10 juin, la discussion ne porta que très accessoirement sur ses mérites propres, et principalement sur les divers projets de remonétisation de l'argent : un *bill* de Wells (Démocrate du Missouri) pour la frappe illimitée du métal pour le compte des particuliers, mais le gouvernement devant retenir à titre de seigneurage la différence entre le prix du métal sur le marché et la valeur nominale des pièces de monnaie ; le *bill* de Sherman alors en discussion devant le Sénat ; diverses propositions analogues proposées en guise d'amendements. Finalement les amendements furent écartés et la Résolution fut votée (48). C'était au Sénat d'agir, et le 21 juin il l'adopta à son tour, alourdie d'un amendement demandé par les Sénateurs de Californie pour la suppression du cours légal du *trade dollar* (49). Elle fit retour à la

(48) *Joint Resolution No 109* : déposée à la Chambre le 1^{er} mai 1876 (« Congressional Record », 44th Congress 1st session, p. 2861. Rapportée, discutée et adoptée le 10 juin (*Ibid.*, p. 3747-3761). Discutée au Sénat le 21 juin (*Ibid.*, p. 3945-3946), et adoptée avec amendements. Discutée à la Chambre sous cette nouvelle forme ; renvoi à la Commission (*Ibid.*, p. 3975-3976, 21 juin). Rapportée, discutée et amendée de nouveau par la Chambre le 28 (*Ibid.*, 4211-4215). Au Sénat, rejetée sous cette forme sur le rapport défavorable de Sherman, le premier juillet (*Ibid.*, p. 4318). *Committee of Conference* demandé par le Sénat le même jour, par la Chambre le 6 juillet (*Ibid.*, p. 4432). La mesure rapportée par la *Committee of Conference* discutée et adoptée par la Chambre le 13 juillet (*Ibid.*, p. 4550-4563) et par le Sénat le lendemain (*Ibid.*, 4565-4568). Signée par le Président le 22 juillet.

A peu près simultanément, le Congrès discuta une mesure analogue proposée le 8 mai par Randall (*H. R. bill 3398*. « Record », p. 3027) ; cf. « Record », p. 4225-4228 (Sénat, 29 juin). La substance de ce *bill* (émission de 20 millions de monnaie divisionnaire en sus de la somme échangée contre des petites coupures) fut incorporée par voie d'amendement dans la Résolution N° 109 par la Chambre, et disjointe par le Sénat.

(49) Au cours de la brève discussion de la mesure, Sargent, Sénateur de Californie, se montra opposé à la mise en circulation de plus de 10 millions de monnaie divisionnaire supplémentaire, de peur que la totalité allât à l'Ouest des Montagnes Rocheuses « noyer notre circulation d'or » (« Record », p. 3946). L'attitude des représentants de la Californie est caractéristique. Leur Etat avait un intérêt financier évident dans les cours de l'argent : le capital investi dans les mines du Comstock Lode était presque exclusivement du capital californien, la Bourse de

Chambre ; et le 28 juin, malgré les représentations d'un membre qui fit observer qu'à vouloir obtenir trop on risquait de ne rien obtenir, en raison de l'opposition du Sénat (50), deux amendements furent votés, dont l'un invitait le Trésor à acheter une quantité de métal suffisante pour en frapper vingt millions de dollars de monnaie divisionnaire en sus de la somme nécessaire pour le retrait des petites coupures, l'autre autorisant la mise en circulation de dollars d'argent à cours légal illimité comme en 1861. Gestes purement gratuits, car l'assentiment du Sénat était hors de question ; c'est ce qui explique sans doute le libellé vague du second amendement, la brièveté de la discussion, et les majorités des deux tiers qui se comptèrent sur ces mesures (51). En effet, le 1^{er} juillet, le Sénat rejeta les amendements de la Chambre, sur le rapport de Sherman, sans aucune discussion. Dès lors la mesure fut renvoyée à un *Committee of Conference* (52), qui rapporta un compromis identique au texte du Sénat, sauf en un point : les dix millions de monnaie divisionnaire que le Secrétaire du Trésor était autorisée à émettre en échange de *greenbacks*, au lieu d'anticiper simplement la rentrée des petites coupures, devenaient une addition pure et simple à la somme totale en circulation, laquelle d'autre part ne devait jamais dépasser 50 millions. Ce compromis fut adopté le 13 juillet par la Chambre, le 14 par le Sénat, après une copieuse discussion sur la question du bimétallisme, qui fournit aux orateurs l'occasion de prendre publiquement une attitude agréable à leurs électeurs, sans que ce débat eût la moindre influence sur le

San Francisco ne vécut guère à l'origine que des spéculations dans les valeurs argentifères, le Nevada était à tous points de vue une dépendance économique de la Californie, et un client important de son industrie et de son agriculture. Cependant, dès que les représentants de la Californie craignent que les mesures proposées en faveur de l'argent menacent leur étalon monétaire, ils s'y opposent énergiquement. Il est clair que la cause n'était pas dans une rivalité inexistante entre producteurs d'or californiens et producteurs d'argent du Nevada ; mais bien plutôt que la fortune acquise, où qu'elle se trouvât, et même quand elle devait son origine aux intérêts miniers, faisait passer la stabilité monétaire au premier rang des considérations qui lui dictaient son attitude. Le régime politique de la Californie, à cette époque, était une ploutocratie de fait.

(50) Kasson (Républicain, Iowa), « Record », p. 4212.

(51) Le premier amendement (amendement Randall) par 110 voix contre 45 ; le second (amendement Landers) par 11 voix contre 55. Ibid., p. 4214.

(52) Lorsqu'un désaccord se manifeste entre la Chambre et le Sénat sur le texte d'une mesure importante dont le principe est admis par les deux assemblées, l'usage américain est que pour éviter une « navette » interminable entre les deux ailes du Capitole les deux assemblées s'en remettent à l'arbitrage d'une sorte de commission paritaire à laquelle chacune délègue trois de ses membres. Le rapport de ce « *Committee of Conference* » est ensuite soumis à chaque branche du Congrès, mais ne peut être amendé et doit être rejeté ou (comme c'est presque toujours le cas) amendé en bloc. Nombre des mesures les plus importantes de la législation américaine sont sorties des séances secrètes d'un « *Committee of Conference* ».

sort de la mesure, qui ne souleva aucune opposition véritable et devint loi le 22 juillet (53).

Avec cette loi, la monnaie divisionnaire cessa d'être un des éléments de la « question de l'argent ». La politique l'abandonna à son sort, et concentra ses efforts exclusivement sur le *standard silver dollar*. Il est digne de remarque, toutefois, que la loi ne touchait pas à la cause profonde du désordre de la menue monnaie, qui tenait essentiellement à ce que les mêmes pièces étaient mises en circulation dans l'Est comme des fractions du dollar-papier et sur la côte californienne (et dans les Antilles) comme des fractions du dollar-or. Le remède vint tout d'abord de l'excès du mal : la monnaie d'argent circula au-dessous du cours de l'or sur la côte californienne où elle était surabondante, et au-dessus du cours du papier dans le reste du pays où elle était déficitaire (54). Assurément, ces cours ne s'appliquaient qu'aux pièces en lots de quelque importance ; la disparité subsistait pleine et entière pour les pièces qui circulaient individuellement dans leur rôle vrai de monnaie divisionnaire. Mais seule la disparité des prix de gros influait sur le trafic (les courtiers ne pouvaient songer à faire eux-mêmes le triage des pièces en raison des frais de l'opération ; ils ne pouvaient que les acheter en lots aux établissements auxquels ce triage n'occasionnait aucun supplément de frais, parce qu'il faisait de toute façon partie de leurs frais généraux ; par exemple les banques et certaines sociétés de transports en commun, ainsi les bacs de New-York). Tant que la différence entre le dollar de compte et ses fractions ne dépassait pas le pourcentage que les détaillants étaient disposés à payer soit pour s'en défaire (en Californie), soit pour s'en fournir (dans le reste du pays), l'exportation était arrêtée et la situation était stabilisée (55). En même temps, un phénomène

(53) Une « *Joint Resolution* » revêtue de la signature du Président a force de loi, à la différence d'une « *Concurrent Resolution* » qui exprime simplement l'opinion du Congrès, sans lier aucunement l'Exécutif.

(54) La Monnaie divisionnaire fait prime de 3 à 5 % à New-York, « *Nation* », 4 mai 1876. « *Légère prime* » à Cincinnati (« *Cincinnati Enquirer* », 1^{er} mai), s'élevant à près de 4 % peu après (ibid., 4 mai). Prime réduite à 1 % à New-York en juillet, « *Nation* », 13 juillet 1876. Dépréciation de 6 % à San Francisco en juin et juillet, « *Congressional Record* », p. 4568. A la fin de juin les commerçants de San Francisco songeaient à s'entendre pour n'accepter les *trade dollars*, même au détail, que pour 90 cents : « *Nation* », 29 juin.

(55) On peut considérer comme négligeable le « filtrage » des pièces d'argent emmenées par les voyageurs de l'Est en Californie : le voyage était une entreprise longue et très coûteuse que très peu de personnes entreprenaient, et la région qui s'étendait entre la Californie et les rives du Missouri pouvait presque être considérée à cette époque comme un désert ponctué de rares oasis.

Le cas d'une menue monnaie circulant au pair concurremment avec une monnaie de valeur supérieure, pourvu que la disparité soit inférieure à la dépense de rassembler, importer et mettre en circulation les pièces en question, n'est pas unique. Entre 1927 et 1936, les pièces belges de 5, 10 et 25 centimes, valant 30 % de moins que les pièces françaises correspondantes, circulaient côte à côte avec

tout différent vint réduire la disparité au-dessous des frais d'exportation : le dollar-papier se rapprocha continuellement du dollar-or. De juin à août, la prime de l'or était encore de 12 % ; mais la moyenne de septembre était de trois points au-dessous de celle du mois précédent, et à partir du printemps de 1877 la différence entre les deux dollars était réduite à 5 %, et à l'automne elle n'était plus que de 3 %, en décembre de 2 %. La disette de monnaie qui avait sévi dans l'Est disparut, d'autant plus que Sherman (Secrétaire du Trésor depuis le 4 mars 1877) interpréta la loi de façon à couvrir l'émission non seulement de 10 millions en sus des petites coupures présentées à ses caisses, mais de 18 millions (considérant que 8 millions étaient perdus et devaient être remplacés par de la monnaie d'argent) (56). Mais au cours de l'hiver 1877-1878 l'amélioration du cours du dollar atteignit un point où le mouvement qui un an auparavant avait entraîné la monnaie divisionnaire américaine vers les Antilles et l'Amérique du Sud se renversa, et d'innombrables pièces repassèrent la frontière ; non seulement celles qui venaient d'être exportées, mais aussi et surtout celles qui avaient disparu de la circulation des Etats-Unis à la dépréciation du dollar en 1862. Jusqu'en 1880 un afflux continu provoqua une surabondance telle que les détaillants étaient obligés de s'en défaire à 2 et 3 % de perte. Sur la côte du Pacifique, la dépréciation atteignit un moment jusqu'à 8 % (57). Le Trésor avait dès décembre 1877 suspendu la frappe de l'argent ; et

elles, sauf dans les régions où existe un trafic constant avec la Belgique (Nord, Paris) qui aurait prêté à l'établissement d'un courant continu d'importation.

(56) En fait, 15 millions ne furent jamais présentés en remboursement (CAROTHERS, *Fractional Money*, 261). L'interprétation de Sherman, que les billets présumés perdus ne doivent pas être considérés comme « *outstanding* » se trouve dans son *Rapport annuel de 1877*, p. xix.

(57) *Mint Report for 1879*, p. 191. La dépréciation était naturellement plus grave en Californie qu'ailleurs, car elle se surajoutait à la dépréciation antérieure due à la surabondance provoquée par la disparité entre le dollar-or et le dollar-papier. Dans l'Est la dépréciation fut beaucoup moindre. Les chiffres cités vont de 2 à 3 % (Mémoire du Board of Trade de New-York au Congrès, « *Congressional Record* », 45th Congress 2nd session, p. 1249 ; 4 février 1878) à 3/4 à 1 % (Pétition des marchands de Baltimore, *ibid.*, p. 816 ; 7 février 1878) et en New Hampshire, malgré une surabondance d'argent, la dépréciation ne s'était pas encore produite le 21 janvier 1878 (lettre du Gouverneur Straw au Représentant Blair, *ibid.*, p. 597).

Un détail qui semble avoir échappé aux historiens est que la dépréciation en question se produisit, au moins localement, avant le retour des pièces divisionnaires de l'étranger à l'hiver de 1877. Le Président de la « *National Bank of the State of New-York* », W. H. Hays, envoie le 14 juin 1877 à Sherman (SHERMAN MSS.) la circulaire d'un courtier en métaux précieux, envoyée à toutes les banques, et leur offrant des demi-dollars, quarts de dollars et *dimes* à 99 cents 1/2 le dollar. Les compagnies de chemins de fer, de bacs et d'autres entreprises, ajoute le correspondant de Sherman, s'en défaisaient à des prix sensiblement inférieurs.

Il est probable qu'une quantité non négligeable de pièces d'argent, thésaurisées depuis le début de la guerre de Sécession, surtout dans les campagnes du Sud, reparurent lorsque les petites coupures furent retirées de la circulation (cf. Sen. Ingalls, 15 février 1878, « *Congressional Record* », 45th Congress 2nd session, p. 1052).

peu à peu les pièces en surabondance s'accumulèrent dans ses caisses, où (en l'absence d'une disposition légale donnant au public le privilège de les échanger contre des billets), elles firent rentrée au fur et à mesure des menus paiements effectués dans les caisses publiques, surtout des postes. Dans son rapport de 1880, Sherman, Secrétaire du Trésor, estimait que 22 millions de dollars avaient été rapatriés. Une loi du 9 juin 1879 écarta le danger d'une surabondance en obligeant le Trésor à rembourser les pièces divisionnaires sur demande (58). En 1885, environ 30 millions étaient rentrés, dont l'équivalent entier était dans le Trésor (59). Ce vaste stock suffit à faire face à tous les besoins du public jusqu'en 1898.

(58) Cette mesure dota le peuple américain, pour la première fois, d'un système de monnaies divisionnaires vraiment satisfaisant. Cependant Sherman, dans son *Rapport* pour 1880 (p. xxiv) affecta de ne la considérer que comme un expédient temporaire, et en demanda l'abrogation. Le motif qu'il indique jette un jour curieux sur les conceptions monétaires qui régnaient, à cette époque, même dans les esprits les plus avertis : les pièces divisionnaires, dit Sherman en substance, sont de vraie monnaie et il n'y a pas lieu de les « rembourser » comme on fait des billets, qui sont une simple « promesse de payer ». D'autre part, si on les rembourse, il faut les garantir par une encaisse énorme, comme les *greenbacks*. Même Sherman, dont la fertile imagination inventa peut-être plus de formules monétaires inédites qu'aucun autre homme, ne pouvait apparemment se défaire de l'idée que des pièces de métal « précieuses » avaient quelque qualité intrinsèque qui en faisait un objet essentiellement différent d'un billet imprimé sur un rectangle de papier sans « valeur ». Si ce fétiche pouvait persuader le Secrétaire du Trésor de sacrifier une loi dont l'utilité pratique était évidente, on juge quelle pouvait être sa puissance sur les simples auxquels un politicien argentiste expliquait que l'argent était toujours lui-même, métal précieux de valeur certaine, et que sa dépréciation ne pouvait être qu'artificielle, effet de machinations qu'une bonne loi pouvait et devait contrecarrer.

(59) Ces 30 millions se décomposaient en un peu plus de six millions de pièces neuves que le Trésor avait en caisse quand la frappe fut suspendue au début de 1878 (*Mint Report for 1878*, p. 253) et 24 millions rentrés par la suite. Jusqu'à ce que la loi du 9 juin 1879 eût mis le Trésor dans l'obligation de reprendre les pièces d'argent, la quantité qui s'accumula dans ses voûtes au cours des transactions normales du gouvernement dépassa à peine celle qui en sortit en échange de petites coupures. Ce n'est qu'à partir de juin 1879 que l'accumulation atteignit un rythme rapide : au premier novembre 1880 l'encaisse était passée à près de vingt-cinq millions (*Treasury Report for 1880*, (p. xxiv). L'interprétation donnée ci-dessus est celle que donne CAROTHERS (*Fractional Money*, p. 259). Les textes semblent en comporter une autre sensiblement différente. Le *Rapport* de Sherman pour 1880 (p. xxiv) ne dit pas que 22 millions ont été rapatriés mais bien qu'ils sont « en circulation », auquel cas il faudrait leur ajouter les 18 millions accumulés dans le Trésor entre juin 1879 et octobre 1880 pour avoir approximativement la somme des pièces rentrées aux Etats-Unis : on ne se retrouverait pas loin des « plus de quarante millions » disparus en 1862 dont, selon CAROTHERS (p. 268) le quart aurait disparu définitivement. Il est tentant de supposer que l'augmentation des stocks du Trésor entre 1880 et 1885 (plus de cinq millions) représente non pas la continuation du rapatriement des pièces circulant à l'étranger, mais une diminution des besoins du public en pièces divisionnaires, dont les plus grandes avaient tenu dans une certaine mesure le rôle désormais occupé par les dollars d'argent frappés en vertu du *Bland Act* (accumulations dans les régions rurales les plus pauvres, notamment les nègres du Sud, dont la préférence pour les espèces sonnantes et trébuchantes était connue). Ce n'est là, naturellement, qu'une hypothèse qui demanderait à être examinée de plus près,

On voit que la loi du 22 juillet 1876 était loin d'avoir réglé pour de bon le problème pourtant simple de la monnaie divisionnaire. Du moins elle l'avait écarté définitivement du domaine de la politique. Les argentistes se rendaient compte aussi bien que leurs adversaires qu'il s'agissait d'un emploi limité du métal blanc, incapable d'en influencer fortement les cours et sans portée sur l'étalon monétaire.

Il semblait que la même loi dût mettre le point final à un autre épisode de l'histoire monétaire américaine, l'emploi du *trade dollar* dans la circulation métropolitaine. On a vu que le cours légal, qui lui avait été accordé en 1873 (voir ci-dessus, chap. II, p. 115), lui avait été retiré sur la demande des Sénateurs de Californie : au prix où était tombé l'argent, il y avait avantage à mettre en circulation cette pièce, qui jouissait du privilège de la frappe libre et illimitée. En même temps, le Secrétaire du Trésor fut autorisé à suspendre la frappe du *trade dollar* en cas de nécessité. Le Congrès pensait avoir résolu la question ; mais c'était une illusion. Au contraire, les premiers *trade dollars* apparurent en octobre 1876 à l'est des Montagnes Rocheuses (60). Il y avait profit à acheter le métal, à le faire frapper (coût : 1 1/4 %), et à le mettre en circulation concurremment avec les dollars-papier (61). Aussi Sherman, à un moment où le métal continuait à être présenté à la frappe quoique la demande de dollars pour la Chine fût momentanément arrêtée, s'estima-t-il justifié à suspendre la frappe le 15 octobre 1877 (62). Il se trouva que peu après le commerce de la Chine exigea des envois considérables d'argent ; le cours du *trade dollar* sur la place de San Francisco monta de 3 à 5 %, et fit prime de 6 % sur sa valeur métallique calculée sur le cours de l'argent à Londres (63). Le 6 novembre 1877, les Monnaies de San-Francisco et Carson furent rouvertes à la frappe des *trade dollars*. Bientôt le mouvement d'exportation vers les centres de l'Est reprit ; les courtiers les fournissaient à 3 % au-dessus de leur valeur métallique (ce qui couvrait les frais de monnayage, envoi, assurance et perte d'intérêt) plus de 2 % de « commission supplémentaire » (le bénéfice du courtier) (64). Les acheteurs étaient surtout des indus-

(60) Sherman, dans *House Miscellaneous Document 11, 46th Congress 1st session*, 26 avril 1879, p. 2.

(61) Linderman, Directeur de la Monnaie, dans *Senate Executive Document 80, 45th Congress 2nd session*, 15 mai 1878 (la lettre citée est du début de novembre 1877).

(62) *Treasury Report for 1877*, p. xx. L'ordre fut exécuté à partir du 16 octobre à la Monnaie de Philadelphie, et parvint le 19 à celles de San Francisco et Carson. Son effet se fit attendre quelque temps, parce que les Monnaies achevèrent de frapper le métal déposé précédemment.

(63) Représentant Wren (Nevada), devant le Comité des Monnaies de la Chambre, le 19 mars 1878, dans *House Miscellaneous Document 44, 45th Congress 2nd session*, p. 8.

(64) Sénateur Bayard, dans « *Congressional Record* », *45th Congress 2nd session*, p. 732 (4 février 1878).

triels qui, directement ou par l'intermédiaire des banques, suivant l'importance de leurs affaires, s'en munissaient pour payer leurs ouvriers. Les détaillants les acceptaient bon gré mal gré, et s'en défaisaient à perte. A la fin de janvier, l'ordre fut donné aux bureaux de poste de les refuser ; les banques faisaient de même (65). Cette nouvelle invasion, plus violente que les précédentes, fut arrêtée le 22 février 1878 lorsque la frappe fut de nouveau suspendue (66). Sherman demanda au Congrès de supprimer définitivement par acte législatif cette pièce malencontreuse ; mais les argentistes s'y refusèrent, et le statu quo demeura plusieurs années. Environ 5 millions et demi de ces dollars étaient dans le pays ; ils disparurent très lentement de la circulation, achetés à bon compte par des spéculateurs dans l'espoir que le gouvernement les reprendrait « au pair » (comme on disait par un abus du langage, car le « *United States dollar* » et le « *trade dollar* » n'avaient à proprement parler que le nom de commun), ce qu'il fit par une loi du 19 février 1887. Près de six millions qui avaient circulé aux Etats-Unis reparurent alors.

Lorsqu'il fut devenu impossible de se procurer à la Monnaie des *trade dollars*, le même trafic continua avec des dollars mexicains importés à cet effet. Les banques les refusèrent, et en réponse à de nombreuses demandes de renseignements le Trésor publia une circulaire

(65) Ibid., p. 1249. Sur la manière dont les *trade dollars* étaient introduits dans l'Est : C. F. Adae à Sherman (SHERMAN MSS.), Cincinnati, 20 octobre 1877 ; Sailor et Stevenson, banquiers, à Linderman, dans : *Senate Executive Document 80, 45th Congress 2nd session*, Philadelphia, 31 octobre 1877. Ce texte indique que les *trade dollars* furent introduits à Philadelphie en raison de la rareté des billets d'un et deux dollars, qui à l'occasion faisaient prime ; il est possible qu'une coïncidence de ce genre ait facilité l'introduction des *trade dollars*. Egalement : Sen. Eaton (Connecticut) dans « *Congressional Record* », 45th Congress 2nd session, p. 758, 5 février 1878. L'exemple cité dans ce cas est celui d'un industriel de Hartford qui paie les *trade dollars* à son personnel au prix coûtant, 97 cents pièce ; le lendemain un meeting des ouvriers le prie de les payer à l'avenir en billets. L'histoire ne paraît pas très explicable, à moins qu'il ne s'agisse de la part de l'industriel en question d'une mise en scène destinée, au plus fort de la controverse sur le *Bland bill*, à persuader ses ouvriers des inconvénients du dollar d'argent. Des « leçons de choses » de ce genre sont assez fréquentes une quinzaine d'années plus tard.

(66) *Mint Report for 1878*, p. 257. Les dollars déjà en circulation n'en disparurent que peu à peu ; pendant des mois le Trésor reçut de nombreuses lettres demandant pourquoi le *trade dollar* ne passait pas au pair. Les entreprises importantes qui avaient introduit ces pièces furent parfois les premières à donner l'exemple de les refuser, ainsi le New-York Central Railroad. « *Nation* », 19 septembre 1878. Le 1^{er} septembre 1878, il fallut imprimer une circulaire pour y répondre. UPTON, *Money in Politics*, p. 251. Il arriva que des spéculateurs les achetaient aux Etats-Unis où ils étaient dépréciés pour les vendre au pair à des émigrants à leur départ d'Europe. Ibid., p. 157. Sur près de 8 millions repris par le Trésor en 1887, on estima que deux millions étaient revenus de Chine (la grande masse des *trade dollars* circulant en Chine fut privée du privilège de remboursement par une disposition de la loi qui écartait les « *chopped dollars* », c'est-à-dire les pièces sur lesquelles les changeurs chinois avaient imprimé leur marque).

mettant en garde le public contre ces pièces sans cours légal. Comme, à la différence du *trade dollar*, leur apparence étrangère éveillait déjà les soupçons des simples, cette circulaire suffit à arrêter l'importation de ces dollars mexicains, et dès la fin de 1880 ils avaient cessé de circuler (67).

Peu après, le 1^{er} janvier 1879, la convertibilité-or du *greenback* fut officiellement rétablie. A partir de ce moment, les Etats-Unis se trouvèrent pour la première fois de leur histoire avoir résolu le problème pratique de mettre à la disposition de leur population des dollars, multiples et fractions circulant côte à côte pour une valeur uniforme. Malgré la diversité remarquable des espèces et des billets en circulation (qui n'a fait que s'accroître par la suite, chaque génération enrichissant la famille des « dollars » d'une ou deux espèces nouvelles, dont bien peu furent jamais supprimées), les uns émis par les banques et d'autres par le Trésor, les uns ayant cours légal dans toutes les transactions, d'autres non, le public ne connut qu'un « dollar » unique sous des apparences diverses, également utilisable pour tous les usages quotidiens. Dans l'arène politique, la « question monétaire » se trouva du même coup dégagée des préoccupations adventices qui l'avaient jusque-là compliquée et parfois obscurcie. Certes, le fond du débat ne fut en rien modifié : il s'agissait toujours de la détermination de la valeur de l'étalon, et de l'effet que le maintien ou les modifications spontanées ou législatives de cette valeur avaient sur les intérêts des différentes classes de la population. Mais s'il resta le même, il fut du moins considérablement clarifié. Les apparences concrètes des diverses sortes de monnaie cessèrent de retenir l'attention comme elles l'avaient fait au temps où elles correspondaient à des différences de valeur. On ne saurait exagérer l'atmosphère de confusion qui avait régné auparavant dans toutes les discussions monétaires, et qui se dissipa lorsque la valeur d'un « dollar » unitaire resta seule en discussion ; si les difficultés techniques qui lui avaient donné naissance s'étaient perpétuées, il est permis de supposer que l'opinion publique se serait emparée de la question de l'argent avec moins de passion qu'elle ne le fit quand il s'agit d'une alternative simple : dollar d'argent contre dollar d'or. Du même coup disparurent certains arguments qui jusque-là avaient toujours figuré en bonne place dans la discussion. Ainsi cette étrange illusion que la frappe des dollars d'argent mettra en circulation une monnaie « dépréciée » qui ne pas-

(67) « Nation », 21 mars, 22 août 1878. *Mint Report for 1878*, p. 258. « Nation », 23 janvier 1879. *Treasury Report for 1879*, p. 347 ; *for 1880*, p. 323 (Treasurer). En juillet 1883 les commerçants de New-York s'entendirent pour les refuser, et dès lors la circulation en fut à peu près réduite à la Pennsylvanie. « Congressional Record » 49th Congress 1st session, p. 71. Voir aussi les débats au Congrès sur le retrait du *trade dollar*, en particulier « Congressional Record » 48th Congress 1st session, p. 2485 et 5826. (Chambre, 1^{er} avril 1884 ; Sénat, 1^{er} juillet 1884).

sera que pour la valeur du métal qui la compose, et que ce sera une perte d'autant pour les salariés obligés de l'utiliser : elle s'explique du fait que les contemporains avaient sous les yeux l'exemple de la monnaie divisionnaire d'argent et des *trade dollars*, effectivement dépréciés par rapport à l'unité de compte et qui infligeaient une perte d'autant à certaines classes de la population (68). Mais si la confusion engendrée par la période de chaos monétaire se dissipa, il en resta l'impression vivace que la « mauvaise » monnaie était un danger contre lequel il fallait se prémunir. Lorsque, cinq, dix, vingt ans plus tard, un orateur expliquait aux foules les méfaits des hérésies monétaires : hausse des prix, retard de la hausse des salaires, dislocation du marché des capitaux et des échanges internationaux, qui sait si dans l'esprit de nombreux auditeurs ces arguments abstraits n'étaient pas éclipsés par le souvenir d'avoir vu en 1877 ou 1878 le propriétaire refuser les demi-dollars mis de côté pour le paiement du loyer, ou de s'être entendu dire par l'épicier qu'il ne pouvait prendre qu'avec un rabais de deux ou trois cents une pièce pourtant de bon argent marquée « *Trade Dollar* » ? L'influence que des impressions de ce genre eurent sur les conflits qui suivirent est matière à pure conjecture ; nous inclinons à croire qu'elle pourrait bien avoir été moins insignifiante qu'on ne l'a généralement admis.

*
**

La lutte pour la frappe libre de l'argent, dont on a vu les origines, se poursuivit de 1876 à 1879. Tandis qu'à Washington le débat législatif se poursuivait avec des fortunes changeantes, les forces en présence dans le pays restèrent sensiblement les mêmes. Leur intensité varia, non leur nature. Il est donc légitime d'interrompre pour un moment le récit des événements pour passer en revue les circonstances qui les commandèrent.

*
**

Naturellement, la situation du métal blanc touchait au premier chef les producteurs. Une baisse de 10 % du prix du métal pouvait signifier une baisse de 15, 30, 50 % de leur marge bénéficiaire ou même la transformer en une perte nette. La frappe libre et illimitée du

(68) Bien entendu, le cours des pièces divisionnaires et du *trade dollar* était déterminé par leur surabondance et non par leur valeur métallique, qui ne représentait qu'une limite inférieure jamais atteinte en effet. D'autre part la perte paraît avoir frappé moins les salariés que les commerçants (surtout les grossistes) obligés de recevoir les pièces d'argent et incapables de s'en défaire ; le « travailleur » leur fut substitué dans l'éloquence parlementaire pour mettre l'argument en conformité plus parfaite avec les lois du genre.

métal blanc aurait pour effet de porter immédiatement à \$ 1.29 le prix de l'once de métal fin, c'est-à-dire d'augmenter de 10 % (en chiffres ronds — plus ou moins suivant la date où l'on se place, naturellement) les rentrées brutes des mines ; mais en chiffres absolus, c'était une augmentation de bénéfice net de l'ordre de quatre millions de dollars. Schéma simple et dont la validité n'était niée ni par les ennemis de la frappe libre ni par ses amis, qui se bornaient à déclarer que les « mineurs » étaient méritants, et que leur intérêt coïncidait avec celui de l'humanité.

Il y a lieu cependant de rechercher avec quelle exactitude ce schéma recouvre les faits ; et ce faisant on est amené à y porter mainte retouche de détail. D'abord il soulève une objection théorique : il est plausible d'admettre que l'introduction de la frappe illimitée aux Etats-Unis entraînerait l'étalon d'argent *de facto*, et que de ce chef la valeur du dollar sur le marché des changes descendrait jusqu'à la valeur-or de 371.75 *grains* d'argent fin. Dans quelle mesure cette dévaluation du dollar se traduirait-elle par une hausse des prix intérieurs, et des frais d'exploitation ? La hausse des prix, moins comme une conséquence de la dévaluation que de l'inflation, était prédite par les partisans de la frappe libre ; c'était cette perspective qui devait leur attirer des alliés. Mais il semble pas qu'ils aient beaucoup réfléchi à son influence sur leur prix de revient, et il est en effet probable que cette hausse n'aurait compensé que très lentement et incomplètement celle du prix du métal.

Bien plus significative est la question de savoir qui étaient les intéressés à une hausse de l'argent. Avec son imprécision coutumière, le vocabulaire politique les désignait comme « les mineurs ». En réalité il s'agissait d'un groupe très complexe dont les intérêts dans l'affaire étaient de degré très différent. A prendre à la lettre la rhétorique d'un John P. Jones on serait tenté de croire que le mineur qui extrayait le minerai d'argent du Comstock Lode était un prospecteur travaillant pour son compte comme ceux qui avaient exploité au début les placers de la Californie. Depuis longtemps, il avait cessé d'en être ainsi. La plupart des mines importantes avaient poussé leurs excavations à plus de mille mètres au-dessous de la surface ; il est bien évident que des entreprises de ce genre ne laissent aucune place au mineur indépendant. Les mineurs étaient syndiqués, et en mesure d'exiger un salaire considérable pour l'époque : quatre dollars par jour était le minimum pour les travailleurs du fond. C'étaient là leurs moyens d'existence, et ils n'étaient pas liés directement au prix de l'argent, ce qui permettait à un Sénateur de l'Est de s'écrier : « Et qui serait le bénéficiaire de cette ristourne ? » (il s'agissait de la plus-value créée par la frappe libre). « Non pas le mineur qui extrait et broie le quartz et sépare l'argent de sa gangue... ou le lave sur les

flancs des monts ou le lit des ruisseaux... La « Bank of California » et la « Bank of Nevada » et d'autres riches sociétés et capitalistes seront, comme ils le sont maintenant, les détenteurs de métal » (69). C'est vrai ; mais il convient de faire deux observations. Tout d'abord il était facile aux sociétés minières de persuader leur personnel que plus le prix de l'argent était élevé, plus l'entreprise devenait profitable, plus grande était la demande de main-d'œuvre, et inversement. Ensuite la plupart des mineurs étaient actionnaires dans les Compagnies locales. Privés de la possibilité de faire une fortune rapide en découvrant un filon profitable, il leur restait celle de s'associer aux chances des Compagnies en spéculant dans leurs actions. La mentalité de ces mineurs de Virginia City n'était pas celle de salariés ordinaires ; elle était restée, en dépit de conditions économiques entièrement différentes, celle du *gold rush* de 1849 dont beaucoup d'entre eux avaient fait partie, une mentalité de chercheurs d'or, c'est-à-dire de joueurs. Ce n'est pas un hasard si le faro et le poker tenaient un tel rôle dans tous les centres miniers : « tenter sa chance » y était tout le sens de la vie. L'homme du Comstock ignorait l'épargne ; ce que ses dépenses de nécessité et de luxe laissaient subsister de son salaire passait à acheter des actions de mines, ou plutôt à couvrir les spéculations à découvert à l'attrait desquelles il ne savait pas résister (70). Il était donc intéressé au cours de l'argent à un double titre : en tant que tout salarié est intéressé à la prospérité de l'industrie qui l'emploie, et en tant qu'actionnaire.

La notion d'actionnaire elle-même est à préciser. Au début, plusieurs compagnies avaient fait appel au capital de l'Est (71). Mais il est certain qu'à partir de 1874 à tout le moins, la grande majorité des actions était détenue dans la région pacifique, en Californie et en Nevada. La Bourse de San Francisco avait été créée pour négocier les actions des mines du Comstock, et jusqu'au déclin du fameux Lode après 1878, son histoire se confond avec celle des mines d'argent, de leurs hauts et de leurs bas sensationnels (72). Elle montre une instabilité extraordinaire, qui défie toute comparaison avec des

(69) « Congressional Record », 45th Congress 2nd session, p. 930 (Sen. Saulsbury, 11 février 1878).

(70) Le témoignage le plus vivant et le plus direct, souvent le plus naïf, sur la population du « Comstock Lode » est : Mrs. Mary McNair MATTHEWS, *Ten Years in Nevada*. Cf. en particulier p. 175, 180, 226. Sur les habitudes spéculatives des mineurs. R. W. RAYMOND, *Rapport sur les Mines*, 1872, p. 145, et surtout « DAN DE QUILLE », *The Big Bonanza*, p. 400. Des données intéressantes sont éparses dans le médiocre ouvrage d'Eliot LORD, *Comstock Mines and Miners* (1882).

(71) Les indications données par la presse, les prospectus de compagnies et les Rapports annuels du *Commissioner of Mining Statistics* indiquent la présence de capital extérieur à la région du Pacifique, et venant en partie du Middle West, dans une large mesure de New-York et Boston, et de Grande-Bretagne.

(72) Voir les premiers chapitres de : J. C. KING, *The History of the San Francisco Stock and Exchange Board*.

entreprises industrielles normales. Les cours des actions minières (73) suivaient des courbes erratiques, influencées dans des proportions considérables par les facteurs les plus divers, dont les probabilités de dividendes étaient le plus important mais non le seul. On observait que si la rumeur se répandait qu'une découverte avait été faite dans une mine, il s'ensuivait une hausse de toutes les entreprises voisines, même lorsqu'il n'y avait pas la moindre probabilité que le filon découvert s'étendit jusqu'à leur tréfonds. Si les hausses provenaient de l'espoir bien plus que de la réalité des bénéfices, les krachs (et ils furent nombreux et violents) attaquèrent le marché sur toute la ligne, et les titres dont la valeur n'avait été soutenue que par de vagues espoirs et les activités des spéculateurs entraînaient dans leur chute brusque ceux d'entreprises en parfaite condition. Le public de San Francisco, rendu amer par des expériences cuisantes et répétées, racontait que ces vicissitudes boursières n'étaient pas accidentelles. A en croire la rumeur publique, les dirigeants de compagnies de mines, au lieu de tenter leur chance contre la Nature dans la recherche des filons qu'elle avait cachés dans le roc, préféraient jouer un jeu plus sûr avec les épargnants californiens. Quoi de plus facile que de spéculer à la hausse, quand ils étaient les premiers avertis lorsque le pic du mineur rencontrait une poche de minerai ? Certaines compagnies avaient même formé pour ces occasions des équipes de mineurs de confiance, qu'elles mettaient au travail dans la galerie où le nouveau filon avait été découvert ; pour mieux s'assurer de leur discrétion, pendant tout le temps nécessaire pour que les dirigeants de la Compagnie puissent prendre position sans attirer l'attention à la Bourse de San Francisco, on ne les laissait pas remonter au jour, les compensant de cet internement par « du champagne et tout ce qui s'ensuit » (74). Il ne manque pas de témoignages pour attester des procé-

(73) Publiés (en dehors des journaux de San Francisco) chaque semaine par le « Commercial and Financial Chronicle ». La capitalisation en bourse de 14 Compagnies du Nevada, représentant la plus grande partie de la production (Belcher, Chollar Potosi, Crown Point, Eureka Consolidated, Gould and Curry, Hale and Norcross, Imperial, Kentuck, Ophir, Overman, Raymond and Ely, Savage, Yellow Jacket, Consolidated Virginia), montre, il est vrai, une baisse presque continue pendant la période de grande baisse des cours de l'argent, d'un peu plus de 11 millions le 24 février 1876 à 8 millions le 12 mai et moins de 7 millions le 7 juillet. L'argent remonte ensuite et le 26 août les actions étaient remontées à 7.7 millions. Mais la coïncidence s'arrête là : ni dans le détail de ces quelques mois ni dans les périodes précédentes et suivantes on ne peut déceler la moindre correspondance entre les cours des actions et celui du métal. Par exemple, à la fin de l'année 1876 le cours de l'argent s'est bien relevé : celui des 14 actions citées est tombé à moins de 5 millions.

(74) *House Report 94, 42nd Congress 2nd session*, p. 141. Le texte du dialogue suivant devant une Commission de la Chambre (*ibid.*, p. 140 et 141) résume bien la situation :

Adolph Sutro (interrogeant le témoin) : « Ces mines sont-elles exploitées légitimement en tant que mines, ou pour des motifs de spéculation ? »

dés de ce genre. Il est plus difficile de faire la preuve de l'opération inverse, la baisse provoquée délibérément par les administrateurs eux-mêmes, soit en répandant des bruits fâcheux sur le succès de la société, soit en supprimant le dividende mensuel ; ceux qui pratiquaient l'opération se portaient soit vendeurs à terme, soit acheteurs au comptant ; dans ce dernier cas, leur profit était de regarnir leur portefeuille d'actions, quand ils s'en trouvaient démunis à force d'en avoir écoulé dans le public. Il était d'autant plus facile de déclencher une baisse que les mêmes capitalistes dominaient les principales mines et deux des banques les plus importantes de San Francisco : la « Bank of California » et la « Bank of Nevada » (75), et qu'une restriction des crédits aux spéculateurs pouvait les forcer à des liquidations massives. On serait tenté d'être sceptique au récit de ces machinations : faut-il croire que les mêmes « coups » élémentaires aient réussi sur une grande échelle, à des intervalles fréquents, pratiqués par les mêmes individus, sur le même public ? Mais l'esprit de spéculation, ou de jeu, qui dominait la population californienne à cette époque, en faisait une proie facile pour les manipulateurs de Bourse. « 1 % par mois, ou 10 % par an, est le taux auquel des hypothèques importantes ont été contractées », disait un contemporain en 1873 « mais dès qu'il s'agit de titres de mines, la plupart des gens, dès qu'ils parlent dividendes, semblent partir du principe qu'ils ne sauraient se tenir satisfaits à moins de 5 % par mois » (76). « Les titres de sociétés minières » disait un autre témoin, « sont presque toujours possédés temporairement, et comme spéculation » (77). Il ne s'agit pas seulement du grand public : on a vu que les dirigeants mêmes des Compagnies enflaient leur portefeuille quand le marché était bas, et au moment propice le réduisaient au minimum nécessaire pour conserver le contrôle de la société. Même s'il y en avait qui se tenaient à l'écart des manipulations boursières, et possédaient eux-mêmes la majorité du capital de la mine qu'ils exploitaient, la nature même de l'entreprise en faisait des spéculateurs, vis-à-vis de la Nature sinon

Prof. W. Newcomb : « A mon avis, quand ils rencontrent un filon ils les exploitent en tant que mines. Mais autrement, ils les exploitent à la Bourse de San Francisco ».

...Sutro : « A votre avis, Professeur, les mines sont-elles exploitées dans l'intérêt des possesseurs de leurs actions ? »

Newcomb : « Il me semble qu'elles sont exploitées plutôt dans l'intérêt de certains particuliers, qui peuvent avoir un intérêt dans les mines, ou non ». L'existence d'équipes spéciales est confirmée par DAN DE QUILLE l. c. p. 496. (Cf. aussi p. 166). Sur la spéculation des dirigeants des Compagnies à la hausse et à la baisse : Mrs. MATTHEWS, l. c., p. 295, et surtout S. P. DEWEY, *The Bonanza Mines of Nevada*, p. 15, 23, 57.

(75) A partir de 1875, la « Bank of California » réorganisée après une suspension de paiements retentissante, fut moins importante que la « Bank of Nevada » organisée par les dirigeants des deux mines les plus productives.

(76) *House Report 94, 42nd Congress, 2nd session* (3 juin 1872), p. 272.

(77) *Report of the Commissioner of Mining Statistics, 1868*, p. 344.

vis-à-vis du public. Leur but n'était pas la marge bénéficiaire relativement restreinte, mais relativement régulière, qui est l'idéal d'industries moins aléatoires ; c'était le coup de chance qui presque du jour au lendemain pouvait doubler, décupler la valeur de leur propriété. Dans des conditions semblables, une baisse même sensible du prix de leur produit ne leur paraissait pas tout à fait aussi importante qu'elle l'eût fait à d'autres industriels. Elle revenait à diminuer de dix, de quinze pour cent la valeur à la tonne de tout le minerai extrait ; variation qui semblait relativement anodine à des hommes pour qui l'alternative était entre du roc stérile (ou trop pauvre pour valoir la peine d'être traité, même au prix fort de l'argent) et du minerai souvent si riche que même au niveau où le cours du métal était descendu, il couvrait plusieurs fois son prix de revient. Dans un cas (le plus fréquent) le spéculateur voyait, après avoir répondu à deux ou trois appels de fonds, le cours de ses titres tomber tout près de zéro ; dans l'autre il doublait, il décuplait sa mise en quelques semaines. Le rendement d'un filon (à plus forte raison s'il touche l'intéressé par l'intermédiaire du mécanisme amplificateur de la Bourse) a des variations beaucoup plus rapides et infiniment plus amples que le cours de l'argent à Londres, et rejetait celui-ci au second plan dans une large mesure. Il serait absurde de prétendre que les possesseurs de mines d'argent se désintéressaient du prix du métal ; mais ils s'y intéressaient de façon moins passionnée que ne le supposaient les gens de l'Est, habitués à des conditions économiques différentes (78).

A ce qui précède, il convient toutefois d'apporter une réserve importante. Ce qui est vrai des mines peut ne pas l'être des autres entreprises qui concourent à la fabrication du métal. Sur le Comstock Lode existait une intégration verticale d'un type spécial. Autour de certaines mines particulièrement profitables, qui avaient fourni le capital initial, s'étaient formés des « *Konzerns* » assez complets. Les fabriques où se traitait le minerai étaient moins nombreuses que les mines, et généralement dominées par la « Bank of Nevada », que contrôlait le « *Bonanza Ring* » (Flood, Fair, Mackay et O'Brien, tous quatre rendus multimillionnaires par les deux mines les plus productives du Comstock, « Consolidated Virginia » et « California ») ; de même le chemin de fer qui desservait Virginia City ; de même les Compagnies qui fournissaient les deux matières premières les plus indispensables, l'eau et le bois. Comme ces entreprises étaient beaucoup moins aléatoires que les mines, leurs propriétaires comptaient sur elles pour leur assurer un revenu sûr, et étaient satisfaits de laisser les mines tenter leur chance avec le capital du public. Des contrats léonins, conclus entre la mine et les autres entreprises (les diri-

(78) Les Rapports annuels du Conseil d'Administration de « Consolidated Virginia » sont remarquablement brefs sur le fait.

geants étant les mêmes) aidaient à diriger les profits du côté désiré (79). Pour toutes ces entreprises, le calcul rationnel et la prévision des frais et des bénéfices, qui n'avait que bien peu de sens appliqués à l'aléa constant d'une mine, étaient tout à fait possibles ; et rien ne pouvait masquer le fait que la baisse du prix de l'argent réduisait d'autant le produit brut de l'exploitation argentifère, et qu'il serait difficile sinon impossible pour rétribuer le traitement du minerai, la fourniture de l'eau et du bois, et le transport, de prélever sur cette masse réduite une part constante. A ce point de vue, les « *bonanza kings* » avaient un intérêt direct et essentiel à voir les cours remonter pour quelque cause que ce fût.

Par bonheur, nous n'en sommes pas réduits, pour savoir leur opinion, aux conjectures, ni aux affirmations incontrôlables de polémistes. A la fin de 1877, alors que la discussion du *Bland bill* agitait l'opinion plus que jamais, des affirmations contradictoires furent publiées dans la presse de New-York sur l'attitude des « *bonanza kings* », les argentistes désirant rejeter de leur camp ces alliés compromettants, les partisans de l'étalon d'or leur y assignant une place éminente. Mais en réalité les capitalistes du « *bonanza ring* » étaient hostiles à la frappe illimitée de l'argent, et en faveur d'une frappe modérée, comme en fait foi une lettre du directeur de l'*Associated Press* à Sherman (alors Secrétaire du Trésor), vraisemblablement en réponse à une demande de renseignements confidentiels (80). La clef de cette attitude est sans doute donnée par les rapports confidentiels adressés à Sherman par le Directeur de la Monnaie, Linderman, de San

(79) Pour la période antérieure à la dépréciation de l'argent, où le principal « trust » était dirigé par la « Bank of California », voir les documents publiés sur le « Sutro Tunnel » : *Senate Executive Document 15* et *House Report 94*, 42nd Congress 2nd session, 9 janvier et 3 juin 1872. Pour la période postérieure à 1875, où le « *bonanza ring* » et la « Bank of Nevada » jouèrent le premier rôle, la source la plus complète est le pamphlet déjà cité de S. P. DEWEY. Ces sources peuvent être suspectées d'exagération, mais il est hors de doute que leur description correspond au moins dans une large mesure à la réalité. DAN DE QUILLE, *The Big Bonanza*, p. 518-530, donne sur la situation financière des grands capitalistes du Comstock des détails que son expérience de journaliste sur place pendant plusieurs années rend d'autant plus précieux. Les auteurs modernes n'ont guère fait que paraphraser ces sources, ainsi GLASSCOCK, *The Big Bonanza* ; G. D. LYMAN, *Ralston's Ring, California Plunders the Comstock Lode*.

(80) J. W. Simonton, general agent of the Associated Press in New-York, à Sherman, SHERMAN MSS., 29 décembre 1877. Transmet copie d'un échange de dépêches chiffrées avec son correspondant de San Francisco. Le texte de la réponse de celui-ci est : « Louis McLane » (directeur de la « Bank of Nevada ») « et les principaux membres de la « Bank of Nevada » sont opposés à la remonétisation sans restriction, et partisans d'une frappe modérée, comme le « San Francisco Bulletin ». Sont détenteurs de fonds d'Etat en quantité ». (Le « San Francisco Bulletin » passait pour l'organe du « *bonanza ring* »). Sur le même sujet, un témoignage à peu près concordant (mais infiniment moins sûr) de John P. Jones, « Congressional record », 45th Congress 2nd session, p. 1025 (Sénat, 14 février 1878). Dans le même sens, « *Economist* » de Londres, 12 janvier 1878.

Francisco où il passa l'été et l'automne de 1877 (81). Il y poursuivit des négociations officieuses avec les banques qui détenaient les stocks d'argent (les principales étaient la « Bank of Nevada », la « Bank of California » et l'« Anglo-American Bank »). Le Trésor achetait du métal pour frapper des pièces divisionnaires, et les banques lui tenaient la dragée haute, espérant que les cours se relèveraient ; la tâche de Linderman était de les persuader de modifier leurs conditions, sous la menace d'acheter le métal à Londres, ou en Allemagne. Au bout de quelque temps, les banques renoncèrent à spéculer à la hausse du métal blanc ; elles le cédèrent au Gouvernement en échange de fonds d'Etat. Si les capitalistes qui contrôlaient les mines du Comstock investissaient ainsi leurs disponibilités en valeurs à revenu fixe, il est de toute évidence qu'ils n'avaient pas intérêt à voir le dollar se dévaluer. A partir de 1877, la production du Comstock devint de moins en moins rémunératrice ; les hommes qui y avaient fait fortune savaient que leurs intérêts les plus importants n'étaient plus là. Assurément, si leurs mines pouvaient redevenir profitables, ils y avaient gros à gagner ; mais si ce résultat devait être obtenu au prix d'une dévaluation de l'unité monétaire qui atteindrait une bonne partie de leurs autres placements, il leur était naturel d'hésiter entre un bénéfice aléatoire et un préjudice certain (82).

En tant que capitalistes, les maîtres des mines du Comstock avaient donc bien moins intérêt à la frappe libre de l'argent qu'à un compromis. Mais ceux d'entre eux qui avaient une carrière politique ne pouvaient se permettre d'en faire l'aveu public. Les mineurs de Virginia

(81) SHERMAN MSS., 2 juillet, 5 juillet, 31 août, 14 septembre, 18 septembre 1877, en particulier la lettre du 14 septembre. Jones, dans le passage du « Congressional Record » cité plus haut, insinue qu'il y avait une différence d'opinion entre les dirigeants des mines et ceux des banques. Ce n'est pas impossible, mais il n'y avait pas conflit d'intérêts, et s'il y en avait eu, c'est la banque qui l'aurait emporté, car le groupe de capitalistes qui contrôlaient l'une et l'autre étaient beaucoup plus directement intéressés aux profits (ou pertes) de la banque qu'à ceux de la mine, dont les actions se trouvaient dans une large mesure entre les mains des épargnants.

(82) Comme John P. Jones l'expliquait à un rédacteur du « Cincinnati Enquirer », sa propre mine (Crown Point) était épuisée depuis trois ans. Les « *bonanza men* », Flood, O'Brien, Mackay et Fair, n'étaient pas en faveur de la frappe libre de l'argent, car ils étaient gros porteurs de titres de rente, tandis que leurs mines pouvaient s'épuiser d'un jour à l'autre (« Cincinnati Enquirer », 1^{er} février 1878). Non seulement ils savaient que leurs mines pouvaient s'épuiser ; ils savaient dès le début de 1878 et probablement bien auparavant qu'elles ne pouvaient manquer de le faire bientôt, s'il faut en croire Squire Pierce DEWEY, *The Bonanza Mines of Nevada*, pp. 44-60. N'importe, la légende persista longtemps qu'à la racine de l'agitation argentiste il y avait les *bonanza men* du Comstock soucieux d'avancer leurs intérêts. Toutes les sources semblent indiquer au contraire que les *bonanza men* se rangèrent très tôt à l'opinion qu'exprimait plus tard un homme bien renseigné, William M. Stewart, dans une lettre à son associé : « ... ce serait aussi sot qu'un placement en valeurs du Comstock, sur lesquelles les imbéciles payent des appels de fonds depuis vingt ans sans la moindre chance de toucher un dividende » (Stewart à W. F. Herrin, 24 avril 1894, STEWART MSS.)

City et des autres camps miniers n'avaient pas fait fortune lorsque la production de l'argent était active ; mais elle leur avait procuré du travail à quatre dollars par jour. La baisse de cette production signifiait le chômage et la baisse des salaires (83). Toute la population du Nevada — moins de cent mille personnes — vivait des mines soit directement soit indirectement ; la fermeture des mines, c'était pour le commerçant et pour le cultivateur la fermeture de leurs marchés. Leur intérêt n'était pas discutable : sous leurs yeux Virginia City devenait peu à peu la ville morte qu'elle est aujourd'hui, et tout ce qui était de nature à arrêter cette décadence était leur salut. Les années où l'argent valait un dollar vingt-neuf l'once avaient été des années de prospérité ; que ce prix fût de nouveau garanti par la loi, comme autrefois, et la prospérité reviendrait. Le moins que pût faire un homme politique qui tenait à sa réélection était de promettre de faire tout son possible pour ramener les « *silver days* » dont le nom est aujourd'hui encore au Nevada symbole de prospérité (84).

Le Nevada n'était pas le seul Etat producteur d'argent. Pendant que le débat argentiste battait son plein, le Colorado se développait rapidement. En 1876-1877, sa production d'argent dépassait celle d'or, et le mettait au second rang des Etats producteurs d'argent (85). Pourtant la population ne s'émouvait pas outre mesure du drame législatif qui se jouait à Washington. Le principal journal de Denver, les « *Rocky Mountain News* », publièrent le 1^{er} janvier 1878 une revue rétrospective de l'année 1877 ; la question du dollar-argent n'y est même pas mentionnée. Le 19 février, un éditorial déclare que c'est une question secondaire. La remonétisation du métal blanc est désirable et serait un bienfait pour les Etats qui le produisent, mais ne rétablira pas la situation financière. Ce ton d'une modération surprenante se retrouve dans tous les articles de cette période, et contraste avec la violence de la polémique à laquelle le même journal se livre simultanément contre les *Greenbackers* ; il a son écho dans l'inaction des représentants du Colorado à Washington dans le débat autour du *Bland bill*. La raison en est très simple : les affaires allaient bien, « les intérêts miniers ont fait des progrès admirables » au cours de

(83) Sur le Comstock, la « *Miners' Union* » parvint jusqu'en 1881 à maintenir le salaire minimum de 4 dollars pour les travailleurs du fond. Eliot LORD, *Comstock Mining and Miners*, p. 267. Mais les Rapports annuels sur la *Production des Métaux Précieux* indiquent l'arrêt ou le ralentissement des opérations dans presque toutes les mines, partant la diminution du personnel.

(84) La correspondance manuscrite de William M. STEWART en porte témoignage surabondant.

(85) Sur la production des mines, voir *Statistics of Mines and Mining West of the Rocky Mountains* (Rapport officiel, annuel jusqu'en 1876) ; *Report of the Director of the Mint upon the Statistics of the Production of the Precious Metals in the United States* (annuel à partir de 1881) ; pour les années intermédiaires, les Rapports annuels du Directeur de la Monnaie, publiés dans les Rapports du Secrétaire du Trésor.

l'année 1877, déclare l'article cité plus haut, et cela sans excitation spéculative. « Avec un tel esprit d'effort permanent, les affaires minières ne peuvent manquer de se développer d'année en année, et les bénéfices de s'enfler à proportion ». Une brochure de propagande publiée à Denver (86) calcule à grand renfort de statistiques que le prix de revient d'un dollar d'or ou d'argent n'a pas dépassé 40 cents en 1880. A coup sûr, cette affirmation est destinée à attirer le capital étranger ; mais même si l'on fait la part de l'exagération, il est certain que les mines du Colorado étaient très prospères. Les faveurs législatives n'en étaient pas moins désirables ; mais elles n'étaient pas nécessaires. La question du dollar-argent n'était pas une question de vie ou de mort. C'est pourquoi les intéressés restèrent relativement apathiques.



La véritable force du mouvement argentiste n'était pas là ; les Etats des Montagnes Rocheuses étaient alors trop faiblement représentés au Congrès pour exercer à eux seuls une pression considérable. C'est le Sud et surtout l'Ouest qui réclamaient la remonétisation, et c'est à leurs efforts persistants que fut dû le passage du *Bland bill*. Les contemporains l'admettaient unanimement, et tous les documents le confirment. Un examen des votes au Congrès permet une délimitation géographique rudimentaire des tendances de l'opinion publique (87). La Nouvelle-Angleterre, par exemple, fournit à la Chambre vingt-quatre votes contre le *Bland bill* et trois seulement en sa faveur ; le New Jersey et le Delaware, qui sont aussi des Etats industriels de l'Est, n'ont qu'un seul vote pour et sept contre. New-York, qui s'étend au-delà des Alleghanies et comprend de vastes régions exclusivement agricoles, est moins unanime : vingt-cinq contre, six pour. La Pennsylvanie est divisée exactement par moitié ; les agriculteurs de cet Etat partagèrent au cours de toute cette période la tradition inflationniste de leurs voisins de l'Ohio ; mais Philadelphie et les centres industriels étaient en sympathie avec le reste de l'Est capitaliste. Le Sud était presque sans exception en faveur de la remonétisation : 67 de ses Représentants votèrent pour, 5 seulement contre. Les Etats intermédiaires (Maryland, Kentucky, Missouri) de même (26 pour, 2 contre). La vallée du Mississippi, de la Virginie Occidentale au Kan-

(86) « *The Mining Industry* » (anon.), Denver 1881, p. 28.

(87) On pourrait être tenté de donner plus de précision à cette délimitation en reportant le vote sur une carte, circonscription par circonscription, comme l'a fait. PAULLIN dans son atlas historique. Mais c'est précisément cette apparence de rigueur qu'il convient d'éviter. Un vote du Congrès ne reflète la répartition géographique de l'opinion publique qu'en gros, et lorsqu'elle approche de l'unanimité. Dans les régions douteuses, des limites précises telles qu'une carte les donne cessent d'être significatives.

sas et au Nebraska, fournit 141 votes affirmatifs et 4 seulement négatifs). Enfin les Etats miniers contribuèrent 6 votes à la majorité, et un seul contre le *bill* (88). Si l'on examine les pétitions envoyées en grand nombre au Congrès pendant la discussion de la loi, la même impression se trouve confirmée. De Philadelphie à la côte canadienne, les pétitions pour le maintien de l'étalon d'or l'emportent très nettement. L'intérieur de New-York et de la Pennsylvanie sont plus également partagés. Et de l'Ouest vint un flot de pétitions exigeant dans les termes les plus énergiques la remonétisation immédiate du métal blanc. Le Sud, encore préoccupé avant tout de ses problèmes locaux, en envoya peu. De tout le Sud et l'Ouest, les seules pétitions défavorables furent envoyées par des Chambres de Commerce et des groupements de banquiers.

C'est que la ligne de démarcation géographique n'était pas la seule. Des exceptions significatives le soulignent. Le Massachusetts était l'un des Etats les plus conservateurs en matière financière ; mais Ben Butler, l'un de ses représentants, élu en faisant appel aux sentiments de classe des ouvriers d'usine de Lowell, vota pour le *Bland bill*, seul de son Etat. Tous les Représentants du Wisconsin votèrent oui ; mais les membres du Clearing House de Milwaukee se déclarèrent contre à l'unanimité. Un seul des six Représentants de la Caroline du Sud vota non ; mais les banquiers de Charleston et la Chambre de Commerce de la même ville prièrent le Congrès de ne pas remonétiser l'argent. La Californie et l'Oregon fournirent quatre votes affirmatifs, un seul négatif ; mais les Chambres de Commerce de San Francisco et de Portland envoyèrent une pétition contre le *bill* (89). Il n'y a là que des indices, sans plus ; le nombre limité des pétitions et surtout leur spontanéité très variable empêchent d'en tirer des conclusions fermes. Mais l'indice confirme ce que les contemporains admettaient très généralement : les banquiers étaient presque tous hostiles au *Bland bill* ; les agriculteurs et les ouvriers étaient beaucoup plus susceptibles de lui être favorables.



(88) Le relevé des votes a été fait d'après le « Congressional Record », *45th Congress 1st session*, p. 241, pour le vote de la Chambre sur le *Bland bill* le 5 novembre 1877. Le vote de la Chambre après le veto de Hayes, le 28 février 1878, se trouve au « Congressional Record », *45th Congress 2nd session*, p. 1419. Certains Représentants votèrent oui la première fois et non la seconde fois, parce que le compromis adopté leur paraissait insuffisant ; d'autres modifièrent leur vote en sens inverse. Pour classer les votes, on a tenu compte des explications de vote qui furent données. Il est possible que dans plusieurs cas des Représentants qui avaient voté non en novembre aient changé d'avis ensuite au contact de leurs commettants. En l'absence d'explications de vote, on a considéré comme partisans de la remonétisation ceux qui avaient voté en sa faveur soit en novembre 1877, soit en février 1878. Le nombre de ces cas douteux est du reste fort restreint.

(89) On a relevé toutes ces pétitions sur le « Congressional Record » de mars 1877 à mars 1878 inclusivement.

De la masse du public, parmi laquelle s'entrecroisaient des courants nombreux, se détachaient deux types principaux : l'inflationniste rural de la vallée du Mississippi et le capitaliste des métropoles de l'Est. Dans chacun des deux partis, ils constituaient l'élément dominant, celui qui donnait le ton, et autour duquel se groupaient d'autres catégories moins influentes de l'opinion. Leurs manières de voir, leurs intérêts, leurs traditions déterminèrent chacune des deux positions antagonistes. Les autres classes de la population ne firent guère que faire leur choix entre ces deux positions établies. Dans une question de ce genre, où tous les contemporains se rendaient compte que leurs intérêts économiques étaient en jeu, il serait tentant d'expliquer l'attitude de la grande masse par la conscience de ces intérêts économiques, bien ou mal compris. C'est ce qu'a fait Wildman, dans son « Histoire de l'Inflation aux Etats-Unis » ; c'est la méthode qu'applique à une période un peu postérieure Hicks, dans son étude sur « La Révolte Populiste ». Ils mettent en parallèle la situation économique qui prédominait dans un groupe et l'attitude qui prédominait dans le même groupe, et analysent le lien qui les unit, comme si la relation de cause à effet s'était exercée directement dans l'esprit de chaque membre du groupe. Le schéma est net, attirant : tel intérêt, telle revendication. Il a pourtant ses dangers. D'abord il simplifie abusivement la réalité. La grande majorité des hommes ne se font pas leurs opinions d'après leur situation économique mais d'après les opinions de leur entourage. Il est vrai que très souvent leur conviction est facilitée et renforcée du fait que leur situation et la façon de penser de leur entourage concordent. Le cultivateur de l'Ohio ou de l'Indiana qui pour profiter de la hausse des terres avait acheté une ferme dans les années d'inflation qui suivirent la guerre, et souscrit une grosse hypothèque pour pouvoir l'acheter, se trouvait de ce fait particulièrement bien préparé à accepter comme parole d'évangile la doctrine inflationniste du « Cincinnati Enquirer » ou les discours de « Gentleman George » Pendleton. Mais il arrive aussi que les deux ne concordent pas, et l'on a alors des anomalies apparentes qui sont trop nombreuses pour pouvoir les rejeter comme des « exceptions ». Les fermiers du Massachusetts étaient au moins aussi mal en point que ceux de la vallée du Mississippi, et la hausse des prix promise par le dollar-argent serait venue aussi bien à point pour eux que pour quiconque ; pourtant ils préférèrent s'en tenir au dollar-or. C'est que telle était, pour maintes bonnes raisons, l'opinion du « Springfield Republican » dont ils faisaient leur lecture quotidienne, et des notables de leur village dont ils respectaient l'avis. Ces réserves peuvent paraître subtiles. Mais les interprétations économiques plus ou moins systématiques de l'histoire sont si populaires qu'on a jugé prudent,

avant d'en entreprendre une, de souligner avec soin les limites de la validité qu'on lui attribue.

**

Le phénomène qu'on étudie pose trois questions. Tout d'abord, pourquoi l'Ouest était-il mécontent ? En second lieu, pourquoi ce mécontentement s'en prit-il au système monétaire ? Enfin, pourquoi la frappe de l'argent fut-elle la revendication la plus généralement adoptée ? On a indiqué au chapitre premier de cette étude que la dépression économique intense qui sévit de 1873 à 1878 sans accalmie notable était à la racine du mécontentement populaire. Non seulement ce lien existait, mais il était visible pour les contemporains. Au cours de la discussion au Congrès, les Représentants et Sénateurs argentistes émaillent leurs discours de descriptions pathétiques de la dureté des temps : deux mille chômeurs rien qu'à Indianapolis, et cinquante mille à New-York ; un Sénateur de l'Indiana savait même, sur la foi de « personnes très intelligentes », qu'il y en avait trois millions aux Etats-Unis, dont cinq cent mille étaient réduits au vagabondage (90) ; la multitude de ces vagabonds, qui cherchaient en vain dans les fermes du travail à cinquante cents par jour, que le fermier ruiné ne pouvait pas leur payer, était alléguée comme une preuve des vices du système monétaire : le manque de monnaie paralysait les affaires. Le cultivateur était doublement touché : la baisse des prix diminuait, voire réduisait à rien son bénéfice ; et s'il avait le malheur d'avoir emprunté la plus grande partie de son capital, comme le cas était très fréquent, il devait payer une dette souvent usuraire et dont le service exigeait chaque année une plus grande partie de sa récolte. « Un exemple tiré de mon propre Etat », disait un Sénateur de West Virginia : « le bétail se vend en ce moment sur les marchés de l'Est pour moins qu'il n'a coûté à acheter à l'automne dernier. Le fermier perd le grain que les animaux ont consommé, perd l'intérêt de l'argent, qui soit dit en passant est généralement du capital emprunté, et perd aussi son temps et l'usage de sa ferme... Tout est à la baisse — sauf la monnaie ! ». Le résultat, c'est que l'hypothèque n'est pas payée, que les créanciers réalisent le gage ; ce sont des milliers de ventes aux enchères. La conclusion est qu'il faut remonétiser l'argent. « J'ai entendu dire bien des choses dans cette enceinte sur l'injustice qu'il y a à obliger le créancier à accepter de l'argent déprécié en paiement de sa créance ; mais voici un autre point de vue : les dettes qui existent dans ce pays furent contractées sur la base du *greenback*,

(90) « Congressional Record », 44th Congress 2nd session, p. 165 (Chambre, 13 décembre 1876) ; 45th Congress 2nd session, p. 335 (Sénat, 15 janvier 1878). Les « trois millions de chômeurs » se retrouvent sans indication de source dans le Rapport de la Commission Monétaire de 1876. *Senate Report 703, 44th Congress 2nd session*, vol. I, p. 55.

et devraient être payées en *greenbacks*, ou en argent si le débiteur le préfère. Un retour rapide à l'étalon d'or obligera le débiteur à payer plus qu'il n'avait l'intention de s'engager à payer » (91). Un tel langage était la modération même à côté de celui que tenaient certains *Greenbackers* ; mais la logique était la même. Un correspondant de Sherman lui écrivit au début de 1878 pour attirer son attention sur le mouvement *Greenbacker* qu'il avait observé de près dans les campagnes de l'Illinois ; il en donne une description vivante et apparemment véridique, quoique sans sympathie (92). Il entendit Marcus M. « Brick » Pomeroy expliquer aux fermiers la cause de leurs malheurs : les porteurs de titres d'Etat ont offert des pots-de-vin au Congrès pour qu'il passe des lois financières iniques, dont le résultat sera qu'il y aura une aristocratie d'argent, qui créera une monarchie ; celle-ci introduira deux institutions également en abomination au peuple américain : une armée permanente et des titres de noblesse ; et le peuple devra cultiver le sol comme serfs, comme en Europe. Ces capitalistes ont envoyé leurs agents dans tout l'Ouest pour y placer des crédits hypothécaires. Après 1879, quand l'étalon d'or aura été rétabli, ils en réclameront le paiement. Et comme il n'y a pas assez d'or pour payer même un pour cent de ces sommes énormes, tout le monde sera vendu pour dettes. De semblables discours ne sont pas sans influence : « On n'entend parler de rien d'autre dans les boutiques... Tous les membres des *Greenback clubs* qui en ont les moyens s'abonnent au journal de Pomeroy, sa brochure « Finances américaines » est distribuée gratis dans chaque village, des orateurs courent le pays en tous sens, et Pomeroy lui-même est partout, organisant des clubs, distribuant de la littérature ». Pourquoi le mouvement fait-il tant de recrues ? C'est clair : « Comme le parti *greenback* est composé surtout de personnes dans une situation financière difficile ou embarrassée, et de ceux qui ont des propriétés foncières mais peu ou point d'argent comptant, et enfin de gens sans aucun répondant, vous pouvez vous figurer que le parti est nombreux, ou le deviendra ». Il ne faudrait pas généraliser à l'excès cette description. Pomeroy était un agitateur professionnel. D'autres chefs *greenbackers* mettaient moins de fantaisie dans leurs déclarations (93). Mais la ligne générale de l'argumentation restait la même. Les affaires étaient mauvaises pour tout le monde, et quel était le signe le plus clair de la dépression ? La baisse des prix. C'est elle qui faisait que les producteurs produisaient

(91) Sénateur Wilson, dans « Congressional Record », 44th Congress 1st session, p. 5188 (4 août 1876). Cf. Sénateur Mac Donald (Indiana), « Record », 45th Congress 2nd session, p. 958 (4 février 1878).

(92) Dr. B. F. Failor à Sherman, 29 janvier 1878. SHERMAN MSS.

(93) Cf. USHER, *The Greenback Movement* ; HAYNES, *James Baird Weaver*. « L'aristocratie de capitalistes », dépeinte en termes moins extravagants, était toutefois un trait général de la propagande.

à perte, et qui appauvissait la nation. Qui plus est, cette nation appauvrie devait payer un tribut de plus en plus lourd à une poignée de capitalistes qui détenaient des fonds d'Etat et des créances hypothécaires : ils exigeaient chaque année le même nombre de dollars, et ceux-ci, soit qu'on les mesurât au cours de l'or, soit qu'on les mesurât aux cours des marchandises, augmentaient de valeur d'année en année. Hypothèques et obligations du Gouvernement fédéral, des Etats, comtés et municipalités sont les deux catégories de dettes les plus généralement citées (94). Ce sont les deux qui frappent le plus directement la population rurale. Pendant la période d'optimisme qui avait précédé 1873, les gouvernements locaux avaient émis à la légère des sommes considérables d'obligations, très souvent pour subventionner la construction de chemins de fer. Leur service était assuré normalement au moyen de l'impôt sur le capital (*general property tax*) qui était la source principale des revenus des gouvernements locaux, et qui, tel qu'il était levé, pesait principalement sur les terres et le cheptel. On avait contracté ces charges dans l'illusion que la valeur des terres allait augmenter et qu'elles seraient facilement remplies. La crise était venue, la valeur des terres baissait, les obligations devaient quand même être remplies. C'était un fait nouveau par rapport à la vague d'inflationnisme de 1867-1868, pendant laquelle obligations locales et hypothèques avaient beaucoup moins figuré dans la discussion : on était alors encore dans la période où on les contractait allègrement. Inversement, le fardeau de la dette fédérale était moins lourd en 1876-1878. Une bonne partie avait été amortie, le reste était en cours de conversion, et les impôts directs qui étaient si impopulaires dix ans auparavant avaient été abolis. Ce n'est pas à dire que la dette fédérale ne figure pas en bonne place dans la discussion, surtout au Congrès (parce qu'elle est directement objet de la législation congressionale) ; mais les autres considérations qu'on vient d'énoncer lui ont ravi la première place. Il est digne de remarquer que le public ne s'émut apparemment aucunement des effets de la valorisation du dollar sur la dette fixe des sociétés industrielles, dont celle des chemins de fer constituait de beaucoup l'essentiel. Les Compagnies répondaient à ceux qui se plaignaient des tarifs trop élevés qu'elles étaient obligées de payer les arrérages de leur dette — à quoi il convient d'ajouter que cette dette était dans beaucoup de cas scandaleusement surcapitalisée. Mais il n'en restait pas moins que les coupons de la dette publique étaient manifestement payés par le contribuable, tandis que ceux des obligations de chemins de fer étaient présentés aux guichets des compagnies. Celles-ci étaient très impopu-

(94) Pas exclusivement cependant. L'« Indianapolis State Journal » du 4 février 1878 par exemple, après avoir dressé un tableau très sombre des hypothèques et des impôts qui pèsent sur le cultivateur, remarque en passant : « Ajoutez la dette immense qui n'est pas gagée sur la terre... ».

laïres, et la masse du peuple n'était pas particulièrement soucieuse de leur venir en aide. Il y avait donc un lien très net, dans l'esprit d'une multitude d'Américains, entre les temps difficiles qu'ils traversaient et la situation monétaire. La crise était due à l'insuffisance de monnaie, partant le remède n'était pas difficile à trouver.

Mais pourquoi cette explication fut-elle adoptée, entre toutes les explications possibles ? En Europe, par exemple, on ne voit pas que les périodes de crise aient provoqué des mouvements populaires d'envergure en faveur de l'inflation. La réponse à cette question est évidemment du domaine de l'hypothèse. Mais on peut tenter de construire une explication plausible. Tout d'abord, pour séduire les masses, une explication de leurs difficultés économiques devait leur montrer le remède à côté du mal, et autant que possible à portée de la main. On pouvait leur dire, et on ne s'en fit pas faute, qu'ils avaient spéculé avant 1873, et que maintenant il fallait liquider ; et que le mieux à faire était de prendre leur mal en patience. L'explication n'était pas très flatteuse. Même aujourd'hui, un fermier américain qui a acheté autant de terres qu'il pouvait avec de l'argent emprunté pour profiter d'une hausse admet rarement qu'il ait spéculé, et préfère réserver le terme pour les gens de Bourse et les financiers en général. Mais le remède proposé était encore moins alléchant. La route qu'il proposait était semée de faillites pour l'agriculteur comme pour le commerçant ; qui plus est, le « capitaliste » n'était pas invité à prendre sa part de la pénitence générale. Le public américain n'avait pas plus alors qu'aujourd'hui l'habitude de placer ses économies en rente qui caractérise le peuple français, et (si minime qu'en soit souvent le montant) contribue probablement plus que tout autre facteur d'intérêt personnel à colorer ses vues en matière de finance. L'équivalent américain de « la rente » est, et était, la police d'assurances sur la vie et capitalisation. C'est naturellement une obligation libellée en dollars, dont les détenteurs ont à perdre à une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie, et on ne se faisait pas faute d'attirer leur attention là-dessus. Mais il y a entre la police d'assurance-capitalisation et le titre de rente cette différence essentielle que le titre de rente est toujours payé intégralement, tandis que les primes d'assurance sont le plus souvent payées au fur et à mesure ; en sorte que si la valeur du dollar baisse, les primes deviennent plus faciles à payer, dans la même mesure que la valeur du capital diminue. Qui plus est, la valeur d'une police est toujours mesurée par sa valeur nominale et non pas comme celle d'un titre de rente par un cours variable. Aussi son influence sur les opinions de son possesseur était-elle bien moindre. L'inflation était le remède idéal ; elle offrait tout à gagner, et bien peu à perdre.

Demander des subsides, comme les pratiques de l'ère mercantiliste en ont laissé la tradition en Europe, était contraire à la philosophie

de la démocratie américaine. Les industriels recevaient bien les bénéfices du tarif douanier ; et c'est l'argument dont on s'est servi tout récemment pour subventionner l'agriculture. Mais au dix-neuvième siècle l'idée était encore vivace que le tarif était un subside payé par l'étranger. Et surtout, une subvention pour avoir un effet quelconque eût évidemment dû être énorme, et eût exigé de lourds impôts, ou d'énormes emprunts ; deux solutions également abhorrées des Américains d'alors, pour lesquels l'Etat, quand il empruntait, faisait une faveur aux capitalistes en leur permettant de « lever tribut » sur le peuple. Et surtout, l'expérience avait été faite peu auparavant de subsides considérables consentis aux compagnies de chemins de fer, et elle avait été entourée d'une telle atmosphère de corruption politique et de malhonnêteté financière que toute opération analogue était dis-créditée pour longtemps. On ne voit pas qu'aucune proposition ait été faite dans ce sens.

Enfin le grand courant qui, dans tous les pays d'Europe, canalisait alors les protestations des mécontents, n'existait pas. Il n'y avait point aux Etats-Unis de parti socialiste, ni même de mouvement trade-unioniste comparable à celui de la Grande-Bretagne. Les organisations ouvrières étaient faibles, désunies ; elles n'étaient actives que par sursauts ; la proportion des ouvriers organisés était infime. Non certes que le mouvement syndical de cette époque fût dénué de signification ; mais elle ne s'étendait pas au-delà de la classe ouvrière. Lorsque les organisations paysannes et les organisations ouvrières s'allièrent, comme en 1874-1875, ou plus tard en 1888-1889, c'est l'élément rural qui l'emporta de beaucoup (cf. supra, p. 93 ; infra, p. 249), c'est lui qui détermina le plan d'action. Et surtout les seules organisations syndicales qui fussent vraiment prospères étaient celles qui se préoccupaient exclusivement des salaires et des conditions de travail de l'industrie. Lorsqu'une organisation s'attaquait à la réforme générale de la société, c'était généralement le signe de son déclin. Quant au socialisme, c'était une doctrine d'importation récente qui ne se trouvait guère représentée en dehors de quelques cénacles d'immigrés à New-York City (95). Les Américains pensaient encore alors que leur pays offrait à tout individu cette « *opportunity* », cette possibilité de faire fortune ou tout au moins de devenir son propre maître qui leur paraissait l'apanage distinctif du nouveau monde. « L'Oncle Sam » avait encore, selon la formule populaire, « une ferme pour chacun ». Chaque année de nouvelles terres étaient mises en culture, de nouvelles villes apparaissaient sur la carte, de nouvelles entreprises s'établissaient dans tous les coins du pays. Il y avait là d'innombrables champs d'activité

(95) Sur le socialisme, Morris HILLQUIT, « *History of Socialism in the United States* ». Une image très vivante du socialisme de cette époque se trouve dans *House Miscellaneous Document 29, 45th Congress 3rd session* (1879).

ouverts à tous, au moins en théorie. La principale limitation à cette « *opportunity* » était, pour les centaines de milliers d'Américains ambitieux de se mettre à leur compte, le manque de capital. Mais cette limitation n'était pas si rigide qu'elle en avait l'air : il n'était généralement pas très difficile d'emprunter, et avec une législation financière selon le cœur des hommes de l'Ouest, il ne serait pas autrement difficile de rembourser. Le socialisme n'a pas de prise sur des hommes qui n'ont pas renoncé à faire fortune, qui n'ont pas renoncé à spéculer. Les Américains de 1876 croyaient qu'il était possible de tenter l'un et l'autre avec succès, et n'étaient absolument pas disposés à faire abandon de cette possibilité à quelque prix que ce fût. Comme tout spéculateur, ils cherchaient à conserver leurs chances de gagner en éliminant les chances de perdre. En d'autres termes, ils voulaient qu'on laissât le champ libre à la hausse, mais que les pouvoirs publics intervinssent pour enrayer la baisse. C'est précisément ce que leur offraient le *greenback* et le dollar-argent.

On touche là, croyons-nous, la racine profonde de l'agitation inflationniste. Ces « personnes dans une situation financière difficile ou embarrassée, et ceux qui ont des propriétés foncières mais peu ou point d'argent comptant » que le texte cité plus haut présentait à Sherman comme le noyau du parti *greenbacker* dans les campagnes de l'Illinois, l'inflationnisme est exactement ajusté à leur situation. On ne trouve guère aux Etats-Unis l'équivalent du paysan européen, produisant peu et vivant de peu, ne devant rien à personne, et ayant un magot caché derrière sa plaque de cheminée ou entre les piles de draps, dans l'armoire. Et là où on trouverait son semblable, dans les campagnes de la Nouvelle-Angleterre, on chercherait aussi en vain l'inflationnisme, quelque pauvre que puisse être le sol et quelque dure que soit la vie des gens. Mais le fermier américain typique du XIX^e siècle est tout différent. Il se marie jeune et se met aussitôt en devoir d'élever une grande famille, ce qui rend bien difficile d'accumuler sou à sou un patrimoine, et réduit à bien peu la part d'héritage de chacun. Peut-être commencera-t-il par louer une ferme. Mais sitôt que possible, avec les économies faites comme journalier dans son adolescence, avec un petit héritage, avec le produit d'une bonne récolte sur la ferme louée, il achète. Cela ne veut pas dire qu'il paie comptant : il ne paie d'ordinaire qu'une très faible partie du prix d'achat ; le reste est couvert par une hypothèque. Si la ferme augmente de valeur, comme il n'en doute pas, c'est lui qui en aura tout le bénéfice. Si les prix des denrées agricoles et des terres (qui varient ensemble) viennent à baisser, il aura peine à payer les intérêts de l'hypothèque, pour ne rien dire du principal. Il risquera de perdre ce qu'il considérerait déjà comme son bien (quoique impayé), et s'estimera lésé. Même s'il ne le perd pas, il trouvera scandaleux d'avoir à payer au créancier hypothécaire

plus que la ferme ne vaut en fin de compte ; alors qu'il trouvait tout naturel de lui payer moins dans le cas inverse (96). Si l'opération tourne à son bénéfice, il attribuera la hausse à la croissance naturelle des Etats-Unis, dont il est juste qu'il ait sa part. Si elle se solde par un déficit, c'est un résultat inattendu, injuste, qui ne peut être dû qu'à la malveillance. Ce n'est pas l'agriculture qui est en crise, puisque ses récoltes sont, bon an mal an, satisfaisantes. C'est donc la monnaie qui est en faute. Elle a été manipulée ; la chose à faire est de la manipuler en sens inverse.

Car un trait remarquable de cette époque, c'est que les défauts du système monétaire ne sont pas considérés comme des imperfections dues à l'inexpérience ou au manque d'organisation. Il faut des responsables, des « conspirateurs ». Et on ne va pas les chercher bien loin. Les politiciens ont montré en mainte occasion, depuis la fin de la guerre, qu'ils ne sont pas tous au-dessus des tentations. Pourtant ce n'est pas surtout à eux qu'on s'en prend ; car ils savent soigner leur popularité, « *nurse their constituencies* » ; et de la fervente loyauté que l'Américain de cette époque porte à son parti, quelque chose se reporte sur ses chefs. Mais il est des coupables plus noirs, plus lointains, qui ne viennent jamais en période électorale serrer la main du peuple, sur qui ne rejallit rien du prestige du parti et des grandes causes qu'il a défendues. Il y a les financiers. Ils sont capables de tout. Les journaux sont remplis des exploits des Jay Gould, des Drew, des Jim Fiske et de beaucoup d'autres, moins connus par leur fortune que par la façon dont elle fut acquise ; et le public juge des financiers d'après les plus notoires. Il sait que le domaine public a dans une large mesure passé entre les mains de compagnies de chemins de fer et d'autres particuliers grâce à une législation obtenue le plus souvent par la corruption (ce qui n'était que trop vrai). Dès lors peut-on s'étonner qu'il ait cru ceux qui lui affirmaient que le

(96) Un dirigeant de la « *Farmers' Alliance* », J. E. DEAN, raconte (« *Arena* », juin 1893) l'histoire suivante : En 1872, le blé étant à \$ 1.80 à New-York, un de ses amis achète une ferme dans New-York State pour 15,000 dollars. Il paie 500 dollars comptant, le reste est couvert par une hypothèque. La première année il amortit 2,000 dollars de sa dette ; ensuite vient la crise de 1873 et il a peine à amortir l'hypothèque petit à petit. Il parvient cependant à ne plus devoir que 5,000 dollars en 1873 ; mais la ferme ne vaut pas plus. « Sa comptabilité prouve qu'il a payé 10,000 dollars de principal et plus de 15,000 dollars d'intérêts, et pourtant ses chances de posséder sa ferme sont moindres qu'il y a vingt ans ». Les taux d'intérêts étaient tels que seule une prospérité soutenue pouvait permettre de les supporter. La « *Nation* » du 8 novembre 1877 remarque avec satisfaction qu'en Iowa le taux d'intérêt était tombé en quelques années de 10 et 12 % à 7 ou 8 %, et incrimine le manque de ponctualité des cultivateurs dans leurs paiements. 7 à 8 % (plus diverses commissions fixes) est plus que ne rapportait le capital investi dans l'agriculture, année moyenne. Et dans les régions-frontière du Minnesota et du Kansas où la valeur des terres était purement spéculative, les hypothèques étaient contractées à 15 et 20 % par an, plus 10 à 20 % de commission aux intermédiaires pour une hypothèque dont la durée était habituellement de cinq ans.

« coup » de la démonétisation de l'argent en 1873 était une opération du même genre que le « coup » de l'*Union Pacific* quelques années auparavant ? (97).

Le commerçant et l'industriel se trouvaient très souvent dans une situation analogue à celle de l'agriculteur. Non pas, certes, les chefs d'entreprises bien assises qui opéraient avec leur propre capital. Mais il y avait beaucoup d'entreprises qui avaient débuté avec peu de chose, et travaillaient essentiellement avec du capital emprunté. Leurs immeubles étaient hypothéqués au maximum, ils achetaient à crédit et vendaient au comptant (directement ou par le moyen de l'escompte), et les bénéfices des bonnes années étaient employés non pas à se rendre indépendants, mais à étendre leurs opérations, c'est-à-dire à contracter de nouvelles obligations. Et cette charge d'intérêt, lourde en tout temps, car les taux étaient élevés, devenait écrasante quand les affaires ralentissaient ; sans compter qu'à des moments semblables les banques bien souvent restreignaient leurs crédits (98). La baisse des prix, c'était la perte sur inventaire, la diminution des marges de bénéfices, la ralentissement des affaires, la faillite — tous phénomènes abondamment représentés en 1873-1878, comme dans toutes les périodes de dépression aigüe. Les milieux conservateurs déclaraient qu'il fallait bon mal gré en passer par là pour que les affaires se retrouvent sur une base saine. L'idée pouvait convaincre celui qui se savait en situation de tenir bon pendant quelques années. Mais celui qui opérait avec de capital emprunté, celui dont les fournisseurs et les clients étaient durement touchés par la même raison et risquaient de l'entraîner dans leur propre faillite, celui dont la clientèle était dans une large mesure composée de *farmers* endettés dont le pouvoir d'achat baissait, celui-là voulait être secouru immédiatement, et ne se préoccupait pas outre mesure de ce qui arriverait par la suite. Ce sont là les « personnes dans une situation financière difficile ou embarrassée » que mentionnait le correspondant de Sherman (99).

(97) « A tort ou à raison la démonétisation de l'argent est considérée comme une grande erreur, sinon un crime », H. S. Bundy à Sherman, 23 décembre 1876. « Il règne dans le peuple une idée que l'argent fut démonétisé en 1873 sans que l'attention du public ait été suffisamment attirée sur la question, ou même pire », C. W. Moulton à Sherman, 17 juin 1877. Les ennemis de l'argent sont « ceux qui jouent sur les cours de l'or et les agents de l'autocratie britannique », John Brooks à Sherman, 20 janvier 1878. « Les Bourses de Boston et de New-York sont les plus grandes maisons de jeu des Etats-Unis... La « New-York Tribune » voudrait que les banquiers de Wall street achètent le Président pour qu'il mette son veto au *Bland bill*, mais nous avons toute confiance dans le Président. Je ne crois pas qu'ils aient assez d'argent pour l'acheter », J. Welsh à Sherman, 21 janvier 1878. SHERMAN MSS.

(98) Bien entendu la restriction des crédits ne se produit que par à-coups ; les périodes de crédit facile prédominent pendant la dépression. Toutefois, comme la valeur des gages sur lesquels on pouvait emprunter avait baissé, l'effet restait le même.

(99) Commentaire de Rutherford B. Hayes sur les résultats de l'élection de

Reste un troisième élément dont l'intérêt immédiat est moins facile à expliquer. Ce sont les ouvriers. Leur rôle dans le mouvement *greenbacker* est cependant bien attesté (100). On a vu plus haut (Chapitre I^{er}) que le mouvement à ses débuts avait propagé l'idée que l'inflation serait la voie de la réforme sociale en mettant du capital à un taux d'intérêt minime à la disposition de chacun ; mais dès 1875 cette idée était abandonnée. Il est vraisemblable que l'antagonisme des ouvriers à l'égard des « riches oisifs » et de ceux qui « gagnent leur vie en détachant des coupons » a été pour beaucoup dans leur enthousiasme. Qu'ils se soient ralliés à l'idée de l'inflation parce qu'elle leur promettait le retour à la prospérité, par conséquent la fin du chômage et des réductions de salaires, c'est assurément fort plausible. Le lien ne nous paraît toutefois pas aussi direct, aussi nécessaire que dans le cas des deux classes mentionnées précédemment.

*
**

Dans tout ce qui précède, on a rangé indistinctement sous l'épithète commode d'« inflationniste » les *greenbackers* et les argentistes. Leurs solutions paraissent à vrai dire différentes, et pourtant les deux mouvements n'en font qu'un, à des différences de degré près. « L'hérésie *greenback* de 1867-1868 », écrivait le « Cincinnati Enquirer » le 4 juin 1877, « est identique avec l'hérésie argentiste de 1876-1877. Les Démocrates de l'Ohio acceptent bien volontiers qu'on les considère comme les chefs de ces mouvements ». La position des Démocrates de l'Ohio n'était pas peut-être aussi marquée en 1877 que leur organe officieux le disait ; à cela près, la remarque est juste. Une lettre d'un électeur de Sherman, dont on regrette de ne pouvoir conserver en traduction l'orthographe et la syntaxe, l'exprime mieux encore dans sa naïveté : « La lutte cet automne sera entre le Travail et le Capital, et autour de notre avenir financier. Les *National Banks*... sont excessivement impopulaires auprès des masses ». Il n'a pas plus confiance dans Garfield, Républicain, que dans Thurman, Démocrate. « La tendance Cooper » (Peter Cooper, *greenbacker*) « est plutôt ce que je tâche d'atteindre, mais c'est un long chemin pour y arriver et je me fais vieux. Je suis pour John Sherman toujours et j'espère toujours l'être. Vous devez marcher pour le dollar d'argent et l'ar-

1876 en Ohio : « L'argument du commerce avec le Sud et « plus de monnaie » ont entraîné les Israélites en grand nombre », Hayes à Schurz, 12 octobre 1876, Carl Schurz MSS.

(100) « Le mouvement des ouvriers devient redoutable » (il s'agit du mouvement *greenbacker*), télégramme du Président du Comité Républicain de l'Ohio à Sherman, 3 octobre 1877. Les ouvriers sont contre la politique financière du gouvernement, J. M. Case (industriel de Columbus, Ohio) à Sherman, 12 octobre 1877. SHERMAN MSS.

gent en lingots, pour un cours légal plein et entier — pas de demi-mesures là-dessus. » Il n'était pas le seul à être effarouché par « la tendance Cooper ». Beaucoup de gens avaient leurs doutes sur les mérites du papier-monnaie, et ne laissaient pas d'être inquiétés par la possibilité d'une émission excessive et d'une dévalorisation par trop accentuée. Et puis, les *Greenbackers* avaient fondé un parti à eux, et beaucoup d'Américains n'étaient guère plus disposés à changer de parti qu'à changer de confession. Dans le cas des Démocrates, cela ne faisait pas difficulté. Rien n'empêchait le parti d'inscrire à son programme l'essentiel du *greenbackisme*, et il ne s'en fit pas faute dans la plupart des Etats du *Middle West*. Mais les Républicains ne pouvaient guère se le permettre. Le *Resumption Act* de 1875 était strictement leur œuvre. Le parti avait promis le retour du dollar au pair, et s'en était glorifié. L'eût-il voulu qu'il était trop tard pour reculer. La remonétisation de l'argent offrait le moyen de sortir de ce dilemme, en combinant la lettre du *Resumption Act* avec l'esprit du mouvement inflationniste. La remonétisation de l'argent avait donc sur le *greenbackisme* trois avantages essentiels : l'émission possible de monnaie d'argent aussi bien que sa dévalorisation étaient limitées par la nature des choses ; le *greenback* ouvrait la voie à toutes les expériences. En second lieu, faire de l'étalon-papier une institution permanente était une nouveauté audacieuse ; rétablir le dollar d'argent ne faisait que revenir à la tradition américaine, à l'état de choses modifié « frauduleusement » en 1873 (101). Enfin la solution argentiste n'empêchait pas de rétablir la convertibilité en « espèces » (*coin*) du dollar-papier, comme le parti Républicain s'y était engagé et ne pouvait plus s'en dédire.



Telle était l'origine de la conviction ardente des argentistes. La conviction n'était pas moins ferme dans le camp adverse, de ceux qu'on commençait à appeler, d'un sobriquet qui fit fortune, les « *gold-bugs* » (102). Leurs citadelles étaient New-York et la Nouvelle-Angleterre ; plus on s'en éloignait, moins ils devenaient nombreux. Leurs motifs pour s'opposer à la remonétisation de l'argent n'étaient pas exactement les mêmes. New-York vivait dans une large mesure du

(101) Texte cité : A. Denny (Mansfield, Ohio) à Sherman, 22 janvier 1877. SHERMAN MSS. Un politicien du nom de Crafts J. Wright écrivait à Sherman de Chicago, le 14 novembre 1877, qu'il serait « politique » de remonétiser l'argent. L'idée est populaire, beaucoup de gens s'en promettent de bons effets, personne n'a prétendu que de mauvais effets pourraient s'ensuivre. Pourquoi ne pas tenter l'expérience ? SHERMAN MSS.

(102) « *Bug* » désigne en langage courant à peu près tous les petits insectes, des scarabées aux bacilles. Les caricaturistes dessinaient d'ordinaire le « *gold bug* » comme une punaise. L'expression se trouve dès 1878 ; elle devint d'usage tout à fait courant une douzaine d'années plus tard.

commerce d'importation. Les négociants new-yorkais redoutaient que le dollar ne pût être maintenu au pair de l'or, et que sa dévalorisation rendît leur commerce difficile. Surtout ils craignaient que les changes continuassent à fluctuer comme ils l'avaient fait depuis l'abandon de l'étalon d'or en 1861. Ces fluctuations introduisaient dans leurs affaires un élément d'incertitude dont ils avaient hâte de se voir délivrés. Le retour du dollar au pair leur était promis pour le 1^{er} janvier 1879 ; mais où était le bénéfice si ce pair était le pair de l'argent, c'est-à-dire d'un métal dont les cours variaient d'un jour à l'autre ? « L'or est la monnaie du monde civilisé », répétaient-ils. Cela signifiait, en termes plus concrets, que l'or était la monnaie des marchés avec lesquels ils traitaient : Londres surtout, et aussi bien Paris et Berlin (103). Qui plus est, l'habitude était prise d'attribuer au papier inconvertible tous les maux dont souffrait l'organisme financier. Comme les fluctuations du marché monétaire et celles du cours du dollar allaient de pair, beaucoup d'hommes d'affaires se figuraient que si le dollar revenait stable, le marché monétaire ferait de même. L'opinion était fréquente que la crise de 1873 n'avait d'autre cause que le régime du *greenback*. On ne saurait trop accentuer le fait que l'expérience de quinze ans de monnaie instable était à la base de l'hostilité des grands commerçants et des financiers à toute expérience argentiste. Ce n'étaient pas les « spéculateurs de Wall street » qui « persécutaient » le dollar argent, comme on les en accusait. Les « *gold room gamblers* » n'avaient aucune raison de désirer une stabilisation qui leur ôtait leur gagne-pain ; du reste la spéculation sur le cours de l'or était insignifiante en 1876 et 1877 comparée à ce qu'elle avait été dix ans auparavant. Les ennemis de la remonétisation de l'argent étaient les hommes d'affaires à la situation bien établie, qui craignaient le risque et recherchaient la stabilité. Ils ne recherchaient pas une augmentation du pouvoir d'achat du dollar. On chercherait en vain une argumentation en ce sens dans les colonnes de leurs organes, le « Commercial and Financial Chronicle » ou le « Bankers' Magazine », et des autres journaux qui reflètent leur opinion. Ce qu'ils craignaient, c'était moins la dévalorisation du dollar que les fluctuations de sa valeur, et d'une manière générale les perturbations que la frappe de l'argent pouvait amener. Un grand commerçant de New-York déclarait le 5 août 1876 à la Chambre : « La proposition téméraire et stupéfiante de donner à la monnaie d'argent cours légal sans réserve et sans limite a pris le pays par surprise et causé beaucoup d'inquiétude dans les cercles financiers » (104). Ce que la « Nation »

(103) L'idée n'était aucunement avancée pour les besoins de la cause ; on la trouve constamment avant que la question de l'argent fût même mentionnée. Par exemple J. S. PIKE, *Contributions to the Financial Discussion 1874-1875*, p. 40.

(104) Chittenden, dans « Congressional Record », 44th Congress 1st session, p. 5224.

de New-York reprochait aux politiciens inflationnistes, c'est que « tant que l'argent était de valeur tolérablement stable, et par conséquent propre à servir d'étalon, ils n'en voulaient pas ; dès qu'il commença à ressembler au papier-monnaie par sa capacité d'augmenter et par les fluctuations de son pouvoir d'achat, ils s'en emparèrent ». Le même journal admettait qu'il était bien possible qu'à l'avenir la valeur de l'argent se stabilisât de nouveau, auquel cas il serait de nouveau propre à servir de monnaie (105).

Les milieux financiers avaient une autre raison majeure pour être hostiles au dollar d'argent. Les Etats-Unis importaient chaque année des sommes considérables de capitaux étrangers, surtout britanniques. Une baisse du dollar, ou simplement la crainte d'une baisse du dollar, effraierait les capitalistes européens. Le mouvement de capitaux se renverserait, les titres américains reflueraient de Londres sur New-York, et ce flux d'ordres de vente provoquerait une catastrophe financière. Les argentistes répliquaient que « les capitalistes européens, qui détiennent des sommes considérables de nos titres de rente, seront conduits par leur intérêt à rendre à l'argent la place qui lui revient dans les Monnaies du monde », ou mieux encore : « On répète que nos titres de rente vont être renvoyés ici et jetés sur le marché. C'est précisément là que je veux les voir ! Je serais charmé de voir tous les titres des Etats-Unis qui sont maintenant entre les mains d'étrangers renvoyés ici, pour que les coupons soient payés à nos concitoyens. Si des gens à l'étranger ne veulent pas garder nos rentes pour en recevoir paiement conformément aux termes du contrat, qu'ils les envoient ici, et elles trouveront des foules d'acheteurs ! » (106). Ou mieux encore, comme le Sénateur Stanley Matthews s'exclamait en réponse à un interrupteur, « Qu'avons-nous à faire avec l'étranger ? » — ce qui enthousiasma à tel point le rédacteur de l'« Inter-Ocean » de Chicago, que le lendemain (13 décembre 1877), il en faisait le titre d'un éditorial.

Enfin nombre de personnes penchaient pour l'étalon d'or pour une troisième raison ; et c'est celle qu'on trouve le plus souvent invoquée. La remonétisation de l'argent, en menaçant la valeur du dollar, diminuait celle de toutes les dettes. Toutes les classes à revenus fixes avaient donc avantage au maintien de l'étalon d'or. Ses amis comme ses ennemis ne convenaient. Seulement, au lieu du riche capitaliste qui vit grassement de ses rentes, ils invoquaient l'intérêt de la caisse

(105) « Nation », 11 mai 1876, 29 juin 1877. La « Nation » était l'organe influent de ces milieux d'hommes d'affaires cultivés et d'intellectuels, extrêmement conservateurs au point de vue social et économique, qui luttèrent contre le protectionnisme et la corruption politique.

(106) Wilson (West Virginia), « Congressional Record », 44th Congress 1st session, p. 5187 (Chambre, 4 août 1876) ; Landers (Indiana), *ibid.*, p. 3976 (Chambre, 21 juin 1876).

d'épargne qui gère les économies de l'ouvrier accumulées à la sueur de son front, la compagnie d'assurances qui conserve en dépôt sacré le patrimoine de la veuve et de l'orphelin. C'était là, selon eux, les grands créanciers du pays, que le *Bland bill* se proposait d'appauvrir. Et il est certain que les compagnies d'assurances étaient parmi les plus grands créanciers hypothécaires. « On peut voler l'Est jusqu'à l'affamer », disait le Représentant Blair, du New Hampshire, « mais c'est lui qui a gagné l'argent qui développe l'Ouest et qui a vaincu le Sud... Une petite ville de sept mille habitants, la ville de Keene, dans ma circonscription, a un million et demi de dollars placés dans l'Ouest. Des millions de l'épargne durement gagnée des travailleurs du New Hampshire sont placés... dans toute la partie Nord de notre grande vallée-jardin » (la vallée du Mississippi) (107). L'Est n'était pas seulement un créancier légitime, c'était un créancier raisonnable et même généreux, disait le Sénateur Eaton, du Connecticut ; et il racontait comment la Législature de son Etat se proposait d'inviter les compagnies d'assurances de Hartford à abaisser le taux d'intérêt de leurs hypothèques dans l'Ouest, « dans tous les cas appropriés ». Les hypothèques en question s'élevaient à soixante millions, le taux à 8,9 et 10 % (108). La plupart des Compagnies d'assurances se trouvaient en Nouvelle-Angleterre et dans les *Middle States*, et les Caisses d'Epargne (*Savings Banks*) était une institution particulière à la Nouvelle-Angleterre, ou peu s'en fallait. Quant aux capitalistes (gros ou petits) qui étaient créanciers de l'Etat, c'est dans les mêmes régions qu'ils se trouvaient, comme en fait foi la répartition géographique des porteurs de fonds d'Etat (109) ; l'Ouest et le Sud ne détenaient que très peu de titres de rente. Les faits étaient bien clairs ; la discussion ne portait que sur la justice ou l'injustice qu'il y avait à satisfaire le créancier avec l'un ou l'autre métal. Les argentistes disaient : l'argent ne s'est point déprécié, c'est l'or dont le pouvoir d'achat a augmenté ; l'argent était moyen de paiement légal quand les dettes ont été contractées, jusqu'en 1873 ; ni droit ni en équité, le paiement en argent ne lèse le créancier ; il ne lui ôte que le privilège abusif de recevoir plus que le débiteur ne s'était engagé à payer. A quoi les autres répliquaient : s'il est vrai que le contrat porte « espèces » (*coin*), il était tacitement entendu que ces espèces seraient d'or. L'argent s'est bel et bien déprécié ; c'est l'or qui est la mesure des valeurs dans le monde entier ; le dollar d'argent a cessé de l'être aux Etats-Unis bien avant 1873, car on n'en trouvait aucun en circulation.

Parmi les ennemis de l'inflationnisme, il est une catégorie qu'il

(107) « Congressional Record », 45th Congress 2nd session, p. 400 (Chambre, 17 janvier 1878).

(108) Ibid., p. 759 (Sénat, 5 février 1878).

(109) *Tenth Census of the United States* (1880), Vol. VII, p. 491.

est curieux de remarquer, car à la différence des précédentes, elle n'est ni économique ni sociale, mais nationale. Ce sont les Allemands. Ils avaient la réputation d'être plus lents en affaires et moins spéculatifs que les Américains-nés. Le fermier germano-américain ne considérait pas seulement sa ferme comme une entreprise de rapport, ainsi que son voisin *yankee* ; il y tenait comme à un patrimoine, et plutôt que de la charger d'une hypothèque préférait mettre de l'argent de côté peu à peu, restreindre ses dépenses et retarder ses achats. Il avait une réputation de bon payeur, à telles enseignes que certaines maisons de machines agricoles lui consentaient systématiquement des conditions plus avantageuses qu'à l'immigré scandinave. Toutes les sources s'accordent à présenter les populations où l'élément allemand domine comme réfractaires à l'inflation (110). Naturellement, une fois une tendance de ce genre établie et reconnue, les Germano-Américains mettaient un point d'honneur national à se distinguer par leur zèle pour la « monnaie saine » ; d'autant plus que la tradition de la guerre de Sécession les attachait en majorité au parti Républicain, beaucoup moins porté à l'inflationnisme que les Démocrates ; et que l'immense influence de leur héros national Carl Schurz s'exerçait toujours activement contre l'inflation.

Une des grandes forces des *gold-bugs* était qu'ils réussirent à enrôler, dans une très large mesure, la morale et la religion. Ceux qui accusaient le dollar d'or d'être malhonnête invoquaient l'augmentation de son pouvoir d'achat, donnée abstraite et peu familière à beaucoup de gens. Ceux qui accusaient le dollar d'argent d'être malhonnête répétait qu'il « ne valait que 90 cents », ou quel que fût le cours du jour ; c'était une donnée précise, facile à vérifier par un coup d'œil sur la mercuriale ; pour éviter cette peine à leurs lecteurs, plusieurs journaux mettaient en manchette chaque jour, en première page ou en tête de leurs éditoriaux, « la valeur du dollar d'argent » (111). A Boston, à New-York, des prédicateurs se scandalisaient en chaire de l'agitation argentiste, signe de la perversité des temps ; l'un d'eux, et non des moindres, s'en alla même sur place, à Cincinnati, rappeler les brebis égarées au sentiment du devoir financier (112). Un Représentant de l'Illinois se plaignit à la tribune qu'un prédicateur de New-York eût dans son sermon dominical traité nommément plusieurs de ses collègues de « violateurs de la foi publique, rogneurs du crédit

(110) USHER, *The Greenback Movement*, p. 23. R. K. MAC GRANE, *William Allen*, p. 238. F. E. HAYNES, *Third Party Movements*, p. 364. R. B. Hayes à Carl Schurz, 12 octobre 1876, Carl SCHURZ MSS. « Nation », 30 avril 1874. SHERMAN, *Recollections*, p. 741.

(111) Le « New-York Times », le « New-York Evening Post ». Cf. NEVINS, *The Evening Post*, p. 425.

(112) Henry Ward Beecher ; il déclara l'argentisme « immoral ». « Cincinnati Enquirer », 31 janvier 1878.

national, aigrefins, escrocs, sauvages de l'Ouest, et pis que voleurs » (113). Un autre homme politique racontait avec amertume qu'un périodique religieux très répandu faisait place dans ses colonnes à une propagande anti-argentiste des plus violentes (114). L'explication la moins charitable était que les pasteurs touchaient des traitements fixes, et qu'ils étaient obligés à beaucoup d'égards pour les riches paroissiens qui donnaient leur appui financier à leurs Eglises. Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à cette explication : le dollar d'argent avait à tort ou à raison les apparences d'un moyen de ne pas payer ses dettes intégralement, et c'était sans doute assez pour le faire considérer comme immoral par un grand nombre de prédicateurs, surtout s'ils vivaient dans l'Est.



Si les deux camps étaient bien définis dans leurs grandes lignes et leurs tendances, si les sentiments qui les animaient étaient assez clairs, cela ne veut pas dire que leur théorie fût ni claire ni unanime. Les arguments de théorie monétaire jouèrent un grand rôle dans la discussion. Si on jugeait de leur importance par l'espace qu'ils occupent dans la littérature imprimée, on devrait les mettre au premier plan, et de loin. Il est assez clair cependant que ce n'est qu'une apparence. Ce qui détermina l'attitude des masses, ce sont les considérations que l'on vient d'indiquer, amplifiées par une propagande énergique. Car si les opinions théoriques avaient vraiment pesé lourd dans la décision, il y aurait eu non pas deux pôles bien tranchés entre lesquels vacillaient des opportunistes et des indifférents, mais un grand nombre de partis différents. Du côté des argentistes, on trouvait côte à côte des *greenbackers* qui ne considéraient l'argent que comme un pis-aller et voyaient dans le papier-monnaie la monnaie idéale, et des bullionistes comme John P. Jones pour lequel la monnaie métallique était la seule vraie monnaie, la seule qui à la longue influât sur les prix. Les argentistes étaient tous d'accord que la remonétisation ferait baisser le pouvoir d'achat du dollar, mais de quelle façon ? Serait-ce directement, en mettant les Etats-Unis au régime d'un étalon d'argent déprécié par rapport à l'or ? Serait-ce indirectement, le métal blanc revenant au pair du métal jaune, et le volume accru de monnaie métallique faisant baisser son prix d'achat ? En règle générale ils tenaient pour la seconde alternative, mais sans rejeter expressément la première ; et s'il fallait faire un choix, un étalon unique

(113) Fort (Illinois) dans « *Congressional Record* », 45th Congress 2nd session, Appendix, p. 82 (Chambre, 21 février 1878).

(114) Bundy (New-York), « *Congressional Record* », 45th Congress 2nd session, p. 1248 (Chambre, même jour). Cf. « *Economist* » de Londres, 5 octobre 1878.

d'argent leur était préférable à un étalon unique d'or (115). Les adversaires de l'argentisme étaient encore plus indécis. La plupart d'entre eux étaient fermement persuadés que la frappe de dollars d'un métal déprécié amènerait une dislocation des changes, et non le double étalon. Beaucoup d'entre eux critiquaient la notion même de double étalon ; mais plusieurs s'y rangeaient avec plus ou moins d'enthousiasme. Henri Cernuschi, venu aux Etats-Unis y établir une agence pour une maison d'assurances parisienne (« La Nationale »), expliquait que, quels que fussent les défauts du monométallisme-or, le rétablissement de la frappe libre de l'argent par les Etats-Unis seuls aboutirait au monométallisme-argent qui ne vaudrait pas mieux. Un jeune publiciste de talent, S. Dana Horton, se fit pendant dix ans l'apôtre infatigable de cette doctrine ; dans les milieux conservateurs en matière de finance, bon nombre de personnes s'y rangèrent, sans que les autres s'en inquiétassent beaucoup. Le « bimétallisme international » reprenait la plupart des arguments du mouvement argentiniste, mais ses recommandations pratiques immédiates ne différaient en rien de ce que préconisaient les partisans de l'étalon d'or (116). Aussi ne rencontrait-il aucune sympathie parmi les argentistes, qui voyaient là une ruse de l'adversaire. Les hommes d'affaires, de même, ne se laissaient pas guider par les affinités de la théorie. Le « Commercial and Financial Chronicle », qui n'avait aucune tendresse pour les argentistes du Congrès, publiait des articles de toutes tendances théoriques, pourvu qu'elles fussent conservatrices, et se rangeaient finalement au bimétallisme international. Le « Bankers' Magazine », dont le directeur, Homans, était bimétalliste, faisait accueil dans ses colonnes à toutes les opinions, même à la frappe libre aux Etats-Unis

(115) Le Rapport de la Commission Monétaire de 1876 (où les argentistes étaient en majorité) prédisait que la remonétisation du métal blanc le ramènerait au pair de l'or ; mais à tout hasard il insistait sur le fait que la diversité des étalons monétaires n'était nullement une entrave au commerce international. *Senate Report 703, 44th Congress 2nd session*, Vol. I, pp. 110-114 ; et p. 128 : « Mais au cas où, malgré la remonétisation aux Etats-Unis, d'autres pays européens démonétiseraient l'argent à leur tour, le résultat pour nous serait l'échange de marchandises, dont nous pouvons nous passer, contre de la monnaie, dont nous avons besoin. L'argent dont l'Europe pourrait disposer dans le cas où de nouvelles démonétisations prendraient place ne nous sera envoyé (s'il l'est) qu'en paiement de marchandises, et dans des transactions qui seront libres et volontaires de la part de nos concitoyens, auxquels on peut se fier pour défendre leurs intérêts. De semblables transactions fourniront à notre commerce un stimulant dont il a grand besoin ».

(116) L'un des membres de la Commission Monétaire, l'ancien Secrétaire du Trésor Boutwell, donne un exemple de cette attitude dans ses contre-propositions, op. cit., Vol. I, p. 134-138. L'opinion de Cernuschi se trouve dans le même document, Vol. II, pp. 473-511. Sur les activités de Cernuschi aux Etats-Unis, voir SHERMAN MSS, 22 janvier 1877. Officiellement la propagande bimétalliste était le seul objet de son voyage. Le meilleur exposé américain du bimétallisme international est peut-être S. D. HORTON, *The Monetary Situation* (mai 1878). Cf. aussi F. A. WALKER, *Money* (1878).

seuls (117). L'important était pour leurs lecteurs que le dollar, mesuré au cours du change sur Londres, c'est-à-dire à l'or, demeurât stable.

**

Et certes, on ne comprendrait pas que des différences d'opinion sur des questions de théorie monétaire prises en elles-même aient provoqué la ferveur et les animosités par lesquelles le débat se distingua. La tirade suivante en est probablement le plus bel exemple : « L'or est la monnaie des monarques ; les rois le convoitent ; les échanges des nations sont effectués grâce à lui. Sa tendance est de s'accumuler en grandes masses dans les centres commerciaux, et de se mouvoir de royaume en royaume en telles quantités qu'il bouleverse les valeurs et déränge les finances du monde. C'est l'instrument des joueurs et des spéculateurs, et l'idole de l'avare et du voleur. Se voyant l'objet de tant d'adoration, il devient hautain et craintif ; il se replie à l'approche du danger, et chaque fois qu'on en a le plus besoin il disparaît. A la plus légère alarme, il se met en quête d'un refuge. Il fuit de la nation en guerre à la nation en paix. La guerre en fait un fuyard. Jamais peuple à l'heure du danger n'a trouvé dans l'or un allié fidèle. C'est le plus lâche et le plus traître de tous les métaux. Jamais il ne conclut un traité qu'il ne viole ; il n'a point d'ami qu'il ne trahisse tôt ou tard. Les armées et les flottes ne sont pas équipées par l'or. En temps de panique et de calamité, de naufrage et de désastre, il devient le principal instrument et le ministre de la ruine. Jamais nation n'a soutenu une grande guerre à l'aide de l'or. Au contraire, quand la patrie est en danger, il devient un ennemi plus redoutable que l'adversaire du champ de bataille ; mais quand la victoire est gagnée et que la paix est assurée, l'or reparait et réclame les fruits de la victoire. Dans notre propre guerre civile, on peut se demander si l'or de New-York et de Londres ne nous a pas fait plus de mal que la poudre, le plomb et le fer des rebelles. Il était l'ennemi le plus invincible du crédit public. L'or ne paya ni un soldat ni un marin. Il refusait les obligations de la nation. Sa valeur était au plus haut quand nos fortunes étaient au plus bas. Chaque défaite haussait cette valeur. Il était en alliance déclarée avec nos ennemis dans le monde entier, et toutes ses énergies étaient rassemblées pour nous détruire. Mais comme d'ordinaire, quand le danger fut écarté et la victoire assurée, l'or se glissa au premier rang et affirma sa suprématie. Mais l'argent est la monnaie du peuple. C'est la monnaie du salaire et du commerce de détail. Sa tendance est de se diffuser, de se disséminer. Il entre dans les menus interstices du négoce, et jour après jour on l'échange contre le pain quotidien. Il pénètre dans les

(117) Article de G. M. WESTON, dans « Bankers' Magazine » d'août 1877.

artères les plus reculées du commerce, et son abondance, son volume et sa division en menues monnaies, empêchent qu'il ne soit exporté en quantité suffisante pour troubler ou bouleverser les valeurs. S'il se retire à l'approche du danger ou en présence d'une monnaie inférieure, il n'émigre pas, et reste tout proche, prêt à répondre au premier appel » (118). Ce genre d'éloquence, répété à d'innombrables exemplaires, explique la ferveur quasi religieuse des argentistes à l'égard du métal blanc. « Dieu dans sa sagesse infinie n'aurait pas placé ce métal dans nos propres montagnes de l'Ouest sinon dans quelque dessein bienfaisant » n'hésitait pas à proclamer un politicien (119). Il ne faut pas oublier que le mammon flétri par moralistes et prédicateurs, ce n'était jamais « l'argent » comme en français, mais « l'or » ou « la monnaie ». Cette religion était peu tolérante. « Je ne peux imaginer aucun fléau qui puisse affliger l'humanité plus cruellement qu'une monnaie insuffisante qui se réduit constamment » s'écriait un Sénateur du Tennessee. « Plutôt la guerre, plutôt la peste, plutôt la famine ! » (120). La foi des « *gold-bugs* » était moins exubérante, mais ne manquait pas d'onction. Le banquier August Belmont exhortait le Secrétaire du Trésor à la fermeté dans un style soutenu où « l'épargne des malades et des pauvres, de la veuve et de l'orphelin » figurait en bonne place à côté de la « bonne foi » du gouvernement (121). Les infidèles à l'étalon d'or étaient dénoncés dans des termes dont la vivacité ne laissait rien à désirer, comme « les inflationnistes, banqueroutiers, argentistes et communistes qui sont en majorité à la Chambre des Représentants ». « Plus l'agitation argentiste dure, plus il apparaît clairement qu'elle ne forme qu'une partie d'un mouvement communiste dirigé contre toute fortune acquise... Son danger réside dans l'hostilité barbare contre la civilisation dont elle fait montre » (122). On trouve souvent exprimée aujourd'hui encore l'idée que les inflationnistes étaient des hommes sincères sans doute, mais naïfs et incultes, tandis que leurs adversaires avaient pour eux l'expérience de la finance et la culture théorique. Il est vrai que la majorité des financiers et des intellectuels étaient dans le camp de l'étalon d'or. Mais les argentistes n'avaient pas le monopole de la logique boîteuse et de l'érudition incertaine (123). Ils avaient, d'autre

(118) Ingalls (Kansas), dans « *Congressional Record* », 45th Congress 2nd session, p. 1052 (Sénat, 15 février 1878). D'autres panégyriques de l'argent louent sa blancheur, son éclat, ses fréquentations démocratiques, et la joie qu'il met dans les familles le soir de la paye.

(119) Hanna (Indiana), « *Congressional Record* », 45th Congress 2nd session, p. 1261 (Chambre, 21 février 1878).

(120) Bailey, dans « *Congressional Record* », 45th Congress 2nd session, p. 308 (14 janvier 1878). L'idée est loin d'être isolée.

(121) Belmont à Sherman, 14 juin 1877. SHERMAN MSS.

(122) « *Nation* », 7 février 1878.

(123) Un correspondant de Sherman lui écrivait pour l'exhorter à remonétiser l'argent : « Quelle est la différence entre le dollar « de nos pères » et le « Dollar

part, un monopole de la poésie. Les strophes suivantes donneront un exemple de leur style :

« *Our taxes shall be lessened full one-half :*

Our industries shall run as of yore.

Money shall be plenty for bus'ness in this land

And all will be happy once more. »

.....

« *Let Greenbacks be made legal tender for all,*

For soldiers, bondholders, each one, great and small,

For imports, for taxes, for me and for you,

As well as for Belmont, the Shylock Jew. »

.....

« *We had the pure silver our daddies once used,*

And our bonded debt it would soon pay ;

But the thieves of Old England with our own homemade thieves

Demonetized silver away » (124).

On a vu plus haut comment la proposition de mettre en circulation la monnaie divisionnaire d'argent avait provoqué au Congrès, au printemps de 1876, une discussion de la question de l'argent sous

Tout-Puissant » ? Le dollar d'or s'use et perd son poids, le dollar d'argent ne le fait pas et vaut plus que le dollar d'or au bout de peu de temps », J. Welsh à Sherman, 21 janvier 1878, SHERMAN MSS. Mais le professeur Francis Bowen, monométalliste-or, faisait un raisonnement non moins étrange sur l'usure des métaux précieux quand il écrivait dans le Rapport de la Commission monétaire de 1876 (*Senate Report 703, 44th Congress 2nd session*, p. 152) : « Un shilling expose à l'usure à peu près la même surface qu'un souverain, et pour cette seule raison, une livre sterling en shillings d'argent perd annuellement par usure vingt fois autant que la même valeur en une pièce d'or ». Le Sénateur argentiste Ingalls, déjà cité, alléguait à la tribune « une spéculation comme celle de *John Law*, quand les porteurs d'*assignats*, n'ayant pas confiance dans le crédit de l'Etat, cherchaient à placer dans n'importe quelle affaire une monnaie sans valeur », « *Congressional Record* », *45th Congress 2nd session*, p. 1051 (15 février 1878). Un des monométallistes-or les plus influents, le banquier et ancien Secrétaire du Trésor Mac Culloch, dictant ses Mémoires, ne mettait pas moins de fantaisie dans ses arguments historiques : « ...Cette folie qui s'empara de l'Angleterre vers la fin du siècle dernier, quand les actions d'une livre sterling de la Compagnie des Indes de *John Law* (le *South Sea Bubble* comme on l'appela après le krach) montèrent de jour en jour jusqu'à quarante », Hugh MAC CULLOCH, *Men and Measures*, p. 216. D'autre fois, l'argument inverse descendait jusqu'au jeu de mots intraduisible : « N'est-ce pas un fait historique que l'Irlande fut victime d'une famine qui fit presque disparaître de la face du globe le peuple de cette île verdoyante, parce qu'ils dépendaient d'un seul *standard* de nourriture ? ». R. P. Bland, « *Congressional Record* », *44th Congress 2nd session*, p. 171 (Chambre, 13 décembre 1876).

(124) « *National Greenback Shot and Shell* », « catéchisme » par J. H. Randall, chansons par W. S. LURTON (1878), pp. 40, 47, 49.

son aspect le plus général. A peine le *bill* sur la monnaie divisionnaire était-il devenu loi que Richard Parks Bland, du Missouri, rapporta le 19 juillet 1876 à la Chambre, au nom de la Commission des Mines, une proposition de loi de son cru. Il ne s'agissait de rien de moins que d'autoriser les Monnaies à émettre en échange des dépôts de métal des « *Coin Notes* » douées du cours légal, émises sur la base d'un dollar pour 412.8 *grains standard* (c'était le poids de l'ancien dollar) et échangeables contre ce même dollar (125). Le 24 juillet, Kelley fit une tentative pour enlever un vote d'urgence sur une proposition qui rétablissait purement et simplement le dollar d'argent comme avant 1873. Il fallait pour un vote d'urgence, « *under suspension of the rules* », une majorité des deux tiers qui ne fut pas atteinte : 119 oui, 68 non, 97 absences ou abstentions (126). Il était évident que les argentistes avaient une majorité considérable. Pour les vaincre, leurs adversaires employèrent tous les moyens de la tactique parlementaire. Ils rapportèrent une Résolution en faveur de l'établissement d'une Commission chargée de fournir un rapport documenté sur la question de l'argent. La proposition était anodine, et fut votée à une forte majorité ; elle passa ensuite au Sénat sans débat (127). Plus tard certains des argentistes se plaignirent amèrement que ce fût un artifice, destiné à fournir cet argument commode contre toute proposition de remonétiser l'argent : « Attendez le rapport de la commission, pour n'agir qu'en pleine connaissance de cause ». Il est probable que tel était en effet l'objet des Représentants de New-York qui étaient les auteurs de l'idée. Un autre procédé pour barrer la route au *Bland bill* (comme on l'appelait du nom de son auteur) était l'obstruction pure et simple. La Commission des Mines, en vertu du règlement, n'avait à sa disposition qu'une heure chaque jour. Une motion d'ajournement était presque aussitôt déposée, sur laquelle on exigeait les votes les plus longs (l'équivalent du scrutin public à la tribune en France). La motion était rejetée, pour être aussitôt suivie d'une motion d'ajournement à une date précise, sur laquelle il fallait aussi voter : et l'heure était bientôt passée. Beaucoup d'éloquence trouva cependant l'occasion de se faire entendre ; le scandale du « crime de 1873 » et la malhonnêteté du « dollar de 80 cents » furent dénoncés ; et le Congrès s'ajourna très avant dans le mois d'août sans avoir pris de décision. Sherman, dans un discours prononcé à Marietta, Ohio, le 12 août 1876, lança un ballon d'essai en proposant d'émettre assez de dollars d'argent pour remplacer les *greenbacks*. Le « plan de Marietta » ne trouva que peu d'écho parmi

(125) « *Congressional Record* », 44th Congress 1st session, p. 4733.

(126) *Ibid.*, p. 4855.

(127) *Ibid.*, p. 5033 (Chambre, 31 juillet 1876) ; 5224-5240 (Chambre, 5 août) ; 5667 (Sénat, 15 août).

les conservateurs, et bien entendu aucun chez les inflationnistes (128).

Lorsque le Congrès s'assembla de nouveau, au début de décembre, plusieurs propositions furent déposées en faveur de la remonétisation de l'argent. Bland avait l'avantage d'être le président d'une des Commissions compétentes (la Commission des Mines de la Chambre), et dès le 12 décembre, son Comité rapportait de nouveau le « *Bland bill* ». Il était légèrement modifié : les « *coin notes* » que le Secrétaire du Trésor était autorisé à émettre en échange de dépôts d'or ou d'argent en barres devaient désormais être convertibles soit en pièces soit en barres de métal, au choix du porteur. Après une brève discussion, la proposition fut votée, le 13 décembre, par la confortable majorité de 167 voix contre 53, et 69 absents et abstentions (129). C'était au Sénat d'agir, et il n'était pas pressé. La Commission Monétaire n'avait pas encore soumis son rapport ; et son Président, Jones, demanda par deux fois un délai, qui lui fut chaque fois accordé (130). Lorsque le rapport fut enfin déposé, c'était le 2 mars 1877, et le Congrès était à la veille de se séparer. Le Rapport était un document volumineux qui était destiné à être souvent cité par la suite. Cinq des neuf membres de la Commission (John P. Jones, Sénateur du Nevada, et Lewis V. Bogy, Sénateur du Missouri ; les Représentants Richard P. Bland et George Willard, et un des membres non parlementaires, William S. Groesbeck, tous les cinq de l'Ouest) signèrent un rapport selon lequel la dépréciation de l'argent était due à sa démonétisation par les Etats-Unis et l'Allemagne à la suite des intrigues de la « classe créancière », et la remonétisation par les Etats-Unis, même seuls, ramènerait l'argent à son cours antérieur. Le double étalon était nécessaire pour arrêter les ravages de la déflation, qui avait provoqué la crise de 1873 et la dépression consécutive ; et à défaut, l'étalon d'argent était préférable à l'or. Certains des membres de la majorité voulaient le retour à l'ancien rapport de 16 contre 1 entre les monnaies d'or et d'argent ; la plupart préconisaient 15 1/2, pour frayer la voie à un accord avec l'Union Latine. L'ancien Secrétaire du Trésor George S. Boutwell, du Massachusetts, se prononçait en faveur du bimétallisme, mais seulement par un accord international. Le professeur Francis Bowen, de Harvard, rédigea un contre-rapport qui critiquait violemment toute autre solution que le monométallisme-or, et que signa avec lui le Représentant Gibson, de Louisiane. Le reste du document était occupé par les minutes des interrogatoires de

(128) Ibid., 5047-5048 (Chambre, 1^{er} août) ; 5080-5082 (2 août) ; 5186-5188 (4 août) ; 5216-5217 et 5234-5240 (5 août) ; 5323 (8 août). Discours de Marietta : SHERMAN, *Speeches and Reports on Finance and Taxation*, p. 564-565.

(129) « Congressional Record », 44th Congress 2nd session, pp. 149-151 (Chambre, 12 décembre 1876) et 163-172 (Chambre, 13 décembre).

(130) Ibid., p. 260 (Sénat, 15 janvier 1877) et 1618 (Sénat, 15 février). Rapport : *Senate Report 703, 44th Congress 2nd session*. T. I : 209 p. + 574 p. Appendices : T. II : 511 p.

la Commission. Un des avantages supposés de la remonétisation de l'argent étant de faciliter le commerce de la Chine, la Commission avait pris l'avis de nombreux négociants spécialisés dans ce commerce, et recueilli les déclarations les plus contradictoires. Des financiers, des commerçants, des économistes vinrent témoigner pour ou contre le double étalon. Au total, la discussion ne s'en trouvait guère avancée.

Le quarante-quatrième Congrès se dispersait donc sans avoir fait avancer la question. Le Sénat avait enterré le *Bland bill*, la Chambre de son côté avait rejeté une Résolution votée le 21 juin 1876 par le Sénat sur la proposition de Sherman, qui autorisait le Président à convoquer une Conférence internationale sur la remonétisation de l'argent. Les argentistes objectaient que cette Conférence n'avait pour but que de persuader le Congrès de retarder sa décision, et si la Conférence échouait de n'en prendre aucune ; plusieurs d'entre eux se sentaient insultés dans leur patriotisme par l'idée que les Etats-Unis pouvaient avoir à consulter des nations étrangères avant de prendre des décisions sur leur politique financière. L'un d'eux déclara que « les ennemis de la monnaie d'argent, ne pouvant plus trouver personne pour soutenir leur politique de démonétiser l'argent dans ce pays dans l'intérêt des porteurs de rente, cherchent maintenant à avoir une conférence avec les porteurs de nos rentes à l'étranger pour pouvoir obtenir une décision en leur faveur. On nous dit que ces hommes iront sans être payés. » (la Résolution n'ouvrait aucun crédit) « Ceci me convainc que j'ai toujours eu raison de suspecter qu'il y avait un complot entre les détenteurs de nos emprunts ici et à l'étranger contre l'argent. Si des hommes acceptent d'aller à l'étranger étudier cette question sans être payés, il faut qu'ils aient quelque intérêt privé bien puissant à servir ; rien ne peut être plus clair » (131). L'inaction du Congrès s'explique : son attention et son temps étaient consacrés à peu près exclusivement à la question de savoir qui avait été élu Président, Tilden ou Hayes. Néanmoins la question de l'argent était bien posée, et posée dans des termes précis. Le peuple savait désormais qu'il y avait au Congrès un groupe nombreux, recruté dans les deux partis, qui ne réclamait rien de moins que la remonétisation pure et simple de l'argent en quantité illimitée et sa frappe libre ; et ce groupe avait un chef reconnu, Richard P. Bland, de Lebanon, Missouri, dont la force venait de ce qu'il mit dès lors sa sincérité, son intransigeance, son obstination au service presque exclusif d'une seule cause, celle du « dollar de nos pères ». Sa foi robuste dans la cause, dénuée de complications intellectuelles, son extérieur campagnard,

(131) Représentant Landers, « Congressional Record », I. c., p. 552 (10 janvier 1877). La discussion se trouve au volume cité, pp. 521-522 (Chambre, 9 janvier 1877), 547-552 (10 janvier), 663 (16 janvier).

son dévouement persévérant à une seule idée lui valurent la notoriété nationale et la fidélité de sa circonscription. « *Uncle Silver Dick* », comme on l'appela bientôt, était une personnalité sympathique. Et c'est ce qui manquait à ses adversaires, à Sherman en particulier, dont l'extérieur glacial ne fut sans doute pas sans influence sur la facilité avec laquelle des millions de ses concitoyens lui attribuèrent le rôle du traître de mélodrame.

Le 4 mars 1877, Sherman devint Secrétaire du Trésor dans le Cabinet de Hayes. Sa tâche était double. Il lui fallait mener à bien la conversion en 4 % et 4 1/2 % à long terme des emprunts 6 %, amorcée par son prédécesseur Morrill, et vendre en surcroît des 4 % et des 4 1/2 % pour accumuler une réserve d'or en vue de la reprise des paiements en or fixée au 1^{er} janvier 1879. Il lui fallait d'autre part adopter une politique monétaire qui satisfît à la fois les exigences des financiers, du Congrès et de l'opinion publique. La question monétaire était complexe ; trois points surtout étaient en litige : les billets des banques nationales, les *greenbacks*, et le dollar d'argent. L'émission des billets devenait pour les banques une branche de moins en moins importante de leurs affaires ; mais les *greenbackers* maintenaient qu'elle constituait un privilège exorbitant, tandis que les milieux conservateurs en matière de finances croyaient qu'ils étaient une nécessité. Ces mêmes milieux considéraient l'invention des *greenbacks* comme une hérésie financière, et demandaient leur retrait définitif. Les *greenbackers* y voyaient « la meilleure monnaie que le monde ait jamais connue », et voulaient qu'on en émit davantage ; beaucoup de Démocrates étaient d'accord avec eux pour estimer que rétablir leur convertibilité en or était à tout le moins prématuré. La question du dollar-argent était la plus récente, et au début la moins importante des trois ; mais entre le début de 1877 et la rentrée du Congrès à la fin d'octobre, elle fit de considérables progrès dans l'opinion.

*
**

L'avantage qu'avait la cause du dollar-argent, c'est qu'aucun parti n'était son champion exclusif ni son adversaire déclaré. Les *greenbacks* étaient discrédités auprès de beaucoup d'électeurs par les tendances extrémistes du parti qui les préconisait, et les Républicains étaient gênés pour s'y rallier par leur passé. L'argent, au moins dans l'Ouest, semblait satisfaire tout le monde. Pour le *greenbacker*, c'était un palliatif à l'insuffisance d'or. Il évitait généralement de se prononcer sur les mérites du métal blanc, craignant de faire concurrence à son « *rag baby* » ; mais il était certain que la loi de 1873 était un crime, et qu'elle devait être abrogée. On ne voit pas bien comment les *greenbackers*, qui dénonçaient à tout propos les méfaits et les com-

plots des *bondholders*, auraient pu faire exception pour la loi de 1873 ; et si cette loi était un crime, il s'imposait de l'abroger et de remonétiser l'argent, quitte à expliquer au peuple que c'était un remède insuffisant (132). Les Démocrates n'avaient aucune raison de ne pas embrasser cette réforme (133), puisque le parti Républicain, avec des hésitations infinies et malgré les protestations de beaucoup de ses membres, avait toujours agi dans le sens de l'étalon d'or, et qu'à ce moment même leur Secrétaire du Trésor, Sherman, annonçait une politique de « monnaie saine ». Les Républicains voyaient leurs majorités fondre, et la politique financière trop conservatrice du parti en était l'une des causes. De l'Ohio, les augures locaux suppliaient Sherman de faire quelque chose, n'importe quoi, pour satisfaire les électeurs, qui voulaient *more money*. Dès le 23 décembre 1876, l'un d'eux écrivait : « Le rétablissement du « Dollar d'Argent de nos Pères » est une idée très populaire parmi les masses, Républicains aussi bien que Démocrates. Plus tôt le Sénat l'accomplira, meilleur sera l'effet sur nos gens, si je juge bien l'opinion publique ». Le 15 juin, un politicien de Pennsylvanie l'avertit que la question financière dominait les discussions politiques. Le ton des missives se fait de plus en plus pressant. Le 13 juin, « La question de l'argent cause beaucoup d'excitation ici. Le courant est fort, et en ce moment l'emporte, dans la direction de la frappe illimitée et du cours légal de l'argent. Je ne vois pas comment nous pourrions éviter d'adopter un programme électoral énergique sur ce point, quoique nous ayons encore du temps devant nous jusqu'à la Convention de l'Etat. Si la frappe pouvait être efficacement contrôlée et limitée par la façon dont elle serait exécutée et les modalités de sa mise en œuvre, on pourrait sans danger éviter d'aller à l'encontre de la clameur populaire, mais je ne suppose pas que l'on puisse s'y fier ». Un autre, le 17 juin, est tout à fait réaliste : « Je dois vous mettre en garde sur la situation dans cet Etat... Le sentiment argentiste devient *de plus en plus fort*, et il y a les plus grandes chances pour qu'il se retourne contre vous ; c'est à vous d'y pourvoir. Mon avis est que vous serez obligé de préconiser le rétablissement de l'argent dans la position qu'il occupait avant 1873 ; en même temps, vous pourrez demander une exception en faveur de la dette publique ». Au cours de l'hiver, la Législature de l'Ohio avait adopté une résolution en faveur du rétablissement du cours légal de l'argent, à l'unanimité moins quatre voix, et au début de mai, elle décréta même que les pièces d'argent auraient cours légal illimité en Ohio à partir du 1^{er} juillet. Et le mieux que put faire le

(132) Cf. Peter COOPER, *Ideas for a science of good government* (Lettres ouvertes au Président, 1^{er} juin 1877, 21 août 1877). USHER, *The Greenback Movement*, p. 42. HAYNES, *Third Party Movements*, p. 121.

(133) « Nation », 8 novembre 1877.

politicien chargé de rédiger le paragraphe du programme du parti Républicain en Ohio sur l'argent, fut de parler de « toute législation nécessaire pour assurer au gouvernement et au peuple de ce pays un usage égal de l'or et de l'argent comme monnaie », ce qui laissait la porte ouverte à bien des compromis éventuels (134). Et cette situation n'était pas particulière à l'Ohio. La Législature du Missouri envoya au Congrès un Mémoire couché dans les termes les plus vifs, en faveur de la remonétisation. Celle de l'Illinois, en mai, décréta à son tour le cours légal de l'argent. Le veto du gouverneur ne fut pas une surprise, la loi étant clairement inconstitutionnelle ; mais l'effet, qui était d'influencer l'action future du Congrès, était obtenu (135).

En même temps les capitalistes s'émouvaient. Un syndicat avait été formé à New-York et avait entrepris le placement aux Etats-Unis, avec l'aide des Rothschild, des titres émis en remplacement des 6 %. Dès le 17 avril 1877, treize jours après que Sherman fut entré en fonctions, H. C. Fahnestock, de la « First National Bank of New York », l'un des membres du syndicat, attira l'attention du Secrétaire sur le fait que la loi ne disait pas clairement si les titres de rente en cours d'émission étaient payables en or, et demanda des apaisements. Le Secrétaire hésitait à se compromettre. Le 14 juin, il fit paraître dans les journaux une déclaration dans ce sens sous le nom du Secrétaire-Adjoint du Trésor, French. Ce n'était pas assez, et le membre principal du syndicat, August Belmont, écrivit une lettre personnelle autographe pour dire qu'il était « vital » que lui, Sherman, publiât la même chose sous son propre nom. D'autres banquiers insistèrent, firent valoir que la vente des 4 % était rendue bien aléatoire. Finalement Sherman s'exécuta et le 19 juin une lettre communiquée à la presse fit savoir que « En vertu des lois actuellement en vigueur, il existe aucune pièce de monnaie émise ou émissible qui puisse être appliquée au paiement de la rente, que l'or. En échange de ces titres, le gouvernement exige le paiement de leur valeur nominale en or, et il n'y a pas lieu de s'attendre à ce qu'aucune législation future du Congrès, ou aucune action d'un ministère, sanctionne ou tolère le paiement du principal de ces titres, ou de l'intérêt, en une monnaie de moindre valeur que celles qui existaient légalement au moment de l'émission des titres, et que le gouvernement exige en échange de ceux-ci ». Le syndicat se déclara satisfait, et assura Sherman que désormais la vente des 4 % et des 4 1/2 % pouvait procéder sans encombre (136). La rumeur publique fut que Sherman n'avait

(134) H. S. Bundy à Sherman, 23 décembre 1876. H. C. Johnson à Sherman, 15 juin 1877. W. M. Bateman à Sherman, 13 juin. C. W. Moulton à Sherman, 17 juin. W. M. Bateman à Sherman, 9 juillet. SHERMAN MSS.

(135) « Nation », 10 mai, 24 mai 1877.

(136) H. C. Fahnestock à Sherman, 17 avril 1877. August Belmont à Sherman,

fait cette déclaration qu'à son corps défendant, sous la menace du syndicat.

En vérité, la situation du ministre n'était pas enviable. Il était parvenu à laisser à ses amis politiques en Ohio, qui étaient pour la plupart argentistes, l'idée qu'il pouvait encore être « converti » à leurs vues, tout en ne faisant rien qui inquiât les financiers dont la collaboration lui était nécessaire et dont il tendait sans doute de lui-même à partager le point de vue. Mais il lui fallait prendre parti, et on vient de voir comment il le fit, sans trop de bonne grâce. Mais déjà son esprit agile revenait à ces compromis subtils qui uniraient dans une seule formule ce qui paraissait les antipodes. N'était-il pas possible de remplacer les *greenbacks* par des dollars-argent ? Ce serait une remonétisation de l'argent sur une grande échelle, et cela ne menacerait pas plus l'étalon d'or que les *greenbacks* déjà existants. En tout cas, on pouvait maintenir en circulation des dollars d'argent au pair, pourvu que leur quantité fût limitée et qu'ils fussent convertibles en or, comme la monnaie divisionnaire (137). Mais lorsqu'il alla contribuer un discours à la campagne électorale des Républicains en Ohio, le 17 août, Sherman préféra passer cette question épineuse sous silence. Il fit le panégyrique du retour au pair, qu'il était en train de préparer, et ne dit rien de l'argent. Et les Démocrates l'emportèrent aux élections, en Ohio et dans beaucoup d'autres Etats. La rentrée du Congrès approchait, et il était hors de doute que les inflationnistes, encouragés par ces victoires, allaient tenter une offensive énergique contre la politique financière du gouvernement.

*
**

En effet, dans les premiers jours de la session, la Chambre se trouva en présence de vingt propositions de loi et deux propositions de résolution sur la question de l'argent. Certaines comportaient une

14 juin. R. C. Mac Cormick à Sherman, 16 juin. F. O. French à Sherman, 18 juin. August Belmont à Sherman, 19 juin. Sherman à F. O. French, 19 juin. F. O. French à Sherman, 20 juin. August Belmont à Sherman, 20 juin. SHERMAN MSS. « Nation », 21 juin 1877. Les capitalistes américains n'étaient pas les seuls à s'émouvoir. Le 27 juin 1877, L. P. Morton (de Morton, Bliss & Co) envoyait à Sherman un extrait d'une lettre de ses associés de Londres : « Il est stupéfiant de voir combien des gens raisonnables s'inquiètent de la fâcheuse question du paiement des titres en argent et ont peur d'acheter des titres des Etats-Unis. Nous espérons en avoir vendu un demi-million à la Westminster Bank cette semaine, mais après en avoir discuté en réunion plénière, ils ont décidé contre le placement, à cause de l'incertitude du paiement en or ou en argent ». Morton alla jusqu'à écrire à Jones, le directeur du « New-York Times », pour le prier de faire le silence sur l'agitation argentiste, pour ne pas effaroucher les capitalistes. SHERMAN MSS. SHERMAN, dans ses *Recollections* (pp. 566-580) donne sa version des événements ; il décrit, citant de nombreux documents, la pression que faisaient sur lui les milieux financiers, mais n'insiste guère sur celle de ses électeurs.

(137) B. F. Nourse à Sherman, 25 janvier 1877. Deux brouillons incomplets crayonnés par Sherman, datés d'avril 1877. SHERMAN MSS.

remonétisation limitée ; la plupart prévoyaient la frappe libre. Un nombre aussi considérable de propositions de loi furent déposées à l'effet d'abroger le *Resumption Act* de 1875, et de remplacer les billets de banque par des *greenbacks*. Souvent une même proposition unissait toutes ces mesures. Le *Bland bill* était une des propositions déposées et dès le 29 octobre son auteur demanda la « suspension du règlement » (l'urgence) qui supprimait toute discussion, et exigeait une majorité des deux tiers. Il ne réussit pas cette fois. La majorité Démocratique préférait s'attaquer d'abord à une proposition bien plus désagréable au gouvernement, la proposition de Ewing d'abroger le *Resumption Act*. Ils se rendirent compte très vite qu'elle n'avait aucune chance d'être votée rapidement. Alors ils se rabattirent sur le *Bland bill*, pour lequel ils pouvaient compter sur un appoint considérable de votes Républicains de l'Ouest. Le 5 novembre, le *bill* fut mis à l'ordre du jour et voté d'urgence en quelques minutes. La majorité des deux tiers fut largement dépassée : contre 163 oui, ils ne se trouva que 34 non.

On s'attendait très généralement à voir la mesure adoptée par la Chambre, et se heurter à un Sénat et à un Président hostiles. Mais la majorité écrasante qu'elle reçut fut une surprise. Même ses partisans ne s'étaient vantés que d'avoir pour eux trois quarts des votes. Il est vrai que beaucoup des Représentants absents étaient des Etats conservateurs de l'Est ; mais même leur présence n'eût pas modifié essentiellement le résultat. La presse argentiste exulta. L'« *Inter-Ocean* » de Chicago (Républicain) publia en première page un dessin d'un dollar d'argent plus grand que nature, suivi d'un hymne au « vieux dollar massif que nos Pères ont fait ». Le « *New-York Times* » était consterné et s'en prenait amèrement aux soixante-quatorze Républicains qui avaient voté pour la loi. Il reconnaissait que la majorité qu'elle avait obtenue à la Chambre impressionnerait le Sénat, et qu'il se laisserait entraîner par une démonstration aussi claire du vœu de l'opinion. Il ne restait que deux chances d'empêcher la frappe libre de l'argent. L'une était que la Commission des Finances du Sénat, qui était en majorité favorable à Sherman, mît sur pied un compromis que le gouvernement pût accepter ; encore fallait-il qu'il fût adopté. L'autre était un veto du Président. Il se trouverait certainement à la Chambre une majorité des deux tiers pour y passer outre ; mais les dispositions du Sénat étaient beaucoup plus douteuses, comme John P. Jones lui-même le reconnaissait. Seulement, le Président oserait-il braver l'opinion publique en mettant son veto à une mesure indubitablement populaire, même dans son propre parti ? Là était toute la question ; et pendant plus de trois mois, tandis que la question de l'argent était débattue au Capitole, c'est à l'autre bout de Pennsylvania Avenue, vers le Trésor et la Maison Blanche, que le pu-

blic eut surtout les yeux tournés ; d'autant plus que le bruit courut bientôt que la Commission des Finances du Sénat était disposée à capituler, et à rapporter le *Bland bill* pur et simple (138).

Les milieux financiers ne s'émouvaient pas outre mesure. Les éditoriaux du « New-York Times » leur reprochaient leur apathie ; mais le rédacteur financier remarquait que le dollar était resté stable et que la faiblesse des fonds d'Etat ne venait pas du marché de New-York (qui ne croyait pas que le *bill* devînt loi), mais de celui de Londres, et qu'elle fut presque aussitôt suivie d'une reprise. Dans la semaine qui suivit le vote de la Chambre, des titres américains furent rapatriés en quantité appréciable par des porteurs britanniques ; mais la balance des paiements était fortement en faveur des Etats-Unis (c'était la saison d'exportation du blé et du coton) et ils furent facilement absorbés. L'« Economist » incitait ses lecteurs anglais au calme. Le 1^{er} décembre, il citait une circulaire de banque new-yorkaise qui avait « vivement préoccupé les milieux de la Cité ». Hugh Mac Culloch (139) y décrivait la violence du mouvement inflationniste dans l'Ouest ; le Sud, moins bruyant, n'était guère moins déterminé. « Les anti-remonétisateurs espèrent tout au plus modifier le *Bland bill* soit en limitant le nombre des nouveaux dollars, soit en limitant leur cours légal, soit en exceptant la dette publique des effets de la loi ». Mais le même journal citait aussi la déclaration de Sherman publiée dans la « North American Review » que le Congrès « ne ferait jamais rien pour porter atteinte à la parole donnée par l'Etat à ses créanciers », et concluait : « et nous croyons que cette assurance est bien fondée ». Le « Times », tout en mettant ses lecteurs au courant des dangers de la situation, les invitait à se tranquilliser. Le Message annuel du Président et le Rapport du Secrétaire du Trésor, publiés au début de décembre, étaient faits pour les rassurer sur les intentions du gouvernement. Sherman se déclarait en faveur de « la frappe de l'ancien dollar d'argent, entourée de garanties législatives qui maintiennent sa valeur au pair de l'or » ; la rente remonta. Elle perdit de nouveau un point au milieu de décembre, à la nouvelle qu'une Résolution venait d'être déposée au Sénat, déclarant explicitement que la rente, principal et coupons, était payable en argent (140). Le Président n'avait pas fait savoir s'il opposerait un veto au *bill*, et le bruit courait de temps à autre qu'il ne le ferait pas. Les membres du Syndicat acca-

(138) Le *Bland bill* à la Chambre : « Congressional Record », 45th Congress 1st session, p. 198 (29 octobre) ; p. 241 (5 novembre). Commentaires de presse : « Inter-Ocean », 7 novembre ; « New-York Times », 6 novembre, 7 novembre. Opinion de John P. Jones, « Cincinnati Enquirer », 6 novembre.

(139) L'opinion de Mac Culloch avait d'autant plus de poids dans la Cité qu'il y était connu, ayant dirigé plusieurs années la succursale londonienne d'une banque de New-York.

(140) « Economist », 1^{er} décembre 1877 ; « Times », 7 novembre ; « Economist », 8 décembre, 16 décembre,

blaient Sherman de lettres invitant le gouvernement à se prononcer : il était impossible de continuer le placement des 4 % et 4 1/2 % soit à Londres, soit à New-York ; en trois semaines, 14 millions au moins de rente des Etats-Unis étaient revenus d'Europe. Si le Président déclarait qu'il ferait usage de son veto, le lancement des emprunts pourrait recommencer. Des délégations d'hommes d'affaires et de banquiers de l'Est (ceux de l'Ouest restèrent prudemment silencieux) allèrent en corps voir le Président. Le gouvernement resta muet : il attendait ce que ferait le Sénat (141).

Le Sénat ne se montrait guère traitable. Le Message du Président et le Rapport de Sherman avaient ouvert la porte à un compromis ; mais le Message en particulier limitait étroitement les concessions que l'Exécutif était disposé à faire : le dollar argent pouvait être remonétisé à condition d'être rendu plus lourd, de façon à contenir à peu près un dollar en valeur marchande, et de n'avoir cours légal que dans certaines limites, et en aucun cas en paiement de la dette publique. Le Message ne disait pas qu'il fallait en limiter la quantité, mais il ne pouvait en être autrement si la nouvelle monnaie ne devait avoir cours que dans les faibles transactions. En somme, ce qu'offrait le gouvernement, c'était de mettre en circulation quelques dizaines de millions de pièces d'un dollar comme monnaie d'appoint. Le système monétaire n'en serait pas appréciablement modifié. C'est précisément une modification du système que les inflationnistes cherchaient à obtenir ; et sentant qu'un compromis serait inévitable, ils s'attachèrent à en définir d'avance des limites qui leur assurassent le résultat cherché. Le 6 décembre 1877, le Sénateur Matthews, de l'Ohio — un Républicain — déposa une proposition de Résolution déclarant la dette publique payable en argent au choix du gouvernement. Une *Concurrent Resolution* de ce genre était une simple déclaration d'intention de la part du Congrès ; elle ne requérait pas la sanction de l'Exécutif, qui n'avait par conséquent pas l'occasion d'y mettre son veto, mais qui n'en était pas moins moralement obligé d'en tenir compte (142). La discussion se prolongea jusqu'au 25 janvier 1878 (le Congrès fut en vacances trois semaines à Noël) et la Résolution fut adoptée à une

(141) Craintes à l'idée qu'il n'y aurait pas de veto : « New-York Times », 18 novembre ; « Economist », 16 décembre. Lettres à Sherman d'August Belmont, 7 novembre, 29 novembre, 2 décembre ; de H. C. Fahnestock, 7 novembre, 9 novembre ; de L. P. Morton, 7 novembre ; du syndicat, 9 novembre. SHERMAN MSS. Délégations d'hommes d'affaires vont voir le Président, le Secrétaire du Trésor, la Commission des Finances du Sénat : « New-York Times », 18 novembre 1877, 7 janvier 1878 ; SHERMAN MSS, 12 novembre 1877. Sherman écrit le 10 décembre 1877 à Wm. B. Allison, qui devait rapporter le *bill* pour la Commission des Finances du Sénat, pour le prier en termes pressants de l'amender. SHERMAN, *Recollections*, p. 620.

(142) C'est pourquoi le Sénateur Conkling, de New-York, essaya sans succès le 25 janvier de la faire transformer en *Joint Resolution*. « Congressional Record », 45th Congress 2nd session, p. 549.

forte majorité. Le véritable intérêt du vote était de fournir un pointage préliminaire pour le vote sur le *Bland bill*, et le résultat confirma ce que l'on supposait : on compta 47 Sénateurs pour la Résolution Matthews, donc pour l'argent, et 26 contre. Ce n'était pas la majorité des deux tiers nécessaire pour passer outre à un veto. Il fallait donc que les argentistes consentissent à amender la loi suffisamment soit pour persuader le Président de la laisser passer, soit pour gagner plusieurs voix au Sénat (143). D'autre part, leur force était assez grande pour ne laisser place à aucun doute que, au prix de quelques modifications, la loi passerait.

Dès que la discussion de la Résolution, longtemps avant le vote final, eut révélé le sentiment du Sénat, les milieux conservateurs s'émurent. Banques, Chambres de Commerce et Clearing Houses multiplièrent les remontrances au Congrès. Un Président de Compagnie d'assurances essaya d'enrôler les porteurs de polices dans le mouvement anti-argentiste en déclarant que le *Bland bill* réduirait d'un seul coup l'actif de sa Compagnie de plus de quatre millions de dollars. Un fabricant de machines agricoles imprimait sur ses catalogues, envoyés à 200,000 fermiers, des « leçons de finance saine » (144). Beaucoup d'hommes d'affaires cherchaient à se garantir contre les effets d'une dépréciation du dollar en insérant la clause-or dans leurs contrats, et de plusieurs côtés on proposait que les Etats donnassent à cette pratique la sanction législative ; c'était, on s'en souvient, de cette façon que la Californie et les Etats voisins avaient conservé l'étalon d'or quand le reste du pays était sous le régime du *greenback* déprécié. Le 23 janvier, le syndicat demanda publiquement, en raison de l'agitation argentiste, à annuler sa dernière souscription pour 4 millions de 4 % ; le Cabinet refusa, mais l'effet moral, qui était probablement le seul cherché, était atteint (145). De leur côté, les argentistes ne restaient pas inactifs. Sénateurs et Représentants de cette tendance tenaient des réunions sans distinction de parti, pour assurer l'unité de doctrine et s'entendre sur la tacti-

(143) Histoire de la Résolution Matthews, « Congressional Record », 45th Congress 2nd session : Déposée le 6 décembre, p. 47. Discutée le 10 décembre, pp. 87-94 ; le 11, pp. 120-127 ; le 12, pp. 140-145 ; le 13, pp. 168-177 ; le 14, pp. 204-208 ; le 10 janvier 1878, pp. 255-264 ; le 14, pp. 304-309 ; le 15, pp. 327-338 ; le 16, pp. 352-353 ; le 18, pp. 404-412 ; le 21, pp. 433-441 ; le 23, pp. 480-496 ; le 24, pp. 521-536 ; discutée et adoptée le 25, pp. 549-564. Adoptée par la Chambre le 28, pp. 627-628.

(144) « Congressional Record », passim. Deux bons exemples de ces remontrances : *House Miscellaneous Documents* 26 et 27, 45th Congress 2nd session (Banques de New-York, Chambre de Commerce de New-York). Compagnies d'assurance : « Nation », 10 janvier 1878. Fabricant : D. H. Osborne à Sherman, 28 février 1878. SHERMAN MSS.

(145) Clause-or : « Congressional Record », 45th Congress 2nd session, p. 338 (Sénat, 15 janvier 1878), p. 164 (Sénat, 23 janvier) ; « Commercial and Financial Chronicle », 5 janvier 1878. Requête du syndicat : « New-York Times », 24 janvier 1878,

que à suivre (146). Un compromis fut proposé le 23 janvier par James G. Blaine, le leader des Républicains au Sénat : le dollar d'argent devait avoir cours légal (sauve la clause-or) pour 50 % de chaque contrat, le reste devant être payé en or. Les argentistes protestèrent avec indignation contre cette ruse des « puissances d'argent ». Le 28 janvier, la discussion s'ouvrit au Sénat sur le *Bland bill* tel qu'il était revenu de la Commission des Finances (147).

La mesure avait été très sensiblement modifiée. Le rapporteur, le Sénateur Allison, de l'Iowa, était connu pour être en très bons termes avec les Compagnies de chemins de fer, et à ce titre de tendance conservatrice en matière économique. En tant qu'homme de l'Ouest, il devait en même temps tenir compte des vœux de ses commettants. Les amendements qu'ils rapportait reflétaient cette double préoccupation. Le dollar d'argent devait être rétabli avec le cours légal illimité ; c'était le point sur lequel les inflationnistes étaient les plus intraitables. Mais la frappe ne devait pas être libre : le gouvernement achèterait le métal au prix courant, le monnaierait à son ancienne valeur monétaire, et encaisserait la différence à titre de « seigneurage ». La frappe ne devait pas non plus être illimitée ; les achats du Trésor étaient fixés à deux millions de dollars par mois au moins et quatre millions au plus. Enfin, le Président était autorisé à convoquer une Conférence en vue d'aboutir à un accord international sur la remonétisation pleine et entière du métal blanc.

Les inflationnistes extrémistes fulminèrent. Ben Butler envoya à la Convention du parti *greenbacker* alors en session un télégramme l'invitant à protester contre les amendements, ce qui fut fait à l'unanimité (148). Mais ils n'avaient guère d'illusions. Deux d'entre eux dirent au correspondant du « Cincinnati Enquirer » qu'ils s'attendaient à voir les amendements passer, et ne paraissaient pas s'en contrister outre mesure (149). La disposition qui faisait au Gouvernement une ressource fiscale du monnayage était de celles contre lesquelles il était difficile de s'élever en public : si l'on remonétisait l'argent au-dessus de sa valeur marchande, il était évident qu'il y avait

(146) « Inter-Ocean », 19 janvier 1878 ; « Cincinnati Enquirer », 21 janvier ; « Nation », 24 janvier.

(147) « Congressional Record » 45th Congress 2nd session, p. 496, 23 janvier 1878. « New-York Times », 22 janvier. « Cincinnati Enquirer », 25 janvier. Ce compromis, disait la « Nation » du 31 janvier, « ne reçoit, comme il le mérite, un accueil favorable dans aucun des deux partis ».

(148) A en croire la « Nation » des 24 et 31 janvier, Butler avait, à un « caucus » des argentistes le 22 janvier, proposé en cas de veto de refuser de voter aucun crédit, sauf pour l'administration des Postes. Le 28, il proposa de réunir un fonds de propagande pour ouvrir une campagne de brochures dans les régions hostiles à l'argent ; mais sa proposition ne trouva aucun écho parmi les politiciens de l'Ouest, dont les électeurs étaient déjà tout convertis.

(149) Interview des Sénateurs Jones et Hereford, dans « Cincinnati Enquirer », 1^{er} février. L'« Enquirer », quoique résolument inflationniste, ne voyait pas grand mal aux amendements ; l'« Inter-Ocean » les approuvait expressément,

là un bénéfice pour quelqu'un, et il paraissait bien juste qu'il allât à l'Etat. Et la limitation des émissions signifiait peu de chose, faisait-on remarquer, car de toute façon la Monnaie n'était pas en situation de frapper davantage de pièces (150). D'autre part, plusieurs Sénateurs déclarèrent que ces amendements leur paraissaient une garantie suffisante contre un bouleversement du système monétaire. La plupart des *sound money men* n'étaient pas aussi rassurés ; mais ils étaient en minorité, et ils le virent bien quand ils tentèrent d'obtenir une concession de plus, l'augmentation du poids de métal dans le dollar d'argent. La tentative la plus sérieuse dans ce sens fut faite par Blaine le 7 février. Préoccupé d'une nomination présidentielle éventuelle, il fit ce jour-là un brillant effort oratoire destiné à satisfaire les deux ailes du parti Républicain ; fit la louange de l'argent et du bimétallisme en termes lyriques, et insista sur la nécessité de rapprocher autant que possible la valeur marchande du dollar d'argent de celle du dollar d'or. Il se fit applaudir par la galerie, se fit critiquer par les deux partis pour son manque évident de convictions personnelles, et sa proposition n'eut pas de suite (151). De nombreux amendements proposés par les deux ailes extrêmes du Sénat furent rejetés à de fortes majorités ; le seul qui fut adopté était neutre, et autorisait l'émission de certificats de 10 dollars et au-dessus pour représenter un nombre égal de dollars en dépôt au Trésor. Finalement, à l'issue d'une séance de dix-sept heures, le 16 février à cinq heures du matin, le *bill* fut adopté par 49 voix contre 21. Un de ses adversaires exprimait probablement l'état d'esprit de bon nombre de ses collègues en remarquant que ce n'était ni une très bonne mesure ni une très mauvaise mesure, mais qu'elle mettrait un point final à l'agitation argentine et de ce fait contribuerait à la reprise des affaires (152).

Le *bill* ainsi amendé faisait retour à la Chambre. Le groupement des argentistes tint une réunion et décida que la seule chose à faire était de l'adopter tel quel. Si la Chambre reprenait son texte primitif, le désaccord entre les deux chambres risquait de retarder un vote

(150) *Mint Report for 1877*, p. 346. Allison, dans « *Congressional Record* », 45th Congress, 2nd session, p. 1063 (Sénat, 15 février 1878).

(151) *Ibid.*, pp. 820-826 (7 février).

(152) Le *Bland-Allison bill* devant le Sénat : « *Congressional Record* », 45th Congress 2nd session ; discuté le 28 janvier 1878, pp. 607-618 ; le 29 janvier, pp. 636-648 ; amendements variés, 30 janvier, pp. 666-671 ; 31 janvier, pp. 686-689 ; 4 février, pp. 726-735 ; 5 février, pp. 753-766 ; 6 février, pp. 786-796 ; 7 février, pp. 820-826 ; discussion générale, 11 février, pp. 924-937 ; 12 février, pp. 957-959 ; 13 février, pp. 967-995 ; 14 février, pp. 1017-1029 ; vote sur les amendements de la Commission et sur l'ensemble, 15 février, 1051-1112. « La monnaie du peuple » déclarait l'« *Inter-Ocean* » le 18, « fut rétablie le jour même où elle arrive d'ordinaire entre ses mains » (le samedi, jour de la paye). Dans la petite localité de Reelsville, Indiana, à la nouvelle du vote du Sénat, une foule se réunit le soir même, des discours furent prononcés et on tira le canon. « *Cincinnati Enquirer* », 17 février,

définitif jusqu'à la fin de la session. « Prenons ce qu'on nous offre » dit Bland, « et rajoutons-en davantage aussitôt sous forme d'amendements au budget ; et si nous ne pouvons pas le faire, je suis pour qu'on émette assez de papier-monnaie pour en gaver les rentiers jusqu'à ce qu'ils en aient mal au cœur » (153). Les tribunes enthousiasmées applaudirent ; mais le fait était que le double étalon était remis à une date indéterminée. Les orateurs se succédèrent à la tribune pour expliquer le vote qu'ils allaient émettre, et l'on vota sans passion. Un petit nombre d'extrémistes manifestèrent leur mécontentement des amendements sénatoriaux en joignant leurs voix à celles des partisans de l'étalon-or.

On s'attendait à ce que le Président signât la loi. Elle avait au Sénat comme à la Chambre une majorité suffisante pour passer outre à un veto. Stanley Matthews déclarait tenir de Sherman que la loi était pratiquement un fait accompli et que mieux valait la traiter comme telle. De l'Ohio, les amis politiques du ministre le lui conseillaient, et lui disaient qu'il valait mieux offrir gracieusement aux inflationnistes cette concession inévitable que de perpétuer par un refus une agitation qui pouvait aboutir à une mesure bien pire. Il dit en conseil de cabinet qu'August Belmont lui avait parlé dans le même sens. En ce qui le concernait, il était indécis. Les autres membres du Cabinet étaient d'avis différents. C'est au Président que revenait la décision. Des directeurs de journaux Républicains de l'Ouest l'assiégeaient (l'un d'eux envoya même se faire prier Mrs. Hayes d'intercéder) et le suppliaient de ne pas mettre en péril par un veto impopulaire et futile son prestige et celui de son parti. Mais son siège était fait. Dès que le Sénat eut adopté le *bill*, il décida de s'y opposer au nom de l'honneur national et de la foi publique, tout en sachant que le Congrès passerait outre. Le 26 février, un conseil de cabinet fut tenu et le Président fit connaître sa décision. Le veto fut communiqué à la Chambre le surlendemain, accompagné d'un message qui reprenait brièvement les principaux arguments contre le double étalon, insistant surtout sur la mauvaise foi qu'il y aurait à payer les créanciers du Gouvernement en monnaie dépréciée (154). La Chambre expédia

(153) « Congressional Record », 45th Congress 2nd session, p. 1251. 50 argentinistes extrémistes avaient décidé en conciliabule de tenter de faire disjoindre les amendements du Sénat. Mais leur manœuvre n'eut aucun succès en séance. « Inter-Ocean », 19 février. Le même journal trois jours plus tard remarquait l'atmosphère paisible de la séance où le vote eut lieu.

(154) L'histoire du veto est écrite, d'après le journal manuscrit de Hayes, par C. R. WILLIAMS, *Life of Hayes*, pp. 122-123. H. J. ECKENRODE, dans son *Rutherford B. Hayes*, estime que la fermeté de Hayes en cette occasion empêcha les Etats-Unis de passer au régime de l'étalon d'argent en 1878 ; il est permis d'en douter. L. P. Morton, le représentant du syndicat financier à Londres, câbla à Sherman que si le Président signait la loi, cela donnerait l'impression que le gouvernement capitulait et ferait plus mauvais effet que la loi elle-même. Mais sa dépêche est du 28 février (SHERMAN MSS) et parvint une fois la décision prise.

aussitôt les affaires qu'elle avait en considération, tandis que des pages couraient les couloirs pour ramener en séance les Représentants absents. Et l'on vota sans plus tarder. A l'annonce du résultat — 196 oui contre 72 non — les Représentants éclatèrent en applaudissements, auxquels le public mêla les siens. Puis les uns et les autres se portèrent en hâte à l'autre aile du Capitole et remplirent les tribunes du Sénat. Ils attendirent quelque temps que le message du Président parvint officiellement. Dès qu'il eut été reçu, le vote commença. Dix-neuf Sénateurs seulement votèrent contre, quarante-six, plus des deux tiers, votèrent pour : le *bill* avait désormais force de loi. Moins bruyamment démonstratifs que leurs collègues de la Chambre, les Sénateurs échangèrent des félicitations, et ce fut un serrement de mains général ; le public des tribunes se montrait, entourés par leurs collègues, Stanley Matthews et John P. Jones, dont la vaste face barbuée « rayonnait comme le soleil levant » (155).



Ceux-là même qui avaient combattu la mesure n'étaient pas trop fâchés du résultat. « Je l'ai combattue » expliquait à un journaliste un Représentant de New-York « parce que je tiens le principe pour mauvais, mais je crois vraiment que le pays peut absorber cent millions d'argent sans aucun dommage... Qui sait ? Si cette loi nous garantit de quelque chose de pire, elle nous fera peut-être plus de bien que de mal » (156). A New-York, on entendait « les opinions les plus variées » (157). On n'était pas d'accord sur les effets que la loi aurait sur l'étalon d'or ; mais même la « Nation » pourtant pessimiste estimait qu'il serait maintenu « un an au moins ». On craignait surtout que les inflationnistes, comme ils en avaient annoncé l'intention, n'essayassent de pousser plus loin leurs avantages. Pour le moment, ils expliquaient à leurs partisans qu'il ne fallait pas attendre un retour immédiat de la prospérité ; l'effet de la loi ne pouvait être que graduel. A Londres, la Cité s'émut tout d'abord. Des paquets considérables de

Sur l'attitude de SHERMAN, voir ses *Recollections*, p. 623. Texte du message de Hayes, *House Executive Document 59, 45th Congress 2nd session*. « Le défaut capital du *bill* » disait le Président « est qu'il ne contient aucune disposition pour protéger de ses effets les dettes contractées antérieurement au cas où la monnaie qu'il crée continuerait à être inférieure en valeur à celle qui avait seule cours légal quand elles furent contractées ».

(155) *Bland-Allison bill* à la Chambre, discuté et adopté. « *Congressional Record* », *45th Congress 2nd session*, pp. 1243-1285 (21 février). La Chambre et le Sénat passent outre au veto, *ibid.*, pp. 1419-1420, 1407. Description de la séance dans l'« *Inter-Ocean* » du 1^{er} mars.

(156) Kernan, dans « *Cincinnati Enquirer* », 1^{er} mars. Ce numéro du journal s'orne d'un énorme dollar d'argent dessiné en première page.

(157) « *Commercial and Financial Chronicle* », 23 février 1878.

titres des Etats-Unis furent vendus et rapatriés. Les « *ten-forties* » qui avaient coté plus de 108 au début de novembre 1877, et 107 1/2 à la fin de décembre, étaient à 104 1/4 — 104 3/4 le 1^{er} mars. Le 6 mars, le bruit courut que les coupons seraient payés en or comme auparavant et que l'effet de la loi se réduirait à peu de chose. Les cours remontèrent. Le 16 mars l'« *Economist* » mettait en garde ses lecteurs contre l'erreur de se séparer de leurs titres américains à des cours trop bas, et citait à l'appui de ce conseil une circulaire de Mac Culloch & Co. datée du 1^{er} mars : « L'adoption définitive du *Silver bill* n'a pas produit un effet frappant sur les marchés financiers. On reconnaît généralement que cette mesure ne peut avoir qu'un effet défavorable sur notre crédit à l'étranger ; toutefois on s'attend à ce que cet effet se fasse sentir peu à peu, en sorte qu'il ne se produira aucune dépréciation immédiate des valeurs. Des titres du gouvernement américain continuent à être envoyés ici d'Europe ; mais comme beaucoup d'émissions privées inspirent plus ou moins de méfiance, les titres rapatriés trouvent facilement preneur, aux cours peu élevés auxquels ils se vendent en ce moment. Si leur reflux se prolongeait au rythme actuel, la situation des changes provoquerait des sorties de métal. La prime de l'or sur le papier reste stable, quoique le cours du change monte et que nos titres reviennent d'Europe au rythme de cinq millions et plus par semaine » (158).

(158) « *New-York Times* », 6 février 1878 ; « *Economist* », 2, 9 et 16 mars.

CHAPITRE IV

QUINZE ANS DE PROSPÉRITÉ : 1878-1893

Lorsque le dollar d'argent fut remonétisé le 28 février 1878, la dépréciation du dollar-papier n'était que de moins de 2 %. Le 1^{er} janvier de l'année suivante, conformément au *Resumption Act* de 1875, le Trésor entreprit de rembourser en or à vue les *greenbacks* présentés à ses guichets. Les *greenbacks* étaient au pair depuis trois semaines, le Trésor avait en caisse cent trente trois millions d'or : aucune ruée ne se produisit vers les guichets, et dans les semaines qui suivirent, le public échangea plus d'or contre du papier qu'à l'inverse ; l'étalon d'or recommençait à fonctionner. Ses partisans extrêmes n'avaient pas eu gain de cause, puisque les *greenbacks* restaient en circulation, non plus que les argentistes extrêmes n'avaient fait prévaloir leurs vues. Mais l'un et l'autre parti avait obtenu l'essentiel de ce qui, d'après lui, était la condition du retour à la prospérité.

La prospérité revint (1), dès la seconde moitié de 1878. La récolte de blé, celle de coton, atteignirent des chiffres-record, de même que la consommation de textiles dans l'industrie. La production de fonte, qui avait baissé très sensiblement de 1873 à 1876, retrouvait son niveau d'avant la crise. Le chômage se résorbait, l'immigration reprenait. Ce n'était pas la prospérité, déclaraient encore de nombreux mécontents : les prix n'avaient pas monté. Mais dans les trois années qui suivirent, il leur fallut se rendre à l'évidence. La production avançait sur toute la ligne à un rythme rapide, les prix montaient. Et aucune crise ne suivit ce *boom*. A vrai dire, à partir de 1881-1882, l'augmentation de la production fut moins rapide ; le commerce enregistra des alternatives de bonnes années et d'années moins profitables ; et, d'innombrables progrès techniques réduisant continuellement le coût de production, les prix baissèrent lentement, comme dans le reste du monde. L'expansion économique des Etats-Unis ne

(1) Les *Business Annals* de Willard L. THORP donnent un excellent résumé de l'état des affaires économiques année par année. On a consulté, par surcroît, les statistiques publiées annuellement dans le *Statistical Abstract*.

marqua jusqu'en 1893 qu'une seule période de recul, en 1885 ; mais si la production de charbon et de fonte perdit du terrain, les transports de marchandises par chemin de fer continuèrent leur marche ascendante, montrant que la secousse n'était guère profonde ; et elle fut de courte durée. Ce n'est pas à dire que les bénéfices de cette prospérité sans exemple fussent également répartis. Les industriels, les commerçants en avaient leur large part, témoin la multiplication rapide de la classe jalousée, admirée et inquiétante pour les moralistes des millionnaires. Les ouvriers voyaient le pouvoir d'achat de leurs salaires augmenter. Les cultivateurs étaient moins favorisés. Ceux des vieilles régions de l'Est se voyaient contraints de se spécialiser dans des branches de production où la concurrence des nouvelles terres de l'Ouest ne fût pas ruineuse ; ce qui était souvent impossible, toujours difficile. Ceux de l'Ouest trouvaient que les profits de la mise en culture de terres vierges n'allaient pas au colon qui fournissait son travail, mais à ceux qui fournissaient le capital : créanciers hypothécaires, compagnies de chemins de fer. Mais par comparaison avec les deux dépressions longues et profondes entre lesquelles cette période s'intercale, elle fut un temps de progrès, inégal sans doute, dans le bien-être de la population ; un temps de satisfaction générale où le mécontentement était limité en étendue aussi bien qu'en profondeur (2).

Pendant cette période, la question de l'argent eut un double aspect. D'une part, la loi Bland et son application par le gouvernement créaient une situation de fait dont le développement faisait l'objet des prophéties les plus contradictoires. D'autre part des efforts furent faits dans l'opinion publique et au Congrès pour modifier la loi dans des sens divergents.

*
**

L'attention se porta tout d'abord sur un intermède qui se déroula sur la scène internationale, le premier d'une longue série qui eurent plus ou moins de publicité et excitèrent plus ou moins d'intérêt, mais qui eurent en commun leur absence totale de résultats. On a vu que le *Bland-Allison Act* faisait au Président un devoir d'inviter les gouvernements européens à une Conférence en vue de l'établissement du double étalon. Tous les gouvernements européens acceptèrent, sauf le gouvernement allemand. La Grande-Bretagne et les pays scandinaves déclarèrent que n'ayant pas l'intention d'établir le double étalon, ils ne pouvaient participer à une Conférence dont tel était le but avoué ; mais ils envoyèrent quand même des délégués sous le prétexte que la Conférence pourrait s'occuper aussi de la monnaie internatio-

(2) Les aspects statistiques de cette situation sont considérés par l'auteur dans son étude sur « *L'incidence économique de la frappe d'argent aux Etats-Unis de 1879 à 1893* ».

nale (ce qu'elle ne fit pas). Les membres de la délégation des Etats-Unis furent l'ancien Sénateur Fenton, de New-York, W. S. Groesbeck, un des membres de la majorité de la Commission monétaire de 1876, et deux publicistes connus pour leur propagande en faveur du bimétallisme international, le professeur Francis A. Walker et S. Dana Horton. Lorsque la Conférence se réunit à Paris au mois d'août 1878, c'est à Groesbeck qu'échut la tâche de présenter le point de vue américain. Il déclara que les Etats-Unis n'avaient aucun intérêt à la remonétisation en tant que nation productrice d'argent. Le gouvernement fédéral n'avait aucun intérêt dans les mines et n'en tirait aucune redevance. Le bimétallisme était « aux Etats-Unis, non seulement une tradition légale, mais il était entré profondément dans les habitudes du peuple ». La loi de 1873 avait démonétisé l'argent, c'était vrai, mais « par inadvertance plutôt que par intention, en omettant d'en rien dire ». La loi de 1878, au contraire, exprimait fidèlement les intentions du peuple. Et la délégation américaine soumettait à la Conférence une proposition de résolution déclarant que « la Conférence... croit... désirable que le libre monnayage de l'argent et son emploi comme monnaie légale ayant force libératoire illimitée soient maintenus dans les pays où ils existent et, autant que cela pourra se faire, rétablis dans ceux où ils auront cessé d'exister » par un accord international (3).

L'étrange version donnée par Groesbeck de l'histoire monétaire américaine et surtout de la loi de 1873 fut relevée avec ironie par les délégués de la Grande-Bretagne et de la Suisse, dont l'un alla jusqu'à déposer les documents (cités plus haut, chapitre II) publiés par le gouvernement des Etats-Unis au sujet du *Mint Bill* pendant qu'il était en préparation. Les délégués britanniques, scandinaves, néerlandais, belges, suisses se montrèrent hostiles au double étalon. Léon Say, qui représentait la France, et le délégué austro-hongrois le déclarèrent inopportun. La délégation italienne soutint seule les Américains, et l'Italie étant au régime du *corso forzoso* ne pouvait pas s'engager à grand'chose. La Conférence (sauf les Etats-Unis et l'Italie) vota « qu'il est nécessaire de maintenir dans le monde le rôle monétaire de l'argent aussi bien que celui de l'or ; mais que le choix entre l'emploi de l'un ou l'autre de ces deux métaux ou leur emploi simultané doit être dicté par la situation particulière de chaque Etat ou groupe d'Etats ». Dans son Rapport au Président, après son retour, la délégation américaine fit état de la déclaration platonique de la Conférence en faveur du rôle monétaire de l'argent, et déclara avoir persuadé les Européens que le *Bland-Allison Act* n'avait eu pour objet ni de subventionner les mines d'argent ni de payer en monnaie dépré-

(3) Les procès-verbaux de la Conférence sont publiés in-extenso dans *Senate Executive Document 58, 45rd Congress 3rd session*, pp. 1-210. Cf. RUSSELL, *International Monetary Conferences*, pp. 203-252.

ciée les créanciers européens des Etats-Unis. En admettant que ce fût vrai, c'était peu. Le bimétallisme international conservait ses fervents ; mais il était clair que dans les dispositions où se trouvaient les nations européennes, sa réalisation n'était pas imminente. En mars 1879, une Monnaie de plus se ferma à la frappe illimitée de l'argent : le métal blanc était tombé au-dessous du papier-monnaie austro-hongrois, il fallut en suspendre la frappe pour arrêter l'influx qui commençait à se faire sentir.

*
**

Pendant ce temps, le gouvernement s'efforçait consciencieusement d'appliquer la loi. Elle lui faisait une obligation de consacrer au moins deux millions et au plus quatre millions par mois à l'achat d'argent en barres « à sa valeur marchande ». Sherman choisit, comme il en avait le droit et comme tous ses successeurs le firent, de n'acheter que la moindre quantité ; et dès lors la Monnaie frappa chaque mois plus de deux millions de « *standard silver dollars* ». Leur nombre variait avec les cours du métal blanc : plus il était bon marché, plus on pouvait en acheter pour deux millions. Le côté technique de la frappe ne souleva aucune difficulté ; dès 1877 l'administration de la Monnaie s'y était préparée, et le passage de la loi la trouva prête à l'exécuter sans délai. C'est pour se procurer le métal que l'on eut des difficultés. Les producteurs américains tenaient la dragée haute au Trésor. Ils espéraient vraisemblablement que la crainte de l'opinion publique l'empêcherait de donner la préférence aux vendeurs étrangers, et qu'il serait contraint d'accepter leurs offres. Leur prix, livraison à San Francisco, était le cours de Londres plus les frais de transport, assurance et courtage Londres-San Francisco. A ce compte, la Monnaie, dont le principal établissement était à Philadelphie, avait avantage à acheter à Londres, ce qu'elle fit. En juillet, les producteurs du Nevada offrirent de fournir leur métal sur place au cours de Londres net ; et désormais des dollars en furent frappés aux Monnaies de Carson (Nevada) et San Francisco (4).

Mais la difficulté était de mettre la nouvelle monnaie en circulation et de l'y maintenir. Elle fut compliquée jusqu'à la fin de 1878 du fait que le dollar-papier n'était pas au pair de l'or, et que le dollar-argent partageait avec l'or le privilège d'être recevable en paiement des droits de douane. Instruit par les expériences malheureuses faites avec la monnaie divisionnaire, Sherman décida de ne pas essayer de payer les dollars-argent sans distinction avec les dollars-papier, mais de les émettre seulement en échange de dollars-or ou en paiement de

(4) *Mint Report for 1878*, p. 254. Lorsqu'aucune autre source n'est citée, on a suivi les Rapports annuels du Secrétaire du Trésor, du Directeur de la Monnaie et du Trésorier des Etats-Unis.

ses achats de métal (5). L'émission de dollars-argent en paiement des achats de métal fut faite sous forme de *silver certificates*, pour la plupart en coupures de mille dollars. Les banques, seules susceptibles de faire usage de coupures de ce genre, s'en méfiaient, et à la première occasion elles faisaient retour au Trésor en paiement des droits de douane, ou de souscriptions à l'emprunt. A la fin d'avril 1879, 10,437,000 dollars avaient été émis, qui tous sauf 176,330 avaient fait retour au Trésor (6). A la fin de 1878, le gouvernement, pour la commodité de ses opérations, décida de devenir membre du Clearing House de New York par l'intermédiaire de la Trésorerie Auxiliaire de New York. Les coupons de rente étaient en majorité payables à New York, et rien n'empêchait le Trésor de présenter des *silver certificates* en paiement de ses soldes débiteurs au Clearing House. Pour se garantir contre ce danger, les banques de New York et de Boston s'engagèrent à ne pas présenter d'argent (dollars ou certificats) en paiement de leur soldes de Clearing House, sauf comme monnaie d'appoint. Le gouvernement ne prit pas cet engagement ; mais en devenant membre du Clearing House après que son existence lui eut été formellement notifiée, il s'engageait tacitement à le respecter. Les argentistes s'indignèrent de cette malveillance des banques, avec la connivence du Trésor, à l'égard de la monnaie d'argent (7). Une loi du 12 juillet 1882 interdit à toutes les *National Banks* (les seules pour lesquelles le Congrès eût le droit de légiférer) d'être membres d'un Clearing House où la monnaie d'argent n'avait pas cours. Les Clearing Houses annulèrent leur règlement en conséquence. Mais si la loi pouvait obliger leurs membres à ne pas refuser la monnaie d'argent, elle ne pouvait pas les obliger à la présenter en paiement, et ils s'abstinrent comme par le passé de le faire. Les banques de l'Ouest n'avaient aucune restriction de ce genre ; elles se bornaient à se défaire de leurs dollars d'argent (ou certificats) et les renvoyant à la première occasion à New York, où ils revenaient au Trésor.

En même temps qu'elles s'étaient engagées à exclure la monnaie d'argent des transactions de leurs Clearing Houses, les banques des grandes villes de l'Est avaient décidé de ne recevoir cette monnaie en dépôt que si le dépositeur se déclarait prêt à accepter le paiement de son dépôt dans la même monnaie. Cette restriction pouvait devenir nécessaire au cas où la monnaie d'argent se déprécierait. En effet,

(5) Déclaration de Sherman à un Comité de la Chambre, le 1^{er} avril 1878. *House Miscellaneous Document 62, 45th Congress 2nd session*, p. 38.

(6) Déclaration de Sherman au Comité monétaire de la Chambre, le 26 avril 1879. *House Miscellaneous Document 11, 46th Congress 1st session*, p. 3.

(7) Les rapports du Trésor avec le Clearing House sont décrits et les documents cités dans *House Miscellaneous Document 34, 46th Congress 2nd session* (20 mars 1880). Les banques de Boston suivirent l'exemple de celles de New-York le 15 novembre 1878, mais ne mirent pas en vigueur ce règlement avant 1885 (URTON, *Money in Politics*, p. 224).

si les dollars avaient cours légal dans toutes les transactions, il n'en allait pas de même des certificats ; le gouvernement s'engageait à les accepter, les particuliers restaient libres de les refuser. En fait, on ne voit pas que les banques aient jamais eu à mettre en application ce règlement. Elles se bornaient à éviter toute accumulation de monnaie d'argent dans leurs caisses ; et quand elles n'arrivaient pas à tout écouler auprès de leurs clients, elles s'en défaisaient en la fournissant à des importateurs qui avaient des droits de douane à payer (8).

Comme moyen de mettre la monnaie d'argent en circulation sans délai, les certificats étaient donc une déception. Les banques n'en voulaient pas, et le « le peuple », qui était supposé aimer l'argent, n'avait pas l'occasion de s'en servir parce qu'ils étaient émis pour de trop grosses sommes. Restaient les dollars eux-mêmes, qui n'avaient pas ce dernier inconvénient, et qui de plus ne pouvaient pas faire retour à New-York aussi commodément que les certificats, parce qu'il en coûtait de les rassembler et de les transporter. Le Trésor les émettait en échange de monnaie d'or. Le procédé était lent : à la fin de novembre 1878, un million et demi seulement avait été émis de cette façon (9). C'est que du 8 juin au 13 septembre le Trésor échangeait également les dollars contre des *greenbacks* dépréciés. Le 17 juillet, un autre procédé fut tenté. Les dollars d'argent devaient être fournis aux banques qui en feraient la demande, à condition de s'engager à ne les verser qu'à ceux de leurs clients qui ne s'en serviraient pas pour payer des droits de douane. Le 19 juillet les officiers payeurs du gouvernement reçurent l'ordre de payer des dollars sur demande au lieu de billets, sous la même réserve. A la fin d'août, Sherman prit l'avis du Trésorier des Etats-Unis et du Trésorier Auxiliaire de New York. Ce dernier proposa d'appliquer les dollars au paiement des coupons de rente. Sherman n'osa pas aller aussi loin. Mais il multiplia les circulaires. Le 3 septembre il ordonna que des dollars (1,000 au moins et 10,000 au plus, par multiples de 1,000) seraient expédiés francs de port à un point quelconque des Etats-Unis contre dépôt de *greenbacks* dans une caisse publique. Comme à chaque automne les négociants de l'Est avaient de gros envois d'argent à faire à l'Ouest et au Sud en paiement des récoltes, leur offrir de les faire gratis, c'était les inciter à mettre des dollars en circulation en des points du territoire où le peuple continuerait à s'en servir, et n'aurait pas l'occasion de les utiliser pour acquitter des droits de douane. Les billets de banque présentés au Trésor pour remboursement devaient être payés en dollars. Le 7 septembre, le Trésor échangea des dollars contre des *greenbacks* sans limite et sans restrictions. Le 14 septembre,

(8) TAUSSIG, *The Silver Situation*, pp. 11-13.

(9) *Senate Executive Document 8, 45th Congress 3rd session.*

les dollars furent fournis aux banques francs de port ; les trésoriers-payeurs furent invités à en mettre entre les mains du public autant qu'il en demanderait dans tous paiements, et les fonctionnaires furent avisés que leurs traitements seraient payés en argent sur demande. (Les membres du Congrès, quant à eux, s'abstinrent de faire usage de cette faculté). L'échange de dollars contre des *greenbacks* fut suspendu par circulaire du 13 septembre ; certains journaux avaient remarqué qu'il était illégal tant que la convertibilité du *greenback* n'était pas officiellement rétablie ; elle ne le fut que le 1^{er} janvier 1879 (10). Par tous ces procédés il fut possible de mettre en circulation des sommes assez importantes de dollars. Tandis qu'à la fin de juillet, sur dix millions et demi qui avaient été frappés, un 12^e seulement était en circulation, plus de moitié de la somme frappée en août et septembre passa entre les mains du public. Ce mouvement continua jusqu'à la fin de novembre ; puis il s'arrêta et quoique les envois de dollars francs de port en échange de *greenbacks* eussent été repris en 1879, la somme de dollars en circulation n'augmenta que lentement, au rythme de deux à trois cent mille par mois, jusqu'à l'été. Le même phénomène se reproduisit régulièrement d'année en année. De décembre à juin, les seules entreprises qui absorbassent les dollars étaient les sociétés industrielles qui avaient des paiements de salaires importants à faire dans l'Ouest. Le gouvernement leur offrait un transfert de fonds gratuit, et elles étaient d'autant plus empressées à se prévaloir de ce privilège que les lourdes pièces blanches étaient assez commodess pour cet usage. Mais les ouvriers ne les aimaient pas, et se hâtaient de les repasser aux détaillants, qui les déposaient à la banque, et celle-ci les retournait au Trésor à la première occasion. « L'aller et retour du Trésor au Trésor s'accomplit dans certaines régions dans le courant d'une semaine » (11). Au contraire, de juillet à novembre, une quantité importante de dollars était utilisée en paiement des récoltes ; les cultivateurs de l'Ouest et plus encore du Sud ne les trouvaient apparemment ni trop lourds ni trop encombrants, et ils passaient de main en main parmi eux, tandis qu'on les trouvait très rarement à l'Est des Alleghanies. Ce qui ralentit leur mise en circulation, c'est qu'au moment où ils furent émis le public était sursaturé de pièces d'argent : les pièces divisionnaires furent, du début de 1878 au mois de juin 1879 (où le Trésor les retira de la circulation) en tel excès qu'elles étaient dépréciées ; New York et la Pennsylvanie étaient inondés de *trade dollars* et le Sud-Ouest de dollars mexicains. Lorsqu'en 1880 les dollars mexicains cessèrent d'être acceptés par les gens du Sud-Ouest, on observa que le vide ainsi

(10) SHERMAN, *Recollections*, pp. 666-668. « Nation », 5, 12 et 17 septembre 1878. UPTON, *Money in Politics*, p. 222-223.

(11) TAUSSIG, 1. c., p. 16.

créé fit un large appel de dollars des Etats-Unis (12). Un autre vide relatif fut créé à partir de 1879 du fait que les banques, aux termes du *Resumption Act*, n'avaient plus le droit d'émettre de billets de moins de cinq dollars. On proposa au Secrétaire du Trésor d'agir de même à l'égard des *greenbacks*, mais il refusa, déclarant que le public devait avoir le droit de choisir lui-même l'espèce de monnaie qui lui convenait. Le 8 octobre 1879, comme non seulement les pièces d'argent mais même les pièces d'or s'accumulaient en excès dans les caisses du Trésor, le Secrétaire donna l'ordre de verser, dans tous les paiements importants, sous réserve de l'arrangement avec le Clearing House de New-York, un dixième de la somme au moins en pièces d'or et autant en dollars d'argent ou *silver certificates* (13). Le 18 septembre 1880, nouvelle circulaire : le Secrétaire étendait aux certificats le privilège dont jouissaient les dollars d'être expédiés francs de port par le gouvernement. L'effet fut immédiat et profond. Les certificats de dix et de vingt dollars furent demandés en grande quantité. De décembre à juin, comme pour les pièces, les rentrées égalaient à peu près les sorties ; mais pendant la seconde moitié de l'année, les sorties nettes étaient considérables. Si bien que les accumulations énormes de dollars dans les caves des Trésoreries auxiliaires de New-York et de San Francisco, des Monnaies de San Francisco et de New-Orleans, et du Trésor à Washington, et ailleurs (on avait dû les agrandir considérablement) ne méritaient pas entièrement les remarques caustiques des ennemis du *Bland-Allison Act*. Il est vrai que la somme d'argent « dormant » s'accroissait d'année en année, mais la somme de celui qui était représenté dans la circulation par des certificats croissait encore plus vite. Le premier octobre 1884, sur 142 millions qui reposaient ainsi, 96 millions et demi étaient en dépôt contre une somme égale de certificats, tandis que quarante millions circulaient comme numéraire. En d'autres termes, sur plus de cent quatre-vingt millions qui avaient été frappés, un quart seulement restait hors de la circulation.



Les efforts faits par le gouvernement pour assurer l'exécution de la loi dans sa lettre et dans son esprit ne pacifièrent pas les argentistes. Ils accusèrent Sherman de saboter délibérément la loi. Ce qu'il aurait fallu, à les en croire, c'était frapper le maximum permis par la loi et non pas le minimum, et le déboursier sans plus attendre, de préférence en paiement des coupons de rente. On aurait ainsi mis l'argent

(12) Ci-dessus chapitre III, p. 161 à 165.

(13) *Treasury Report for 1878*, p. xiv ; *Interview between the United States Senate Committee on Finance and the Hon. John Sherman, Secretary of the Treasury, on refunding, resumption, legal-tenders for customs dues, sinking fund, and kindred subjects* » (30 janvier 1880), p. 15.

entre les mains du peuple, on l'aurait rendu populaire, et ses effets bienfaisants se seraient fait sentir. Au Congrès, cette désapprobation de l'attitude de Sherman se manifestait par de fréquentes demandes de renseignements. Le 3 décembre, le Sénat adopta à l'unanimité, sur la proposition de Beck, du Kentucky, inflationniste ardent, une résolution priant le Secrétaire de faire connaître combien de pièces d'argent avaient été reçues en paiement de droits de douane et combien avaient été déboursées en paiement de la dette. La réponse de Sherman fut qu'il laissait libres les créanciers du gouvernement de choisir la monnaie dans laquelle ils désiraient être payés ; et renversant audacieusement l'argument qu'on lui jetait à la tête, il remarquait : « Toute autre façon de faire constituerait une discrimination contre le dollar d'argent et tendrait à le déprécier ». Beck déclara que la réponse officielle contenait « autant d'absurdités qu'on en peut faire tenir en si peu de lignes » et que le Secrétaire violait la loi, qui déclarait que les recettes du gouvernement en numéraire devaient être affectées par priorité au service de la dette (14). Le 9 décembre, nouvelle demande de renseignements : le Trésor, en tant que membre du Clearing House de New-York, souscrit-il à sa règle de ne payer aucun solde en argent ? (15). Le 25 janvier 1882, c'est un Représentant du Colorado qui, pris de soupçons, veut savoir combien le Trésor a acheté d'argent et à quel prix (16). Sherman répondait patiemment. La plus étrange question fut posée à son successeur le 10 janvier 1884 : pourquoi le Trésor avait-il cessé depuis 1881 d'émettre des *silver certificates* ? La réponse fut qu'il n'avait jamais cessé (17).

Les argentistes ne se contentaient pas de manifester ainsi leur méfiance à l'égard de l'administration des finances. Ils essayèrent d'atteindre l'objectif qu'ils avaient manqué de peu en 1878, la frappe libre. A vrai dire, les *bills* déposés dans ce sens session après session, aussi bien que les propositions nombreuses pour la suspension ou l'abrogation du *Bland-Allison Act*, ne signifiaient pas grand'chose ; les uns comme les autres étaient destinés à mourir en Commission avant d'avoir vu le jour, comme c'est le sort de la grande majorité des milliers de propositions déposées sans trop d'illusions à chaque session du Congrès. Le seul effort sérieux fut fait en 1879. Un Représentant de l'Ohio, A. J. Warner, proposa d'émettre des *silver certificates* en échange de dépôts d'argent en barres, sans aucune limite. Ces certificats devaient être émis seulement contre la valeur marchande du métal, mais il était assez clair que si le gouvernement des Etats-

(14) « Congressional Record », 45th Congress 3rd session, p. 13 (Sénat, 3 décembre 1878), p. 199 (16 décembre), p. 375-378 (9 janvier).

(15) Ibid., p. 60 (Chambre, 9 décembre 1879).

(16) « Congressional Record », 47th Congress 2nd session, p. 618 ; *House Executive Document 88*, même session.

(17) « Congressional Record », 48th Congress 1st session, p. 550 (Chambre, 10 janvier 1884) ; *House Executive Document 55*, même session.

Unis se portait acheteur d'une quantité illimitée de métal, le cours ne pouvait manquer de monter jusqu'au moment où l'argent aurait atteint la limite de « 16 contre un », ou jusqu'au moment où le dollar tomberait au-dessous du pair de l'or. Pendant tout le mois de mai 1879, la proposition fut discutée à la Chambre à peu près quotidiennement, et le 24 mai elle fut adoptée par 114 voix contre 97. La minorité comprenait 89 Républicains, la majorité 4 seulement : le vote était un vote de parti. On était loin des majorités de 1877 et de 1878. Au Sénat, le *bill* alla à la Commission des Finances, qui ne manifesta aucune intention de le rapporter. Les argentistes essayèrent de la placer quand même à l'ordre du jour ; cela fut refusé par 22 voix contre 21, et ce vote mit pour plusieurs années un point final à toute tentative de rétablir la frappe libre du métal blanc.

La discussion du *Warner bill* à la Chambre fut une occasion de réitérer tous les vieux arguments pour et contre le bimétallisme (18). Celui qui avait eu le plus d'effet était celui des misères de la déflation. Il fut répété à satiété, mais ne trouva plus l'écho qu'il avait naguère. La reprise des affaires datait d'un an. Elle n'avait pas encore fait complètement disparaître tous les symptômes de la dépression, mais l'amélioration était manifeste et allait en s'accroissant. Et dans la seconde partie de 1879, les prix des denrées agricoles montèrent quoique les récoltes fussent excellentes. Le parti *greenback* mettait toujours la question monétaire au premier plan de ses préoccupations ; mais il était désuni, les uns demandant la frappe libre de l'argent, tandis que d'autres tenaient pour le papier-monnaie pur et simple ; et les élections de 1880 marquèrent sa chute profonde. Un des chefs du mouvement dans le Minnesota, faisant dans son journal intime, le 31 décembre 1879, le bilan de l'année écoulée, remarquait qu'elle l'avait trouvé pourchassé par ses créanciers et qu'elle le laissait en bonne posture financière : une bonne récolte de blé vendue à un bon prix avait fait ce résultat, et détourné en partie vers la littérature son attention absorbée précédemment par la contemplation amère des abus du système financier (19). La même cause faisait oublier à ses partisans leurs revendications monétaires. Un inflationniste avait déclaré que le « dollar à bon marché » était simplement le dollar sur lequel il était facile de mettre la main. A ce compte, au prix où était le blé, le dollar à bon marché était réalisé. Il l'était aussi, avec la fin

(18) « Congressional Record », 46th Congress 1st session, p. 1034-1041 (Chambre, 3 mai 1879) ; 1136-1141 (7 mai) ; 1162-1173 (8 mai) ; 1197-1203 (9 mai) ; 1225-1237 (10 mai) ; 1305-1313 (13 mai) ; 1341-1350 (14 mai) ; 1363-1373 (15 mai) ; 1403-1412 (16 mai) ; 1434-1447 (17 mai) ; un Représentant du Colorado proposa de restreindre le privilège de la frappe libre aux mines américaines, ce qui ne fut pas adopté ; 1488-1489 (20 mai) ; 1498-1505 (21 mai) ; 1525-1535 (22 mai) ; 1558-1568 (23 mai) ; adopté, 1598-1601 (24 mai). Tentative de placer le *bill* à l'ordre du jour du Sénat, 1887 (10 juin).

(19) Elections de 1880 : HAYNES, *Third Party Movements*, p. 141, 170. Prospérité 1879 : *Diary of Ignatius DONNELLY*, 31 décembre 1879.

du chômage et la tendance des salaires à la hausse, pour les ouvriers, qui tournèrent en grand nombre leurs énergies vers l'organisation syndicale. Cette tendance est assez générale en période normale. C'est quand la dépression arrive et avec elle la baisse des salaires et le chômage que le travail lent des syndicats et leurs cotisations élevées impatientent beaucoup d'ouvriers qui prêtent l'oreille aux promesses de solutions immédiates par l'action politique. La presse reflétait le changement d'attitude de ses lecteurs : la « Nation » remarquait le 25 décembre 1879 que les articles sur l'argent se faisaient très rares dans les journaux de l'Ouest. Le « Cincinnati Commercial » s'était même converti et déclarait que le meilleur moyen de forcer l'Angleterre à abandonner l'étalon d'or était de suspendre la frappe de l'argent aux Etats-Unis. La question de l'argent disparut des programmes des partis politiques.

De leur côté, les adversaires du *Bland-Allison Act* se remettaient peu à peu des craintes qu'ils avaient d'abord éprouvées. Au début d'octobre 1878, le publiciste financier Horace White croyait que l'*Act* rendrait impossible le retour à l'étalon d'or en détruisant la confiance des porteurs de *greenbacks*, qui se hâteraient de les échanger contre de l'or « tandis qu'il dure » (20). Le 12 décembre, la « Nation » déclarait que les dollars d'argent se déprécieraient par rapport à l'or « avant la fin de 1879 ». Le succès du rétablissement de l'étalon d'or dissipa ces craintes excessives, qui n'avaient jamais été que celles d'un petit nombre. La plupart des *sound money men* pensaient avec Sherman que le danger n'était pas immédiat, mais qu'à la longue « aussi sûr que le soleil brille et que l'herbe pousse, si vous continuez à frapper pour deux millions de dollars par mois, vous aboutirez à l'étalon d'argent » (21). Les banques demandaient l'abrogation de la loi pour le même motif, et leur action à l'égard de la monnaie d'argent manifestait suffisamment leurs craintes (22). En 1885, l'économiste J. Laurence Laughlin publia son « Histoire du bimétallisme aux Etats-Unis » où il critiquait violemment l'agitation argentiste du point de vue d'un monométalliste-or intransigeant. Chaque année au début de décembre, le Message du Président et les rapports du Secrétaire du Trésor, du Directeur de la Monnaie et du Contrôleur de la Circulation appelaient l'attention du Congrès sur les inconvénients actuels et les dangers éventuels de la monnaie d'argent. En 1878, Sherman

(20) Horace White à Carl Schurz, dans Carl SCHURZ, *Speeches and Correspondence*, p. 480.

(21) *House Miscellaneous Document 34, 46th Congress 2nd session*, p. 21 (20 mars 1880).

(22) Cependant il est digne de remarque que les organisations fondées au début pour la défense de la monnaie saine concentrèrent leurs attaques sur le parti *greenback*. Ainsi une feuille volante publiée chaque quinzaine à Boston, « *The Broadside* » ; de même les brochures de propagande éditées par l'« *Honest Money League of the Northwest* » à Chicago. Sur cette Ligue, voir lettres de T. B. Nichol à Sherman, 25 mars, 17, 19, 20, 24 avril, 27 juin 1878, SHERMAN MSS.

proposa de limiter l'émission d'argent à cinquante millions de dollars en attendant que la valeur de l'argent par rapport à l'or fût stabilisée. On pourrait alors rétablir le double étalon en tenant compte du nouveau rapport de valeur entre les deux métaux précieux. Mais cette stabilisation ne paraissait pas près de se produire. Les achats de métal des Etats-Unis avaient été impuissants à la provoquer : l'once d'argent valait 55 pence à Londres le jour où la loi avait été adoptée ; le 17 octobre elle était tombée à 49 1/2. Pour les partisans du bimétallisme international comme pour ceux du monométallisme-or, c'était la preuve qu'une action unilatérale des Etats-Unis était impuissante à maintenir les cours ; pour les argentistes, c'était la preuve que la loi telle qu'elle était n'était qu'une demi-mesure et que seule la frappe illimitée de l'argent constituerait sa vraie remonétisation.

La remonétisation de l'argent par accord international n'intéressa jamais les masses. Elle était propagée par un groupe d'hommes cultivés, convaincus mais peu nombreux. Mais elle avait un très grand avantage, c'est de ne point avoir d'adversaires dangereux. Ceux-là même qui ne croyaient pas au succès de l'expérience ne pensaient pas qu'elle pût faire beaucoup de mal. La loi de finances de 1879 ouvrait un crédit de 20,000 dollars pour permettre au Président d'engager des négociations avec des puissances européennes sur la question de l'argent (23). En conséquence, Hayes envoya en Europe un financier de New York nommé George Walker, partisan convaincu du bimétallisme international, pour sonder les divers gouvernements. Il fut bien reçu, sauf à Berlin où William D. « *Pig Iron* » Kelley avait passé avant lui. Kelley avait causé confidentiellement avec Bismarck le 5 juillet et avait envoyé ensuite au « *Times* » de Philadelphie une interview sensationnelle où Bismarck faisait des déclarations bimétallistes qui lui furent reprochées en Allemagne. Mis en défiance par cet incident, Bismarck refusa de voir Walker. Les autres gouvernements furent plus aimables mais ne furent guère plus encourageants. Walker tenta de faire pression sur eux en leur disant que s'ils ne faisaient rien pour l'argent, les Etats-Unis abandonneraient leur effort de maintenir le prix par leurs propres moyens et arrêteraient la frappe. C'était la solution des bimétallistes internationaux ; ils escomptaient que la Banque de France, inquiète de son stock considérable de pièces de cinq francs, et ceux des Anglais qui avaient des intérêts aux Indes (lesquelles étaient au régime de l'étalon d'argent) obligeraient leurs gouvernements à traiter. Mais nulle part en Europe on ne se figurait que le gouvernement des Etats-Unis aurait assez d'influence sur le Congrès pour le persuader d'abroger le *Bland-Allison Act* ; et la mission de Walker eut un résultat négatif (24). Lorsque le Message du

(23) *United States Statutes at Large*, 46th Congress, p. 26 (21 juin 1879).

(24) Jeanette Paddock NICHOLS, art. *Silver Diplomacy*, dans « *Political Science Quarterly* », décembre 1933, p. 569-570.

Président et le Rapport du Secrétaire du Trésor, en décembre 1879, conseillèrent de suspendre la frappe du dollar d'argent, le Sénateur Voorhees, Démocrate de l'Indiana, exprima le sentiment de ses collègues argentistes en déclarant que cette proposition « appelait une condamnation immédiate et sans réserve » (25). Cela n'empêcha pas Sherman de réitérer sa recommandation l'année suivante, en offrant comme alternative d'augmenter le poids du dollar-argent pour conformer sa valeur métallique à sa valeur légale (idée qui ne valait pas grand'chose, car la valeur métallique du dollar aurait continué à fluctuer, avec une tendance générale à la baisse). Le Contrôleur de la Circulation, John Jay Knox, qui n'avait pas comme Sherman des ambitions politiques à ménager, mais bien des ambitions bancaires (comme beaucoup de hauts fonctionnaires du Trésor à cette époque, il quitta plus tard le service du gouvernement pour diriger une banque à New-York), continuait dans son rapport, année après année, une polémique contre l'emploi monétaire de l'argent sans aucune réserve.

Il était quand même certain que la remonétisation de l'argent par un accord international aurait le grand avantage de concilier à peu près tout le monde et serait par conséquent un succès politique de premier ordre. Aussi lorsqu'à l'hiver de 1880-1881 George Walker, devenu consul général à Paris, fit savoir que de nombreux hommes d'Etat français étaient désireux de renouer les négociations, le gouvernement américain (aussi bien le gouvernement en fonctions que le Président-élu Garfield) s'empressa-t-il d'adopter la suggestion. Une conférence se réunit à Paris, sur l'invitation conjointe des gouvernements français et américain, le 29 avril 1881. Les Etats-Unis étaient fortement représentés par William M. Evarts, ancien secrétaire d'Etat, assisté de deux anciens Sénateurs et de l'infatigable propagandiste du bimétallisme international S. D. Horton. Les délégués britanniques et allemands signifièrent dès le début qu'il s'agissait d'un échange de vues et rien de plus. La délégation française était bimétalliste ; Cernuschi en était membre. L'Angleterre et l'Allemagne annoncèrent qu'elles étaient disposées à faire une certaine place à l'argent dans leur système monétaire si les autres nations adoptaient le bimétallisme. Les délégués américains et français publièrent une déclaration affirmant que le bimétallisme international était réalisable avec la participation de l'Angleterre et de l'Allemagne. Et la Conférence se sépara. Si elle n'avait eu aucun résultat tangible, elle avait montré néanmoins que les puissances européennes n'étaient pas uniformément hostiles au bimétallisme et donna à un nombre appréciable d'Américains l'idée qu'une solution internationale de la question de l'argent n'était pas une utopie. Horton resta à Paris à peu près un an comme agent du gouvernement américain pour avancer la cause du bi-

(25) *Senate Miscellaneous Document 13, 46th Congress 2nd session.*

métallisme. Mais l'opinion des représentants diplomatiques des Etats-Unis à Londres et à Berlin était que ce que les Etats-Unis pouvaient faire de mieux pour avancer la cause du bimétallisme était de suspendre leurs achats d'argent. Comme le Congrès n'y paraissait aucunement disposé, Horton fut rappelé et l'affaire en resta là (26).

Jusqu'en 1885, la question de l'argent ne fit aucun progrès dans un sens ni dans l'autre. Le prix du métal baissait très lentement. Aucune négociation entre les Etats-Unis et l'Europe n'avait lieu. Chaque mois le Trésor consacrait deux millions de dollars à l'achat d'argent qu'il monnayait et emmagasinait dans des caves qu'il fallait agrandir de temps à autre. Les Secrétaires du Trésor dans leurs Rapports (Folger de 1881 à 1883, Hugh Mac Culloch en 1884) recommandaient de suspendre les achats d'argent, et même le Directeur de la Monnaie Burchard, quoiqu'il eût voté pour le *Bland bill* en 1887, comme représentant de l'Illinois et qu'il fût demeuré un bimétalliste convaincu, se joignait à cette requête. Banques et Chambres de Commerce adressaient au Congrès des pétitions dans ce sens. Mais si l'opinion du Sénat était incertaine, la majorité de la Chambre partageait l'avis exprimé en juin 1882 par la minorité de sa Commission des Banques : la loi Bland n'avait eu que d'heureux effets. Elle n'avait pas diminué le stock d'or et le danger du monométallisme-argent était aussi loin que jamais ; et le monométallisme-argent serait encore préférable au monométallisme-or. La sagesse était de ne pas toucher au système monétaire : « *Let well enough alone* » (27). C'était une défensive victorieuse, mais une défensive quand même ; aucun effort ne fut fait pour augmenter les achats d'argent.

Il en allait de même dans la question du rachat des *trade dollars*. Bien que n'ayant plus cours légal depuis 1876 (voir chap. III, p. 158-160, 163-164), ces pièces avaient circulé longtemps dans le Nord-Est et plusieurs millions étaient détenus en Pennsylvanie principalement. Leurs détenteurs demandaient naturellement que le gouvernement les reprît au pair et le Congrès était fort disposé à leur concéder ce privilège. Mais le problème se posait de savoir ce que l'on ferait du métal ainsi récupéré. Les anti-argentistes voulaient qu'il vînt en déduction des achats mensuels, et réussirent à faire passer à la Chambre sans débat, le 19 juin 1882, un *bill* à cet effet. Mais le Sénat n'agit pas. Lorsqu'une mesure semblable fut de nouveau proposée en 1884, la vigilance de

(26) Discours de George Walker à la Conférence de l'Union Latine, 20 juillet 1885, dans *Senate Executive Document 29, 49th Congress 1st session* ; *House Executive Document 88, 46th Congress 3rd session* ; *House Miscellaneous Document 396, Part III, 49th Congress 1st session* (procès-verbaux de la Conférence) ; RUSSELL, *International Monetary Conferences*, p. 269-321 ; J. P. NICHOLS, l. c., p. 572.

(27) Exemple de pétition pour la suspension des achats d'argent : Chambre de Commerce de New-York, dans « *Congressional Record* », *47th Congress 2nd session*, pp. 1987-1988 (1^{er} février 1883). Rapport de la Commission des Banques : *House Report 1286, 47th Congress 1st session*.

Bland était en éveil et il déclara que les *trade dollars* devaient être refondus en sus des achats mensuels. Ces quelques millions de plus ou de moins de monnaie-argent furent l'occasion de répéter des lieux communs sur le simple et le double étalon, et l'article qui provoquait l'opposition de Bland fut disjoint par 131 voix contre 109. Le *bill* ainsi modifié fut envoyé au Sénat, qui le discuta à la session suivante (28).



Entre temps, il s'était produit dans la situation financière des développements importants qui mirent de nouveau d'actualité la question de l'argent sous une forme modifiée. La faillite de plusieurs banques importantes, en mai 1884, fut le signal d'une dépression caractérisée. L'activité économique se ralentissant, l'absorption d'argent fit de même. Alors qu'en 1883, même pendant la période peu favorable de février à juillet, 5.3 millions de certificats avaient été mis en circulation, pendant les mêmes mois de 1884, les rentrées excédèrent les émissions de 1.8 millions ; et cela n'était que partiellement compensé par le fait que la diminution saisonnière des dollars d'argent en circulation ne fut que de 0.3 million contre 1.3 l'année précédente. Le bilan était une perte de 2.1 millions en six mois en 1884 contre un gain de 3 millions l'année d'avant. Pendant la seconde moitié de l'année, le mouvement saisonnier amenait régulièrement une augmentation considérable de toutes les sortes de monnaies d'argent en circulation. Mais cette augmentation fut bien moins marquée en 1884-1885 qu'en 1883-1884 (août-janvier). En 1883-1884 le gain avait été de 23.2 millions pour les certificats, 3.7 millions pour les pièces ; à un an de distance, il n'était plus que de 18.7 et 1.3 millions respectivement. Le résultat était que l'argent s'accumulait dans les caisses du Trésor à un rythme sans précédent (bien entendu il s'agit ici d'argent net, c'est-à-dire des dollars et certificats détenus par le Trésor à l'exception des dollars représentés par des certificats). Le 31 janvier 1883, il y en avait 33.4 millions, le 31 janvier 1884, 39.7. A partir de ce moment, les chiffres enflent rapidement : le 31 juillet 1884, 67.7 millions. Une légère décrue se produisit pendant la seconde moitié de l'année, comme il était normal ; le 31 janvier 1885 on était retombé à 64.1. En 1885, le bouleversement des mouvements saisonniers fut encore plus marqué. Du 31 janvier au 31 août, le total des monnaies d'argent en circulation tomba de 155.1 millions à 137.5 et le Trésor en détenait 113.5 au lieu de 64.8. Toute l'émission nouvelle avait été absorbée par le Trésor auquel avait fait retour en outre une certaine partie des émissions qu'il avait réussi à mettre en circula-

(28) « Congressional Record », *47th Congress 1st session*, p. 5097 (Chambre, 19 juin 1882) ; *48th Congress 1st session*, p. 2350-2360 (Chambre, 27 mars 1884) ; 2476-2497 (1^{er} avril). *House Report 324*, même session.

tion antérieurement. En raison de la dépression, le public disposait d'un excédent de monnaie ; dans ces conditions, les sortes de monnaie les moins populaires faisaient retour au Trésor, puisque le Trésor américain était en même temps institut d'émission. La situation des *greenbacks* était analogue à celle de l'argent, à cette différence près que leur montant global était constant et qu'il n'y avait point d'émission supplémentaire mensuelle. Ils faisaient retour au Trésor. Mais il y a plus. Non seulement le public se défaisait de sa monnaie d'argent et de ses *greenbacks*, mais encore il retirait de l'or du Trésor. Le phénomène était compliqué en apparence du fait que ces remboursements de *silver certificates* et de *greenbacks* s'opéraient en deux opérations totalement séparées : la monnaie d'argent et de papier était versée au Trésor en paiement des droits de douane, tandis que la monnaie d'or était décaissée par le Trésor pour ses dépenses courantes. Mais le résultat était exactement le même : le public qui avait le choix de la sorte de monnaie qu'il présentait comme de celle qu'il exigeait en paiement, faisait rentrer de la monnaie de papier et d'argent et sortir de la monnaie d'or. Les réserves d'or des banques augmentaient, montrant bien que l'origine de la crise était leur méfiance à l'égard du Trésor. Et la réserve d'or du Trésor décroissait rapidement.

Les hommes politiques argentistes ne s'en émouvaient pas. La réserve d'or décroissait, mais la réserve d'argent augmentait. L'argent étant aussi bon que l'or et jouissant des mêmes privilèges légaux, quel était le danger ? Le Trésor n'avait aucune obligation qui ne fût payable en argent aussi bien qu'en or. Mais il avait toujours maintenu que s'il avait recours au privilège légal de payer ses obligations en argent même quand leurs titulaires demanderaient de l'or, ce serait *ipso facto* suspendre la convertibilité-or du dollar-papier et du dollar-argent et mettre les Etats-Unis au régime de l'étalon unique d'argent. Le cas était bien clair : c'est ce qui était arrivé aux Etats-Unis avant 1861 et en France avant 1874 ; le régime du double étalon avait régulièrement abouti à faire de celui des deux métaux qui se trouvait avoir sur le marché international une valeur inférieure à sa valeur légale l'étalon de fait. C'est ce que le Trésor se refusait à faire. Il avait un double motif. D'une part, la dévaluation du dollar pouvait aller jusqu'à près de 20 % et le crédit des Etats-Unis à l'étranger en aurait considérablement souffert. D'autre part, le passage à l'étalon d'argent de fait aurait amené la thésaurisation immédiate de la monnaie d'or, sans que sa place pût être prise par l'argent, puisque la frappe était limitée ; et cela aurait provoqué une brusque et terrible déflation. Il n'est pas bien sûr que ce second argument fût pris beaucoup plus au sérieux par ceux qui l'avançaient que par ses adversaires. Le premier était admis à peu près unanimement. Faire usage de l'option légale qu'avait le gouvernement de s'acquitter en argent, c'était

dévaluer le dollar. Les argentistes étaient partisans de cette dévaluation ; le gouvernement, soutenu par l'opinion du monde financier, s'y refusait.

Il avait heureusement, dans sa lutte pour la défense du dollar, une arme puissante : les excédents budgétaires. Au cours des années précédentes, ils avaient été énormes, et avaient permis un amortissement rapide de la dette. La dépression les avait sensiblement réduits ; mais en septembre 1884, on arrêta les opérations d'amortissement, et il fut possible pour le Trésor de conserver dans ses caisses une somme sans cesse accrue d'argent. Il le fit systématiquement ; en janvier 1885, il cessa les envois francs de port de *silver certificates* qui étaient le moyen le plus efficace de les mettre en circulation. Et le résultat escompté se produisit : la pléthore d'argent dans les banques, qui avait icflué régulièrement vers le Trésor par l'intermédiaire des douanes de New-York, disparut ; la monnaie d'argent qui avait formé jusqu'à 44.1 % des rentrées des douanes de New-York, en décembre 1884, tomba à 10.1 % en septembre 1885 ; en même temps, l'or remontait de 19.6 % en décembre 1884 à 70.8 % en octobre 1885 (ces chiffres représentent les extrêmes du mouvement). L'alerte avait quand même été sérieuse, à telles enseignes qu'à la fin de juillet 1885, quand l'encaisse-or était tombée au plus bas, le Trésor avait appelé les banques au secours et elles lui avaient ouvert un crédit de 10 millions, avec promesse de doubler la somme en cas de nécessité. Comme le Trésor n'avait aucune autorité pour contracter des emprunts à court terme et ne pouvait par conséquent offrir aucun intérêt, l'opération fut déguisée en « échange ». Le Trésor trainait depuis 1877-1878 dans ses caisses des millions de monnaie divisionnaire inutilisable. Il les délivra en échange de l'or au Clearing-House, qui émit contre cette masse de menue monnaie des « certificats » que les banques purent utiliser dans leurs transactions au Clearing House ; elles ne subirent donc aucune perte d'intérêt ; et elles ne risquaient pas grand'chose : la monnaie divisionnaire étant remboursable sur demande, elles pouvaient à tout moment la convertir en or. En fait, le Trésor « échangea » moins de six millions d'or le 28 juillet ; et quand les banques lui en redemandèrent quatre millions et demi, le 30 octobre, il remboursa la totalité.

Pendant l'été et l'automne de 1885, la situation du Trésor se stabilisa, puis s'améliora. A partir de l'été, une reprise générale des affaires s'amorça ; les rentrées d'impôts augmentèrent. En décembre 1885, l'amortissement de la dette fut repris (29).

Cette secousse du système monétaire provoqua une recrudescence

(29) Sur la « première crise du dollar » en 1885, voir *House Executive Document 100, 49th Congress 1st session* ; *Senate Executive Document 183, 54th Congress 1st session* ; TAUSSIG, l. c., pp. 25-37 ; éditoriaux du « Commercial and Financial Chronicle ».

d'intérêt dans la question au Congrès. Pour les anti-argentistes, c'était une leçon de choses qui devait persuader les plus incrédules du « danger » de l'étalon d'argent qu'ils n'avaient cessé de prédire. Pour les argentistes, c'était l'occasion de contraindre enfin le Trésor à faire le service de la dette en argent, comme il s'y était toujours refusé.

L'initiative de l'action vint d'un groupe de Démocrates conservateurs de l'Est. Le vieux Mentor du parti, S. J. Tilden, retiré dans sa propriété de Greystone, dans l'Etat de New-York, en fut l'instigateur. Parmi ses confidents en la matière se trouvaient un banquier d'Albany, Daniel Manning, désigné par Cleveland pour être son Secrétaire du Trésor, et l'ancien directeur du « New York World », Manton Marble, qu'un goût naturel de la théorie avait porté vers l'étude de la doctrine bimétalliste. Dans ce groupe, c'était le plus souvent Marble qui tenait la plume ; Manning avait l'expérience financière pratique ; et Tilden était maître passé dans l'art des combinaisons politiques. Restait à reconnaître la position de Cleveland. Ancien avocat de Buffalo, ancien gouverneur de New-York, le Président-élu ne se piquait pas d'être un financier. De tous côtés, on le catéchisa sur la saine doctrine. Le danger était pressant, lui écrivait le 2 février Abram S. Hewitt (président de la Commission du budget de la Chambre), à telles enseignes que le Secrétaire du Trésor avait fait promettre à certains banquiers Républicains de New-York de recevoir des *silver certificates* en paiement des soldes du Trésor au Clearing House si besoin était pour retarder la crise jusqu'à l'entrée en fonctions du gouvernement Démocrate (30). De leur côté les argentistes essayaient d'influencer le Président. Le 11 février une lettre ouverte lui fut adressée, rédigée par A. J. Warner et signée par 94 autres Démocrates du Congrès, rappelant les principaux arguments en faveur de la frappe libre du métal blanc et l'invitant à se prononcer. Le 15 février, un Représentant du Missouri insistait par une lettre privée : si le parti se prononçait contre l'argent, il perdait sept Etats (le Texas, le Missouri, l'Iowa, le Wisconsin, l'Illinois, l'Indiana et le Michigan). La réponse de Cleveland fut publiée le 24 février. Elle avait été rédigée par Manton Marble, et déclarait que si le bimétallisme était l'objectif du gouvernement, il comportait le maintien du dollar d'argent au pair de l'or, et que pour cela il fallait suspendre les achats d'argent jusqu'à la conclusion d'un accord international (31).

Des Démocrates de l'Est qui entouraient Cleveland croyaient possible d'obtenir du Congrès cette suspension. Ils tentèrent même de l'obtenir avant la fin de la session (le Congrès devait s'ajourner le 3 mars jusqu'à l'hiver et on prévoyait dans l'intervalle une « crise

(30) NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 201.

(31) Ibid., p. 203, 204. *Letters of Grover CLEVELAND*, éd. Nevins, p. 56, 57. Plusieurs brouillons de la lettre de Cleveland, de la main de Manton Marble, dans MARBLE MSS.

du dollar » où le Trésor n'aurait aucun moyen de demander aide au Congrès). Mais il était clair qu'un projet de loi en règle aboutirait à un flot de discours, et qu'une décision ne serait pas atteinte en temps voulu. Tilden conçut le plan d'enlever un vote sous forme d'amendement à la loi de finances. Il fut confié à un des chefs Démocrates à la Chambre, S. J. Randall, qui tint Cleveland au courant. L'occasion se présenta le 26 février. L'amendement fut proposé, et Randall demanda un vote d'urgence. Il lui fut refusé par 118 voix contre 152, aux applaudissements de la majorité. Sur 172 Démocrates qui prirent part au vote, 54 seulement votèrent pour l'amendement ; les Républicains étaient plus également partagés (64 pour, 52 contre) (32).

Une tentative parallèle avait été faite au Sénat. Un Sénateur Républicain proposa un amendement au *bill* pour la refonte des *trade dollars* que la Chambre avait adopté à la session précédente et que le Sénat discutait maintenant au milieu de l'indifférence : la frappe de l'argent devait cesser le 1^{er} juillet 1886 à moins qu'un accord international ne fût intervenu. Lorsque le vote de la Chambre sur l'amendement Randall fut connu, il fut évident qu'aucune mesure similaire adoptée au Sénat ne serait ratifiée à l'autre aile du Capitole ; et la Commission des Finances abandonna *bill* et amendement (33). Les argentistes marquèrent un autre point : le 3 février, sur la motion de Bland, la Chambre demanda au Secrétaire du Trésor s'il était vrai que les banques et en particulier le Clearing House de New-York refusaient la monnaie d'argent. Le Trésor s'empressa de payer quelques milliers de *silver certificates*, qui furent dûment acceptés, le 9 février, ce qui lui permit de répondre à la Chambre le 11 qu'il y avait un précédent, et que les *silver certificates* seraient « utilisés à nouveau de la sorte si l'état de la trésorerie le demandait » (34). En d'autres termes, le gouvernement Républicain laissait à son successeur la responsabilité de défendre l'étalon d'or comme bon lui semblerait. La seule aide que le gouvernement Cleveland reçut du 48^e Congrès fut un crédit ouvert dans les dernières heures de la session pour rendre possible des négociations internationales (35).

Pour la première fois, ces négociations furent entreprises avec le

(32) « Congressional Record », 48th Congress 2nd session, p. 2210-2211 (Chambre, 26 février). LYNCH, *Grover Cleveland*, p. 291. Cleveland refusa d'intervenir par scrupule de correction, Cleveland à Randall, 9 février 1885, dans *Letters of Grover CLEVELAND*, éd. Nevins, p. 55. Carlisle et Randall étaient pleins de confiance dans le résultat de leur manœuvre, cf. brouillon de lettre de Marble à Cleveland, 15 février 1885, MARBLE MSS.

(33) « Congressional Record », même session, p. 1255-1259 (Sénat, 4 février) ; 1282-1287 (5 février) ; 1457-1462 (9 février) ; 2184-2199 (26 février) ; 2236 (27 février).

(34) « Congressional Record », même session, 1219 (Chambre, 3 février), 1529-1530 (Chambre, 11 février).

(35) « Congressional Record », même session, p. 2483 (Sénat, 3 mars).

désir et l'espoir très vifs de les voir aboutir. Manton Marble fut choisi pour les mener à bien. Il était intensément convaincu qu'elles pouvaient réussir à une condition : les Etats-Unis devaient cesser leurs achats d'argent. De cette façon les Etats européens verraient une Amérique décidée à avoir sa part du stock d'or mondial, généralement jugé (comme presque toujours) insuffisant ; ils s'inquiéteraient et accepteraient de signer un accord bimétallique international, comme le leur conseillaient plusieurs publicistes européens, en particulier Cernuschi, duquel toute l'idée émanait. Marble alla voir Cleveland, qui exprima les mêmes idées et ajouta, en homme d'Etat pratique, que la suspension des achats d'argent serait une économie pour le budget aux dépens des Etats miniers des Rocheuses, qui votaient régulièrement pour les Républicains. Les Etats-Unis offraient d'abandonner leur rapport traditionnel de 16 contre 1 entre l'or et l'argent contre le 15 1/2 de l'Union latine. L'important était de persuader la France et l'Allemagne d'agir sans la Grande-Bretagne, sur laquelle il ne fallait pas compter et dont le concours ne paraissait pas indispensable (36). Marble partit pour l'Europe dans l'espoir qu'il pourrait obtenir un résultat avant décembre 1880 (37). Il fut bientôt détrompé : à Londres, Lord Iddesleigh lui fit savoir que le gouvernement britannique n'avait aucune intention de modifier sa politique ; à Berlin, Bleichroeder, le directeur de la Reichsbank von Dechend, et Bismarck lui dirent unanimement que la coopération de l'Angleterre était indispensable. Ni la France ni les Etats-Unis n'étaient décidés à tenter l'expérience du bimétallisme à deux. Marble revint en novembre, découragé (38).

Si l'Europe ne donnait point d'encouragement au gouvernement, les argentistes américains ne lui en donnaient guère davantage. Le plan subtil de Cernuschi, qu'il avait fait sien, ne leur disait rien. « Beaucoup des parlementaires argentistes », écrivait le Secrétaire du Trésor à son fidèle conseiller Marble, « ne sont ni méchants ni fâchés parce que nous avons donné quelques horions à leur mascotte, mais ils sont décidément et dogmatiquement fermes — obstinés serait plus juste. Leurs arguments de base ont été réfutés. Ils s'en rendent compte, mais ils se rendent compte aussi qu'ils ont des voix, que leurs circonscriptions sont pauvres et que ces circonscriptions s'ima-

(36) Mémorandum d'une entrevue avec G(rover C)leveland, MARBLE MSS.

(37) Il fallait que ce fût avant décembre : le 4 décembre devait paraître le Message annuel du Président annonçant sa politique, et le 12 devait entrer en vigueur un nouveau traité de l'Union Latine qui ne pourrait être modifié sans de longues négociations.

(38) Sur la mission de Marble en Europe : *Senate Executive Document 29, 49th Congress 1st session* (rapports officiels). Manning à Marble, 29 avril 1885 ; Lord Iddesleigh à Marble, 20 et 22 juillet et 3 août ; 28 septembre 1885, Bleichroeder à Marble ; 2 octobre 1885, Marble à Pendleton ; lettre finale découragée de Marble à Manning, 8 octobre 1885, et nombreux autres lettres et papiers, MARBLE MSS. Cf. J. P. NICHOLS, *Silver Diplomacy*, dans « *Political Science Quarterly* », décembre 1933, p. 574-575.

ginent qu'en quelque manière l'achat continu du « métal Bland » et son monnayage les aideront. C'est une sorte de fétichisme... ». Manning les convoquait individuellement ou par petits groupes et essayait de les convaincre : au début de 1886 il abandonna la partie. Marble avait envoyé à A. J. Warner une brochure de Cernuschi pour le persuader que l'abrogation du *Bland-Allison Act* servait les meilleurs intérêts du bimétallisme ; la réponse de Warner fut que puisque les autres nations ne voulaient pas coopérer, les Etats-Unis devaient agir seuls et émettre en quantité illimitée des certificats basés sur la valeur marchande du métal. Le Rapport du Secrétaire du Trésor, au début de décembre, consacrait dix-huit pages à la question de l'argent, faisait la théorie du bimétallisme international et concluait que la première chose à faire était d'abroger le *Bland-Allison Act* ; il ne persuada personne (39).

Loin de se laisser persuader, les argentistes prirent l'offensive. Tout d'abord ils multiplièrent les demandes de renseignements, de façon à souligner leur méfiance à l'égard du gouvernement (40). L'une de ces motions, déposée au Sénat par Beck, laissait entendre que le Secrétaire avait violé la loi qui lui faisait un devoir d'appliquer ses rentrées de numéraire par priorité au service de la dette et (jusqu'à concurrence de 1 % du total de la dette par an) à l'amortissement. Ce fut l'occasion de plusieurs discours, pour la plupart sur le thème bien connu : les capitalistes, qui ont obtenu la démonétisation de l'argent en 1873, sabotent maintenant sa remonétisation avec la complicité du Trésor, pour provoquer une augmentation illégitime de l'or et des titres de rente qu'ils détiennent. Le 3 février, la Chambre, sur la motion de Bland, demanda au Secrétaire de faire connaître sa politique à l'égard de l'argent. La réponse du ministre fut rédigée par Marble, qui prit sa théorie déjà connue et ajouta que si l'on voulait faire place à plus d'argent dans la circulation, il fallait retirer une somme équivalente de *greenbacks* (40).

Les Démocrates de l'Ouest et du Sud allèrent plus loin dans leur

(39) Manning à Marble, 14 décembre 1885, 3 février 1886 ; Marble à Manning (il espère convertir Warner), 10 septembre 1885 ; Warner à Marble, 16 novembre 1885 ; MARBLE MSS. Le Rapport du Secrétaire du Trésor rédigé par Marble contenait primitivement la proposition curieuse de refondre toute la monnaie d'argent dans les caisses du Trésor en demi-dollars au rapport de 15 1/2 contre 1, comme « un premier pas » dans la voie du bimétallisme universel, MARBLE MSS.

(40) « Congressional Record » 49th Congress 1st session, p. 966 (Sénat, 29 janvier 1886), 1194-1206 (8 février), 1315-1326 (10 février) et *Senate Executive Document* 58, même session. « Record » même session p. 746 (Sénat, 19 janvier 1886) et *Senate Executive Document* 62, même session. « Record » même session p. 1294 (Chambre, 9 février) et *House Executive Document* 64, même session. « Record » même session, p. 3007 (Chambre, 1^{er} avril 1886) et *House Executive Document* 163, même session. Discussion sur la Résolution de Beck : « Record » même session, pp. 352-358 (Sénat, 21 décembre), 450-454 (6 janvier), *Appendix*, pp. 3-10 (11 janvier), « Record » 605-609 (12 janvier), 628-634 (13 janvier), 648-656 (14 janvier), 747-756 (19 janvier), 773-781 (20 janvier). Résolution de Bland, « Record » même session, pp. 1035-1036 (Chambre, 1^{er} février 1886), 1101-1103 (3 février), *House Executive Document* 100, même session.

révolte contre leur Président. A vrai dire, ils ne montraient pas un courage excessif. La grande arme d'un Président vis-à-vis de son parti était le « patronage » c'est-à-dire l'usage de déférer aux recommandations des parlementaires pour les nominations de fonctionnaires dans leur circonscription ; si l'on songe que la plupart des fonctionnaires étaient normalement remplacés à chaque changement de gouvernement, on se rendra compte de ce que représentait pour un politicien le privilège de recommander ses partisans les plus actifs ; et c'était un privilège que le Président pouvait retirer à un Représentant indocile. Or dans une interview du 4 janvier 1886, Cleveland avait déclaré que l'Exécutif devait respecter l'indépendance du pouvoir législatif, et qu'il ne ferait pression sur le Congrès ni sur la question du tarif ni sur celle de l'argent. Le Congrès ne se le fit pas dire deux fois. Le 20 mars s'ouvrit à la Chambre le débat sur une proposition de frappe libre de l'argent. Elle avait été déposée par Bland (qui en déposait une, à tout hasard, presque à chaque session) et était accompagné d'un rapport défavorable de la majorité de la Commission (Bland avait ajouté un rapport favorable au nom de la minorité). Ce fut l'occasion d'un beau tournoi d'éloquence ; non pas de celle qui retourne les majorités, mais de celle qu'admire l'électeur de province quand il la lit dans son journal (beaucoup de discours furent publiés au supplément du « Congressional Record » sans avoir été prononcés, comme il est d'usage quand un trop grand nombre de Représentants désirent avoir la parole sur un sujet). Les pétitions affluèrent au Congrès : banques, caisses d'épargne et chambres de commerce demandaient l'abrogation du *Bland-Allison Act*, tandis que « des citoyens » du Sud et de l'Ouest demandaient la frappe libre de l'argent. La première demande, présentée sous forme d'amendement, fut rejetée par 84 voix contre 200. Cette révélation de la faiblesse des anti-argentistes fut saluée de « vifs applaudissements ». Mais la frappe libre ne fut pas beaucoup plus heureuse : 163 voix (70 Démocrates, 93 Républicains) se prononcèrent contre, 126 (97 Démocrates, 29 Républicains) pour (41).

Ne pouvant obtenir directement ce qu'ils désiraient, les argentistes tentèrent un moyen oblique d'arriver à leurs fins. La crise de 1884-1885 avait montré que le Trésor pouvait se trouver dans une passe difficile lorsqu'une crise financière secouait le pays. Le cas pouvait se reproduire. Ce qui l'avait sauvé, c'était l'excédent budgétaire accumulé depuis des années qui lui avait permis de passer le cap. Aussi les argentistes se mirent-ils en devoir de détruire cet excé-

(41) Interview de Cleveland : NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 270. *Bland bill : House Report 524, 49th Congress 1st session* ; « Congressional Record » même session, pp. 2573-2583 et 2589-3606 (Chambre, 20 mars 1886), 2837-2863 et *Appendix*, 30-32, 45-49, 64-65, 103-106, 113-116 (27 mars), « Record » 3067-3102, *Appendix*, 56-58 (3 avril), « Record » 3201-3241, *Appendix*, 64-87, 95-103, 110-113 (7 avril), « Record » 3264-3301 et *Appendix*, 133-141 (8 avril).

dent. Le 23 février 1886 fut rapportée à la Chambre la « Résolution Morrison » faisant au Secrétaire du Trésor un devoir de consacrer ses excédents à l'amortissement anticipé de la dette jusqu'à concurrence de 10 millions par mois et jusqu'à ce que l'encaisse fût réduite à 110 millions (100 millions comme encaisse pour assurer la convertibilité des *greenbacks*, 10 millions de fonds de roulement). Le Secrétaire, consulté, déclara qu'une telle réduction de ses disponibilités serait très imprudente. Les partisans de la mesure déclaraient qu'en tant qu'elle amortissait la dette elle réduisait d'autant la charge annuelle de l'intérêt ; et qu'en mettant en circulation la monnaie qui dormait dans le Trésor elle stimulerait l'économie et tendrait à relever le niveau des prix. Il n'y a guère de doute que leur vrai but n'était pas cette modeste inflation avouée, mais l'inflation plus sérieuse à laquelle ils espéraient que serait contraint le Trésor, ainsi privé de toutes réserves (et auquel le Congrès refuserait probablement le recours à l'emprunt), si des déficits venaient à se produire (42). L'argument qu'il était absurde d'accumuler de la monnaie dans le Trésor alors que la nation en manquait était très populaire ; 67 Représentants seulement osèrent voter contre la mesure, 207 votèrent pour. Le Sénat l'amenda, portant à 20 millions le fonds de roulement, et donnant au Secrétaire du Trésor le pouvoir d'en suspendre l'application en cas d'urgence (alors qu'il serait trop tard). La Résolution fut soumise dans les derniers jours de la session à Cleveland, qui s'abstint de la signer, et ce « veto de poche » l'empêcha d'avoir force de loi (43).

L'échec de l'amendement au *Bland bill* en avril et le quasi succès de la Résolution Morrison ne modifiant en aucune façon le statut légal du métal blanc. Ils étaient importants tout de même en ce qu'ils montraient clairement au Président et à son Cabinet qu'il ne fallait pas songer à arrêter les achats d'argent (44). Leur propre parti y était encore bien plus opposé que les Républicains. La crise de 1884-1885 n'avait abouti à rien : après une passe d'armes sérieuse, « amis » et « ennemis » de l'argent restaient sur leurs positions respectives et se faisaient mutuellement échec. Selon toute apparence, le compromis adopté en 1878 comme une cote mal taillée destinée à faire place à une solution définitive par la suite, était destiné à s'éterniser.

(42) Cf. NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 274.

(43) *Morrison Resolution : House Report 630, 49th Congress 1st session*. « Congressional Record » même session, p. 1740 (Chambre, 23 février) ; discussion, pp. 6877-6888 (13 juillet) ; vote p. 6946 (14 juillet) ; discussion et votes au Sénat, p. 7739-7741 (30 juillet) ; rapport du « *Committee of Conference* », p. 7939 (Chambre, 3 août). Adopté le 4 août.

(44) Cf. *Letters of Grover Cleveland*, éd. Nevins, pp. 110, 115. Voir aussi S. D. HORTON, *Silver before Congress in 1886*, dans « *Quarterly Journal of Economics* », octobre 1886, pp. 45-75.

En même temps qu'il essayait en vain de modifier l'état de choses créé en 1878, le Congrès avait adopté une mesure en apparence secondaire, mais qui fit plus que toute autre pour le fonctionnement satisfaisant de la loi. Dès 1884 le Secrétaire du Trésor Mac Culloch avait conseillé dans son rapport de retirer les *greenbacks* de 1 et 2 dollars, voire même ceux de 5 dollars, pour faire place à l'argent et à l'or dans la circulation. Il avait en vue un système sur le modèle anglais : des billets pour les grosses sommes, et du numéraire pour toutes les sommes au-dessous de 10 dollars. En juin 1885 le Trésor avait décidé d'appliquer le système et avait commencé le retrait des *greenbacks* de 1 et 2 dollars, qu'il remplaçait par des dénominations plus élevées. Mais le public préférait les billets aux pièces ; ne pouvant plus obtenir de billets neufs en échange des vieux, il avait continué à se servir des vieux. La solution était évidemment, si l'on voulait mettre l'argent en circulation, d'imprimer des *silver certificates* de 1, 2 et 5 dollars. La loi n'en fournissait pas le moyen. Un amendement à une loi de finances, voté à la hâte dans les derniers moments de la session, le 4 août 1886, fournit l'autorisation nécessaire (45). On verra plus loin quels en furent les résultats.

*
**

Il est difficile de se rendre compte exactement de la portée qu'eut dans le pays la poussée argentiste de 1885 et 1886. La violence des discours parlementaires était dans une large mesure affaire de tradition. La réapparition de la question dans les professions de foi locales des partis est plus significative. Il est clair qu'une recrudescence d'intérêt se marqua dans le public. Et surtout on eut la révélation à Washington que de vastes couches provinciales n'avaient pas oublié la question qui les avait passionnées de 1876 à 1879. Le public des grandes villes a la mémoire courte ; mais l'électeur des campagnes et des petites villes met beaucoup plus longtemps à abandonner pour de bon une cause pour laquelle il a une fois lutté ; et c'est dans les campagnes et dans les petites villes que l'on avait toujours trouvé le gros des inflationnistes. Ils avaient appris que la cause de l'argent était celle du peuple, et même si elle passait au second ou au troisième plan pendant des années, ils étaient prêts s'il le fallait à se soulever pour empêcher qu'on y touchât. Le passage cité plus haut de Manning exprime bien ce sentiment, que le financier de New-York constatait sans le comprendre. Depuis 1879, il avait changé non seulement d'intensité, mais aussi de nature. Son aspect social était plus prononcé, son aspect économique plus effacé. En 1886 comme en 1877 ou 1878, les deux étaient joints ; mais l'accent avait passé de l'un à l'autre. Si l'on défendait l'argent, c'était toujours, assuré-

(45) *United States Statutes at Large*, 49th Congress, p. 227.

ment, pour rétablir la prospérité ; mais les symptômes de prospérité l'emportaient si manifestement sur les symptômes de dépression que cette revendication n'était plus aussi convaincue qu'au temps où des millions avaient réellement vécu dans la crainte du chômage et de la faillite. Et d'autre part, dès 1876-1879 on avait opposé à satiété les « producteurs » qui étaient aussi les « débiteurs » aux « créanciers parasites » ; mais en 1885-1886 cette voix se faisait plus insistante. On reprochait à la déflation (réelle ou supposée) moins d'appauvrir les pauvres que d'enrichir les riches. Jusque-là les Etats-Unis avaient vécu sur des idées sociales fortement influencées par le développement de la « frontière ». La course à la richesse était ouverte à tous, et les limites qu'un système économique primitif imposait à tout individu l'empêchaient de devancer beaucoup les autres ; à coup sûr pas assez pour leur fermer les avenues de l'indépendance financière, ni pour créer entre eux et lui une distinction sociale réelle. Les Etats-Unis n'avaient pas de « classes » comme l'Europe décadente ; tout au moins ils ne voulaient pas en avoir. Il est vrai qu'au Sud les vieilles familles forment une des sociétés les plus exclusives qui soient ; mais quiconque est « bien né » y a accès, qu'il soit pauvre ou riche ; et cette société de privilégiés, comme jadis les citoyens d'Athènes, se considère comme une démocratie et se montre jalouse de tout ce qui met en danger l'égalité. Or il apparaissait que cette égalité qui était l'idéal et la caractéristique traditionnelle des citoyens américains était en danger. Le progrès économique amenait une concentration du capital qui paraissait inquiétante. Les « trusts » enlevaient au petit producteur indépendant l'espoir de réussir. Et les bénéficiaires de cette concentration de capital faisaient tout pour attirer sur eux l'impopularité. Il y avait à New-York et dans les grandes villes une société de richesse récente qui désirait se séparer de la masse et se considérait comme une aristocratie ; et c'est ce qu'on ne lui pardonnait pas. Plus encore que son extravagance et son ostentation, ses efforts vers le raffinement et la « distinction » maladroitement imités de l'Europe exaspéraient les fermiers et les bourgeois de l'Ouest et du Sud ; et la presse qui notait abondamment les faits et gestes de « l'élite » fournissait à leur exaspération une nourriture copieuse. En 1878 le « *bondholder* » apparaissait comme une créature assez abstraite, un *diabolus ex machina* auquel on en voulait de la crise dont on le rendait responsable ; en 1886 les discours des parlementaires argentistes abondent en descriptions truculentes de l'aristocratie d'argent de New-York. Qu'il y eût tant de millionnaires leur paraissait un scandale annonciateur de la fin de la République, incompatible avec l'esprit de Jefferson et de Lincoln. Et la crainte que manifestaient les capitalistes à l'égard de la frappe de l'argent était à leurs yeux la meilleure preuve de son excellence. Cette attitude qui n'était qu'en germe huit ans auparavant était désormais bien nette ;

elle annonçait la grande « croisade » de protestation sociale de 1896. On tentera à cette occasion d'en donner une description plus circonstanciée au moment où elle eut atteint son plein développement.

Un autre caractéristique de la poussée argentiste de 1885-1886 est le rôle secondaire que les producteurs du métal semblent avoir joué. A coup sûr, les représentants du Nevada et du Colorado (qui était devenu le principal Etat producteur) prirent part à la discussion, mais leur action fut assez effacée. Beck, Bland, Warner, tous élus par des circonscriptions rurales de la vallée du Mississippi, étaient les vrais chefs de file. Une « *National Silver Convention* » réunit le 28 janvier à Denver des représentants du Colorado, de l'Utah, du Wyoming, de l'Idaho, du Nouveau Mexique, de l'Arizona et du Kansas ; elle n'eut pas beaucoup d'écho hors de la région. On dit que les mines d'argent fournirent le nerf de la guerre à la « *National Bimetallic Coinage Association* » qui fut fondée en 1885 et pendant quelque temps finança la distribution de brochures et la mise en circulation de pétitions argentistes (46). Ce n'est pas invraisemblable ; mais l'activité de cette association semble avoir été de courte durée, et au surplus une propagande de cette sorte ne coûtait pas grand chose. L'imprimerie nationale fournissait à tout membre du Congrès des tirages à part de ses discours au prix coûtant, la poste les envoyait en franchise ; la principale dépense était de les mettre sous enveloppe et de les adresser. L'attitude des parlementaires argentistes répondait bien plutôt à une réaction spontanée de leurs électeurs qu'au résultat d'une campagne de propagande.



De l'automne 1886 à l'hiver 1889 une accalmie s'ensuivit. La production du métal blanc augmentait, et surtout elle avait lieu dans des conditions différentes. Le Nevada avait fourni des minerais d'argent pur, ou d'argent mêlé à l'or, qui (sauf une seule exception, la *big bonanza* de 1874-1878) se trouvaient en filons minces et en poches irrégulières. Le Montana et le Colorado, qui à partir de 1880 prirent la tête de la production, fournissaient avant tout des minerais où l'argent était associé au cuivre, au zinc et surtout au plomb. Le principal distinct, celui de Leadville, dans le Colorado central, produisait des minerais de plomb argentifère où le plomb, quoique sous-produit de l'argent, fournissait une bonne part du produit net. L'exploitation

(46) Sur la Convention de Denver : « *San Francisco Examiner* », 31 janvier 1885 ; « *Alta California* », 2 février (coupures dans les *Stewart Scrapbooks*) ; *Proceedings of the Nevada Silver Convention*, p. 40 (cette Convention se tint à Carson City le 31 janvier 1885, à l'exemple de la Convention de Denver, et fonda la « *Nevada Silver Association* ») ; sur la « *Bimetallic Coinage Association* », S. D. HORTON, *Silver before Congress in 1886*, dans « *Quarterly Journal of Economics* », octobre 1886, p. 72. Une semblable allégation devait venir si naturellement à l'esprit qu'en l'absence de preuves elle ne signifie pas grand'chose. Cf. cependant *Mr. NEWLANDS on Silver*, p. 4.

était moins aléatoire. Et de plus en plus la métallurgie du minerai devenait la partie la plus importante de l'exploitation. L'ère des prospecteurs et des aventuriers commençait à faire place à celle des industriels. Et le prix de l'argent baissait. La baisse n'était pas catastrophique ; elle était lente, juste un peu plus accentuée que de 1876 à 1884, régulière, de tout point comparable à celle des autres métaux. La valeur marchande de la production américaine augmentait de nouveau, après être restée à peu près stationnaire entre 1878 et 1886. A cette dernière date, elle était de 39 millions de dollars ; en 1889 elle atteignit 47 millions.

L'activité économique faisait des progrès rapides, à peine ralentis en 1888. La mise en culture de l'Ouest avançait à pas de géant, et cette expansion excessivement rapide jetait la semence d'un nouveau mécontentement agraire dont les premiers symptômes se manifestaient ; mais ils étaient encore isolés et bien peu menaçants. La politique était à court d'idées. Les partis luttèrent pour et contre le tarif douanier, le statut des fonctionnaires et les pensions aux vétérans de la guerre de Sécession. Les circonstances ne paraissaient pas propices à une reprise de l'agitation argentiste.

Elles n'étaient pas non plus propices à une reprise du mouvement pour la suspension des achats d'argent. Il semblait que la solution des difficultés qu'ils avaient soulevés fut venue d'elle-même : la nouvelle monnaie d'argent était absorbée facilement. La quantité achetée chaque année augmentait avec la baisse du prix de l'argent, et cependant elle circulait ; mieux, la somme qui dormait dans les caisses du Trésor diminuait chaque année : le 1^{er} juillet 1887, il n'y en avait plus que 69.4 millions ; le 1^{er} novembre 1887, 53.5 ; le 1^{er} juillet 1888, 43.5 ; le 1^{er} novembre 1888, 20.2 ; le 1^{er} juillet 1889, 16.4, et le 1^{er} novembre 1889, 6.2. Cette baisse n'était aucunement due à une augmentation du nombre de pièces en circulation, qui restait stationnaire (61.5 millions le 1^{er} novembre 1886, 60.1 millions trois ans après). L'augmentation portait entièrement sur les certificats, qui avaient passé de 100.3 millions à 277.3 dans le même espace de temps. Leur croissance avait absorbé les cent millions de monnaie neuve frappée par le gouvernement (exactement 99.2 millions) et une somme à peine moindre, 76.4 millions, tirée des réserves du Trésor. Cet accroissement avait porté principalement sur les billets de un et deux dollars, qui avaient remplacé les *greenbacks* de même dénomination retirés par le Trésor. Ceux-ci à leur tour avaient pris la place des billets de banque, dont l'émission avait cessé d'être profitable et que les banques par conséquent retiraient de la circulation (les titres d'Etat qu'elles étaient tenues par la loi de déposer en couverture de leurs billets avaient monté et n'avaient plus par conséquent qu'un rendement très réduit ; et les banques avaient avantage à augmenter leurs crédits sous forme de monnaie-dépôts plutôt que sous forme de billets de

banque). De 1881 à 1884 les billets de banque avaient diminué lentement (320.2 millions le 1^{er} octobre 1881, 289.8 trois ans après); ensuite la diminution fut plus rapide : 268.9 millions le 1^{er} octobre 1885, 228.6 au début d'octobre 1886, 167.3 en 1887, 143.6 en 1888, 128.5 en 1889. Cette baisse de cent millions entre l'automne de 1886 et celui de 1889 est à mettre en regard de l'augmentation de cent soixante-quinze millions de *silver certificates* : l'inflation nette n'était que de soixante-quinze millions. Etant donné que la population augmentait rapidement du fait et de l'excédent des naissances et de l'immigration, et que cette augmentation portait en très grande partie sur la population ouvrière, il n'y a pas lieu de s'étonner que la demande de billets de 1 à 2 dollars fût grande. Elle atteignit de telles proportions que le Trésor se trouvait à court : les billets devaient être livrés au public l'encre à peine sèche, ce qui nuisait à leur apparence et facilitait les contrefaçons. Du 18 octobre 1887 au 3 février de l'année suivante, le Trésor préféra arrêter temporairement l'émission, pour la reprendre ensuite avec un stock de quantité suffisante et de qualité satisfaisante. Bien entendu, le problème de leur convertibilité en or ne se posait plus : les certificats jouissaient manifestement de la confiance du public. Des excédents budgétaires mettaient le Trésor en état de défendre facilement son encaisse si elle avait été menacée ; et de cela il n'y avait même aucun risque. A en croire les statistiques, les exportations et les importations d'or se faisaient équilibre, bon an mal an ; et même s'il est vrai que les statistiques sous-estimaient les exportations, la production des mines américaines était plus que suffisante pour compenser ce déficit caché aussi bien que les emplois industriels du métal jaune.

Aussi le gouvernement ne se faisait-il aucune inquiétude. Les efforts pour aboutir à un accord international furent peu à peu abandonnés. A l'été de 1887, un nouvel agent officieux fut envoyé pour sonder les gouvernements européens. C'était Edward Atkinson, très sceptique sur les chances de succès de l'idée et bien plutôt partisan de l'étalon d'or. Son rapport publié à la fin de l'année exprimait avec force cette impression, et comportait comme pièce de résistance la traduction des *Materialien zur Erläuterung und Beurtheilung des wirtschaftlichen Edelmetallverhältnisses und der Währungsfrage* du monométalliste-or Soetbeer (47). Daniel Manning, malade, dut abandonner le

(47) *Consular Report* N° 87, dans *House Miscellaneous Document* 606, 50th Congress 1st session, p. 379-658. La traduction par Taussig de l'ouvrage de Soetbeer était selon Atkinson lui-même l'essentiel du rapport, « *the tail that wags the dog* ». Le choix d'Atkinson comme envoyé fut critiqué violemment par les argentistes en raison de ses opinions, « *Congressional Record* » 50th Congress 1st session, pp. 970-972 (Sénat, 6 février 1888) et 2014 (Sénat, 13 mars 1888). Sur sa mission, voir WILLIAMSON, *Edward Atkinson*, p. 142 ; J. P. NICHOLS art. *Silver Diplomacy*, p. 575 MSS.

Secrétariat du Trésor, et après sa mort en décembre 1887 l'idée bimétalliste cessa d'être représentée au gouvernement (48). Son successeur C. S. Fairchild se borna à remplir la tâche désormais facile de maintenir l'étalon d'or. Ses rapports de 1887 et 1888 critiquaient la spéculation ruineuse à laquelle la loi obligeait le gouvernement en lui faisant acheter et stocker un métal qui se dépréciait sans cesse; il proposait qu'on en suspendît l'achat chaque fois que le stock inutilisé du Trésor dépasserait cinq millions. Il n'y avait pas urgence, puisque ce stock loin de s'accroître diminuait régulièrement; et du reste il n'était que trop certain que le Congrès ne voudrait rien faire. Il faisait même la sourde oreille à la proposition bien innocente de conserver l'encaisse sous forme de lingots, au lieu de la mettre sous forme de pièces : les argentistes tenaient par principe à ce que le métal blanc fût monnayé en « *standard silver dollars* », même s'ils ne devaient jamais circuler que sous forme de certificats. Même les *sound money men* du Congrès, ne croyant plus au danger, étaient disposés à faire des concessions. La refonte des *trade dollars* avait été retardée depuis des années par l'insistance du Sénat à déduire les quantités d'argent ainsi refrappées des achats mensuels du Trésor. Lorsque la mesure revint en discussion en décembre 1886, la Commission des Finances du Sénat concéda que cette déduction devait être limitée à un demi-million par mois; et lorsque la Chambre se montra intraitable, le Sénat céda; il se fit représenter au *Committee of Conference* par deux argentistes déterminés, John P. Jones et Beck, qui naturellement soutinrent le point de vue de la Chambre, et un Sénat pressé d'en finir adopta la loi par 49 voix contre 5. Cleveland manifesta sa désapprobation en promulguant la loi (comme la Constitution lui en laissait la latitude) sans la signer (49).

De leur côté, les argentistes, à défaut de perspectives immédiates, avaient de la persévérance. Les propositions qu'ils déposaient n'aboutissaient à rien, mais elles permettaient des discours, et quelquefois un débat; et cela empêchait l'opinion publique d'oublier complètement que les argentistes avaient encore des revendications insatisfaites. Beck, le bouillant Kentuckien, sans attendre que le moment vînt de discuter un *bill* qu'il avait déposé, interpola un premier discours sur le « crime de 1873 » dans la discussion sur les pensions, et réussit à provoquer une discussion sur ce sujet. Le Rapport d'Edward Atkinson fut l'occasion d'un autre débat du même genre (50). Cette

(48) Note manuscrite de Marble, 1896, MARBLE MSS. Cette affirmation de Marble est colorée par l'amertume d'avoir perdu le rôle d'éminence grise qu'il jouait du vivant de Manning; mais les faits la confirment.

(49) « *Congressional Record* », 49th Congress 2nd session, p. 243 (Sénat, 17 décembre 1886); 1685-1695 (Chambre, 12 février 1887); 1960-1965 (Sénat, 19 février).

(50) Discours de Beck à l'occasion du bill des pensions et discussion : « *Congressional Record* », 50th Congress 1st session, 1635-1636 (Sénat, 1^{er} mars 1888), 1773-1775 (6 mars). Discours de Beck sur son *bill* pour le remplacement des *gold*

tactique n'était pas facile à la Chambre, dont le règlement laissait au *Speaker* beaucoup plus de pouvoir dans la conduite du débat ; et le *Speaker*, John G. Carlisle, était un argentiste repentí qui soutenait la politique de Cleveland ; mais les Sénateurs avaient plus de latitude, et ils en usaient. Nul d'entre eux ne se distingua davantage que William M. Stewart, revenu au Sénat en 1887 pour y représenter le Nevada. Doué d'un physique herculéen et d'une longue barbe blanche, fort en couleur, il s'était fait dans les tribunaux du Far West la réputation d'un avocat plus redoutable par son impétuosité et sa ténacité que par sa subtilité. A son arrivée au Sénat, il décida que la cause de l'argent n'y était pas bien défendue. Son collègue, John P. Jones, en était depuis des années le représentant attitré ; mais, plus homme d'affaires que politicien, il était dépourvu de fanatisme. Il cherchait à assurer aux producteurs du métal blanc, par voie de compromis, des avantages limités mais substantiels ; mais il n'était pas l'homme à diriger une croisade contre la ploutocratie. Comment l'aurait-il pu alors qu'il entretenait les meilleures relations, personnelles aussi bien que politiques, avec nombre des autres millionnaires du Sénat ? Sans doute estimait-il avec son ami Aldrich qu'il n'était pas de politique possible sans un peu de démagogie, mais que le vrai but de l'action politique était la défense des intérêts économiques, et par là il entendait, comme la plupart des hommes de son époque et de son milieu social, les intérêts des *business men*. De plus, l'âge l'avait rendu indolent et indifférent aux détails de l'agitation politique. Quand le Sénat n'était pas en session, il se reposait à Santa Monica, dans la ville qu'il avait créée avec l'argent du Comstock ; et chaque soir il y passait de longues heures, sur la falaise, le regard perdu dans les brouillards laiteux du Pacifique. Stewart était un tout autre individu (51). La question de l'argent était morte à son entrée au Sénat, d'après lui, mais « cela ne me découragea pas, parce que j'ai une grande foi dans la puissance de l'agitation ». « Il n'y a rien de tel que l'agitation, la répétition et la réitération pour éduquer le peuple ». « J'ai eu, depuis que je suis ici, un petit bureau à l'œuvre, distribuant des documents pour soulever le peuple, et en fin de compte le Sénat est en train de devenir assez agité ». « Toute la session j'ai suivi une piste froide, avec plusieurs employés occupés à expédier des docu-

certificates et *silver certificates* par les « *coin certificates* » payables en or ou en argent au choix du gouvernement : « Congressional Record », même session, 1997-2019 (Sénat, 13 mars). Discussion du rapport d'Atkinson, « Record » même session, p. 970-972 (Sénat, 6 février). Propositions de Stewart, « Record » même session, pp. 76-79 (Sénat, 15 décembre 1887 ; discours) ; pp. 3550-3555 (1^{er} mai ; discours) ; p. 5196 (13 juin).

(51) La psychologie des hommes d'affaires politiques de cette époque est bien décrite dans les biographies de Nelson W. Aldrich par N. W. STEPHENSON et de Mark Hanna par BEER et CROLY. Sur la personnalité de Jones et de Stewart, on a recueilli la tradition orale en Nevada et en Californie,

ments et allumant des feux sur les derrières de l'ennemi ; et maintenant l'effet s'en fait sentir. Ils commencent à recevoir des nouvelles de leurs électeurs. J'ai lancé une discussion animée... et les candidats à la Présidence qui siègent au Sénat suent le sang sur la question (métaphoriquement parlant). J'ai des amendements argentistes tout prêts et classés sur mon pupitre, ajustables à peu près à n'importe quel *bill* qui peut se présenter sur le sujet ; et j'ai l'intention de faire voter les Sénateurs jusqu'à ce que le pays sache quelle est leur attitude sur la question » (52). Il mettait tellement d'allant dans son action que les argentistes du Sénat le prièrent de la suspendre jusqu'à la Convention du parti Républicain en juin 1888, pour ne pas diviser le parti à la veille de l'élection présidentielle (53). Avec ses ressources personnelles et quelques milliers de dollars fournis par ses amis, et quelques centaines par les producteurs d'argent, il avait embauché dix employés qui, dans son bureau du Sénat, mettaient sous enveloppe (en franchise) et adressaient par dizaines de mille ses discours sur la question de l'argent (tirages à part du « *Congressional Record* » qui ne lui coûtaient à peu près rien). Le résultat était un courrier volumineux, et il dictait à ses secrétaires des lettres innombrables. Quand ses correspondants, désireux d'envoyer une pétition argentiste au Congrès, lui demandaient un formulaire, il leur répondait de la rédiger eux-mêmes, pour que la voix du peuple parût plus spontanée (54). En un mot, il appliquait sur une grande échelle la technique traditionnelle de l'agitation politique en vue de faire pression sur le Congrès, technique qui avait l'avantage d'être peu coûteuse et de rendement sûr. Son activité est un bon exemple de la façon dont procédait l'agitation argentiste. Car il n'était pas le seul à la soutenir, comme il le racontait ; mais il était probablement le plus actif et le plus persévérant (55).

(52) Stewart à Edw. Pierrepont, 14 février 1889 ; à Andrew Haute, 29 mars 1888 ; à F. C. Lord, même date. STEWART MSS.

(53) Stewart à W. A. Rankin, 27 mai 1888. STEWART MSS.

(54) Stewart à F. G. Newlands (demande que les propriétaires de mines souscrivent 2,000 dollars), 20 décembre 1887 ; à M. H. Slater, Leadville, Colorado (ne cite aucun chiffre), même date ; à W. G. Van Horne, secrétaire de l'« Association des producteurs de minerai de l'Utah » (demande « quelques centaines de dollars »), même date. Aucune trace du résultat produit par ces appels. Stewart à W. F. Herrin, San-Francisco (demande d'argent ; remerciements pour avoir réuni 2,000 dollars), 3, 4 et 28 janvier 1889. Stewart à W. F. Herrin, 12 février 1889 : 230,000 exemplaires d'un seul discours distribués, provoquant un courrier énorme ; nombreux compte-rendus de presse, surtout dans la presse rurale, qui est toujours à court de copie. Stewart à W. A. Saltsman, 12 avril 1889 : exemple de lettres très nombreuses accompagnant l'envoi de ses discours et invitant à rédiger une pétition au Congrès. STEWART MSS.

(55) Bland s'était, comme Stewart et avant lui, fait une spécialité de prêcher l'évangile de l'argent en saison et hors de saison ; ses manuscrits ne sont pas actuellement accessibles. Jones et Teller étaient parmi les chefs argentistes les plus en vue ; ni l'un ni l'autre ne se livrèrent à la propagande méthodique de Stewart. L'usage d'envoyer à ses électeurs des tirages à part de ses discours était

Entre temps la présidence de Cleveland approchait de son terme ; le moment était venu pour chaque parti de choisir en Convention son candidat et sa profession de foi. La Convention Démocratique n'offrit aucune surprise. Le programme parlait du maintien de l'or et de l'argent comme monnaie, ce qui à proprement parler ne signifiait rien ; mais Cleveland était nommé candidat, et on connaissait sa politique. La Convention Républicaine, qui se réunit en juin à Chicago, eut un résultat plus sensationnel. Les argentistes s'y montrèrent actifs. Ils persuadèrent le parti qu'il avait tout à gagner à prendre le contre-pied de la politique monétaire de Cleveland ; et ils obtinrent l'insertion dans le programme d'une phrase condamnant « la tentative du gouvernement Démocrate pour démonétiser l'argent ». Le programme n'ajoutait pas ce que les Républicains se proposaient de faire ; s'il était heureux de donner des satisfactions verbales à l'aile inflationniste du parti, il ne se proposait pas d'effaroucher son aile conservatrice. Mais c'était déjà beaucoup que le parti qui avait toujours jusque-là résisté (tant bien que mal) à la poussée inflationniste de ses électeurs y fit désormais appel ; et ce revirement était d'autant plus frappant que les Démocrates se laissaient maintenant diriger par cette minorité de leur parti qui était conservatrice en matière de finance. Le candidat Républicain avait fait sa carrière dans la politique de son Etat ; sur la question financière il n'était compromis ni d'un côté ni de l'autre. Mais on le savait opposé à un usage trop fréquent du droit de veto, par lequel Cleveland avait indisposé le Congrès en l'opposant à toutes les tentatives de mettre le Trésor au pillage ; et Stewart calculait déjà que si une loi pour la frappe libre passait au Congrès, Harrison la signerait (56). La campagne électorale porta surtout sur la question du protectionnisme et Harrison fut élu.

Peu après son entrée en fonctions, son gouvernement eut l'espoir d'aboutir à une solution sur le terrain international. Le bimétallisme faisait des progrès en Angleterre, à telles enseignes que le gouvernement britannique s'apprêtait à envoyer un observateur à la conférence officieuse de l'Union latine tenue à Paris à l'occasion de l'Exposition de 89. De nouveau un agent officieux — cette fois, S. D. Horton — fut dépêché en Europe ; de nouveau le résultat fut peu engageant. Horton revint en septembre au bout de deux mois. Il avait assisté à la conférence de Paris, et avait été si découragé qu'il trembla

général ; et un très grand nombre de *silver speeches* furent réimprimés de cette façon, à partir surtout de 1885. Mais le parlementaire moyen ne faisait guère de propagande en dehors de sa circonscription. Ce qui caractérisait Stewart, c'était l'ampleur et la méthode de sa propagande, qui ne furent surpassées que par William J. Bryan.

(56) Stewart à Leland Stanford, 28 juin ; à John A. Grier, 30 juin. STEWART MSS. « J'ai obtenu tout ce que j'ai voulu mettre dans le programme » disait-il. Il ne nous a pas été possible de découvrir quelle part d'autres avaient pu avoir au résultat dont il s'attribuait, selon son habitude, le mérite exclusif.

qu'une traduction vint en mettre les procès-verbaux sous les yeux du public américain (57).



La cause de l'argentisme semblait devoir sommeiller encore longtemps. Ni sur l'horizon international, ni sur l'horizon économique n'apparaissait le moindre signe précurseur d'un renouveau d'agitation. La situation changea cependant de la façon la plus inattendue, et c'est de la politique que vint cette surprise. La Constitution laissait le Congrès libre de décider à quel moment les Territoires étaient dignes d'être admis au rang d'Etats ; et en 1889 et 1890, après de longues discussions, six nouveaux Etats vinrent renforcer au Congrès les rangs des Républicains ; tous les six favorables au métal blanc. Jusque-là il n'avait pu compter dans le parti que sur le Nevada, le Colorado (Etats miniers) et le Kansas, et dans quelque mesure sur la Californie et le Minnesota. Désormais il s'y ajoutait le Montana et l'Idaho, producteurs d'argent ; les deux Dakotas, qui comme le Kansas se trouvaient dans la zone semi-aride où l'agriculture souffrait périodiquement de la sécheresse, et où l'inflationnisme était de tradition. Le Wyoming, quoique ne produisant guère d'argent, votait souvent en sympathie avec les autres Etats des Rocheuses. Mais à ne compter que les Etats pour lesquels l'argent était un intérêt direct et vital, au lieu de quatre Sénateurs ils en avaient désormais huit ; c'était assez pour renverser la majorité. A la Chambre, où les sièges étaient distribués à proportion de la population, ces vastes Etats à peu près déserts n'avaient qu'une influence infime ; mais c'était déjà un avantage énorme que d'occuper, dans une des deux assemblées, une position stratégique. Les parlementaires irlandais à Westminster avaient démontré quelles concessions une minorité disciplinée qui détient un appoint de voix indispensable peut arracher aux deux partis sur une question qui lui tient à cœur. Ce même fait devenait maintenant, dans la question de l'argent aux Etats-Unis, un facteur permanent dont il serait difficile de sous-estimer l'importance.

Et les producteurs d'argent étaient disposés à mettre à profit cette situation ; d'autant plus que d'autres facteurs rendaient une nouvelle offensive à la fois propice et nécessaire. Les alliés traditionnels de l'argentisme, les fermiers mécontents de l'Ouest, s'agitaient. Le cycle de 1865-1876 se reproduisait : une expansion agricole rapide dans les terres neuves de l'Ouest était suivie d'un reflux qui laissait derrière lui des épaves. Jusqu'en 1886, tout fut progrès. La fertilité du pays paraissait extrême, comme il est naturel pendant les premières années où un sol vierge est mis en culture ; et de plus une série d'années exceptionnellement humides, de 1879 à 1886, masquait l'aridité de la

(57) J. P. NICHOLS, art. *Silver Diplomacy*, p. 578.

région et permit l'illusion que même la zone demi-aride pouvait être profitablement cultivée avec les mêmes méthodes que l'on appliquait plus à l'Ouest. Les chemins de fer encourageaient l'immigration par une propagande systématique, pour assurer une clientèle aux lignes nouvelles qu'ils contruisaient fiévreusement (58). La valeur des terres augmentait continuellement. Sur la steppe nue, des villages surgissaient en quelques mois, devenaient villes en deux ou trois saisons ; les lotissements urbains se valorisaient rapidement. Il semblait facile de faire fortune, avec de l'esprit d'entreprise et du travail ; et les immigrants qui affluaient des Etats du *Middle West*, de l'Est ou d'Europe ne manquaient ni de l'un ni de l'autre. Ce qui leur manquait, c'était le capital. Pour la plupart, quelques centaines de dollars économisés à grand'peine étaient tout leur avoir. Il fallait plus que cela pour se mettre à son compte (que ce fût comme fermier ou comme commerçant). Et la tentation était grande de se mettre à son compte sans attendre et sur une aussi grande échelle que possible : plus vite on étendait ses opérations, plus on s'assurait une grande part de la richesse que créait à un rythme rapide le développement du pays. Pour ne pas se laisser distancer dans cette course à la fortune, on empruntait. L'intérêt était élevé, mais peu importait : si le capital investi pouvait doubler, décupler la valeur de la ferme ou de l'entreprise, l'opération en valait la peine. Dès qu'il avait son titre de propriété (qui ne coûtait pas grand'chose, et, s'il s'établissait sur le domaine public, rien du tout), le colon allait chez le banquier et empruntait quelques centaines de dollars pour commencer ses opérations ; s'il faisait une bonne récolte, plutôt que de rembourser, il empruntait davantage sur la valeur accrue de sa ferme pour acheter plus de terre, plus de bétail, pour construire une grange, des clôtures. Les cantons, les villes empruntaient pour construire des routes, des édifices publics, pour subventionner des chemins de fer, calculant que le rendement accru des impôts en ferait un placement avantageux. Un rédacteur du « *Belle Plaine News* » (Kansas) écrivait : « Dépensez sans compter pour améliorer notre ville. Mais judicieusement ! Il est impossible de dépenser trop cette année si l'argent est appliqué là où il faut. Laissons aux vieilles femmes l'épouvantail des impôts élevés. Faisons tout ce que nous pouvons pour Belle Plaine sans regerder à la dépense et l'accroissement de la population et de la richesse pourvoira aux impôts » (59). Qu'on se représente une région où la steppe se couvrait de moissons, de fermes, de villes à la vitesse de trente kilomètres par an ; où chacun voyait sous ses yeux des dizaines de ses voisins, partis de rien ou presque, devenir en quelques

(58) John D. HICKS, *The Populist Revolt*, pp.1-20. J. D. BARNHART, *The Farmers' Alliance and the People's Party in Nebraska*, p. 55.

(59) Texte cité par HICKS, l. c., p. 28. Dette municipale et ses origines : J. E. BOYLE, *Financial History of Kansas*, pp. 91-95.

saisons de gros fermiers ou des commerçants prospères ; et on ne s'étonnera pas que les hommes de l'Ouest aient cédé à l'atmosphère contagieuse du *boom*. Il est plus remarquable que les capitalistes de l'Est, réputés timides, aient prêté leur argent avec tout autant d'imprudence que les *pioneers* l'empruntaient. « Ma table était couverte chaque matin de centaines de lettres ; chacune contenait un chèque et me demandait d'envoyer une hypothèque du Kansas ou du Nebraska », écrivait un courtier en hypothèques. Le courtier prêtait allègrement jusqu'à concurrence de la valeur entière du gage ; cette valeur n'était-elle pas certaine d'augmenter ? Et si 6 à 8 %, plus les frais, commissions et courtages, paraissait un intérêt raisonnable à l'emprunteur, 6 à 8 % net était un beau placement pour l'épargnant de Massachusetts ou de Pennsylvanie (60). Souvent il hypothéquait ses propres immeubles à une caisse d'épargne pour placer les fonds sur hypothèque à l'Ouest, et profiter de la différence du taux d'intérêt (61).

Cet édifice bâti précipitamment était à la merci d'une crise, et elle ne manqua pas de se produire. Dès 1886-1887 elle atteignit durement l'élevage extensif qui se pratiquait à l'Ouest de la zone cultivée. Mais le *boom* ne s'arrêta pas. En 1887 le prix des terres, surtout des propriétés urbaines, monta plus vite que jamais. Vint l'été de 1887, un de ces étés torrides où le blé sèche sur pied et ne livre qu'un rendement dérisoire d'un grain rabougri qui ne vaut pas ce qu'il coûte à moissonner ; et pendant plusieurs années les pluies furent inférieures à la moyenne. Par milliers, les colons découragés abandonnèrent cette terre décevante. En quatre ans, le Kansas occidental perdit la moitié de ses habitants ; vingt-huit villes passaient pour être entièrement désertes. Ceux qui restaient devaient non seulement lutter contre les caprices de la nature, non seulement payer les intérêts de leurs dettes, mais supporter à eux seuls tout le fardeau des impôts et des dettes municipales et locales.

Un peu plus à l'Est, le tableau était différent. La partie orientale du Nebraska et du Kansas, le Minnesota, l'Iowa étaient une zone de colonisation moins récente. Elle avait eu sa crise de croissance quinze ans auparavant. Elle se développait encore, mais à un rythme ralenti. Et la sécheresse n'y était ni aussi fréquente ni aussi dévastatrice. Mais elle souffrait du même mal que ses voisins de l'Ouest, de la baisse des prix. Le prix du blé baissa presque régulièrement de 1881 à 1887. Le prix payé au fermier à Dubuque, Iowa, était en 1881 de

(60) HICKS, l. c., pp. 21, 83. BARNHART, l. c., 71-75 (intérêt moyen payé par le fermier, 8.3 % plus les commissions). « Economist » de Londres, 6 juillet et 31 août 1889 : taux d'intérêt moyen des hypothèques 10 % dont 7 % vont au capitaliste de l'Est et 3 % au courtier.

(61) William Endicott, président d'une *Savings Bank* de Boston, dans *House Report 3967, 51st Congress 2nd session*, p. 58.

\$ 1.02 1/2 à 1.20 (62); 1882, \$ 0.87 1/2 à 1.17 1/2 ; 1883 \$ 0.80 à 0.87 1/2 ; 1884, \$ 0.60 à 0.75 ; 1885, \$ 0.60 à 0.70 ; 1886, \$ 0.57 1/2 à 0.62 1/2 ; 1887, \$ 0.55 ; 1888, \$ 0.67 1/2 à 1.04 ; 1889, \$ 0.65 à 0.67 1/2. Les autres prix agricoles avaient suivi une marche beaucoup plus irrégulière et la tendance à la baisse n'était pas aussi nette. Mais le prix du blé a ceci de particulier que le fermier vend toute sa récolte d'un coup, tandis que l'argent de son bétail, et bien plus encore de ses produits de laiterie et de basse-cour, vient par petites sommes, à intervalles fréquents ; et l'avoine et le maïs sont dans une large mesure consommés sur place ; par conséquent le prix du blé produit sur le fermier une impression disproportionnée avec son importance réelle dans son entreprise. Les pratiques déloyales dont les marchands de grains et les chemins de fer usaient à son égard créaient dans son esprit un fond de mécontentement et une disposition à croire que les « puissances d'argent », les « trusts » et les « capitalistes » étaient tous ligüés pour le priver de la juste récompense de son travail. Il est impossible d'examiner l'histoire de ses doléances sans conclure que les apparences justifiaient dans une large mesure cette impression. La baisse des prix, surtout la baisse des prix du blé, rendait ce mécontentement encore bien plus vif et rappelait à son esprit l'idée que *greenbackers* et argentistes y avaient implantée quelques années auparavant : c'est le système monétaire qui était en faute. Si les prix baissaient, c'est qu'il n'y avait pas assez de monnaie ; mettre plus de monnaie en circulation était le moyen évident de maintenir le juste prix — ce qui, en langage populaire, a toujours été synonyme de stabiliser un maximum une fois atteint, ou le rétablir s'il a été abandonné.

Le Sud, pauvre en capital depuis les dévastations de la guerre de Sécession et de la « Reconstruction », avait toujours été en majorité inflationniste ; et cette tendance, loin de s'atténuer avec le relèvement lent de la situation économique, ne faisait que s'accroître. Pendant les deux décades qui avaient suivi la guerre, l'aristocratie des planteurs et des négociants avait facilement maintenu l'unité du parti Démocrate au nom de la lutte pour la suprématie de la race blanche. Cette lutte était désormais gagnée, et au sein même

(62) D'après les mercuriales du « Dubuque Herald », dans G. E. ROBERTS, *Iowa and the Silver Question* (1896). On n'a relevé que les prix d'août à novembre, qui est la saison où le fermier vend son grain. Les prix de Dubuque, centre d'importance moyenne de l'Iowa oriental, sont plus rapprochés que ceux de Chicago des prix effectivement perçus par le fermier parce que le coût du transport, qui pesait lourdement sur le producteur, est en partie inclus. Plus les producteurs étaient éloignés du marché (en l'espèce, Chicago), plus la baisse des prix les atteignait durement, parce que le transport était une charge fixe et non proportionnelle. Il faut cependant ajouter que, au moins pour les localités desservies par plusieurs voies ferrées concurrentes, la baisse des tarifs ferroviaires compensa dans une certaine mesure la chute des cours.

du parti triomphant la classe des petits propriétaires et des métayers, classe très pauvre et à la merci des conditions exorbitantes que les marchands locaux lui imposaient souvent pour le crédit auquel elle était contrainte d'avoir recours, s'agitait et présentait ses revendications. Cette pression électorale accrue obligeait les politiciens à accentuer la tendance argentiste qui était l'un des points les plus populaires de leur programme (63).

Ce mécontentement agraire, aussi bien au Nord qu'au Sud, faisait à l'argentisme une place dans son programme. Tout d'abord ses chefs (au moins au Nord) étaient en grand nombre d'anciens *greenbackers* qui avaient pris part à la campagne en faveur du *Bland bill*. Un pamphlet que l'on trouve constamment cité et qui était évidemment lu par les fermiers de l'Ouest (à telles enseignes que l'administration des Postes prit prétexte de la violence de son langage pour l'exclure des transports postaux comme diffamatoire), les « Sept Conspirations Financières qui ont réduit le Peuple Américain en Esclavage », insistait surtout sur le *greenback*, mais mettait le « Crime » de 1873 au rang des sept conspirations (64). Stewart avait reconnu d'emblée dans le mouvement agraire un allié naturel pour la cause du métal blanc; il était en correspondance avec des directeurs de périodiques ruraux qui étaient parmi les chefs du mouvement, et leur envoyait par milliers des exemplaires de ses discours argentistes pour les distribuer (65). La semence levait lentement mais sûrement; des deux organisations agraires, l'« Alliance du Sud » fut la première à mettre la frappe libre à son programme (66).

*
**

Telle était la situation lorsque se réunit à Saint-Louis (Missouri) la « Première Convention Nationale de l'Argent », le 26 novembre 1889. Le titre n'était pas tout à fait exact; cette convention n'était pas la première, puisqu'on a vu (p. 238) qu'une assemblée du même nom s'était tenue à Denver plus de quatre ans auparavant. Mais la réunion de Denver, où quelques Etats seulement étaient représentés, avait passé à peu près inaperçue. Celle de Saint-Louis était plus ambitieuse. L'idée venait des propriétaires de raffineries d'argent et des

(63) James L. SELLERS, art. *The Economic Incidence of the Civil War in the South* dans « Mississippi Valley Historical Review », sept. 1927, pp. 179-191; HICKS, l. c., pp. 37-52. BRUCE, *Rise of the New South*.

(64) Mrs. S. E. V. EMERY, *Seven Financial Conspiracies which have Enslaved the American People* (1887). Ce petit volume se vendait 15 cents, ou \$ 7.50 le cent.

(65) Stewart à W. A. Peffer, 13 juin 1888; à L. H. Weller, 6 avril 1888. STEWART MSS.

(66) HICKS, l. c., p. 127. Cf. W. S. MORGAN, *History of the Wheel and Alliance*, pp. 498-510; l'auteur tient ses idées argentistes de W. M. Stewart, qu'il cite abondamment. L'*Alliance* du Nord avait eu la frappe libre à son programme en 1887, l'omit en 1888 et 1889; BARNHART, l. c., pp. 79-80.

capitalistes du *Mining Stock Exchange* de Saint-Louis. Bland, qui était de la région, avait pris une part active aux préparatifs. (67). L'idée était de faire de cette Convention non pas une simple réunion de professionnels de l'industrie de l'argent, mais de grouper autour d'eux des délégués de tout le pays. Le choix de Saint-Louis était significatif ; plutôt qu'une ville des Montagnes Rocheuses, on avait choisi une cité au centre même de la vallée du Mississippi, c'est-à-dire de la région qu'on se proposait de mobiliser pour la cause argentiste. Le succès répondit à cette attente. A vrai dire, si les organisateurs avaient eu vraiment l'idée qu'on leur prêtait de faire une grande démonstration de masses, ils n'y parvinrent pas (68) ; mais 230 délégués venus souvent de fort loin étaient tout de même une belle assemblée. A y regarder de près, les différentes régions étaient très inégalement représentées. Le Colorado avait envoyé la délégation la plus nombreuse, les autres Etats et Territoires des Rocheuses suivaient de près. A côté de cela, la Pennsylvanie n'avait que quatre délégués, New-York deux, la Nouvelle-Angleterre et l'Etat de New-Jersey (qui à lui seul, avait plus de population que toutes les Montagnes Rocheuses), aucun. Beaucoup des chefs de l'argentisme étaient là, ainsi Bland, Stewart, A. J. Warner. Et ceux qu'ils se proposaient surtout d'attirer, les dirigeants des « *Farmers' Alliances* », étaient bien représentés aussi. Les « débats » se bornèrent à une série de discours sur les méfaits de la déflation, les ruses des banquiers, le crime de 1873 et les bienfaits de la frappe libre de l'argent. Un délégué qui parla en faveur d'une Conférence monétaire internationale fut écouté impatiemment : les argentistes étaient tout à fait persuadés que la diplomatie n'aboutirait jamais à rien en la matière, et que les Etats-Unis devaient aller de l'avant par eux-mêmes. Mais les résolutions adoptées par la Convention étaient remarquablement modérées ; tout en se déclarant en faveur du rétablissement de la frappe libre « aussi tôt que possible », son programme minimum se bornait à demander que le gouvernement achetât (comme le lui permettait la loi) pour quatre millions d'argent par mois au lieu de deux. Manifestement, personne n'osait espérer davantage pour le moment. Des mesures pratiques furent prises pour prolonger l'action de la Convention par une propagande systématique. Un Comité de trois fut nommé pour plaider la cause de l'argent à la Convention des « *Farmers' Alliances* » qui devait se tenir au même endroit huit jours plus tard. Un « *National Silver Committee* » fut nommé, et un Comité exécutif plus restreint, d'une douzaine de membres, fut chargé de la propagande. Les

(67) *Proceedings of the First National Silver Convention* (1889). Une « *Colorado Silver Convention* » réunie en 1889 contribua probablement aussi à préparer les voies à la réunion de St-Louis. L. W. FULLER, *Populist Régime in Colorado*, p. 29.

(68) « *Economist* » de Londres, 14 décembre 1889.

procès-verbaux de la Conférence furent tirés à trente mille exemplaires, envoyés à tous les journaux (69) ; une édition abrégée fut répandue parmi les organisations agraires et ouvrières (70). Peu après l'ouverture de la session du Congrès, le Comité exécutif se réunit à Washington. La première des tâches fut confiée à un Comité financier qui réunit des fonds (principalement souscrits par les mines du Montana et du Nevada). Une permanence fut ouverte. Des centaines de milliers de brochures furent répandues sur le pays ; les associations agricoles reçurent des formules de pétitions par boîtes entières ; des communications furent adressées à la presse : chaque fois que paraissait une déclaration anti-argentiste, une controverse était engagée ; « en plus de cela, des réunions publiques furent tenues à New-York, à Cleveland et à Chicago, dont les détails furent communiqués à la presse. Des agitateurs, dont plusieurs avaient été présents à la Convention de Saint-Louis, des hommes sérieux, des fermiers, des syndicalistes, des hommes ayant foi dans le bimétallisme... furent aussi utilisés ; et ils allèrent de place en place, d'une alliance des fermiers à l'autre, d'organisation ouvrière en organisation ouvrière ». Les membres du Congrès furent influencés indirectement, en travaillant leurs circonscriptions. « Ce travail a été un travail silencieux. Beaucoup de ces manifestations ont paru spontanées, mais vous pouvez vous tenir pour dit que toutes les fois que vous entendez parler d'une agitation dans le pays, le *National Silver Committee* y a été pour quelque chose ». (71). Environ douze mille dollars furent dépensés, dont la plus grande partie passa en frais d'impression et d'envoi de brochures (72). Les deux personnages les plus actifs du Comité étaient A. J. Warner, bâtisseur de chemins de fer et ancien Représentant Démocrate, et Francis G. Newlands, qui avait hérité de son beau-père William Sharon une fortune considérable, dont une partie était encore représentée par les mines du Comstock où elle avait son origine.

Une activité de ce genre était à longue échéance plutôt qu'en vue de l'effet immédiat. On n'attendait de la part du Congrès aucune action prochaine ; et les argentistes n'avaient pas de plans bien nets à ce

(69) *Mr. NEWLANDS on Silver*, p. 5. 20,000 de ces exemplaires furent souscrits par les organisateurs de Saint-Louis, Stewart à F. G. Newlands, 21 décembre 1889. STEWART MSS.

(70) Il est probable qu'il s'agit des *Knights of Labor*, qui étaient en rapports étroits avec les *Alliances* et dont les représentants du *Silver Committee* purent toucher les délégués aux Congrès des *Alliances* à Saint-Louis.

(71) *Mr. NEWLANDS on Silver*, p. 7. Toute la description des activités du *National Silver Committee* est empruntée à cette brochure, qui reproduit une allocution faite par Newlands à une réunion de propriétaires de mines d'argent à Salt Lake City le 21 juin 1890. Il est prudent de se souvenir que Newlands sollicitait des fonds pour son organisation, et avait donc intérêt à en exagérer l'action.

(72) § 12,000 selon *Mr. NEWLANDS on Silver*. § 10,000 à 15,000, dit Newlands témoignant devant une Commission d'Enquête, *House Report 4006, 51st Congress 2nd session*, p. 18-22.

sujet (73). On leur prêtait l'intention d'obtenir l'élection d'un *Speaker* de la Chambre qui leur fût favorable (74). S'il est vrai qu'ils l'eurent, elle fut bientôt déçue, car cette place essentielle échut à Tom Reed, un Républicain du Maine, conservateur en matière économique ; et il renforça l'autorité très grande que le *Speaker* exerçait traditionnellement en faisant adopter un nouveau règlement qui lui donnait le pouvoir de baillonner à peu près complètement la minorité, et d'écarter presque *ad perpetuum* de la discussion toute proposition gênante. L'autorité du « czar Reed » était d'autant plus redoutable pour les argentistes qu'ils n'étaient pas en force à la Chambre comme au Sénat. Il ne manquait pas dans la majorité républicaine de représentants en sympathie pour l'argentisme, mais cette sympathie n'allait pas jusqu'à leur faire défier la discipline du parti comme les Sénateurs des Etats miniers, plus directement intéressés à la question, étaient disposés à le faire.

On attendait avec curiosité le Message du Président et le Rapport du Secrétaire du Trésor, qui devaient paraître au début de décembre et annoncer officiellement, pour la première fois, le programme financier du nouveau gouvernement. Le Secrétaire du Trésor était un ancien Sénateur du Minnesota qui avait déjà occupé ce poste sous le bref gouvernement de Garfield, William Windom. Il avait la réputation d'un politicien consommé, habile à deviner le sentiment de l'Ouest. Sur la question monétaire, il avait louvoyé ; ainsi en 1878, il avait voté contre la Résolution Matthews et la frappe libre, mais pour le compromis finalement adopté. Son rapport consacrait un long développement à la question de l'argent. Il signalait le danger de mettre en circulation de la monnaie d'argent dont la valeur intrinsèque se dépréciait d'année en année. Un accord international n'était pas possible, comme l'avait prouvé la mission toute récente de Horton (que le Rapport ne citait pas). La loi Bland-Allison ne satisfaisait personne, et l'élévation des achats mensuels à quatre millions ne ferait qu'en augmenter les dangers. La frappe libre aboutirait à dévaluer le dollar. Augmenter la quantité d'argent dans le dollar ne stabiliserait pas le prix du métal, mais aurait tendance à perpétuer sa dépréciation. Ayant cité et écarté toutes les solutions proposées, le Secrétaire en proposait une nouvelle : l'émission de billets gagés sur la valeur marchande du métal en lingots. Tout détenteur de métal aurait le droit de l'offrir en dépôt et de recevoir en échange, par exemple, pour mille onces d'argent, si le cours du jour était d'un dollar l'once, mille dollars en billets. Ces billets devaient être convertibles en métal à sa valeur marchande au cours du jour où la con-

(73) F. WELLBORN, art. *Influence of the Silver Republican Senators*, dans « Mississippi Valley Historical Review », mars 1928, p. 465.

(74) « Economist » de Londres, 14 décembre 1889.

version était demandée, soit si le cours était 101, 990 onces 48 *grains*. Le Secrétaire ne doutait pas que si les Etats-Unis absorbaient ainsi en totalité les excédents qui pesaient sur le marché, le prix remonterait rapidement, et le gouvernement américain se trouverait avoir fait une spéculation des plus avantageuses. L'objection évidente était que si les cours continuaient à baisser, le gouvernement faisait la même affaire déplorable qu'il faisait en vertu de la loi Bland-Allison, mais sur une échelle bien plus étendue. A cela le Secrétaire répondait que le danger d'une baisse des cours était « excessivement lointain », et qu'au surplus on pouvait donner au gouvernement le privilège de rembourser les billets en or, à son choix, et le droit d'en suspendre l'émission en cas de besoin. Telle était la proposition de Windom, sur laquelle le Président dans son Message ne prenait pas position, n'ayant pas, disait-il, eu le temps de l'examiner à fond.

Les motifs de Windom, tels qu'il les donna plus tard au Comité monétaire de la Chambre, étaient assez plausibles. Les Banques Nationales retiraient leurs billets, créant ainsi dans la masse monétaire un vide qu'il fallait remplir. D'autre part, la population s'accroissait de 3 % par an ; un accroissement proportionnel de la monnaie exigeait l'émission annuelle de 42 millions de dollars (75). Ce n'était là qu'un minimum, puisque le « capital » s'accroissait plus vite que la population. Mais le secrétaire avait aussi d'autres motifs. Dès l'été de 1889, il se rendit compte que le mécontentement agraire grandissait ; que les Etats miniers acquéraient au Sénat une position tactique de premier ordre ; et il en conclut que le danger était grand de voir le Congrès adopter la frappe libre, qu'il redoutait. Aussi, quoique ses préférences fussent pour l'abrogation pure et simple de la loi Bland-Allison, songeait-il à reprendre les propositions faites jadis d'émettre des billets gagés sur la valeur marchande du métal blanc (76). Elles avaient à l'époque été commentées plutôt favorablement par des milieux ordinairement mal disposés pour les expériences argentistes. N'y avait-il pas là un moyen de donner aux argentistes une satisfaction partielle qui écarterait définitivement le danger de l'étalon d'argent, et d'ôter par avance aux Démocrates toute possibilité d'attaquer et de diviser les Républicains sur ce sujet ?

Il sembla tout d'abord que le plan dût réussir sans trop d'encom-

(75) *Statement of the Hon. William Windom, ...before the Committee on Coinage... of the House of Representatives*. Réimprimé dans le « Bankers' Magazine » d'avril 1890.

(76) « Commercial and Financial Chronicle », 31 janvier 1891. Le rédacteur de la notice nécrologique de Windom témoigne d'une entrevue qu'il eut à l'été de 1889 avec le Secrétaire. Les plans antérieurs (que Windom ne cite pas) sont celui de I. W. SYLVESTER, un fonctionnaire du Trésor, *Bullion Certificates* (1882, 2^e édition accompagnée de témoignages d'approbation, 1884), en 1885 Edward Atkinson (WILLIAMSON, *Edward Atkinson*, p. 141) et A. J. Warner (cf. « Commercial and Financial Chronicle », 13 juin 1885).

bre. Même certains Républicains de l'Est qui avaient jusque-là été considérés comme les représentants de l'anti-argentisme le recevaient favorablement. Les argentistes étaient non moins satisfaits. Stewart regrettait que l'on proposât de traiter l'argent comme un simple gage de la valeur du papier plutôt que comme un métal monétaire, mais il pensait que le gouvernement avait en vue le même objet que lui et s'en montrait fort gratifié (77). Windom rédigea une proposition de loi sur les bases de son plan, limitant pour plus de sûreté les privilèges monétaires au produit des mines ou des raffineries indigènes. Cette proposition fut déposée à la Chambre et au Sénat, et renvoyée aux Commissions compétentes (78).

Le Sénat fut le premier prête. La mesure rapportée pour la Commission des Finances le 25 février par John P. Jones était, à vrai dire, une métamorphose méconnaissable du plan original. Au lieu de limiter l'émission au métal produit par les Etats-Unis, on la limitait à 4 millions et demi de dollars par mois ; les billets devaient être convertissables en « monnaie légale », avec cette seule réserve que le porteur avait le droit d'exiger des dollars d'argent. Les argentistes avaient obtenu deux avantages : le texte révisé abandonnait la convertibilité en lingots qui avait l'inconvénient de ravalier l'argent au rang d'une simple marchandise, et pouvait en jeter des stocks importants sur le marché ; et dans la mesure où les porteurs demanderaient à être payés en *standard silver dollars*, leur frappe ne serait pas abandonnée. Ce dernier point était une pure satisfaction de principe ; mais ils y tenaient pour réserver l'avenir. De leur côté, ils avaient fait une concession en acceptant la limitation des émissions à 4 millions et demi de dollars par mois, ou 54 par an. La production des mines américaines était en 1889 de 46 millions et demi, plus 6 millions extraits de minerais mexicains. Si l'on tient compte qu'une partie de cette production était consommée par l'industrie, la somme mise à la disposition du gouvernement était suffisante pour tenir à l'écart du marché de Londres la totalité de la production des Etats-Unis même à un cours très sensiblement supérieur au cours actuel. La concession n'était donc pas très considérable (79).

Un mois plus tard, la Commission monétaire rapporta un texte différent, rédigé par son président, Conger, un républicain de l'Iowa de tendance conservatrice. Le Trésor accepterait sans limite de quantité la production indigène et émettrait des billets d'un montant équivalent à la valeur marchande du métal, remboursables en lingots d'une

(77) « Bankers' Magazine », Janvier 1890.

(78) « Congressional Record », 51st Congress 1st session, p. 897 (Sénat, 28 janvier 1890).

(79) « Congressional Record » même session, p. 1671 (Sénat, 25 février 1890). Le calcul d'après lequel le chiffre fut fixé se trouve dans *House Report 1081*, même session, p. 2.

valeur équivalente au jour du remboursement, ou en dollars d'argent si le porteur en faisait la demande ; mais le Trésor conservait la faculté de les rembourser en or. La frappe libre serait rétablie si l'argent revenait au « pair » de \$ 1. 29 l'once. La minorité Démocratique de la Commission, dont Bland était le chef, protesta contre ce qu'elle appelait « cesser pratiquement de frapper de l'argent comme métal monétaire ; en d'autres termes, le démonétiser en abrogeant la loi du 28 février 1878, qui a rendu au dollar d'argent sa place dans notre système monétaire ». A la réflexion, les argentistes avaient vu le danger de la mesure (80). Le public ne comprenait pas grand'chose aux subtilités du remboursement en lingots ; il voyait simplement qu'on allait mettre en circulation une quantité accrue de monnaie tout en maintenant l'étalon d'or, et ne s'inquiétait pas des détails (81). La position de Bland était cependant assez juste. Depuis douze ans l'interprétation de la loi Bland-Allison avait été l'objet d'une controverse entre eux et le gouvernement. Le Trésor l'avait exécutée dans le cadre de l'étalon-or ; Bland et ceux qui le suivaient l'avaient critiqué pour cette action qu'ils déclaraient illégale. La remonétisation de l'argent devait avoir précisément pour effet, selon eux, de disjoindre la valeur du dollar de celle de l'or, dont le pouvoir d'achat avait indûment augmenté. Si cela pouvait se faire par le double étalon, c'est-à-dire en liant la valeur présente de l'un et de l'autre, tant mieux ; sinon ils préféreraient comme étalon l'argent, dont le pouvoir d'achat à les en croire n'avait point varié. Le texte de la Commission monétaire de la Chambre avait indubitablement, plus nettement que celui du Sénat, l'effet de conférer à l'or *de jure* la situation d'étalon qu'il occupait *de facto*, et de sanctionner ainsi la position controversée du Trésor.

Le débat s'ouvrit tout d'abord au Sénat, le 31 mars, et avança très lentement. On entendit le défilé usuel de discours interminables, les mêmes citations, les mêmes statistiques. Cette uniformité de contenu et de ton s'explique quand on sait qu'il y avait à Washington des publicistes spécialisés dans la confection de discours parlementaires, et que la question de l'argent était une de celles pour lesquelles ils avaient le plus de commandes (82). Dans les intervalles de ces joutes oratoires, la discussion sérieuse se poursuivait dans des assemblées moins solennelles. Les Républicains étaient bien décidés à faire de la loi une mesure de parti, et des réunions du parti, des « *caucuses* », se tenaient pour concilier les diverses tendances. La tâche n'était pas aisée. A une réunion où prirent part les membres Républicains des deux Commissions intéressées (de la Chambre et du

(80) Texte cité : *House Report 1081*, même session, p. 13. Même note dans *Mr. NEWLANDS on silver*, p. 9. Stewart à J. H. Kinkead, 26 mai 1890, STEWART MSS.

(81) « *Economist* » de Londres, 3 mai 1890. « *Bankers' Magazine* », juin 1890.

(82) Témoignage de E. N. Hill devant une commission d'enquête, *House Report 4006, 51st Congress 2nd session*, pp. 33-37.

Sénat) et deux ou trois chefs du parti, les argentistes reçurent l'offre suivante : au lieu de 4 millions et demi de dollars, c'est quatre millions et demi d'onces que le Trésor achèterait, ce qui ferait davantage si le prix montait comme on s'y attendait ; mais ils devaient acquiescer au remboursement en lingots. Plusieurs avaient déjà cédé quand Henry M. Teller, Sénateur du Colorado, refusa net. Une nouvelle réunion fut convoquée, où tous les sénateurs et représentants Républicains étaient invités, en leur garantissant que les décisions prises ne lieraient pas les participants. Malgré cela, nombre d'argentistes s'abstinrent ; une soixantaine de parlementaires seulement (sur à peu près cent cinquante) furent présents. Mac Kinley proposa sans chaleur, à titre de sondage, d'abandonner le remboursement en lingots. Mais les deux leaders du parti à la Chambre, Reed et Cannon, intervinrent avec vigueur ; ils déclarèrent que sans la clause en question les Etats-Unis iraient droit à l'étalon d'argent, descendraient au rang de l'Inde et de la Chine ; et par 40 voix contre 20, le remboursement en argent fut adopté (83).

Le lendemain le débat s'ouvrit à la Chambre, et se déroula conformément au plan adopté la veille. Sur la proposition de Mac Kinley, la Chambre décida par 120 voix contre 117 que la question préalable commencerait à jouer le surlendemain. En vertu du règlement draconien adopté au début de la session, cela signifiait que deux amendements seulement pouvaient être admis à discussion. Aussitôt deux Républicains obtinrent du *Speaker* Reed la parole ; ils proposèrent deux amendements insignifiants ; et l'opposition perdit l'occasion d'obtenir un vote sur la question. Bland protesta que la majorité « baillonnait » la minorité ; à quoi Reed, fort des pouvoirs à peu près discrétionnaires que lui conférait le règlement, répliqua avec un humour imperturbable que la minorité aurait toute latitude de provoquer un vote sur une motion de renvoi à la Commission avec mission de rapporter un *bill* pour la frappe libre. C'était remettre toute législation à une date indéfinie, et chacun savait que plusieurs membres qui auraient normalement voté pour la frappe libre préféraient un compromis à un ajournement. Et la Chambre procéda à la « discussion » de la mesure substituée le jour même au texte antérieur. C'était celle qui avait été adoptée la veille en *caucus* : le Trésor devait acheter pour quatre millions et demi de dollars de métal chaque mois, et émettre ce même montant de billets remboursables en « numéraire », ou (sur la demande du porteur du billet et avec l'agrément du Trésor) en lingots, comptés à leur valeur marchande à la date du remboursement. La discussion fut brève ; le résultat était réglé d'avance. Le troisième jour, le 7 juin, Bland proposa le renvoi à la Commission avec mission de rapporter un *bill*

(83) Mr. NEWLANDS *on Silver*, p. 9-10. « Congressional Record » 51st Congress 1st session, p. 5646 (Chambre, 5 juin).

pour la frappe libre, et fut battu par 140 voix contre 126. 15 Républicains seulement se détachèrent de leur parti pour soutenir la motion, tandis que 13 Démocrates votèrent contre. Seuls les représentants du Kansas, du Nebraska et des Etats miniers mirent l'argentisme au-dessus de la discipline de parti. Puis l'ensemble du *bill* fut adopté par 135 voix (tous Républicains) contre 119 (112 Démocrates, 7 Républicains). Reed déclara plus tard que sans sa façon intransigente de mettre son autorité de *Speaker* au service de son parti, un amendement pour la frappe libre, déposé au moment voulu, aurait été adopté, ce qui signifiait (connaissant les dispositions du Sénat) que seul un veto aurait pu l'empêcher de devenir exécutoire (84).

Le Sénat, qui avait continué à discuter son propre texte, y substitua le 13 juin celui de la Chambre. Il n'était pas possible au Sénat de paralyser l'opposition par les méthodes que Reed appliquait avec tant de maîtrise à la Chambre ; il fallait donc gagner les Sénateurs Républicains argentistes. Des conciliabules nombreux eurent lieu entre les augures du parti, auxquels des représentants du *National Silver Committee* furent parfois invités. Le Président y prit une part active. Finalement, le 14 juin, il fit venir Stewart et Jones et leur offrit ses dernières conditions : quatre millions et demi de dollars par mois, point de remboursement en lingots. Ils déclarèrent qu'ils préféraient quatre millions et demi d'onces (pour le cas d'une hausse des cours), mais se montrèrent « enchantés ». Une seule condition mise par le Président inquiétait Stewart : il fallait que la mesure pût passer comme une mesure de parti, sans appoint de voix Démocrates. De fait, à la séance suivante, le lundi 16 juin, les Sénateurs du Colorado, du Montana et du Kansas, sous l'impulsion de Teller, se montrèrent intraitables. En doctrinaire, Teller repoussait le compromis où ses collègues du Nevada voyaient un avantage tangible pour leurs circonscriptions et pour leur parti. Cette défection rendait impossible de trouver pour le *bill* une majorité Républicaine. Dès lors il ne restait aux argentistes Républicains que la satisfaction de principe de voter, en mêlant leurs voix à celles des Démocrates, la motion pour la frappe libre déposée par Plumb, du Kansas. Elle fut adoptée par 43 voix contre 24. C'est la plus forte majorité qu'une mesure de ce genre obtint jamais au Sénat. Trois Démocrates seulement votèrent contre tandis que quatorze Républicains de l'Ouest (et un seul de l'Est, Don Cameron, de Pennsylvanie) se joignirent aux Démocrates dans l'affirmative. Les tribunes éclatèrent en applaudissements ; mais ni les Sénateurs du Nevada ni le *National Silver Committee* ne partageaient cet

(84) « Congressional Record » même session, pp. 5645-5670 (Chambre, 5 juin 1890 ; en particulier débat sur l'application du règlement, 5645-5648 ; texte nouveau — adopté la veille en *caucus* — déposé, p. 5651 ; vains efforts de Bland pour obtenir la parole pour déposer un amendement, 5651-5652) ; 5692-5738 et 5740-5759 (6 juin) ; 5784-5815 (7 juin ; votes sur la motion Bland et sur l'ensemble).

enthousiasme. Même à supposer que la Chambre se ralliât au texte du Sénat, le Président avait annoncé aux argentistes qu'il y mettrait son veto (85); et ils ne pouvaient pas espérer la majorité des deux tiers nécessaire pour y passer outre. L'actif Secrétaire du *Silver Committee*, Newlands, partit pour les Rocheuses préparer les esprits à l'idée que la lutte serait longue, et lever des fonds. A la Chambre, il fallut faire revenir à la hâte de nombreux Républicains anti-argentistes absents de Washington pour trouver une majorité contre le texte du Sénat. Jusque-là, le *Speaker* fit usage de toute son autorité pour retarder le vote. Le moment venu, la Chambre rejeta le texte du Sénat et reprit le sien; et un Comité de Conférence fut nommé pour établir un compromis entre les deux Assemblées (86).

La frappe libre était évidemment enterrée pour le moment; le Comité ne comprenait que deux argentistes intransigeants, Bland et le Sénateur Harris, tous deux Démocrates. Trois de ses membres, Conger (Iowa), Walker (Massachusetts) et Sherman étaient anti-argentistes. Le dernier était John P. Jones, dont on a vu plus haut la position. Les trois Républicains anti-argentistes auraient pu s'opposer à tout compromis, et lorsque la loi de 1890 fut devenue impopulaire on le leur reprocha. Sherman dit alors qu'il avait craint qu'en l'absence de compromis la frappe libre pure et simple ne fût adoptée par les deux Assemblées et que le Président laissât passer. En réalité les argentistes avaient un autre argument bien plus fort: s'ils n'obtenaient pas quelque mesure de satisfaction, les Républicains argentistes du Sénat refuseraient de voter pour le tarif protecteur que le parti désirait ardemment faire passer. Il fallut en passer par les fourches caudines: Sherman, Conger et Walker tentèrent de maintenir le texte de la Chambre (remboursement en lingots et 4 1/2 millions de dollars), mais durent capituler. Le 7 juillet ils rapportèrent le texte qui devint loi. Il stipulait que le Trésor achèterait chaque mois quatre millions et demi d'onces d'argent, émettrait une somme de

(85) « *Congressional Record* » même session, pp. 2829-2834 (Sénat, 31 mars), *Appendix*, p. 237 (12 mai), 4600-4607 (13 mai), 4883-4903 (19 mai), 5071-5086 (21 mai), 5119-5130 (22 mai), 5471-5475 (2 juin), 5608-5641 (5 juin), *Appendix*, 326 (6 juin), 5819-5831 (9 juin), 5885-5894 (10 juin), 5920-5924 (11 juin), 5970-5980 et *Appendix*, 381 (12 juin), 6009-6042 (13 juin. Texte de la Chambre substitué à celui du Sénat, 6029), 6119-6136 (16 juin), 6165-6183 (17 juin; vote de la frappe libre 6182). *Mr. NEWLANDS on Silver*, pp. 12-15, donne une idée précise de ce qui se passait dans les coulisses.

(86) *Mr. NEWLANDS on Silver*. W. A. ROBINSON, *Thomas B. Reed*, p. 244-245.

(87) L'argument que sans la « loi Sherman » la frappe libre risquait de devenir loi fut avancé dans le débat par le Sénateur Dolph (Oregon) le 10 juillet (« *Congressional Record* », 51st Congress 1st session, p. 7107. SHERMAN donne l'explication de son attitude dans ses *Recollections*, pp. 1069-1071-1188. La vraie raison de leur attitude fut donnée le 29 avril 1896 au Sénat par Teller (« *Congressional Record* » 54th Congress 1st session, p. 4561); et le discours de *Mr. NEWLANDS on Silver*, prononcé le 21 juin 1890, avant que le résultat final fût acquis, confirme pleinement cette version. Cf. F. WELLBORN, *Influence of the Silver Republican Senators*, dans « *Mississippi Valley Historical Review*, mars 1928, pp. 469-470.

billets égale à la valeur marchande du métal, remboursables en or ou en dollars d'argent au choix du Secrétaire. Jusqu'au premier juillet 1891, deux millions de dollars d'argent devaient être frappés chaque mois ; après quoi la frappe devait être limitée à la somme nécessaire pour faire face aux remboursements. C'était autant de concessions faites aux argentistes. Ils en avaient consenti une de leur côté : le texte déclarait que « c'est un principe établi de la part des Etats-Unis de maintenir la parité des deux métaux dans le présent rapport légal, ou tout autre rapport qui pourrait être légalement établi dans l'avenir ». Ceci revenait à dire que les Etats-Unis maintiendraient l'étalon d'or (ou le double étalon) et s'interdisaient de passer à l'étalon d'argent.

Les Démocrates firent une opposition violente à la loi, lui reprochant d'être une capitulation devant l'idée de l'étalon d'or et de ne donner des avantages qu'aux seuls producteurs du métal. Mais les Républicains argentistes avaient accepté le compromis, en vue des avantages substantiels qu'il leur offrait ; et après que chacun eut défini sa position, 39 Sénateurs Républicains assurèrent le vote de la mesure contre 26 Démocrates. A la Chambre, un appel de Conger à la discipline de parti eut le même résultat ; 122 Républicains se comptèrent pour, 90 Démocrates contre, et le 14 juillet 1890 le Président signa la loi (88).

Du point de vue de la politique pure, elle remplit bien son effet, au moins pour le moment. L'unité du parti Républicain était rétablie, et cela lui permit d'adopter le 1^{er} octobre la mesure douanière à laquelle il tenait. Les producteurs d'argent paraissaient avoir obtenu une concession énorme, car on s'attendait à voir le prix du métal blanc, qui avait monté au cours des derniers mois, se maintenir à un niveau élevé. Même des organes qui n'étaient liés à aucun parti comme le « Bankers' Magazine », ou l'« Evening Post », sans doute le défenseur le plus intransigeant du monométallisme-or dans la presse de New-York, se déclaraient satisfaits. L'affirmation que les Etats-Unis entendaient maintenir au pair leur monnaie d'argent et d'or était interprétée comme un ordre au gouvernement de maintenir l'étalon d'or coûte que coûte, même en lançant un emprunt-or si cela devenait nécessaire ; et tel était aussi l'avis d'un observateur impartial comme l'« Economist » de Londres. La question qui se posait désormais était avant tout : qu'allaient faire les cours de l'argent ? L'opinion générale aux Etats-Unis était qu'ils ne pouvaient manquer de s'établir à un niveau sensiblement plus élevé qu'auparavant ; et s'ils atteignaient le « pair » et s'y maintenaient, le double étalon, sans doute même par accord international, devenait une sérieuse possibi-

(88) « Congressional Record » 51st Congress 1st session, pp. 7017-7028 (Sénat, 8 juillet) ; 7050-7066 9 (juillet) ; 7088-7109 (10 juillet ; vote, p. 7109) ; 7190-7226 (Chambre, 12 juillet ; vote, p. 7225).

lité. L'étranger était plus sceptique ; l'« Economist » concédait qu'une avance spéculative des cours était à peu près certaine, mais faisait remarquer qu'elle aurait pour conséquence une diminution de l'absorption du métal par l'Extrême-Orient et une augmentation de la production, et que le prix retrouverait tôt ou tard son niveau naturel ; il prévoyait que l'inflation de *Treasury Notes* mettrait en danger l'éta-lon d'or et que les Etats-Unis abrogeraient la nouvelle loi, dite « loi Sherman », « d'ici deux ou trois ans » (89).

Au moment où le plan Windom avait été publié, le prix du métal venait de connaître une période de hausse. De 42 d. le 1^{er} juillet 1889, il s'était redressé à 44 3/16 le 30 novembre, et se maintint autour de 44 pendant les quatre mois qui suivirent. Le 31 mars 1890, il était à 43 7/8. A ce moment intervint une spéculation active, escomptant que le Congrès ne pouvait manquer d'adopter sous une forme quelconque une mesure de nature à soutenir le cours. Les raffineurs, au lieu de mettre leur production sur le marché, la stockèrent ; les exportations nettes de métal diminuèrent, et firent place en mai à un excès considérable d'importations. Pour faciliter la spéculation, à partir de mai, la « Mercantile Trust Company » de New-York, qui avait un monopole de fait du stockage du métal, émit des reçus en chiffres ronds (mille onces) transmissibles par voie d'endos ; d'autres préféraient opérer au moyen de lettres de change sur Calcutta, ce qui revenait au même (la roupie argent était l'éta-lon à Calcutta) et coûtait moins cher. L'un (John H. Tanner, le boss républicain de l'Illinois, anti-argentiste en politique) achetait 100,000 onces sur une couverture de 5,000 dollars ; un autre (Don Cameron, Sénateur argentiste de Pennsylvanie), cent mille dollars de change sur Calcutta sur une couverture de huit mille dollars — il vendit très tôt et l'opération ne lui rapporta que 1,100 dollars. Nombre de *pools* avaient été formés par des financiers de New-York et on racontait que pour être plus sûrs d'une législation favorable, ils avaient invité bon nombre de parlementaires, dont on chuchotait les noms, à participer à leurs opérations ; et que même ils avaient poussé l'obligeance, lorsque les parlementaires en question ne pouvaient mettre aucun capital dans la combinaison, à leur en faire gratuitement l'avance. Des démarcheurs offraient aux législateurs, dans les couloirs du Capitole, des « certificats » de la « Mercantile Trust C^o » moyennant une couverture de 25 dollars seulement — à peu près 2 1/2 %. On nommait tels Sénateurs qui avaient refusé toute participation à ces affaires trop avantageuses pour n'être pas suspectes. Cette activité était dirigée par les représentants des capi-

(89) « Bankers' Magazine », août 1890 ; « Economist », 19 juillet 1890. Extraits de presse dans « Congressional Record » 51st Congress 1st session, p. 7051, 7055, 7191. Stewart à Wm. P. St. John, exprimant sa satisfaction du résultat, 23 juillet 1890, STEWART MSS. Apathie des milieux financiers : Henry VILLARD, *Memoirs*, II, 341.

talistes new-yorkais intéressés à la spéculation. A en croire les journaux, on vit ainsi les représentants d'August Belmont, le correspondant new-yorkais des Rothschild et la bête noire des argentistes seconder activement le *National Silver Committee* dans l'intérêt législatif du métal blanc (90). Le jour où le *bill* devint loi, l'argent était à 49 1/4; le jour où il devint exécutoire, le 13 août, à 51 1/4. Le maximum fut atteint à New-York le 19 août, à Londres le 3 et le 4 septembre : 54 pence 5/8. A partir de cette date commença une période de baisse; et le 24 avril 1891, l'argent était revenu presque à son point de départ, à 44 d. Pendant toute la période intermédiaire, le cours n'avait été soutenu que par la spéculation américaine, comme le prouve le fait que le cours de New-York avait été constamment supérieur à celui de Londres et qu'en conséquence en octobre (en période de baisse), les Etats-Unis, normalement exportateurs de métal, en avaient importé la quantité considérable de 8 millions d'onces. Cet épisode spéculatif passa sans laisser d'autres traces que les profits et les pertes des individus qui y avaient participé (le Trésor américain, qui n'était jamais vendeur, était du côté des perdants) ; le commerce de l'Extrême-Orient, un moment désorganisé par le bouleversement des changes, retrouva son équilibre normal; et l'échec du compromis qui promettait si bien laissa dans tous les esprits la certitude que la controverse était désormais circonscrite entre le maintien de l'étalon d'or et la frappe libre de l'argent avec toutes ses conséquences (91).

*
**

Il devint en effet bientôt évident que la loi Sherman, loin de clore politiquement la question, était bien plutôt le point de départ d'un renouveau d'agitation. Un concours de circonstances qui n'était pas sans analogies avec celui qui s'était présenté en 1884-1885 ramenait la question du dollar en première ligne des préoccupations publiques.

Il y avait, cependant, entre 1884-1885 et 1890-1893 des différences frappantes. La première de ces deux périodes avait été période de dépression industrielle et commerciale, couplée avec une période de rapide expansion agricole dans l'Ouest. Au contraire, si l'on excepte un ralentissement des affaires de l'automne 1890 à l'été de l'année

(90) A la suite de publications faites dans la presse à l'automne de 1890, une Commission d'Enquête fut nommée par la Chambre dans l'hiver de 1890. Elle conclut qu'il n'existait aucune preuve formelle de transactions répréhensibles de la part de parlementaires. Les seules personnes qui reconnurent avoir spéculé furent Newlands (qui n'était pas membre du Congrès, et qui était propriétaire de mines) et Don Cameron. A défaut de preuve juridique, la lecture des procès-verbaux de la Commission (*House Report 4006, 51st Congress 2nd session*) laisse l'impression très nette que la Commission ne réussit pas, en dépit d'efforts persévérants, à dissiper les soupçons dont la presse s'était faite l'écho.

(91) Sur la désorganisation du commerce de l'Inde, « Bankers' Magazine », décembre 1890.

suivante, les trois années qui suivirent le vote de la loi Sherman furent trois années de prospérité. L'agriculture même en eut sa part. Le rendement de blé par acre était favorable; alors que de 1884 à 1888 il n'avait jamais dépassé \$ 8.54, il était monté en 1888 à 10.32, l'année suivante à 8.98. En 1890 il atteignit 9.28, en 1891 le chiffre exceptionnel de 12.86, et même la baisse du prix ne le ramena en 1892 qu'à 8.35 (92). Le prix du coton baissa, il est vrai, après avoir atteint un maximum en 1890, en raison de la dépression qui frappa ses clients européens à partir de 1891. Mais dans l'ensemble, on ne peut pas dire que l'agriculture eût à souffrir de mauvaises années. Pourtant le mécontentement rural ne se calmait pas, bien au contraire. En 1890, les « Alliances des Fermiers » dont on a vu plus haut les débuts, manifestèrent leur force croissante en entrant dans la politique, soit en dictant aux anciens partis le choix de leurs candidats, soit en se comptant sur les listes de partis nouveaux, « Parti du Peuple », « Indépendant », « Union Labor » ou « Industriel »; et le nombre des voix qu'ils obtinrent manifesta leur puissance. Il indiqua aussi la localisation du mouvement dont toute la force était concentrée dans deux régions : le Sud et les Etats-frontière de l'Ouest, Minnesota, Dakotas, Nebraska, Kansas, Colorado (93). On a vu plus haut que dans le Sud il s'agissait d'une protestation sociale contre l'aristocratie dominante. Dans l'Ouest, le cas était différent. Les fermiers et leurs représentants étaient portés à croire qu'il y avait une « crise agricole » et à rendre responsable les « puissances d'argent ». En réalité, il s'agissait d'un phénomène double. D'une part, la région s'était développée à un rythme excessif et se trouvait accablée par la charge du capital qu'elle avait dû emprunter. C'est à cela que se réduisent les trois grandes doléances du fermier : qu'il est accablé d'hypothèques, d'impôts, et que les chemins de fer l'exploitent; car les tarifs excessifs et autres exactions des chemins de fer étaient nécessités dans une large mesure par le service d'une dette excessive (94). Les bâtisseurs de chemins de fer, comme les fermiers, avaient vu trop

(92) Chiffres calculés annuellement dans l'*Agricultural Yearbook*.

(93) J. D. HICKS, *The Populist Revolt*, pp. 97-185, donne l'histoire détaillée des Alliances des Fermiers et de leurs débuts dans la politique. Cf. aussi R. C. MILLER, *The Background of Populism in Kansas*, dans « Mississippi Valley Historical Review », mars 1925, pp. 469-489 ; M. J. WHITE, *Populisme in Louisiana during the nineties*, ibidem., juin 1918, pp. 1-19 ; HICKS, *The Farmers' Alliance in North Carolina*, dans « North Carolina Historical Review », avril 1925, pp. 163-187.

(94) Il est juste d'ajouter qu'une grande partie de la dette obligatoire qui accablait les chemins de fer ne provenait pas des dépenses légitimes d'installation, mais de méthodes de financement excessivement critiquables. L'assiette des impôts était établie de telle sorte que la propriété foncière payait presque tout, les biens meubles presque rien ; et la petite propriété payait plus en proportion que la grande. Cf. J. A. BOYLE, *Financial History of Kansas*, p. 131. Une des doléances les plus amères des fermiers n'était liée à aucun phénomène économique général ; c'était que le commerce des grains était entre les mains de quelques grandes compagnies étroitement unies qui abusaient de la situation.

grand. Le seul remède était dans le temps, dans l'accumulation lente de capital et dans la faillite d'un très grand nombre d'entreprises. Procédé lent et pénible, auquel il n'était que naturel de vouloir échapper par des panacées variées. Une cause secondaire de la « crise agricole » qui n'agissait pas seulement sur l'Ouest, est fort bien analysée par un des hommes les plus représentatifs du mouvement agraire, W. A. Peffer, du Kansas, dans un volume sur « Le point de vue du fermier » (95). La division du travail était de plus en plus prononcée dans l'agriculture; alors que le fermier des anciens temps produisait à peu près tout ce que sa famille consommait, celui de la fin du dix-neuvième siècle avait souvent renoncé à produire lui-même sa nourriture. Le résultat était qu'il était de plus en plus vulnérable aux fluctuations des marchés, et beaucoup plus exposé à la concurrence. C'était la ruine du fermier sur les terres ingrates de beaucoup de régions de l'Est; et dans tout le pays c'était rendre l'agriculture tributaire d'une nuée d'intermédiaires dont le nombre était hors de proportion avec les services rendus. Il ne manquait pas de remèdes proposés contre ces maux; nulle époque ne fut plus fertile en panacées sociales. A vrai dire, la « taxe unique » de Henry George ou le socialisme utopique de Bellamy ne trouvaient guère faveur après des fermiers, et pour cause. Mais la nationalisation des chemins de fer était ardemment réclamée; et surtout, il fallait plus de monnaie. Les deux plans les plus populaires reprenaient deux très vieilles idées (voir ci-dessus, Introduction). L'un d'entre eux consistait à monnayer la terre, émettant des billets garantis par une hypothèque à 1 % — juste de quoi couvrir les frais d'administration (96); l'autre proposait de monnayer les produits agricoles, que le gouvernement recevrait dans d'immenses magasins et sur lequel il émettrait des billets en guise de warrants (97). L'unanimité n'était faite sur aucun de ces projets; mais les fermiers étaient d'accord pour réclamer une réforme. Ils étaient d'accord pour penser que les « capitalistes » avaient mauvaise grâce à leur reprocher d'avoir développé l'Ouest trop vite, puisqu'ils leur avaient montré la voie et les avaient encouragés en toute manière; que ces mêmes capitalistes avaient largement profité du *boom*, et qu'ils n'étaient pas fondés à vouloir faire supporter au fermier seul la lourde dette qu'il avait créée. Ils étaient méfiants à l'égard de tout ce qui leur venait revêtu de l'approbation des financiers,

(95) PEFFER, *The Farmer's Side, His Troubles and their Remedy*, pp. 57-66.

(96) Ibid., p. 247, et « Congressional Record » 52ⁿ session 1st Congress, pp. 5232-5244 (Peffer au Sénat, 13 juin 1892).

(97) PEFFER, *The Farmer's Side*, p. 244. HICKS, *The Subtreasury*, dans « Mississippi Valley Historical Review », Décembre 1928, pp. 355-373. Le point de vue agrarien à cette époque est bien représenté par l'ouvrage cité de PEFFER (1891), et par N. B. ASHEY, *The Riddle of the Sphinx* (1890), qui critique toute une série de « remèdes » préconisés pour améliorer la situation, et en écarte la plupart,

y compris les théories financières orthodoxes (98); ils étaient non moins méfiant à l'égard des hommes politiques qui étaient en trop bons termes avec les financiers, et rien ne saurait mieux peindre leur état d'esprit, dont la naïveté ne manquait sans doute pas de fondement, que de laisser la parole à un de leurs poètes improvisés :

« *And once ther was a Senator who would'nt mine the prayer
An' the interests of his people — he was a millionaire;
His office was a boughten one, with corporation wealth,
Of a set of legislators as dishonest as himself;
But jest when he warn't lookin' the people got the scent
Of the dirt 'at he was playin', an' his underpinnin' went,
An' down he come kerwollop; they knowed what they's about,
An' the Grangers 'ill git you too, ef you don't watch out.* » (99)

Si la situation de l'agriculture était surtout redoutable par les conséquences politiques qu'elle risquait d'entraîner, celle de l'industrie et du commerce menaçait le dollar plus directement. Les Etats-Unis absorbaient normalement du capital européen; et à partir de 1886 ce mouvement de capitaux s'était accéléré. La balance positive du commerce avait diminué, et avait même fait place en 1888 et 1889 à une balance négative. Les capitaux britanniques étaient les plus abondants, quoique l'Allemagne et la Hollande fussent aussi notablement représentées. Cette importation de capitaux et une abondante importation de main-d'œuvre allaient de pair. L'équilibre nouveau de l'économie américaine dépendait donc pour son maintien, plus que par le passé, de la régularité de cet influx de capital étranger. Or les mouvements internationaux de capital sont notoirement instables.

(98) Ils ne se rendaient du reste aucunement compte combien les leurs devaient paraître fantastiques aux économistes. L'un d'eux, H. L. LOUCKS, directeur d'un hebdomadaire rural dans le North Dakota, écrivit en 1893 *The New Monetary System, as Advocated by the Farmers' Alliance and Industrial Union*, où il proposait la frappe libre de l'argent et l'émission de monnaie gagée sur la terre (prêtée à 2 % d'intérêt) et sur des denrées agricoles. L'exemplaire de son livre dans la bibliothèque de Harvard contient une lettre adressée à F. W. Taussig en ces termes : « Mon but en vous écrivant est de vous prier de bien vouloir lire ce petit volume; et, comme professeur, de bien vouloir indiquer où j'ai pu me tromper ou omettre des faits; également, les points où vous considérez le système indiqué comme plus défectueux que le système présent. J'aurai bientôt à publier une seconde édition et je désire améliorer l'ouvrage à chaque édition ».

(99) Cité d'après un journal du Kansas dans « *Congressional Record* » 51st Congress 1st session, 1^{er} mai 1890. Quoique le poète anonyme ait mis son œuvre au préterit, il est probable qu'il voulait prédire le sort de John J. Ingalls, Sénateur du Kansas, auquel la mésaventure qu'il décrit arriva quelques mois plus tard. A défaut de la saveur du texte, voici tout au moins la signification de ce couplet : « Il y avait une fois un Sénateur qui se moquait des prières et des intérêts de son peuple — c'était un millionnaire. Son siège était acheté, avec les trésors des grandes sociétés, à une bande de législateurs aussi malhonnêtes que lui. Mais juste comme il n'y pensait pas, le peuple flaira les saletés qu'il trafiquait, et ses fondations lâchèrent, et il fit un grand plouf. Ils savaient ce qu'ils voulaient, et les *Grangers* t'auront aussi, si tu ne fais pas attention à toi ».

La prospérité américaine était à la merci de cette instabilité; et elle fut bientôt mise à l'épreuve. En septembre éclata une crise à Buenos-Aires à la suite d'une longue période d'inflation; elle eut se répercuter dans une gêne du marché de Londres, qui prit les proportions d'une catastrophe après que la Banque Baring eut dû fermer ses portes le 20 novembre. Une brève panique s'ensuivit aux Etats-Unis, et le mouvement des affaires demeura ralenti pendant quelques mois. Mais un phénomène nouveau et inquiétant l'accompagna à partir de janvier. Le change sur Londres dépassa le point d'or de sortie, et dans les six premiers mois de 1891 soixante-dix millions de dollars du métal jaune avaient quitté les Etats-Unis (100). Un caprice de la nature renversa ce développement: la récolte de blé fut très mauvaise en 1891 en France et en Russie, et extraordinairement abondante aux Etats-Unis; l'exportation active qui s'ensuivit, à un prix rémunérateur, fit qu'à partir de septembre 1891 les Etats-Unis regagnèrent en quelques mois la plus grande partie de l'or qu'ils avaient perdu. Mais en janvier 1892 de nouveau le point de sortie d'or fut atteint, et jusqu'en août les pertes de métal furent du même ordre que l'année précédente. Et si elles cessèrent à l'automne, aucune importation ne vint combler le vide créé, et dès décembre les sorties d'or reprirent lourdement. La balance commerciale, rendue positive en 1891-1892 par l'extraordinaire récolte de blé, redevint lourdement déficitaire l'année suivante. Et soit que l'Angleterre ait effectivement rapatrié des valeurs américaines (101), soit qu'elle ait simplement cessé de réinvestir l'intérêt de ses placements antérieurs, au déficit de la balance commerciale s'ajoutait un déficit de la balance invisible des paiements. Cependant les affaires manifestaient tous les signes de la prospérité; 1892 fut une année record dans la plupart des branches de la production. Il ne faut pas chercher loin la cause de cette expansion alors que normalement la diminution, voire renversement, de l'influx de capitaux étrangers aurait dû amener un ralentissement des affaires: le volume de monnaie en circulation augmentait plus rapidement qu'il ne l'avait fait depuis les années exceptionnelles de

(100) Pour les mouvements de la conjoncture, on a suivi les *Business Annals* de THORP, p. 136. L'histoire financière suit l'ouvrage classique de NOYES, *Forty Years of Finance*, et les Rapports annuels du Secrétaire du Trésor et du Trésorier des Etats-Unis. NOYES, l. c., p. 160, critique avec juste raison l'explication officielle de l'époque, que les sorties d'or avaient comme motif principal les efforts des banques d'émission européennes (surtout de la Banque Impériale de Russie) pour augmenter leur encaisse en prévision d'une guerre. Il est certain qu'à l'occasion des sorties d'or eurent lieu au-dessous du point d'or de sortie; Lazard Frères intriguèrent le monde financier par des opérations de ce genre. Mais si la Banque de France payait (sous une forme ou sous une autre) une prime pour l'or, ce n'était là qu'une cause très accessoire des mouvements internationaux du métal. Du reste le Trésor américain faisait de même quand il expédiait francs de port des *greenbacks* en tout point des Etats-Unis contre dépôt d'or à New-York.

(101) NOYES, l. c., p. 166. Le « *Bureau of Statistics* » dans son rapport annuel pour 1893 estimait à cent millions la somme des valeurs ainsi rapatriées en 1893.

1879-1881. La dépression très modérée de 1890-1891 avait été surmontée par l'inflation. Cette prospérité inflationniste (la récolte de 1891 n'en fut qu'une cause très partielle) rendait inévitable une période de liquidation d'une sévérité accrue. Les symptômes ne manquaient pas, et on peut dire qu'au printemps de 1893 une crise était assez généralement attendue.

**

Il vaut la peine de remarquer que l'inflation de 1890-1893 ne fut due que dans une mesure restreinte à la loi Sherman, qui avait eu pour objet avoué de la provoquer. Les argentistes, en fixant à quatre millions d'onces (au lieu de dollars) la somme des achats mensuels du Trésor, avaient cru faire un bon calcul ; mais leur calcul s'était renversé, car le prix au lieu de monter s'était bientôt mis à baisser, et la somme de *Treasury Notes* mise en circulation diminuait à proportion. Dans l'ensemble, cent cinquante millions de monnaie d'argent furent mis en circulation en trois ans ; ce n'était que les six septièmes de la somme de *silver certificates* qui avait enflé la circulation au cours des trois années précédentes. Mais il existait un vaste réservoir monétaire, le Trésor, où le parti Républicain à son arrivée au pouvoir avait trouvé 266 millions ; quatre ans après, il laissait à ses successeurs exactement cent vingt-six millions. Dans son Message de décembre 1889, le Président Harrison avait recommandé une augmentation systématique des dépenses, précisément afin de mettre à la disposition du commerce cet excédent budgétaire qui dormait dans les caisses du Trésor. On pense que le Congrès ne se l'était pas fait dire deux fois. Pensions et travaux publics eurent tôt fait une brèche imposante dans les excédents. Le tarif protecteur adopté en 1890 les attaqua par l'autre bout ; le tarif sur le sucre, qui rapportait gros, fut aboli, et nombre d'autres articles furent chargés au point que l'importation en déclina sérieusement. Le résultat de ces droits quasi-prohibitifs commença à se faire sentir dès la période de fortes importations qui suivit, et préparait une situation grave pour l'éventualité tôt réalisée d'une réduction générale des échanges. Le budget, qui jusque-là présentait des excédents imposants, était juste maintenu en équilibre, et l'amortissement continué à un rythme rapide jusqu'en 1891 avait eu raison des excédents accumulés dans la période précédente.

Devant une situation aussi menaçante, l'inquiétude s'empara peu à peu des milieux financiers. On a vu que la loi de 1890 ne les avait pas alarmés en elle-même. Ce qu'ils redoutèrent dès le début, c'était que le mouvement argentiste n'obtînt davantage. Dès le 31 mai 1890, l'« *American Bankers' Association* » distribuait par l'intermédiaire de ses membres des milliers d'exemplaires de discours anti-argen-

tistes (102). A l'étranger, en particulier en Angleterre, les porteurs de titres américains étaient alertés ; on ne s'expliquerait pas autrement que l'« Economist » éprouvât le besoin de les rassurer (103). Dès les derniers mois de 1890, le public commença à thésauriser l'or, et le mouvement s'accrut lorsque se dessina en janvier une offensive inopinée des argentistes du Sénat pour obtenir la frappe libre ; le 16 janvier, Henry Villard estimait à 80 millions le total d'or déposé dans les banques en « compte spécial » ou en coffre-fort (109). Dès le 7 janvier, plusieurs Sénateurs citèrent le double danger d'une perte d'or par la thésaurisation et par la fuite des capitaux (105). Henry Villard, qui avait contribué autant que quiconque à l'émission de titres américains en Allemagne, adressa le 16 janvier une circulaire à ses correspondants d'Outre-Atlantique, les mettant en garde contre « les conséquences funestes que l'établissement de l'étalon d'argent aura inévitablement pour les intérêts industriels et financiers de ce pays... Je considère ces conséquences comme tellement graves, que je préférerais ne plus assumer personnellement aucune responsabilité pour l'introduction de valeurs américaines en Allemagne... en d'autres termes, j'estime pour les motifs indiqués que le mieux pour vous comme pour moi est de ne prendre en considération pour le moment aucune affaire nouvelle. Cette conclusion rencontre celle à laquelle les événements de ces derniers mois vous ont amenés au sujet des affaires américaines » (106). La clause-or commençait à être appliquée dans les contrats. La réserve d'or du Trésor baissa de septembre 1890 à juin 1891, et l'inquiétude redoubla : même si le Congrès ne votait pas l'abandon de l'étalon d'or, le gouvernement pourrait-il le maintenir ? Le renversement du mouvement des changes à l'automne de 1891 fit refluer dans le Trésor une partie de la somme qu'il avait perdue, mais cette aubaine fut de courte durée. En mai 1892, le Trésor ne disposait plus que de 114 millions d'or, et le perdait au rythme de six millions par mois. Les banques défendaient, elles aussi, leurs réserves d'or, et de plus en plus les *greenbacks* et les *Treasury Notes* prenaient la place des *gold certificates* dans les règlements de banque à banque et dans les recettes du Trésor. Quand le gouvernement passa la main à son successeur, le 7 mars 1893, l'encaisse métallique dont il disposait n'atteignait pas tout à fait cent un millions de dollars.

Ce qui compliquait la situation, c'est que le système monétaire américain de cette époque faisait reposer sur le Trésor la responsabilité de maintenir l'étalon-or. Les banques n'avaient d'autre obliga-

(102) J. J. Knox à Sherman, 31 mai, 2 juin 1890, SHERMAN MSS.

(103) Par exemple « Economist » 19 juillet 1890.

(104) Villard à Bonn, 16 janvier 1891. VILLARD MSS.

(105) « Congressional Record » 51st Congress 2nd session, pp. 970-990 (Sénat, 7 janvier 1891).

(106) VILLARD MSS. Cf. Henry VILLARD, *Memoirs*, II, 357.

tion que de maintenir leurs billets ou pair des autres sortes de monnaie. Le Trésor avait la charge des *gold certificales*, des dollars d'argent, des *silver certificates*, des *Treasury Notes* of 1890 et des *greenbacks*. Légalement, seuls les *gold certificates* étaient remboursables en or ; les *silver certificates* n'étaient remboursables qu'en dollars d'argent, lesquels n'étaient pas remboursables du tout ; et les *Treasury Notes* ainsi que les *greenbacks* pouvaient être converties en or ou en argent au choix du gouvernement. En fait le Trésor ne refusait jamais l'échange d'une sorte de monnaie contre une autre quelconque ; et il était évident que du jour où il cesserait d'assurer la convertibilité (directe ou indirecte) de toutes les variétés de papier en or, la dépréciation se produirait. Mais pour défendre le dollar, il était bien mal armé. Une loi de 1882 l'obligeait à suspendre l'émission de *gold certificates* dès que l'encaisse-or tomberait au-dessous de cent millions ; étant donné l'incommodité que présentait l'usage des pièces d'or, c'est sous forme de certificats que les retraits de métal avaient lieu, et on espérait y mettre un frein par cette mesure. L'intention de la loi de 1882 allait au-delà de son texte ; elle signifiait que cent millions d'or devaient être considérés comme un minimum nécessaire pour la défense du dollar, et que passé cette limite le gouvernement avait le droit, en vertu du *Resumption Act* de 1875, de lancer un emprunt-or pour remplir son encaisse (107). Ce qui ôtait beaucoup à l'efficacité d'une telle arme, c'est qu'elle était très impopulaire. L'opinion était infiniment sensible à tout accroissement de la dette publique, qu'elle considérait comme une faveur faite aux banquiers et aux capitalistes ; et sous la pression des électeurs, la tentation d'éviter le recours à l'emprunt en faisant usage de la monnaie d'argent était d'autant plus forte pour le Congrès et le gouvernement que le seul texte législatif qui s'y opposât était la déclaration peu explicite insérée dans la loi Sherman, que les Etats-Unis suivaient le principe « de maintenir les deux métaux au pair l'un avec l'autre ». En février 1893, le gouvernement Républicain, dans ses dernières semaines au pouvoir, en avait été réduit à demander à certaines banques de New-York comme une faveur de lui livrer une partie de leur stock d'or en échange de *greenbacks*. Ce n'était évidemment qu'un expédient, et le 20 février 1893 le Secrétaire du Trésor donna l'ordre de préparer les planches pour imprimer les titres d'un emprunt (108). La crise du dollar était ouverte.

*
**

Une situation financière aussi tendue donnait, on le conçoit, une importance et une acerbité accrue aux discussions politiques de la

(107) Cf. Horace WHITE, *The Silver Situation*, dans « *Quarterly Journal of Economics* », juillet 1890, p. 399.

(108) J. A. BARNES, *John G. Carlisle*, p. 230.

question monétaire. Et cela d'autant plus que les deux partis traditionnels, Démocrates et Républicains, qui avaient toujours hésité à la mettre au premier plan, étaient maintenant menacés par un troisième compétiteur. On a vu que les organisations agraires étaient entrées dans l'arène dans plusieurs Etats, non sans succès, aux élections de 1890. Encouragés par ce début, elles fondèrent le 19 mai 1891 à Cincinnati le « *People's Party* », dont le candidat à l'élection présidentielle de 1892, James B. Weaver, reçut un nombre respectable de voix dans l'Ouest et le Sud. Weaver était un ancien *greenbacker*, de cette petite phalange de membres du Congrès qui, sous la direction de Bland, n'avaient jamais cessé de mener la lutte pour le métal blanc. Un très grand nombre de chefs Populistes avaient passé par l'école du *Greenback Party* (109). La propagande inlassable de Stewart ne les avait pas convaincus que l'argent fût la monnaie idéale, mais elle avait ancré dans leurs esprits l'idée que le métal blanc avait été victime, en 1873 et depuis, de la vindicte des capitalistes dont il gênait les sombres desseins, et que ce serait un grand progrès que de lui ouvrir les Monnaies (110). L'idée prit pied d'abord dans le Sud, où elle avait été popularisée par le parti Démocratique. On trouve dès avril 1888 au programme de la « *Farmers' Alliance* » du canton de De Soto (Louisiane) : « Nous demandons l'extinction rapide de la dette publique en faisant travailler les Monnaies à la limite de leur capacité à la frappe de l'or et de l'argent, et en payant l'un et l'autre indistinctement aux créanciers du gouvernement » (111). A la Convention de Saint-Louis, en décembre 1889, la « Commission du Système monétaire » de la branche méridionale de l'Alliance fit place dans son rapport entre autres réformes à « la frappe libre et illimitée de l'argent, ou l'émission de *silver certificates* contre dépôt d'argents en lingots, sans limites » (112). Le débat législatif ouvert par le Rapport de Windom attira l'attention sur l'argent, et la frappe libre devint de plus en plus en faveur dans les milieux populistes au courant de 1890 (113). Aussi bien le programme rédigé par l'Alliance du Sud à Ocala en décembre 1890 que celui qu'adopta un mois

(109) BARNHART, *History of the Farmers' Alliance and the People's Party in Nebraska*, p. 211 ; HICKS, *Populist Revolt*, 160-165 (biographies des principaux chefs populistes) ; *Diary of I. DONNELLY*, 20 juin 1890.

(110) Vide supra, p. 157. C'est à Stewart que plusieurs Populistes devaient leurs théories argentistes, comme il ressort de MORGAN, *History of the Wheel and Alliance* (1889), pp. 498-510 ; ASHBY, *Riddle of the Sphinx* (1890), pp. 328-338. HICKS, *Populist Revolt*, p. 317 montre comment l'argentisme n'était point l'article de leur programme qui tenait réellement le plus à cœur aux chefs populistes. Cf. *Diary of I. DONNELLY*, 15 février 1892.

(111) M. J. WHITE, art. *Populism in Louisiana in the Nineties*, dans « *Mississippi Valley Historical Review* », juin 1918, p. 5.

(112) HICKS, *Populist Revolt*, pp. 186-189. Deux au moins des membres de la commission, Ashby et Morgan, étaient des disciples de Stewart sur la question monétaire.

(113) BARNHART, l. c., pp. 206-207, 212.

après l'Alliance du Nord à Omaha, et la première profession de foi du parti Populiste à Cincinnati en mai 1891, faisaient à la frappe libre et illimitée de l'argent une place parmi les réformes demandées (114). Le vieux *Greenbacker* Donnelly notait pour la première fois dans son Journal, le 21 juillet 1891 : « J'ai fait un discours sur la question de l'argent, les chemins de fer et le *People's Party* ». Cependant l'argentisme était loin d'être pour les Populistes la réforme la plus importante, même au seul point de vue monétaire. La monnaie de papier avait généralement leurs préférences. Lorsque le moment fut venu de choisir leur candidat pour la Présidence en 1892, plusieurs journaux prédirent que cet honneur allait échoir à Leland Stanford, qui s'était acquis un renouveau de notoriété en se faisant le propagandiste de l'émission de papier-monnaie gagé par la terre (115). Mais Stanford était un millionnaire et un bâtisseur de chemins de fer, deux caractéristiques mal faites pour le mettre en odeur de sainteté auprès des Populistes, et la nomination alla, on l'a vu, à Weaver, plus argentiste que *greenbacker*.

La campagne de 1892 mit la frappe libre de l'argent au premier rang des revendications populistes. « Au cours de la campagne, les Populistes avaient appris que de tous les articles de leur programme, l'argentisme était le plus populaire. Dans quelques-uns des Etats des Rocheuses, cette question avait suffi à rendre la liste populiste invincible, et dans tout le pays les recrues étaient accourues se ranger sous la bannière du Populisme pour la seule raison que le nouveau parti promettait de faire pour l'argent ce qu'aucun des vieux partis n'osait tenter. Les orateurs populistes trouvaient que l'argent leur valait leurs plus faciles succès ; Démocrates et Républicains trouvaient fréquemment que la tâche de détourner l'attention de l'argent pour la porter sur le tarif était au-dessus d'eux » (116). Plus particulièrement, les Populistes trouvaient un triple avantage à insister le plus possible sur la question de l'argent. Tout d'abord elle leur assurait la victoire dans les Etats des Rocheuses. En Colorado, par exemple, s'était organisée en mars 1892 la « *Colorado State Silver League* » qui comptait dès juillet de la même année le total énorme de 50,000 membres. Républicains et Démocrates tinrent leurs Conventions nationales en juin ; aucune des deux ne se déclara pour la frappe libre ; les Populistes le firent à Omaha au début de juillet, et la *Silver League* se déclara en leur faveur ; l'organisation locale du parti Démocrate alla jusqu'à donner l'investiture à leurs candidats. Leur chef de file Davis H. Waite déclara à juste titre après avoir été élu gouverneur : « L'argent a été le terrain sur lequel la bataille a

(114) HICKS, *Populist Revolt*, pp. 430-431, 210, 433, 436-440.

(115) *Diary of I. DONNELLY*, 21 juillet 1891 ; coupures de presse dans *Donnelly Scrapbook*, février 1892.

(116) HICKS, *Populist Revolt*, p. 301. Cf. *Diary of I. DONNELLY*, 16 avril, 12 mai 1892. « *St. Paul Globe* », 3 juillet 1892, dans *Donnelly Scrapbook*,

été livrée et gagnée » (117). Les Républicains et les Démocrates restés fidèles à leur parti avaient aussi la frappe libre à leur programme local, mais cela n'avait pas suffi à contrebalancer l'effet produit par le programme national et les candidats de leurs partis. La situation était exactement la même en Idaho, et le résultat fut de même une victoire populiste. En Nevada, une « *Silver Convention* » se réunit à Reno et fonda un « *Silver Party* » dont les chefs étaient Stewart et Newlands, et qui donna l'investiture au candidat populiste à la Présidence ; plus des deux tiers des voix allèrent au nouveau parti. Une seconde raison pour mettre l'argentisme au premier plan de leur programme était plus générale. L'expérience des élections de 1892 prouva que le moyen le plus sûr de vaincre, sinon le seul, était de faire liste commune avec le parti en minorité. L'opération était difficile à réaliser, mais en North Dakota et Kansas, la « fusion » avec les Démocrates avait rapporté aux Populistes leurs plus beaux succès en dehors des Montagnes Rocheuses (118). Une des conditions de la « fusion » était que les programmes des deux partis présentassent quelque harmonie. Or, à la différence des autres articles du programme Populiste, la frappe libre de l'argent était un point auquel la grande majorité des Démocrates de l'Ouest était prête à souscrire. La politique fusionniste ne manquait pas d'adversaires qui désiraient conserver jalousement l'originalité du programme du parti, mais elle promettait de faciles succès ; et les « fusionnistes », au premier rang desquels était le candidat à la Présidence, Weaver, étaient en même temps ceux qui mettaient l'accent sur la revendication argentiste du parti. Enfin la frappe libre avait un troisième avantage : elle paraissait réalisable. L'étatisation des moyens de transport effrayait beaucoup de gens comme révolutionnaire, la réglementation des chemins de fer soulevait des problèmes de compétence infiniment difficiles entre Etats et gouvernement fédéral, et exigeait pour porter ses fruits une expérience technique que législateurs et fonctionnaires mirent longtemps à acquérir. Les différents plans pour l'émission de papier-monnaie gagée sur la terre ou sur les warrants agricoles paraissaient chimériques même à nombre de Populistes (119), et furent oubliés après 1892. D'autres réformes, comme le scrutin secret et le suffrage à un tour pour l'élection des Sénateurs, ne pouvaient recevoir leur

(117) L. W. FULLER, *Populist Régime in Colorado*, pp. 46-62. Texte cité p. 62.

(118) HICKS, *Populist Revolt*, pp. 264-266, 318-319. W. M. Stewart à S. C. Wright, 3 mai 1892 ; C. Kaiser, 4 août 1892 ; à James C. Flood, 4 octobre 1892. Stewart semblait compter pour son mouvement de sécession du parti Républicain sur l'appui des propriétaires de mines du Comstock. Stewart à A. P. Gorman, 2 octobre 1892, indique que le vote du Nevada pour les candidats populistes est uniquement « une protestation contre l'étalon d'or ». STEWART MSS.

(119) H. C. NIXON, art. *The Cleavage within the Farmers' Alliance Movement*, dans « *Mississippi Valley Historical Review* », juin 1928, pp. 22-33. HICKS, art. *The Sub-treasury*, dans « *Mississippi Valley Historical Review* », décembre 1928, pp. 355-373. ASHBY, *The Riddle of the Sphinx*, pp. 300-328.

solution qu'à l'intérieur de chaque Etat séparément. Au contraire, la frappe libre de l'argent rendait possible l'action dans le cadre de la nation entière ; elle n'était pas généralement regardée comme chimérique ou révolutionnaire à l'excès ; et elle était facile à réaliser : il suffisait d'envoyer à Washington une majorité prête à adopter un de ces textes de quelques lignes comme Bland et Stewart les avaient si souvent proposés, et la grande réforme monétaire était accomplie. Naturellement il fallait un Président qui acceptât de la signer ; mais un autre obstacle qui eût fort risqué de barrer la route à maint autre article du programme populiste n'existait pas pour la frappe libre, contre laquelle personne ne pourrait invoquer l'argument d'inconstitutionnalité.

On vient de voir les raisons pour lesquelles l'argent venait de trouver dans le tiers parti un champion dévoué de plus en plus exclusivement à sa cause. Dans les deux vieux partis il fut moins heureux. Le parti Républicain était au pouvoir, et avait démontré par la loi Sherman qu'il était loin d'être hostile au métal blanc. Mais l'événement avait aussi démontré que la majorité du parti était bien décidée à ne pas aller plus loin. Et surtout, le Président, qu'en 1888 les argentistes s'étaient flattés de trouver docile à leurs vues, s'était montré intraitable sur la question de la frappe libre, et défenseur déterminé de l'étalon d'or. En tant que Président sortant, disposant de cette arme politique suprême qu'était le droit de nommer les fonctionnaires, il avait malgré son manque de popularité la meilleure chance d'être de nouveau le candidat du parti. D'autres chefs du parti tels que Reed et Cannon, bien qu'ils préférassent passer sous silence l'épineuse question monétaire, étaient connus pour leur fidélité à l'étalon d'or ; et le nom de John Sherman était, de façon assez imméritée, le symbole du conservatisme financier. William Mac Kinley, qui commençait à nourrir des ambitions présidentielles, attira quelque attention en défendant ouvertement la cause de l'argent (120). Mais l'attitude du parti était très généralement de détourner l'attention de la question de l'argent qui risquait de le désunir, pour porter tout son effort sur le protectionnisme qui lui amenait des électeurs et les contributions financières des industriels intéressés. En juin, Harrison fut nommé candidat à la Présidence ; le programme ne se prononçait pas pour l'étalon d'or, mais la personnalité du candidat était une indication suffisante pour que les Républicains du Colorado et de l'Idaho protestassent énergiquement, et que ceux du Nevada abandonnassent le parti en masse. On pouvait attendre des Républicains des tentatives de compromis, mais il était évident que si la question

(120) Discours de Toledo, Ohio, 14 janvier 1891. En effet, à la Convention de Minneapolis en 1892, les Etats producteurs d'argent et leurs alliés — Californie, Kansas et Nebraska — essayèrent de faire nommer Mac Kinley. M. A. Hanna à Sherman, 14 juin 1892, SHERMAN MSS.

se présentait sous une forme bien tranchée, il ne se trouverait qu'une minorité du parti pour préférer l'étalon d'argent à l'étalon d'or.

Le cas des Démocrates était plus complexe. Depuis la guerre de Sécession, le parti manquait d'unité foncière. Dans le Sud, sa raison d'être était avant tout d'écarter la race noire du pouvoir politique. Les Républicains, qui avaient naguère donné le pouvoir aux nègres par la force des armes, eurent en 1890-1891 l'idée fâcheuse de tenter à nouveau cette expérience malheureuse en transférant des Etats au gouvernement fédéral la surveillance des élections. Le seul résultat de la proposition fut que le Sud se rangea plus unanime que jamais derrière le parti Démocratique. Dans le Nord, au contraire, la question de race n'existait pas ; les électeurs étaient attirés vers le parti par son attitude libre-échangiste, par l'hostilité aux pratiques ou aux personnes du parti Républicain, et le plus souvent par une simple tradition de fidélité politique, ce qui comptait pour beaucoup à cette époque, la plus pauvre en idées de toute l'histoire politique américaine. Dans le Sud et l'Ouest, la majorité du parti était favorable à la frappe libre de l'argent. Lorsque les Populistes mirent la question au premier plan, les Démocrates ne voulurent pas être en reste. Dans l'été de 1890, presque toutes les Conventions Démocratiques à l'Ouest de l'Etat de New-York (vingt et une en tout) se prononcèrent dans leur programme en faveur de la frappe libre (121). Dans le Nord-Est, au contraire, la tradition de Tilden et de Cleveland était encore forte. Les « Indépendants » (plus connus sous le surnom de « Mugwumps ») qui avaient passé des Républicains aux Démocrates sur les questions du libre échange et de la réforme du statut des fonctionnaires, et dont le soutien financier et moral était d'importance, étaient en faveur de l'étalon d'or, dont leur organe, l'« Evening Post » de New-York, était le défenseur le plus intransigeant. Au début de 1891 le bruit courut que Cleveland s'était rallié à l'argentisme. L'ancien Président y coupa court par une lettre publiée le 10 février où il condamnait « la dangereuse et téméraire expérience de la frappe de l'argent gratuite, illimitée et unilatérale » (122). Une tentative fut faite pour lui disputer la direction du parti à New-York et dans le pays par le Sénateur de New-York, David B. Hill. Hill, sans nommer Cleveland, attaqua dans un discours le 8 octobre 1891 « ceux qui auraient voulu mettre la discorde entre nous et les Démocrates d'autres Etats, et par là ruiner les chances de succès du parti pour 1892 », et se posa en candidat de conciliation sur la question monétaire ; mais il échoua et Cleveland fut nommé candidat du parti à la Convention de Chicago en juin 1892. Le Sénateur Daniel, de Virginie, et T. S. Patterson, de Colorado, essayèrent en vain, en Commission, de faire insérer

(121) NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 466.

(122) *Letters of Grover CLEVELAND*, éd. Nevins, p. 245. Cf. NEVINS, *Grover Cleveland*, pp. 466-469.

dans le programme une déclaration en faveur de la « frappe libre » de l'argent, même de la « frappe » tout court. Ils proposèrent à la Convention leur texte rejeté par la Commission, et n'eurent pas plus de succès. Le programme dénonçait la loi Sherman comme « un lâche expédient » et se prononçait pour le bimétallisme entouré de garanties suffisantes pour maintenir les deux métaux au pair, — ce qui n'engageait pas à grand'chose. Comme malgré tout les argentistes étaient en nombre dans le parti, l'un des leurs, Adlai E. Stevenson, fut nommé candidat à la Vice-Présidence. Démocrates comme Républicains évitèrent de mentionner la question monétaire dans la campagne qui s'ensuivit, et Cleveland fut élu (123). Il se flattait que la vague argentiste était en baisse (124). Ce n'était qu'une accalmie, et le triomphe passager des *sound money men* dans le parti Démocrate en 1892 aboutissait à séparer le gros du parti des hommes qui le représentaient au gouvernement sur la question qui lentement mais sûrement montait au premier plan de la scène politique.



On a vu que les propriétaires de mines d'argent, les représentants des Etats miniers et ceux qu'on peut appeler les professionnels de l'argentisme, qui comme Bland et Warner consacraient à le propager le plus clair de leurs énergies, avaient jeté la semence du mouvement, et que, tombée sur un terrain fertile, elle levait maintenant d'elle-même. Cela ne veut pas dire qu'elle ne fût pas cultivée avec un soin attentif par ceux qui l'avaient mise en terre. Le *National Silver Committee* présidé par Warner et dont Newlands était vice-président continuait ses activités à un rythme un peu ralenti. Contre 12,000 dollars dépensés durant la discussion de la loi de 1890, il ne dépensa que 10,000 dollars dans les deux années qui suivirent ; les fonds venaient presque exclusivement de quelques souscripteurs du Nevada et du Montana, peut-être bien en majeure partie de Newlands lui-même. Ils servirent à distribuer des brochures et à envoyer des délégués à un grand nombre de ces Congrès qui, sous les prétextes les plus variés, ont toujours été si populaires parmi les bourgeois amé-

(123) Tentative de Hill pour effectuer un compromis entre argentistes et Démocrates de l'Est, NEVINS, *Grover Cleveland*, pp. 474-476, 482-487. Un lieutenant de Hill, R. P. Flower, Sénateur de New-York, proposa le 16 janvier au *caucus* Démocratique de voter pour la frappe libre à 15 1/2 contre 1, comptant sur le veto de Harrison, afin d'affirmer le principe du bimétallisme international. Les Démocrates de l'Ouest se refusèrent à participer à cette combinaison compliquée, qui fut abandonnée. MARBLE MSS. Convention de Chicago, *ibid.*, 489-492. Lutte pour le programme, T. N. Patterson, dans « *Rocky Mountain News* », 1^{er} septembre 1895.

(124) Cleveland à R. W. Gilder, 18 août 1891 ; à L. R. Ehrich, 8 mai 1892, dans *Letters of Grover CLEVELAND*, éd. Nevins, p. 265, 281.

ricains (125). Ils n'étaient pas les seuls à utiliser ces occasions commodées d'avancer leur propagande. Stewart, qui continuait à répandre ses discours dans le pays, avec quelques centaines de dollars prélevés sur ses revenus personnels ou mendiés à ses amis, envoyait des déclarations argentistes destinées à être lues à la tribune du « *First Western States Commercial Congress* » à Kansas City, en avril 1891, de la « *National Union Conference* » à Cincinnati et du « *Trans-Mississippi Commercial Congress* » en mai (126). A Kansas City, un jeune Représentant du Nebraska, William Jennings Bryan, connu surtout comme un des Démocrates les plus fidèles au libre-échange, fit adopter à la dernière minute une résolution déclarant que la monnaie d'argent devait avoir pouvoir libératoire pour tous les contrats. Le « *Trans-Mississippi Commercial Congress* » tenu à Denver à la fin de mai se donna pour tâche principale d'unir l'Ouest et le Sud sur le terrain commun de la frappe libre de l'argent. Bryan y fut invité, nous ne savons s'il s'y rendit (127). En mai 1892, le *National Silver Committee* convoqua à Washington la « *Second National Silver Convention* ». Bryan reçut l'honneur de prononcer le discours d'ouverture au nom des Démocrates ; Bartine, du Nevada, le suivit au nom des Républicains ; beaucoup d'autres hommes politiques représentaient les deux grands partis, et la plupart des chefs populistes apportèrent leur adhésion écrite ou leur présence. L'organisation fut élargie et prit le titre d' « *American Bimetallic League* » ; son plan d'action fut annoncé : essayer d'obtenir que les Démocrates et les Républicains nomment des candidats favorables à l'argent, et s'ils s'y refusaient, soutenir le Tiers Parti. On suggéra même aux Populistes d'abandonner tous les points de leur programme pour se consacrer uniquement à l'argent, ce qu'ils refusèrent catégoriquement (128). Malgré cela, lorsque la nomination de Harrison et de Cleveland eut enlevé aux associations argentistes tout espoir du côté des Républicains et des Démocrates, elles offrirent leur alliance aux Populistes. A la Convention Populiste d'Omaha, elles ouvrirent une permanence et se montrèrent actives : A. J. Warner était là en personne comme représentant de la *Bimetallic League*. Il serait exagéré de voir leur œuvre dans la nomination de Weaver, mais il est certain qu'elle n'était pas faite

(125) *Proceedings of the Second National Silver Convention*, p. 281.

(126) Lettres de Stewart, 11 avril, 11 mai 1891 ; Stewart à C. C. Goodwin, 1^{er} juin 1891. STEWART MSS.

(127) Olney Sewell à Bryan, 17 avril 1891 ; A. J. Warner à Bryan, 10 mai 1891. BRYAN MSS. Tous les prétextes étaient bons pour resserrer les liens entre les États miniers et leur alliés. A un Congrès « minier » à Helena, Montana, en juillet 1892, on trouve que le président est du Nebraska, où il n'y a point de mines. *Donnelly Scrapbook*.

(128) *Proceedings of the Second National Silver Convention*, pp. 181, 266-272. Dès juin 1890 le *National Silver Committee* avait eu l'idée, si la loi Sherman ne lui avait pas été favorable, de convoquer une *National Silver Convention* et d'y joindre ces forces à celles des « Alliances », prédécesseurs du parti populiste. *Silver in danger of being again demonetized* (*National Silver Committee*, juin 1890).

pour leur déplaire. Grâce à lui et à son parti, l'agitation argentiste, que les deux grands partis croyaient avoir mise à l'écart, eut quand même sa place dans la campagne électorale de 1892 (129).

**
**

Mais aucune méthode de propagande ne dépassait sans doute en efficacité les tentatives législatives constantes du Congrès. Le Congrès qui avait voté la loi Sherman tint sa seconde session, selon l'usage américain, après l'élection de son successeur. Les Républicains avaient compté que la reconnaissance des producteurs pour le tarif protectionniste Mac Kinley leur vaudrait une majorité accrue aux élections de 1890 ; mais la hausse des prix de détail dont ce tarif fut la cause ou le prétexte touchait tous les consommateurs, et la conséquence fut que les Démocrates eurent une ample majorité à la Chambre. C'est au Sénat que la discussion monétaire commença. A la fin de décembre 1890, il discuta une mesure pour la conversion d'une partie de la dette dont le vrai but était de rendre plus avantageuse l'émission de billets gagés sur des fonds d'Etat par les *National Banks*. Comme il était certain que les argentistes verraient d'un mauvais œil cette mesure, comme toutes celles qu'ils suspectaient de favoriser les banques, on y avait joint deux stipulations ; l'une que la frappe libre serait rétablie le jour où le cours de l'argent atteindrait le pair (il prenait manifestement la route inverse), l'autre pour la frappe de douze millions de dollars supplémentaires. Mais les argentistes signifièrent clairement que l'heure des compromis mesquins était passée ; ils ne luttaient pas pour quelques millions de plus ou de moins mais pour un principe ; au surplus l'objet inavoué de la combinaison était de venir en aide aux spéculateurs new-yorkais qui avaient acheté du métal à la hausse et qui avaient encore sur les bras environ douze millions dont ils n'avaient pas pu se défaire à temps, et qu'ils ne pouvaient pas jeter sur le marché sans risquer un effondrement des cours. Puis le Sénat abandonna cette loi pour prendre en considération le « *force bill* » qui se proposait de faire voter les nègres du Sud sous la protection des baïonnettes fédérales. Les Démocrates du Sud étaient outrés de cette mesure odieuse à toute la population de leur région. Le 5 janvier se produisit un coup de surprise, préparé par des conciliabules entre Stewart et le leader Démocrate Arthur Pue Gorman : Stewart proposa de reprendre la discussion de la loi monétaire. Les Sénateurs Républicains des Etats argentistes — Nevada, Idaho, Colorado — auxquels se joignirent Stanford (Californie) et Washburn (Minnesota) mêlèrent leurs voix à celles des Démocrates, la motion

(129) « Omaha Bee », 1^{er} juillet 1892 « St. Paul Globe », 3 juillet 1892, dans *Donnelly Scrapbook*.

fut adoptée par 34 voix contre 29, et le *force bill* disparut *eo ipso* de l'ordre du jour (il y fut remis plus tard et les Républicains argentistes aidèrent de nouveau les Démocrates à l'en enlever). Un service en appelait un autre, et le service que Stewart attendait des Démocrates était de l'aider à obtenir une nouvelle loi sur l'argent. Cette fois il s'agissait de la frappe libre et illimitée du produit des mines américaines ; l'argent étranger devait être frappé d'un seigneurage compensateur, de sorte que celui qui le déposait ne toucherait que sa valeur marchande. Gorman avait promis de le proposer, sous réserve de le retirer s'il divisait son parti. C'est ce qui arriva. Alors Stewart proposa la frappe libre pure et simple, et elle fut adoptée par 42 voix contre 30 ; un seul Démocrate vota contre (130). Mais à la Chambre la majorité du Comité monétaire était anti-argentiste, et adopta le procédé très efficace de faire traîner les choses en longueur en ouvrant une enquête publique sur la question. Nombre de personnes plus ou moins compétentes vinrent exposer leurs vues, et le Rapport de la Commission atteignit des dimensions volumineuses ; mais — et c'était la raison d'être de l'opération — il ne fut déposé que quelques jours avant la fin de la session, avec avis défavorable de la majorité. Bland essaya d'enlever un vote sous forme d'amendement à la loi de finances. Mais le règlement promulgué à la session précédente par Reed était toujours en vigueur. Il fut appliqué énergiquement par le *Speaker pro tempore*, et Bland, malgré ses protestations, ne put obtenir un vote (131). Les argentistes se donnèrent la satisfaction d'attacher à la loi de Finances du 3 mars 1891 un amendement pour le monnayage immédiat, en *standard silver dollars*, du métal provenant de la refonte des *trade dollars*. Environ cinq millions furent mis en circulation de ce chef. Les argentistes pouvaient espérer être plus heureux à la session suivante, puisque le parti qui leur était le plus favorable, le parti Démocrate, y avait une majorité de 135 voix à la Chambre, et qu'on pouvait toujours compter sur le Sénat. A vrai dire, un veto présiden-

(130) « Congressional Record » *51st Congress 2nd session*, p. 874 (30 décembre 1890), 912-920 (5 janvier 1891 ; 912 : motion Stewart adoptée), 941-955 (6 janvier), 970-990 (7 janvier), 1021-1035 (8 janvier), 1070-1078 (9 janvier), 1130-1149 (10 janvier), 1181-1194 (12 janvier), 1228-1254 (13 janvier), 1278-1323 (14 janvier ; amendement Stewart adopté, 1299). Cf. WELLBORN, art. *Influence of the Silver Republican Senators*, dans *Mississippi Valley Historical Review*, mars 1928, p. 476-480. Combinaison entre Stewart et Gorman décrite par Stewart à C. C. Goodwin, 31 janvier 1891, STEWART MSS. Stewart en conclut que la frappe du produit des mines américaines seules était une concession inutile parce qu'impopulaire ; elle trahissait trop l'égoïsme des producteurs. Au Sénat elle ne permettait de gagner qu'un seul vote Républicain et perdait 35 votes Démocrates « au moins » ; à la Chambre de même elle faisait perdre plus de votes qu'elle n'en faisait gagner (il s'agit de la Chambre Démocrate élue en 1890), Stewart à C. C. Goodwin, 1^{er} juin 1891, STEWART MSS. Le « *National Mining Congress* » tenu à Denver en décembre 1891 répudia l'idée à une forte majorité, sous l'influence de Stewart, *Report of the Proceedings, etc.*

(131) *House Report 3967, 51st Congress 2nd session*. « Congressional Record », même session, pp. 2214-2218 (5 février), 2257-2263 (6 février).

tiel était possible et même probable, quoiqu'il faille beaucoup de courage à un Président pour exercer son droit de veto à la veille des élections ; mais même dans ce cas l'effet moral eût été très grand. Les argentistes avaient un autre avantage : le *Speaker*, Crisp, un Géorgien, leur était favorable, et avait nommé Bland président de la Commission monétaire, avec une majorité de la Commission pour le soutenir. La Commission déposa en effet le 10 février une proposition de frappe libre, dont la discussion commença le 22 mars. L'opposition fut surtout menée par un Démocrate, fils d'un immigrant au Massachusetts qui avait changé son nom aux consonances trop rudes en celui de Williams. Mais les arguments les plus brillants de George Fred Williams furent bien moins efficaces que l'imprudence commise par les Démocrates au début de la session en abrogeant le règlement de Reed. Désormais le *Speaker* Crisp était impuissant devant l'obstruction organisée par Reed lui-même avec autant de maîtrise qu'il en avait mis comme *Speaker* à l'étouffer. Les motions dilatoires se succédaient, chacune suivie d'un vote par assis et levés, puis d'un appel nominal. Finalement, comme la majorité argentiste n'était pas très nombreuse, les Républicains s'abstinrent de voter, ce qui (avec les Représentants absents) privait la Chambre d'un quorum. Après une séance qui avait duré jusqu'après minuit, Bland abandonna la partie et consentit à un ajournement (132). En mai commença au Sénat la discussion d'un *bill* pour la frappe libre, de Stewart. Elle traîna d'un commun accord pendant la durée des Conventions des deux partis, en juin, et le *bill* fut adopté le 1^{er} juillet. Plusieurs Démocrates (Gorman, Carlisle) votèrent contre, fidèles à la tactique adoptée par le parti à sa Convention. A la Chambre les ennemis du *bill* essayèrent par la même tactique obstructionniste d'obtenir son abandon. Ils n'y parvinrent pas ; la mesure fut dûment rapportée par Bland, mais le 13 juillet, par 154 voix contre 136, sa prise en considération immédiate fut refusée (133). Il paraît que les Démocrates de l'Est avaient prié leurs collègues de remettre jusqu'après les élections de l'automne la discussion d'une mesure qui risquait de rendre le parti impopulaire dans leurs circonscriptions. Au mois d'août, sur la proposition de Bryan, cinq millions en demi-dollars furent émis pour couvrir la participation du gouvernement aux frais de l'exposition de Chicago. Le métal fut pris sur la réserve de pièces

(132) *House Report* 249, 52nd Congress 1st session. « Congressional Record » même session, pp. 2323-2380 (Chambre, 22 mars 1892), 2408-2483 et *Appendix*, 64-69 (23 mars), 2495-2555 (24 mars ; séance d'obstruction).

(133) « Congressional Record » même session, pp. 142-154 (Sénat, 6 janvier 1892), 4707-4712 (28 mai), 4847-4859 (31 mai), 4894-4906 (1^{er} juin), 4941-4946 (2 juin), 5172-5181 (9 juin), 5274-5292 (15 juin), 5318-5324 (16 juin), 5436-5449 (22 juin), 5660-5664 (30 juin), 5707-5727 (1^{er} juillet ; vote, p. 5719), 5774-5780 (Chambre, 5 juillet), 5805-5808 (6 juillet), 6126-6133 (13 juillet ; vote final, p. 6133). *House Report* 1839, même session.

démonétisées du Trésor, la Chambre ayant refusé d'acheter du métal neuf (134).

Pendant ce temps, le gouvernement restait à peu près passif. L'application de la loi Sherman était plus facile que ne l'avait été celle de la loi Bland-Allison. Comme les *Treasury Notes* étaient remboursables comme les *greenbacks* en « coin » (numéraire), c'est-à-dire en pratique en or, les banques ne leur montraient aucune hostilité, les utilisaient pour leurs paiements au Clearing House et ne s'efforçaient pas de s'en défaire (135). Le monde financier cependant avait l'œil anxieusement fixé sur le gouvernement pour voir s'il ne faiblirait pas dans sa détermination de maintenir l'étalon d'or. Un discours du Secrétaire du Trésor Foster, dans lequel on crut (à tort) qu'il avait préconisé la frappe de tout l'argent acheté par le gouvernement, suffit à provoquer de vives inquiétudes (136).

**

La seule activité du gouvernement fut dans le domaine international. Le premier épisode fut un peu perdu de vue par le public, car il eut lieu en pleine discussion de la loi Sherman. Une loi de 1888 avait autorisé le Président à convoquer un Congrès des nations américaines ; un des points à l'ordre du jour devait être « la création d'une pièce d'argent commune ». Elle se réunit à la fin de 1889 et au début de 1890 ; la majorité des délégués était favorable au bimétallisme, et proposa la convocation à Washington d'une Conférence « pour établir une union internationale monétaire américaine » (137). Rien de semblable ne fut fait : il était clair que l'Europe tenait la clé du problème. Horton fut de nouveau envoyé en Europe, d'août 1890 à mai 1891 ; probablement espéra-t-on en août 1890 que l'argent allait bientôt retrouver de façon permanente son prix d'avant 1876, ce qui aurait rendu le bimétallisme bien plus facile. Le 2 juillet 1891, une circulaire du Secrétaire d'Etat Blaine invita les représentants des Etats-Unis à l'étranger à sonder les gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités au sujet de la possibilité d'une nouvelle Conférence monétaire internationale (138). Elle se réunit à Bruxelles

(134) Les Démocrates de l'Est faisaient campagne contre les Républicains en les représentant indûment favorables à l'argent. Cf. *Position of the Massachusetts Democrats on the Silver Question. Republican Responsibility for the present silver law.* (septembre 1891). Demi-dollars pour l'exposition de Chicago : « *Congressional Record* » 52nd Congress 2nd session, p. 1089, 7100-7101 (Chambre, 5 août 1892).

(135) « *Quarterly Journal of Economics* », octobre 1890, p. 95.

(136) « *Commercial and Financial Chronicle* », 20 juin 1891.

(137) *Senate Executive Document 180, 51st Congress 1st session* ; *Senate Executive Document 231, même session* (procès-verbaux de la conférence), pp. 435-526, 544-566, 590-597.

(138) J. P. NICHOLS, art. *Silver Diplomacy*, dans « *Political Science Quarterly* », décembre 1933, pp. 578-582.

le 22 novembre 1892. La délégation américaine était présidée par E. Benjamin Andrews, Président de Brown University, probablement le partisan le plus connu du bimétallisme international ; John P. Jones en était membre. Les instructions de Foster contenaient cette phrase significative, « aucun accord ne sera acceptable pour le peuple des Etats-Unis ou satisfaisant pour leur gouvernement s'il laisse place à la possibilité que ce pays vienne à l'étalon d'argent tandis que les pays d'Europe conserveraient l'or comme étalon unique ». Si le bimétallisme international n'était pas possible, les délégués devaient tenter d'obtenir que les Européens absorbassent davantage d'argent, pour en soutenir le prix. De fait, la Conférence discuta principalement des projets pour augmenter l'emploi de l'argent comme monnaie divisionnaire. La plupart des délégués avaient pour instructions de n'engager leur gouvernement en rien, et le 17 décembre, après plusieurs séances, la Conférence s'ajourna. Elle ne devait plus se réunir, et les délégués américains revinrent, ayant eu la confirmation que l'Europe ne ferait rien, et ayant appris que l'Empire des Indes pensait sérieusement à suspendre la frappe de l'argent (139).

(139) *Senate Executive Document 82, 52nd Congress 2nd session*. Cf. RUSSELL, *International Monetary Conferences*, pp. 376-392. Les argentistes extrêmes regardaient pour la plupart les conférences internationales et tous les essais de solution diplomatique de la question avec défaveur, leur reprochant (non sans quelque raison) de n'être que des manœuvres dilatoires sans aucune chance d'aboutir.

CHAPITRE V

LE DOLLAR EN DANGER

Lorsque le 4 mars 1893 Grover Cleveland fut inauguré Président des Etats-Unis et que trois jours plus tard John G. Carlisle prit en charge le Trésor, il était clair qu'ils héritaient d'une situation financière particulièrement délicate. On a vu que le déficit avait été évité de justesse, que la couverture-or du dollar avait à peu près atteint le minimum légal; et rien ne permettait d'espérer une amélioration de ce côté. Le monde des affaires était inquiet. Nul ne mettait en doute la détermination de Cleveland et de Carlisle d'éviter la dépréciation du dollar. Mais il était douteux qu'ils pussent réaliser leurs intentions sans la collaboration du Congrès, et cette collaboration n'était rien moins que certaine. Dans le passé, on avait redouté une intervention active du Congrès; désormais il suffisait du sabotage passif de l'étalon d'or pour rendre presque impossible au gouvernement, prisonnier d'une législation rigide et peu maniable, la tâche qu'il s'était fixée de maintenir la stabilité monétaire. L'inquiétude qui régnait à bon droit sur l'avenir du dollar rendait la structure financière et bancaire du pays particulièrement vulnérable à un mouvement de panique. Et il ne manquait pas de motifs moins subjectifs pour redouter une crise et une dépression. On a vu que l'afflux de capital étranger qui normalement finançait l'expansion économique des Etats-Unis était arrêté, si même il n'avait fait place à un reflux, et que cette expansion s'était continuée et même accélérée sur la base artificielle de l'inflation. Cette inflation était principalement localisée dans les Etats de l'Ouest et du Sud, qui en 1892 avaient absorbé les deux tiers de l'expansion des crédits des *National Banks*. L'opinion financière ne s'inquiétait pas autant de cette situation que des difficultés du Trésor ; pourtant elle ne pouvait manquer d'avoir des lendemains redoutables, même indépendamment de la crise qui menaçait le dollar. Le 20 février 1893, un signe précurseur annonça l'orage qui se préparait : le « Reading Railroad » déposa son bilan avec un passif de cent vingt-cinq millions (1).

(1) Pour les contemporains, la crise de 1893 admettait deux explications entièrement contraires. Les financiers, les hommes d'affaires et l'opinion conserva-

Les milieux financiers espéraient qu'une crise pourrait être évitée si la situation du Trésor était corrigée. Et puisque la charge sans cesse croissante des émissions de monnaie d'argent était selon eux la source du danger, l'arrêt des émissions était le moyen d'y parer. A partir du 19 décembre 1892, nombre de banques et chambres de commerce de toutes les régions du pays écrivirent ou télégraphièrent au Congrès pour le prier d'abroger la loi Sherman. Mais on ne pouvait pas espérer beaucoup du Congrès, où les Républicains (sans les voix desquels une mesure de ce genre n'avait aucune chance) estimaient inutile de faire assumer à leur parti une responsabilité très épineuse qu'il pouvait commodément léguer à son successeur. David B. Hill déposa au Sénat une proposition de résolution pour l'arrêt des achats d'argent, et le Sénat refusa par 42 voix contre 23 de la discuter (2).

trice en général étaient persuadés que la crainte de l'étalon d'argent en était la cause. C'était ce que croyait Cleveland dès mai 1893 (Villard à Braunfels, 26 mai 1893, VILLARD MSS), ce qu'il déclara dans son Message du 8 août (« Congressional Record », 53rd Congress 1st session, p. 205), c'était aussi l'opinion à l'étranger (BARNES, *Carlisle*, p. 231, note) ; une tentative de démonstration de cette théorie a été faite en 1907 par W. Jett LAUCK, (*The Causes of the Panic of 1893*, en particulier p. 119). Les argentistes croyaient fermement que les banquiers avaient délibérément provoqué la panique pour s'enrichir de la ruine du peuple, et citaient à l'appui de cette idée des « circulaires » apocryphes où les banques exprimaient avec candeur leurs noirs desseins. On pourrait multiplier les textes à l'infini (cf. BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, p. 7) ; trois exemples suffiront : Henry M. Teller dans le « Congressional Record », 53rd Congress 1st session, p. 1016-1024 (Sénat, 29 août 1893) ; Gordon CLARK, *Handbook of Money* (publié en 1896 par Wm. M. Stewart ; voir en particulier p. 251) et J. W. SCHUCKERS, *The New-York National Bank Presidents' Conspiracy against Industry and Property. A History of the Panic of 1893. Its Organization and its Methods* (publié en décembre 1895 par la « National Bimetallic Union »). Les banquiers, et le gouvernement, étaient accusés d'être les agents de l'Angleterre. Un exemple montrera ce que les argentistes pensaient du rôle de la « perfide Albion » : « L'Angleterre, au temps où ce pays sortait à peine du berceau, essaya en vain de le conquérir par l'épée, mais fut défaite et écrasée par l'ardeur héroïque et invincible des Américains. Ce qu'elle n'a pu accomplir par l'épée, elle est déterminée à l'accomplir dans les batailles de la paix. Dans la campagne contre les intérêts de l'Amérique, elle a remporté sa première victoire en 1873, quand elle a amené notre pays à porter un coup à l'argent et à embrasser l'hérésie de l'étalon d'or. Depuis lors nous avons été sans peine les victimes de ses rois de l'or. Nous nous sommes présentés la poitrine découverte et sans défense aux flèches de sa convoitise, empoisonnées par la haine britannique, si bien qu'aujourd'hui nous voyons cette nation, la plus grande du monde, impuissante à genoux devant son antique ennemie ». (« Congressional Record », 53rd Congress 3rd session, p. 1844. Représentant Little, du Tennessee, à la Chambre le 6 février 1895). En 1935 et 1936, l'auteur a recueilli de la bouche d'interlocuteurs qui étaient loin d'être incultes, dans les Etats miniers, leur conviction fervente que les crises économiques, de 1857 à 1929 inclusivement, avaient été délibérément provoquées par les banquiers à l'instigation de l'Angleterre et en particulier « des Rothschild ». L'étude de SPRAGUE, *History of crises under the National Banking System* (1910), établit que l'inflation fut la cause principale de la crise de 1893.

(2) Pétitions des banques et Chambres de Commerce : *House Executive Document 240*, 52nd Congress 2nd session. Proposition de Hill : « Congressional Record », même session, pp. 417-430 (Sénat, 9 janvier 1892), 1226-1242 (6 février).

C'était du gouvernement de Cleveland qu'on attendait l'initiative. Mais le nouveau Congrès ne devait pas se réunir avant l'automne et le monde des affaires craignait que si aucune législation n'intervenait d'ici là, la crise redoutée se produisit. Aussi plusieurs financiers firent-ils pression sur Carlisle et Cleveland pour obtenir la convocation du Congrès en session spéciale dès le printemps. On leur répondit que leur plan était excellent financièrement, mais qu'il se heurtait à de sérieux obstacles politiques. Même dans les conditions les plus favorables, il était certain que l'arrêt des achats d'argent provoquerait des protestations véhémentes ; la prudence conseillait de ne pas envenimer les choses par une attitude maladroite. Il ne fallait pas que le Congrès parût imposer au peuple une législation qu'il ne demandait pas ; il fallait éviter avec encore plus de soin que l'Exécutif parût imposer au Congrès, contrairement à la doctrine bien établie de Cleveland lui-même, des lois que la Constitution le chargeait d'appliquer et non de faire. Que les hommes d'affaires, dans tout le pays, élèvent la voix, qu'un mouvement d'opinion se dessine ; le gouvernement pourra alors déférer au vœu du public, et se décharger ainsi en partie de la responsabilité de son initiative. Pourquoi, par exemple, la Chambre de Commerce de New-York ne demande-t-elle pas à être entendue par le Comité monétaire de la Chambre ? Mais ce plan n'était pas non plus réalisable. La Chambre de Commerce craignait que son intervention publique fit plus de mal que de bien ; la plus légère apparence suffisait pour provoquer parmi les masses le soupçon que le gouvernement était « aux ordres de Wall street ». De fait, les hommes qui faisaient à ce moment pression sur Cleveland étaient des financiers de New-York (August Belmont, James Stillman, J. P. Morgan, et le plus actif de tous, Henry Villard) dont les noms auraient fait voir rouge à des millions d'électeurs. Et le temps manquait pour organiser un mouvement d'opinion sur une grande échelle (3). Don M. Dickinson, William F. Vilas, Michael D. Harter, David B. Hill, parmi les politiciens, se joignirent aux financiers pour insister auprès de Cleveland que son devoir était de prendre l'initiative, défiant la jalousie traditionnelle de la démocratie américaine pour quiconque assume le rôle de chef. Au début de janvier, Villard alla à plusieurs reprises à Washington, et avec la collaboration de Carlisle et du *Speaker*, Crisp (qui consentit, dans l'intérêt du parti, à oublier pendant quelque temps ses tendances argentistes), il agit auprès des Démocrates, tandis que Pierpont Morgan devait faire entendre aux Sénateurs Républicains une voix à laquelle sa contribution considérable aux fonds électoraux de

(3) Henry Villard à Carlisle, 21 décembre 1892, VILLARD MSS ; George Fred Williams à Schurz, 14 décembre, Schurz à Crisp, 16 décembre, SCHURZ MSS ; NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 523.

leur parti prêtait un poids particulier. Des pointages des deux partis à la Chambre et au Sénat furent faits. Un moment Cleveland sembla décidé à agir ; mais il se ravisa, sur l'avis de plusieurs membres de son Cabinet, entre autres de Carlisle, plus sensible que le Président aux nécessités de la politique et plus soucieux que lui de l'unité du parti. La session spéciale était remise à une date indéterminée, sans doute vers la fin de l'été (4).

En attendant, il fallait que le Trésor vécût. Carlisle fit, comme son prédécesseur, appel au patriotisme des banques, et c'est de cet expédient qu'il vécut pendant quelques semaines ; au fur et à mesure que l'or quittait le Trésor pour être exporté, certains banquiers échangeaient partie de leurs réserves d'or contre du papier (5). Des sondages furent effectués au sujet d'un emprunt en Europe, et furent décourageants : les banques d'émission conservaient jalousement leur or et pouvaient légalement le conserver en payant en argent ; et l'opinion publique, tant en France qu'en Allemagne, les eût approuvées de défendre ainsi une encaisse qu'elle regardait comme un trésor de guerre. La seule source d'où l'on put tirer de l'or était la Banque d'Angleterre, dont les réserves n'étaient pas illimitées. L'intention de Cleveland était d'émettre un emprunt de 50 millions à 3 % (s'il pouvait obtenir l'autorisation du Congrès) ; et Drexel, Morgan et Compagnie offraient de les prendre au pair (6). Tout cela n'était que plans pour l'avenir, et la menace était immédiate. Le 15 avril, Carlisle annonça que l'émission de *gold certificates* était suspendue, comme la loi l'y obligeait si l'encaisse d'or tombait au-dessous de cent millions. En fait, elle ne passa le point fatidique que le 22 ; mais l'action du Secrétaire consterna les milieux financiers. Leur inquiétude était d'autant plus grande que des doutes subsistaient sur les intentions du Trésor. On considérait généralement que Carlisle avait abandonné la position argentiste qu'il avait tenue en 1877 et 1878 ; mais il n'avait pas annoncé publiquement ses intentions, et de tous côtés on le pressa de le faire pour rassurer le public. Les cent millions de réserve légale étaient destinés au remboursement des *greenbacks* ; le Trésor voulait-il, pouvait-il même légalement les employer au remboursement des *Treasury Notes* ? S'il ne le faisait pas, force lui était de rembourser ces dernières en argent, et on craignait de les voir alors se déprécier. Le 20 avril, Carlisle conféra avec Cleveland et ils décidèrent que les *Treasury Notes* seraient payées en or, même s'il fallait pour cela entamer la

(4) VILLARD, *Memoirs*, II, pp. 363-364. Villard à Harter, 10 janvier 1893 ; à Cleveland, 18 janvier ; à Harrity, 15 février, VILLARD MSS. NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 524.

(5) BARNES, *Carlisle*, pp. 237-238.

(6) Echange de télégrammes entre Villard et J. H. S. Stern, du 2 au 9 mars 1893 ; lettre de Braunfels à Villard, 18 mars, VILLARD MSS. NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 596.

réserve légale. Malheureusement le communiqué de presse publié le lendemain était rédigé d'une façon qui prêtait à l'équivoque et il fallut que Cleveland essayât de calmer la nervosité publique par une déclaration péremptoire. Elle ne suffit plus à rétablir la confiance ébranlée. Le 26 avril, le Secrétaire et le Président allèrent à New-York discuter avec les banquiers la possibilité d'un emprunt, sans arriver à un accord (7).

*
**

Le 4 mai, la « National Cordage Company » fit faillite, avec un passif de dix millions. Ce fut le signal d'une crise généralisée : la Bourse vit les cours s'écrouler, les faillites se multiplièrent, les déposants pris de panique obligèrent de très nombreuses banques à fermer leurs portes. Dans l'Est, les banques évitèrent en général la faillite, mais ce ne fut qu'au prix d'une suspension pratique des paiements : les déposants se virent offrir en place d'argent soit des chèques, soit des « certificats du clearing-house », et dans une multitude de villes banques, clearing-houses, chambres de commerce et individus mirent en circulation de la monnaie locale sous les formes les plus variées. La crise fut à son paroxysme en juillet ; dès septembre la situation bancaire était redevenue normale. L'or attiré d'Europe par la prime qui, au plus fort de la panique, fut payée pour toutes les variétés de monnaie, commença à rentrer dans les caisses du Trésor.

« L'Ouest est financièrement solide, parce qu'il a respecté l'argent », écrivait le 18 mai le « Denver Republican ». Lorsque la contagion de la panique l'atteignit, elle n'en sévit pourtant pas moins fort. Les faillites de banques affectèrent presque exclusivement les deux régions où l'inflation bancaire avait été la plus prononcée, le Sud et l'Ouest. Au bout de quelques semaines, les régions minières furent frappées par un second coup : le 24 juin le bruit courut que l'Inde allait suspendre la frappe libre de la roupie, et le 26 juin en parvint la nouvelle officielle. L'argent, qui valait le 24 juin 37 d. 1/2 l'once (ce qui était un prix très bas), tomba à 30 1/2 d. le 30. Les propriétaires de mines se réunirent à Denver et décidèrent de fermer toutes leurs entreprises, ce qui fut fait le 30 juin. Plusieurs mines, et des plus importantes, étaient assez riches pour pouvoir produire profitablement même à un cours encore beaucoup plus bas. Mais les producteurs voulaient faire pression sur le Congrès et le gouvernement en poussant à la catastrophe le coup qui les frappait. Par leur action théâtrale ils espéraient effrayer l'Est. « Avant que

(7) BARNES, *Carlisle*, pp. 233-240.

soixante jours soient révolus », télégraphiait l'un d'eux à une agence de New-York, « cent cinquante mille hommes seront sans travail, cinq cent mille personnes seront près de mourir de faim. Nous ferons défaut sur toutes nos obligations dues à l'Est, car nous n'avons pas de quoi payer même l'intérêt. Cela provoquera une nouvelle Déclaration d'Indépendance et l'établissement d'un empire de l'Ouest ». Une manifestation de masses eut lieu le 11 juillet à Denver pour réclamer la remonétisation de l'argent, et adopta une déclaration menaçant l'Est « d'abattre la muraille prohibitive entre nous et le Mexique et les Républiques sud-américaines où l'argent est monnaie » (l'argent ne circulait, en fait, dans aucune république sud-américaine) « dût tout l'édifice protectionniste être balayé » (8). On alla jusqu'à parler plus ou moins ouvertement de sécession, et le gouverneur Populiste du Colorado, Waite, se fit une notoriété durable en évoquant le danger d'une guerre civile et « le sang montant jusqu'aux bridons des chevaux ». L'Est s'amusa de cette flamboyante rhétorique, ne prit pas plus au sérieux les autres menaces, mais les capitalistes qui avaient placé des fonds dans la région des montagnes s'inquiétèrent des pertes que leur infligeait la paralysie des affaires consécutives à la fermeture des mines d'argent. Leur opinion sur la question de l'argent n'en fut pas changée, et les propriétaires de mines furent les premiers las du remède héroïque auquel ils avaient eu recours. A la fin de l'été, ayant obtenu des mineurs une réduction de salaires, ils rouvrirent les mines qui en valaient la peine. Beaucoup d'entre eux se tournèrent vers l'exploitation des mines d'or. A la fin de l'automne, la reprise était nettement en train, et en décembre 1894, à la fin d'une année qui avait été une année de dépression extrême dans l'ensemble du pays, l'Inspecteur des Mines Métalliques du Colorado pouvait écrire : « Les mines du Colorado sont aujourd'hui plus actives que jamais ». Les menaces de sécession qui s'étaient fait entendre dans l'excitation des jours de panique disparurent. Mais le peuple des Etats miniers garda la certitude inébranlable que le métal blanc avait été victime des persécutions du gouvernement anglais et du gouvernement américain (9).

*
**

(8) L. W. FULLER, *Populist Régime in Colorado*, pp. 121-137. Des renseignements intéressants, mais à n'utiliser qu'avec critique, sur l'incidence de la crise de 1893 au Colorado, se trouvent dans *Effects of the demonetization of silver on the industry of Colorado*, publié par Colorado Bureau of Labor Statistics (10 septembre 1893).

(9) La fermeture des mines d'argent fait diminuer les recettes du « Northern Pacific », Villard à Bamberger, 7 juillet 1893, VILLARD MSS. Reprise des opérations minières : FULLER, *Populist Régime in Colorado*, p. 149 sqq. Prospérité des mines d'or : O. J. FROST, *The Question of a standard of value* (18 décembre 1893), p. 13.

Le gouvernement hésitait encore à convoquer le Congrès. Sur l'invitation du Trésor, J. P. Morgan se rendit à Londres et y sonda le ministère sur la possibilité d'un traité bimétallique ; il rencontra un refus net (10). Il n'est pas invraisemblable qu'il se renseigna aussi sur les possibilités d'un emprunt, mais en tout cas rien ne fut conclu. Au début de juin, le gouvernement décida de convoquer le Congrès, certain de pouvoir y trouver une majorité pour l'abrogation de la loi Sherman (11). Mais il n'était pas moins certain qu'il serait nécessaire pour cela que Cleveland fit pression sur son parti ; et juste à ce moment un examen médical révéla que le Président souffrait d'une tumeur au palais qui demandait à être opérée sans retard. L'opération fut fixée au 1^{er} juillet, où elle eut lieu sans encombre ; la veille, le Congrès fut convoqué pour le 8 août. Les hésitations du gouvernement, puis le délai nécessaire pour laisser au Président le temps de se remettre, avaient retardé la session extraordinaire de plusieurs semaines (12).

La situation était confuse. Les milieux conservateurs de l'Est inclinaient à croire que la panique avait ouvert les yeux à l'Ouest et au Sud et les avaient ralliés à l'idée de l'abrogation de la loi Sherman. L'extrême Ouest — les Etats miniers — était confirmé par l'épreuve dans sa foi argentiste, de même que l'Est était plus énergique que jamais à réclamer le maintien de l'étalon d'or. Mais ce qui importait, c'était l'immense et populeuse région intermédiaire. Il est vrai que dans le Sud les banques, les marchands et les planteurs, et dans le *Middle West* les hommes d'affaires en général favorisaient l'abrogation (13). Mais les politiciens savaient que ces milieux, quelque portés qu'ils soient à se considérer eux-mêmes comme « l'opinion publique », ne décident pas seuls des élections. L'argentisme n'était pas mort, bien au contraire : il faisait un effort sérieux pour conquérir le *Middle West*. L'« *American Bimetallic League* », qui en février s'était réunie à son ordinaire à Washington, convoqua une grande assemblée à Chicago, du 1^{er} au 3 août. Huit cents délégués prirent part à ce « rassemblement des armées du bimétallisme sur les rives du lac ». Le Colorado, l'Utah, le Montana avaient envoyé de nombreuses délégations,

(10) J. P. NICHOLS, art. *Silver Diplomacy*, dans « *Political Science Quarterly* », décembre 1933, p. 583.

(11) Villard à Deutsche Bank, 8 juin 1893, VILLARD MSS.

(12) NEVINS, *Grover Cleveland*, pp. 528-533. L'opération fut tenue secrète : si l'on avait su que la vie de Cleveland était en danger, et que le Vice-Président, Adlai E. Stevenson, argentiste déclaré, risquait de lui succéder, la panique se fût aggravée.

(13) « *The Silver Question in the South* », *Views of Southern Bankers on the Sherman Act and the Free Coinage of Silver* (Baltimore, 1893) ; J. P. NICHOLS, art. *The Politics and Personalities of the Silver Repeal in the United States Senate*, dans « *American Historical Review* », octobre 1935, p. 31 ; HAYNES, art. *The New Sectionalism*, dans « *Quarterly Journal of Economics* », avril 1896, p. 282.

mais on rencontrait aussi certains des représentants les plus éloquents des Etats agricoles de l'Ouest. Le Populiste Ignatius Donnelly était venu du Minnesota, et un jeune et brillant député du Nebraska, William Jennings Bryan, en route pour Washington où il allait combattre les entreprises législatives des *goldbugs*, s'arrêta à Chicago pour adresser un discours à la Convention. Stimulée par une éloquence qui ne redoutait pas l'exagération, la foi argentiste s'épanouit dans l'enthousiasme, et les délégués se séparèrent pour la répandre chez eux. En octobre, une nouvelle Convention du même genre se tint à Saint-Louis, sous le nom de « *Trans-Mississippi Commercial Convention* », et se donna pour tâche particulière d'unir l'Ouest et le Sud sur la nouvelle devise « frappe libre et libre échange » ; les Gouverneurs du Colorado, du Kansas, du Missouri et de la Caroline du Sud y scellèrent cette alliance. Il fut même question de fonder un « Parti de l'Argent » (14). A l'intérieur même du parti de Cleveland, l'argentisme montait plutôt qu'il ne décroissait. En Géorgie, les Démocrates (sérieusement menacés par les Populistes) mirent à leur programme la frappe libre en août 1893, et le Gouverneur pria Cleveland de définir sa politique ; la réponse du Président ne fut pas l'équivoque que le Gouverneur espérait sans doute pouvoir présenter à ses électeurs, mais une déclaration nette en faveur de l'étalon d'or. Le résultat de cette agitation fut que les Démocrates du Congrès étaient intimidés : voter contre l'argent risquait de signifier la défaite à l'automne de 1894 (15).

Le Président n'avait guère qu'une seule arme. Il est vrai qu'elle était redoutable. Il pouvait refuser d'écouter les recommandations des politiciens pour les nominations de fonctionnaires. Dès le début de l'année on lui prêtait communément, et à juste raison, l'intention arrêtée de recourir à cet « argument-massue » pour ramener dans le bon chemin les Représentants et Sénateurs récalcitrants. Dès mars, il s'était assuré par ce moyen l'appui sans conditions du président de la Commission des Finances du Sénat, D. W. Voorhees, de l'Indiana, jusque-là connu comme inflationniste (16). Lorsque la session extraordinaire s'ouvrit le 7 août, cette décision pesa plus sur la majorité Démocratique que les arguments du Message présidentiel. Le Message, par son ton tranchant, fit l'effet d'une déclaration de guerre. Les professions de foi coutumières en faveur d'un usage aussi étendu que possible du métal blanc, et d'un traité international, étaient omises. Le pays, disait le Président, était en danger d'en être réduit pour ses transactions à « une monnaie inférieure » et de « ne pouvoir plus prétendre à une place parmi les nations de premier ordre » —

(14) IG. DONNELLY, *Diary*, 1^{er}-3 août 1893 ; BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, p. 8 ; FULLER, *Populist Régime in Colorado*, p. 169.

(15) ARNETT, *Populist Movement in Georgia*, p. 170, 181.

(16) BARNES, art. *The Gold-Standard Democrats and the Party Conflict*, dans « *Mississippi Valley Historical Review* », déc. 1930, p. 427. NEVINS, *Grover Cleveland*, pp. 541-542 ; BRYAN MSS, février-mars 1893, passim.

expressions qui ne manquèrent pas d'irriter les argentistes. La discussion commença à la Chambre, selon l'ordre fixé par le *caucus* du parti Démocrate, sur la demande de Bland. Les séances du 11 au 28 août furent réservées au débat, c'est-à-dire à une série de discours, ce qui donna le temps au gouvernement de travailler systématiquement les Représentants. Les argentistes, en place d'organisation, n'avaient guère que de l'enthousiasme et de l'éloquence. Leur manifestation la plus notoire fut le discours prononcé le 16 août par Bryan. La salle et les tribunes étaient pleines et de nombreux Sénateurs traversèrent le Capitole pour venir l'entendre. Les arguments n'étaient pas nouveaux ; on avait déjà expliqué cent fois comment la « démonétisation » de l'argent avait causé la baisse des prix, comment la baisse des prix était injuste pour les débiteurs, comment les nations asiatiques jouissaient des avantages d'une monnaie bon marché et menaçaient par leur concurrence la suprématie industrielle des Occidentaux. Ce qui faisait la force du discours, c'était le ton et le style ; une ferveur maîtresse d'elle-même, qui trahissait toute la force d'une intense conviction morale sans se laisser entraîner à des explosions de haine, un accent religieux nourri du style même de la Bible. Mais autre chose était de provoquer les applaudissements, autre chose de changer les votes. Le 28 août, une majorité de 226 voix contre 125 rejeta un amendement en faveur de la frappe libre de l'argent à 16 contre 1. Puis la frappe libre à 17, 18, 19 et 20 contre 1 fut successivement rejetée. Un dernier amendement argentiste (le retour à la loi de 1878) obtint 136 voix contre 213, et enfin, par 239 voix contre 108, la Chambre vota l'abrogation de la loi Sherman (17).

Il n'était pas si facile d'obtenir une décision du Sénat. Ce n'était pas qu'une majorité manquât. Mais une minorité résolue y pouvait, par une obstruction bien dirigée, retarder un vote presque indéfiniment ; et la minorité argentiste y était décidée. Elle espérait lasser la patience de la majorité et du gouvernement et obtenir un compromis. Une tentative pour clore le débat échoua, et les séances du Sénat tournèrent bientôt à la farce. Une poignée de Populistes, renforcée par les Sénateurs du Nevada, se relayait pour parler interminable-

(17) « Congressional Record », 53rd Congress 1st session, pp. 241-257 (Chambre, 11 août), 257-282, *Appendix* 502-509 (12 août), 303-327 (14 août), 351-371 (15 août), 395-418 (16 août), 434-442 (17 août), 463-477 et *Appendix* 5-29 (19 août), 546-554, 556-583, *Appendix* 29-34, 48-78, 129-152 (21 août), 613-665, *Appendix* 78-82, 83-89 (22 août), 690-780 (23 août), 793-863, *Appendix* 3-5, 34-48, 121-124 (24 août), 886-950, *Appendix* 82-83, 89-103, 124-129, 522-535, 578-583 (25 août), 1003-1008, *Appendix* 103-120, 167-170, 551-553 (26 août). Les discours les plus marquants se trouvent : celui de Bryan, 400-411 ; celui de Bourke Cockran, *Appendix* 113-120 ; celui de Reed, « Record » 950-955. Vote final p. 1008 (Pour : 101 Républicains, 138 Démocrates ; Contre : 22 Républicains, 78 Démocrates et 8 Populistes. Le propre parti de Cleveland l'avait moins bien soutenu que l'opposition). Récit du débat dans NEVINS, *Grover Cleveland*, pp. 537-540. Succès oratoire de Bryan : « Omaha World-Herald », 17 août 1893.

ment, trois ou quatre heures à la fois, et se reposaient dans les intervalles, tandis que la majorité était contrainte de rester présente, sans quoi la séance était remise faute d'un quorum. Leurs nerfs à bout, les Sénateurs échangèrent à maintes reprises des remarques dépourvues de toute aménité ; à une occasion, Henry M. Teller, décrivant la misère du peuple du Colorado, fondit en larmes. Le 11 octobre on essaya de vaincre l'obstruction en restant en séance jusqu'à ce que la minorité capitulât : au bout de quarante heures, ce fut la majorité qui abandonna la partie. Le « Washington Post », qui soutenait la majorité, déclara le lendemain que la tentative d'abroger la loi Sherman avait reçu « le coup de grâce ». Les propositions de compromis abondaient. Pendant tout le mois d'octobre, des Sénateurs Démocrates insistèrent auprès du Président pour qu'il fit des concessions. L'une de ces propositions reçut les signatures de 37 des 44 Sénateurs Démocrates. Mais la grande force de Cleveland était de savoir dire non. A toutes les propositions de compromis, il répondit en insistant pour l'abrogation immédiate et sans conditions de la loi Sherman. Sa persévérance eut gain de cause. Le 24 octobre, John P. Jones, qui s'était acquis un titre nouveau à l'admiration de ses partisans en prononçant en plusieurs fois le plus long discours jamais entendu au Sénat, annonça l'abandon de l'obstruction. D'un commun accord la discussion se prolongea pendant quelques jours pour laisser aux Sénateurs absents le temps de revenir, et le 30 octobre la loi fut votée par 43 voix contre 32. Le Sénat ayant amendé le texte de la Chambre pour affirmer la fidélité des Etats-Unis au principe du bimétallisme, le *bill* fit retour à la Chambre. Une tentative d'obstruction dirigée par Bryan fut bientôt abandonnée, et le 1^{er} novembre le Trésor fut déchargé de l'obligation d'acheter de l'argent (18).

(18) « Congressional Record », *ibid.*, 1013-1024 (Sénat, 29 août), 1049-1069 (30 août), 1091-1102, (31 août), 1125-1136 (1^{er} septembre), 1188-1206 (4 septembre), 1209-1236 (5 septembre), 1240-1258 (6 septembre), 1301-1316 (7 septembre), 1320-1338 (8 septembre), 1348-1356 (9 septembre), 1375-1390 (11 septembre), 1403-1425 (12 septembre), 1439-1452 (13 septembre), 1472-1489 (14 septembre), 1502-1519 (15 septembre), 1534-1546 (16 septembre), 1569-1590 (19 septembre), 1598-1620 (20 septembre), 1635-1639 (21 septembre ; première tentative infructueuse pour limiter le débat), 1671-1693 (22 septembre), 1702-1707 (23 septembre), 1725-1756 (25 septembre), 1780-1798 (26 septembre), 1838-1848 et *Appendix* 340-348 (27 septembre), 1870-1890 (28 septembre), 1908-1934 (29 septembre), 1972-1986 (30 septembre), 2003-2018 et *Appendix* 170-189 (2 octobre), 2051-2079 (3 octobre), 2105-2125 (4 octobre), 2185-2211 et *Appendix* 348-350 (6 octobre), 2260-2270 et *Appendix* 289-296 (7 octobre), 2330-2337 (9 octobre), 2362-2367 et *Appendix* 236-289 (10 octobre), 2383-2450 et *Appendix* 296-340, 350-358, 367-383, 475-493 (11-12 octobre, séance de 40 heures) ; 2460-2461, 2463-2479, *Appendix* 383-406, 437-442 (13 octobre), 2540-2549, *Appendix* 442-452 (16 octobre), 2575-2603 (17 octobre), 2629-2657 (18 octobre), 2684-2709, *Appendix* 452-455 (19 octobre), *Appendix* 455-472 (20 et 21 octobre), *Appendix* 358-367, 415-427 (23 octobre), 2792 (24 octobre ; Jones annonce la fin de l'obstruction), 2819-2821, *Appendix* 427-436 (25 octobre), 2838-2857 et *Appendix* 509-514 (26 octobre), 2884-2891 et *Appendix* 514-521 (27 octobre ; amendement pour la frappe libre rejeté par 39 voix contre 28) ; 2903-



Les partisans de la mesure avaient annoncé qu'elle rétablirait la situation de l'économie nationale et celle du Trésor. Aucun de ces deux résultats ne fut atteint. Si la crise n'avait été qu'une crise de confiance, comme le disait le gouvernement, il aurait pu suffire de stabiliser la quantité de monnaie que le Trésor avait la tâche de maintenir au pair. Mais la dépression avait, on l'a vu, des causes plus profondes, et elle suivit son cours. Les affaires, qui avaient repris à l'automne après la paralysie de l'été, allaient se ralentissant. En conséquence, les impôts présentaient de considérables moins-values. Le budget fédéral connut le déficit, qui se prolongea, plus ou moins accentué, pendant plusieurs années. La situation n'était pas irrémédiable, loin de là. Les Etats-Unis disposaient de ressources immenses de matière imposable ; et personne ne supposait que la dépression dût se prolonger indéfiniment. Le crédit du gouvernement n'était guère inférieur à celui de la France, dont la rente 3 % était à peu près au pair, ou de la Grande-Bretagne, dont les *Consols* étaient sensiblement au même niveau. Il lui eût été d'autant plus facile de se procurer les disponibilités nécessaires que le marché monétaire, une fois remis de la secousse de l'été, avait retrouvé la liquidité caractéristique des périodes de dépression. Le seul obstacle était que la loi limitait étroitement les pouvoirs du Secrétaire du Trésor. Il n'avait aucun moyen de contracter une dette flottante, et le seul texte qui lui donnât la faculté d'emprunter était le *Resumption Act* de 1875, qui l'autorisait à émettre un emprunt à 4 %, 4 1/2 % ou 5 % (selon la durée qu'il avait à courir), souscriptions payables en or, intérêt et principal payables en « numéraire », pour le but exclusif de maintenir la réserve d'or destinée au remboursement des *greenbacks*. A maintes reprises le gouvernement demanda au Congrès de lui conférer des pouvoirs plus étendus, soit en légalisant l'émission de bons du Trésor 3 % à court terme, soit en autorisant un emprunt dont l'intérêt et le principal seraient payables expressément en or ; ce qui aurait permis de le placer à meilleur compte, en écartant toute crainte d'un paiement en argent. A toutes ces demandes, le Congrès fit la sourde oreille. Ses membres n'allèrent pas jusqu'à abroger la loi de 1875 ; mais ils refusèrent de conférer aucun pouvoir supplémentaire au

2926 (28 octobre), 2929-2958 (30 octobre). Le long discours de Jones (*Appendix* 606-705) fut prononcé les 14, 16, 21, 23, 24, 27 et 30 octobre. Récit du débat dans NEVINS, *Grover Cleveland*, 541-547. Cf. aussi, J. P. NICHOLS, art. *Politics and Personalities of the Silver Repeal in the U.S. Senate*, dans « *American Historical Review* », octobre 1935, pp. 30, 34-50. L'échauffement qui avait marqué le début de la session se dissipa peu à peu, cf. *The Education of Henry Adams*, p. 343. Vote final de la Chambre : « *Congressional Record* », 3000, *Appendix* 570-571 (31 octobre), 3057-3067, *Appendix* 494, 521-522, 540-545, 547-551, 584-590 (1^{er} novembre).

Secrétaire, et mirent même en question le droit qu'il avait de s'autoriser du *Resumption Act* pour émettre des emprunts.

Ils ne faisaient que refléter l'opinion de leurs commettants. Les masses, surtout dans l'Ouest et le Sud, avaient été élevées dans l'antique tradition qu'une dette publique était une institution anti-démocratique, instrument de tyrannie au même titre que cette autre institution abhorrée de l'Europe, une armée permanente. Emprunter n'était justifiable que lorsqu'une guerre mettait la patrie en danger. Ce n'était pas qu'ils redoutassent les désordres budgétaires et monétaires qui sont la rançon habituelle d'une politique d'emprunts à jet continu. Leur idée était autre : un emprunt public conférait, selon eux, un avantage exorbitant aux capitalistes qui avaient le privilège d'y souscrire. Elle s'explique du fait que les souscriptions étaient payables en or, ce qui écartait en fait les petits et moyens épargnants, l'or n'étant pas en circulation courante ; elle s'explique aussi par le souvenir des gains réellement très élevés réalisés par ceux qui avaient prêté au gouvernement aux heures les plus noires de la guerre de Sécession. Mais l'argument que l'on entendait le plus souvent était plus simple : si un emprunt 4 % est amortissable au bout de vingt-cinq ans, le gouvernement, c'est-à-dire le peuple, se trouve avoir payé en intérêts aux capitalistes exactement autant qu'il a reçu, et cependant il doit encore la somme entière ! L'argument est d'autant plus remarquable qu'on ne voit pas que ceux qui le répétaient aient condamné le prêt à intérêt de façon générale. Il ne se trouvait qu'une minorité d'extrémistes pour suggérer que le papier-monnaie était tout aussi commode et moins coûteux que l'emprunt. L'origine de cette attitude se trouve bien plutôt dans la vieille idée agrarienne de Jefferson et de Jackson qu'un gouvernement doit conduire ses affaires indépendamment de la finance privée. Elle était si solidement ancrée, si étroitement liée aux convictions démocratiques des masses que tous les efforts de persuasion étaient peine perdue : les fermiers du Sud et de l'Ouest fermaient l'oreille à quiconque essayait de leur montrer l'incohérence de leur attitude, bien décidés à ne pas se laisser prendre aux « arguments de Wall street ». Et leurs Représentants, qu'ils partageassent ou non les convictions de leurs électeurs, étaient obligés de s'en faire l'écho. Les membres du gouvernement exaspérés les soupçonnaient de chercher délibérément à mettre le Trésor en banqueroute pour rendre inévitable la dévaluation du dollar, et il est certain que ce calcul n'était pas étranger à leur attitude. Mais son principal motif restait la défiance des simples à l'égard des « puissances d'argent », leur conviction que dans toute transaction avec les banquiers le gouvernement se laissait extorquer des avantages indus, et leur croyance que le plus sûr moyen de défendre les intérêts du peuple était de prendre le contre-pied des conseils intéressés des financiers.

C'est ce que ni Cleveland ni Carlisle n'avaient l'intention de faire. Le Président, ancien homme de loi de Buffalo, ancien gouverneur de New-York, ne partageait pas les préjugés qui avaient cours dans les régions agricoles. Le Secrétaire du Trésor, dont la jeunesse s'était passée dans le Kentucky, en avait gardé un reste de méfiance à l'égard des financiers, et il fallut la pression des circonstances pour l'amener à entrer avec eux en une collaboration qui devint souvent étroite, mais qui ne fut jamais parfaitement cordiale. Ses principes monétaires ne différaient toutefois pas des leurs. Financiers et économistes orthodoxes croyaient que monnaie métallique et monnaie de papier étaient radicalement différentes, la première devant être fournie par le gouvernement, tandis que la seconde était proprement du ressort des banques privées. Il est hors de doute que le Trésor américain était mal fait pour tenir le rôle monétaire que lui imposait la loi, et que les banques avaient une bien plus grande liberté d'action. Toutefois leur hostilité pour ce qu'ils appelaient « le rôle bancaire du gouvernement » masquait fréquemment aux yeux des *sound money men* la vraie cause des désordres monétaires qu'ils constataient. C'est ainsi que Cleveland, prenant le symptôme pour la cause, maintenait, soutenu par un consensus d'opinions autorisées, que la faiblesse chronique de l'encaisse-or venait des *greenbacks* et des *Treasury Notes*, avant tout des *greenbacks*, parce que la loi lui faisait un devoir de les remettre en circulation dès qu'ils avaient été présentés en remboursement, si bien que comme une « chaîne sans fin », ils revenaient indéfiniment drainer le Trésor de son or. C'était évident ; mais tel ne peut manquer d'être le lot commun de tous les instituts d'émission. Même en admettant que le *modus operandi* de l'ensemble de mesures incoordonnées qu'était alors la législation monétaire américaine ait rendu plus difficile la tâche du Trésor, la source de ses difficultés n'était pas la façon dont il perdait l'or, mais la raison pour laquelle il le perdait.

Cette raison était triple. Tout d'abord, jusqu'en janvier 1894, il y eut le déficit. Le Trésor dut décaisser de l'or pour ses dépenses courantes, parce qu'il n'avait pas d'autres fonds disponibles. Ou bien, ce qui revenait à peu près au même, sitôt que des billets avaient été présentés en remboursement, il se voyait contraint de les déboursier immédiatement. Directement ou indirectement, l'encaisse-or finançait le déficit. Mais dès que le Trésor eut eu recours à l'emprunt, en janvier 1894, sa situation de caisse se trouva assainie ; le problème budgétaire cessa de compliquer le problème monétaire. Celui-ci était assez difficile par lui-même. D'une part les Etats-Unis exportaient de l'or, d'autre part le public américain le thésaurisait. Les sorties de métal jaune à destination de l'Europe étaient de beaucoup les plus graves. L'Europe avait mis longtemps à revenir de son engouement pour les valeurs américaines, mais une fois mise en défiance son

pessimisme fut profond. Il était en partie motivé. 1894 et 1896 furent pour les Etats-Unis des années de dépression probablement plus profonde qu'en aucun autre pays. L'une après l'autre, près du quart des compagnies de chemins de fer déposèrent leur bilan, au grand dam des obligataires ; et il y avait lieu de redouter que le gouvernement les suivit. Il était certain que l'Exécutif ferait tout son possible pour l'éviter, mais il n'était guère moins certain que le Congrès ne l'y aiderait en aucune façon, et il n'était même pas sûr qu'il ne le contraindrait pas à la banqueroute. Aussi les valeurs américaines reprenaient-elles le chemin de New-York aussi vite que le marché pouvait les absorber. Une brève effervescence spéculative, au printemps et au début de l'été de 1895, ne renversa que temporairement le mouvement, qui ne s'arrêta qu'à l'hiver de 1896. Et devant cette situation critique, bien des Américains prenaient peur. Capitalistes et sociétés en grand nombre, en prévision de la dévaluation du dollar, mettaient leur avoir sous une forme sûre. La clause-or apparut dans les hypothèques, dans les contrats, même dans les formules de baux tout imprimées qu'avaient en vente les papeteries de Chicago (19). Beaucoup de capitalistes, qui tenaient en raison de la dépression à conserver d'abondantes disponibilités, thésaurisaient pièces et lingots. Les banques ne semblent pas avoir participé à cette thésaurisation. Elles se rendaient compte qu'une semblable attitude contribuait à précipiter la crise que leur intérêt leur commandait d'éviter, et ne cessèrent de faire leur possible pour venir en aide au Trésor.

En vérité la situation de Carlisle et du Président n'était guère enviable. Jusqu'à l'automne de 1896, leur encaisse alla se vidant à peu près sans cesse, et plusieurs fois la suspension des paiements sembla n'être qu'une question de jours, peut-être même d'heures. Pour la regarnir, ils avaient plusieurs moyens. L'un était d'obtenir du Congrès une réforme d'ensemble du système monétaire, comme Carlisle la recommandait dans son Rapport pour 1894. Il n'avait aucune chance de succès. Deux projets de loi furent successivement déposés. Le premier, en décembre 1894, suivait dans ses grandes lignes le même plan que recommandait au même moment l'« American Bankers' Association », et rompait avec le principe de garantir les billets de banque par un dépôt de fonds d'Etat. Cette nouveauté, et d'autres détails, provoquèrent l'opposition de la minorité Républicaine, tandis que la plupart des Démocrates attaquèrent violemment le *bill* pour deux raisons : il prévoyait le remplacement du papier-monnaie d'Etat par des billets de banque, et il aidait au maintien de l'étalon d'or. Les banques et l'étalon d'or étaient également en abomination à un nombre croissant de Démocrates, et William Jennings Bryan exprimait éloquemment leurs sentiments en s'écriant

(19) W. R. BROWNE, *Altgeld of Illinois*, p. 41.

le 22 décembre 1894 : « Je n'aiderai pas à crucifier l'humanité sur une croix d'or. Je n'aiderai pas à presser sur le front saignant du Travail cette couronne d'épines » (20). Comme la situation du Trésor devenait de plus en plus grave, le gouvernement modifia son plan. Le 28 janvier 1895, un Message du Président recommanda l'émission d'un emprunt 3 % à long terme que les banques pourraient utiliser en couverture d'une émission de billets destinés à remplacer les *greenbacks* et *Treasury notes*, qui seraient retirés de la circulation. Mais s'il avait encore des illusions sur les dispositions du Congrès, elles furent bientôt dissipées. La plupart des Démocrates du Sud et de l'Ouest regardaient la crise des finances publiques avec indifférence, sinon avec satisfaction. La banqueroute imminente du Trésor ne leur apparaissait pas comme un danger. « Y a-t-il personne », demandait le Représentant du Wyoming, « considérant tout ce que nous avons appris ces dernières années, et surtout depuis deux ans, pour croire que la mise en coupe réglée de l'encaisse-or a d'autres motifs ou d'autres raisons que de rendre impopulaires les *greenbacks* et les *Treasury notes* émis par le gouvernement, et ainsi de tromper le peuple, de détruire sa monnaie à cours légal, et d'émettre un emprunt-or à sa place ? ». Et la « Constitution », quotidien d'Atlanta (Georgia) écrivait en janvier 1895 : « En dehors des repaires du Shylockisme et des *gold bugs*, le peuple de notre pays ne se soucie guère de savoir si les paiements en or seront suspendus plus ou moins tôt » (21). Le 7 février, la Chambre, par 162 voix contre 135, rejeta la proposition. Mieux, lorsque huit jours après le Président la mit en face du fait accompli et lui fit savoir qu'il avait emprunté à 4 %, avec option de réduire l'intérêt à 3 % si le Congrès consentait à faire l'emprunt expressément payable (intérêt et capital) en or, la même majorité (168 contre 120) se retrouva pour refuser la législation demandée.

Ce n'est pas que le gouvernement fût entièrement dépourvu de moyens de remplir son encaisse-or. Ce qu'il y avait de plus grave dans le refus de collaboration du Congrès, c'est qu'il perpétuait la défiance du public dans l'avenir du dollar, et par là les retraits d'or. Cette alarme du public dura jusqu'à l'automne de 1896, et pendant tout ce temps la défense de l'encaisse-or fut la préoccupation constante de Cleveland et de Carlisle. Un moyen auquel ils eurent fréquemment recours était de solliciter le soutien des banques. A la fin de 1893, elles fournirent pour l'exportation 25 millions d'or, que leurs clients eussent sans cela tirés du Trésor. A la fin de juin 1894, elles acceptèrent d'échanger bénévolement leur or contre des billets ; et elles le firent de nouveau à l'été de 1896. Mais leurs ressources étaient

(20) « Congressional Record », 53rd Congress 3rd session, Appendix p. 153 (Chambre, 22 décembre 1894).

(21) Ibid., p. 1871 (Coffeen, Chambre, 6 février 1895). Le texte de la « Constitution » d'Atlanta se trouve cité dans NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 657,

limitées ; en dehors de New-York les banques détenaient très peu d'or. Ce n'était trop visiblement qu'un expédient temporaire, et c'est ainsi que l'entendait Carlisle. Il n'y eut recours en 1893 qu'en attendant de sonder le Congrès au sujet d'un emprunt, et en 1894 et 1896 pour éviter d'irriter l'opinion par un emprunt peu de temps avant les élections de l'automne (22).

Car c'est l'emprunt qui, comme il était naturel, était la planche de salut du gouvernement. Par bonheur, il n'était pas besoin d'une loi nouvelle pour emprunter. Le *Resumption Act* de 1875 était toujours en vigueur ; il stipulait que les *greenbacks* devaient être remboursables en or, et autorisait comme on l'a vu le Secrétaire du Trésor à émettre des emprunts à 4, 4 1/2 ou 5 % « dans la mesure nécessaire à la pleine exécution de cette loi ». C'est en vertu de cette clause que l'encaisse-or avait été accumulée par l'emprunt préalable à la reprise des paiements en espèces en 1879. Il est vraisemblable que les auteurs de la loi prévoyaient l'émission d'emprunts exclusivement avant le 1^{er} janvier 1879, et pas après ; mais le texte de la loi ne faisait aucune restriction de ce genre. Le 17 janvier 1894, 50 millions à 4 % furent mis en vente au cours de 117 ; les souscriptions devaient être versées en or. Le succès fut médiocre. Les banques (les seuls souscripteurs possibles, parce qu'elles étaient à peu près les seules à disposer d'or) se réservèrent jusqu'au dernier moment, et il fallut faire appel à leur patriotisme pour obtenir que l'emprunt fût couvert : la bonne volonté personnelle de Cleveland et de Carlisle était leur seule garantie qu'intérêt et capital ne seraient pas payés à brève échéance en dollars dépréciés. Surtout, une bonne partie des souscripteurs se procurèrent l'or nécessaire en présentant des billets en remboursement, si bien que près de moitié de l'or gagné par le Trésor venait de ses propres caisses. N'importe, l'encaisse était remontée à 107 millions et si la situation économique était redevenue normale, comme Carlisle l'espérait, le danger eût été écarté pour de bon. Et à dater de ce moment, il est certain que le déficit budgétaire cessa de peser directement sur la situation de la Trésorerie. Les argentistes du Congrès protestèrent, déclarant l'action du Secrétaire illégale. Un après-midi, Carlisle entrant au Conseil des Ministres reçut une citation à comparoir devant un tribunal sur la plainte des « *Knights of Labor* », organisation ouvrière plus ou moins affiliée au parti Populiste. Le seul résultat de leur action fut que la légalité de l'emprunt fut promptement affirmée par le juge, le 31 janvier 1894. Dès lors il ne resta à la majorité du Congrès qu'à se répandre en protestations d'autant plus violentes qu'elles étaient impuissantes. Le Président, déclara le Sénateur Populiste Peffer, du Kansas, était « contraint de vendre le crédit du peuple pour apaiser les clameurs de ces

(22) BARNES, *Carlisle*, pp. 307, 347, 477.

avares de Wall street », et il prédit en réponse « une vague de feu et de sang ». C'est une vague d'insultes qui déferla dans le courrier du Président et du Secrétaire du Trésor ; de tous les coins de l'Ouest et du Sud des âmes simples et sincèrement scandalisées leur écrivirent pour les traiter de « Judas » et les accuser d'avoir partie liée avec les « barons de Wall street » qui « suçaient le sang du peuple ». Le plus fâcheux, c'est que les retraits d'or ne s'arrêtaient guère. Les élections de novembre 1894, qui enlevèrent aux Démocrates la majorité à la Chambre, ne ramenèrent pas la confiance. Le 14 novembre, l'encaisse étant à 61 millions, un nouvel emprunt de 50 millions fut annoncé. Cette fois on l'adjugea en bloc à un syndicat de financiers new-yorkais qui entreprirent de fournir l'or sans présenter de billets en remboursement. L'encaisse remonta à 111 millions, mais les retraits ne firent que s'accélérer. Sans parler des exportations, 43 millions furent thésaurisés en moins de trois mois. Carlisle se persuada, à juste titre, que si le Congrès ne venait pas à son aide il fallait faire venir de l'or d'Europe. Il entra en négociations, en janvier, avec les deux plus grandes maisons de banque internationales de New-York, August Belmont, le correspondant des Rothschild, et J. Pierpont Morgan. Le 7 février, la Chambre rejeta définitivement, on l'a vu, la réforme bancaire. Le lendemain, un contrat fut signé avec J. P. Morgan comme représentant d'un syndicat de banquiers. Le syndicat s'engageait à fournir 65 millions d'or en échange de rente 4 % au cours de 104 ; le taux devait être réduit à 3 % si le Congrès consentait à faire intérêt et principal expressément payables en or (on a vu qu'il s'y refusa). Qui plus est, le Syndicat s'engageait à se procurer moitié de l'or à l'étranger, et (officieusement) à défendre l'encaisse jusqu'à l'automne.

La clameur des argentistes fut plus violente que jamais. La discrétion avec laquelle les négociations avaient nécessairement été conduites, et le fait que le gouvernement avait négocié directement avec le syndicat au lieu de mettre l'emprunt en adjudication publique selon l'usage, et qu'il avait « vendu le crédit de la nation » à « des Juifs et des étrangers » soulevèrent une indignation surprenante. Pour beaucoup de bonnes gens, la chose était claire : Cleveland et Carlisle avaient trafiqué de leurs fonctions. Aucune autre explication ne pouvait les satisfaire, même pas celles que donna plus tard Carlisle à une commission d'enquête : le 8 février, la faillite du Trésor était une question de jours, peut-être même d'heures. Le syndicat qui avait souscrit l'emprunt de novembre avait perdu à l'opération ; Morgan, entreprenant en plus de la souscription une opération de contrôle des changes coûteuse et hasardeuse, avait fait des conditions assez dures, sous-estimant probablement la facilité avec laquelle il pourrait placer l'emprunt dans le public. Le syndicat était seul en mesure de réussir l'opération, et ses conditions étaient à prendre ou à laisser. Et le syndicat tint parole, arrêta les exportations d'or, et maintint

l'encaisse autour de cent millions. Mais à la fin d'août sa tutelle du dollar cessa. L'exportation et la thésaurisation reprirent. Cleveland, souffrant cruellement de se voir sans aucun soutien politique, céda pour la seule fois de sa vie à la tentation de faire de la démagogie. A l'occasion d'une querelle de frontières entre la Guyane britannique et le Venezuela, il envoya au Congrès le 27 décembre 1895 un message qui laissait entrevoir une guerre entre les Etats-Unis et l'Angleterre. Il y gagna une popularité sans lendemain ; mais il créa une panique peu grave à la vérité, mais suffisante pour arrêter la reprise des affaires qui avait marqué l'année 1895. De nouveau il eut le choix entre la suspension des paiements et l'emprunt. Morgan s'offrait à former un nouveau syndicat, mais le gouvernement n'osa pas défier l'opinion publique. Un emprunt « populaire » fut ouvert en février ; c'es-à-dire que les souscriptions furent adjudgées au plus offrant — et que, comme en janvier 1894, le Trésor fournit lui-même une bonne partie de l'or qu'il reçut. 111 millions 1/2 de souscriptions ne portèrent l'encaisse qu'à 128 millions en tout, qui étaient retombés à 90 millions à la fin de juillet. Mais avec l'aide des banques il fut possible de tenir jusqu'aux élections de novembre ; et avec la défaite électorale du mouvement argentiste le 3 novembre l'inquiétude qui avait mis le dollar en danger se dissipa (23).

*
**

« Je ne peux pas croire un instant », déclarait Cleveland dans son message de 1894, « qu'aucun de nos concitoyens accepte délibérément que leur gouvernement manque à ses obligations pécuniaires, ou que ses opérations financières soient réduites à l'étalon d'argent. En tout cas, je n'aurais pas le sentiment d'avoir accompli mon devoir si je négligeais aucun effort que je puisse faire pour éviter une telle calamité ». On a vu qu'en ce qui concernait ses propres intentions il tint parole. Mais ne prêtait-il vraiment aucune arrière-pensée à ses concitoyens, et en particulier à ceux d'entre eux qui siégeaient à l'autre bout de Pennsylvania Avenue ? Certes, tous étaient d'accord pour que le gouvernement s'acquittât de ses obligations, mais nombre d'entre eux niaient absolument celle de maintenir le dollar au pair de l'or. Ce n'est pas qu'ils eussent l'intention d'introduire l'étalon d'argent ; le bimétallisme était leur objet avoué, mais nombre d'entre eux reconnaissaient à l'occasion que s'il aboutissait en pratique à l'étalon d'argent le mal ne serait pas si grand. En tout cas, que risquait-on puisque rien ne pouvait être pire que l'étalon d'or ? Et si, soit réticence cal-

(23) BARNES, *Carlisle*, pp. 289-319, 321-322, 354-359, 363-424. TAUSSIG, art. *The United States Treasury in 1894-1896*, dans « *Quarterly Journal of Economics* », janvier 1899, pp. 204-219.

culée, soit imprécision de leurs conceptions théoriques, ils s'en expliquaient rarement avec clarté, leurs votes prouvaient que leur instinct tout au moins les portait sans hésiter du côté de la dévaluation et de l'inflation.

L'offensive la plus sérieuse eut lieu en 1894. Le 7 février, le vénérable « Silver Dick » Bland déposa une proposition pour ce qu'on appela « l'émission du seigneurage ». Les lingots d'argent achetés sous le régime de la loi Sherman n'étaient représentés dans la circulation que par l'équivalent en *Treasury Notes* de leur prix d'achat ; mais lorsque les porteurs demandaient à les échanger contre des dollars d'argent, la frappe de ces dollars produisait un seigneurage, égal à la différence entre le prix d'achat du métal et le taux auquel il était monnayé. Au début de 1894, le Trésor avait dans ses caisses des lingots d'argent qui lui avaient coûté 126.7 millions, et avec lesquels on pouvait frapper 181.9 millions de dollars. La frappe eût évidemment produit un bénéfice, ou seigneurage, de plus de 55 millions. Seulement, d'après la loi Sherman, la frappe n'avait lieu qu'au fur et à mesure des remboursements, et ceux-ci étaient excessivement lents, les porteurs de *Treasury Notes* préférant se les faire rembourser en or. Ce que proposait Bland (la proposition avait déjà été faite en septembre 1893) c'était d'anticiper l'action trop lente de la loi Sherman en procédant tout de suite à la frappe de tous les dollars. Et comme l'opération matérielle du monnayage eût duré trop longtemps, il proposait aussi de l'anticiper en émettant des *silver certificates* jusqu'à concurrence du seigneurage. L'argument ne manquait pas de force, et il était d'autant plus tentant que ces 55 millions d'« argent trouvé » venaient à point pour combler le déficit. Les Républicains répliquèrent qu'un seigneurage n'était réalisé qu'une fois le monnayage effectué, et qu'on ne pouvait pas émettre de certificats de dépôt s'il n'y avait pas eu dépôt effectif de dollars par un particulier. L'argument ne valait pas grand'chose : lorsque le Secrétaire du Trésor avait dans son Rapport pour 1887 proposé, tout en continuant la frappe des dollars Bland, de conserver le métal sous forme de lingots par mesure d'économie, les *sound money men* avaient applaudi. La seule raison de leur opposition en 1894 était que la frappe du seigneurage aurait pour effet de réaliser d'un seul coup une augmentation de la monnaie d'argent en circulation qui autrement aurait mis de longues années à se produire ; et surtout que cette inflation ainsi anticipée risquait fort de ne pas être un point final, mais simplement de mettre les argentistes en goût et de leur faire voir la possibilité de nouvelles victoires. Pour les uns comme pour les autres, la question se réduisait à ceci : voulait-on mettre 55 millions de plus d'argent en circulation ? Les argentistes étaient en majorité, mais beaucoup d'entre eux étaient absents aux séances, et le vote par procuration n'est pas admis au Congrès. Jour après jour, en refusant

de prendre part au vote, la minorité priva Bland d'un quorum. Il l'obtint enfin le 1^{er} mars, l'obstruction se trouva brisée et la loi passa par 168 voix contre 129. Au Sénat, le 15 mars, après plusieurs séances de discussion, elle fut adoptée par 44 voix contre 31. Du parti de Cleveland, 4 seulement avaient voté pour sa politique, avec la minorité (24).

C'était au Président à prendre sa responsabilité. Politiquement, il avait tout intérêt à signer la loi. Elle lui offrait la possibilité de cimenter à nouveau l'unité du parti Démocratique, que l'abrogation de la loi Sherman avait lézardée. Des membres du Congrès de l'Ouest et du Sud vinrent lui dire que jamais ils ne pourraient faire comprendre à leurs électeurs pourquoi le gouvernement devait laisser inutilisée une masse d'argent parfaitement disponible alors qu'il empruntait de l'or pour combler le déficit. L'un d'eux lui déclara que c'était résoudre la question argentiste pour six ans. La question de l'étalon d'or n'était pas en jeu, et une inflation de cinquante-cinq millions était-elle un si grand mal ? Mieux, elle pouvait contribuer indirectement à rétablir la situation financière si elle mettait un point final à l'agitation argentiste qui était une des causes principales de la défiance. « L'adoption de cette loi et sa présentation au Président pour la signer le mettront en mauvaise posture politiquement, en lui donnant l'air de refuser de l'argent qui en apparence ne coûte rien », écrivait de New-York le Trésorier-adjoint Jordan. Mais les capitalistes de l'Est n'entraient pas dans ces considérations. Pour eux, si le Président signait le *bill*, c'était preuve qu'il céda à la poussée

(24) « Congressional Record », 53rd Congress, 2nd session, pp. 2009-2014 (Chambre, 3 février), 2037-2044 (8 février), 2050-2071 (9 février), 2142-2156 (13 février), 2184-2206 (14 février), 2222-2242, Appendix 529-532 (15 février), 2248-2252 (16 février), 2265-2266 (17 février), 2294-2300 (19 février), 2328-2332 (20 février), 2349-2354 (21 février), 2510-2525 (1^{er} mars ; vote). Sénat : 2618-2624 (6 mars), 2665-2677 (7 mars), 2717-2728 (8 mars), 2768-2778 (9 mars), 2835-2845 (12 mars), 2872-2904 (13 mars), 2930-2946 (14 mars), 2972-2981 (15 mars ; vote). L'atmosphère politique dans laquelle se déroula cet épisode est bien décrite dans une lettre d'Isidor Straus (Représentant de la ville de New-York au Congrès) à Carl Schurz (26 mars 1894 ; Carl Schurz MSS) : « Personne, à moins d'être sur place, ne peut se faire une idée de la pression qui s'est exercée sur le Président, par des personnes qui sont de son entourage et qui ont été ses partisans fidèles dans toutes les questions, pour l'amener à signer le *bill*. Je pense surtout aux Représentants du Sud et de l'Ouest, qui sont honnêtes et patriotes, comme le Président lui-même me le dit mardi dernier, et qui assurent qu'ils ne pourront jamais expliquer à leurs électeurs pourquoi le gouvernement devrait emprunter en vendant des titres d'emprunt alors qu'il a cinquante-cinq millions d'argent disponible. Ces représentants assurent en outre qu'aucun d'entre eux, qui ont déjà voté l'abrogation de la loi Sherman, ne peut être réélu si ce *bill*-ci se heurte à un veto, et qu'ils considèrent que la question de l'argent sera réglée pour cette session du Congrès au moins, et peut-être pour le reste de la présidence de Cleveland, si l'affaire du « seigneurage » est réglée. Ils affirment que dans ce cas, Bland ne trouvera même pas une escouade pour le suivre en faveur de nouvelles propositions, tandis qu'un veto provoquerait presque certainement un *bill* pour la frappe libre de l'argent ».

inflationniste, que la dernière digue qui protégeait le crédit public — la détermination du gouvernement de le maintenir — commençait à céder. Déjà les milieux financiers s'inquiétaient, les retraits d'or augmentaient, et Jordan écrivait le 20 mars : « Je pense que nous irons à la catastrophe beaucoup plus vite qu'auparavant si cette « abomination de la désolation » est signée par le Président — parce que maintenant nous sommes complètement entre les mains des banques ». Il est infiniment probable que Cleveland était sincèrement persuadé que les banquiers avaient raison et que l'intérêt public était en jeu. Une délégation de Démocrates de l'Ouest et du Sud qui vint le prier de signer le *bill* en invoquant le danger d'une scission dans le parti, se fit rabrouer d'importance. Le 29 mars, le veto fut transmis au Congrès.

Mieux, le Président s'efforça de réduire au minimum la majorité argentiste. Secrètement, il fit appel au Speaker de la Chambre, Crisp (qui, devant son siège aux fermiers de Géorgie, était obligé d'être argentiste en public) pour mettre la question aux voix sans débat. Ainsi fut fait, en dépit des protestations de Bland, et au lieu des deux-tiers qu'il leur fallait pour passer outre au veto, les argentistes n'obtinrent qu'une modeste majorité de trente voix — 144 contre 114 (25).

Ce n'est pas dans les dispositions du *bill* lui-même qu'il faut chercher l'importance de l'épisode. Cinquante-cinq millions de plus de monnaie d'argent (qui étaient destinés de toute façon à être mis en circulation peu à peu) n'auraient pas rapproché beaucoup le pays de l'étalon d'argent, n'auraient pas ajouté considérablement à la menace qui pesait sur l'étalon d'or. Ce n'est pas eux qui provoquaient le zèle des argentistes, l'inquiétude des financiers. La signification réelle de l'affaire était celle-ci : les argentistes avaient rassemblé toutes leurs forces, ils avaient attaqué sur un terrain favorable, sur une mesure qui paraissait relativement innocente ; et ils avaient été repoussés. S'ils l'avaient emporté, soit par une défaillance soit par l'impuissance du Président, ils auraient vraisemblablement tenté de pousser plus loin leurs avantages. Ayant échoué, la démonstration était faite qu'il était impossible de faire passer pendant la durée du cinquante-troisième Congrès une loi mettant en danger l'étalon d'or. Son successeur ne devait pas se réunir avant l'hiver de 1895, et il n'y avait guère de chances que la majorité argentiste y fût accrue, pour ne rien dire des deux tiers nécessaires pour passer outre à un veto. Tom Reed, le plus mordant des leaders Républicains, prophétisait aux Démocrates, dès le début de 1894, le sort habituel du parti surpris au pouvoir par une profonde crise économique. « La mortalité Démocratique sera si grande cet automne », dit-il, « qu'on enter-

(25) « Congressional Record », 53rd Congress 2nd session, pp. 3352-3353 (veto), 3458-3460 (Chambre, 4 avril ; vote). BARNES, *Carlisle*, p. 328 (texte de Jordan) ; NEVINS, *Grover Cleveland*, pp. 600-603.

rera les morts dans des tranchées où l'on inscrira « inconnu » ». Les Démocrates qui étaient 220 à la Chambre se retrouvèrent 104, tandis que les Républicains passaient de 128 à 245. Comme l'argentisme avait pénétré le parti Démocratique beaucoup plus que son adversaire, il se trouva rejeté en arrière du même coup. Comme le remarquait Richard Parks Bland, tant que le nouveau Congrès occuperait le Capitole et que Cleveland occuperait la Maison Blanche — jusqu'au 4 mars 1897 — aucune mesure argentiste ne pourrait devenir loi. Inversement, le Sénat avait une majorité argentiste — Démocrates, Républicains des Etats miniers et Populistes — en situation de barrer la route à toute tentative pour régler définitivement la question dans le sens de l'étalon d'or. Aucune loi monétaire n'avait de chances d'aboutir ; votes et discussions ne pouvaient avoir qu'une valeur tactique, une valeur de propagande pour préparer la lutte décisive, celle des élections de novembre 1896 (26).



Et dès lors c'est exclusivement en vue de cette date fatidique que les stratèges du Congrès considérèrent la question. Pour les Populistes, elle était simple : ils étaient tous en faveur de la frappe libre de l'argent, et avaient beau jeu à attaquer à la fois le gouvernement Démocrate et l'opposition Républicaine. Les deux grands partis avaient à résoudre un problème plus épineux, car ils étaient loin d'être unanimes. Le parti Républicain devenait de plus en plus le parti de la grande industrie. Il avait été au pouvoir traditionnellement, à peu d'exceptions près, dans les Etats industriels de la Nouvelle-Angleterre et en Pennsylvanie, ainsi que dans les Etats du *Middle West* où de plus en plus l'industrie exerçait une influence dominante sur la vie politique (sauf dans l'Indiana qui avait depuis la guerre de Sécession une forte tradition Démocratique). Surtout, le parti Républicain était protectionniste, avait vu affluer dans ses coffres l'argent des grands industriels de la métallurgie et du textile, et ne pouvait guère se permettre d'être indifférent à leur voix. Ces milieux étaient hostiles à la dépréciation. D'autre part, parmi les mineurs de l'Ouest, parmi les ouvriers et parmi les fermiers, sans les voix desquels il n'était point de majorités, le métal argent était indubitablement populaire. La difficulté était de satisfaire à la fois les uns et les autres.

Une tentative de grand style fut faite dans ce sens au début de 1894. Le 5 février, une réunion fut tenue à Boston et organisa le « Comité bimétalliste de Boston et de la Nouvelle-Angleterre », qui publia une profession de foi reprenant les idées soutenues depuis long-

(26) BLAND, art. *The Future of Silver*, dans « North American Review », mars 1895, pp. 345-351.

temps par des intellectuels tels que Francis A. Walker, E. Benjamin Andrews et Brooks Adams : l'or était une base monétaire insuffisante pour l'économie mondiale, l'emploi simultané de l'or et de l'argent était nécessaire pour porter remède à la déflation dont elle souffrait ; mais seul un accord international pouvait assurer l'établissement entre les deux métaux d'un rapport de valeur permanent indispensable à la stabilité monétaire. A côté de théoriciens comme Walker, Adams et Andrews, des politiciens comme George F. Hoar et Henry Cabot Lodge avaient apposé leur signature sur l'appel du Comité (27). Le 2 avril 1894, E. O. Wolcott, Sénateur du Colorado, déposa une proposition de Résolution invitant le Président à entrer en négociations avec le Mexique pour la frappe par les Etats-Unis de dollars mexicains à destination de la Chine. L'idée était sans aucune portée et du reste irréalisable ; ce n'était qu'un geste, que les électeurs du Colorado, pour la satisfaction desquels il était fait, ne prirent même pas au sérieux. Mais on eut la surprise de voir Henry Cabot Lodge, de la part de qui il était certes permis d'attendre du chauvinisme et de la démagogie, mais non pas des hérésies monétaires, saisir cette occasion de déclamer contre l'étalon d'or, déplorable imitation de l'Angleterre, et rencontrer le soutien de son collègue du New Hampshire, Gallinger. Le vétéran de l'argentisme, A. J. Warner, quoique Démocrate, prouva dans des articles du « Sun », le 29 avril et le 11 juin 1894, que « le protectionnisme était impossible sous l'étalon d'or ». Le « Textile Record » de Philadelphie alla jusqu'à déclarer dans son numéro d'avril 1894 que les filateurs et tisseurs préféraient le protectionnisme même accompagné de l'étalon d'argent au libre échange avec l'étalon d'or. La question monétaire allait-elle être liée désormais avec celle du tarif ? Le 1^{er} mai un groupe de Sénateurs Républicains et quelques Sénateurs Démocrates à tendances protectionnistes envoyèrent un télégramme de sympathie à l'« International Bimetallic Conference » qui se tenait à ce moment à Londres. Et le 9 mai, Lodge proposa un amendement à la loi douanière en cours de discussion (le *Wilson bill*) frappant d'une surtaxe de 34 à 50 % toutes importations en provenance d'Etats qui se refuseraient à signer un accord bimétallique avec les Etats-Unis. Mais les Démocrates s'opposèrent au passage de l'amendement : ils avaient promis aux électeurs une nouvelle loi douanière et ne voulaient pas la charger d'amendements qui risquaient de provoquer un veto de Cleveland. Les vrais argentistes, du reste, ne manifestèrent aucun enthousiasme pour l'idée. Pour eux, le seul résultat qu'elle pût avoir était de diriger

(27) E. Benjamin ANDREWS, art. *The Bimetallic Committee of Boston and New England*, dans « Quarterly Journal of Economics », avril 1894, pp. 319-327. *Report of the Proceedings of the International Bimetallic Conference*, etc., (Londres, 1894). Francis A. WALKER, *Bimetallism : A Tract for the Times* (Boston, 21 février 1894).

vers une impasse la vague d'opinion populaire qui réclamait une action unilatérale des Etats-Unis ; et les bimétallistes internationaux proclamaient eux-mêmes qu'ils désiraient canaliser en direction d'une solution prudente des mouvements d'opinion qui sans cela prenaient des formes jugées dangereuses pour l'ordre social. C'est vraisemblablement pour cette raison même que le bimétallisme international trouva si peu d'écho dans les masses. Le résultat le plus clair de l'épisode du printemps 1894 fut de mettre en défiance les argentistes contre l'idée même de bimétallisme international, contre laquelle ils mirent désormais en garde leurs partisans comme contre une ruse de l'ennemi ; un autre résultat fut la résolution Wolcott autorisant le Président à entrer en négociations avec le Mexique pour la frappe des dollars mexicains. Le Sénat l'adopta sans opposition après que Sherman y eut inséré la prudente clause de style « s'il n'est pas incompatible avec l'intérêt public », et l'on n'en entendit plus parler (28).

La question de la frappe de l'argent domina désormais de plus en plus les discussions du Congrès. C'est elle en grande partie, qui était à la racine de l'opposition soulevée par les emprunts de 1894 et 1895. L'hostilité contre l'étalon d'or allait de pair avec l'hostilité contre les banques ; l'une et l'autre étaient indissolublement liées, et cette liaison s'exprimait dans les discours enflammés dont retentissait le Capitole (29) ; rarement aussi clairement que dans la résolution proposée le 26 janvier 1895 par un Sénateur Populiste du Nebraska, faisant un devoir au Secrétaire du Trésor de faire ses paiements en argent « chaque fois qu'il aura la conviction qu'une tentative systématique est faite en vue de démunir le Trésor de son or afin de forcer l'émission d'un emprunt payable en or, de perpétuer la dette publique et d'augmenter la capacité d'émission des *National Banks* » (30).

Le 12 février 1895, le Sénateur Démocrate Jones, de l'Arkansas, proposa un des nombreux compromis qui tentèrent l'ingéniosité de tant de politiciens à cette époque. Dans un dernier effort pour rétablir l'accord entre le gouvernement et les masses de son parti, il réunit dans une même mesure le plan de Cleveland et de Carlisle : retirer de la circulation, au moyen d'un emprunt tout le papier-monnaie du gouvernement et le remplacer par des billets de banque — et la reven-

(28) « *Congressional Record* », 53rd Congress 2nd session, pp. 3494-3498 (Sénat, 6 avril 1894), 2550-2554 (9 avril), 3604-3605 (10 avril). J. P. NICHOLS, art. *Pennsylvania and Cheap Money*, dans « *Pennsylvania Magazine of History and Biography* », juillet 1935, pp. 245-255.

(29) Voir les discours sur la loi bancaire, décembre 1894-février 1895 ; par exemple celui de Bryan à la Chambre, le 3 janvier (« *Congressional Record* », 53rd Congress 3rd session, Appendix, pp. 600-619) et la discussion sur l'emprunt Morgan au Sénat, le 19 février (Ibid., pp. 2374-2388).

(30) Proposé par Allen le 26 janvier 1895 (ibid., p. 1407 ; voir aussi 1563-1565, discours d'Allen, le 28 janvier, sur sa proposition).

dication des argentistes — frappe de l'argent « sans restriction » ; toutefois le gouvernement devait prélever un seigneurage égal à la dépréciation du métal sur le marché commercial. Mais l'heure des compromis était passée ; la Commission des Finances supprima tout ce qui avait trait à un emprunt et ne conserva que la frappe de l'argent. Ce que voyant, les partisans de l'étalon d'or se déclarèrent résolus à faire de l'obstruction, et comme on était fort avant dans la session, aucune décision ne fut prise (31).

Le cinquante-quatrième Congrès, qui se réunit à l'automne de 1895 était bien différent de ses prédécesseurs. Au Sénat, 6 Populistes pouvaient, avec l'appoint de leurs voix, faire passer la majorité des 44 Républicains aux 39 Démocrates. A la Chambre, les 245 Républicains l'emportaient de loin sur tous leurs adversaires, qui étaient 112 en tout. Sur la question de l'argent, les anti-argentistes avaient une franche majorité à la Chambre, mais n'en avaient point au Sénat, ce qui les empêchait de prendre aucune mesure pratique.

Les Républicains n'en avaient même pas l'intention. Il leur importait bien moins d'aider le gouvernement de Cleveland à se tirer de ses difficultés financières que de préparer le terrain pour une victoire électorale à l'automne de 1896. Le Message annuel du Président et le Rapport du Secrétaire du Trésor expliquaient que la détresse monétaire ne venait pas d'un manque de fonds, car l'excédent s'élevait en décembre 1895 à 98 millions ; elle venait exclusivement du manque d'or. Le vrai remède était de réformer le système monétaire en retirant de la circulation les *Treasury Notes* et les *greenbacks*. Sherman critiqua ce programme au nom de la majorité de son parti, le 3 janvier 1896. Il était inutile, dit-il, de retirer de la circulation le papier-monnaie, ce qui nécessiterait un emprunt. Il suffisait de mettre le budget en équilibre en relevant le tarif douanier (32). La position sur laquelle les Républicains entendaient livrer la bataille électorale de 1896 était prise : point d'innovations monétaires pour ne pas écarter leurs électeurs du *Middle West*, reprise du vieux cri de guerre protectionniste qui les avait souvent déjà menés à la victoire. La Commission de la Chambre qu'ils dominaient rapporta un *bill* destiné à alléger momentanément la situation du Trésor sans engager l'avenir. Un emprunt 3 % payable en « numéraire », devait être émis dans la mesure nécessaire pour maintenir la convertibilité des *greenbacks*, et des bons du Trésor 3 % à trois ans devaient financer le déficit. La Chambre le vota presque sans débat, malgré l'opposition des Démocrates, dont la plupart voulaient que le gouvernement fit usage de son encaisse-argent,

(31) *Ibid.*, p. 2063 (Sénat, 12 février 1895), 2389-2400 (19 février), 2429-2434 (20 février).

(32) « *Congressional Record* », 54th Congress 1st session, pp. 454-459 (Sénat, 3 janvier 1896),

tandis que les autres, à l'extrême opposé, reprochaient à la loi de ne pas stipuler expressément que l'emprunt serait payable en or (33). En même temps la Chambre adoptait une mesure fiscale, le « *Dingley bill* », destinée à remédier au déficit budgétaire tout en proclamant la doctrine protectionniste de la majorité. Les deux *bills* passèrent entre les mains de la Commission des Finances du Sénat. Celle-ci avait une majorité argentiste de 8 sur 13 de ses membres. Au lieu des deux projets de la Chambre, elle rapporta successivement deux *bills* en faveur de la frappe libre et illimitée de l'argent. Il s'ensuivit une discussion copieuse et animée. Ce n'est pas que l'on s'en promît aucun résultat pratique : on savait que la Chambre n'accepterait jamais aucune mesure argentiste, et lorsque le Sénat vota la frappe libre, le 1^{er} février, par 42 voix contre 35, ce n'était qu'un geste. Le 13 février, la Chambre enterra la mesure par une majorité décisive de 190 voix contre 80. Le vrai but de la discussion était de clarifier la position des différents groupes politiques sur la question financière en vue des élections. Les deux grands partis marcheraient-ils à la bataille en rangs serrés ? Ou verrait-on se produire des défections en masse comme celle qui avait en 1884 fait changer la victoire de camp ?

L'attention se portait avant tout sur la phalange peu nombreuse, mais compacte, des Sénateurs Républicains des Montagnes Rocheuses. Deux d'entre eux, vétérans du parti, l'avaient déjà abandonné. Stewart avait, dès 1892, passé aux Populistes, puis les avait abandonnés en février 1895 pour fonder un « Parti Bimétalliste Américain », plus tard transformé en « Parti argentiste » ; et son collègue du Nevada, John P. Jones, avait suivi son exemple et passé en septembre 1894 aux Populistes, en février 1895 au « Parti Bimétalliste » (34). Il restait, groupés autour de Henry M. Teller, du Colorado, les Sénateurs du Montana, Thomas H. Carter et Lee Mantle; Frank J. Cannon, de l'Utah : Fred DuBois, de l'Idaho, auxquels se joignaient à l'occasion Ed. O. Wolcott, du Colorado, et R. F. Pettigrew, du South Dakota. Tous étaient ouvertement favorables à l'argent ; quelle serait leur attitude à l'égard de leur parti s'il adoptait envers ce métal, comme tout le faisait prévoir, une politique de neutralité malveillante ? Dès le vote sur le *Dingley bill* à la Chambre, on avait remarqué et commenté les votes négatifs de quelques Républicains de l'Ouest, au mépris de la discipline de parti. Mais c'est au Sénat, où la tendance était beaucoup plus fortement représentée, que la question se posa

(33) Ibid., 343-378 et *Appendix*, 3, 6-13, 14-22, 29-30, 32-36, 37-38, 39-45 (Chambre, 27 décembre 1895) ; « *Record* » 381-401, *Appendix* 38-39, 52-53 (Chambre, 28 décembre). Le « *Bankers' Magazine* » de février 1896 déplore l'inactivité du Congrès en face d'une situation financière dangereuse, et l'explique en disant qu'il ne faut pas s'attendre à ce que les Républicains, à la veille des élections, tendent la main aux Démocrates qui se sont engagés dans une impasse.

(34) Sur l'évolution politique de Stewart, cf. Stewart à L. C. Bateman, 6 avril 1895, STEWART MSS,

vraiment. Un premier engagement eut lieu le 8 janvier à un *caucus* de Sénateurs Républicains réuni pour arrêter la ligne de conduite du parti à l'égard du *Dingley bill*. Une tentative fut faite par la majorité pour exiger de tous ses membres l'engagement de voter pour la mesure sans présenter aucun amendement (c'est un amendement pour la frappe libre de l'argent qu'ils redoutaient). Teller déclara que jamais il ne voterait pour un tarif protecteur si la même loi n'établissait la frappe libre de l'argent. On lui demanda si c'était un ultimatum, et il répondit affirmativement, soutenu par DuBois. D'autres l'imitèrent en termes plus modérés (35). Les uns et les autres firent cause commune avec les Populistes et la majorité des Démocrates pour faire passer le *bill* pour la frappe libre le 1^{er} février, et pour refuser la mise à l'ordre du jour du *Dingley bill* le 13 et le 25 février. A la Chambre, Charles H. Towne, du North Dakota et Charles S. Hartman, du Montana, étaient les orateurs les plus en vue de la faction ; ils mêlèrent leurs voix à celles des Populistes et des Démocrates argentistes dans la minorité qui s'opposa en vain, le 13 février, au rejet de la loi argentiste du Sénat (36). Une coalition analogue assura le vote par le Sénat, le 2 juin, d'un *bill* interdisant toute émission d'emprunts ; mesure de pure démagogie, qui fut, comme on s'y attendait, enterrée à la Chambre sans débat et sans vote, sur le rapport défavorable de la Commission (37). Plus que leurs votes, les commentaires dont ils étaient accompagnés retenaient l'attention. Comme la presse Républicaine les accusait de trahir le mandat protectionniste de leurs commettants, Teller déclara au Sénat le 25 février : « Nous pouvons nous passer du parti aussi bien que le parti peut se passer de nous. Mais nous refusons aux journaux et à certains membres de la Commission des Finances le droit de nous

(35) E. ELLIS, art. *The Silver Republicans in the Election of 1896*, dans « Mississippi Valley Historical Review », mars 1932, p. 520.

(36) Discussion au Congrès : « Congressional Record », *54th Congress 1st session*. Position de la majorité des Républicains définie par Sherman, pp. 454-459 (Sénat, 3 janvier 1896) ; position de la majorité des Démocrates définie par Morgan, pp. 612-620 (Sénat, 13 janvier 1896). Discours argentistes, pp. 687-700, *Appendix* pp. 56-78. *Bill* pour la frappe libre de l'argent au Sénat : pp. 531-538 (9 janvier), 557-564 (10 janvier), 651-662 (14 janvier), 905-910 (23 janvier), 965-969 (24 janvier), 982-996 (27 janvier), 1035-1051 (28 janvier), 1072-1084 (29 janvier), 1102-1118 (30 janvier), 1130-1167 (31 janvier), 1200-1216 (1^{er} février ; vote). A la Chambre : 1345-1375 et *Appendix* 79-83, 174-180 (5 février), 1402-1440 et *Appendix* 133-138 (6 février), 1457-1464, 1470-1518. *Appendix* 103-111, 193-196 (7 février), 1520-1531, 1533-1548, 1563-1568, *Appendix* 83-100, 126-132, 171-174, 180-184 (8 février), 1608-1631, *Appendix* 143-148 (11 février), 1652-1671, *Appendix* 138-143, 161-170, 188-190, 219-247 (12 février), 1696-1715. *Appendix* 149-161, 184-186, 215-216 (13 février ; vote), 1720-1735 (14 février ; nouveau vote).

Dingley bill au Sénat : 1287 (4 février), 1691 (13 février), 2100-2104 (25 février), 2149-2163 (26 février), 2764-2779 (13 mars), 2820-2825 (16 mars), 2860-2864 (17 mars).

(37) *Ibid.*, 5277-5286 (Sénat, 15 mai), 5541-5563 (22 mai), 5608-5619 (23 mai), 5718-5732 (26 mai), 5781-5799 (27 mai), 5835-5856 (28 mai), 5934-5947 (1^{er} juin), 5983-6006 (2 juin ; vote).

exclure. Nous resterons dans le parti jusqu'à ce que nous trouvions que le moment d'en sortir est venu ». Face à ce défi, la majorité du parti se refusait à tout compromis. Les Démocrates anti-argentistes les accusaient de s'y préparer, et Allen leur offrit les six voix populistes s'ils voulaient se rallier à un texte qui unit la frappe libre de l'argent et un tarif protecteur. Mais Platt et Aldrich, l'un de New-York, l'autre du Connecticut, tous deux interprètes reconnus des Républicains protectionnistes au Sénat, déclarèrent l'un et l'autre qu'ils n'accepteraient jamais une combinaison semblable. Une scission du parti paraissait probable (38).

Chez les Démocrates, l'union ne régnait pas davantage. Les membres du parti restés fidèles à Cleveland, ceux que leurs adversaires appelaient par dérision les « coucous » votèrent avec la majorité des Républicains contre la frappe libre au Sénat et à la Chambre, et contre le *bill* interdisant les emprunts. Mais ils se gardaient bien de parler de scission, car ils espéraient toujours faire prévaloir leur point de vue à la Convention du parti.

*
**

Quelqu'importante que fût cette évolution de la situation politique à Washington, ce n'est pas là que se préparait la décision. De plus en plus les masses s'étaient fait, sur la question monétaire, des opinions arrêtées. En dehors des partis comme à l'intérieur de leurs organisations, un lent travail de propagande et de discussion avait créé des convictions fortes et motivées, avec lesquelles les politiciens devaient compter, sous peine de n'être plus suivis de leurs troupes. Des millions d'électeurs avaient acquis la certitude profonde que la frappe libre de l'argent était la réforme la plus urgente et la plus essentielle. D'autres y voyaient une menace grave pour l'avenir économique et social des Etats-Unis. Ni les uns ni les autres n'étaient plus disposés à s'en remettre aveuglément là-dessus à leur parti, à leur Mentor politique habituel. On a vu plus haut les étapes par lesquelles s'était préparée cette cristallisation de l'opinion. L'argentisme avait été jusqu'en 1889 une vieille tradition dont la masse des électeurs se désintéressait. A ce moment il avait pris place dans l'actualité politique, bien en vue mais toujours au second plan. Ce sont les Populistes qui, en 1892, le mirent pour la première fois au nombre des articles essentiels de leur programme. Enfin la crise de 1893 en fit une question qu'il n'était plus possible d'ignorer.

Dans les Etats des Montagnes Rocheuses, c'était déjà plus ; c'était

(38) Déclaration de Teller : *ibid.*, p. 2101 ; discussion entre Platt, Aldrich, Palmer (Démocrate clevelandiste) et Allen : 2103-2104. Cf. ELLIS, art. *Silver Republicans*, p. 520. Dès le 12 septembre 1894, Teller avait déclaré à la Convention Républicaine du Colorado qu'il « abandonnerait le parti Républicain si celui-ci abandonnait la frappe libre » (« Omaha World-Herald », 15 septembre 1894).

une conviction vitale des masses. Certes, l'explosion de colère qui avait accompagné la panique de juillet-août s'était un peu calmée. Ses manifestations les plus extrémistes étaient oubliées. Elles n'avaient pas d'autre portée que ces violences de langage auxquelles se laissent facilement entraîner les masses impulsives de ces pays de soleil. Si dans un camp minier on avait recueilli des signatures en faveur de l'annexion au Mexique, si dans un autre on avait, sans aller jusque-là, réclamé pour l'Ouest l'autonomie monétaire et douanière, ce ne furent que des mouvements passagers dont on ne fit bientôt que sourire. Le même sort frappa la plupart des projets souvent franchement inconstitutionnels proposés pour assurer à l'Ouest, à défaut de toute l'Union, les bienfaits du bimétallisme : médailles - « souvenir » en argent, billets de banque d'Etat garantis par un dépôt d'argent, ou dollar composite fait d'un alliage des deux métaux précieux; et même le plan élaboré en septembre par une commission extraordinaire de la Chambre de Commerce de Denver, de certificats émis par l'Etat contre le dépôt de métal, qui (à la différence des certificats de tabac de la Virginie et du Maryland au dix-huitième siècle) n'auraient eu aucun pouvoir libératoire légal entre particuliers, mais auraient été reçus en paiement par l'Etat. On s'occupa plus longtemps et plus sérieusement d'une idée émise en juillet 1893 par le gouverneur du Colorado, Waite : il s'agissait de conférer, dans les limites de l'Etat, le cours légal à des dollars mexicains frappés au Mexique avec de l'argent du Colorado. Porfirio Diaz, consulté en septembre, promit la collaboration du Mexique. La « Ligue Bimétallique Panaméricaine » (organisation assez obscure) fit sien le projet, qui fut discuté à la « Trans-Mississippi Commercial Convention » qui, comme on l'a vu, se réunit en octobre à Saint-Louis. William M. Stewart, consulté, le déclara constitutionnel, mais évita de s'en faire publiquement le protagoniste. C'est que les principaux intéressés, les mines et les raffineries d'argent, y étaient unanimement opposés. Cette sorte de « monnaie intérieure » du Colorado ne pouvait pas être maintenue au pair en quantités appréciables; et sa dépréciation par rapport au dollar des Etats-Unis fournirait un argument-massue aux adversaires de l'argentisme. A la différence de ceux qui voyaient dans le métal blanc une panacée économique et même sociale, les producteurs montraient alors, comme ils le firent généralement, un sens très avisé des possibilités. A la session extraordinaire de la Législature du Colorado réunie en janvier 1894, le projet de dollars mexicains de Waite fut enterré. Du reste, eût-il été réalisable qu'il se serait heurté au même obstacle qui maintenait dans des limites étroites la circulation des pièces d'un dollar des Etats-Unis : elles étaient trop grosses et le public n'en voulait pas, comme le faisait remarquer Stewart à l'ancien *bonanza king* du Comstock, J. W. Mackay, qui

lui suggérait de proposer le retrait des billets de petites dénominations pour faire place aux pièces d'argent comme en France (39).

Ainsi, la grande colère des habitants des Rocheuses en 1893 n'avait abouti à aucun acte. Les plus réfléchis d'entre eux avaient bientôt reconnu qu'il était vain de chercher une solution locale à une question qui se posait à l'échelle nationale sinon internationale. Ils se rendaient compte que la première chose à faire était de gagner à leur point de vue les gens de l'intérieur. Dans les vastes espaces arides des Rocheuses, où l'irrigation n'avait pas encore fait verdoyer les prés et les vergers qui les ponctuent aujourd'hui, où les filons précieux cachés dans la roche nue paraissaient la seule source de la richesse, entourée même pour ceux qui n'y étaient pas directement intéressés de la fascination du risque et du prestige des quelques grosses fortunes qui s'y étaient faites en quelques années, il n'était pas besoin de démontrer les avantages du bimétallisme : il était en quelque sorte dans l'atmosphère. Comme ailleurs le blé pour le paysan, comme le vin pour le vigneron, l'argent était et est souvent encore pour les habitants de ces régions plus qu'un produit quelconque dont la valeur s'exprime tout entière dans la somme qu'il rapporte ; il avait en outre pour eux un attrait, une dignité irrationnelle. Prendre parti contre l'argent, c'était plus qu'un acte d'hostilité à l'égard de ceux qui en vivaient, c'était une sorte de blasphème. Cependant ils se rendirent compte que l'argentisme n'avait pas dans l'intérieur le même caractère d'évidence qu'il offrait dans les montagnes, et qu'il fallait se donner la peine de le démontrer ; et ils s'y employèrent avec la persévérance qu'ils mettaient dans toutes leurs entreprises. C'est Denver qui fut le centre de ce mouvement. La « cité reine des Plaines », comme elle se nommait en défi de ses rivales de l'Est (sa domination sur les montagnes étant incontestée), était alors le centre intellectuel le plus actif entre les Grands Lacs et la côte du Pacifique. Elle avait un aspect cosmopolite qui manquait à ses rivales du *Middle West* ; sa colonie britannique, moins nombreuse peut-être que celle qui avait valu à sa voisine Colorado Springs le surnom de « Little London », était, comme cette dernière, bien différente des groupes d'émigrants incultes que l'Europe envoyait à la plupart des villes américaines ; c'était un groupe de capitalistes et d'aristocrates qui lui apportait le contact fécond de deux cultures. L'élite de Denver était dès lors cultivée, d'humeur voyageuse, curieuse des choses de l'esprit. Les représentants du Colorado au Sénat, un Teller, un Wolcott, se faisaient remarquer par une distinction d'esprit qui n'était pas le fait de tous leurs collègues ; et quand le Colorado envoya au Sénat pour quelques semaines un parvenu, Tabor, la société de Den-

(39) Leon Webber FULLER, *The Populist Régime in Colorado*, pp. 170-171, 202-212. Rôle de Stewart : Stewart à Waite, 2 janvier, 10 janvier 1894 ; à Mackay, 29 mai 1894. STEWART MSS.

ver eut une attitude scandalisée qui était caractéristique, et dont on ne se fût peut-être pas avisé ailleurs. Dans cette ville qui datait de trente ans à peine se publiait une revue mensuelle, « Commonwealth », comparable, par sa tenue littéraire, aux revues de l'Est ou de San Francisco. Aussi Denver et le Colorado étaient-ils les interprètes attitrés de la région des montagnes auprès des Américains de l'intérieur, et les autres Etats et Territoires moins peuplés, moins évolués, y voyaient leurs guides naturels. B. Clark Wheeler et d'autres capitalistes miniers lancèrent à Denver un quotidien, « L'Ouest et le Sud », destiné à être l'organe de liaison entre les deux régions pour défendre leurs intérêts économiques communs, la lutte contre le capital de l'Est dont elles étaient l'une et l'autre tributaires. Ce fut un échec : Denver avait déjà ses journaux locaux, fort bien rédigés, et se prêtait mal, de par sa situation géographique, à être le centre de diffusion d'un grand quotidien d'importance plus que locale (40). D'autre part, toute propagande argentiste venant de Denver perdait par là même une partie de son pouvoir de persuasion : on savait que les gens du Colorado, en défendant l'argent, défendaient un de leurs intérêts les plus immédiats, et cela ôtait du poids à leurs arguments. C'est pourquoi les argentistes s'efforçaient de faire des nombreux « congrès commerciaux », qui tenaient leurs assises à intervalles irréguliers dans diverses villes de l'Ouest, le théâtre de leur propagande ; on les a vus à l'œuvre à Denver et Kansas City en avril et mai 1891, à Ogden, Chicago et Saint-Louis en avril, août et octobre 1893. Des concours inattendus leur venaient : l'« American Federation of Labor », qui sous la direction prudente de Gompers était déjà devenue la grande organisation syndicale américaine, adoptait à son Congrès de décembre 1893 une résolution argentiste semblable à celle qu'elle avait refusé de prendre en considération l'année précédente. En conséquence Gompers entra en rapports avec la « Ligue bimétallique » (l'organisation qui avait succédé en mai 1892 au « National Silver Committee » de Newlands), et distribua dans les milieux syndicaux « une grande quantité de tracts » bimétallistes (41). Mais tous ces efforts se heurtaient à une difficulté insurmontable en apparence : la question monétaire était très compliquée, très abstraite. Les meilleurs tracts bimétallistes n'étaient que des exposés théoriques, propres à faire réfléchir, mais mal faits pour créer dans l'esprit des simples cette foi nécessaire à un mouvement de masses, mais que ne peuvent provoquer ni les longs raisonnements, ni les vagues déclamations grandiloquentes. Ce qu'il fallait, c'était faire pour la question monétaire ce que la « Case de l'Oncle Tom » avait fait jadis pour la question de l'esclavage, la concrétiser dans l'esprit et dans le cœur des masses

(40) FULLER, l. c., p. 168.

(41) « *Proceedings of the Thirteenth Annual Convention of the American Federation of Labor* » (1893), p. 30. « *American Federationist* », janvier 1895.

populaires. Le sujet s'y prêtait aussi mal que possible ; et cependant le tour de force fut réussi.

« Un petit livre en faveur de la frappe libre de l'argent, appelé « *Coin's Financial School* », est vendu sur tous les trains par les marchands de journaux ; on le trouve dans tous les débits des tabac. Tout le monde, ou presque, le lit », écrivait à un confident de Cleveland un correspondant du Mississippi (42). La Bibliothèque municipale de Dover, Massachussetts, dans une circulaire d'août 1896, le caractérisait ainsi : « Harvey, W. H. - *Coin's Financial School*, Chicago, 1894. Cette brochure a été publiée il y a environ deux ans en faveur de la frappe libre, et a eu une diffusion phénoménale dans l'Ouest. Ses affirmations sont indignes de confiance, son argumentation erronée, ses illustrations grossières ; mais elle est écrite dans un style tranchant qui paraît convaincant aux gens qui ont lu peu de chose sur le sujet, et on dit qu'elle a fortement contribué à amener la situation présente » (43). Le petit volume dont ce bibliothécaire, malgré une partialité excusable en période électorale, reconnaissait ainsi l'immense influence, était l'œuvre d'un inconnu. La carrière de William Hope Harvey, jusqu'au chef-d'œuvre propagandistique qui le rendit célèbre, était un exemple assez caractéristique de la classe qui formait un des éléments les plus actifs du mouvement argentiniste : le *pioneer* de l'Ouest qui n'a pas réussi. Né en 1855 à Huntington, West Virginia, il fit son droit et s'établit comme avocat dans sa ville natale en 1876. Il exerça ensuite à Cleveland, à Chicago. En 1884, allant toujours vers l'Ouest à la quête du succès qui le fuyait, il atteignit les montagnes Rocheuses ; là il essaya de la profession qui, avec le barreau, était le métier d'élection des jeunes Américains ambitieux de cette époque, et se fit agent immobilier dans différentes parties de l'Ouest. La spéculation sur les terrains ne semble pas lui avoir apporté la fortune. « Pendant les trois dernières années », déclarait-il vers 1895 à un rédacteur du « *Minneapolis Journal* », « je n'ai eu aucun métier à proprement parler, et tandis que je ne faisais rien et voyageais de côté et d'autre, j'ai étudié la question financière » (44). En avril 1893, on le trouve président du comité directeur de la « *Trans-Mississippi Commercial Convention* » à Ogden, Utah ; cette assemblée avait au nombre de ses objets principaux la propagation de l'argentisme (45). Après le krach de 1893, son actif se réduisait à quelques terrains suburbains non bâtis, de valeur problématique et de revenu nul. A la fin de l'année, il s'établit à Chicago et fonda avec un ami « *Coin Publishing Company* ». Le roman d'aven-

(42) Texte cité dans BARNES, art. *The Gold Standard Democrats and the Party Conflict*, dans « *Mississippi Valley Historical Review* », décembre 1930, p. 431.

(43) Feuille volante, dans *Widener Library*, Harvard.

(44) « *Bankers' Magazine* », mai 1895.

(45) Harvey à Bryan, 15 avril 1893, BRYAN MSS.

tures populaire était alors depuis quelques années une formule commerciale bien établie et de bon rapport. Pour dix à vingt-cinq cents, le public inculte pouvait acheter dans les bazars une multitude de petits volume brochés, sous couverture bariolée, composés à la linotype, imprimés sur du papier de dernière qualité, paraissant sous forme de « collection périodique » mensuelle ou trimestrielle pour bénéficier du tarif postal réduit, qui leur dévoilaient les mystères et les crimes de la pègre, châtiés au dernier moment par « Old Sleuth » ou quelque autre détective également infailible. Personne ne s'était encore avisé de conter sous une forme analogue les mystères de la haute finance et le « Crime de Soixante-Treize », que le « Dollar d'Argent de nos Pères » s'appropriait à punir. Telle fut l'idée audacieuse avec laquelle Harvey se disposait à gagner sa vie. Le succès se fit attendre. Les deux premiers volumes de « Coin's Financial Series » étaient trop abstraits pour gagner le public auquel ils s'adressaient : une réédition de la brochure écrite en faveur du bimétallisme par l'archevêque de Dublin, un recueil de textes et de statistiques. L'impossibilité de payer des droits d'auteur, qui avait vraisemblablement dicté le choix des deux premiers volumes, détermina Harvey à écrire lui-même le troisième, qui parut en juin 1894. Il y racontait comment un jeune garçon, « Coin », ouvrit le 7 mai 1894 à l'« Art Institute » de Chicago une « école financière » où il enseigna le bimétallisme et couvrit de confusion dans la discussion les adversaires les plus variés : les fils des principaux directeurs de journaux de Chicago, les banquiers les plus connus de la place, et J. L. Laughlin, qui enseignait à l'Université le monométallisme-or le plus intransigeant. Leur ignorance et leur sottise éclataient par contraste avec la logique irréfutable de l'enfant, et l'« école » s'achevait par l'apothéose de « Coin » et du bimétallisme dans la ville de Chicago. Cette fiction audacieuse fut prise au sérieux par beaucoup de simples, si bien que les personnalités mises en cause crurent bon de faire paraître un démenti dans la presse. Même à ceux des lecteurs assez avertis pour en reconnaître le véritable caractère, elle faisait absorber sans effort arguments et statistiques. Les uns et les autres, du reste, étaient à la portée de toutes les intelligences : l'insuffisance de l'or comme étalon monétaire était illustrée par la liste des endroits où le cube de 22 pieds de côté, contenant tout l'or du monde, pourrait être entreposé. L'étalon unique était symbolisé par un borgne, un unijambiste, un manchot et un canard qui n'a qu'une aile. Un dessin souvent imité par la suite montrait à gauche : « Bimétallisme, 1872 » (un ouvrier bien nourri et bien vêtu), à droite : « Monométallisme, 1894 » (un chômeur en loques entouré de sa famille affamée ; Coin entre les deux debout sur un bloc d'argent, déclarait : « Faites votre choix ! ») (p. 21). Ailleurs on voyait, comme l'expliquait la légende, « Une belle jeune femme » (« Prospérité ») « brutalement assaillie par un escarpe » (dessiné sous

les traits de John Bull, et portant l'inscription « *England* ») « sous les yeux d'un prisonnier » (« *Silver* », représenté comme un esclave antique) « qui tente de briser ses chaînes pour voler à son secours » (p. 129). Ailleurs encore, l'Angleterre était représentée sous les traits d'un poulpe dont les ventouses enserraient le monde, symbolisant « Rothschild, le grand poulpe anglais ; il ne se nourrit que d'or ». L'Angleterre avait pour complices les financiers de l'Est, comme en faisait foi le dessin où l'on voyait une grande vache à lait, paissant dans l'Ouest et traite à New-York et en Nouvelle Angleterre. Le remède était, on s'en doute, simple : l'Ouest et le Sud s'unissaient, remonétisaient l'argent, « *and everything is lovely* ». Quant à l'Angleterre, la réponse à lui faire était de « frapper d'un tarif excessif toutes les importations qui en proviennent, et toutes celles qui viennent de pays ayant l'étalon d'or... Si une telle action se heurte à des traités, il faut violer les traités. Quand il y va de l'humanité, ou de la vie d'une nation, les traités n'existent plus » (p. 138). Au besoin, il fallait aller plus loin encore : « Annexons l'Angleterre aux Etats-Unis et rayons son nom de la liste des nations. (*Applaudissements.*) Une guerre contre l'Angleterre serait la plus populaire que le monde ait jamais contemplée. (*Applaudissements.*) S'il est vrai qu'elle peut dicter sa loi à la monnaie du monde, et par là créer une misère mondiale, ce serait la guerre la plus juste qu'un homme ait jamais entreprise » (p. 132) — et l'image montrait l'Oncle Sam tirant le canon, et le lion britannique volant dans les airs. Les arguments des anti-argentistes étaient tournés en ridicule, et les « applaudissements de l'assistance » soulignaient la force de la réfutation de Coin. Il n'était pas vrai, disait-il, que l'argent coûtât peu à produire, et il citait comme témoins une douzaine d'hommes d'affaires de Chicago, dont le lecteur voyait les portraits, avec le prix auquel leur était revenue l'once d'argent dans leurs mines : de cent à cinquante mille dollars ! Les dangers supposés de la frappe libre étaient, d'après Coin, inexistants. Elle suffirait à mettre instantanément l'argent au « pair » de 16 contre 1. Sinon, le gouvernement « pourrait mettre son influence au service du plus faible des deux métaux en cas de besoin, pour maintenir la parité ». Si ce n'était pas assez, « mettez moins d'or dans le dollar d'or ». En cas d'un déluge d'argent, « mettez-le dans les poches du peuple... mettez-le là où il travaillera ; mettez-le dans les artères du commerce ». On dit que l'or quitterait les Etats-Unis, mais ne le fait-il pas déjà, « Croyez-vous qu'il pourrait nous quitter encore plus vite ? »

Les arguments n'étaient certes pas neufs, et « Coin » est très loin d'être le plus plausible des pamphlets argentistes ; mais aucun n'était mieux calculé pour faire appel à l'imagination de son public. En juin 1895, Harvey affirmait en avoir vendu 360,466 exemplaires, plus 130, 831 de « Coin mis à jour » (en réalité, un deuxième volume dans le même genre, publié en mars 1895) et 105,945 de l'« Histoire de Deux

Nations », un roman où l'on voyait un Sénateur (semblable, au nom près, à John Sherman) se vendre aux Rothschild, et machiner la démonétisation clandestine de l'argent en 1873 ; mais ses plans étaient à la fin déjoués, et il est curieux de remarquer que l'homme qui sauvait son pays en restaurant la frappe libre de l'argent (et qui en était récompensé par la main de l'héroïne) était « un jeune Représentant du Nebraska », brillant orateur, auquel le lecteur ne pouvait guère manquer de prêter les traits de William Jennings Bryan, quoique Bryan ne fût lors de la parution du roman (septembre 1894) qu'un des membres de la cohorte argentiste dont il devait devenir plus tard le chef de file. Le Sénateur Don Cameron fit distribuer « Coin » à ses frais aux membres de la Législature de Pennsylvanie, et la Chambre de Commerce de Denver dépensa cent dollars par mois (d'après Harvey lui-même; certains disent beaucoup plus) pour le répandre (46). Mais la preuve la plus frappante du succès de « Coin » est le nombre de ses imitateurs, le nombre des réfutations qui furent publiées (47). A partir de 1895, la brochure populaire devint une des formes les plus répandues de la polémique monétaire. Elle avait un avantage précieux, qui était de payer ses frais. Il est probable, à vrai dire, que beaucoup des innombrables publications jetées dans la circulation le furent aux frais de leurs auteurs, dont elles devaient servir les convictions, les ambitions politiques ou simplement la vanité. Mais tel n'était pas toujours le cas. « Coin » apporta à son auteur tout au moins l'aisance. L'éditeur qui commanda à Ignatius Donnelly son pamphlet argentiste, « *American People's Money* », espérait le succès commercial, et paya mille dollars à l'auteur. Mieux, on vit un éditeur de Chicago, Charles H. Sergel, partisan déclaré de l'étalon d'or, publier sans l'autorisation des auteurs une collection d'articles par des argentistes connus (48).

(46) *The Crime of 1873 and the HARVEY-LAUGHLIN Joint Debate*, pp. 122-123.

(47) Réponses à « Coin », qui le citent explicitement : *Coin's Financial School Answered*, dans « Banker's Magazine », mai 1895 ; « Cotton M. BARLEY », *The Financial School at Farmerville* (1895) ; John BEATTY, *An Answer to Coin's Financial School* (1895) ; H. L. BLISS, *Coin's Financial Fraud* (1895) ; Otis B. GUNN, *Bullion versus Coin* (1895) ; J. J. CARGILL, *A Freak in Finance ; or, The Boy Teacher Taught* (1895) ; Eli PERKINS (pseud. Melville Landon), *Money* (juin 1895) ; J. H. FRASER & C. H. SERGEL, *Sound Money* (juin 1895) ; J. L. LAUGHLIN, *Facts about Money* (1895) ; « *A Mining Engineer* », *Silver ; or Gold Bug's Financial Kindergarten* (août 1896) ; W. B. MITCHELL, *Dollars, or What ? a little Common Sense applied to Silver as Money* (avril 1895) ; L. G. POWERS, *Farner Hayseed in Town, or The Closing Days of Coin's Financial School* (juin 1895) ; Geo. E. ROBERTS, *Coin at School in Finance* (mai 1895) ; « *Silas Honest Money* », *Base Coin Exposed* (mars 1895) ; *Jack Squaredeal's Money Primer* (1896) ; J. K. UPTON, *A Coin Catechism* (1895) ; Stanley WATERLOO, *Honest Money : Coin's Fallacies Exposed* (mai 1895) ; Everett P. WHEELER, *True Bimetallism, or True Coin versus False Coin* (1895) ; Edward WISNER, *Cash versus Coin* (1895) ; Horace WHITE, *Coin's Financial Fool, or, the Artful Dodger Exposed* (mai 1895) ; Stanley WOOD, *Answer to Coin's Financial School* (1895).

(48) Ignatius DONNELLY, *Diary*, avril 1895 ; W. H. HARVEY and Others, *The People's Money* (Chicago, Sergel, juillet 1895), et protestation de HARVEY dans

La brochure ne pouvait cependant pas suppléer comme moyen de propagande à la presse périodique, dont l'action est plus efficace parce qu'elle est répétée. Or la presse des grandes villes était dans sa grande majorité anti-argentiste, les capitalistes qui la contrôlaient ayant, comme il est naturel, les opinions de leur classe. Même l'« Associated Press » qui était à cette époque la seule grande agence de nouvelles, semble bien s'être départie à l'occasion, dans le même sens, de l'impartialité qui était sa règle officielle (49). La presse des petites villes et des campagnes, encore plus influente à cette époque qu'elle ne l'est aujourd'hui, avait souvent des sympathies pour l'argentisme ; mais ses rédacteurs n'étaient pas capables de traiter avec une compétence suffisante les questions économiques et financières. Aussi les argentistes s'efforcèrent-ils de lui fournir du matériel de propagande. Dès le début de 1894, on trouve H. E. Taubeneck organisant sous le nom de « People's Associated Press » un service d'information à l'usage des journaux populistes, sous la forme d'une lettre circulaire hebdomadaire (50). Plus tard, trois hebdomadaires se consacrèrent à la propagande argentiste : l'« American » lancé en janvier 1895 à Philadelphie par le banquier et publiciste Wharton Barker, le « Silver Knight » publié à partir de mars 1895 à Washington, D. C., par William M. Stewart, et le « National Bimetallist », qui parut à Chicago à partir du 16 octobre 1895 sous la direction de l'ancien Représentant du Nevada, H. F. Bartine, avec des fonds souscrits par les producteurs d'argent de l'Ouest (51). Harvey lança même à Chicago, le

The Crime of 1873. De nombreux éditeurs tentèrent d'exploiter dans un but purement commercial l'intérêt du public pour la question monétaire, cf. F. W. Ziegler à Bryan, 10 juin 1895, BRYAN MSS.

(49) Ainsi elle refusa de mettre en circulation à l'Est de Denver la « déclaration Luckenbach » contenant l'histoire du « crime de 1873 ». Il est vrai que la « déclaration sous serment » de Luckenbach était fantaisiste, mais pourquoi lui donner un traitement différent suivant les régions ? Cf. Gordon CLARK, *Handbook of Money*, p. 190.

(50) Stewart à H. E. Taubeneck, Président du Comité Exécutif du Parti Populiste, 16 février 1894 ; STEWART MSS.

(51) Sur l'« American », ses bailleurs de fonds et les plans de son fondateur, Wharton BARKER MSS, *passim*. En particulier, E. W. Nash (Trésorier de l'« Omaha and Grant Smelting Co ») à Barker, 19 janvier 1895 ; le même à S. B. Grant, Président de la même société, 18 février 1895 ; Wharton Barker à J. Wanamaker, 29 décembre 1894. Barker semble avoir obtenu assez facilement quelque 10.000 dollars en janvier-février 1895, avoir rencontré beaucoup moins d'empressement à souscrire après que les producteurs d'argent eurent fondé à Salt Lake City leur propre organisation ; Stewart (lettres à J. C. Sibley, 8 décembre 1897 ; à I. N. Stevens, 7 décembre 1897 ; STEWART MSS) affirme tenir de source sûre que Barker reçut en tout \$ 17,000 du Colorado, surtout de W. S. Stratton. Les autres bailleurs de fonds de Barker étaient des industriels de Philadelphie qui sympathisaient avec son protectionnisme plus encore qu'avec son argentisme. L'un d'eux, un fabricant de tapis et de velours du nom de James Dobson, lui versa à lui seul \$ 1,750 en 1895 (Dobson à Barker, réponse non datée à une lettre du 3 février 1896, BARKER MSS).

Le « Silver Knight » devait à l'origine être l'organe de l'« American Bimetallic League » (Stewart à Sibley, 13 mars 1895, STEWART MSS), mais devint en fait

1^{er} mai 1895, un quotidien, le « Daily Coin », qui n'eut qu'une existence éphémère (52).

En même temps que les périodiques, des organisations nombreuses se donnaient à tâche de répandre la bonne parole. La plus ancienne était l'« American Bimetallic League » issue en mai 1892, comme on l'a vu (supra, p. 250) du Comité fondé en 1890 par les producteurs de métal ; elle siégeait à Washington sous la présidence d'A. J. Warner, ancien politicien Démocrate. Elle ne cherchait pas à gagner directement les masses, se bornant à organiser des congrès de temps à autre, et à agir sur des personnes influentes en leur envoyant de la littérature de propagande (53). Son action parut insuffisante à un certain nombre de personnalités influentes du Colorado, de l'Utah et des autres Etats miniers, qui se réunirent en mai 1895 à Salt Lake City et fondèrent la « National Bimetallic Union ». On trouvait parmi eux des hommes des deux partis, réunis par la volonté bien arrêtée de décider les Conventions et l'élection de 1896 en faveur de l'argent par une campagne de propagande de grand style ; et ils discutèrent la tactique à employer pour obtenir le meilleur rendement des fonds souscrits. Wharton Barker était accouru de Philadelphie avec un plan grandiose. Il s'agissait de gagner à l'argentisme l'Est lui-même d'abord en subventionnant largement son propre journal l'« American », et ensuite par une série de cortèges ouvriers. Trois cent mille dollars étaient nécessaires — cinquante mille pour commencer ; la somme devait être fournie moitié par les mineurs et raffineurs de

l'organe personnel de Stewart. Le journal ne fit pas ses frais ; Stewart mendia de l'argent à tous les producteurs d'argent de sa connaissance, mais il semble bien qu'il dut lui-même combler le plus gros du déficit (Stewart à J. B. Haggin, 4 avril 1895 ; à Sibley, Eben Smith, Henry Rives, Dennis Sheedy, I. N. Stevens, D. H. Moffat, 7, 8, 16 décembre 1896 ; nombreuses factures impayées, septembre 1897, STEWART MSS). A la fin de 1895, le « Silver Knight » acheta un hebdomadaire d'Alexandria (Virginie), qui tirait à 23,000 exemplaires, le « National Watchman », et s'appela désormais le « Knight-Watchman » ; son tirage atteignit alors 50 à 60,000 (Stewart à Sibley, 19 décembre 1895 ; à Harvey, 20 février 1896 ; STEWART MSS).

(52) HARVEY, *The Crime of 1873*. Harvey établit à sa place un bureau qui envoyait aux journaux locaux des articles argentistes tout clichés.

(53) Parmi les membres de son Comité Directeur, Stewart et Marion Butler, l'un des Populistes les plus en vue dans le Sud. Elle tint un Congrès, où figura entre autres W. J. Bryan, à Chicago, en août 1894. Elle publiait une brochure rédigée par A. J. WARNER, *Facts about Silver* (1^{re} édition en 1891, rééditions augmentées en 1892, janvier 1894, septembre 1895, et 1896), les compte-rendus des Congrès argentistes de 1889 et 1892, et distribuait en outre quelques brochures de propagande par Warner, Stewart et d'autres, les œuvres de Harvey, et de nombreux discours du Congrès. Comme exemple de coopération entre les différentes organisations argentistes, on peut remarquer que les *Principles of Coinage* de Thomas BUCHANAN, publiés en mars 1894 par la Chambre de Commerce de Denver, portent la mention « Vendu au profit de l'American Bimetallic League ». Au début de 1895, la Ligue fit circuler 300,000 formules de pétition argentiste (Stewart à Sibley, 13 mars 1895, STEWART MSS).

l'Ouest, moitié par les industriels de Philadelphie qui étaient les bailleurs de fonds de Barker ; les dépenses seraient ordonnancées par un comité où l'Est et l'Ouest seraient représentés par moitiés. Les *Westerners* écoutèrent froidement, et s'excusèrent sur l'énormité de la somme demandée (54). Le plan qu'ils adoptèrent était bien plus réaliste. Ils admirèrent que l'argentisme n'avait aucune chance de trouver des majorités dans les Etats au Nord du Potomac et à l'Est des Alleghanies, et que par conséquent tout argent qu'on y dépenserait serait perdu. Le terrain sur lequel s'engagerait l'action décisive était le *Middle West* : Ohio, Indiana, Illinois, Wisconsin, Minnesota, Iowa, Missouri, Michigan. C'est là qu'il fallait faire porter un effort persévérant. Dans le courant de l'été, le Secrétaire de l'« Union », E. B. Light, se transporta à Chicago et y ouvrit un bureau. On a vu que peu après le « National Bimetallist » commença à paraître. Mais ce n'était pas leur seule activité. Ils s'attachèrent à organiser les argentistes, un Etat après l'autre. Light allait passer quelques jours dans une des grandes villes, se mettait en rapport avec des personnes ayant de l'influence sur les journaux locaux, sans distinction de parti, et généralement avec des personnes influentes dans l'Etat ; une fois qu'il avait réuni le nombre voulu de sympathisants de cet ordre, une « Union » était fondée ; les journaux lui donnaient de la publicité, et des « Unions » se fondaient alors presque spontanément dans les petites villes. Une fois le mouvement bien lancé, l'« Union » centrale, qui avait fourni au début les fonds nécessaires (ainsi les frais de déplacement des organisateurs) comptait que les « Unions » locales la soutiendraient à leur tour (55). Le 29 décembre 1895, les deux grandes organisations argentistes : « American Bimetallic League » (A. J. Warner) et « National Bimetallic Union » (Salt Lake) décidèrent de fusionner sous le nom de « American Bimetallic Union ». Cette fusion devait être consommée par un Congrès des deux organisations, convoqué à Washington pour le 22 janvier 1896, dont ses promoteurs voulaient faire une grande concentration des forces bimétallistes.

Pour cela, ils avaient invité d'autres organisations argentistes à se joindre à eux, ou tout au moins à se réunir le même jour à Washington, de façon à pouvoir négocier. Ils avaient l'adhésion du « Sil-

(54) Barker avait déjà proposé à John P. Jones et à Teller des plans analogues, plus ou moins chimériques et toujours coûteux (Barker à Teller, 18 août 1893 ; Jones à Barker, 31 août 1893. Wharton BARKER MSS). Activité de Wharton Barker à Salt Lake City : L. Bradford Prince à Barker, 7 juillet 1895 ; R. C. Chambers, président de la « National Bimetallic Union », à Barker, 2 août 1895 ; E. B. Light, secrétaire de la même Union et de la Chambre de Commerce de Denver, à Barker, 12 août 1895 ; BARKER MSS. En fin de compte, Barker obtint des sommes assez considérables, qui provinrent moins des propriétaires de mines que des raffineries d'argent, plus riches.

(55) R. C. Chambers à Barker, 11 juillet 1895, BARKER MSS ; E. B. Light à Bryan, 22 octobre, 18 décembre 1895, BRYAN MSS.

ver Party » fondé en 1892 à Reno (Nevada), et rebaptisé « American Bimetallic Party » le 22 février 1895 à Washington, quand il fut renforcé par la scission de quelques membres du parti Populiste qui lui reprochaient de disperser ses efforts sur trop de réformes à la fois ; ses membres les plus en vue étaient Stewart (qui siégeait en même temps au Comité Exécutif de l' « American Bimetallic League »), John P. Jones, et un éleveur qui jouait un certain rôle dans la politique de la Pennsylvanie, Joseph C. Sibley. Le « Silver Party » n'avait guère d'influence en dehors du Nevada. Stewart tenta aussi d'attirer à cette réunion ses anciens amis Populistes ; il pensait que Démocrates et Républicains nommeraient en juin-juillet un candidat présidentiel hostile à l'argent, et voulait préparer en vue de cette éventualité l'union des Populistes et du « Silver Party » sur un candidat commun qui réunirait toutes les voix argentistes. Mais les Populistes refusèrent de se prêter à ce plan, pourtant imaginé par l'un d'eux, Ignatius Donnelly (56).

Une autre organisation répondit à l'invitation de se rendre à Washington, le « National Bimetallic Committee ». Il était issu d'un Congrès tenu à Memphis, Tennessee, en juin 1895, sur l'invitation d'une « Ligue Centrale Bimétallique » locale. Des délégués y étaient venus de tout le Sud, neuf dixièmes d'entre eux Démocrates, y avaient applaudi divers orateurs, entre autres Bryan, et avaient élu un Comité permanent. Ce Comité se réunit à Chicago le 18 juillet et le 19 septembre 1895. Ceux de ses membres qui venaient du Nord et de l'Est étaient en faveur de la formation d'un tiers parti (au cas où les Démocrates se prononceraient pour l'or) mais les membres du Sud refusèrent de rompre avec leur tradition Démocratique. Après sa réunion de septembre, le Comité publia un manifeste où il était dit entre autres choses que « l'heure est venue où les affiliations partisans doivent faire place à la fidélité au bien public ». Il est difficile de se rendre compte de ce que représentait ce Comité, lorsqu'il se rendit en janvier 1896 à Washington pour conférer avec les autres organisations ; il ne semble pas qu'il eût à ce moment beaucoup de membres, et on ne voit pas qu'il ait eu d'autres activités que celles qu'on vient d'indiquer (57).

(56) Fondation du « Silver Party » : BRYAN, *First Battle*, p. 154. Rapports avec les Populistes : Stewart à Donnelly, 20 décembre 1895 ; à H. E. Taubeneck, 12 et 16 décembre 1895 ; cf. Stewart à C. W. Hartman, 6 mai 1896. STEWART MSS.

(57) Sur le Congrès de Memphis : HICKS, *The Populist Revolt*, p. 343. L'histoire du Comité qui y fut nommé est assez obscure. Nous l'avons trouvée principalement dans G. H. SHIBLEY, *The Money Question Fully and Plainly Stated* (1896), qui est une source abondante mais peu sûre. On peut se demander pourquoi, alors que le Congrès de Memphis était composé à peu près exclusivement de délégués du Sud, le Comité qui y fut élu transporta son siège à Chicago, et suivit une politique opposée à la tendance profonde du Sud. Il est bien possible que ce Comité n'ait pas représenté grand'chose en dehors de son Président, un

Le résultat de la conférence du 22 janvier 1896 fut une organisation nouvelle, qui avait plusieurs aspects. D'abord un parti politique, l'« American Bimetallic Party », héritier du « Silver Party » de Jones et Stewart (il avait le même président, Dr. J. J. Mott); ensuite une « American Bimetallic Union » qui eut comme président A. J. Warner, président de l'« American Bimetallic League », comme secrétaire E. B. Light, secrétaire de la « National Bimetallic Union », et qui reprit les bureaux de Washington et de San Francisco de la « League » et le bureau de Chicago de l'« Union » (58). Le « National Bimetallist » en devint l'organe. Parallèlement fonctionnait la « Western Newspaper Union », avec des bureaux à Chicago, Detroit, Saint Louis, Kansas City, Des Moines, Denver, Omaha, Lincoln, Dallas, Topeka, Houston, « la seule agence de clichés tout faits admise officiellement par les Partis Bimétallique et Populiste », qui fournit « des journaux argentistes ou populistes complets... Tout ce que l'éditeur a à faire est de mettre sur pied la page locale — nos clichés font le reste » (59). La fusion des organisations ne signifiait pas que les membres fussent d'accord : en avril et juin 1896 Stewart accusait vivement A. J. Warner de diriger l'association à sa guise, de la mettre au service de la politique Démocratique, et de n'avoir pas rendu compte de l'emploi des fonds qui lui avaient été confiés (60).

Il existait aussi d'autres ligues argentistes. Stewart, en plus de la « League » où il était membre du Comité Directeur, avait fondé une de ces associations « secrètes » toujours si populaires aux Etats-Unis, les « Silver Knights » dont son journal du même nom était l'organe. « Coin » Harvey avait fait de même à la fin de 1895 ; étant à court de fonds, il avait fondé l'« Ordre des Patriotes d'Amérique », à cause des cotisations (61). Il ne se rendit pas à Washington en janvier bien qu'il y eût été invité par Stewart, qui par la suite tenta en vain de l'amener à faire fusionner les « Patriots of America » avec les « Silver Knights » ; et il semble bien qu'il ait surtout agi indépendamment (62). Enfin Wharton Barker dirigeait la « Bi-Metallic

politicien de Chicago du nom de Henry G. Miller. Le véritable héritier légitime du Congrès de Memphis était le mouvement argentiste au sein du parti Démocrate.

(58) BRYAN, *The First Battle*, p. 162 ; H. G. Miller, du Comité de Memphis, reçut une place au comité de l'« American Bimetallic Union » comme second vice-président. SHIBLEY, *Money Question*, p. 605 ; « National Bimetallist » du 11 mars 1896.

(59) Annonce dans le « National Bimetallist » du 11 mars 1896. La « Western Newspaper Union » était une firme commerciale qui distribuait aussi des clichés anti-argentistes. Cf. *Report of the Committee on Sound Currency of the Reform Club* (1896).

(60) Stewart à Warner, 14 avril 1896 ; Marion Butler à Stewart, 29 juin 1896 ; STEWART MSS.

(61) G. P. Keeney à Bryan, 22 octobre 1895 ; Harvey à Bryan, 16 décembre 1895 ; BRYAN MSS.

(62) Stewart à Harvey, 14 janvier 1896, 20 février, 16 mars 1896 ; STEWART MSS.

Association », dont l'influence, à en juger d'après sa correspondance, ne semble guère s'être étendue en réalité au-delà d'un rayon assez restreint autour de Philadelphie.

Mais les grandes organisations et les organisations à grandes prétentions n'étaient pas tout, et n'étaient peut-être même pas l'aspect le plus important du mouvement argentiste. Des clubs locaux innombrables s'étaient fondés, certains depuis 1890, tel l'« Alabama Silver Club » (63); sous des noms divers ils faisaient une propagande active, faisaient circuler des brochures parmi leurs membres (64), organisaient à l'occasion des réunions publiques avec un conférencier payé (65); l'un d'entre eux avait une « Coin's Financial School » qui se tenait comme une classe à intervalles réguliers (66). Leur éclosion spontanée témoigne de la ferveur avec laquelle l'argentisme fut embrassé par des milliers d'habitants de l'Ouest, et qui lui donna sa force de persuasion. Elle explique comment les hommes d'affaires et les politiciens purent mobiliser rapidement et à peu de frais des masses innombrables. Il suffisait de leur fournir des mots d'ordre et une nourriture intellectuelle, qu'elles payaient elles-mêmes pour la plus grande part, et elles étaient prêtes à marcher.

Un autre procédé de la propagande argentiste était la réunion publique. Le peuple américain a toujours été, en matière d'éloquence, amateur et connaisseur. Aujourd'hui encore, point de fête foraine (*county fair*) sans discours; et, surtout à cette époque, tout ce qui touche à la politique fournit les sujets les plus attrayants. Le journal manuscrit d'Ignatius Donnelly donne un tableau des plus vivants de la vie de l'orateur itinérant, qui fait conférence, selon le goût du public, tantôt sur « Esprit et Humour », tantôt sur « l'Atlantide », tantôt sur « la question monétaire », quelquefois sur les trois s'il peut remplir une salle plusieurs soirs de suite. Les bonnes gens payent volontiers un *quarter*, voire un demi-dollar d'entrée, surtout dans les petites villes où les divertissements sont rares; et cela permet à l'orateur d'intercaler dans son itinéraire des réunions purement politiques non payantes pour lesquelles il ne reçoit que ses frais, souscrits par le Comité local d'organisation. Bryan, lui aussi, est constamment en tournée de 1894 à 1896. Il va d'un coin du pays à l'autre porter la bonne parole argentiste, pour cent dollars, cinquante dollars, vingt-cinq dollars même quand l'organisation qui l'invite crie

(63) Lettre du 22 mars 1895, BRYAN MSS.

(64) M. J. Mac Mahon à Stewart, 30 septembre 1896, STEWART MSS.

(65) Geo. F. Richardson à Bryan, 28 septembre 1895, BRYAN MSS. Richardson explique qu'il vient de lancer un hebdomadaire argentiste à Grand Rapids, Michigan. La Ligue Bi-Métallique locale voudrait avoir une conférence de Bryan pour \$ 25 et les frais; elle ne peut lui offrir davantage et s'en excuse mais elle « louera la plus vaste salle de la ville, et on aura un orphéon, etc. ».

(66) B. J. Johnston de Howe, Nebraska, à Bryan, 9 novembre 1895, BRYAN MSS.

misère. Dans les villes riches les auditeurs paient jusqu'à un dollar suivant la place, dans les pauvres corons miniers on rentre pour dix cents. A en croire les Mémoires de Bryan, c'était une croisade désintéressée à laquelle sa situation de rédacteur au « World-Herald » d'Omaha lui permettait de se consacrer ; mais sa correspondance montre surabondamment que la croisade rapportait, et que ce n'étaient pas les propriétaires de mines d'argent, mais le public qui en faisait les frais. Certains producteurs d'argent lui avaient du reste procuré la tribune commode du « World-Herald » en commanditant le journal en difficulté (67).

Enfin en dehors de cette activité générale de propagande qui s'adressait à tout le public sans distinction de parti, les argentistes à l'intérieur des différents partis, surtout du parti Démocrate, s'efforçaient d'en noyauter et d'en capturer les organisations. Le récit de ces activités trouvera place dans l'histoire de la campagne électorale de 1896, dont elle était le prélude.



Les argentistes n'étaient pas seuls à l'œuvre. Il convient de ne pas oublier les bimétallistes véritables, qui répudiaient la frappe libre de l'argent à 16 contre 1 par les Etats-Unis seuls comme devant conduire au monométallisme-argent, et préconisaient un accord international en vue de l'emploi monétaire des deux métaux dans un rapport de valeur fixé par traité ; et en attendant, le maintien provisoire de l'étalon d'or existant. Il est remarquable que cette tendance, qui eut en Angleterre, en Allemagne et en France des représentants aussi nombreux qu'éminents, fut très peu représentée aux Etats-Unis. On a vu qu'une association qui la propagait fut fondée à Boston au début de 1894 ; elle ne semble pas, si elle survécut, avoir déployé une grande activité. Certains bimétallistes comme Brooks Adams, Francis A. Walter, Président du Massachusetts Institute of Technology, ou E. Benjamin Andrews, le Président de Brown University à Providence, critiquèrent dans des volumes bien écrits la hausse du pouvoir d'achat de la monnaie consécutive à l'adoption de l'étalon d'or ; mais leurs essais trop académiques restaient sans effet. La solution qu'ils proposaient, l'accord international, paraissait impos-

(67) La correspondance de BRYAN le montre recevant d'innombrables demandes de discours, le plus souvent sur la question monétaire, quelquefois aussi sur des sujets moraux pour des associations religieuses. De ces dernières il n'accepte aucun rétribution ; autrement il discute les conditions non sans âpreté. Ses tournées le mènent dans à peu près tous les Etats-Unis, sauf à l'Est. Les propriétaires de mines d'argent qui « achetèrent » à Bryan sa situation au « World-Herald » étaient William A. Clark et Marcus A. Daly, du Montana. NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 683. Cf. Paxton HIBBEN, *Bryan the Peerless Leader*, p. 143, 171,

sible après quinze années d'efforts infructueux ; et Harvey les symbolisait dans ses brochures par un personnage ridicule coiffé d'un bonnet de nuit, à supposer que ce ne fussent pas des ennemis insidieux envoyés par les Rothschild et Wall street pour égarer le peuple (68).



C'est en effet un des résultats de la tenace propagande argentiste qu'on serait tenté d'oublier que la conversion à peu près générale des milieux d'affaires au monométallisme-or. Jusque vers 1885, on l'a vu, nombreux avaient été les financiers et les commerçants qui avaient cru que le bimétallisme, entouré de précautions pour éviter d'aboutir à l'étalon d'argent, était la véritable solution de la question monétaire. En 1896, il n'en restait plus guère de cette opinion. Sans doute l'échec de toutes les conférences monétaires internationales avait fait beaucoup pour répandre la conviction que le bimétallisme international était irréalisable. Mais en même temps les argentistes étaient parvenus à lier indissolublement la cause du métal blanc à celle d'une réforme, ou pour parler comme ses adversaires d'un bouleversement des rapports sociaux qui touchaient à la propriété. L'argent, c'était l'instrument de la dévaluation, de la répudiation partielle des dettes ; et l'étalon d'or était le garant du maintien du régime existant. Théoriquement, la question monétaire pouvait comporter un très grand nombre de solutions, pour chacune desquelles on pouvait avoir ses préférences. Mais de toutes ces solutions possibles, deux seulement avaient des chances de se voir mises en application ; et en pratique le choix du peuple américain se réduisait à ceci : maintien du *statu quo* (c'est-à-dire de l'étalon d'or, avec le maintien en circulation d'une somme fixe d'argent et de papier), ou frappe libre de l'argent au taux de seize onces d'argent équivalentes à une once d'or. « Bimétallisme » n'était qu'un nom dont se recouvraient les tendances les plus opposées. Le fond de l'affaire, c'était « argent » contre « or », et c'est de ces deux qualificatifs que se servait la langue courante pour désigner les deux partis et leurs adhérents, sans s'embarrasser de savoir de quelles restrictions et de quelles interprétations ils enveloppaient leur adhésion. Les partisans du véritable double étalon se rangeaient derrière les argentistes, s'ils estimaient que la valorisation excessive de la monnaie devait être enrayée même au risque de tomber dans le

(68) Ouvrages en faveur du bimétallisme international : Brooks ADAMS, *The Gold Standard, an Historical Study*. Boston, avril 1894 (penche cependant vers l'argentisme pur et simple). Le même, *The Law of Civilization and Decay*, New-York 1895. E. Benjamin ANDREWS, *An Honest Dollar*. Hartford 1894. Francis A. WALKER, *Bimetallism, A Tract for the Times*, Boston, février 1894. Caricature d'« un partisan du bimétallisme international » dans W. H. HARVEY, *Coin's Financial School Up to Date*, p. 172.

monométallisme-argent ; si au contraire ils écoutaient avant tout la voix de la prudence, ils prenaient place parmi les partisans de la « monnaie saine », quitte à remettre indéfiniment la restauration du rôle monétaire de l'argent, pour parer au danger le plus grand en défendant l'étalon d'or.

Depuis longtemps ceux qui considéraient l'argentisme comme un danger luttèrent pour conquérir l'opinion, mais ils luttèrent en ordre dispersé. Andrew Carnegie, qui en bon Ecossais aimait à moraliser ses concitoyens, répandait abondamment l'« A B C de l'argent » qu'il avait d'abord publié en 1891 dans la « North American Review ». Louis R. Ehrich publiait des brochures anti-argentistes où il faisait sonner très haut le fait qu'il résidait au Colorado, où tout le monde était supposé être en faveur du métal blanc. Le « Commercial Club » de Saint-Louis répandait les brochures d'un de ses membres, un industriel du nom de George E. Leighton, contre le danger de l'argent. Edward Atkinson, qui jouissait parmi les hommes d'affaires de la Nouvelle-Angleterre et des Etats-Unis en général d'une grande autorité intellectuelle, envoyait à ses nombreuses relations, en mai 1894, « Quelques suggestions sur les méthodes d'investigations dans la Science Monétaire » qui étaient en réalité des arguments en faveur de l'étalon d'or. Mais tous ces efforts de propagande n'atteignaient qu'un public restreint, et ne pouvaient porter que sur les lecteurs accessibles à la force de persuasion des arguments abstraits (69). Les journaux quotidiens étaient pour la plupart hostiles à l'argentisme. Certains, comme par exemple l'« Evening Post » de New-York, mettaient l'adoption de l'étalon d'or au premier rang de leurs objectifs. Mais d'une part, même dans la presse des grandes villes, d'importantes défections s'étaient produites, comme le « Chicago Times », organe du maire, Carter H. Harrison, un Démocrate argentiste. Et d'autre part la presse des grandes villes avait à cette époque un rayon d'influence moins étendu qu'aujourd'hui ; et la presse locale, on l'a vu, était souvent gagnée à l'argentisme, ou tout au moins contrainte par la peur de perdre des lecteurs à rester neutre sur la question monétaire. Il fallait, si les partisans de la monnaie saine ne voulaient pas perdre la lutte engagée dans l'opinion, qu'ils répondissent à la propagande argentiste par une contre-propagande méthodiquement organisée.

(69) Louis R. EHRICH, *The Question of Silver*, New-York, Putnam, janvier 1892 ; id., *The Currency Question*, article dans l'« Evening Post » de New-York du 12 mai 1894, publié ensuite sous forme de brochure. Colorado Springs, où vivait l'auteur, était du reste une ville où habitaient beaucoup de capitalistes et où la tendance argentiste était faible.

Georges E. LEIGHTON : *The Defect in our monetary system and the danger to national prosperity due to it*, Saint Louis Commercial Club, 20 mai 1893. *The Need for a Comprehensive Currency Reform*, 19 octobre 1893. *Why We Oppose the Free Coinage of Silver*, Saint Louis Commercial Club, 27 novembre 1894.

Il leur fallut assez longtemps pour s'y décider. Les intellectuels et surtout les hommes d'affaires étaient à peu près les seuls, au début, à qui l'argentisme parût un danger sérieux. Ils ne s'entendaient pas à manipuler l'opinion publique comme le faisaient les politiciens dont regorgeait le camp adverse. Des campagnes de presse dans les journaux qu'ils contrôlaient, des interventions auprès des hommes d'affaires et des hommes politiques qu'ils connaissaient, c'est à peu près à cela que se réduisait l'idée que les Henry Villard, les Joseph Medill, les Carl Schurz se faisaient de la propagande. C'était en effet suffisant pour mettre en branle la machine politique dans une des questions limitées pour lesquelles ils avaient jusqu'alors combattu, un article de barème douanier, une concession de chemin de fer. Ce n'était plus assez dès l'instant que leurs adversaires avaient tenté, et avec succès, de mobiliser les masses : mis en demeure par un électorat décidé, les politiciens ne pouvaient qu'obtempérer. Il fallut les événements de 1894 pour leur ouvrir les yeux : marches de la faim de chômeurs sur Washington, grèves sanglantes à Chicago, qui les persuadèrent de la nécessité d'agir vite s'ils voulaient éviter des troubles sociaux plus graves ; et le succès de « Coin » et de ses imitateurs qui leur révéla la méthode à suivre. Vers la fin de l'année, une « Commission de la Monnaie Saine » fut créée au « Reform Club » de New-York, puissante organisation qui groupait une nombreuse élite intellectuelle et financière en faveur de la purification des mœurs politiques, de la réforme de l'administration, et du libre échange. Ce « *Committee on Sound Currency* » entreprit d'abord de réunir de l'argent, en faisant appel à ses membres parmi lesquels on comptait certaines des plus grandes fortunes de New-York ; des dîners du Club suivis de conférences par des publicistes connus aidaient à provoquer les souscriptions. Mais le Club ne cherchait pas à grouper des foules d'adhérents. Il ne voulait qu'un état-major restreint, capable de fournir à sa campagne d'éducation les munitions intellectuelles et financières nécessaires. Son action de propagande elle-même faisait porter son principal effort sur les masses indirectement, par l'intermédiaire de ceux qui étaient en situation de les influencer. Il édita une série de brochures, paraissant à intervalles périodiques sous le titre générique de « *Sound Currency* ». Ces brochures étaient généralement rédigées par des membres du Club ; sous une forme concise, simple sans être vulgaire, elles présentaient tantôt une réfutation de la propagande argentiste (Horace WHITE : « *Coin's Financial Fool* » ; Fred. Perry POWERS, « *A Financial Catechism* »), tantôt un exposé des réformes demandées (W. DODSWORTH : *Our Paper Currency. As it Is and as it Should Be*), tantôt des exemples historiques pour montrer les dangers de l'inflation et les avantages des saines méthodes financières (Henry Loomis NELSON : *Bimetallism in History* ; John De Witt WARNER, *The Currency Famine of 1893* ; L. Carroll ROOT, *New England Bank*

Currency). Ces brochures étaient distribuées gratuitement, principalement par l'intermédiaire des journaux, enchantés de se voir ainsi à même d'offrir à leurs lecteurs une sorte de prime qui ne leur coûtait rien ; en outre le Club avait une liste de 50,000 adresses, et recevait un grand nombre de demandes pour ses brochures. Il comptait que tous ceux qui avaient l'occasion d'écrire ou de parler pour le public, journalistes, hommes politiques, éducateurs, ecclésiastiques, seraient convaincus, et trouveraient de plus dans ces brochures une mine d'exemples et d'arguments pour répandre eux-mêmes la bonne parole. Mais beaucoup de journalistes n'avaient pas le loisir de rédiger des articles sur les données de « *Sound Currency* ». Les argentistes leur offraient des articles et des informations toutes faites, que mettaient en vente les agences spécialisées dans la vente de clichés aux journaux locaux ; aussi dès le début de 1895 le Club entra-t-il en pourparlers avec ces agences pour leur fournir des textes sur la question monétaire, de tendance anti-inflationniste. A partir du 1^{er} décembre 1895, tout un système fut mis en train qui fournissait à tous les journaux qui en faisaient la demande des textes de propagande et des dessins, tous les mois, tous les quinze jours ou même toutes les semaines, suivant les cas. La plupart des journaux recevaient par l'intermédiaire des agences des clichés tout faits. Certains d'entre eux achetaient des pages tout imprimées, destinées à être encartées dans leurs pages locales, à des agences spécialisées ; dans ce cas le Club envoyait ses textes aux agences, qui les imprimaient. Enfin aux petits journaux qui n'étaient abonnés à aucun service de ce genre, le Club offrit gratuitement des suppléments mensuels qu'il faisait imprimer à ses frais. Le résultat fut que dès les premiers mois de 1896, tous les journaux qui en avaient le souci pouvaient présenter à leurs lecteurs, sans frais et sans travail, une documentation abondante et bien rédigée sur la question monétaire en utilisant le matériel de propagande de « *Sound Currency* ». Comme le public était avide de lecture sur la question, beaucoup de journaux, surtout Républicains, eurent recours à ces bons offices.

Le Club n'entendait pas en rester à cette action indirecte. Il était tenté par ce procédé américain traditionnel : envoyer des orateurs en tournée. Mais c'était un procédé coûteux et à la fin du compte on n'y eut recours que rarement ; le Club versa une part des frais du politicien Démocrate Bynum qui fit une tournée en Indiana au printemps de 1896. Il en coûtait moins de répandre des discours imprimés ; pourvu qu'ils aient été lus à la tribune du Congrès, l'imprimerie du gouvernement les imprimait au prix coûtant et la poste les transportait gratuitement. Parallèlement, le Club publiait et distribuait une série mensuelle de brochures, « *Present Problems* », sur les mêmes sujets que « *Sound Currency* » mais plus brèves et de style plus populaire, dont le tirage variait entre 27,500 et 140,000 exemplaires.

Il n'est pas facile de mesurer les résultats de l'action exercée par le Club. Il semble bien toutefois qu'une modification importante de l'opinion doive lui être en partie attribuée. On a vu que dans le camp des partisans de l'or se trouvaient représentées les opinions les plus diverses, depuis le bimétallisme international jusqu'au monométallisme-or le plus intransigeant. Les politiciens du mouvement, surtout dans le parti Républicain, penchaient naturellement vers les solutions de compromis, vers les formules vagues qui effarouchaient le nombre le moins grand possible d'électeurs. La « Commission de la Monnaie Saine du *Reform Club* » avait pensé au début que la tactique la plus sûre était de ne pas écarter a priori les possibilités de compromis, et de se borner à montrer les dangers de l'inflation et de la frappe libre de l'argent. Mais l'expérience la fit changer d'avis et dès le début de 1895 ses publications préconisaient l'étalon d'or pur et simple, la convertibilité en or de la monnaie d'argent et le remplacement des *greenbacks* par des billets de banque. Il est permis de supposer que cette propagande ne fut pas sans contribuer pour une forte part à répandre l'idée que le monométallisme-or pur et simple était la véritable alternative à l'argentisme, bien plus que les compromis et les équivoques dont les politiciens se refusaient à abandonner l'idée. D'autre part, l'année 1895, année où une reprise de l'activité économique s'accroissait, fut une année de semi-acalmie dans la question monétaire. Visiblement, l'intérêt du public faiblissait. On a vu que les argentistes en profitèrent pour s'organiser en vue de la grande offensive de l'année présidentielle, 1896. Les partisans de la monnaie saine étaient en grand nombre tentés d'abandonner une lutte d'opinion où ils ne s'étaient engagés qu'à leur corps défendant. La Commission de la Monnaie Saine eut le mérite de prévoir que l'accalmie ne durerait pas, si bien qu'elle ne fut pas prise de court lorsque se déclencha en 1896 la grande offensive argentiste (70).

Avec la proximité des élections, d'autres organisations entrèrent dans la lutte. La Chambre de Commerce de New-York désigna elle aussi son « Committee on Sound Currency » qui annonçait ainsi son programme dans une circulaire du 28 mai 1896 : « A dater de maintenant, la croisade contre les erreurs argentistes sera poursuivie avec vigueur ; chaque région des Etats-Unis sera l'objet d'une campagne approfondie en faveur de la monnaie saine... La Commission de la Presse et des Publications est à l'œuvre ; elle prépare des projets de

(70) L'activité du « *Committee on Sound Currency of the Reform Club of New-York* » est exposée avec toute la clarté désirable par les Rapports du Comité. Deux d'entre eux, datés du 19 mars 1895 et du 30 novembre 1896, se trouvent à *Widener Library*, à Harvard. Ce Rapport étant destiné aux membres du Club et non à la publication, il n'y a pas lieu de supposer qu'il déforme les faits dans un but de propagande. L'accalmie dans la discussion monétaire en 1895 est confirmée par plusieurs textes, entre autres par une lettre de Henry Villard à Ludwig Bamberger du 13 mai 1895 où il déclare que l'« épidémie argentiste » est en déclin et que les milieux d'affaires ont repris confiance (VILLARD MSS).

dessins et de brochures de propagande. Nous avons l'intention de répandre à des intervalles fréquents des interviews et des articles par des personnalités en vue sur des sujets d'actualité. La Commission de Correspondance a consacré son temps et son attention aux grandes maisons commerciales et industrielles du pays. Notre plan est de persuader ces firmes, dans tous les centres importants, de s'engager dans notre croisade. A cette fin, nous avons prié de grandes maisons de commerce de New-York d'écrire à leurs correspondants dans les différentes régions des Etats-Unis, pour leur expliquer la nécessité d'une action commune et d'une agitation afin de conserver une base monétaire saine pour les affaires ». La coordination des efforts de ce Comité avec celui du *Reform Club* était assurée par son chef, ancien *Comptroller of the Currency*, A. Barton Hepburn, qui était membre du Comité du *Reform Club* (71). Le 11 mars 1896 le Conseil Exécutif de l'*American Bankers' Association* adoptait à l'unanimité une résolution invitant les membres de l'Association à user de leur influence pour obtenir des deux partis la nomination de candidats « qui se déclareront sans équivoque en faveur de l'étalon d'or existant » (72).

Ces actions organisées, qui avaient le mérite de s'exercer même là où l'anti-argentisme n'avait pas de cadres locaux, ne doivent pas faire oublier la réaction spontanée de tous ceux qui estimaient qu'avec l'étalon d'or c'étaient les bases de la prospérité et de l'ordre social qui étaient menacées, et qui se mettaient en devoir de les défendre. Des économistes comme J. Laurence Laughlin, des éditeurs comme Charles H. Sergel, des publicistes comme Murat Halstead, des banquiers comme W. L. Trenholm, et bien d'autres (73) lançaient dans la controverse des volumes populaires, nourris de faits, d'arguments, d'exemples et d'illustrations de valeur inégale. Ils ne reculaient pas toujours devant l'exactitude douteuse de l'argument à effet. L'un d'entre eux imprimait que les producteurs d'argent offraient aux entreprises qui payaient en salaires des sommes considérables de leur fournir des dollars d'argent à \$ 900 les mille, et qu'ils avaient déjà mis en circulation cinquante millions de dollars d'argent contre-faits (74).

Enfin la discussion entre argentistes et *gold men* prit à l'occasion,

(71) Texte cité par SHIBLEY, *Money Question*, p. 709. Cf. J. B. BISHOP, *Alonzo Barton Hepburn*, p. 149 sqq.

(72) SHIBLEY, *Money Question*, p. 625.

(73) J. Laurence LAUGHLIN, *Facts about Money*. Charles H. SERGEL et John A. FRASER, *Sound Money*. Murat HALSTEAD, *The White Dollar. Its History, Utility and Limitations. The true story of « Coin »*. W. L. TRENHOLM, *The People's Money*. Comme pour les livres et brochures argentistes, on pourrait multiplier les références presque à l'infini. Quelle que soit la thèse soutenue, les plaidoyers adroits sont nombreux, mais leur contenu est presque toujours très superficiel et très peu précis.

(74) [F. X. SCHOONMAKER], *The Silversnake ; A Temptation*, p. 35.

pour la plus grande joie du public, la forme d'un débat contradictoire public. C'est ainsi que s'opposèrent à Harvey, dans l'arène d'une salle de Chicago, J. Laurence Laughlin, puis le 16 juillet 1895 un publiciste new-yorkais, Roswell G. Horr. Naturellement chaque parti s'attribua la victoire, et publia triomphalement le compte rendu du débat. La puérilité même de l'idée montre à quel point la question intéressait les masses populaires (75).

(75) HARVEY-HORR, *The Great Debate* (publié par Harvey). W. H. HARVEY, *The Crime of 1873 and the Harvey-Laughlin Joint Debate*. J. L. LAUGHLIN, *Facts About Money, including the Debate with W. H. Harvey*.

CHAPITRE VI

L'ÉLECTION DE 1896

La Constitution fédérale et celles des différents Etats ont donné à l'électorat américain beaucoup d'occasions d'exercer ses prérogatives souveraines. Aucune n'égale en importance le jour d'automne où tous les quatre ans il est appelé à renouveler presque en totalité le personnel du gouvernement fédéral. Dans la plupart des Etats il renouvelle en même temps (ou à peu près en même temps) les chefs du gouvernement local. C'est pourquoi une « année présidentielle » a dans la vie politique du pays une physionomie à part. De longs mois avant la date de l'élection, les politiciens et la presse commencent à se préoccuper de ce que sera le programme et les candidats de chaque parti. Vers la fin du printemps se réunissent dans chaque comté, puis dans chaque Etat, les Conventions des partis. Dans le choix de leurs délégués à la Convention nationale, dans les tendances qui s'y font jour, le public cherche à deviner les idées que le parti inscrira sur son drapeau et, ce qui est encore plus important, l'homme qui sera chargé de le porter. C'est au début de l'été, en juin ou au début de juillet, que Démocrates et Républicains tiennent leurs assises nationales, de même que les tiers partis, qui ont rarement fait défaut au cours de l'histoire américaine, mais qui rarement ont réussi à prendre figure d'égaux des deux grands partis qui, sous des noms divers, se sont disputé l'arène politique. Dès que les Conventions se sont tenues, la campagne est ouverte. Il serait plus exact de dire qu'elle change de caractère. Avant la Convention, une campagne électorale active a lieu à l'intérieur de chaque parti pour savoir qui l'emportera. Une fois les candidats et les programmes déterminés, c'est entre les partis que la lutte s'engage. Elle comporte des rites bien établis ; c'est ainsi que chaque candidat se voit notifier officiellement qu'il a été désigné par le parti, et sa lettre d'acceptation est regardée comme une sorte de programme personnel, complément ou interprétation du programme du parti. Et, dirigée en partie par le candidat, en partie par le Comité National du parti, la lutte continue sur tous les fronts jusqu'à son dernier épisode : le télégramme de

félicitations et de vœux qu'au lendemain de la défaite le candidat vaincu envoie à son heureux concurrent.

Ce qui donne aux élections américaines leur importance toute spéciale, et explique sans doute l'impression bien plus grande qu'elles font sur l'imagination publique que les élections européennes, c'est qu'elles servent non seulement à déterminer le parti qui l'emportera (comme dans tous les pays de régime représentatif), mais aussi à déterminer le programme de ce parti. En effet, Démocrates et Républicains ne sont pas séparés par des différences irréductibles de principe. Leurs différends sur l'interprétation de certaines clauses de la Constitution ne doivent pas faire oublier que l'un et l'autre apporte au régime la même adhésion sans arrière-pensée. La même idéologie démocratique et humanitaire, le même respect déclaré de toutes les religions, le même patriotisme les animent : les principes ne sont pas en question. La lutte se circonscrit autour de leur application aux problèmes actuels, et sur chacun d'eux il est rare que toutes les attitudes ne soient pas représentées au sein de chaque parti. C'est ainsi qu'à l'époque où le parti Républicain s'était identifié avec le protectionnisme et le parti Démocrate avec le libre échange, on trouvait cependant une minorité Républicaine libre-échangiste et une minorité Démocratique protectionniste. Aussi, selon la tendance qui l'emporte, chaque parti a-t-il souvent le choix de l'une ou l'autre attitude sur chaque problème. Et même lorsqu'il est lié par sa tradition, lorsqu'il a récemment pris une position dont il ne peut guère se dédire, il lui est toujours possible de choisir quels points de son programme il mettra au premier plan de sa propagande, et lesquels devront se contenter d'un rôle secondaire, voire d'une affirmation de pure forme.

Tel était le problème qui dans les premiers mois de 1896 se posait aux Républicains comme aux Démocrates. Les uns comme les autres pouvaient se poser en champions soit de l'étalon d'or, soit de l'argentisme, ou enfin adopter une formule « nègre-blanc » qui n'enthousiasmerait et ne rebuterait personne, et parler d'autre chose. Pour les Populistes, la question ne se posait pas. Ils étaient argentistes tous sans exception ; ils étaient d'accord pour considérer la question comme essentielle ; le seul point litigieux était de savoir si son importance justifiait une alliance avec un autre parti, le cas échéant, au risque presque certain de sacrifier les autres points du programme populiste. Les Démocrates avaient en 1892 adopté un programme peu clair, mais leur candidat Cleveland était un anti-argentiste déclaré ; son gouvernement depuis 1893 avait montré qu'il n'avait pas changé, mais aussi qu'une très grande fraction de son parti ne le suivait pas sur ce terrain. En 1896 il fallait ou bien rester neutre sur la question, comme le désiraient Cleveland et ses amis, réduits à la défensive : c'était mécontenter certainement une grande masse de Démocrates,

peut-être les jeter dans les bras des Populistes ; ou bien adopter l'argentisme, et cela n'était possible qu'en répudiant le gouvernement de Cleveland. C'était une grave responsabilité électorale pour un parti que de répudier ses représentants au pouvoir ; et c'était se priver de l'aide qu'un gouvernement sortant est toujours en mesure de donner à ses amis aux élections, et qui contrebalance l'effet des multiples sujets de mécontentement accumulés pendant quatre ans d'un gouvernement quel qu'il soit. De leur côté les Républicains avaient jusqu'alors trouvé moyen d'écarter la question de l'argent du premier plan en prenant une position moyenne. Ils l'avaient fait en 1890 en votant la loi Sherman, et s'ils avaient pour la plupart favorisé son abrogation ce n'est pas moins sur Cleveland et son parti que la responsabilité en pesait principalement. En 1892 ils avaient promis de favoriser l'argent, mais avec prudence et sous réserves. En 1896 leur vœu était de pouvoir recommencer. Ils pouvaient espérer que les Démocrates seraient amenés à faire de même, par souci de ne repousser ni les Clevelandites ni leurs adversaires argentistes, et que dès lors la lutte s'engagerait sur un autre terrain ; par exemple sur la question du protectionnisme, qui leur avait apporté en 1894 une victoire électorale d'heureux augure. De toute façon, la Convention Républicaine devait se tenir la première ; elle ne pouvait donc pas être influencée par la décision des Démocrates.

*
**

A n'en pas douter, ce plan paraissait le plus propre à résoudre le problème que chaque élection pose aux politiciens : attirer le plus grand nombre possible d'électeurs et en rebuter aussi peu qu'il est possible. Mais les électeurs ne formaient qu'un des deux éléments dont les politiciens devaient se préoccuper. L'autre était celui des souscriptions au *campaign fund*, qui devenaient de plus en plus un élément essentiel du succès. Le parti Républicain s'était assuré sur ce terrain un avantage marqué sur son adversaire. Au nom de son programme protectionniste, il avait fait appel aux industriels susceptibles d'avoir à demander au Congrès des faveurs douanières, et avait su par ce moyen dénouer appréciablement les cordons de leur bourse, ou comme le disait le jargon de la « cuisine » politique, « *fry the fat out of them* ». Dépendant plus sans doute que les Démocrates de ses bailleurs de fonds, le parti devait tenir compte de leur opinion en même temps que de celle de ses électeurs. Or on savait que parmi les industriels protectionnistes qui fournissaient le gros des souscripteurs Républicains, les argentistes étaient en très petit nombre ; lorsque Wharton Barker avait essayé de les mobiliser, il n'avait trouvé qu'un très faible écho. Leur grande majorité considérait l'ar-

gentisme comme un danger. Jusque-là ils l'avaient considéré comme un danger vague et reculé, et s'étaient satisfaits de compromis qui leur garantissaient qu'en tout cas aucun bouleversement du système monétaire ne serait entrepris. La violence de la poussée argentiste depuis 1893, et d'autre part la propagande de « Sound Currency » dépeignant les misères de la dévaluation causée par la frappe libre de l'argent, les avaient alarmés et les avaient persuadés que le danger était grave, qu'il était pressant, et que ceux qui voulaient leurs voix et leur argent devaient d'abord donner des garanties sérieuses qu'ils ne céderaient en aucun cas à la pression de l'opinion publique réclamant le « Seize pour Un ».

Les hommes politiques en vue dans le parti, les candidats possibles, avaient presque tous, à un moment ou à un autre de leur carrière, fait des démonstrations de sympathie à l'égard du métal blanc. Sherman avait donné son nom à la loi de 1890; Aldrich, Allison, Henry Cabot Lodge, Cushman Davis, Frye, Platt s'étaient joints à lui pour envoyer en mai 1894 un télégramme de sympathie à la Conférence Bimétallique Internationale de Londres; Thomas B. Reed lui-même avait trouvé des mots tendres pour le métal blanc dans une interview de 1894. Mais si l'on excepte ceux qui faisaient profession ouverte d'argentisme, comme Teller, ou à un degré moindre Wolcott du Colorado, Cameron de Pennsylvanie, Chandler du New Hampshire, nul sans doute n'avait fait autant d'avances aux partisans du métal blanc que William Mac Kinley, de l'Ohio. On citait ses déclarations dans ce sens, dont la plus connue avait été prononcée en février 1891 à Toledo, où il avait pris à partie Cleveland pour ses tendances déflationnistes. Il est vrai que depuis il ne s'était guère compromis sur la question monétaire, votant silencieusement avec le gros du parti. Il avait eu la bonne fortune d'attacher son nom, en qualité de président de la Commission du Budget, au tarif douanier voté en octobre 1890 par le parti Républicain; et il s'appliquait à cultiver la popularité ainsi acquise, à se poser en « grand prêtre du protectionnisme », et à ne pas se faire d'ennemis. Son nom avait été prononcé à la Convention de 1892, plutôt pour préparer l'avenir que pour s'opposer à l'inévitable renomination du Président sortant Harrison. Mac Kinley avait la bonne fortune de pouvoir compter sur un petit groupe d'amis de l'Ohio, dont la sympathie personnelle renforçait la loyauté politique. Le plus actif comme le plus capable était un industriel de Cleveland, Marcus Alonzo Hanna. Comme homme d'affaires, il s'était fait remarquer en cherchant à collaborer avec le mouvement syndical parmi ses ouvriers plutôt qu'à le réprimer comme le tentaient à cette époque la plupart des chefs d'entreprise. Comme homme politique, il était peu connu du public, n'étant pas orateur et n'ayant jamais été candidat à aucune fonction publique; mais cela même lui valait de la part des hommes d'affaires, ses confrères, une confiance qu'ils

n'accordaient pas si facilement à un politicien de profession ; et son action silencieuse mais efficace dans les comités du parti et les couloirs des Conventions avait fait de lui un des Républicains les plus influents de l'Ohio.

En janvier 1895, Hanna se retira des affaires et se consacra à la réalisation de sa grande ambition : faire de Mac Kinley le Président des Etats-Unis en 1897. Il savait que ce ne sont pas toujours les hommes les plus en vue à qui la démocratie américaine réserve sa plus haute récompense ; plutôt que l'homme brillant dont le rôle éclatant soulève généralement autant d'oppositions que d'admiration, elle préfère souvent des personnalités plus ternes, au nom desquelles ne s'attache aucun trait de caractère, aucun acte, aucune parole trop voyante qui puisse porter ombrage à certaines catégories d'électeurs. A moins qu'une grande vague d'opinion populaire ne la lance sur les traces d'un chef, une Convention américaine a tendance à chercher le candidat « *available* », « *safe* », qui ne divisera pas le parti. Aussi, tout en s'employant activement à recruter pour Mac Kinley des sympathies dans toutes les régions du pays, à prendre et à donner des engagements discrets, Hanna s'efforçait-il de discerner quelle position aurait le plus de chances de rallier la majorité des suffrages, et d'identifier son candidat avec cette position, avec ce programme.

Sur un point, la décision était facile. Il était hors de doute que le programme Républicain serait nettement protectionniste ; c'était conforme à la tradition du parti, aux intérêts de ses bailleurs de fonds, et comme l'expérience l'avait prouvé ce n'était pas contraire aux tendances d'une majorité du corps électoral. Qui plus est, il était dans l'intérêt de Mac Kinley que le protectionnisme fût non seulement un article du programme, mais l'article essentiel ; car dans ce cas il serait logique que le parti désignât comme son porte-drapeau dans la bataille électorale l'un des champions parlementaires les plus en vue du principe de la protection (et les autres étaient des hommes de l'Est ; or, la région à l'ouest des Alleghanies étant le terrain disputé dont le choix devait décider du succès ou de la défaite, il était naturel de lui emprunter le candidat pour la rallier). Mais il y avait la question monétaire. Les hommes d'affaires étaient dans leur grande majorité irréductiblement hostiles à l'argentisme, qu'ils considéraient, le prenant au mot sur ce point, comme une attaque contre les droits du capital. Ceux de l'Est surtout désiraient, exigeaient à l'occasion, que le parti prît franchement position pour l'étalon d'or, pour couper court à une agitation dont la menace engendrait une défiance paralysante, dont le succès provoquerait une catastrophe. Vivant dans une région où la grande majorité de la population (et, dans leur milieu, la quasi-unanimité) partageait leur façon de voir, ils étaient tentés de se représenter l'argentisme comme une folie des « *wild men* » de l'Ouest, un engouement passager qui n'avait pas de racines et ne pouvait pas

durer. Hanna, vivant au cœur du *Middle West*, voyait la situation sous une perspective plus juste. Homme d'affaires, il n'avait aucune sympathie pour un facteur d'incertitude et de désordre économiques. Homme politique, il reconnaissait dans « *Free Coinage at Sixteen to One* » un mot d'ordre qui exerçait sur les électeurs un attrait puissant ; force lui était d'admettre que l'étalon d'or, auquel il croyait, était impopulaire. Défendre le dollar était nécessaire ; mais il était dangereux d'attaquer l'adversaire de front. D'autant plus que les propagandistes Républicains, qui avaient au cours de longues années de pratique acquis l'art de faire vibrer les masses par le tableau des bienfaits d'un tarif protecteur, n'étaient pas préparés à se lancer sur le terrain monétaire, nouveau pour la plupart d'entre eux. Combien d'hommes politiques n'auraient-ils pu signer la candide déclaration du Sénateur Frye : « Quand vous touchez à la question financière, je dois avouer que je suis quelque peu indécis et que je ne suis pas actuellement en situation de faire une déclaration qui doive me lier. Il y a tant de désaccord entre des hommes qui devraient être à même de comprendre la question financière que la lecture de leurs opinions fait tinter la cervelle. Depuis que je suis au Congrès, j'ai vu presque toutes les prédictions des financiers démenties par l'événement. J'y étais quand on a converti la dette publique ; à toute tentative pour réduire le taux d'intérêt on nous déclarait que c'était dangereux ; on ne pourrait pas lancer un emprunt au pair à un taux si bas, etc... ; et pourtant nous avons réussi chaque fois à fixer un taux plus bas. Quand le *Bland bill* a été voté tout le monde semblait penser que le prix de l'argent allait monter ; et il a baissé. Quand la loi Sherman fut appliquée, nous étions tous sûrs que le prix de l'argent se relèverait rapidement, étant donné que cette loi ordonnait l'achat de toute la production ; et cependant il a diminué. Alors, où trouver à s'éclairer sur cette question financière ? » Il est vrai que depuis la date de cette lettre (4 décembre 1894) le débat monétaire avait pris au Congrès une place de premier plan, ce qui avait obligé beaucoup d'indécis à prendre position (1) ; mais cela ne signifiait pas nécessairement qu'ils se fussent fait une opinion personnelle, ni qu'ils se sentissent capables de guider un auditoire dans le labyrinthe de la théorie monétaire, voire dans le dédale à peine moins inextricable de la législation monétaire américaine. Quelle tendance saurait être plus naturelle chez un homme politique, sur une question où ses propres lumières lui paraissent insuffisantes, que de s'en remettre à la voix du corps électo-

(1) Dans la même lettre (Wm. P. Frye à Wharton Barker, 4 décembre 1894 ; Wharton BARKER MSS) le Sénateur ajoutait sans fard : « Je suppose qu'à la prochaine session la question financière, avec les lois sur l'immigration et la naturalisation, sera le problème le plus débattu. Alors je serai forcé d'aboutir à une conclusion quelconque. Je ne le suis pas maintenant, car il n'y aura rien de fait à cette session ».

ral ? Et elle semblait gronder avec force, en ce début de 1896, qu'il fallait « *do something for silver* ». Un compromis, dangereux par les conséquences économiques qu'on redoutait, était du point de vue de la politique pure la solution la plus sûre. Et la cause de la monnaie saine n'avait rien à gagner à ce que le parti la défendît avec intransigeance, si cette intransigeance même devait l'écarter du pouvoir. Puisque la question monétaire était si épineuse, mieux valait en parler peu ; et tout en restant bien décidé à ne donner aucune satisfaction réelle aux argentistes, hésiter de provoquer ceux que leur propagande avait prévenus en leur faveur, et leur offrir au moins quelques compensations verbales.

Le parti Républicain dans son ensemble était loin de s'être fait une opinion. Les programmes adoptés en 1894 par les Conventions du parti dans les divers Etats sont instructives à cet égard. Il ne s'en trouvait que trois pour adopter le credo argentiste intégral, la frappe immédiate et illimitée des deux métaux précieux à 16 pour 1 par les Etats-Unis seuls : la Californie, le Colorado et le Wyoming. Des formules de compromis variées étaient adoptées par la plupart des Etats du *Middle West* et du Sud : le Kansas voulait voir tout le métal blanc produit aux Etats-Unis admis à la frappe. Le North Dakota aussi, mais le gouvernement devait encaisser le bénéfice de l'opération. L'Arkansas, l'Illinois, le Missouri, le Nebraska et le Tennessee voulaient le « bimétallisme », mais avec des réserves pour assurer la parité des deux métaux ; l'Indiana et l'Ohio de même, reprenant en plus l'idée de Henry Cabot Lodge de frapper de droits d'entrée particulièrement élevés les produits des pays qui se montraient hostiles à l'argent. L'Iowa, le Massachusetts et le Michigan se montraient disposés à avoir autant d'argent que possible à condition qu'il fût au pair. Les Etats de l'Est et les deux Etats germano-scandinaves du Nord-Ouest, traditionnellement anti-inflationnistes, répudiaient l'argentisme, soit sans condition (Rhode Island, Texas, Wisconsin), soit sauf la possibilité d'un accord international (Connecticut, Delaware, Maine, Minnesota, New-York, Pennsylvanie). Le New Hampshire se tirait d'affaire en attaquant la politique suivie au pouvoir par les Démocrates, les autres en ne disant rien. Visiblement à ce moment un grand nombre des augures du parti hésitaient à sacrifier la possibilité de reprocher aux Démocrates l'attitude anti-argentiste de Cleveland, comme ils l'avaient fait en 1888. Mais au fur et à mesure que le gros des Démocrates montrait par son attitude au Congrès qu'il se désolidarisait de son chef officiel, ce motif de garder la réserve perdait de sa force. Si les Démocrates, au lieu d'être anti-argentistes comme Cleveland, devenaient argentistes à force, la surenchère n'était plus possible, et leurs adversaires n'avaient le choix qu'entre le silence et l'opposition. Dès le milieu de 1895, le Comité National Exécutif du parti Républicain

avait interdit à ses membres de parler ou d'écrire en faveur de l'argentisme (2).

Plus les débats au Congrès se prolongeaient, moins le résultat de la Convention de 1896 paraissait douteux. Les chefs du parti, les Sherman, les Aldrich, les Reed, les Dingley, étaient en liaison trop étroite avec les grands intérêts économiques pour ne pas savoir qu'aucune concession importante à l'argentisme ne pourrait plus être tolérée comme en 1890. Les Sénateurs et Représentants des Montagnes Rocheuses prévoyaient aux-mêmes qu'ils seraient en minorité : les menaces de défection proférées par Teller ne sont pas le langage d'un homme qui espère faire triompher son point de vue. Mais le fait décisif qui ressortit au cours de ces interminables débats de 1895 et 1896, c'est qu'entre les argentistes des Montagnes Rocheuses et les partisans de l'étalon d'or de l'Est, les représentants du *Middle West* se rangeaient aux côtés des seconds au moment du vote (3). Aussi les *Silver Republicans* n'avaient-ils guère d'espoir de voir triompher leur candidat, qui était Don Cameron, le seul Républicain de l'Est qui partageât leur manière de voir — et encore était-il dans les derniers mois devenu fort réservé sur la question. Ils s'attendaient à voir choisir un candidat de compromis, Allison, Mac Kinley ou Reed ; et dans ce cas force leur serait d'abandonner le parti, ou leurs électeurs, résolus à obtenir la frappe libre ou rien, refuseraient de les suivre (4). D'autre part le « Silver Party » lancé le 22 janvier 1896 à Washington par Stewart ne leur plaisait guère ; il était assez fortement teinté de populisme, et le populisme était leur plus dangereux ennemi dans leurs circonscriptions (5). On peut dater de mars 1896 le dernier effort qu'ils firent pour l'emporter à l'intérieur du parti. Le 19 mars Teller, DuBois, Carter et d'autres se rencontrèrent à Philadelphie avec un certain nombre de personnalités, principalement des fabricants de lainages, et tentèrent de les convaincre de la nécessité d'unir dans le programme Républicain le protectionnisme et l'argentisme. L'endroit était bien choisi, car cette tendance précise y était représentée depuis des années par Don Cameron et Wharton Barker. Mais si elle était vivace, elle ne groupait qu'une minorité : l'assistance lui fit bon accueil, mais le « Manufacturers' Club » la désavoua (6). Il ne restait plus aux politiciens des Rocheuses qu'un choix pénible : rester dans le parti après la défaite inévitable de leur programme, ou en sortir. Quit-

(2) Thomas H. MacKee, secrétaire-adjoint de la Commission Congressionale Républicaine à Washington, D. C., à Wharton Barker, 1^{er} juillet 1895. Wharton BARKER MSS.

(3) Voir ci-dessus p. 306, et ELLIS, art. *The Silver Republicans in the Election of 1896*, dans « Mississippi Valley Historical Review », mars 1932.

(4) Lee Mantle à Wharton Barker, 14 décembre 1895. DuBois à Wharton Barker, 14 août 1895. Wharton BARKER MSS.

(5) ELLIS, I. c., p. 521.

(6) ELLIS, I. c., p. 522.

ter le parti, c'était renoncer à toutes les faveurs qu'il avait à distribuer en cas de succès. C'était faire cause commune avec des Populistes, ennemis d'hier, voire avec des Démocrates (à supposer que la tendance Cleveland ne l'emportât pas parmi eux) ; ou bien fonder un tiers parti, ce qui eût divisé les forces argentistes, et ce qui eût été un suicide électoral. Rester dans le parti, c'était marcher à la défaite électorale presque certaine. Wolcott annonça qu'il ne ferait défection en aucun cas : son siège au Sénat n'était pas soumis à réélection avant cinq ans, et il avait des ambitions présidentielles à longue échéance, que seul le parti pouvait satisfaire. Teller prit une position contraire ; il déclara dans une lettre ouverte au Président du Comité Républicain du Colorado, peu avant l'ouverture de la Convention de l'Etat : « La Convention de l'Etat devrait se décider en sachant bien que je n'ai pas l'intention de soutenir le candidat à la Présidence si le programme est en faveur de l'étalon d'or, ou d'une interprétation équivoque ». Après des débats assez animés, la Convention du Colorado donna à Teller pleins pouvoirs pour déterminer l'attitude de ses délégués à la Convention Nationale. Mais aucun autre Etat n'autorisa ainsi d'avance ses délégués à faire défection (7).

Pendant que les Républicains argentistes s'efforçaient de rassembler leurs troupes, la stratégie de Mark Hanna préparait à Mac Kinley une victoire facile à la Convention de Saint Louis. Dès le 11 mars la Convention de l'Ohio adopta son programme, qui fut considéré comme une indication de celui de Mac Kinley. Il se prononçait en faveur de la « monnaie saine » et du maintien des deux métaux au pair par un accord international « ou tout autre moyen praticable ». Cette obscurité voulue déplut à beaucoup de gens de l'Est, qui favorisaient la candidature de Thomas B. Reed, du Maine, le rival le plus redoutable de Mac Kinley (8). Mais elle rassura les politiciens du *Middle West*, qui craignaient que le parti n'adoptât une attitude trop agressivement intransigeante qui effaroucherait les électeurs. Quand se réunit la Convention de Saint Louis, Mac Kinley apparaissait comme le candidat capable de maintenir le *Middle West* dans le camp Républicain. Mais avant de choisir un candidat, la Convention adoptait un programme. La Commission du Programme écarta d'emblée, par 41 voix

(7) ELLIS, I. C., pp. 523-524. T. F. DAWSON, *The Life and Character of Edward Oliver Wolcott*, p. 235. A la suite de la décision de Wolcott de rester fidèle à son parti plutôt qu'à l'argentisme, un meeting réuni dans la ville minière de Creede adopta un ordre du jour où on lisait entre autres choses : « Comparés avec E. O. Wolcott, Benedict Arnold était un patriote et Judas Iscariote un saint », *ibid.*, p. 240.

(8) CROLY, *Marcus Alonzo Hanna*, pp. 179, 182. Cf. J. B. LEAVITT à Schurz, 24 mars 1896 ; Winslow à Schurz, 16 avril 1896, Carl SCHURZ MSS. Hanna et les partisans de Mac Kinley cherchaient tout de même à rassurer l'opinion, par personne interposée, sur les tendances monétaires de leur candidat. Cf. SHIBLEY, *The Money Question*, pp. 623-625 ; et une feuille volante publiée le 12 mai 1896 à Boston par le « Home Market Club » intitulée : *MAC KINLEY for Sound Money. Clear-cut and Unmistakable Declarations in His Speeches. The Attempt to Discredit Him a Piece of Democratic Politics*,

contre 10 (les voix des Etats miniers et de la Caroline du Nord) les textes présentés par les argentistes : frappe libre, union de la protection douanière et de l'argentisme, ou simplement frappe de l'argent produit aux Etats-Unis. On leur accorda que Teller pourrait proposer son texte en séance au nom de la minorité. C'est ce qu'il fit dans un silence glacial ; et sitôt la frappe libre repoussée à nouveau par les 8/9 des votants, le Sénateur Cannon, de l'Utah, se leva et lut au milieu des huées une déclaration au nom des argentistes : puisque le parti se refusait à admettre ce qu'ils considéraient comme une réforme indispensable et urgente, il ne leur était plus possible de collaborer avec lui : et joignant le geste à la parole, Teller et vingt-trois autres délégués (auxquels se joignirent, pour faire nombre, plusieurs non-délégués) se levèrent et quittèrent la salle. Les fonds d'Etat gagnèrent un point et demi.

Le désaccord entre Hanna et les monométallistes-or, pour être moins sensationnel, n'en avait pas moins été réel. Les uns et les autres étaient résolus à maintenir l'étalon d'or par tous les moyens ; mais les gens de l'Est voulaient de plus le proclamer très haut, et tout de suite, tandis que Hanna voulait ne le faire qu'une fois qu'il aurait gagné à la candidature de Mac Kinley suffisamment de délégués. Il avait rédigé un texte qui parlait de la défense de « l'étalon existant », et se refusa pendant plusieurs jours à intercaler les mots « étalon d'or » comme on l'en pressait. A la fin, le dimanche 14 juin, il céda, comme il y était résolu dès le début. Il avait réussi à donner l'impression qu'il s'était laissé forcer la main, et que Mac Kinley serait le candidat idéal pour ces innombrables électeurs qui, bien que fort éloignés de désirer une dévaluation du dollar, soupçonnaient quiconque défendait ardemment l'étalon d'or d'être à la dévotion des banquiers et financiers. Il fut nommé candidat sur un programme dont les deux articles principaux étaient le protectionnisme auquel on le savait profondément attaché, et le maintien de l'étalon d'or en attendant la réalisation du bimétallisme international, sur lequel on le savait tiède. Il demeurerait possible à Hanna d'adapter sa campagne à la position que prendraient les Démocrates à Chicago : si la tendance Cleveland l'emportait, Mac Kinley pourrait recueillir les voix des argentistes auxquels il apparaîtrait comme le plus conciliant, comme le moindre mal ; si au contraire les argentistes dictaient le programme et nommaient le candidat, Mac Kinley s'opposerait à eux au nom de la « monnaie saine » (9).

(9) Sur la Convention de Saint-Louis : le rôle joué par les Républicains argentistes dans ELLIS, article cité. Sur l'insertion des mots « étalon d'or » dans le programme, les témoignages sont nombreux et discordants. D'abord ceux qui déclarent avoir persuadé Hanna : T. C. PLATT, *The Autobiography of Thomas Collier Platt*, pp. 310-328 (l'auteur aurait été aidé par Henry Cabot Lodge. Il écrit en 1910, très préoccupé de grossir son rôle personnel) ; Aldrich (textes dans N. W. STEPHENSON, *Nelson W. Aldrich*, p. 442 ; il aurait été aidé par Henry C. Payne et Pierpont Mor-

*
**

Le résultat de la Convention de Saint Louis n'excita, malgré la sortie théâtrale des argentistes, aucun étonnement. Il était plus difficile de prévoir ce que déciderait la Convention des Démocrates qui devait se tenir quinze jours plus tard à Chicago. Suivant les règles normales du jeu politique, le Président en exercice devait avoir sur la Convention de son parti une influence dominante ; et s'il était possible qu'un autre candidat lui fût préféré, le parti, sous peine de paraître se renier lui-même, devait approuver sa politique et déclarer au moins pour la forme son intention de la poursuivre. Mais on savait aussi que si les Démocrates étaient à peu près tous partisans du libre échange, il y avait une grande masse du parti qui se refuserait à suivre Cleveland sur le terrain monétaire. Trouverait-on un compromis ? Ni le Président, ni les argentistes les plus connus n'étaient d'humeur conciliante. A défaut de compromis, qui l'emporterait ? Les argentistes avaient pour eux la majorité des *Congressmen* ; mais Cleveland pouvait mobiliser la grande majorité des fonctionnaires fédéraux, ses créatures (depuis assez longtemps il avait écarté toutes les recommandations des argentistes), et c'était habituellement une force redoutable dans une Convention.

Ce que le public ne savait généralement pas, c'est toute l'étendue du travail systématique par lequel les argentistes avaient conquis peu à peu les rouages du parti. Ils s'y étaient pris très tôt et le terrain était bien préparé. Dès 1894, dans douze Etats les Conventions du parti avaient adopté un programme où la frappe libre avait place ; c'étaient six Etats du Sud (Alabama, Arkansas, Géorgie, les deux Carolines, Texas), cinq du *Middle West* (Indiana, Iowa, Michigan, Ohio, Nebraska) et la Californie. Le Missouri et le North Dakota demandaient la frappe libre sans spécifier la valeur relative des deux métaux, ce qui laissait place à un compromis ; et le Minnesota demandait

gan) ; H. H. Kohlsaat (KOHLSAAT, *From MacKinley to Harding*, 1923, pp. 33-36), propriétaire du « Chicago Times-Herald » et du « Chicago Evening Post », le seul qui, étant lui-même du *Middle West*, connût bien Hanna. Selon Kohlsaat, Hanna aurait été persuadé le vendredi 12 juin ; selon les autres, le jour où ils arrivèrent eux-mêmes à Saint Louis, le dimanche 14. D'après les biographes de Hanna, CROLY (*Marcus Alonzo Hanna*, 1912, pp. 195-200) et BEER (*Hanna*, 1929, 0.144 ; s'appuie sur le témoignage du père de l'auteur, un des agents chargés par Hanna de gagner à MacKinley les voix des délégués de l'Ouest), Hanna aurait eu son siège fait dès le début, en tout cas dès le 12, mais l'aurait caché jusqu'au 14 pour éviter de faire du tort à son candidat. Il semble hors de doute que Hanna redoutait de paraître s'identifier avec les propagandistes attirés de la monnaie saine venus en grand nombre de l'Est. Outre ceux qui ont été déjà cités, on peut nommer encore l'ancien Directeur de la Monnaie, Leech, envoyé par le Comité Monétaire de la Chambre de Commerce de New-York, et qui, selon le financier G. H. Schwab dans une lettre du 17 juin 1896 à Carl Schurz (SCHURZ MSS) « rendit à la cause de l'étalon d'or des services extrêmement remarquables ».

la frappe libre « si possible ». La politique monétaire de Cleveland n'était approuvée explicitement que par sept Etats : Connecticut, Floride, Massachusetts, New Hampshire, New-York, Vermont et Wisconsin, dont deux (le New Hampshire et le Vermont) étaient de petits Etats sans influence dans le parti, qui s'y trouvait toujours en minorité. Les partisans de Cleveland avaient subi un échec net. Ce n'avait pas toujours été sans lutte. C'est ainsi que dans le Nebraska les argentistes, sous la conduite du jeune et brillant William Jennings Bryan, s'étaient organisés et avaient, comté par comté, enlevé le contrôle de l'organisation du parti à son chef reconnu, J. Sterling Morton, avocat-conseil de Compagnies de chemins de fer, Secrétaire de l'Agriculture dans le Cabinet de Cleveland et partisan convaincu de l'étalon d'or, dont les créatures remplissaient toutes les fonctions fédérales (10). Le même travail fut fait, alors ou dans les mois qui suivirent, dans d'autres Etats (11), et l'année suivante il s'étendit au pays tout entier. C'est ainsi que le Sud s'organisa à la suite de la grande « Silver Convention » tenue à Memphis les 12 et 13 juin. On a vu que cette Convention, qui réunissait des membres des deux partis, avait nommé un Comité également bi-partisan qui végéta (ci-dessus, p. 319) ; mais son véritable résultat fut de jeter les bases d'une organisation des argentistes à l'intérieur du parti Démocrate dans tout le Sud. Le principal artisan de cette organisation avait été William J. Bryan. Il devait à des capitalistes intéressés à la production argentifère une situation au « World-Herald » d'Omaha qui, moyennant l'envoi d'éditoriaux au journal de temps à autre, le mettait en mesure de consacrer tout son temps à porter la bonne parole argentiste d'un bout à l'autre des Etats-Unis. Ainsi lorsqu'à la fin de mai 1895 le Secrétaire du Trésor alla faire une tournée de propagande dans le Sud pour l'étalon d'or, Bryan s'attacha à ses traces ; où Carlisle avait parlé, il parlait le lendemain ; il entra en rapports avec les argentistes influents du lieu, les laissait groupés et sachant où demander des mots d'ordre (12). En Illinois, le parti Démocrate passa avec armes et bagages au camp argentiste au début de 1895. Sous l'impulsion du Gouverneur John P. Altgeld, il avait pris dans divers conflits du travail une attitude qui lui avait aliéné sans retour Cleveland et les éléments conservateurs. Elle lui avait gagné les ouvriers mécontents ; mais il lui fallait aussi, sous peine d'échec, ranger derrière lui les mécontents des campagnes, et l'argentisme était le moyen le plus simple. Aussi le 4 avril 1895 le Comité Central Démocrate de l'Illinois, présidé par le Secré-

(10) BRYAN, *The First Battle*, p. 150. Ce travail de capture avait duré plusieurs mois : dès le mois de mai 1894, Bryan organisait la « Democratic Free Coinage League », Paxton HIBBEN, *Bryan the Peerless Leader*, p. 164.

(11) Avant juin 1895, chaque comté de l'Alabama était organisé. TUTTLE, *Illinois Currency Convention* (1895), p. 166.

(12) BARNES, art. *The Gold Standard Democrats and the Party Conflict*, dans « Mississippi Valley Historical Review », décembre 1930, p. 430.

taire d'Etat W. H. Hinrichsen, se prononça-t-il à l'unanimité moins une voix en faveur de la frappe libre (13). Comme l'écrivait Altgeld au Gouverneur Stone, du Missouri : « Plus de la moitié des Républicains dans notre Etat sont des argentistes déclarés et actifs, et si notre parti adopte une attitude décidée sur la question et que le parti Républicain l'évite, comme il sera obligé de le faire, nous balayerons tout devant nous et nous remporterons une victoire plus grande que jamais. Inversement, si cette agitation s'éteint et si notre Convention l'année prochaine élude la question monétaire et nous laisse dans une position où nous ne représenterons rien, alors je ne vois pas une raison au monde pour que nous prenions la peine de faire une campagne, car il en réchappera trop peu d'entre nous pour enterrer les morts après la bataille » (14). Le 5 avril le Comité Central du Parti avait convoqué pour le 5 juin une Convention du parti à Springfield « pour considérer la question monétaire ». En réalité, il s'agissait d'affirmer par une démonstration imposante la mainmise des argentistes sur le parti, et incidemment de couper l'herbe sous le pied du « National Silver Party » issu de la Conférence argentiste du 22 février 1895 à Washington (ci-dessus, p. 319) qui organisait des clubs un peu partout. L'enthousiasme fut créé et entretenu par des discours d'Altgeld, de Bryan, et par l'arrivée en fanfare de la délégation de Cook County (Chicago) dans un train spécial orné de drapeaux et tendu d'étamine, auquel les organisateurs prévoyants avaient accroché « un wagon de l'intendance, chargé de comestibles et de rafraîchissements liquides ». L'expérience réussit si bien qu'il fut question de convoquer une Convention similaire pour tous les Etats-Unis ; mais l'idée échoua devant l'hostilité d'un grand nombre de membres du Comité National Démocratique (15). Les argentistes continuèrent à gagner le parti de l'intérieur en s'organisant à part Etat par Etat : à la mi-juin 1895 l'Indiana était également organisé et le travail était en train en Ohio et en Iowa (16). A la mi-août ces différentes organisations se réunirent ; le 14 et le 15 août s'assemblèrent 80 délégués représentant 19 Etats dont 13 du Sud (il ne manquait que la Louisiane et le Texas), quatre du *Middle West* (Illinois, Indiana, Ohio et West Virginia), le North Dakota et le Colorado. Ils créèrent un « Comité National Démocratique Bimétalliste », avec une Commission Exécutive composée des Sénateurs Harris (Tennessee), Jones (Arkansas), Turpie (Indiana), du Gouverneur Stone du Missouri, du Secrétaire d'Etat de l'Illinois, Hinrichsen et de C. Young, du Tennessee. C'était une réplique exacte de l'organisation centrale du parti Démocratique, un véritable parti à l'intérieur du parti, dont les ramifications s'éten-

(13) BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, p. 13.

(14) Cité dans W. R. BROWNE, *Altgeld of Illinois*, p. 261.

(15) TUTTLE, l. c., passim et en particulier, pp. 8, 65.

(16) BARNES, art. *Gold Standard Democrats*, p. 432. TUTTLE, l. c., p. 166.

daient à chaque Etat, à chaque comté, qui avait un seul but : obtenir que la Convention de 1896 adoptât un programme et nommât un candidat qui leur donnassent satisfaction (17). Peut-être aussi voulaient-ils être prêts à fonder et à mettre aussitôt en campagne un parti Démocrate dissident au cas où les *gold men* l'emporteraient à Chicago (18).

Les *gold standard Democrats* ne restaient par inactifs. Au début de 1895 ils s'étaient éveillés au danger qui les menaçait, et avaient décidé de réagir. Cleveland croyait que le Sud était argentiste uniquement parce que la propagande argentiste ne s'y était heurtée à aucune contradiction (19); et on a vu que Carlisle alla y faire une tournée de discours. Il parcourut en quelques jours son Etat du Kentucky et le Tennessee, expliquant que la frappe libre de l'argent ferait tort aux salariés en faisant monter les prix plus vite que les salaires, citant des chiffres pour montrer que la condition des fermiers n'avait pas empiré dans les dernières vingt années ; mais Bryan le suivait à un ou deux jours de distance, et sa logique moins rigoureuse mais enrobée dans une rhétorique prestigieuse se montrait plus persuasive que l'éloquence ministérielle. Il y retourna en juin de la même année, puis les difficultés financières le retinrent à Washington jusqu'au printemps suivant. Des appels désespérés le persuadèrent de reprendre la campagne ; cette fois il alla à Chicago et y prononça un discours « le meilleur discours en faveur de l'étalon d'or prononcé depuis le commencement du monde », disait un de ses adversaires. Il eut quelque succès auprès des ouvriers en leur prouvant que la dévalorisation du dollar diminuerait leur pouvoir d'achat ; mais les fermiers étaient insensibles à des arguments de ce genre (20). Et ce qui importait surtout, c'était l'action des cadres du parti, qui organisaient et en fait pouvaient diriger à peu près à leur guise les Conventions de Comté et d'Etat qui précédaient la Convention nationale. Or ils échappaient à l'influence du gouvernement. En Illinois, par exemple, ils étaient entièrement dans la main du gouverneur Altgeld — auquel l'opposition anti-argentiste avait en vain offert son appui s'il consentait à adopter un programme neutre sur la question monétaire (21).

(17) SHIBLEY, *Money Question*, pp. 605, 606 ; BRYAN MSS., en date du 26 mars 1896. Correspondance de Washington, dans le « Leadville Herald-Democrat » du 29 juin 1896. Ce Comité avait ses bureaux au domicile du Sénateur Harris.

(18) Plusieurs hommes politiques pensaient que le gouvernement sortant parviendrait, comme il était normal, à l'emporter à la Convention de Chicago : Marion Butler à Bryan, 8 janvier 1896, BRYAN MSS. Stewart à C. W. Hartman, 6 mai 1896, à Marion Butler, 14 juillet 1896, STEWART MSS.

(19) *Letters of Grover CLEVELAND*, éd. Nevins, pp. 378, 382 (16 février 1895, 25 mars 1895).

(20) *The Free Coinage of Silver, Speeches of Hon. J. G. CARLISLE at Covington, Kentucky, May 20, 1895 ; at Memphis, Tennessee, May 23, 1895 ; at Bowling Green, Kentucky, May 25, 1895 ; at Louisville, Kentucky, June 14, 1895.* BARNES, art. *Gold-Standard Democrats*, pp. 430-432. Id., *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, p. 17.

(21) W. R. BROWNE, *Altgeld of Illinois*, p. 263.

Elle forma à Chicago un « Comité des 500 » qui tenta de lui arracher le contrôle des Conventions locales, bien en vain : la lutte était trop inégale entre ce Comité composé en majeure partie d'hommes d'affaires et les politiciens professionnels dévoués au gouverneur, et la Convention de Cook County (Chicago) le 26 mai, de l'Illinois le 23 juin furent des manifestations argentistes d'où toute opposition se trouva à peu près éliminée (22). En 1896, le Secrétaire de l'Intérieur, Hoke Smith, alla dans sa Géorgie natale faire campagne contre le *Speaker*, Crisp, qui avait pris position contre la politique monétaire du Président ; il en revint pessimiste (23). Le candidat présidentiel des *Gold Democrats* eût été Carlisle ; des « Carlisle clubs » se fondèrent et recueillirent des milliers de signatures en faveur de sa candidature ; des insignes avec son portrait furent même commandés. Mais on n'eut jamais l'occasion de s'en servir : il était à peu près impossible à un candidat de recueillir les voix de la Convention nationale si la délégation de son propre Etat ne le soutenait pas, et le 3 juin le Kentucky renia Carlisle en se prononçant dans sa Convention Démocratique pour l'argentisme. Il fallut bien se rendre compte que dans le Sud Carlisle était l'un des hommes les plus impopulaires du moment. Comme l'écrivait le directeur d'un journal local de l'Arkansas, « Dans notre région M. Carlisle est considéré avec moins d'admiration que Judas Iscariote, car ce dernier eut au moins la pudeur de se pendre après qu'il eut trahi son Sauveur » (24).

Aussi les *Gold Democrats* étaient-ils découragés, et ne se faisaient-ils guère illusion sur le résultat de la Convention de juillet. De l'Illinois, du Michigan, du Kentucky, et même des districts ruraux de l'Etat de New-York, leurs amis leur écrivaient que la partie était perdue d'avance. Du reste, ils manquaient d'argent pour conduire une campagne d'opinion (25). Les unes après les autres, les Conventions Démocratiques des Etats se réunissaient, et le résultat n'était pas fait pour redonner de l'espoir à la petite phalange des Démocrates restés fidèles à la politique de Cleveland. Certes, bon nombre de Conventions se prononçaient pour le maintien de l'étalon d'or ; mais elles étaient pour la plupart de la bordure Est de la côte atlantique ; c'est-à-dire d'une région dont les opinions monétaires ne faisaient pas de doute, mais qui n'était qu'une minorité dans le parti. Et encore le seul grand Etat de l'Est où les Démocrates eussent des chances électorales sérieuses, l'Empire State de New-York, adopta-t-il, sous l'influence de Hill une formule ambiguë (« l'or et l'argent comme *standard money* du pays »), de même que le Maryland et le Delaware.

(22) BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, pp. 18-21.

(23) ARNETT, *Populism in Georgia*, p. 186.

(24) BARNES, *John G. Carlisle*, pp. 454-455.

(25) BARNES, *Gold Standard Democrats*, p. 432. On trouvera dans BARNES, art. *Gold Standard Democrats*, p. 432, *Carlisle*, p. 449, des textes décrivant la « folie » argentiste régnante dans les masses du parti.

Les Etats du Sud étaient pour l'argent, comme il était facile de s'y attendre, et plus d'une Convention conspuait les noms de Carlisle et de Cleveland. Le terrain décisif était le *Middle West* et le résultat y fut net. A vrai dire, dans les derniers jours d'avril, deux amis politiques actifs de Cleveland, Bynum et Dickinson avaient réussi à arracher leur Etat, le Michigan, de la cohorte argentiste : le programme était en faveur de la monnaie saine ainsi que la majorité des délégués choisis pour la Convention nationale. Mais en mai et juin suivirent une série de déceptions, si bien qu'en fin de compte il n'y eut, de tout le pays à l'Ouest des Alleghanies et au Sud du Potomac, que quatre Etats pour soutenir la politique de Cleveland : c'étaient, outre le Michigan, trois Etats où dominait l'élément scandinave et allemand, traditionnellement hostile (le dernier surtout) aux manipulations monétaires : le South Dakota, le Minnesota et le Wisconsin. Dans le Nebraska, la minorité *sound money* fidèle à J. Sterling Morton contestait la validité des actes de la majorité argentiste dominée par W. J. Bryan (26).

Il y avait tout de même un petit groupe de *Gold Democrats* qui n'avait pas abandonné l'espoir de l'emporter. Ils étaient de l'Est et ne se rendaient probablement pas compte de la profondeur et de la violence des sentiments argentistes dans le reste du pays; et la faiblesse inattendue des argentistes à la Convention républicaine avait contribué à les aveugler. Leur candidat était l'ancien Gouverneur de Massachusetts, Russell. Ils n'espéraient probablement pas le voir nommer, mais ils pouvaient avoir l'espoir de grouper sur lui plus du tiers des voix de la Convention. Comme il fallait statutairement deux tiers des suffrages pour nommer le candidat d'une Convention Démocratique, ils auraient été alors en situation d'extorquer des concessions à leurs adversaires (27). Ils pensaient influencer la Convention en faisant venir de l'Est un grand nombre de *sound money men* pour influencer les délégués par leurs manifestations dans les hôtels de la ville et dans les tribunes, et s'étaient assuré le concours du commissaire chargé des cartes d'entrées, qui partageait leurs opinions (28).

(26) NEVINS, *Grover Cleveland*, pp. 690-691. *Letters of Grover CLEVELAND*, éd. Nevins, pp. 433 (note), 438 (note), 444 (note).

(27) Sur le découragement des *Gold Democrats* : lettre de Don M. Dickinson à Cleveland, du 31 mars 1896 (se console en se disant que, battus pour battus, mieux vaut faire rejeter par les électeurs un mauvais programme qu'un bon, dans l'intérêt de l'avenir), dans *Letters of Grover CLEVELAND*, p. 435. BARNES, *Carlisle*, p. 435 (abandonnent tout espoir pour le programme mais espèrent empêcher la nomination d'un candidat argentiste). G. H. Schwab à Carl Schurz, 17 juin 1896 (SCHURZ MSS.). Cf. BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, p. 20. Ceux qui espèrent encore : Don M. Dickinson dans une lettre à Cleveland du 20 juin 1896, dans *Letters of Grover CLEVELAND*, p. 442 ; autres textes à peu près de la même date dans NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 695. Le « Commercial and Financial Chronicle » allait jusqu'à écrire le 4 juillet que le mouvement en vue de nommer à Chicago un candidat argentiste était « d'ores et déjà pratiquement enterré ».

(28) Don M. Dickinson à Cleveland, 12 juin 1896, dans *Letters of Grover CLE-*

Mais dès leur arrivée à Chicago, ils se rendirent compte de leur impuissance. Toute la Démocratie de l'Ouest et du Sud, qui s'y trouvait en force, semblait n'avoir qu'une idée : la frappe libre et illimitée de l'argent et de l'or, dans le rapport de valeur de 16 contre 1. C'était une conviction générale profonde, que nulle tentative de suggestion, nul argument ne pouvait ébranler ; et ceux de la nouvelle foi se refusaient à discuter sérieusement avec leurs adversaires, en qui ils voyaient les complices ou les dupes de financiers malhonnêtes. « Vous n'avez aucune idée », écrivait un habitant de Fresno, Californie, le 30 août 1896, « combien les braves gens de la campagne aiment la frappe libre de l'argent. Hier, j'essayais d'expliquer à l'un d'entre eux que « 16 contre 1 » ne veut pas dire qu'il y aura seize fois autant d'argent que maintenant. Il m'a traité de menteur » (29).

La Convention des Démocrates à Chicago offrit au spectateur non initié un aspect remarquable, un développement théâtral. Dès le 7 juillet, où elle s'ouvrit, et où l'ordre du jour ne comportait guère que des formalités, on pouvait se rendre compte de l'énorme avantage numérique des argentistes et de leur entrain. L'atmosphère de la ville, comme celle de la salle, leur était favorable. Sans doute nombre d'entre eux allèrent-ils le soir raviver leur enthousiasme en applaudissant une pièce de circonstance « *The Silver Lining* » que jouait le Grand Opéra depuis le 28 juin. Pendant ce temps, la Commission des Motions élaborait le texte du programme du parti. Quelle formule adopterait-elle sur l'article essentiel, l'article monétaire ? Pas le maintien de l'étalon d'or, la chose était bien certaine ; mais il était possible que la minorité *sound money* obtint par une des ces transactions qui éclosent souvent dans l'atmosphère propice des séances à huis clos et plus encore des couloirs et des chambres d'hôtel, un compromis qui n'engageât pas l'avenir. Et aussi, et surtout, quel candidat pourrait réunir sur son nom l'indispensable majorité des deux tiers ? A coup sûr, ce serait un argentiste ; mais aucun ne paraissait s'imposer. Ils avaient un chef reconnu : John Peter Altgeld, gouverneur de l'Illinois, mais bien qu'il n'eût passé dans son Allemagne natale que les premiers mois de son existence, la Constitution était formelle : il fallait que le Président fût Américain de naissance, et Altgeld était inéligible. Le nom de Richard Parks Bland était sur beaucoup de lèvres, son portrait sur beaucoup de boutonnières ; mais « *Uncle Dick* » qui avait consacré à la défense du métal blanc vingt ans d'une obstination candide, était un vieillard fatigué qui faisait de moins en moins figure de chef ; en outre, sa femme était catholique, vice

VELAND, p. 440. Dans le même sens, BARNES, art. *Gold Standard Democrats*, p. 435. Cf. BARNES, *Illinois in the Gold-Silver Controversy*, p. 22. Sur le rôle de Charles J. Canda, chargé de distribuer les cartes d'entrée à la Convention de Chicago, voir *Report of the Sound Money Committee of the Reform Club for 1896*.

(29) Cité par BEER, *Hanna*, p. 157.

rédhibitoire aux yeux de beaucoup d'électeurs auxquels les préjugés confessionnels étaient plus familiers que les mystères de la finance. Le gouverneur de l'Iowa, Horace Boies, avait aussi ses partisans ; mais c'était un transfuge des rangs Républicains et cette tache originelle écartait de lui beaucoup de Démocrates, qui, surtout dans le Sud, mettaient la fidélité au nom du parti au-dessus de tous les principes. La même objection s'appliquait avec plus de force encore à William M. Teller, que ses amis les Républicains argentistes, nombreux et actifs dans les couloirs de la Convention, préconisaient comme un candidat d'union de toutes les forces argentistes. William Jennings Bryan était connu et aimé de tous, sauf peut-être des délégués de l'Est, et lorsque des chœurs parlés s'élevèrent dans la salle pour clamer le nom de Bland, un refrain à la gloire de Bryan leur répondit ; et dans un poème de circonstance publié le 1^{er} juillet par le « National Bimetallist » son nom figurait à côté de ceux de Bland et de Boies comme un candidat possible. Il était bien jeune pour un tel rôle, il est vrai ; mais on ne voyait rien d'autre à lui reprocher (30).

Dans ses mémoires et dans *The First Battle*, Bryan a fixé l'histoire de ces journées mémorables, telles qu'elles apparurent à la masse des spectateurs, telles qu'il désirait les voir figurer dans sa propre légende. Au début, il osait à peine espérer que la nomination pourrait lui échoir ; peut-être, tout au plus, si les candidats plus en vue, Bland et surtout Boies, ne parvenaient pas à réunir les deux tiers des voix. Une seule délégation, celle de la Caroline du Nord, était ouvertement pour lui. Pis encore, il n'était pas sûr d'avoir la voix de son propre Etat, car le Nebraska avait envoyé deux délégations contestantes, une délégation argentiste dont il était le chef et une délégation auriste composée des partisans de J. Sterling Morton ; si bien que pendant que les autres chefs du parti essayaient leur éloquence sur l'assemblée, il était occupé à obtenir de la Commission compétente la validation de sa délégation. Lorsqu'il eut obtenu gain de cause, il se vit offrir en compensation la présidence du débat sur l'article monétaire du programme. La Commission des Résolutions avait terminé ses travaux, et proposait un texte (dont Bryan revendiquait la paternité indirecte) ainsi conçu : « Nous demandons la frappe libre et illimitée de l'argent et de l'or à 16 contre 1, sans attendre le consentement de nations étrangères ». L'honneur de clore le débat revenait à Tillman, sénateur de la Caroline du Sud ; mais il offrit à Bryan cette place de choix, parce qu'il avait à placer un long discours, et il faut que celui qui clôt le débat soit bref. Bryan vit qu'il avait une chance d'enlever l'auditoire et par là de se mettre au premier plan. Fiévreusement, il travailla à fondre en un seul discours les passages à succès de ceux qu'il avait déjà prononcés sur la question. Quand son tour fut venu,

(30) Chicago « Tribune », 8 juillet 1896. Omaha « World-Herald », 9 juillet. BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, p. 22.

dès les premiers mots, de sa voix vibrante (un des rares organes assez forts pour être entendus jusqu'aux derniers bancs de la salle), son apparence austère, ses traits réguliers et énergiques, la flamme de ses yeux noirs et l'accent religieux de son éloquence s'emparèrent des âmes de ses auditeurs, et ne les laissèrent plus revenir à eux. Il semblait qu'un élan d'enthousiasme invincible, unanime, eût saisi la foule, « l'auditoire », raconte Bryan « réagissait comme un chœur bien entraîné ». L'orateur avait su « mettre en paroles les sentiments d'une majorité des délégués à la Convention — être la voix d'une majorité triomphante ». Cette voix avait l'autorité, la ferveur et le style d'un prophète de la Bible : « les rudes pionniers qui ont bravé tous les dangers de la solitude et qui ont fait fleurir le désert comme la rose, les pionniers au loin là-bas » (montrant l'Ouest) « qui élèvent leurs enfants près du cœur de la Nature, où ils peuvent mêler leurs voix aux voix des oiseaux, là-bas où ils ont élevé des écoles pour l'instruction de leurs petits, des églises où ils louent leur Créateur, des cimetières où reposent les cendres de leurs morts, ces hommes, disons-nous, méritent la sollicitude de notre parti, autant que quiconque dans ce pays. C'est en leur nom que nous parlons. Nous ne venons pas en agresseurs. Notre guerre n'est pas une guerre de conquête ; nous combattons pour la défense de nos foyers, de nos familles, et de la prospérité. Nous avons demandé, et nos demandes ont été dédaignées ; nous avons supplié, et nos suppliques ont été méprisées ; nous avons imploré, et ils nous ont tourné en dérision quand le malheur est venu. Nous avons assez imploré ; nous ne supplions plus ; nous ne demandons plus. Nous les défions ! » Lorsque Bryan eût lancé, sûr de son effet souvent mis à l'épreuve, sa période finale : « Vous n'imprimerez pas cette couronne d'épines sur le front du travailleur ; vous ne crucifierez pas le genre humain sur cette croix d'or ! », ce fut un délire. Pendant vingt minutes, l'assistance resta debout, applaudissant, hurlant, montant sur les sièges, jetant en l'air leurs chapeaux. Même les délégués de l'Est, gagnés par la contagion, se joignirent mollement aux applaudissements et se levèrent ; mais ils ne participèrent pas au cortège qui s'organisa : les délégués, groupés derrière les pancartes qui annonçaient le nom de leur Etat, se mirent en devoir de faire le tour de la salle ; les sièges furent incontinent repoussés vers le centre, et le défilé se mit en route, chantant et clamant le nom de Bryan. Le vacarme enthousiaste qui est dans la tradition des Conventions américaines n'avait jamais atteint cette violence, cette unanimité, cette durée. Enthousiasme sans amertume et sans haine ; des applaudissements nourris saluèrent Hill, qui au nom de la délégation de New-York et de la minorité de la Commission des Motions présentèrent un contre-projet de programme : « jusqu'à ce que nous soyons assurés de la collaboration des principales nations pour la frappe de l'argent, nous sommes en faveur du maintien strict

de l'étalon d'or existant ». Présenté uniquement pour la forme, le contre-projet permit aux deux tendances de se mesurer : il ne réunit que 303 voix sur 929 suffrages exprimés.

Le lendemain 9 juillet devait être nommé le candidat du parti à la Présidence ; mais depuis la veille le résultat ne faisait de doute pour personne. Dès le premier tour de scrutin, où la majorité des délégations, fidèles à leurs instructions, votèrent soit pour Bland (qui arrivait en tête), soit pour Boies, le nom de Bryan apparaissait en bonne place. Mais il était clair que ni Bland ni Boies ne pouvaient gagner d'autres voix. Bientôt une délégation après l'autre modifia son vote en faveur du Nebraskien ; le résultat acquis, on alla l'annoncer à Bryan, en train de se faire raser par un barbier du voisinage, et dans ce décor familial la mousse qui couvrait ses joues aida le jeune héros de la Démocratie à accueillir avec la modeste impassibilité de rigueur, sous les yeux des reporters, cette surprise attendue (31).

C'est assurément une belle légende que celle de l'enthousiasme populaire, guidé par une série de coïncidences providentielles, écartant les vieux politiciens usés pour se porter d'instinct sur un jeune inconnu désintéressé, idéaliste et éloquent. Peut-être même n'était-elle pas, de la part de son auteur, une simple mise en scène à l'usage du public. Bryan eut toute sa vie l'intelligence et le cœur d'un adolescent, sa religion fervente et simpliste. Il se plaisait à voir le doigt de Dieu dans sa vie, et en particulier dans le jeu des institutions démocratiques. Il sentait le besoin d'ennoblir les succès de son ambition aussi tenace et retorse que légitime en considérant sa carrière comme une mission providentielle, en attribuant, avec ce qu'il croyait être de l'humilité, à une direction surnaturelle les résultats de procédés politiques très humains. Aussi serait-ce mal comprendre sa mentalité, qui était celle de son milieu, en voyant une tromperie délibérée dans les nombreuses menues omissions au moyen desquelles, écrivant sa propre biographie, il s'efforçait de la rapprocher de ce qui était pour lui l'idéal littéraire le plus haut : une histoire morale pour les jeunes gens chrétiens. Comme elles ont été relevées, non sans malice, par les historiens et en particulier par ses biographes (32), il est possible d'avoir une idée exacte de sa personne et de sa carrière.

(31) BRYAN, *The First Battle*, pp. 195 sqq. Id., *Memoirs*, pp. 103, 108-115. WERNER, *Bryan*, pp. 70 sqq. « Omaha World-Herald », 9 juillet 1896.

(32) BRYAN a lui-même raconté les débuts de sa carrière dans *The First Battle*, publié tout au début de 1897. Le volume, écrit très vite, est plutôt une compilation de discours et de textes officiels que des mémoires ; il contient cependant nombre d'indications précieuses. Les *Mémoires* de BRYAN, publiés aussitôt après sa mort par sa femme, contiennent plus de détails personnels. Les deux biographies parues en 1929, *Bryan the Peerless Leader* de Paxton HIBBEN, et surtout le *Bryan* de Morris Robert WERNER, sont peut-être exagérément préoccupées de mettre en relief les faiblesses et les petitesse de leur modèle ; l'indication des sources est souvent imprécise. L'ouvrage à consulter sera la vie de Bryan que prépare actuellement M. COMMAGER,

L'une et l'autre sont au plus haut point représentatives de son milieu et de son époque. Il naquit en 1860 à Salem, Illinois, de parents de vieille descendance américaine — de sang anglais, écossais et irlandais — qui avaient suivi la marche vers l'Ouest de la nation et s'étaient établis dans une petite ville de ce qui était alors un pays relativement neuf : Salem, Illinois. De son père, qui fut candidat au Congrès, il reçut le goût de la politique militante et sa tendance Démocratique, avec un penchant pour le Greenbackisme ; de sa mère, une religion intransigeante. Il était lié aux trois dénominations religieuses qui sont peut-être les plus typiquement américaines, par sa mère méthodiste, par son père baptiste, et par son propre choix qui l'amena (sans qu'il eût jamais aucun sectarisme de chapelle) à l'Eglise presbytérienne. Le choix d'une carrière le porta tout naturellement vers ce qui tentait l'ambition de presque tous les jeunes gens américains de cette époque, quand ils avaient la possibilité de faire des études, et trop peu de capitaux ou d'imagination pour essayer de rivaliser avec ce type social nouveau, le capitaine d'industrie : il décida de faire son droit. Ajoutons que dès qu'il fut d'âge, il milita dans le parti Démocratique à toutes les élections ; et aux Etats-Unis d'alors plus encore qu'ailleurs, le droit était la carrière la plus tentante pour quiconque avait des arrières-pensées politiques. Il se maria tôt ; Mrs. Bryan, à qui il resta toujours uni par des liens d'affection et d'admiration réciproques et profondes, fut pour lui une collaboratrice aussi dévouée que modeste. La vie de famille exemplaire de Bryan l'aida beaucoup à devenir le représentant et le chef d'un peuple aux yeux duquel elle est, même pour un homme politique, la première des vertus. Après des débuts difficiles, il obéit à l'appel de l'Ouest et en 1887 il s'établit comme homme de loi à Lincoln, Nebraska. Le choix de la ville, de la part de Bryan qui ne laissait rien au hasard, est caractéristique. La ville la plus active, le centre financier du Nebraska était alors comme aujourd'hui Omaha ; mais Lincoln, moins importante comme centre d'affaires, était la capitale politique, et c'est ce qui décida Bryan, chez lequel l'ambition politique l'emportait encore sur l'ambition pécuniaire. Tout de suite, il se mit au service du parti Démocratique, et dès 1888 il fit campagne pour J. Sterling Morton ; c'était du reste un des meilleurs moyens de se faire connaître et de gagner des clients. En 1890 il entra au Congrès ; les principaux soutiens de sa candidature, au moins financièrement, avaient été les brasseurs, distillateurs et débitants, menacés par la vague de prohibitionnisme que Bryan était mieux en état de combattre que quiconque, étant personnellement abstinent : peu d'hommes politiques étaient invulnérables de ce côté. Dans un effort pour attirer à lui les voix de l'« Alliance des Fermiers », il fit insérer dans la profession de foi de sa circonscription : « Nous demandons la frappe libre de l'argent sur un pied d'égalité avec l'or, et nous dénonçons les efforts du parti

Républicain pour servir les intérêts de Wall Street contre les droits du peuple ». Mais la campagne électorale porta presque exclusivement sur le tarif douanier (33). Toutefois Bryan ne négligeait pas la question argentiste, qu'il sentait populaire. Comme il l'écrivait un peu plus tard, « Sur une question financière comme celle-ci... quand des mesures législatives sont nécessaires comme il me semble que c'est le cas maintenant, je n'hésite pas à prendre part pour les pauvres. D'abord par principe, parce qu'ils ont plus que tous autres besoin de la sollicitude du gouvernement, et ensuite du point de vue tactique (*as a matter of policy*), parce qu'ils sont les plus nombreux et ont le plus de voix aux élections » (34). Dès le début de 1891 on trouve Bryan en relations avec les chefs des argentistes, A. J. Warner, W. M. Stewart ; il achète des livres sur la question monétaire, il fait voter des ordres du jour argentistes aux Congrès commerciaux où, toujours à l'affût des occasions de se faire connaître, il manque rarement de se rendre (35). En juin 1891 il tint tête dans un débat public à un banquier d'Omaha qui défendait la cause anti-argentiste (36). L'année suivante le programme du parti fut malgré ses efforts en faveur de l'étalon d'or, et les délégués du Nebraska aidèrent à la nomination de Cleveland, grâce à l'influence de J. Sterling Morton ; le candidat de Bryan était un argentiste, Horace Boies, gouverneur de l'Iowa. Bryan à ce moment n'était plus un petit politicien local ; il s'était mis en vedette au Congrès par un discours fort éloquent en faveur du libre échange, le 16 mars 1892, où il avait réussi avec des citations de la Bible et des poètes et avec une rhétorique sonore à rendre attrayant et même émouvant un sujet aride. On a vu que dans le débat sur l'abrogation de la loi Sherman, le 16 août 1893, il sut de nouveau se mettre au premier plan par les mêmes dons. En 1894 il essaya d'entrer au Sénat. Il parvint à se faire nommer candidat du parti Démocrate et à dicter un programme argentiste, mettant en minorité l'aile clevelandienne du parti (tendance Morton) qui l'avait dominé jusque-là. Mais le jour de l'élection, ce fut le Républicain qui l'emporta.

Cependant, six semaines avant l'élection, Bryan avait trouvé une situation qui lui permettait de continuer à jouer un rôle politique. Le journal Démocrate d'Omaha, le « World-Herald » de G. M. Hitchcock, était financièrement mal en point. L'occasion était bonne pour

(33) On a vu plus haut (chap. IV) que l'Alliance des Fermiers était argentiste dès 1890. Les BRYAN MSS de Washington, en particulier ceux de juillet 1890, montrent très clairement sa position à cette époque.

(34) Bryan au Gouverneur Horace Boies, 29 mai 1892, BRYAN MSS.

(35) A. J. Warner à Bryan, 10 mai 1891 ; Wm. M. Stewart à Bryan, 23 juillet 1891 ; H. L. Vincent, libraire, à Bryan, 6 mai 1891. BRYAN MSS.

(36) BRYAN MSS, mai et juin 1891. Il faut donc faire toute réserves sur l'histoire rapportée par WERNER (*Bryan*, p. 38) et HIBBEN (*Bryan the Peerless Leader*, p. 140), que Bryan aurait été initié à l'argentisme par son ami Joseph W. Bailey, Représentant du Texas, au lendemain de son discours du 16 mars 1892 sur le libre-échange.

s'emparer d'un organe qui jusque-là avait suivi la politique de Morton ; avait notamment protesté en mainte occasion contre ce qu'il appelait « l'achat insensé d'argent par le gouvernement » (37). Bryan s'assura un intérêt financier dominant dans le journal. Il n'avait pas de capitaux suffisants ; mais un certain nombre de ses parents et surtout des parents de sa femme lui firent confiance et l'aidèrent, et certains propriétaires de mines et de raffineries d'argent donnèrent leur obole. En échange Bryan reçut la direction éditoriale du journal, dont il devait diriger l'attitude politique « de temps en temps, suivant la ligne de ses convictions politiques bien connues » (38). Le but principal de l'opération était de mettre entre les mains de Bryan un organe qui lui permettrait de mener à bonne fin sa campagne pour le Sénat, et ensuite de consolider sa position dans sa circonscription. C'est pourquoi malgré le titre de « rédacteur en chef » il ne devait pas assumer la direction effective de la rédaction, mais se borner à envoyer des éditoriaux à sa convenance. Sa rétribution était modeste : \$ 30 par semaine, plus ses frais de déplacement (le journal obtenait des permis de circulation en échange de la publicité faite dans ses colonnes pour les compagnies de chemins de fer).

Lorsqu'expira son mandat de Représentant en mars 1895, Bryan aurait pu suivre l'usage du monde politique, retourner à son étude de Lincoln, et en attendant le prochain changement d'humeur des électeurs mettre à profit pour gagner de l'argent la notoriété qu'il s'était acquise. Une telle attitude n'aurait pu nuire à son avenir politique dans le Nebraska. Mais Bryan songeait à une arène plus vaste, à des triomphes plus éclatants. Les vieux partis étaient périmés, pensait-il ; les Populistes n'avaient pas su prendre leur place ; mais bientôt le peuple — et le peuple de l'Ouest à l'avant-garde — allait imposer sa volonté de rénovation politique, exiger la libération économique et financière des masses comme jadis il avait exigé la libération des nègres ; et William Jennings Bryan se sentait appelé à être le Lincoln de ce nouveau mouvement. C'est pourquoi il avait toujours ménagé les Populistes, et à l'occasion collaboré assez étroitement avec eux (39). C'est pourquoi il renonça à l'aisance qui s'offrait à lui et que pourtant il désirait avec autant d'âpreté que ces fermiers dont il s'était fait le porte-parole, et subordonna tout à la tâche d'agrandir sa popularité dans les Etats-Unis. Pendant plus d'un an il parcourut

(37) « World-Herald », 11 mars 1893.

(38) « World-Herald », 28 août 1894. La collaboration ne fit du reste pas remonter sensiblement le tirage du journal, qui resta aux environs de 20,000 exemplaires.

(39) La correspondance de Bryan est remplie de lettres de Populistes qui le félicitent pour son absence d'acrimonie partisane. On retrouve la même note chez des Républicains argentistes, par exemple L. C. Harris, de Duluth, Bryan, 21 octobre 1895. Bryan dépensa \$ 80 pour faire élire Sénateur le Populiste William Allen, Thomas S. Allen à Bryan, 8 février 1893, BRYAN MSS.

les Etats-Unis des Alleghanies à la Golden Gate, du golfe du Mexique à la frontière canadienne, envoyant à son journal des éditoriaux griffonnés dans des fumoirs d'hôtel, sur des banquettes de Pullman, soutenant grâce à sa robuste santé cette existence épuisante. Partout où on lui demandait de prendre la parole, il allait : réunion politique, distribution des prix, fête de Y.M.C.A., tout prétexte lui était bon. Dans les assemblées religieuses, il prêchait la morale et ne se faisait pas payer ; dans les assemblées politiques, il se faisait payer, suivant les ressources de l'endroit, cinquante à cent dollars et ses frais pour « un de ses fameux discours argentistes » ; partout, il se faisait connaître. Quand il le pouvait, il fondait une association argentiste ; en tout cas il se faisait présenter les argentistes les plus influents, et savait ne pas se faire oublier en restant en correspondance avec eux. En route et surtout dans ses séjours à Lincoln, il répondait à des centaines de lettres, envoyait ses discours à des milliers de personnes, à de très nombreux journaux locaux qui les reproduisaient ; travail épuisant dont Mrs. Bryan prenait courageusement sa part. Dès la fin de 1894 et le début de 1895, beaucoup de ses correspondants parlaient de ses chances pour la Présidence (40) ; et la vue de tant de dévouements qui s'offraient faisait réfléchir Bryan.

Au commencement de 1896 il se mit à préparer systématiquement sa candidature. De ses correspondants, il obtint le nom et l'adresse du président de la Convention Démocratique dans chaque Etat, et envoya à chacun un exemplaire de la profession de foi qu'il avait fait adopter par les Démocrates du Nebraska, leur demandant de l'adopter aussi. Puis une fois désignés les délégués à la Convention nationale, il obtint leurs noms et leurs adresses et leur fit écrire par des amis pour soutenir sa candidature. Lorsque s'ouvrit la Convention de Chicago, il pouvait y avoir des candidats plus illustres ; il n'y en avait pas qui fussent personnellement connus d'un aussi grand nombre de délégués, et dont la profession de foi fût aussi familière à tous. Dans des circonstances normales, un candidat a avantage à laisser ses opinions sur les points essentiels du débat enveloppées dans un vague prudent, afin de permettre aux tendances qui s'affrontent de faire l'union sur son nom. Bryan eut le mérite de sentir que le conflit de tendances à l'intérieur du parti Démocrate avait atteint une telle acuité qu'il ne serait pas résolu cette fois par un compromis mais par une scission, et de prendre position en conséquence. A la Convention de Saint Louis, à laquelle il assistait comme correspondant du « World-Herald » (ainsi que nombre de Populistes et de Démocrates argentistes), le résultat le confirma dans cette idée. Le conflit entre auristes et argentistes était arrivé au point où il provoquait une scis-

(40) BRYAN MSS., passim. Plus on avance dans le temps, plus ces lettres deviennent explicites. Cf. en particulier Alva Udell, du *State Central Committee of the National Bimetallic Party* en Californie, à Bryan, 28 mai 1895, BRYAN MSS.

sion dans le parti Républicain ; or chez les Démocrates il était au moins aussi tranché. D'autre part les voix des Républicains argentistes étaient un appât pour le parti Démocrate, qui ne pouvait manquer d'être tenté de les attirer vers lui en nommant un candidat argentiste. A vrai dire, les Républicains argentistes avaient aussi leur plan ; c'était de présenter Teller comme le candidat d'union de toutes les forces argentistes, au-dessus des partis, et de le faire nommer à Chicago. Ils s'adressèrent à Altgeld, qui parut bien disposé mais ne fit aucune promesse ; à Bryan qui répondit que le Sud ne voterait jamais pour un Républicain et que mieux valait un Démocrate de vieille roche, ajoutant non sans quelque réserve mentale que le candidat le plus en évidence (*obvious*) était Bland (41). A l'égard des Démocrates Bryan était encore plus prudent, et refusait de se prononcer en faveur soit de Boies soit de Bland de peur, disait-il, de se brouiller avec l'autre.

A la veille de la Convention la situation peut se résumer ainsi : les argentistes étaient assez bien organisés pour être maîtres d'imposer leur candidat. Leur véritable chef Altgeld était inéligible. La candidature de Teller était propagée activement par ses amis ; on les recevait avec la politesse que l'on doit à des gens dont on espère l'appui le jour de l'élection, mais sans enthousiasme : la majorité argentiste des Démocrates n'était pas venue là pour adopter les laissés pour compte du parti adverse. Teller travaillait aussi contre sa propre candidature en laissant répéter aux journaux qu'il était prêt à soutenir un Démocrate, pourvu qu'il fût bon argentiste. Bland et Boies étaient les deux candidats en meilleure posture ; mais un peu ternes l'un et l'autre, et tous deux prêtant le flanc à certaines objections ; surtout il était à prévoir que leurs forces respectives se faisant équilibre, c'est un *dark horse* qui les départagerait. Bryan n'avait pour lui que deux délégations, celle du Nebraska et celle de la Caroline du Nord dont la voix lui était promise depuis le mois d'avril (42), mais il était le second choix de beaucoup d'autres, qui étaient prêtes à l'accepter si elles ne pouvaient pas faire triompher leur propre

(41) BRYAN, *Memoirs*, p. 105. Fred. J. DuBois alla trouver Altgeld pendant que Pettigrew allait en Arkansas voir James K. Jones, Pettigrew à Teller, 28 juin 1896, DuBois à Teller, 26 juin, 30 juin et 2 juillet 1896, TELLER MSS. La candidature de Teller à Chicago n'eut jamais de chances sérieuses. Jamais les Démocrates, surtout dans le Sud, n'auraient consenti à voter pour un Républicain. Cf. Altgeld à Barker, 16 juin 1896, S. W. John au même, 20 juin 1896, Wharton BARKER MSS.

(42) Sur l'attitude de Teller et ses conséquences, ELLIS, art. *The Silver Republicans in the Election of 1896*, p. 528. Cf. aussi Marion Butler à Stewart, 6 juillet 1896, STEWART MSS. A vrai dire, il n'est pas tout à fait exact que les voix de la délégation de la Caroline du Nord aient été promises à Bryan le 30 avril 1896, comme le dit ELLIS, *l. c.*, p. 529. La lettre de Josephus Daniels, chef de la délégation en question, à Bryan (30 avril 1896, BRYAN MSS) que cite Ellis dit simplement que Daniels fera son possible pour faire voter sa délégation pour Bryan, s'il est candidat,

candidat (43). Le comité officieux des Démocrates argentistes, dont les animateurs étaient les Sénateurs Turpie (de l'Indiana) et Harris (de l'Alabama), et qui se réunit le 30 juin à Chicago pour discuter programme et candidats, s'était-il mis d'accord sur son nom, pour le cas où nul autre ne pourrait obtenir la majorité statulaire des deux tiers ? Il serait téméraire de l'affirmer. Quoi qu'il en soit, le « Sunday Herald » de Chicago (anti-argentiste) annonçait le 5 juillet que dans l'après-midi de la veille la délégation du Nebraska avait mis au point une combinaison pour obtenir que Bryan fût nommé président temporaire de la Convention, lui donner ainsi l'occasion de prononcer « un de ses fameux discours », entraîner la Convention d'enthousiasme, et ainsi le faire nommer. Et c'est ce qui était arrivé. Nous ne connaissons pas encore toutes les manœuvres par lesquelles ce résultat fut obtenu, nous ignorons le degré d'incertitude auquel elles étaient soumises ; mais tout concourt à justifier l'heureuse formule de James A. Barnes, que « la scission du parti et la nomination de Bryan constituent un des « accidents » les plus habilement montés et les plus soigneusement exécutés dans l'histoire des partis politiques américains » (44).



La nomination de Bryan posait un cas de conscience aux trois partis argentistes : Populistes, Républicains argentistes qui avaient fait scission à Saint Louis, et parti Bimétalliste. S'ils nommaient de leur côté un ou plusieurs candidats différents, ils affaiblissaient les forces argentistes et favorisaient Mac Kinley. S'ils se ralliaient à Bryan, ils augmentaient les chances de voir triompher la frappe libre de l'argent, mais ils capitulaient aussi devant tout ce qui, dans le parti Démocratique même « régénéré », continuait à leur répugner. C'était d'abord le coéquipier de Bryan, candidat à la Vice-Présidence, un riche industriel du Maine nommé Sewall, qui en tant que capitaliste plutôt conservateur plaisait peu aux Populistes. C'était pour les

(43) C'est justement en étant le second favori de la grande majorité que Bryan comptait réussir. Ainsi il demanda à T. M. Patterson, directeur des « Rocky Mountain News » de Denver, de publier qu'à défaut de Teller Bryan serait le candidat le plus acceptable pour le Colorado (Patterson à Bryan, 11 juin 1896, BRYAN MSS ; éditorial publié dans les « R. M. News » du 13 juin).

(44) BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, p. 23. Mais l'« accident » en imposa même à des politiciens avertis. Le Sénateur C. S. Thomas, du Colorado, écrivait à Teller le 14 juillet (TELLER MSS) son impression de témoin oculaire : « Tandis que les gens combinaient et discutaient, Bryan prit la parole devant la convention et prononça le plus merveilleux discours du siècle. Les sentiments exprimés et le langage n'étaient pas extraordinaires, mais la façon dont il le prononça fut une des démonstrations les plus éclatantes du pouvoir incomparable exercé sur l'esprit de l'homme par l'éloquence persuasive qui aient été données dans l'histoire de l'humanité. Avant de l'avoir prononcé, il était un Démocrate connu et populaire. Après l'avoir terminé, il se détachait comme le seul homme en qui la convention cherchait son chef ».

Républicains argentistes, ardents protectionnistes, le libre-échangeisme déclaré du programme et des candidats. C'était pour les uns et les autres la perspective de collaborer avec le parti qui la veille représentait l'ennemi, qu'ils avaient dénoncé dans leurs journaux et leurs réunions publiques ; et ils devaient craindre que la collaboration locale de leurs comités avec les comités des Démocrates pour le soutien de candidats communs — la « fusion », suivant l'expression usitée — n'entraînât l'absorption des organisations les plus faibles par l'allié le plus fort, c'est-à-dire par les Démocrates.

Un autre cas de conscience se posait à tous les Démocrates partisans de l'or. Les principes de Bryan et du programme de Chicago leur étaient abhorrés ; non seulement les principes monétaires, mais aussi les attaques contre le conservatisme social des juges et de la Cour Suprême et la revendication de l'impôt sur le revenu, qui y étaient jointes. Devaient-ils quitter le parti ? Décision grave, car soit qu'ils se ralliassent à Mac Kinley, soit qu'ils proposassent un candidat de division, le résultat était le même ; et la perspective d'aider, directement ou indirectement, à l'élection de Mac Kinley, le protectionnisme incarné, leur répugnait autant que celle de ruiner par une scission l'organisation Démocratique sous la bannière de laquelle ils avaient longtemps combattu.

Les Républicains argentistes furent les premiers à se décider. Au premier moment, la plupart d'entre eux se refusèrent à soutenir Bryan. Teller était à peu près seul à avoir, dès avant Chicago, déclaré que le cas échéant il soutiendrait un Démocrate. Le 7 juillet et les jours suivants, ceux qui étaient allés soutenir à Chicago la candidature de Teller lui télégraphièrent et lui écrivirent pour le prier de ne pas se déclarer, en faisant valoir que le seul moyen d'empêcher leurs électeurs de les abandonner et de passer à Mac Kinley, dans les Etats des Rocheuses où jamais ils ne voteraient pour un Démocrate, était de s'allier aux Populistes et aux Bimétallistes sur un candidat commun qui ne pouvait être que Teller (45). Teller pensait autrement. L'avenir local des Républicains argentistes l'inquiétait moins que ses collaborateurs : vieux, contraint de refaire sa santé et sa fortune, il songeait à quitter la vie publique (46). Aussi avait-il surtout à cœur le résultat dans l'ensemble des Etats-Unis. Etant sur place, il se rendait mieux compte de la situation dont ses amis se convainquirent

(45) Télégramme de DuBois, Hartman, Pettigrew et Towne à Teller, 7 juillet 1896. Lettres de DuBois à Teller, 7 juillet ; Pettigrew à Teller, 10 juillet (en son nom et en celui de Towne, Hartman, Cannon et DuBois) ; Newlands à Teller, 8 juillet ; TELLER MSS. Ils espéraient que, Teller l'emportant dans les Etats des Montagnes, ni Bryan ni MacKinley n'obtiendraient la majorité absolue et que, conformément à la Constitution, c'est la Chambre des Représentants qui serait juge de l'élection.

(46) Teller à Hal Sayre, le 10 juillet 1896, TELLER MSS à l'Université du Colorado à Boulder.

lorsqu'ils revinrent de Chicago : les masses, sans distinction de parti, et en particulier les Populistes, ne voulaient point d'autre candidat que Bryan (47). Depuis plusieurs années Populistes et Républicains argentistes allaient répétant que la fidélité au pays et aux principes devait passer avant la fidélité aux partis ; comment pouvaient-ils faire accroire maintenant aux électeurs qui les avaient suivis hors du parti Républicain, que précisément pour des raisons de parti il fallait tourner le dos à un candidat tel que Bryan, dont les principes aussi bien que la personne leur étaient acceptables ? La masse des Républicains argentistes, en rapports moins directs que ses chefs avec les dirigeants de l'industrie, était aussi moins sensible qu'eux à l'inconvénient de voter pour un libre-échangiste. Du reste ses chefs eux-mêmes n'avaient-ils pas répété que la question douanière devait être subordonnée à la question monétaire ? Aussi dès le 13 juillet et les jours suivants Teller écrivit aux chefs Populistes pour leur dire qu'il n'accepterait en aucun cas d'être candidat contre Bryan, auquel il avait promis son aide sans réserve dans la campagne électorale (48).

Si les Républicains argentistes avaient eu en l'espace de quelques jours à prendre des décisions imprévues, le problème n'était pas nouveau pour les Populistes. Dès le début de 1894, voyant que l'argentisme était le moyen le plus sûr de gagner les voix des Démocrates et des Républicains, nombre de Populistes parmi les plus en vue avaient conseillé au parti d'écarter de son programme les autres revendications qui risquaient d'effaroucher les nouveaux convertis. Le Sénateur Allen, du Nebraska, déclara que la nationalisation des chemins de fer pouvait attendre indéfiniment pourvu qu'ils fussent sous le contrôle du gouvernement. Waite, gouverneur du Colorado, Taubeneck, président du Comité national, d'autres encore se prononcèrent en faveur d'une revision du programme qui permettrait d'unir plus fortement l'Ouest et le Sud en mettant au premier plan la réforme sur laquelle ils étaient déjà d'accord : la frappe libre de l'argent (49). Weaver, candidat du parti à la Présidence en 1892, conseillait dès février 1893 de répandre l'agitation populiste en fondant des « Silver Clubs », la question monétaire étant « la ligne de moindre résistance » de l'adversaire (50). Naturellement les professionnels du métal blanc

(47) DuBois à Taubeneck, 13, 15 juillet 1896. TELLER MSS.

(48) Lettres destinées à être publiées, de Teller à Taubeneck, 13 juillet 1896 ; à T. M. Patterson, 16 juillet 1896 ; lettres privées de Teller à Marion Butler, 15 juillet 1896 ; à Taubeneck, 16 juillet 1896. Discours prononcé à Manitou (Colorado) le 18 juillet 1896. Teller à Bryan, 15 juillet 1896. TELLER MSS. Tout cet épisode a été raconté par ELLIS, art. *The Silver Republicans in the Election of 1896*, pp. 530-532.

(49) HICKS, *Populist Revolt*, p. 319.

(50) Cité dans HAYNES, *James Baird Weaver*, p. 347. La Convention Populiste de l'Iowa, de septembre 1893, déclarait sous l'influence de Weaver que la question monétaire était « la question qui écliprait, qui absorbait toutes les autres » (ibid., p. 351).

encourageaient ces tendances. W. M. Stewart écrivait à Taubeneck que le parti ne devait pas se charger de revendications trop nombreuses qui alourdisaient son programme et mettaient la confusion dans les esprits, et envoyait un projet de programme où la question financière figurait presque seule (51). Même un Populiste intransigent comme Ignatius Donnelly, qui écrivait encore en 1893 que l'argentisme n'était qu'une revendication opportuniste et qu'un jour or et argent seraient rejetés pour une monnaie plus parfaite, entonnait un an après les louanges du métal blanc : « Il signifie du travail pour les milliers d'hommes qui aujourd'hui errent par les rues... sans savoir d'où viendra leur prochain repas. Il signifie la nourriture et le vêtement pour les milliers de femmes et d'enfants affamés et mal vêtus... Il signifie le rétablissement de la confiance dans le monde des affaires. Il signifie la réouverture des usines fermées, les feux allumés à nouveau dans leurs foyers éteints ; il signifie l'espérance en place du désespoir ; le bien-être en place de la misère ; la vie en place de la mort » (52). Mais un mouvement d'hésitation se dessina lorsqu'il devint apparent que l'argentisme n'était plus une spécialité Populiste, mais que les Démocrates y versaient de plus en plus. S'il demeurait le seul article important du programme Populiste, par quoi était-on séparé des Warner, des Bland, des Bryan ? Fallait-il alors faire cause commune avec eux ? Les avis furent partagés. Beaucoup de Populistes s'y refusaient. Dans le Sud, leur parti était né d'une révolte des masses contre la Démocratie toute puissante. « Fusionner » avec elle, c'était renier leur passé. Même dans l'Ouest, nombreux étaient ceux qui pensaient avec Donnelly qu'un Populisme acoquiné avec la Démocratie, naguère dénoncée comme vieille et corrompue, faillirait dans sa tâche de rénovation politique et sociale. « Restez au milieu de la route » fut la devise des « *middle-of-the-roaders* ». Les « fusionnistes » redoutaient au contraire qu'à s'isoler dans la pureté de ses principes le parti ne décourageât les masses impatientes de réalisations, comme l'avaient fait les *greenbackers*. En juin 1895 Weaver tint des conciliabules à Des Moines avec Bland et A. J. Warner pour assurer l'unité de tactique des Populistes, des Démocrates et d'une façon générale de tous les argentistes (53). A la fin de l'année nous trouvons Weaver et Bryan en collaboration étroite en vue d'amener le parti Populiste à adopter la politique fusionniste. A la conférence nationale que les Populistes tinrent à Washington, Weaver tint Bryan au courant ; Bryan de son côté s'efforçait de ne rien dire dont la susceptibilité des Populistes pût se froisser (54).

(51) Stewart à Taubeneck, 19 février 1894, 25 décembre 1894. STEWART MSS.

(52) Cité par HICKS, *Populist Revolt*, p. 333, d'après « Representative » de Saint-Paul, 2 août 1893, 19 septembre 1894.

(53) HAYNES, *James Baird Weaver*, p. 365.

(54) Nombreuses lettres de Weaver à Bryan, témoignant d'une collaboration suivie, en particulier 31 décembre 1895, 3 janvier 1896 ; BRYAN MSS.

D'un commun accord, fusionnistes et *middle-of-the-rovers* décidèrent que la Convention du parti se tiendrait à Saint Louis à la fin de juillet. Les fusionnistes espéraient pouvoir ainsi faire l'union de leur parti avec les Démocrates si, comme ils l'espéraient, ceux-ci adoptaient un programme et un candidat argentistes ; les autres pensaient que les deux grands partis adopteraient des programmes conservateurs et que les Populistes pourraient recueillir leurs éléments avancés, et fusionner avec le parti Bimétallique dont la Convention fut fixée à cet effet le même jour au même endroit (55). Le candidat qui les eût le mieux satisfaits était Teller ; non que sa personne ou ses idées leur fussent plus sympathiques que celles de Bryan, par exemple, mais parce qu'il ne risquait pas de les entraîner dans le sillage d'un parti plus puissant que le leur (56). Mais les événements jouèrent en faveur des fusionnistes ; non seulement les Démocrates à Chicago avaient nommé celui de tous les candidats qui pouvait le mieux leur convenir, « un populiste, au nom près » (57), et avaient adopté un programme à peine moins avancé que le leur propre ; mais les *middle-of-the-rovers* étaient privés de leur candidat, puisque Teller refusait d'être présenté contre Bryan. Il ne leur restait qu'à s'exécuter. Les *middle-of-the-rovers* se refusèrent cependant à confondre purement et simplement leurs bulletins avec ceux des Démocrates, qui dans le Sud avaient été leurs ennemis les plus acharnés. Ils obtinrent que le parti Populiste nommât, à côté de Bryan candidat à la Présidence, un des leurs comme candidat à la Vice-Présidence, Thomas L. Watson, de Géorgie, l'un des chefs les plus acerbes et les plus intransigeants du parti. Espéraient-ils vraiment que les Démocrates retireraient leur propre candidat Sewall, comme on le leur demanda ? La question se compliquait du fait que Bryan déclara refuser la nomination à moins de la partager avec Sewall. Comme aucun compromis ne paraissait possible, les fusionnistes se tirèrent d'affaire en tenant secrète la déclaration de Bryan jusqu'après que fut acquis le résultat de la Convention de Saint Louis, et en évitant de notifier officiellement (comme c'était l'usage) la nomination à Bryan, qui n'eut ainsi ni à l'accepter ni à la refuser (58).

Comme en même temps le parti Bimétallique (rebaptisé « National Silver Party of America ») avait lui aussi nommé candidat Bryan

(55) La tactique des *middle-of-the-rovers* fut soumise dès la fin de 1895 par Ignatius Donnelly à Stewart, qui l'approuva. Stewart à Donnelly, 20 décembre 1895, STEWART MSS. Espoir de certains Populistes que les Démocrates se prononceraient pour l'or et que les Démocrates argentistes viendraient à eux : Marion Butler à Bryan, 8 janvier 1896, BRYAN MSS.

(56) Marion Butler à Stewart, 6 juillet, 13 juillet 1896. Les Populistes du Sud surtout ne voulaient pas d'un Démocrate. Mais Butler s'abstenait dans son journal d'attaquer la personne de Bryan, au cas où quand même les Populistes se rallieraient à lui. STEWART MSS.

(57) Stewart à Marion Butler, 14 juillet 1896. STEWART MSS.

(58) HICKS, *The Populist Revolt*, pp. 358-366.

et Sewall, l'union de toutes les forces argentistes était faite ; et les masses, sans guère se préoccuper de la diversité des étiquettes, surent qu'elles étaient appelées à combattre pour un programme simple : la frappe libre de l'argent et de l'or à 16 contre 1, et sous un chef à la personnalité forte : Bryan.

Les Démocrates anti-argentistes, qu'on appelait couramment *Gold Democrats*, n'avaient pas imité la sortie théâtrale de Teller à Saint Louis, malgré le désir des membres de Tammany Hall. Quelques jours après, les positions furent prises. Le 13 juillet, le directeur du « *Courier-Journal* » de Louisville, l'un des membres les plus influents du parti Démocrate, adressait de Suisse à son journal un télégramme qui fit sensation : « D'autres candidats sont notre seul espoir. Pas de compromis avec le déshonneur ! Restez fermes » (59). Le lendemain fut publié un appel de certains des *gold Democrats*, demandant la convocation d'une Convention. Dans les jours qui suivirent, les journaux publièrent les listes de ceux qui décidaient de soutenir Bryan à contre-cœur, et de ceux qui préféraient quitter leur parti. Un très grand nombre firent violence à leurs convictions monétaires pour sauver le parti, ou leur place dans le parti. Ainsi Hoke Smith, Secrétaire de l'Intérieur dans le cabinet de Cleveland, qui donna sa démission le 20 juillet, et dont le journal fit campagne pour Bryan au nom de la nécessité de conserver intacte l'organisation Démocratique, seule défense du Sud contre la menace nègre (60). Ainsi le chef des Démocrates de New-York, David B. Hill, et l'organisation de Tammany Hall. Voter pour tout autre candidat que Bryan signifiait travailler à la ruine du parti, à l'élection de Mac Kinley et au triomphe du protectionnisme ; bien des Démocrates que l'argentisme inquiétait pourtant s'y refusaient. Cleveland resta silencieux ; il refusa d'être porté candidat et invita les membres de son cabinet à faire de même. Il ne faisait pas mystère de sa sympathie pour le mouvement des *Gold Democrats*, mais il ne voulait pas s'identifier trop activement avec eux, de peur d'augmenter l'irritation du Congrès, avec lequel force lui était de collaborer jusqu'au printemps de 1897 (61). Les *Gold Democrats* ne se réunirent que le 2 septembre à Indianapolis : il avait fallu longtemps pour réunir assez de délégués pour faire nombre, et

(59) *Editorials of Henry WATTERSON*, publiés par A. Krock, p. 76. Intention de Tammany Hall à Chicago : NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 703.

(60) Texte de la lettre de démission dans *Letters of Grover CLEVELAND*, éd. Nevins, p. 450. Smith, comme Watterson, était doublement vulnérable, en tant qu'homme politique et en tant que propriétaire-directeur de journal (le « *Journal* » d'Atlanta).

(61) NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 708. Cleveland se rendait compte que toute intervention de sa part exposerait ceux au bénéfice desquels il l'entreprendrait au reproche d'agir « sous la dictée de la Maison Blanche ». Les *Gold Democrats* à Chicago « ont cru bien faire en me tenant à l'écart de toutes leurs délibérations, craignant probablement que toute liaison avec moi mette en danger leur succès. Je ne veux pas dire qu'ils se trompaient », écrivait le Président le 15 juillet, *Letters of Grover CLEVELAND*, éd. Nevins, p. 447.

surtout dans le Sud la tâche n'avait pas été facile. De l'Idaho, de l'Utah, du Nevada et du Wyoming on n'en put même faire venir aucun. Les 888 membres de l'assemblée se rendaient bien compte de ce qu'ils étaient venus faire. Leur objectif immédiat était de maintenir l'étalon d'or en assurant l'élection de Mac Kinley ; mais pour l'avenir ils n'entendaient pas se noyer dans la masse des Républicains dont les séparaient trop de querelles de personnes et d'idées. Aussi adoptèrent-ils une déclaration de principes destinée non seulement à expliquer leur attitude, mais aussi à proclamer ce qu'ils croyaient être les vrais principes Démocratiques, abandonnés à Chicago par la masse du parti au profit d'une idéologie Populiste. Comme le disait leur porte-parole, « c'est à nous que revient la tâche de créer le noyau autour duquel les vrais Démocrates... pourront se rallier une fois de plus et de conserver une place où accueillir nos frères tombés dans l'erreur, si le temps vient où ils se repentent, et où Dieu leur pardonne leurs transgressions ». Pour souligner cette revendication, le nouveau groupement s'intitula « Parti National Démocrate » ; il désigna ses candidats, dont l'un avait été général des troupes unionistes et l'autre des troupes confédérées, Palmer et Buckner. Le 10 septembre la nomination leur fut dûment notifiée à Louisville, dans une réunion où fut lue une lettre d'approbation de Cleveland, qui fut la seule part qu'il prit à la campagne (62). Si l'on s'en tenait aux noms et aux programmes des groupements en présence, on pourrait supposer que rarement le peuple américain a marché aux élections dans un ordre aussi dispersé qu'en cet automne de 1896. En fait, la diversité des étiquettes, simple survivance d'un passé périmé, ne faisait pas illusion au public. La période était finie où la scène politique était occupée par les partis Républicain et Démocrate, avec leurs formules héritées de la guerre de Sécession et qui avaient cessé de répondre aux préoccupations du jour. Depuis 1892, plus tôt peut-être, les symptômes de cette désadaptation n'avaient pas manqué ; la croissance du Populisme était sans doute le plus éclatant. En 1896, le regroupement était fait et de nouveau les Américains, fidèles à l'esprit de leurs institutions, se trouvaient groupés en deux camps. Chacun groupait inévitablement des groupes territoriaux, sociaux, culturels hétérogènes, mais les unissait dans un effort commun pour faire triompher une idée. Tous les témoignages de l'époque sont unanimes là-dessus ; le public ne connaissait que deux partis : l'or avec Mac Kinley, l'argent avec Bryan.

*
**

L'observateur européen est tenté au premier abord de s'étonner que les masses se soient rangées autour de mots d'ordre purement

(62) BARNES, art. *Gold-Standard Democrats*, a mis au point l'histoire de ce mouvement. Pour les événements mentionnés ici, voir pp. 436-438.

monétaires. C'est qu'aussi il s'agissait de bien autre chose. Teller, que ses ennemis accusaient parfois d'être « possédé, âme, corps et culotte » (63) par les compagnies minières, avait conscience qu'il luttait, au risque de sacrifier sa situation politique, bien moins pour le métal blanc que pour « *the plain people* » (64). Un de ses correspondants écrivait au Sénateur Populiste William Allen : « Je trouve que cette année les positions sont franchement prises, les masses contre ceux qui veulent faire une classe à part, l'honnête paysannerie contre les possesseurs gavés de la richesse, devenus arrogants avec la sanction de la loi (*the mass against the class, the honest yeomanry of the land against the pampered owners of wealth, grown arrogant by sanction of law*) » (65).

Cette révolte du *plain people* contre ceux qui prétendaient à une autre supériorité que celle du mérite n'était pas chose nouvelle dans l'histoire des Etats-Unis. Au fond, la démocratie américaine est toujours restée fidèle à l'inspiration rurale de ses origines. Comme telle, elle est individualiste : à chacun de travailler pour son propre compte, et de réussir plus ou moins bien selon qu'il travaille plus ou moins bien. La tradition puritaine lui a en outre enseigné que le succès matériel est bien souvent la récompense octroyée par la Providence au mérite. Aussi l'idéologie collectiviste des « partageux », de la « mise au tas » lui est-elle étrangère ; les fermiers ont une philosophie sociale de possédants. Mais si la richesse assure le confort, et normalement le respect et l'influence, il ne faut pas qu'elle touche à la liberté, à la dignité des autres. Sur ce point, l'Américain a toujours été strictement égalitaire. Il veut qu'on respecte sa liberté (politique et économique) et aussi sa dignité. Aucune différence de naissance, de fortune, d'éducation, d'influence politique ne le font consentir à être traité autrement que d'égal à égal. Il ne tolère pas qu'un individu assume le pouvoir ou les allures d'un maître ; il tolère moins encore la formation d'une caste fermée qui se croit supérieure. C'est pourquoi le peuple a été derrière Jefferson contre les Fédéralistes, derrière Jackson contre les Whigs ; c'est pourquoi (bien plutôt que par amour des esclaves nègres) les soldats du Nord ont été faire la guerre aux planteurs du Sud. Ce même sentiment éclate dans les pamphlets, les discours, les journaux, les lettres de 1896. Ceux qui votaient pour Bryan croyaient écarter du sol américain cette institution détestée, l'aristocratie, et, qui sait ? peut-être du même coup la monarchie et l'armée permanente (66). Ils ne défendaient pas simplement le pain

(63) Cité par Hicks, *The Populist Revolt*, p. 353.

(64) Teller à George Q. Cannon, 1^{er} septembre 1896, TELLER MSS.

(65) Cité par Hicks, l. c., p. 372.

(66) Non seulement les accusations lancées contre les riches de vouloir être une « aristocratie » sont innombrables, mais on trouve même assez fréquemment l'idée que la concentration des fortunes finira par une aristocratie héréditaire et titrée, une monarchie et une armée permanente. L'exemple le plus curieux de cet état

de leur famille contre ceux qui « forment des trusts pour contrôler les denrées de première nécessité », ils combattaient l'orgueil de « cette classe qui s'arroge le nom sacré de *leading citizens* » (67).

Il est vrai que les millionnaires, naguère presque inconnus aux Etats-Unis, s'y multipliaient depuis une trentaine d'années avec une rapidité qui inquiétait les moralistes. Les années qui suivirent 1893, années de soucis et souvent de privations pour les fermiers, années de misère pour les chômeurs, furent pour les riches des grandes villes les « *gay nineties* », une ère de luxe, de mondanité, d'insouciance. Dans les colonnes des journaux, la description des fêtes fabuleuses des riches new-yorkais voisinait avec le récit des crimes de la misère. Cette société qui n'avait pas encore désappris l'ostentation se faisait exclusive, première étape dans la recherche du bon goût. Les invitations de Mrs. Astor, à défaut de présentation à la cour, étaient le brevet d'entrée dans ce monde d'où les « Quatre Cents » voulaient écarter les intrus, et auquel Ward Mac Alister dictait les règles du chic, que leur instinct ne leur suggérerait pas. Si elle se fermait au vulgaire, la société riche s'ouvrait sans hésitation à l'aristocratie européenne, britannique en particulier ; son anglomanie était un objet de scandale à la masse des Américains. Aussi lorsque l'appel à la lutte contre les « privilégiés du capital » était lancé au nom des droits du commun peuple par Bryan, par cet homme qui était de ce peuple par ses origines, par ses réactions, par ses convictions religieuses, par les limites de son horizon intellectuel et même la platitude de son esthétique, cet homme qui le comprenait et qui en était compris, on conçoit que la réponse ait été prompte, enthousiaste, souvent presque unanime. Ses adversaires savaient si bien la force de ce sentiment qu'ils insistaient constamment sur les « propriétaires millionnaires de mines d'argent », sur la fortune de John P. Jones, sur celle de Stewart qu'ils exagéraient, sur celle qu'ils prêtaient gratuitement à Teller et à beaucoup d'autres. Mais il n'était pas aisé de retourner ainsi l'argument : s'il y avait quelques capitalistes dans le mouvement argentiniste, n'importe qui pouvait se rendre compte que presque tous se trouvaient dans le camp de Mac Kinley. Depuis des mois les brochures de Harvey, les violentes caricatures du « *National Bimetalist* », mille autres publications de propagande popularisaient, avec noms à l'appui, la notion que le parti de l'or était le parti des très

d'esprit est le roman populaire de T. H. PROCTOR, *The Banker's Dream* (1895), qui en dépit ou à cause de son invraisemblance trouva de très nombreux lecteurs. Très fréquemment revient l'allusion aux achats de terres dans l'Ouest par des membres de l'aristocratie anglaise, et la conclusion est : grâce à l'étalon d'or, nos fermiers sont ruinés, et les lords de l'Ancien Monde les réduisent à l'état de tenanciers dont ils sont les seigneurs féodaux. Un exemple de cette agitation se trouve dans le *Coin's Financial School Up to Date* de W. H. HARVEY (1895).

(67) Discours de bienvenue adressé à Bryan à Chicago au début d'août 1896, cité par BARNES, *Carlisle*, p. 473.

riches. Henry Adams se pose dans une page de son autobiographie la question de savoir pourquoi ses sympathies étaient pour l'argentisme, alors que sa situation sociale, sa culture, ses relations et ses intérêts devraient l'entraîner de l'autre côté ; et il parvient à la conclusion que la vieille société démocratique au sein de laquelle avaient fleuri près de trois siècles de culture américaine, livrait là son dernier combat contre la ploutocratie envahissante de la finance et de l'industrie, et que c'est par sympathie pour cette cause perdue, par défiance à l'égard de la classe qui l'emportait et de l'usage qu'elle ferait de sa victoire, qu'il se rangeait du côté de l'argent, dont les mérites théoriques ne lui paraissaient pas absolument probants (68).

Aussi ne s'étonnera-t-on pas de voir que la force de Bryan vint avant tout des travailleurs manuels : des fermiers, des ouvriers.

*
**

Nous avons déjà vu comment et pourquoi les fermiers adoptèrent en grand nombre l'argentisme (69). Pour eux c'était avant tout une question d'intérêt. Le raisonnement des argentistes était clair : actuellement nous avons l'étalon d'or. Cela veut dire que seul l'or est la base du système monétaire. Adoptons le bimétallisme, l'argent jouera aussi le même rôle, le système monétaire aura une base deux fois plus large. Il y aura plus de monnaie en circulation, donc les prix hausseront ; et le fermier en bénéficiera. Qu'est-ce qui fait le malheur du fermier ? Deux choses : les prix trop bas des denrées, et l'intérêt trop élevé de l'argent qu'il a emprunté. L'abondance de monnaie provoquera une hausse des denrées, et la monnaie à bon marché c'est-à-dire la baisse du taux d'intérêt. On leur objectait que le prix des produits industriels qu'ils achetaient monterait tout aussi bien que celui des denrées qu'ils vendaient et peut-être avant ; mais l'argument ne les touchait guère, car les fermiers savaient bien que les années où ils avaient gagné gros d'argent étaient les années de cherté, même compte tenu du prix des fournitures ; tandis que les années de baisse des prix, malgré la possibilité d'acheter bon marché, avaient toujours été des années de crise. On lui disait que c'était du degré de confiance des capitalistes, bien plutôt que de l'abondance de l'argent, que dépendait le taux d'intérêt ; et que le triomphe de l'étalon d'or ramènerait la confiance. Il paraît même que certaines compagnies d'assurances envoyèrent leurs agents faire la tournée des fermiers qui leur avaient hypothéqué leurs terres, pour leur offrir un renouvellement du contrat à un taux plus avantageux à condition

(68) A. M. SCHLESINGER, *The Rise of the City*, décrit excellemment la vie sociale à cette époque. Le texte de Henry Adams auquel il est ici fait allusion se trouve dans *The Education of Henry Adams*, p. 344.

(69) Voir ci-dessus, chapitre IV, pp. 245-249.

que Mac Kinley serait élu (70). Mais ces objections, et bien d'autres que l'on peut faire et que l'on fit au raisonnement simpliste des argentistes, ne touchaient guère le fermier. Et il faut reconnaître que sur un point au moins il était inattaquable : la dévaluation du dollar diminuait le fardeau des dettes existantes. Du reste l'argumentation argentiste avait un trait qui lui conférait une incomparable force persuasive. Pour sortir de la dépression, elle offrait un remède positif, un espoir, un changement, tandis que les partisans de l'étalon d'or ne pouvaient recommander que de patienter ; et la situation était de celles où un semblable conseil est mal reçu, tandis que toute panacée offerte est saisie avec empressement. « A Greeley les pommes de terre se vendent 10 cents le quintal, les chevaux pour sept dollars et tout à proportion, et pourtant si bon marché que tout soit devenu, personne n'a d'argent pour rien acheter. Dieu seul sait ce qu'il arrivera à ce peuple. On ne peut blâmer la Providence, car le sol a produit en grande abondance. Les gens d'ici lisent avec grand intérêt les nouvelles de Washington, et un sentiment d'excitation au sujet de la situation politique devient plus visible de jour en jour, sans doute parce que les gens approchent de plus en plus de la fondrière financière qui en a déjà engouffré tant » (71). Un homme d'affaire Démocrate de Buffalo écrivait à Carl Schurz : « La terrible situation où se trouvent les fermiers les rend prêts à tout. Des avocats qui ont une nombreuse clientèle rurale me racontent tous que les gens leur disent : « Bon Dieu, il nous faut un changement quelconque ; tout plutôt que ceci »... Les journaux peuvent raconter ce qu'ils veulent, mais il y a un vilain état d'esprit dans les masses populaires, en particulier parmi les fermiers, qui pensent que le pays a été gouverné dans l'intérêt des riches, et que cela leur est égal si vous avez une crise dans les grandes villes ou non » (72). Les fermiers avaient l'impression d'être désavantagés vis-à-vis des gens des villes en général. Tous les comforts dus à la technique moderne n'allaient-ils pas à ceux-ci ; éclairage au gaz ou à l'électricité, eau courante, pavage des rues, tout est pour le citadin, rien pour « son frère de la campagne qui emploie la lampe à huile dans sa maison, et l'obscurité dehors ; qui tire son eau du puits et se baigne dans le ruisseau ; qui patauge dans la boue par temps pluvieux et fait lever la poussière s'il fait sec » (73). Bryan leur promettait satisfaction. Mais que la solution qu'il préconisait fût véritablement propice à l'avancement de leur cause, ou non : c'était déjà beaucoup qu'il proclamât la justice, la sainteté de cette cause, le bien-

(70) BRYAN, *The First Battle*, p. 618.

(71) J. B. Belford à Teller, de Denver, le 26 mars 1896. TELLER MSS.

(72) S. P. Richmond à Carl Schurz, 1^{er} juillet 1896, Carl SCHURZ MSS.

(73) Judge G. N. ALDREDGE, *Speech on Free Coinage of Silver* (1896), p. 13. Le même thème se trouve développé littérairement dans les œuvres de Hamlin GARLAND, en particulier *A Son of the Middle Border* (1917), analysé critiquement par l'ouvrage cité de Schlesinger.

fondé de leur mécontentement. Trop souvent les adversaires de l'argentisme répondaient à ces revendications par des arguments qui ressemblaient fort à la dérision. Ainsi un politicien Républicain influent du Missouri, Otis B. Gunn, déclarait que les fermiers n'avaient qu'à travailler au lieu de parler politique, ils arriveraient bien à payer leurs dettes (74). Le fermier devait s'impatisser plus encore lorsqu'il entendait des remarques qui contenaient un fonds de critique justifiée, comme celle que les fermiers avaient souvent contracté les dettes qui les écrasaient en vue d'achats de terrains excessifs qui représentaient une spéculation à la hausse (75). Dans le Sud, les cultivateurs étaient pour Bryan ne fût-ce que parce que presque sans exception ils étaient Démocrates ou Populistes. Dans tout l'Ouest ils se laissèrent gagner à ses arguments, et le camp Républicain où la tradition les attachait compta d'innombrables transfuges ; si certains Etats font exception, on verra plus loin l'explication de cette anomalie. Même dans le Nord-Est, dans le Maine, dans l'Etat de New-York, dans la Pennsylvanie, forteresses de la « monnaie saine », Bryan trouvait dans les campagnes de très nombreux et enthousiastes partisans (76). L'adhésion des ruraux en entraînait beaucoup d'autres ; les boutiquiers, les avocats, les médecins de campagne étaient solidaires de leur clientèle, et la correspondance de Bryan montre qu'ils partageaient ses opinions comme ils partageaient ses intérêts. Dans les Etats agricoles, c'est la prospérité générale qui dépendait de celle des fermiers. Indubitablement, l'Amérique rurale, qui dans sa grande majorité vota Bryan, était la force essentielle du mouvement argentiste.

Un autre groupe d'électeurs que les deux partis se disputèrent âprement étaient les ouvriers. La propagande des *gold men* s'adressait à eux plus souvent encore qu'aux fermiers. Il était en effet plus facile de les persuader que leurs intérêts étaient liés au maintien de l'étalon d'or. Les argentistes ne déclaraient-ils pas constamment que leur objectif était le relèvement des prix ? Il était facile et légitime de traduire : vie chère, et d'ajouter que les salaires ne suivraient qu'avec retard, au prix de grèves, et peut-être incomplètement. Les argentistes accusaient l'étalon d'or d'avoir aggravé la situation des masses : il était facile de relever l'augmentation des salaires relativement à la période que les argentistes eux-mêmes prenaient pour point de comparaison habituel, c'est-à-dire la période qui précéda la « démonétisation » de 1873 (77). S'il ne s'était agi que des mérites du simple et

(74) Otis B. GUNN, *Bullion versus Coin* (1895), p. 110.

(75) John J. VALENTINE, *Money* (1896), p. 170.

(76) Maine : E. F. Hanson à Wharton Barker, 16 juin 1896, Wharton BARKER MSS. New-York : lettre citée (n. 72) de S. P. Richmond à Carl Schurz. Pennsylvanie : J. C. Sibley à Bryan, 25 juin 1896, BRYAN MSS ; à Teller, 10 août 1896 ; TELLER MSS.

(77) Cette argumentation est celle de Carlisle dans son discours prononcé le 15 avril 1896 à Chicago, et de Carl Schurz dans son discours du 5 septembre 1896 à

du double étalon, il est bien probable que les salariés n'auraient eu aucun doute sur ce que leur commandait leur intérêt. Les argentistes en étaient réduits à répondre que l'avantage des hauts salaires, du reste diminués depuis 1893, était plus que compensé par le chômage dû aux méfaits de l'étalon d'or ; ce qui était moins tangible et certain que les dangers d'une hausse des prix. Il est permis de supposer que les ouvriers inorganisés prêtèrent l'oreille plutôt aux arguments des *gold men*, d'autant plus que la suggestion et à l'occasion la pression de leurs employeurs s'exerçaient dans le même sens. Il est bien difficile de trouver des documents authentiques sur l'opinion de ces milieux ; car ceux des ouvriers dont la voix s'élève sont naturellement les militants du mouvement ouvrier ; quant aux témoignages de personnes étrangères au monde ouvrier, ils sont communément faussés par l'esprit de parti (78). Cependant Bryan fut battu nettement dans les Etats industriels de l'Est et du *Middle West* le jour de l'élection : comme les fermiers votèrent en très grand nombre pour lui, un tel résultat prouve que de nombreuses voix ouvrières se portèrent sur Mac Kinley.

Il en allait autrement des ouvriers organisés. Les socialistes étaient en faveur de l'étalon d'or, peut-être sous l'influence des socialistes allemands qui rejetaient le bimétallisme que préconisaient les grands propriétaires fonciers. Mais les socialistes américains étaient un groupe fort peu influent. Le seul mouvement ouvrier qui comptât alors était le mouvement syndical. Sous le nom de « *Knights of Labor* » il avait en 1886 groupé 700,000 inscrits, mais cette organisation rapidement bâtie s'était effondrée à la première vague de découragement : en 1890 il n'en restait plus que 100,000 et le chiffre n'avait cessé de décroître (79). Les « *Knights* » avaient fait cause commune avec l'Alliance des fermiers et avec le parti Populiste et adopté leur programme argentiste. Leur chef était depuis 1893 le directeur d'un journal agricole de l'Iowa, J. R. Sovereign, qui offrit libéralement au centre de propagande argentiste l'usage de son nom et de son titre sonore de « *Grand Master Workman* », tandis que T. V. Powderly qui l'avait précédé dans les mêmes fonctions au temps de la grandeur de l'Ordre se mettait au service du parti Républicain (80).

La décadence des « *Knights of Labor* » avait été due à deux causes, d'abord au fait que ses sections groupaient des métiers très divers, ce qui les gênait dans la défense des intérêts professionnels, et ensuite à leurs interventions politiques, qui avaient mis le désaccord parmi leurs membres. Sous la direction de Samuel Gompers, l'organisation

Chicago. Ces discours, qui tous deux s'adressaient aux ouvriers, furent publiés et répandus à profusion par les Républicains.

(78) Lorsque seront publiés les documents inédits rassemblés par James A. BARNES, cette pénurie de témoignages disparaîtra.

(79) S. PERLMAN, dans *COMMONS et al., History of Labour*, t. II, pp. 482, 494.

(80) *Ibid.*, p. 245.

rivale de l' « American Federation of Labor » évita ces deux écueils, se tenant avec soin sur le terrain du syndicalisme proprement dit. Il était dans la logique de cette attitude de s'abstenir dans la question monétaire, puisqu'elle était une question politique au premier chef ; c'est ainsi qu'au Congrès de Philadelphie en décembre 1892 un ordre du jour argentiste fut repoussé sur le rapport défavorable de la Commission (81). Mais l'année suivante un ordre du jour semblable eut un sort plus heureux : la majorité de la Commission le rapporta purement et simplement, la minorité fit un rapport favorable et l'ordre du jour fut adopté en séance (82). En 1894 deux ordres du jour, l'un demandant la frappe immédiate de l'argent, l'autre protestant contre les emprunts du gouvernement, furent adoptés et envoyés au Président, au Secrétaire du Trésor et aux présidents des commissions du Congrès (83). La dépression avait aggravé le sort de la classe ouvrière ; le mouvement syndical, réduit à la défensive, avait enregistré des échecs retentissants comme les grèves de Homestead, de Pullman, de Cœur d'Alene. La tactique prudente de Gompers était attaquée ; en 1894 il dut pendant un an faire place à Mac Bride comme président de la Fédération. Comme toujours, la défaite engendrait l'extrémisme, et la tentation de chercher sur le terrain politique des compensations aux déceptions de l'action syndicale. Et comment les dénonciations des argentistes contre les puissances d'argent n'auraient-elles pas trouvé un écho parmi ces syndicalistes qui luttaient contre les mêmes adversaires ? A la fin de 1894, l' « American Federationist », organe officiel de la Fédération, demanda aux syndicats de lui fournir leurs suggestions sur les moyens de promouvoir la cause ouvrière. Sur 51 organisations qui répondirent, sept mentionnèrent la question monétaire sous une forme ou sous une autre, et quatre de celles-ci indiquèrent explicitement la frappe libre de l'argent (84). Fidèle à la volonté du Congrès de 1893, Gompers se mit en rapport avec l' « American Bimetallic League » et en collaboration avec elle répandit un grand nombre de tracts (85). Une déclaration argentiste fut signée par Gompers et par les chefs des autres organisations ouvrières, et lue à toutes les réunions ouvrières le 6 février 1895 (86). Malgré tout, l'argentisme restait très à l'arrière-plan

(81) Compte-rendu du 12^e Congrès de l'*American Federation of Labor*, pp. 25, 46.

(82) Compte-rendu du 13^e Congrès, p. 30. L'*A. F. of L.* avait déjà envoyé une délégation au Congrès argentiste tenu à Chicago en août 1893. PERLMAN, l. c., II, 510.

(83) Compte-rendu du 14^e Congrès, pp. 26, 28, 47.

(84) « *American Federationist* », décembre 1894.

(85) Rapport de Gompers au 14^e Congrès, dans le Compte-rendu du Congrès et dans l' « *American Federationist* » de janvier 1895.

(86) *53th Congress, 3rd Session, Senate Miscellaneous Document 94*. Les organisations représentées étaient les « *Knights of Labor* », l' « *American Federation of Labor* », la « *Brotherhood of Locomotive Engineers* », la « *Brotherhood of Locomotive Firemen* », l' « *United Brotherhood of Carpenters of America* », et la « *National Farmers' Alliance and Industrial Union* », cette dernière organisation agrarienne et non ouvrière.

du programme de l'A.F. of L. Il en alla autrement quand Gompers fut remplacé à la Présidence par Mac Bride : à partir d'avril 1895, la question monétaire apparaît dans l'« American Federationist », et figure dans presque chaque numéro. Si à l'occasion l'on rappelle que l'argentisme « n'est qu'un palliatif propre à réduire plutôt qu'à supprimer les défauts de notre système financier, dont les ouvriers sont les principales victimes » (87), on trouve aussi un compte-rendu favorable de « Coin's Financial School » (88) et de très nombreux articles et entrefilets qui ne se distinguent guère de ce qu'on peut lire dans la littérature argentiste ordinaire. En 1896, Gompers reprit la direction du mouvement. Tout en se rendant compte qu'« un grand nombre de nos gens étaient des *greenbackers*, et une partie encore beaucoup plus grande avait été entraînée par une vague d'enthousiasme pour la remonétisation de l'argent », il entreprit de maintenir autant que possible la neutralité de la Fédération ; dès le mois de janvier 1896 l'« American Federationist » publiait un article attaquant l'argentisme comme une combinaison des spéculateurs et des propriétaires de mines, comme contre-poids aux articles parus dans l'autre sens ; après quoi la question, devenue trop brûlante, fut à peu près éliminée. A partir de la Convention de Chicago, l'argentisme était identifié avec un parti, et la Fédération ne pouvait le faire sien sans encourir le reproche de se mettre au service des Démocrates, et perdre de nombreux adhérents Républicains. Cependant il était difficile de rester strictement neutre : « Bryan parlait le langage de l'humanité, et apparaissait comme le sauveur déclaré du commun peuple, qui briserait le pouvoir du sceptre de l'étalon d'or de Wall street », écrivait plus tard Gompers (89), et il part part, par la parole et par l'interview, à la campagne argentiste. Cependant il eut soin de se borner à préconiser la frappe de l'argent pour des raisons purement économiques, et d'éviter de s'identifier avec le parti Démocrate ou avec ses candidats ; et il invita les syndicats à faire de même. Beaucoup lui en voulurent de cette réserve (90) : Bryan n'avait-il pas à son programme d'autres réformes chères aux syndicalistes, l'impôt sur le revenu, l'interdiction des « injonctions » judiciaires (91) ; son parti n'était-il pas celui d'Altgeld, qui avait protesté de toute son énergie quand Cleveland avait envoyé la troupe pour briser la grève des chemins de fer à Chicago ? L'ardent Eugene V. Debs, sorti de la prison où l'avait confiné son rôle dans cette même grève, mettait au service

(87) « American Federationist », août 1895.

(88) Ibid., mai 1895.

(89) GOMPERS, *Seventy Years of Life and Labor*, t. II, p. 87.

(90) James Loeb à Carl Schurz, 3 octobre 1896, SCHURZ MSS. Compers fut aussi accusé de collusion avec le centre de propagande des Démocrates, Compte-Rendu du 16^e Congrès de l'A. F. of L., 1896, pp. 35-40, 59-61.

(91) On sait que l'injonction était une ordonnance judiciaire, méthode souvent employée pour mettre les grèves en état d'illégalité.

de Bryan son immense popularité parmi les manœuvres des chemins de fer. « J'ai soutenu M. Bryan et son programme », expliquait-il l'année suivante au Congrès de l' « American Railway Union », « non parce que je considérais la frappe libre de l'argent comme une panacée contre les maux dont souffre notre pays, car jamais je n'ai affirmé ni défendu une telle idée, mais parce que j'étais persuadé que le triomphe de M. Bryan et de la frappe libre limerait les crocs des puissances d'argent... La frappe libre ne nous donnait pas seulement un cri de ralliement ; elle nous fournissait un terrain d'entente sur lequel le commun peuple pouvait s'unir contre les trusts, les cartels, les grandes sociétés, les monopoles, en un mot contre les puissances d'argent » (92). Parmi 107 journaux ouvriers, la plupart soutenaient la candidature de Bryan, quelques-uns étaient neutres, bien peu étaient en faveur de l'étalon d'or (93). Les Républicains faisaient leur possible pour effacer l'impression que le mouvement ouvrier était pour Bryan. Non seulement ils prirent à leur service tous les dirigeants syndicaux qui s'y prêtèrent, mais ils répandirent une déclaration signée de 16 chefs de l' « American Federation of Labor », rappelant que leur organisation se tenait en dehors de la politique (contrairement aux affirmations de Mac Bride, qui devenu chef de la propagande Populiste auprès des ouvriers, affirmait que les membres de la Fédération devaient voter pour Bryan).

Mais l'attitude des chefs importait moins que celle des masses, et celles-ci, moins gênées par des scrupules de prudence tactique, étaient dans leur grande majorité pour Bryan, d'autant plus que leurs employeurs voulaient les en empêcher. Un ouvrier des ateliers de réparations de l' « Erie Railroad » à Susquehanna, Pennsylvanie, écrivait à Stewart que la Compagnie distribuait 1,500 tracts pour l'étalon d'or par semaine. Les mille ouvriers avaient acheté ensemble mille exemplaires de « Coin », trois cents d'entre eux se réunissaient à un « Silver Club » (94). Les ouvriers chez qui le sentiment de classe était plus fort que la crainte de la vie chère votèrent pour Bryan pour le plus grand nombre. Mais la grande majorité des ouvriers américains à cette époque étaient inorganisés. Ce qui diminuait l'importance de l'adhésion des organisations ouvrières à la candidature de Bryan, ce n'étaient pas les défections somme toute rares, moins encore les réticences de forme dont elle s'enveloppait : c'était le fait que la masse des travailleurs échappait à son action, tandis qu'elle était soumise à celle de ses employeurs.

Les classes moyennes, elles aussi, étaient partagées. Il leur était souvent difficile de discerner où était leur intérêt. Le retour de la prospérité générale était promis également par les deux candidats,

(92) Cité dans COLEMAN, *Eugene V. Debs*, p. 184.

(93) Lettre de James Loeb à Carl Schurz citée ci-dessus, n. 90.

(94) M. J. Mac Mahon à William M. Stewart, 30 septembre 1896, STEWART MSS.

bien entendu. Bryan apparaissait comme le champion le plus qualifié des ruraux, et par conséquent de tous ceux qui dépendaient d'une clientèle rurale. Mais les financiers, les industriels, les grands hommes d'affaires presque unanimes prophétisaient les pires catastrophes s'il était élu. Les banquiers, si nombreux aux Etats-Unis où les banques n'ont pas de succursales, étaient généralement les mentors financiers de la bourgeoisie locale ; et ils étaient à peu près tous hostiles à l'argentisme, tant parce que leurs capitaux étaient surtout placés à revenu fixe (hypothèques et fonds d'Etat) que parce que les chefs des grandes banques, dont ils dépendaient financièrement et dont ils respectaient les avis, leur donnaient le mot d'ordre (95). Tous ceux qui touchaient un traitement fixe, employés, fonctionnaires, professeurs, ecclésiastiques, ou des honoraires fixés par la coutume comme les médecins, avaient beaucoup à redouter d'une dévaluation ; et ceux qui avaient placé leurs économies en hypothèques, en obligations ou en fonds d'Etat, ou avaient une police d'assurance-capitalisation étaient plus directement menacés encore. La réponse de Bryan était assez faible : les traitements des pasteurs seraient payés plus régulièrement si leurs communautés étaient plus prospères, les placements hypothécaires gagneraient en sécurité du fait de l'amélioration de la situation des fermiers, les assurés ne perdraient rien puisque les primes étaient payées au fur et à mesure (96).

Ce serait sans doute une erreur de croire que les classes moyennes aient obéi surtout à un strict calcul d'intérêt. Il ne s'agissait pas seulement des avantages ou des désavantages que l'étalon d'argent devait apporter à chacun. Bryan voulait réformer la société, en limitant la puissance des possédants par l'intervention de l'Etat, de même qu'il approuvait cette limitation par l'action syndicale. Et c'est ce qui lui valut quelques adhésions enthousiastes, et des adversaires bien plus nombreux. Sans doute ne se rendait-il pas compte que les rentiers, les « *bondholders* » comme il disait, étaient légion, et que quelques centaines de dollars d'économies placés à trois pour cent suffisaient à attacher un homme aussi solidement à la stabilité monétaire que les millions du plus riche banquier ; que les mêmes petits employeurs qui applaudissaient aux tirades contre les trusts avaient encore plus horreur des syndicats ouvriers que les grandes sociétés, qui étaient mieux armées qu'eux pour lutter contre les grèves. Bryan leur était dénoncé comme un ennemi de la société, un anarchiste : n'était-il pas l'homme d'Altgeld, auquel la presse appliquait cette

(95) Le « *Bankers' Magazine* », qui évitait toujours d'indisposer une partie de sa clientèle en prenant parti dans les luttes politiques, se départit de cette règle pour combattre la candidature de Bryan.

(96) BRYAN, *The First Battle*, pp. 470, 618. L'argument à l'adresse des détenteurs de polices d'assurance-capitalisation était répandu aussi bien par les Compagnies elles-mêmes que par les Républicains,

épithète couramment depuis qu'il avait gracié des anarchistes condamnés sans preuves ? (97). N'était-il pas le candidat des Populistes, qui voulaient changer l'ordre social ? Peu importait que l'idéal social de Bryan fût en réalité dans la plus pure tradition américaine, et visât essentiellement à rétablir l'état de choses individualiste et égalitaire que l'avènement du grand capitalisme bouleversait. Sauf aux yeux d'observateurs pénétrants comme Henry Adams, Bryan était un novateur. Il le croyait, ses partisans le proclamaient : quoi de surprenant à ce que les classes moyennes, habituellement timides, aient méconnu son conservatisme latent ?

Cette attitude des classes moyennes trouva son expression dans ceux qui sont, aux Etats-Unis, presque toujours ses porte-parole les plus qualifiés : les membres du clergé. Comme en 1877, les Eglises virent dans l'argentisme une atteinte au droit de propriété, et (de même que les autres articles du programme de Chicago) à l'ordre social. La personnalité dominante de l'Eglise catholique était alors l'archevêque Ireland, dont l'attitude dans les questions sociales était très conservatrice, et qui en politique était un ardent Républicain. Le même conservatisme caractérisait les différentes Eglises luthériennes à un degré encore plus prononcé, ainsi que les Episcopaliens. Les autres Eglises, les plus importantes par le nombre de leurs membres : Méthodistes, Baptistes, Presbytériens, étaient plus partagées. A l'exception des Méthodistes, leur organisation était beaucoup moins centralisée que celle des Catholiques, des Luthériens et des Episcopaliens, ce qui fait que leur clergé avait une plus forte tendance à refléter les opinions locales diverses. Cependant par la dépendance où son Eglise était de ses membres les plus fortunés, et plus encore par son éducation et son respect de l'ordre établi, le pasteur était tenté de prendre position contre l'« anarchisme » de Bryan. Naturellement, aucune Eglise ne prit officiellement position dans le conflit : une telle intrusion dans le domaine de la politique de parti

(97) Le « Mail and Express » de New-York du 30 juillet déclarait : « Chaque ennemi des Dix Commandements, et en particulier de l'injonction : « Tu ne déroberas point », chaque anarchiste aux yeux injectés de sang, chaque socialiste abruti de bière, chaque membre de cette classe nombreuse qui vit du vice et exerce une pression constante sur la barrière de la loi, chaque agitateur qui pense qu'il aurait des chances de profiter d'un naufrage général de la société, en un mot chaque parasite de la civilisation et chaque personnage louche et dangereux dans notre Est à la population dense est jusqu'au bout pour Bryan, pour la ruine et pour le chaos ». Le « Morning Journal and Courier » de New Haven, le 25 juillet : « Bryan est le fourrier du pandémonium et de la faillite ». Le « Sun » de New-York (cité par NEVINS, *The Evening Post*, p. 502) : « Bryan, habile aux mensonges, aux faux, aux blasphèmes », « une marionnette entre les mains sanglantes d'Altgeld, l'anarchiste ». Le « Commercial and Financial Chronicle », ordinairement moins violent, trouvait le 11 juillet que les délégués à la Convention de Chicago « ne valaient pas mieux que des voleurs et des brigands », et les nommait le 18 juillet « les amis de l'anarchie et de la révolution ». On pourrait multiplier les citations. Une brochure intitulée *BRYAN'S Currency Creed* montrait en lui un anarchiste avoué, à l'aide d'extraits tronqués de ses discours,

eût été réprouvée par l'opinion publique, sans parler du danger de perdre des fidèles, qui est réel dans un pays où le passage d'une confession protestante à une autre est aisé. Mais de nombreux pasteurs attaquèrent en chaire ses « mensonges », son apologie de « l'anarchie » et du « vol » (98) ; et la presse religieuse accueillit de nombreux articles en faveur de l'étalon d'or. Lorsqu'un prédicateur ou une feuille ecclésiastique condamnait l'argentisme et le programme de Chicago au nom de la morale, l'autorité qui s'attachait à ces déclarations dans l'esprit de millions de croyants leur conférait une valeur persuasive qu'il serait difficile de sous-estimer, et contre laquelle l'exemple de la piété sincère et de la vie privée irréprochable de Bryan avait peine à prévaloir (99).

Dans la structure sociale complexe des Etats-Unis, dont chaque nuance se reflète dans la vie politique, on ne peut ignorer les groupes nationaux. Leur tempérament, leurs croyances, leurs haines fournissaient au politicien autant de leviers pour les diriger où il voulait. C'est ainsi que les préférences politiques des Irlandais étaient déterminées dans une large mesure par leur ressentiment à l'égard de l'Angleterre. Les Républicains les mettaient en garde contre le libre échange, « doctrine anglaise », les Démocrates contre cette autre « doctrine anglaise », l'étalon d'or. L'influence du grand quotidien « Irish World » s'exerçait dans ce dernier sens, tandis que l'Eglise catholique, on l'a vu, tendait plutôt à les écarter de Bryan (100). Les Allemands étaient traditionnellement hostiles aux innovations monétaires (101). Sur 581 journaux et périodiques de langue allemande, 501 défendaient l'étalon d'or, 80 seulement le double étalon ou l'étalon d'argent (102). Dans les Etats de New-York, Pennsylvanie, Ohio, Illinois, Missouri, Minnesota, les Allemands étaient une force électorale considérable ; et dans le Wisconsin, ils formaient le groupe le plus important. Leurs Eglises luthériennes, le Synode de l'Ohio et plus encore le Synode du Missouri, étaient aussi conservatrices en matière sociale qu'en matière de théologie. Les Suédois étaient dans le même cas. C'étaient, pour la plupart de petites gens, moins enclins que les Américains d'origine à se plaindre de leur sort, parce qu'ils le comparaient avec l'existence beaucoup plus dure qu'ils avaient abandon-

(98) BRYAN, *First Battle*, p. 471. WERNER, *Bryan*, p. 86.

(99) L'auteur est redevable d'une partie de ces données au Prof. G. M. STEPHENSON, dont il a consulté en manuscrit l'ouvrage sur *John Lind*, paru trop tard pour pouvoir être autrement utilisé.

(100) La correspondance de Wharton Barker avec Patrick Ford, directeur de l'« Irish World » (Wharton BARKER MSS.) montre comment des organisations nationales pouvaient être utilisées comme véhicule d'une propagande. L'« Irish World » finit par se rallier à Mac Kinley à cause de son programme protectionniste.

(101) Voir ci-dessus, chapitre III, p. 191.

(102) G. H. Schwab (président du Comité Exécutif de la Commission spéciale de la Saine Législation Financière de la Chambre de Commerce de New-York, président de la Société Allemande) à Carl Schurz, 17 juin 1896. CARL SCHURZ MSS.

née en Europe, piétistes en religion et conservateurs en matière sociale par réaction contre le latitudinarisme et le libéralisme de la bourgeoisie et de l'Eglise officielle en Suède. Ils avaient été hostiles aux *Grangers* parce que c'était une société secrète, avaient tenu en anathème le Populisme, et avaient tendance à considérer Bryan comme un chef de grévistes et d'anarchistes. Dans certaines paroisses luthériennes, se déclarer pour John Lind, le candidat argentiste au siège de gouverneur, était se mettre au ban de la vie sociale. Les Norvégiens et les Danois avaient les mêmes tendances, quoique moins prononcées. C'est ce qui explique que deux Etats aussi profondément agrariens que le Minnesota et le Wisconsin ne donnèrent à Bryan que des minorités : Scandinaves et Allemands, les premiers surtout dans le Minnesota, les seconds surtout dans le Wisconsin, y avaient voté en masse contre l'argentisme, pour « la monnaie honnête » (103).

Parmi toutes ces forces qui tendaient à faire pencher les électeurs d'un côté ou de l'autre, il en est une qui jouait comme toujours un rôle essentiel : la contagion du milieu. Une fois qu'une opinion y était devenue dominante, elle tendait à s'imposer à ceux qui n'auraient pas eu de raison déterminante d'y adhérer, soit par la suggestion, soit par la pression de l'opinion publique. Des habitants de Denver se souviennent qu'il y a quarante ans, se déclarer en faveur de l'étalon d'or était s'exposer à être mal vu, voire à subir nombre d'avaries. Dans l'Est, c'était l'inverse. Un correspondant à l'orthographe incertaine écrivait de Sterling, Massachusetts, à William M. Stewart : « Je crois que je ne prendrai plus le journal, le « Silver Knight ». Si je l'aime ? Oui ! et je crois aux principes qu'il défend. Mais si seulement vous saviez les moqueries et les sarcasmes que moi et ma famille avons à subir, vous ne vous étonneriez pas de ma décision. Mes enfants n'aiment pas aller au bureau de poste chercher le courrier, parce que le *postmaster* a toujours quelque remarque désobligeante à faire sur les Populistes et ils savent tous que leur père est un Populiste, et la foule s'amuse énormément ! Et aussi, j'ai envoyé des numéros du journal aux électeurs, mais quand ils les ont reçus, ils ont généralement reçu aussi l'opinion du *postmaster* sur les Populistes. Je n'ai gagné aucune voix de cette façon. Nous ne sommes que deux en ville et l'autre n'ose pas se faire remarquer. Soixante pour cent des Démocrates ont voté pour la liste or. Les fermiers d'ici n'aiment pas les prix bas, mais ils aiment le dollar haut, et quelle que soit la doctrine qu'ils acceptent, il faut qu'elle soit appliquée par un Républicain » (104).

Si beaucoup de positions étaient prises depuis le mois de juillet, il restait de nombreux hésitants que la propagande de chaque parti avait pour tâche de gagner. La campagne de 1896 se distingua nette-

(103) Cf. note 99 ci-dessus.

(104) Fred R. Hadley à Stewart, 16 novembre 1896. STEWART MSS.

ment de la plupart de celles qui l'ont précédée ou suivie par sa violence, par l'importance des sommes dépensées, et apporta dans la technique électorale américaine deux innovations : du côté Démocrate, la tournée de discours du candidat, du côté Républicain, l'organisation méthodique de la récolte comme de l'utilisation des fonds électoraux.

**

Les Démocrates avaient un avantage initial. Leur programme, leur candidat étaient portés par une vague spontanée d'enthousiasme populaire. Les scènes de la Convention de Chicago qui faisaient dire à un spectateur : « Pour la première fois, j'ai compris les scènes de la Révolution française » (105) se répétèrent à la Convention Populiste de Saint-Louis, malgré ce qui séparait les deux partis; cet enthousiasme ne s'éteignit pas hors de l'atmosphère propice des salles de Convention, parce qu'il n'y était pas né : il trouva son écho dans les villages, dans les camps miniers, dans les quartiers ouvriers qui l'avaient insufflé aux délégués de Chicago et de Saint Louis. Bryan sentit qu'il fallait l'attiser pour le prolonger et lui donner un élan contagieux. Il s'agissait moins de persuader que d'entraîner. Aussi l'écrit ne pouvait-il être qu'un auxiliaire de la parole rendue plus prenante par le coude à coude des foules, par la présence physique et le prestige du chef. Les hommes politiques avaient coutume de rehausser leur importance en parlant rarement, à loisir, à des occasions choisies, pour faire de leurs discours des événements politiques auxquels la presse faisait écho, comptant sur leurs lieutenants pour en entendre et en continuer l'effet. Bryan fit le calcul inverse. Tablant sur son endurance éprouvée, sur la force et la résistance de ses cordes vocales, il entreprit de porter la bonne parole lui-même, dans la mesure du possible, à tous ses électeurs. Le rapprochement serait tentant avec les évangélistes populaires alors à la mode, qui savaient combien leur présence était utile pour créer l'enthousiasme des *revivals*. Il est certain que Bryan imitait plus directement son ami Weaver, qui, candidat Populiste à la Présidence en 1892, avait fait une tournée de discours dans presque tous les Etats (106). Mais les journaux avaient fait le silence autour de l'exploit de Weaver; celui de Bryan attira au contraire l'attention du public. Il parcourut près de 30,000 kilomètres, s'arrêta en 600 endroits et toucha près de cinq millions d'auditeurs (107). Les récits et les photographies donnent une vivante idée de ce tour de force. On se figure l'arrivée du train spécial de Bryan, après avoir traversé des dizaines de kilo-

(105) Cité par NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 700.

(106) HAYNES, *James B. Weaver*, pp. 318-326.

(107) BRYAN, *The First Battle*, p. 500. L'*Associated Press* lui accordait 5 millions d'auditeurs, l'*United Press* 4.8 millions.

mètres de champs ponctués de fermes, dans une gare de petite ville. Mrs. Bryan qui avait tenu à veiller sur en personne sur la santé de son mari pendant presque toute cette randonnée, le réveillait ou l'ar-rachait à un des cinq repas plantureux grâce auxquels il maintenait ses forces. Vite il mettait col, cravate et veston et apparaissait au Comité venu le recevoir. La place de la gare était plein d'hommes, de femmes et d'enfants, bordée de carrioles dont les chevaux se reposaient du long chemin qu'il leur avait fallu trotter pour cette occasion mémorable. Patiemment, depuis longtemps, la foule attendait sous le soleil ardent de l'été américain, quelquefois sous la pluie battante. Des orateurs locaux l'avaient catéchisée jusqu'à l'instant où le sifflement lointain du train avait annoncé l'arrivée de Bryan. Lorsqu'il paraissait, bannières et pancartes se levaient et lorsque les acclamations s'étaient apaisées on entendait les sons entraînants de « El Capitan » joué par l'orphéon pour accompagner sa marche vers l'estrade. Présenté à la foule en quelques mots, il commençait à parler, sans notes. Ce qui importait, ce que la foule était venue entendre, c'était moins ses arguments qu'ils avaient déjà lus que sa voix puissante lançant jusqu'aux extrémités de l'auditoire des accents vengeurs à l'adresse des financiers sans cœur et sans conscience, des accents touchants pour évoquer les simples et les justes dont il était le champion, relevés d'anecdotes et de souvenirs de ses passages antérieurs dans la région. Bientôt le discours était fini; et défendu tant bien que mal par son entourage contre ceux qui se pressaient pour lui serrer la main, il regagnait son wagon où bien souvent plusieurs notabilités politiques montaient avec lui pour avoir une occasion de discuter avec lui la situation locale et surtout l'honneur de l'escorter jusqu'à la halte suivante. Là Bryan, apparemment reposé par un bref somme ou par un repas, recommençait le même programme avec quelques variations : ici c'était un chœur de 16 jeunes filles en blanc et une en jaune qui lui souhaitaient la bienvenue, là il était conduit dans une voiture traînée par seize chevaux blancs et un jaune. Lorsque l'importance de l'auditoire ne justifiait pas un arrêt de longue durée, le candidat ne quittait pas le train; les gens se pressaient autour de la plate-forme arrière et quelques minutes après se dispersaient pour emporter chez eux le souvenir de sa forte carrure, de son sourire largement épanoui, des quelques mots prononcés par sa grande voix, et pour quelques privilégiés de sa franche poignée de main. Il n'y avait de repos que le dimanche : la caravane observait le « *Sabbath* » avec rigueur; le seul acte public de Bryan était d'aller au temple, et la politique était bannie de cette journée par lui, sinon toujours par les paroissiens, qui une ou deux fois lui firent la malice d'arborer à l'église des fleurs jaunes, couleur de l'or (108).

[108] D'après BRYAN, *The First Battle*; WERNER, *Bryan*, et les récits oraux d'amis de la famille Bryan à Lincoln, Nebraska.

La tournée de Bryan était du reste savamment combinée, selon les données de la géographie électorale. Il ne perdit pas de temps à aller dans les Etats des montagnes dont les voix lui étaient assurées et qui du reste le connaissaient déjà, non plus que dans les Etats du *solid South* qui ne pouvaient songer à trahir le parti Démocrate : une brève incursion dans la Virginie et la Caroline du Nord, une autre dans le Kentucky (terrain douteux à cause de l'influence de Carlisle et de Watterson sur la Démocratie du lieu) et le Tennessee lui suffirent dans le Sud. Il ne s'attarda pas exagérément dans les Etats sûrs de la Prairie, non plus que dans l'Est où il savait que ses chances étaient très faibles; la plus grande partie de son effort, et de beaucoup, fut consacrée à quatre Etats : l'Illinois, l'Indiana, l'Ohio et le Michigan ; leur vote était douteux, et devait décider de l'issue. La seule erreur de tactique commise par Bryan le fut à New-York, où il avait décidé de recevoir la notification officielle de sa nomination, afin de pouvoir prononcer le plus important discours de la campagne « au cœur du territoire ennemi ». La foule qui se pressait ce soir-là dans l'atmosphère étouffante de Madison Square Garden n'était pas cette foule américaine de l'Ouest dont il avait l'intuition sympathique, mais une de ces foules des grandes villes qu'il n'aima jamais, sceptique, gouailleuse, venue non pour chercher la vérité aux lèvres d'un prophète, mais pour admirer les tours de force d'un champion oratoire. Bryan voulut leur montrer qu'il n'était pas le rhéteur à la tête vide que leurs journaux leur dépeignaient. De peur de passer pour un histrion, il renonça à ses effets de voix et de geste et lut un discours où l'argumentation tenait plus de place que de coutume, où l'appel aux émotions se faisait plus discret. L'auditoire déçu s'ennuya : Bryan parlait encore que la salle avait depuis longtemps commencé de se vider.

Mais si à cette exception près la campagne personnelle fut un succès, le reste de la propagande Démocratique échoua. Les argentistes avaient su créer avec des moyens restreints un mouvement d'opinion formidable. Lorsqu'il fallut rassembler leurs forces et redoubler leurs efforts pour l'assaut final, ils se montrèrent au-dessous de la tâche. S'ils avaient su s'unir sur un seul candidat à la Présidence, il leur fut souvent difficile de s'entendre pour les sièges locaux. Dans le Texas, le Mississippi, l'Alabama, la Géorgie, la Floride, la Caroline du Sud et la Virginie, Démocrates et Populistes s'opposèrent ; il arriva même souvent que les Populistes alliés aux Démocrates pour faire élire Bryan, furent alliés aux Républicains sur le plan local (109). Les Républicains argentistes faisaient liste commune pour les élections locales dans l'Utah et le Montana, avec les partisans de Mac Kinley. Dans l'Idaho, Démocrates et Populistes étaient unis contre

(109) HICKS, *The Populist Revolt*, pp. 369-371.

eux. Dans le Colorado, les partisans de Bryan marchaient en ordre dispersé aux élections locales : Républicains argentistes et Démocrates s'opposaient au « National Silver Party » allié aux Populistes (110). Ces dissensions souvent fort acerbes n'étaient pas pour faciliter la tâche du Comité National Démocratique que présidait le Sénateur James K. Jones, de l'Arkansas, assisté d'une équipe de Démocrates, de quelques Républicains argentistes comme Teller dont la collaboration était désintéressée, de quelques Populistes avec lesquels les rapports étaient un peu moins cordiaux. Les Populistes, soucieux en vue de campagnes futures de maintenir l'intégrité de leur organisation vis-à-vis de leurs trop puissants alliés, avaient un centre de propagande à eux parallèlement à celui que dirigeait Jones. Fait plus grave encore, ceux-là même des Démocrates de New-York qui n'avaient pas rompu officiellement avec le parti ne soutenaient la candidature de Bryan qu'avec une tiédeur qui laissait même suspecter la trahison (111). Mais les dissentiments étaient moins graves que le manque de deux choses essentielles : l'esprit d'organisation et l'argent. La pénurie de fonds du Comité Jones était si notoire que l'année suivante Wolcott l'assura ironiquement que s'il continuait dans cette voie, même ses adversaires les plus acharnés reconnaîtraient l'honnêteté du parti Démocrate. La correspondance de Teller est instructive à cet égard : Pettigrew lui demandait 10,000 dollars en tout pour le South Dakota (dont 6,000 pour acheter un journal quotidien, ce qui lui manquait), puis 5,000 seulement, et Teller répondait qu'à la demande de Jones il s'était chargé de réunir de l'argent parmi les Républicains de Denver mais que la tâche était très dure ; au lieu des cent mille dollars qu'il aurait pu avoir quatre ans plus tôt, il n'en avait encore réuni que 12,500. « Evidemment il faut en trouver plus, mais les temps sont terriblement durs... Il paraît que Jones a de grandes difficultés financières, mais qu'il espère avoir pas mal du Montana ; mais je crois qu'il sera déçu par eux comme il ne peut manquer de l'être par nous » (112). Cette insuffisance de moyens matériels se traduisait par la difficulté de trouver des quotidiens pour leur servir d'organes : Pettigrew s'en plaignait au South Dakota, Sibley en Pennsylvanie ; en Minnesota six quotidiens défendaient l'étalon d'or, tandis que si l'on excepte le « Penny Press » Populiste qui n'avait guère de tirage, les argentistes ne pouvaient compter que sur la sympathie tiède de l'indépendant « Minneapolis

(110) ELLIS, *The Silver Republicans in the Election of 1896*, p. 532.

(111) Bryan fut invité chez le boss Démocrate David B. Hill, et prit la parole à Tammany Hall ; mais si lorsqu'il publia en 1897 sa *First Battle* il rendit un hommage politique à la « loyauté » de ceux qu'il ne voulait pas s'aliéner pour l'avenir (p. 500), il savait à quoi s'en tenir sur leur vraie attitude.

(112) Pettigrew à Teller, 1^{er} août, 8 août 1896, Teller à Pettigrew, 3 septembre 1896, TELLER MSS.

Times » (113). A New-York, les journaux Démocratiques étaient contre Bryan : le « World » de Pulitzer comme le « Sun » de Dana l'attaquaient violemment, et il n'avait que l'appui de William Randolph Hearst, alors au début de sa carrière sensationnelle, et dont le « New York Journal », qui s'adressait surtout à un public ouvrier, s'empessa de saisir cette originalité, l'argentisme.

Ce qui manquait aux argentistes autant que les fonds, c'était l'organisation. Ignatius Donnelly raconte dans son Journal ses mésaventures à l'« Auditorium Hotel » de Chicago, où James K. Jones président du Comité National Démocratique, et George F. Washburne qui avait les mêmes fonctions chez les Populistes, travaillaient de concert dans deux pièces voisines. Les orateurs disponibles, dont Donnelly était l'un des plus en vue, étaient décommandés, leur itinéraire modifié sans préavis, les réunions remises au dernier moment. Finalement Donnelly fut envoyé faire plusieurs discours, pour lesquels il reçut la rémunération globale dérisoire de 150 dollars (114). Une très grande partie de la propagande pour Bryan était le fait d'efforts isolés, dont l'ardeur et la persévérance ne compensait qu'en partie le manque de coordination. C'est ainsi que la Chambre de Commerce de Denver envoyait des brochures à tous ceux qui lui en demandaient, « principalement des fermiers de toutes les parties de l'Union » (115), et que beaucoup de particuliers firent imprimer à leurs frais et distribuer des brochures argentistes, tel ce correspondant de Stewart à San Diego qui envoya à 800 hommes d'affaires en vue un livre dont il était l'auteur (116). Cela ne coûtait pas bien cher : une brochure de dimensions moyennes coûtait 160 dollars les 5,000 exemplaires ; il en coûtait à peu près autant de l'adresser et de l'affranchir (117). Beaucoup de journaux les envoyaient à leurs abonnés comme primes. D'autres éditaient, à titre de réclame des numéros spéciaux sur la question du jour ; c'est ainsi que le « San Francisco Examiner » publia en une *Silver Edition* de 103,000 exemplaires le discours que venait de prononcer le professeur E. A. Ross (118).

La grande force des argentistes restait l'enthousiasme de leurs troupes. S'il leur était difficile de faire de nouveaux convertis, ils parvenaient admirablement à exalter leurs fidèles. Un témoin contemporain décrit ainsi une réunion de fermiers dans un préau d'école de l'Iowa : « Le trait saillant du discours de l'orateur était ses gra-

(113) Lars Gunderson à Teller, 29 août 1896, TELLER MSS.

(114) *Diary of Ignatius DONNELLY*, octobre 1896.

(115) Secrétaire de la Chambre de Commerce de Denver à Stewart, 9 septembre 1896, STEWART MSS. A cette date, la Chambre de Commerce avait déjà distribué 30,000 tracts.

(116) Jesse Gilmore à Stewart, 10 décembre 1896, STEWART MSS.

(117) Stewart à H. Vincent, 6 mars 1894. STEWART MSS.

(118) Autobiographie du Professeur E. A. Ross, consultée en manuscrit avant publication.

phiques. Dans un coin du tableau noir était inscrit une estimation du nombre de millions de boisseaux d'avoine que les fermiers de l'Iowa récoltaient cette année et une estimation de la valeur de la récolte au prix de 13 cents le boisseau. Le Populiste décrivait le fermier travaillant comme un esclave huit mois de l'année pour produire ce boisseau d'avoine à 13 cents, tandis que le chemin de fer, pour le transporter à Chicago en un jour et une nuit, reçoit 7 de ces 13 cents. Eh bien ! poursuivait le Populiste, le premier de ces 7 cents ainsi extorqués ôte au fermier tout espoir de payer l'intérêt de l'hypothèque ; le second privera sa femme ou sa fille de la chaude robe de lainage pour l'hiver ; le troisième retirera de l'école et de l'Université le fils ou la fille et les condamnera aux corvées du journalier ou de la fille de ferme ; le quatrième cent enlèvera toute possibilité d'acheter revue, journal ou livre et replonge l'humanité dans la barbarie. Quand l'orateur atteignit ce passage l'auditoire était exalté au plus haut point. A ce moment le sens de l'intérêt personnel et les préjugés cuirassaient ceux qui l'écoutaient contre tous les arguments en faveur de la monnaie saine » (119).



La propagande des partisans de MacKinley était d'un caractère différent. L'enthousiasme et les forces morales les soutenaient moins que leurs adversaires. Ce n'est pas qu'ils ne fussent pas persuadés de la justice de leur cause. Certes, il s'en trouvait pour croire sincèrement que, comme on le prêchait dans les paroisses bien rentées des grandes villes, le « Bryanisme » représentait l'anarchisme, le vol et d'une manière générale le mal moral. Mais sa bonne foi et celle de ses millions de partisans étaient évidentes à ceux que leurs préjugés de classe n'aveuglaient pas complètement. Comme l'écrivait un homme politique de l'Illinois : « J'aime Bryan, je l'ai toujours aimé, il est honnête comme la lumière du jour, mais » sa politique « sera la faillite de lui-même et du pays » (120). Contre la perverse « oligarchie de l'or » les argentistes éprouvaient une indignation vertueuse ; contre de braves gens qui se trompaient, les *gold bugs* ne pouvaient ressentir que de l'irritation. Lorsque Bryan appelait sa campagne une « croisade », il exprimait justement l'état d'esprit de ceux qui y participaient ; lorsque les partisans de MacKinley reprennent le mot à leur compte, ce n'est que rhétorique de réunion publique : le mot qui vient de lui-même sous leur plume dans les lettres particu-

(119) Newell D. HILLIS, *An Outlook upon the agrarian Propaganda in the West*, dans « Review of Reviews », XIV (1896), p. 304.

(120) BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, 1890-1896, p. 23.

lières, c'est une « campagne éducative » contre le « *silver craze* », la folie de l'argentisme. Conviction intellectuelle contre conviction morale, on se doute que la première avait un élan, une force contagieuse bien moindre. De même les sentiments de classe, éveillés dans la lutte politique pour la première fois depuis longtemps, étaient à l'avantage des argentistes, dont l'appel s'adressait à des millions de fermiers et d'ouvriers, tandis que seule une minorité d'hommes d'affaires et de capitalistes grands et petits se sentaient personnellement touchés par les attaques dirigées contre l'étalon d'or.

Les *gold men* ne pouvaient donc l'emporter qu'en ralliant à leur cause les indécis, la majorité du corps électoral. Ils y parvinrent grâce à une technique électorale de premier ordre.

Leur vrai chef n'était pas MacKinley. S'il avait l'art de gagner ceux qui l'approchaient, il lui manquait ce magnétisme qui entraîne les masses et que Bryan devait à sa foi ardente dans sa cause et à son éloquence éblouissante. La personnalité de MacKinley manquait de relief ; moralement, intellectuellement aussi bien que comme orateur, il ne se détachait pas du groupe de chefs politiques en vue parmi lesquels il tenait une place honorable. Mais la tradition américaine, soucieuse de conserver en apparence le mythe selon lequel au moins pour la première magistrature du pays la fonction publique est offerte au candidat et non sollicitée par lui, remettait à un homme de confiance (le président de Comité National du parti) le soin de diriger la campagne. Bryan s'était écarté de cette tradition en éclipsant de ses prouesses oratoires et voyageuses le Sénateur James K. Jones. MacKinley laissa faire son manager, Marcus Alonza Hanna.

On a vu comment Hanna, gros industriel et commerçant de Cleveland s'était retiré des affaires peu avant 1896 pour conduire à la Présidence son ami personnel MacKinley. Une longue expérience lui avait enseigné l'art de faire, dans les couloirs des conventions et dans l'ombre des comités, une besogne efficace. Ce gros homme bourru savait manier l'humanité : d'abord les *business men*, auxquels son absence d'arrière-pensées, d'ambition personnelle inspirait une confiance exceptionnelle, et qui se reconnaissaient en lui instinctivement, avec son adresse matoise masquant une âme simple et sa croyance naïve que la prospérité du monde des affaires était à peu près la seule exigence de l'intérêt général ; ensuite le peuple car il avait su mener ses ouvriers avec une autorité nuancée de bonhomie bienveillante. En politique comme en affaires, il suivait les usages sans subtiliser sur leur légitimité. D'abord il chercha de l'argent.

La grande originalité qu'il mit dans cette tâche traditionnelle fut d'y apporter une méthode inconnue jusqu'alors. Tout d'abord il rompit avec la vieille habitude en vertu de laquelle les comités locaux finançaient eux-mêmes leurs dépenses et ne versaient au Comité national que leurs excédents, s'ils en avaient. Le résultat était que les

régions où le parti était assuré de la majorité avaient des fonds en abondance alors qu'ils n'en avaient guère besoin. Hanna au contraire leva tribut sur les régions certaines de voter pour Mac Kinley au profit des Etats douteux. Sur trois millions et demi de dollars auxquels se montèrent ses recettes, trois millions environ provenaient de New-York et de ses environs, et la plus grande partie du reste de Chicago et de ses environs ; à quoi il convient d'ajouter les fonds levés et dépensés sur place par les comités locaux, qu'il avait réduits mais non supprimés. D'autre part il s'efforça, comme le dit son biographe, « de transformer la pratique » de solliciter les cotisations « d'une sorte de mendicité politique de la part des uns, de charité de la part des autres, en une sorte de levée systématique au prorata des moyens des particuliers et des sociétés ». C'est ainsi que les banques furent taxées à 1/4 % de leur capital, les Compagnies d'assurance de façon analogue ; la *Standard Oil* donna 250,000 dollars. Ce qui permettait à Hanna de lever des contributions avec cette assurance, c'est qu'il se présentait non pas (comme cela avait généralement été le cas auparavant) comme un politicien rançonnant les hommes d'affaires pour avancer sa carrière personnelle, mais comme un *business man* ralliant ses confrères pour la défense de leur cause commune. Malgré tout, il eut des difficultés à New-York, où on le connaissait peu, jusqu'au jour où James J. Hill le présenta aux milieux financiers (121). Le trait suivant montre bien quelle autorité les *business men* reconnaissaient à leur chef, dans cette levée de boucliers qu'ils organisaient contre le péril financier. Le Comité National Républicain envoya un groupe de généraux de la Guerre de Sécession faire une tournée de propagande dans l'Ouest, pour mobiliser leur prestige militaire : un train spécial fut mis à leur disposition par les Compagnies de chemins de fer sur le vu d'une simple réquisition signée de Hanna (122). Il fut aidé dans sa tâche par les *Gold Democrats* de New-York dont bon nombre étaient de gros hommes d'affaires qui lui fournirent un appui financier considérable. Les *Gold Democrats* avaient leurs finances distinctes mais les transferts de fonds d'une organisation à l'autre, résultat de leur étroite coopération, rendent difficile de faire le départ. Il convient d'ajouter aux sommes dépensées par les organisations politiques celles qui alimentèrent la propagande d'organismes purement économiques qui travaillèrent activement pour Mac Kinley. « Sound Currency » continua et intensifia ses activités qu'on a décrites plus haut. De plus la Chambre de Commerce de New-York travaillait pour son compte. Un Comité dirigé par l'ancien *Comptroller of the Currency*, A. Barton Hepburn, répandait brochures et discours imprimés. « Des bureaux vastes furent loués et de nombreux employés furent embauchés... Pour répandre

(121) CROLY, *Marcus Alonzo Hanna*, pp. 219-220.

(122) Thomas BEER, *Hanna*, p. 161.

la propagande on n'eut pas recours aux organisations politiques, mais on atteignit directement les électeurs, par correspondance, par la presse et par leurs relations d'affaires » (123). Le professeur Nevins estime à 5 millions l'argent qui passa par les caisses des diverses organisations qui soutenaient Mac Kinley (124).

Réunir les fonds n'était que la première partie du problème. Il se compliquait pour les Républicains du fait que leur programme, à la différence de celui de leurs adversaires, ne leur fournissait aucun objectif bien net à mettre sous les yeux de leurs électeurs. Les *Gold Democrats*, dont les voix leur étaient nécessaires, étaient libre-échangistes convaincus. « Il semble », écrit l'un d'eux, « qu'il y ait une répugnance générale à recevoir une aide quelconque du comité Républicain, quoique je ne doute pas qu'on puisse l'obtenir si on la demande. Mais la plupart de nos militants... prennent leur parti et leurs principes si au sérieux qu'ils méprisent l'or des protectionnistes » (125). D'autre part beaucoup d'ouvriers et surtout de fermiers risquaient d'être effarouchés par une attitude trop hostile à l'égard de l'argent, en faveur duquel ils avaient un préjugé, et avaient été habitués à lier les idées de protectionnisme et de prospérité. Hanna choisit de mettre la question monétaire au second plan de sa campagne. De toute façon il ne manquait pas d'organisations pour faire campagne pour l'étalon d'or, que ce fussent les *Gold Democrats*, ou une des nombreuses organisations « indépendantes » qui défendaient la monnaie saine. Le parti Républicain en tant que tel parla des bienfaits du tarif. A Henry Villard qui se plaignait que Mac Kinley n'eût rien dit de l'étalon d'or, Hanna rétorqua : « C'est entendu, cela ferait votre affaire à vous autres de Wall street ; mais jusqu'à présent Mac Kinley n'a pas parlé à Wall street, mais seulement aux industriels, fermiers et ouvriers, et ils s'intéressent plus au tarif qu'à la question monétaire ». Le but de la campagne était de gagner cinq Etats douteux entre les Alleghanies et l'Ohio « et là la discussion exclusive de la question du tarif répond seule à notre but. Vous autres gens de New-York êtes faits autrement, mais ce n'est pas le vote de

(123) Joseph Bucklin BISHOP, *A. Barton Hepburn*, p. 149. Cependant une lettre de Gustav H. Schwab à Carl Schurz, du 29 juillet 1896, dans les Carl SCHURZ MSS, prouve qu'à cette date le *Committee on Sound Money Legislation* de la Chambre de Commerce, dont les fonds étaient épuisés, avait décidé de cesser son activité pour éviter de faire concurrence à Hanna. Peut-être le biographe de Hepburn, qui ne cite ni dates ni sources, a-t-il placé pendant la campagne électorale une activité qui eut lieu avant.

(124) NEVINS, *Abram S. Hewitt*, p. 567. L'ouvrage cité contient des précisions sur les mouvements de fonds des *Gold Democrats* aux Républicains et vice versa et sur leur collaboration étroite.

(125) C. E. S. Wood, de Portland, Oregon, à W. D. Bynum, 11 septembre 1896, dans BARNES, art. *The Gold-Standard Democrats*, p. 445. Nombreux textes semblables dans l'article cité de BARNES, dans son *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, et dans son *John G. Carlisle*.

New-York qui décidera de l'élection » (126). D'autre part les orateurs Républicains étaient habitués à parler protectionnisme, tandis qu'ils ignoraient tout des mystères de la monnaie (127).

Les procédés de campagne de Hanna n'étaient pas originaux ; ce qui était nouveau, c'est l'échelle sur laquelle ils furent appliqués. Mac Kinley ne pouvait essayer de lutter d'endurance avec Bryan dans une tournée d'un bout à l'autre des Etats-Unis ; aussi demeura-t-il chez lui, et reçut de temps en temps des délégations venues le féliciter, parmi lesquelles on remarquait de nombreuses délégations ouvrières (voyage payé par leurs patrons, disaient les Démocrates), ce qui lui permettait d'éviter de se compromettre par de grands discours-programmes et de se borner à quelques paroles brèves (le discours des chefs de délégation et la réponse de Mac Kinley étaient rédigés d'avance pour plus de sûreté) (128). 1.400 orateurs payés par le Comité National Républicain se répandirent sur le pays ; sans compter ceux qui parlaient sous les auspices des *Gold Democrats*, ou d'organisations indépendantes. C'est ainsi que Carl Schurz ne voulut pas parler pour le parti Républicain, étant libre-échangiste. Hanna le persuada cependant de prononcer le 5 septembre à Chicago un discours contre l'argentisme qui fut un des plus importants de la campagne, mais officiellement ce fut sur l'invitation de l'« American Honest Money League » (129). Le gouvernement, malgré la neutralité observée personnellement par Cleveland, travaillait activement à la propagande pour l'étalon l'or. Sous la direction de Carlisle, les commis du Secrétariat du Trésor réunissaient des données statistiques destinées à prouver la fausseté de l'argentisme (130) et Carlisle lui-même alla prendre la parole en Kentucky. A la parole s'ajoutait le texte imprimé. La plupart des journaux soutenaient plus ou moins ouvertement Mac Kinley. Hanna fit répandre par millions les brochures, cartes, dépliants, affiches, etc. 100 millions de pièces en tout furent envoyées de Chicago, 20 millions de New-York. Il y avait 275 brochures différentes. Cette quantité apparaît d'autant plus énorme si l'on tient compte du fait que le Sud, considéré comme perdu d'avance, ne reçut que peu ou point de ce déluge de propagande (131).

(126) Henry Villard à Carl Schurz, 29 juillet 1896, VILLARD MSS.

(127) A. B. Hepburn, dans lettre de H. White à Carl Schurz, 9 juillet 1896. Carl SCHURZ MSS. Cette ignorance n'était pas le fait des seuls Républicains. L'Hon. Robert L. O'BRIEN racontait à l'auteur qu'à Chicago, ayant demandé à un membre de la délégation du Massachusetts ce que ses collègues pensaient de la question monétaire, il lui fut répondu : « *Nine-tenths of them don't know a G-d d-d thing about gold, silver or paper* ».

(128) CROLY, *Hanna*, p. 215.

(129) VILLARD MSS, Carl SCHURZ MSS, passim.

(130) BARNES, *John G. Carlisle*, p. 475. Art. *Gold-Standard Democrats*, p. 440.

(131) BARNES, *John G. Carlisle*, p. 491. Il n'était pas difficile de trouver des auteurs pour cette littérature. Un directeur de compagnie d'assurances écrivait au Secrétaire de la Guerre : « Je vous envoie le dix-millième article écrit récem-

Les plus importantes furent traduites dans toutes les langues parlées aux Etats-Unis : allemand, suédois, norvégien, danois, néerlandais, français du Canada, espagnol, italien, tchèque, polonais, finnois, hongrois, yiddisch. D'autres étaient rédigées spécialement pour une catégorie de la population ; c'est ainsi qu'une feuille volante en français fait remarquer aux bûcherons franco-canadiens immigrés saisonniers que les dollars qu'ils envoient chez eux ne vaudront plus que « cinquante sous » au Canada si Bryan est élu ; la feuille volante n° 27 indique aux facteurs que si l'étalon d'argent triomphe les prix hausseront sans que leur salaire soit augmenté. On pourrait multiplier les exemples. Certes les Démocrates n'avaient pas ignoré l'importance des groupes ethniques, et nous avons vu des exemplaires de discours de Bryan et de Harvey en allemand et dans les trois langues scandinaves, et des tracts en polonais distribués par la « Polish National Free Silver League » ; et dans le Nord-Ouest les Démocrates mettaient en campagne des orateurs allemands et suédois. Mais les Républicains les dépassèrent de beaucoup par le soin avec lequel ils firent parvenir à toutes les parties du corps électoral, à doses massives, la propagande susceptible de les toucher. Un succès notable fut la conversion de l'« Irish World », dont l'influence considérable sur les Irlandais avait été jusque-là au service du protectionnisme et de l'argentisme. Obligé de choisir, il choisit le protectionnisme et Mac Kinley. Une circulaire adressée à toutes les Eglises leur signala combien l'étalon d'argent diminuerait leurs recettes (132).

Un autre domaine dans lequel leur supériorité financière permettait aux Républicains d'éclipser leurs adversaires était cette propagande pittoresque qui a toujours donné aux campagnes électorales américaines un certain air de kermesse : les trains qui amenaient à Canton les délégations qui venaient saluer Mac Kinley étaient tendus d'étamine jaune ; souvent les délégués arboraient des couvre-chefs et des écharpes jaunes. Des défilés nombreux étaient organisés ; ainsi à Chicago on vit parader dans les rues des ouvriers partisans de Mac Kinley, groupés par professions : les ramoneurs portaient des balais couleur d'or, les travailleurs des abattoirs portaient des manteaux de papier doré. Cette fois les Démocrates ripostèrent et le lendemain on vit défiler des « spectres » drapés de blanc et portant des pancartes où on lisait : « Massacré en Pennsylvanie par Carnegie » (allusion aux grèves sanglantes de Homestead). Mais les Démocrates ne pou-

ment sur la question monétaire. Tout le monde s'y est mis, ouvertement ou en secret », cité par BARNES, art. *Gold-Standard Democrats*, p. 440.

(132) Les bibliothèques Widener (Harvard) et de la Wisconsin State Historical Society ont de riches collections de brochures, feuilles volantes, affiches et journaux de propagande de la campagne de 1896. Circulaire aux Eglises : BRYAN, *First Battle*, p. 470. Les Carl SCHURZ MSS contiennent des matériaux abondants sur la *Deutsch-Amerikanische Gutgeld-Liga* qui groupait les Allemands des deux partis favorables à l'étalon d'or.

vaient pas égaler l'éclat des cortèges Républicains : les accessoires coûtaient cher, et les manifestants étaient bien souvent payés eux aussi. Ils se rejetaient d'ordinaire sur des manifestations moins coûteuses, arborant des insignes dont le plus courant était une marguerite à 16 pétales argenté dont le centre doré portait l'image de Bryan. Une firme de Denver mettait en vente des insignes et des enveloppes de papier à lettre ornés des portraits accolés de Bryan et Washington, et portant en exergue : « Un vrai fils du Père de la Patrie ». Les partisans de Mac Kinley, qui en étaient venus à porter fièrement le sobriquet de *gold bugs* (les étudiants de Harvard avaient un « *gold bug club* »), portaient des scarabées d'or à leur boutonnière. On en trouvait qui, une fois remontés, battaient des ailes pendant deux minutes (133). L'élection envahissait tout. Sur les scènes de l'Ouest on jouait le « Silver Knife » ; aussitôt les partisans de Mac Kinley commandèrent à un auteur de comédies le drame « Seize contre Un » (134). Des banques, des compagnies d'assurances répandaient des tracts pour l'étalon d'or sous couverture publicitaire (135). La question du jour inspirait même des réclames commerciales sans aucune arrière-pensée politique. Ainsi une source d'eau minérale avait fait imprimer les articles financiers du programme Républicain, Démocrate et Populiste, la couverture étant d'un côté en papier doré, de l'autre en papier argenté (136), et un fabricant de jouets lançait un puzzle : « Or ou argent, quelle pièce préférez-vous ? » (137).

Les procédés de propagande des Républicains, à en croire le témoignage de leurs adversaires, n'étaient pas tous innocents. Les gros industriels étaient presque tous en faveur de Mac Kinley, et firent pression sur leur personnel. Il est difficile de dire combien nombreux furent les cas de menaces directes dont les partisans de Bryan faisaient grand état ; mais il est certain qu'un très grand nombre de grandes entreprises sortirent franchement de la neutralité, dont il est vrai ni la loi ni les usages ne leur faisaient une obligation. C'est ainsi que le chemin de fer d'Atchison-Topeka commanda 10,000 exemplaires du discours de Carl Schurz pour l'étalon d'or, pour les distribuer à leur personnel, que plusieurs banques et beaucoup d'autres entreprises le distribuèrent (138), que l'« Erie Railroad » distribuait 1,500 tracts anti-argentistes par semaine aux ouvriers de ses ateliers

(133) WERNER, *Bryan*, pp. 103-104. Communications verbales de témoins.

(134) Origine de la pièce : James Loeb à Carl Schurz, 26 juillet 1896, Carl SCHURZ MSS. Le scénario de la pièce, dû à J. E. MAC CANN, se trouve dans les Carl SCHURZ MSS : au premier acte le fermier et l'ouvrier sont partisans enthousiastes de Bryan, au dernier acte Bryan a été élu et la crise a réduit tout le monde à la famine. Nous n'avons pu savoir si la pièce a réellement été jouée.

(135) BARNES, art. *Gold-Standard Democrats*, p. 440.

(136) Le papier doré, ou argenté, sert de couverture à un grand nombre de tracts de l'époque.

(137) Prospectus dans *Diary of Ignatius DONNELLY*, début de l'été 1896.

(138) Edwin Burritt Smith à Carl Schurz, 9 septembre 1896, Carl SCHURZ MSS.

de réparations à Susquehanna, Pennsylvanie (139). Certaines compagnies de chemins de fer modifièrent l'horaire des équipes de façon à envoyer leurs employés, le jour de l'élection, loin de leur domicile et à les empêcher ainsi de voter (140). Un fabricant de soieries paya ses ouvriers en dollars mexicains : ils découvrirent qu'ils ne valaient que cinquante cents, et cela leur servit de « leçon de choses » sur la valeur de l'argent. Peu avant l'élection on vit à la porte de plusieurs usines des pancartes : « Nous n'aurons plus de travail pour notre personnel si Bryan est élu » (141). Les journaux publiaient que des commandes avaient été passées « sous condition de l'élection de Mac Kinley » (142), et Abram S. Hewitt, riche industriel et *Gold Democrat* notoire de New-York, sollicité de placer des capitaux dans le Sud, s'y refusa tant que l'étaalon d'or ne serait pas assuré, afin d'impressionner ses amis du Sud (143). Le fils d'Ignatius Donnelly se vit répondre par toutes les banques qu'on ne pouvait rien prêter jusqu'à l'élection (144). Il serait du reste injuste de reprocher aux Républicains des procédés que leurs adversaires n'hésitaient pas à employer quand par exception ils étaient en situation de le faire : ainsi dès le 2 mai 1896 des hommes d'affaires du Montana publiaient une menace de boycotter Minneapolis et Saint-Paul, trop favorables à l'étaalon d'or (145).

*
**

Que pouvait-il rester, dans l'esprit des électeurs, de la suggestion massive, incessante de ces deux propagandes contradictoires surajoutées à leurs traditions politiques et aux préjugés que leur inspirait leurs intérêt ? L'accord se fit sur un point : les argentistes réussirent à persuader à peu près tous les Américains que la question monétaire était la plus importante de toutes, et sous la forme : or contre argent. Malgré les efforts de Hanna, le tarif passa au second plan. Des autres revendications monétaires même il ne fut guère question. Pour les Populistes le papier-monnaie avait toujours été la solution idéale, tandis que les gens du Sud demandaient pour les *State Banks* le droit d'émettre des billets sans être liées par les dispositions du *National Banking Act* : l'une et l'autre solution furent écartées pour le moment. De même le « bimétallisme international » inscrit au programme Républicain n'était plus guère qu'une clause de style. Le Sénateur

(139) M. J. MacMahon à Stewart, 30 septembre 1896, STEWART MSS.

(140) C'est du moins ce qu'affirme un tract de propagande Démocrate.

(141) WERNER, *Bryan*, p. 102. Malheureusement Werner ne cite pas ses sources.

(142) BRYAN, *First Battle*, p. 607.

(143) NEVINS, *Abram S. Hewitt*, p. 562.

(144) *Diary of Ignatius DONNELLY*, 2 octobre 1896. Le fils de Donnelly était candidat à la fonction de County Attorney.

(145) Omaha « *Word-Herald* », 2 mai 1896.

Hoar, du Massachusetts, était parti pour l'Europe afin de lui rendre quelque vraisemblance en ravivant l'espoir que la France et l'Angleterre collaboreraient à un rétablissement du bimétallisme. Il demanda à Balfour, chef du Cabinet anglais, de publier une lettre affirmant les dispositions favorables de l'Angleterre dans ce sens. Balfour se laissa ébranler par l'argument qu'une déclaration de ce genre était propre à empêcher le succès de Bryan et la crise financière qu'il entraînerait ; mais le Cabinet refusa de se laisser engager et rien ne fut fait (146). Le bimétallisme international continuait à avoir des défenseurs nombreux parmi les économistes de profession, mais ils n'étaient guère écoutés, car ils étaient à peu près unanimes à mettre les Etats-Unis en garde contre un rétablissement unilatéral de la frappe libre qui les mènerait non au bimétallisme, mais au monométallisme-argent (147). Les seuls théoriciens qui eussent une influence quelconque sur la formation de l'opinion publique étaient ceux qui se faisaient les propagandistes de l'une ou l'autre des deux solutions extrêmes, tel Laughlin, de Chicago, partisan de l'or. ou E. A. Ross, de Stanford, alors partisan de l'argent. Comme les argentistes bon teint étaient l'infime minorité dans les milieux universitaires, les partisans de Bryan essayaient de discréditer les professeurs en les accusant d'être influencés par le fait qu'une hausse des prix diminuerait le pouvoir d'achat de leurs traitements, et surtout d'être aux ordres des capitalistes qui finançaient les Universités (148).

Ce qui frappait les masses, c'étaient surtout les arguments grossiers qui faisaient appel à l'imagination : si l'étalon d'argent est adopté, disait l'un, le dollar ne vaudra plus que la moitié de sa valeur actuelle. Mais les compagnies de tramways ne pourront pas relever leurs tarifs, qui sont fixés par contrat avec les villes : elles feront faillite, et les ouvriers devront abandonner leur travail ou s'y rendre à pied. Les propriétaires de mines d'argent ont mis en circulation cinquante millions de dollars d'argent contrefaits (149). Sans doute une fantaisie aussi simpliste était-elle exceptionnelle, mais la simplicité des idées leur assurait plus de force persuasive que leur exacti-

(146) G. F. HOAR, *Autobiography*, vol. II, pp. 249-251.

(147) Voir en particulier, sur l'attitude des économistes à ce moment, l'article de Willard FISHER (lui-même bimétalliste modéré), *Recent American Books on Money*, dans « *Quarterly Journal of Economics* », avril 1896, pp. 324-336.

(148) Comme type de ces attaques, SHIBLEY, *Money Question*, pp. 33-45, 103-108, qui s'en prend nommément non seulement à Laughlin, qui s'était lancé dans la bataille par le livre populaire, la réunion contradictoire et l'article dans la presse quotidienne, mais même à Clark et Taussig. Il est de fait que les professeurs n'avaient pas alors dans toutes les Universités leur pleine liberté d'opinion. Le Professeur E. A. Ross raconte dans son *Autobiographie* manuscrite (communiquée par l'auteur) comment il fut mis en demeure de quitter Stanford en 1900 sous la pression de la veuve du fondateur, et il attribue son hostilité en grande partie à la part qu'il prit à la campagne argentiste en 1896.

(149) SHERMAN GRANGER, *Are the Claims for Free Silver True ?* (s. d., 1896), p. 50. [F. X. SCHOONMAKER] *The Silversnake* (1896),

tude. A. S. Hewitt se félicitait que le hasard eût porté la valeur intrinsèque du dollar d'argent à environ cinquante cents ; ce rapport simple de un à deux se gravait dans l'esprit et facilitait la propagande pour l'étalon d'or (150). Le « *Sixteen to One* » qui était le mot de ralliement des argentistes recevait à l'occasion des interprétations inattendues : seize dollars d'argent pour un dollar d'or, seize dollars donnés à chaque citoyen, seize dollars mis en circulation pour un existant actuellement. Dans certaines localités du Sud les Républicains n'avaient-ils pas persuadé les nègres que les Démocrates, leurs ennemis, voulaient donner seize dollars à chaque blanc et un seul aux nègres ? (151). Et il est permis de croire à l'authenticité de la réponse du nègre qui, comme on lui demandait pourquoi il était pour Bryan, répondit : « Il a dit qu'il faut une circulation de cinquante dollars par tête ; pour ma famille de six personnes, cela fera trois cents dollars » (152).

L'appel aux passions avait autant ou plus d'effet que l'appel au raisonnement. L'étalon d'or, disait-on, n'était que le moyen dont une vaste conspiration se servait pour appauvrir d'abord et asservir ensuite la libre Amérique (153). Les magnats de Wall street n'étaient que des comparses ; le siège de la conspiration était à Londres, dans les « palais » des Rothschild dont les « vingt milliards de dollars d'or » tenaient le monde asservi (154), et ses instruments les plus actifs étaient les Juifs. « Les gens d'une seule race, de la race sémitique, sont détenteurs d'une grande partie des dettes du monde. Toutes les nations chrétiennes leur paient tribut », écrivait A. J. Warner dès 1892, et il concluait : « N'avons-nous pas assez longtemps demandé notre système financier aux Juifs de Londres et de Francfort ? » (155). Et le journal de Bryan adjurait ses lecteurs de « se

(150) NEVINS, *Abram S. Hewitt*, p. 567.

(151) BEER, *Hanna*, p. 157. HUBER, dans v. BRANDT et HUBER, *Der Währungs- und Wahlkampf in den Vereinigten Staaten von Amerika*, p. 44.

(152) « Advertiser » de Tuscaloosa, Ala., cité dans MILLER, *Gold or Silver*, p. 16.

(153) C'est le thème le plus fréquent de la propagande du « National Bimetallist », illustré par de nombreux dessins où l'on voit John Bull grugeant l'Oncle Sam de toutes les façons. Cf. aussi BOWHAY, *Circulaire* (Denver 1896) ; SCHUCKERS, *The New-York National Bank Presidents' Conspiracy Against Industry and Property. A History of the Panic of 1893. Its Organization and its Methods* (Déc. 1895). George WILSON, *Financial Philosophy* (Déc. 1895), p. 106 etc. ; Gordon CLARK et al., *Handbook of Money* (1896) ; F. E. TOWER, *The Champion Swindle* (1896), pp. 81 sqq. (p. 95 : « La politique anglaise de l'étalon d'or menace de renverser la République ! ») ; etc...

(154) TOWER, l. c.

(155) « National Executive Silver Committee » (WARNER), *Facts about Silver*. Le premier texte cité apparaît pour la première fois dans l'édition de 1892, le second est déjà dans la première édition (1891). Dans la 5^e édition (1896) les allusions aux Juifs disparaissent et le second passage cité devient : « N'avons-nous pas assez longtemps demandé notre système financier à Londres et Francfort ? ». La propagande argentiste s'attaquait fréquemment aux Juifs. « The Road », un hebdomadaire de Denver, et le « National Bimetallist » s'en prenaient à eux

rallier autour du drapeau américain et voter pour l'argent, plutôt qu'autour du drapeau britannique et de voter pour l'or » (156). Et ce n'était pas là vaine rhétorique. L'homme qui a étudié de plus près les textes contemporains relatifs aux opinions du peuple en matière économique écrit : « Les sources de toute nature révèlent clairement que dans l'esprit des gens de l'Ouest existait la croyance à une conspiration européo-américaine pour affamer fermiers et ouvriers au moyen de l'étalon d'or » (157).

On comprend qu'ayant cette opinion de leurs adversaires leur colère les ait entraînés aux insultes les plus violentes. Mac Kinley fut relativement épargné ; mais Hanna fut en butte aux attaques féroces de William Randolph Hearst, dont le « New York Journal » persuada à des millions d'Américains qu'il était un monstre de machiavélisme. Ce gros homme qui avait une conscience peu raffinée et un bon cœur fut dessiné presque quotidiennement par le caricaturiste Davenport comme un ogre rubicond, au plastron orné de diamants étincelants, souvent trônant sur un monceau de crânes d'ouvriers. Le reporter Alfred Henry Lewis fut envoyé à Cleveland, ville de Hanna, et en revint avec des récits truculents des atrocités commises à l'égard de ses ouvriers par Hanna (qui en réalité était un des pionniers de l'arbitrage dans les conflits du travail). Mais c'est Cleveland et Carlisle qui furent le plus injuriés : l'habitude était prise depuis 1893 ; Cleveland devenait à l'occasion « le Néron de Washington », et un correspondant de Stewart, du Nevada, reprenait à son compte la figure la plus fréquente : « Carlisle est le Judas du temps présent » (158). A la différence des insultes à l'adresse de Bryan qu'on a citées plus haut, il ne s'agit pas d'invectives journalistiques, mais de lettres privées qui expriment les sentiments naïfs de leurs auteurs.

De même que l'animosité des deux partis s'exprimait par l'injure, la ferveur quasi-religieuse des argentistes inspirait des effusions inattendues. L'or prenait les allures d'un fléau cosmique : « Presque chaque crime national qui se puisse concevoir peut être attribué justement à l'or. La chute du grand empire chaldéen après que Nebuchadnezzar eut fait faire la statue d'or, haute de trente coudées et large

avec la dernière violence. Cf. aussi : G. WILSON, *Financial Philosophy* (déc. 1895), pp. 198-208 ; Ignatius DONNELLY, *The American People's Money* (1895) ; Ebenezer WAKELEY, *The Gentile Ass and the Judaeon Monetary Establishment* (1895) ; T. M. THORPE, *What Is Money ?* (1896) ; *Speeches of David van ETTEN* (1896), p. 9. George REED, *The Alpha of Money* (Caldwell, Idaho, mai 1893) éprouve le besoin de protester contre « tout ce bruit qu'on fait contre les Juifs » comme défenseurs de l'étalon d'or, et Bryan dut se défendre d'être antisémite (BRYAN, *First Battle*, p. 581). Les caricaturistes prêtent constamment des traits sémitiques aux capitalistes et en particulier à John Bull.

(156) Omaha « World-Herald », 1^{er} novembre 1896.

(157) BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, p. 7.

(158) C. D. Gurley (d'une *Investment Company* de Denver) à Wharton Barker, 29 janvier 1896, Wharton BARKER MSS. B. A. Riepe, d'Ely (Nevada), à Stewart, 14 novembre 1896, STEWART MSS.

de six coudées, que Daniel refusa d'adorer ; le veau d'or fait par Aaron, que Moïse réduisit en poudre et jeta sur les eaux — imaginez la grande douleur et les regrets des Juifs à cette occasion. J'imagine que beaucoup d'entre eux adorent encore ce veau et voteront pour Mac Kinley — : la destruction de l'armée de Pharaon dans sa poursuite folle de l'or volé par les Juifs ; la destruction de la Phénicie pour avoir démonétisé l'argent, et adopté l'étalon d'or ; et la Grèce se mettant pour la même raison dans l'état où Rome put la conquérir ; puis la destruction de Rome, le plus grand empire du monde, par les Goths et les Vandales, après qu'elle eut, par la démonétisation de l'argent, réduit sa monnaie de l'équivalent de cinq milliards de dollars à l'équivalent de deux milliards et demi en or seulement, et le transfert de toutes les propriétés aux seuls riches, qui s'ensuivit, et qui est le danger en face duquel le monde civilisé se trouve aujourd'hui » (159). Face à la puissance démoniaque de l'or, l'argent devenait presque un dieu : « Dollar d'argent de nos pères, je T'adore ! », s'écriait un pamphlétaire inconnu, et le vieux politicien Teller ne pouvait se retenir d'écrire, dans une lettre privée à un collègue : « Cette cause est la cause de Dieu ». En vérité, les augures ne soulaient point. D'outre-tombe même une voix s'élevait dans un cimetière du Missouri, par ce distique gravé sur une pierre funéraire :

« *Dear friends I've left behind,*
« *Cast your vote for Jennings Bryan* » (160).

*
**

Pendant l'été on put douter du résultat des élections. Le danger pour l'étalon d'or était d'autant plus grand que la situation du Trésor était précaire ; Carlisle ne pouvait songer à un nouvel emprunt, qui eût pu difficilement trouver preneur, et eût été impopulaire comme ceux qui l'avaient précédé, et eût donc porté des voix à Bryan. Les argentistes comptaient bien qu'avant l'élection le Trésor serait réduit à suspendre les paiements en or, et qu'ainsi l'étalon d'argent serait établi de facto sans qu'ils en aient la responsabilité (161). Il suffisait

(159) *Speech of David VAN ETTEN* (Omaha, 1896), p. 9.

(160) Sidney DELL, *Free Silver* (1894), p. 91. Teller à G. Q. Cannon, 1^{er} septembre 1896, TELLER MSS. Inscription citée par BARNES, *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, p. 27. Les partisans de l'or n'avaient pas ce penchant pour l'hyperbole, quoiqu'à l'occasion un correspondant de Carl Schurz n'hésitât pas à lui écrire : « Comme citoyens de cette République, il nous faut annihiler le Bryanisme, et si nous ne le pouvons par les moyens pacifiques, nous avons un nouveau 1861 sur les bras », C. Orrick à Carl Schurz, 2 septembre 1896, Carl SCHURZ MSS.

(161) Louis R. Ehrich à H. White, 6 juillet 1896, Carl SCHURZ MSS. Ehrich, financier de Colorado Springs, était bien placé pour savoir ce que pensaient les argentistes de l'Ouest.

d'un accès de nervosité des porteurs européens de valeurs américaines pour provoquer une fuite d'or qui eût été alors irréparable. On fit appel au « patriotisme » des banquiers, qui se rencontrait avec le sens de ce qu'ils avaient à perdre à une banqueroute de l'Etat, et un groupe de financiers de Wall street accepta la mission de soutenir officiellement la Trésorerie (162). Grâce à leur appui efficace, et aussi sans doute grâce au fait que ceux des porteurs américains qui craignaient le risque avaient déjà réalisé les années précédentes, l'été se passa sans catastrophe. A l'occasion on vit l'or faire prime sur la place de New-York, mais les banques veillèrent à ce que des signes aussi inquiétants ne se reproduisissent pas (163). Pendant les mois de septembre et d'octobre les banques de l'intérieur se prémunirent contre toute éventualité en tirant de l'or de New-York, et les banques métropolitaines en importèrent de l'étranger pour maintenir leurs réserves (164). Mais on peut reconnaître à bien des indices que la vague argentiste avait atteint son point le plus haut en juillet, et qu'en août et septembre le mouvement avait perdu de sa force de prosélytisme (165). A partir d'octobre, l'élection de Mac Kinley parut de plus en plus certaine (166). Dans les paris qui étaient ouverts comme dans toute élection américaine, presque personne ne voulait miser sur Bryan ; dans l'Est les paris ne portaient que sur l'importance des majorités (167). A Londres, vers la fin de septembre, les fonds américains remontèrent dans l'attente de la victoire de Mac Kinley (168). En septembre et octobre le cours du blé se mit à monter, et se releva de 22 cents en tout ; et le mécontentement agraire, le principal levier sur lequel s'appuyait Bryan, diminuait d'autant. Les argentistes sentant l'enjeu leur échapper se livraient à des violences : le 22 octobre des œufs pourris furent lancés à la face de Carlisle à

(162) Carlisle écrivait à Cleveland le 16 juillet : « Mr. Curtis » (*Assistant Secretary of the Treasury*) « est parti pour New-York... Je lui ai dit que s'il rencontrait des financiers il devrait leur mettre dans la tête l'importance qu'il y a à éviter une situation qui rendrait nécessaire l'émission d'un emprunt ou simplement provoquer des rumeurs à ce sujet... Nos amis devraient nous aider, s'il le faut, dans toute la mesure de leurs moyens... Les faibles pertes qu'ils pourraient éprouver en nous aidant maintenant ne seraient rien en comparaison de la ruine qui suivrait l'élection des candidats de Chicago ». Curtis écrivait peu après à sa mère : « Les gens de New-York se sont bien comportés, et nous avons le spectacle bizarre des finances des Etats-Unis sous le contrôle d'un comité dont J. P. Morgan est président, et dont la majorité sont Hébreux, tandis que le Secrétaire du Trésor est dans son bureau, pratiquement réduit à l'impuissance ». Textes cités par BARNES, art. *Gold-Standard Democrats*, pp. 440, 441.

(163) L'or fait prime de 5/8 % : H. White à Schurz, 3 août 1896, Carl SCHURZ MSS.

(164) « Commercial and Financial Chronicle », 3 octobre, 10 octobre 1896.

(165) BARNES, *John G. Carlisle*, pp. 480-481.

(166) « Commercial and Financial Chronicle », 17 octobre, 31 octobre 1896.

(167) « Bradstreet's », 24 octobre 1896.

(168) « Economist », 3 octobre 1896. Le journal londonien invite les capitalistes à se montrer réservés, car selon lui l'élection de MacKinley n'apporterait pas une grande amélioration dans la politique financière américaine.

une réunion publique, ce qui probablement causa un sérieux tort moral à ses adversaires (169). Hanna sentait qu'il avait déjà rallié tous les électeurs que la question financière pouvait amener à Mac Kinley; il ralentissait la propagande sur ce chapitre et la concentrait sur la question douanière (170). De fait, les Démocrates anti-argentistes avaient à peu près tous fait taire leurs objections à Mac Kinley et se disposaient à voter pour lui, plutôt que pour Palmer et Buckner, les deux candidats que le parti « Démocrate National » présentait pour la forme; si bien que ce parti se voyait obligé dans le Wisconsin par exemple de rappeler à ses membres par circulaire confidentielle qu'il était inutile de voter pour Mac Kinley qui était sûr de sa majorité dans l'Etat, et de les prier de donner au parti au moins le minime pourcentage des suffrages exprimés que la Constitution mettait comme condition à la continuation de son existence légale (171). Le « Sun » de New York publiait une interview d'un fabricant de chapeaux de propagande racontant que les chapeaux « Mac Kinley » se vendaient depuis le début de septembre beaucoup mieux que les chapeaux « Bryan » qui avaient mené pendant les premières semaines de la campagne (172). Malgré tout, quand le moment de l'élection approcha, une certaine inquiétude s'empara du public à la pensée que la catastrophe financière si souvent prédite demeurerait possible: dès la dernière semaine d'octobre, on commença à thésauriser l'or et la monnaie en général. Le lundi 2 novembre, veille de l'élection, une foule d'hommes et de femmes faisait queue devant les portes du *Sub-Treasury* de New-York pour faire échanger des dollars-papier contre de l'or. Ce jour-là le *Sub-Treasury* en décaissa 1,372,000 dollars. Ceux qui craignaient de ne pouvoir matériellement être servis à temps s'adressaient aux banquiers et courtiers qui vendaient de l'or moyennant une prime de trois quarts à un pour cent. L'élection était le 3, et dès le 4, Mac Kinley étant élu, l'or reprit le chemin des sous-trésoreries à New-York, Boston, Chicago et Saint-Louis. En trois jours, le Trésor en récupéra plus de quatre millions rien qu'à New-York (173).

**

Le lendemain de l'élection, aucun doute ne fut permis: Mac Kinley l'emportait. Pendant deux jours encore, James K. Jones refusa d'abandonner la partie et déclara que Bryan était élu. Il aurait suffi

(169) BARNES, *John G. Carlisle*, p. 483.

(170) CROLY, *Hanna*, p. 218. Cf. Ed. Grosse à Carl Schurz, 1^{er} octobre 1896, et W. M. Osborn à Carl Schurz, 3 octobre, Carl SCHURZ MSS.

(171) Circulaires du 30 octobre 1896. Collection de documents sur l'élection de 1896, Bibliothèque de la *Wisconsin State Historical Society*.

(172) New-York « Sun », 6 septembre 1896.

(173) « Commercial and Financial Chronicle », 24 octobre, 31 octobre, 7 novembre 1896.

du déplacement de quelques milliers de voix dans deux ou trois Etats pour lui donner une majorité dans le corps électoral. Mais cette incertitude apparente du résultat ne doit pas faire illusion (174) : les 271 voix électorales dont disposaient Mac Kinley contre 176 attribuées à Bryan reflétaient, à travers le miroir déformant du suffrage à deux degrés, le choix des citoyens : 7,107,000 avaient voté pour Mac Kinley, 6,287,000 seulement pour Bryan. La répartition géographique des voix explique comment ce résultat fut obtenu : le *Solid South* vota une fois de plus pour le parti de Jefferson Davis, les Etats des Rocheuses furent fidèles au métal blanc. Parmi les Etats récemment colonisés de la zone semi-aride, seul le North Dakota fit défection à Bryan. D'autre part les Etats du Nord-Est se prononcèrent pour l'étalon d'or, comme il était certain dès le début. Dans ces Etats où de part et d'autre le résultat était acquis d'avance, les majorités étaient en général copieuses, voir écrasantes : en Caroline du Sud, Bryan eut 85.4 % des voix ; en Colorado 86.1, en Utah 82.7, en Nevada 81.3, en Montana, 80.3, et même en Mississippi 91.2 %. Ces chiffres ne comportent pas la même interprétation : dans les Rocheuses, les électeurs avaient voté avant tout pour le métal argent ; dans le Sud, l'attrait du dollar à bon marché n'avait fait que s'ajouter à l'influence traditionnelle du parti Démocrate. Il est même probable qu'elle lui enleva plus de voix qu'elle ne lui en donna : on a remarqué que les majorités de Bryan dans les Etats du Sud, malgré l'appui déclaré des Populistes, restent inférieures à celles qu'avait obtenues Cleveland quatre ans auparavant sur un programme qui n'effarouchait pas les conservateurs (175). Inversement, un Etat comme le Vermont donna à Mac Kinley 83.1 % des suffrages exprimés : il s'agissait d'une sorte de chasse gardée du parti Républicain et le temps n'était pas loin où l'un d'eux offrait de réunir « tous les Démocrates du Vermont dans son arrière-cour ».

Cependant on peut remarquer que les Républicains parvinrent mieux à conserver la fidélité du Nord-Est que les Démocrates celle du Sud. C'est ainsi que le Maine, où les Démocrates avaient souvent eu des succès dans le passé, et où la tradition *greenback* était forte, donna moins de 30 % de ses voix à Bryan. La Pennsylvanie, qui avait été un foyer presque unique d'argentisme dans l'Est, donna à Mac Kinley une majorité de tout près de trois cent mille voix. L'Etat de New-York était normalement partagé à peu près également entre les deux partis : l'influence de la question monétaire fit tomber les voix Démocrates à 40.5 % du total. Le Delaware, le Maryland et le Kentucky, qui situés à la limite du Sud n'étaient pas aussi fermes que le « *Solid South* » dans l'obédience du parti Démocratique, passèrent

(174) Elle joue du reste dans les deux sens : si dans certains Etats la majorité de Mac Kinley était faible, dans d'autres c'était le cas de celle de Bryan. Les chiffres cités sont empruntés à la compilation de MacKEE, *National Conventions and Platforms*.

(175) BARNES, *John G. Carlisle*, p. 491.

au camp Républicain. Sur la côte pacifique, la Californie et l'Oregon votèrent pour Mac Kinley, le Washington pour Bryan.

Mais le véritable champ de bataille était déterminé d'avance. C'étaient ces Etats mi-industriels, mi-agricoles qui disposaient à eux tous de 82 des 447 voix électorales, le *Middle West* typique : Ohio, Indiana, West Virginia, Illinois, Michigan, auxquels il convient d'ajouter le Wisconsin et le Minnesota, dans lesquels la prépondérance des éléments germaniques et scandinaves donnait, on l'a vu, de sérieuses chances à la « monnaie saine ». Or dans tous ces Etats, où la propagande des deux partis avait été la plus active, Bryan fut battu, et le plus souvent de façon décisive. Dans les cinq Etats du *Middle West* cités, Mac Kinley reçut 1,855,800 voix et Bryan 1,603,400. Le Minnesota et le Wisconsin réunis donnèrent à Mac Kinley 461,600 voix, à Bryan 305,100 (176). La « monnaie saine » remporta même des succès qu'on peut qualifier d'inattendus. C'est ainsi qu'en Iowa, au cœur du *Corn Belt*, dans une région où dominaient les électeurs ruraux, Bryan ne réunit que 43.4 % des voix.

Comme il est naturel, une seule explication ne suffit pas à expliquer la réaction de milieux politiques si divers. Nous venons de voir qu'il convenait de faire une large place à la fidélité au parti, quel qu'il fût : le résultat final n'en fut sans doute guère modifié, mais la dimension des majorités en dépendit dans bien des cas. On a noté également l'importance des traditions nationales et religieuses de certains groupes d'immigrants. La plupart des historiens américains trouveraient vraisemblablement qu'on a ici tendance à l'exagérer, et objecteraient que l'immigré s'américanisait très rapidement, surtout dans sa réaction aux faits économiques, parce que ces faits économiques étant totalement différents de ceux qu'il avait connus en Europe, les réactions qu'il avait héritées de son milieu antérieur ne trouvaient pas à s'appliquer. L'observation est juste ; mais s'applique-t-elle au cas d'une élection où le citoyen balance entre des mobiles inverses, l'intérêt qui semble lui conseiller de voter pour l'argent, la tradition de Lincoln qui voudrait le maintenir sous l'étendard du « *Grand Old Party* » ? Dans ce cas un mobile même relativement faible peut faire pencher la balance. Qui plus est, on ne contestera guère l'autorité profonde de la conviction religieuse ; et il est certain que les prédicateurs qui pouvaient la mobiliser étaient moins sujets à l'influence du milieu économique, et plus sujets à celle de mobiles intellectuels ou émotifs, que leurs paroissiens.

On a dit souvent que la reprise économique et la hausse des prix,

(176) Dans les deux Dakotas, où Allemands et Scandinaves étaient en nombre, le résultat n'est pas moins remarquable. Alors qu'ils étaient parmi les Etats de la zone semi-aride les plus durement touchés par la crise agricole, en tant que producteurs exclusifs de blé, ils donnèrent à l'étalon d'or respectivement 49.8 et 56 % des suffrages exprimés.

notamment des denrées agricoles, avaient privé de leur force de persuasion les arguments de Bryan, qui reposaient avant tout sur la détresse économique. Il est vrai que les cours du blé montèrent substantiellement dans les semaines qui précédèrent l'élection ; mais ce n'était pas assez pour conclure à une reprise générale des affaires, ni même à la fin de la crise agricole, car les fermiers étaient loin d'être tous producteurs de blé. Cette hausse eut un effet indéniable. Mais surtout les statistiques électorales prouvent que l'évangile argentiniste n'avait pas converti tous les fermiers. Il valut des majorités à Bryan dans les régions les plus durement touchées par la crise, c'est-à-dire avant tout dans les régions de colonisation récente. C'est ainsi que des trois Etats du Pacifique seul le Washington, le plus récemment peuplé, vota pour Bryan. La monographie consacré au Nebraska par M. Donald J. Barnhart prouve qu'à l'intérieur même de cet Etat, qui dans son ensemble vota pour l'argent, les comtés les plus anciennement colonisés, qui étaient aussi les plus riches, restèrent fidèles au parti Républicain, de même que dans les années précédentes ils avaient toujours été les plus réfractaires au développement du Populisme (177). De même l'Iowa, Etat presque exclusivement agraire, vota pour Mac Kinley et l'étalon d'or ; c'est que c'est un Etat riche à cause de l'extrême fertilité de son sol.

Par conséquent l'appel au mécontentement agraire n'avait été que partiellement couronné de succès. Beaucoup de ruraux avaient conservé trop d'aisance, ou trop d'espoir dans l'avenir, pour accepter des nouveautés audacieuses et reprirent à leur compte la parole souvent citée alors : « *Better bear the ills we know than fly to those we know naught of* ».

L'appel au mécontentement ouvrier avait rencontré un insuccès encore plus décisif. C'est ainsi que s'explique le résultat dans les Etats de l'Est et surtout du *Middle West* ; car dans le premier cas le préjugé contre l'inflation était ancien et universel, tandis que le *Middle West* avait une tradition inflationniste dont on a vu plus haut les manifestations éclatantes en 1868 et en 1876-1877. Si l'inflationnisme échoua en 1896 malgré la prestigieuse propagande de Bryan là même où une génération auparavant il avait connu de beaux succès avec des moyens bien plus modestes, c'est avant tout parce que le caractère du pays avait changé. D'agricole, il était devenu en même temps, et surtout, industriel. Et les chiffres sont éloquentes : les masses ouvrières qui, unies aux fermiers, auraient assuré le triomphe facile de l'argentisme, votèrent pour Mac Kinley, malgré l'action de la grande majorité des organisations syndicales. C'est que les militants, et même les ouvriers organisés, n'étaient qu'une minorité parmi les travailleurs. Les autres

(177) BARNHART, *The Farmers' Alliance and the People's Party of Nebraska*, p. 415.

restaient indifférents aux revendications en faveur de la liberté syndicale, s'émouvaient peu des appels à une conscience de classe qu'ils ignoraient alors pour la plupart. Les agents de Hanna leur disaient : Mac Kinley, c'est la protection des industries américaines, la fin du chômage. Bryan, c'est la hausse des prix, c'est la diminution de moitié des dollars que l'immigrant envoie à ses parents, qu'il met de côté pour rentrer au pays. L'argument porta, comme il le devait.

En résumé, la cause profonde de l'échec de Bryan ne fut pas l'argent dépensé par Hanna. Le publiciste Républicain qui soupirait « l'épreuve à laquelle le suffrage universel soumet la vertu du pays est terrible » (178), le Démocrate qui écrivait amèrement « les travailleurs sont, à ce qu'il semble, aussi vénaux que des femmes de trottoir » (179), exagéraient sans doute. Il est bien probable qu'à d'autres élections des sommes moindres dépensées parmi des citoyens plus indifférents eurent plus d'effet. Bryan fut battu parce que, au milieu d'une société capitaliste déjà relativement stabilisée, il n'avait su que faire revivre magnifiquement les mots d'ordre d'une époque en train de disparaître, de la grande époque des « Pionniers » qui avaient colonisé un pays neuf. Là où l'ère des pionniers n'était pas encore passée, les masses lui répondirent avec enthousiasme. Ailleurs, elles ne réagirent pas à ce langage qui n'était plus pour elles qu'une formule sans contact avec la réalité. Par là, Bryan avait donné sa mesure. Il avait su galvaniser les hommes des plaines de l'Ouest, ses frères, en projetant dans l'avenir le mirage d'une société de propriétaires indépendants et égaux, qui n'était autre que l'idéal imparfaitement réalisé des générations passées, de Jefferson, de Jackson, de Lincoln. Il s'était fait l'interprète de son milieu ; il n'avait pas su lui montrer le vrai chemin de l'avenir en proposant, pour des problèmes nouveaux, des solutions neuves. L'argentisme, cette forme d'inflation, était une solution — appropriée ou non — au malaise économique d'un pays jeune et pauvre en capital. Dans les Etats-Unis de 1896, qui achevaient rapidement de se transformer en un pays stabilisé et saturé de capital, l'argentisme était un anachronisme. S'il fut assez près du succès, il le dut à ce que les opinions des foules retardent toujours sur les conditions économiques auxquelles elles répondent.

(178) Whitelaw Reid, dans CORTISSOZ, *Life of Whitelaw Reid*, vol. II, p. 210.

(179) Cité par BARNES, art. *Gold Standard Democrats*, p. 444.

CHAPITRE VII

LE GOLD STANDARD ACT DE 1900

Au lendemain de la défaite électorale de Bryan, un journal hostile résumait la situation par le jeu de mots suivant : « *It May Be Fo(u)r Years and It May Be Forever* ». Dans le premier moment, les partisans de l'étalon d'or se crurent délivrés à jamais du cauchemar de l'inflation. Dans un club de Chicago, « des présidents de banque, des négociants, les hommes les plus en vue de Chicago » attendaient le soir du 4 novembre le résultat de l'élection ; quand les chiffres que le télégraphe apportait de minute en minute ne laissèrent plus de doute que Bryan était battu, leur enthousiasme se manifesta par une farandole spontanée, « ils sautaient par dessus sofas, tables et fauteuils, du premier au rez-de-chaussée, et terminèrent en dansant deux par deux » (1). A la Bourse de Londres, l'élection de Mac Kinley déclencha des scènes non moins inaccoutumées, quoique d'un autre ordre. « Longtemps avant l'heure où les affaires commencent d'ordinaire, le marché « Yankee » était envahi par une foule de courtiers criant, gesticulant, s'efforçant en vain de faire entendre leurs enchères au milieu de ce tumulte incohérent. On nous a affirmé qu'avant l'ouverture officielle des transactions au moins cent mille actions avaient changé de possesseur ; mais ce n'est qu'une supposition faite au hasard, car la confusion était si grande que pendant quelque temps toute opération sérieuse était hors de question. Une chose reste certaine : avant midi toutes les valeurs actives avaient haussé sensiblement, gagnant entre un dollar et demi et six dollars et demi, d'après la cote officielle, et des rumeurs non confirmées indiquent des hausses bien plus considérables pendant la première demi-heure d'effolement » (2).

Dans le camp des vaincus, s'il y eut quelques explosions d'amertume, le sentiment dominant était qu'une cause juste ne pouvait

(1) H. H. KOHLSAAT, *From MacKinley to Harding*, p. 53.

(2) « Economist » (Londres), 7 novembre 1896. La cote montre, pour les valeurs de chemins de fer américains, une hausse allant vers le 3 et le 4 novembre jusqu'à 20 % (Erie), 21.7 % (« Katy ») et 22.8 % (Union Pacific), des gains de 10 à 15 % étant les plus fréquents.

manquer de triompher. Ce n'était que partie remise. « Comme il fallut quatre ans pour faire l'éducation politique de trois millions de colons jusqu'au point où ils affirmèrent leur indépendance, il n'y a rien de surprenant à ce que quatre mois n'aient pas suffi pour porter au même point un peuple de soixante-dix millions » écrivait le 15 novembre un avocat de Detroit (3). De tous les points du pays, surtout évidemment du Sud et de l'Ouest, c'est par milliers que les lettres arrivaient à Bryan, l'assurant de la fidélité inébranlable du « peuple » à son champion. Plusieurs centaines furent écrites par des enfants, ainsi la suivante : « Je suis bien triste que vous n'avez pas été élu, parce que je voulais des tas d'argent, mais je sais que j'en aurai une quantité dans quatre ans. Papa est à fond pour Bryan et j'ai pleuré quand on a dit que vous étiez battu. Je suis une petite fille de huit ans » (4).

Quelques semaines après le résultat de l'élection, la situation apparaissait avec netteté. Les argentistes, vaincus pour le moment, n'avaient pas désarmé et s'apprêtaient, en poursuivant leur agitation, à conquérir la majorité au Congrès en 1898, et la Présidence en 1900. Leurs adversaires, qui s'étaient unis pendant la campagne électorale sur le nom de Mac Kinley, n'offraient à cette attaque qu'un front divisé. Le Président et la grande majorité des cadres du parti voulaient continuer la politique indiquée par le programme de Saint Louis, mettre au premier plan le tarif douanier et convoquer à cette fin le Congrès en session spéciale à l'automne de 1897 ; et pour la question monétaire, s'en tenir au *statu quo* en attendant la réalisation du bimétallisme international ; il suffisait de laisser la question entre les mains du Congrès, confiant dans l'incapacité où ses membres seraient de se mettre d'accord sur une mesure quelconque. Cette politique qui consistait à s'en remettre au temps et au hasard du soin de régler le problème monétaire mécontentait et inquiétait les partisans déterminés de l'étalon d'or dont l'appui avait été un des facteurs déterminants du succès des Républicains. Elle les inquiétait car ils avaient conservé le souvenir du danger couru par le dollar en 1894, 1895 et 1896, danger qui n'était écarté que provisoirement tant qu'on n'avait pas remédié à sa cause profonde, qui résidait dans un système monétaire vicieux. Elles les mécontentait car sitôt la victoire acquise Mac Kinley abandonnait presque le terrain sur lequel il avait rencontré ses alliés, la défense de l'étalon d'or (5).



(3) D. F. Glidden à Stewart, 15 novembre 1896, STEWART MSS.

(4) Cité par BARNES, *John G. Carlisle*, p. 489. Cf. *op. cit.*, pp. 486-489.

(5) Le « Bankers' Magazine » de novembre 1896 conseillait au nouvel élu de présenter immédiatement au Congrès un projet de réforme monétaire. Les sentiments des partisans de l'étalon d'or sont bien exprimés dans une lettre de Henry Villard à James Bryce, du 17 décembre 1896. VILLARD MSS.

Les quatre années qui suivirent furent marquées d'abord par le prolongement de cette situation : les argentistes continuèrent leur offensive, les *gold-bugs* leur disputèrent l'opinion publique, tandis que le gouvernement s'efforçait d'écarter la question tantôt en la négligeant tantôt en recherchant un compromis. Puis après 1898 un retournement de la situation amena le reflux de la marée argentiste, qui perdit un grand nombre de ses partisans, tandis que l'étalon d'or gagnait en popularité, si bien que le gouvernement s'y rallia et le fit inscrire définitivement dans la loi.



Les argentistes, après que le premier assaut donné aux « citadelles du privilège » eut été repoussé, n'observèrent pas cette période de recueillement qui suit d'ordinaire les défaites électorales. S'il y avait parmi les Démocrates un certain nombre de politiciens pour lesquels la moralité de l'événement était que le mot d'ordre de *sixteen to one* n'avait pas réussi et qu'il fallait en chercher un autre, la grande masse du parti et de ses alliés avait lutté par enthousiasme sincère pour ce qui lui paraissait une grande cause sociale, et était d'autant moins prête à l'abandonner qu'elle s'était vue, somme toute, assez près du succès. Elle restait persuadée de la justice de sa cause, confiante dans son chef, et le prouvait en achetant par centaines de mille, malgré leur prix élevé, les exemplaires de son livre, « *The First Battle* ». En effet, dès le résultat de l'élection acquis, Bryan s'était mis aussitôt à dicter le récit du mouvement argentiste et le volume fut en vente dès les premiers jours de 1897. Joignant la lutte pour le principe à la recherche du profit pécuniaire, par une combinaison bien bryanese, il voulait à la fois réchauffer l'enthousiasme des militants, combler le déficit de ses caisses électorales, et par un partage équitable des fonds entre les trois partis qui l'avaient soutenu resserrer leur solidarité plus que jamais nécessaire. Les lettres innombrables qui lui furent adressées à ce moment, l'accueil qu'il reçut dans sa « marche triomphale » dans les Etats de l'Ouest à l'été de 1897 le fortifièrent dans sa croyance à sa mission et lui prouvèrent que les masses étaient toujours derrière lui (6). Du reste les livres, brochures et tracts sur la « question monétaire » portant la date de 1897 et 1898, s'ils ne sont pas à comparer avec le déluge de papier imprimé de l'été précédent, demeurent nombreux. Le « *National Bimetallist* », le « *Knight-Watchman* » de Stewart, l'« *American* » de Wharton Barker continuaient à paraître, et à se disputer les subsides des mines du Colorado. Si leur situation financière était précaire, l'intérêt de

(6) BRYAN MSS, passim ; « *Money* », juillet 1897.

leurs lecteurs ne faiblissait pas, sans, il est vrai, que leur cercle s'étendît appréciablement (7).

Mais le grand danger que courait l'argentisme était que la coalition qui l'avait soutenu en 1896 se disloquât. Dès le début, des lézardes se montrèrent dans cet édifice mal cimenté. L'« American Federation of Labor », malgré la fiction de la neutralité politique qu'elle s'était efforcée de maintenir, avait dans son ensemble constitué pour Bryan un soutien sérieux. Après la défaite, la minorité partisane de l'étalon d'or s'efforça de faire prévaloir une neutralité véritable. « La frappe libre est l'écueil sur lequel le vaisseau du syndicalisme promet de sombrer » écrivait Weissman dans le « Journal de la Boulange » (« Bakers' Journal ») (8), et au Congrès de décembre 1896 des attaques assez vives furent lancées contre le Président Gompers pour son activité électorale en faveur de l'argentisme. Mais la chaleur du combat n'était pas encore dissipée, et le Congrès manifesta ses dispositions en renouvelant sa confiance à Gompers tandis qu'il invalidait un syndicaliste influent de Chicago pour avoir été en faveur de Mac Kinley ; et un ordre du jour réaffirma la foi de l'« A. F. of L. » dans l'argentisme. Mais elle devait s'affaiblir peu à peu. L'année suivante à Nashville un ordre du jour fut encore adopté qui protestait contre l'intention du gouvernement d'« enchaîner plus solidement que jamais le peuple à l'étalon d'or, et d'en perpétuer les effets désastreux », mais une autre motion affirmant positivement la revendication de la frappe libre fut écartée en commission (9). Et il était certain que Gompers, sentant que la minorité en faveur de l'étalon d'or gagnait du terrain, n'hésiterait pas à sacrifier ses convictions argentistes personnelles au maintien de l'unité syndicale.

Du côté des Populistes, le bloc argentiniste menaçait également de se désagréger. A la Conférence Nationale du Parti, qui se tint à Nashville le 4 juillet 1897, la tendance « *middle-of-the-road* » ennemie des compromis tactiques l'emporta. Elle avait beau jeu à montrer comment l'événement avait justifié ses avertissements, dédaignés par la majorité dans le feu de l'enthousiasme fusionniste de 1896. L'alliance avec les Démocrates avait été conclue en vue d'assurer un succès tangible et immédiat, au risque de sacrifier l'indépendance du parti en le mettant à la remorque d'un allié trop puissant. Le profit de la

(7) La correspondance de Stewart, en septembre 1897 et dans les mois qui suivent, est remplie de notes impayées des créanciers de son journal. Lettres de Stewart à divers capitalistes du Colorado pour leur demander des fonds, décembre 1897, STEWART MSS. Sur les subsides versés à Wharton Barker, Stewart à Jos. C. Sibley, 8 décembre 1897, à I. N. Stevens, 7 décembre 1897. Le « National Bimetalist », jusque-là hebdomadaire, devint bi-mensuel le 15 avril 1897, mensuel l'année suivante.

(8) Cité par S. PERLMAN, dans COMMONS *et al.* *History of Labour in the United States*, vol. II, p. 514.

(9) PERLMAN, *op. cit.* ; Compte-rendus des Congrès de l'A. F. of L.

combinaison n'avait pas été réalisé, ses dangers s'étaient réalisés entièrement. Battus sur un programme qui n'était même pas le leur, les Populistes ne voyaient pour regagner la confiance perdue de leurs troupes qu'un remède : revenir le plus tôt possible à l'indépendance de leur organisation, à la pureté de leurs principes. Un orateur remarquait que le mot d'ordre de la frappe libre « ne mordait plus ». Les organisations locales du parti abandonnèrent peu à peu les alliances qu'elles avaient conclues. Mais la défection des Populistes était pour l'argentisme un coup moins dur en réalité qu'en apparence : leur parti trop jeune n'avait pas de cohésion, la défection des cadres n'entraîna pas celle des troupes. Quittant le camp de Bryan, ils y laissaient le plus grand nombre de ceux qu'ils y avaient amenés, et n'y avaient fait que très peu de recrues, l'une des plus notoires étant Wharton Barker avec son journal. Il ne leur resta qu'à se consoler en constatant mélancoliquement qu'ils avaient surtout travaillé pour Bryan et donné à son parti un élan et une nouvelle jeunesse qu'il n'avait pas auparavant. Comme le remarquait Ignatius Donnelly, « S'il n'y avait pas eu le Parti Populiste, M. Bryan n'aurait jamais été candidat à la Présidence. Il s'est mis à notre école et il a fini par subtiliser le livre du maître » (10).

À la différence des Populistes, les *Silver Republicans* restèrent fidèles à leur décision de 1896 : l'argent était pour leur région un intérêt vital. Au début de 1897 ils s'organisèrent pour former un parti permanent. Mais c'était un parti qui, comme le remarquait un orateur facétieux, « peut être comparé à un mulet : il n'a point d'ancêtres, point d'espoir de postérité » (11). De ses cinq représentants à la Chambre, deux seulement étaient revenus après l'élection ; de ses cinq sénateurs, un fut réélu, un fut battu, et les trois autres le furent plus tard à l'expiration de leurs mandats. La plupart de ses chefs finirent par passer dans les rangs des Démocrates, où certains, tel Francis G. Newlands, firent une carrière distinguée.

Le parti Démocrate avait été de beaucoup le plus important champion de l'argentisme ; et la campagne de 1896 avait renforcé cette situation. Beaucoup de ceux qui étaient venus soit du camp Républicain soit du camp Populiste grossir la suite de Bryan avaient pris l'habitude de le considérer comme leur chef et s'étaient attachés à son parti. La minorité des Démocrates hostiles à la frappe libre était paralysée parce qu'elle était divisée en deux fractions, l'une qui avait fait scission pour former le « Parti National Démocrate », l'autre

(10) Voir J. D. Hicks, *The Populist Revolt*, pp. 380-393. Texte cité dans Hicks, art. *The Political Career of Ignatius Donnelly*, dans « Mississippi Valley Historical Review », juin 1921, p. 127, d'après le « Representative » (le journal de Donnelly) du 28 septembre 1898.

(11) Cité par ELLIS, art. *The Silver Republicans and the Election of 1896*, dans « Mississippi Valley Historical Review », décembre 1930, p. 446.

qui était restée au bercail et avait fait à la « régularité » le sacrifice de ses principes. Cette dernière seule était un danger pour l'argentisme, parce qu'elle n'avait pas abandonné l'espoir d'amener le parti à retourner sa position. C'est ainsi qu'aux élections pour le renouvellement de la municipalité de New-York, à l'automne de 1897, la grande organisation Démocratique de Tammany Hall publia une profession de foi qui s'occupait exclusivement de questions municipales, pour n'avoir pas à prendre parti sur la question monétaire. Les argentistes se rangèrent pour la plupart derrière la candidature du *single-taxer* Henry George, lui-même argentiste plus que tiède. La défaite de ses colistiers (lui-même mourut à la veille de l'élection) marqua la fin du mouvement argentiste dans la ville de New-York, où la Démocratie resta sous la direction de Tammany Hall, qui affectait à l'égard de Bryan et de ses principes une neutralité qui n'attendait que l'occasion de se transformer en hostilité (12). Mais ce développement dangereux était plus que compensé par le fiasco de la scission des « Démocrates Nationaux ». Ils avaient espéré qu'après la défaite du programme de Chicago aux élections, le parti se repentirait d'avoir « adoré de faux dieux » et reviendrait se grouper autour d'eux, gardiens de l'autel du Jeffersonisme de stricte observance. Mais le parti demeurerait impénitent. Les uns après les autres, les Conventions du parti, dans les Etats où il y avait des élections en 1897, réaffirmaient leur loyauté au programme de 1896 et le « World » de New-York publiait des déclarations de tous les membres du Comité National du Parti et des présidents de nombreux Comités d'Etat dans le même sens (13). Les « *National Democrats* » subirent le sort de la plupart des mouvements scissionnistes aux Etats-Unis : ils se trouvèrent réduits à un état-major sans troupes. C'est ainsi qu'au Kentucky, le « *Courier-Journal* » de Henry Watterson, naguère la feuille la plus influente de l'Etat, voyait non seulement son influence politique, mais même sa solidité financière mises en danger par le désabonnement en masse de Démocrates argentistes irrités. En 1897, les *National Democrats* firent un gros effort dans cet Etat, l'Etat de Watterson, de Carlisle, de leur candidat à la vice-présidence S. B. Buckner. Pour gagner l'élection locale, ils firent même venir du dehors un renfort d'orateurs de talent comme W. D. Bynum. Le résultat fut écrasant : ils n'obtinrent que 2 % des votes. Watterson tira la moralité de la défaite en rentrant dans le sein du parti Démocrate, et le parti scissionniste perdit peu à peu toute activité. Ceux de ses membres qui se refusèrent à faire amende honorable à Bryan, ou à rester hors de la vie politique comme Cleveland, cherchèrent pour la plupart une place dans les rangs des Républicains. Cleveland aurait recommandé à son successeur, le jour de

(12) « Money », septembre, octobre, novembre 1897.

(13) Cf. « Money », septembre 1897.

son inauguration, de leur faire bon accueil (14) ; et le nouveau Président donna le poste important entre tous de Secrétaire du Trésor à un banquier de Chicago. Lyman J. Gage, qui avait été jusque-là Démocrate. Les argentistes restaient donc les maîtres de la Démocratie, et leur activité ne se relâchait pas. Harvey organisait de Chicago une campagne de presse de grand style, fournissant à tous les journaux qui en faisaient la demande une feuille de propagande hebdomadaire, soit en cliché, soit en feuille imprimée prête à être encartée (15). Ils portèrent même leur offensive dans les centres de résistance de leurs adversaires. Un train spécial porta à travers l'Etat de New-York Bryan et Tillman, le fougueux orateur paysan de la Caroline du Sud, qui réclamait l'exclusion du parti de « traîtres » comme David B. Hill, et poussa une pointe jusque dans le Vermont (16). Mais leur plus sérieux effort fut réservé à l'élection de l'Ohio, à l'automne de 1897. Il s'agissait de battre Hanna en personne, candidat à un siège de Sénateur. Bryan, Harvey, Teller, Towne et jusqu'au vénérable Bland donèrent de leur personne, et obligèrent les Républicains à appeler en renfort dix-huit sénateurs et dix représentants comme orateurs. Le résultat fut indécis : Hanna fut élu par une majorité moindre que celle de Mac Kinley en 1896. Dans les autres Etats où il y avait élection, les majorités Républicaines furent également diminuées ; les Démocrates parvinrent même à reconquérir le Kentucky, et conservèrent le Nebraska grâce à l'alliance des Populistes. On comprend que les partisans de Bryan se soient sentis encouragés, et que le « Statist » de Londres ait pu écrire : « Nous assisterons avant peu à un soulèvement général des argentistes » (17).



Cette prédiction était d'autant plus vraisemblable que les Républicains au pouvoir n'avaient plus rien à faire espérer à ceux qu'ils avaient persuadés qu'eux aussi étaient prêts à « *do something for silver* ». Leur programme de 1896 offrait aux électeurs qui penchaient vers l'argentisme la satisfaction, dénoncée par Bryan comme purement platonique, de préconiser le bimétallisme international, qui devait restaurer la frappe libre de l'argent sans désorganiser le système monétaire. Cette solution désarmait la plupart des objections adressées à la frappe libre au nom de la « monnaie saine » ; et il se trouvait peu

(14) *The Editorials of Henry WATTERSON*, éd. Krock, pp. 75, 87. Sur l'élection du Kentucky, « Money », août, septembre 1897. Paroles de Cleveland à Mac Kinley dans BARNES, art. *The Gold-Standard Democrats and the Party Conflict*, dans « Mississippi Valley Historical Review », décembre 1930, p. 446.

(15) « Money », juillet 1897, novembre 1897.

(16) « Money », août 1897, septembre 1897.

(17) « Money », août 1897, novembre 1897 (résultats des élections).

d'argentistes extrémistes pour la rejeter comme insuffisante et lui préférer, comme Stewart, l'étalon d'argent pur et simple (18). On lui reprochait surtout d'être impraticable ; les Républicains s'attachèrent à prouver qu'il n'en était rien. On a vu que dès juillet 1896 le Sénateur Hoar était allé en Angleterre dans l'espoir bientôt déçu d'en ramener la perspective d'un accord international. Mais l'espoir n'était pas perdu et peu après l'élection de 1896 les chefs Républicains se réunirent à Washington et nommèrent un Comité de cinq membres chargé de faire voter par le Congrès une mesure relative à une conférence internationale. Le plus actif était Wolcott, d'abord parce qu'il avait déjà participé en Angleterre, en 1893 et 1894, à des échanges de vues analogues à titre privé, ensuite et surtout parce que sa situation politique au Colorado paraissait irrémédiablement compromise par son refus de soutenir Bryan en 1896, et ne pouvait être rétablie que par des services éclatants rendus à la cause de l'argent. Au nom de ses collègues il alla soumettre le projet à Mac Kinley, qui l'approuva, et partit pour l'Europe dès janvier 1897 pour y prendre langue en son nom personnel avec les bimétallistes de France et d'Allemagne, en attendant que le Congrès lui conférât des pouvoirs officiels. Le 18 janvier fut déposé au Sénat un *bill* autorisant le Président à envoyer en Europe cinq Commissaires pour préparer une conférence monétaire. Il fut discuté les 28 et 29 janvier. Stewart et Pettigrew répétèrent le vieil argument que les négociations étaient dilatoires et inutiles, que les Etats-Unis pouvaient décider eux-mêmes de leur politique monétaire et rétablir la frappe de l'argent, avec ou sans or. Le Démocrate Vilas (Clevelandite) déclara, inversement, que l'étalon d'or était satisfaisant et que toute démarche en faveur du rétablissement du bimétallisme était nuisible. Mais la quasi-unanimité du Congrès vota pour le projet : les Républicains pour tenir les promesses électorales du parti, les Démocrates argentistes pour éviter qu'on pût leur reprocher de s'être refusés à collaborer à la « réhabilitation » du métal blanc, bien qu'ils fissent toutes réserves sur les chances de succès de la méthode employée. Il ne se trouva que quatre sénateurs et quatre représentants pour voter « non ». La loi telle qu'elle fut signée par Cleveland la veille de sa sortie de charge laissait le Président libre de préparer la convocation d'une conférence ou de poursuivre les négociations directes, qui devaient être entamées par trois commissaires. Mac Kinley nomma dès le mois d'avril Wolcott, déjà en Europe, ainsi que l'ex-vice-Président Adlai E. Stevenson, Démocrate argentiste, et le Général Paine (19).

(18) « Congressional Record », 54th Congress 2nd session, p. 1244 (Sénat, 28 janvier 1897).

(19) N. W. STEPHENSON, *Nelson W. Aldrich*, p. 443. RUSSELL, *International Monetary Conferences*, pp. 459-460. « Congressional Record », 54th Congress, 2nd session, pp. 874 (Sénat, 18 janvier 1897), 1244-1248 (28 janvier), 1291-1308 (29 jan-

En fait, Wolcott mena à peu près seul les négociations. Au cours du printemps, il avait pris contact avec les membres du ministère Méline, et les avait trouvés assez disposés à un accord. Les intérêts agricoles français inclinaient sérieusement vers le bimétallisme, et Wolcott pensait gagner en outre à sa combinaison les exportateurs en leur faisant espérer que le nouveau tarif douanier américain en préparation serait favorable aux vins, liqueurs, soieries, lainages et gants de France. En échange de ces concessions, M. Hanotaux était prêt à convoquer une conférence internationale et à s'y faire l'avocat du bimétallisme ; il déclara à l'« Associated Press » le 16 avril : « La collaboration que la France pourrait accorder aux Etats-Unis pour la réunion d'une conférence monétaire dépendrait naturellement de l'état des rapports entre les deux pays... Le gouvernement fédéral de Washington parviendra sans aucun doute à resserrer les liens qui unissent les Etats-Unis et la France en s'abstenant de taxer à l'excès les marchandises françaises... Exclure des Etats-Unis par des tarifs quasi prohibitifs les produits de l'industrie française aura un effet contraire » (20). Fort de ces assurances, Wolcott partit pour les Etats-Unis et y fit connaître aux membres de la Commission des Finances du Sénat ce qu'on attendait d'eux ; il les mit en rapport avec le Consul Général de France à New-York, Bruwaert, qui devait assurer la liaison entre les chefs de la majorité Républicaine et le gouvernement français, et se rembarqua le 8 mai pour la France. Malheureusement le texte élaboré par la Commission subit en séance les assauts des protectionnistes intransigeants, peu disposés à sacrifier des avantages tangibles à l'espoir de rallier les argentistes de l'Ouest, espoir aléatoire car il y avait loin même d'une adhésion de principe du gouvernement français à la réalisation du bimétallisme. Le 20 juin, le *bill* fut amendé d'une façon qui mécontenta d'autant plus le gouvernement français qu'il eut l'impression de « mauvaise foi », selon le mot de Méline, qui s'exagérait sans doute la docilité des Sénateurs américains aux désirs des chefs de leur parti. Le Sénateur Chandler, du New Hampshire, qui s'était plus que quiconque dépensé pour obtenir un accord dans l'intérêt de la cause bimétalliste qui lui tenait à cœur, essaya en vain de faire valoir que la clause de réciprocité inscrite dans la loi douanière permettait d'y apporter des atténuations. Bruwaert résumait ainsi la situation dans une lettre au Sénateur Allison, le 22 juillet, deux jours après le vote définitif de la loi : « Le cabinet français a donné aux délégués des Etats-Unis son appui le plus cordial sur la question de l'argent en faisant sienne la politique bimétalliste du Président, et aura peine à comprendre comment les promesses que

vier), 2364-2383 (Chambre, 26 février), 2603-2610 (Sénat, 2 mars). *House Report 3011, 54th Congress 2nd session* (22 février 1897).

(20) N. W. STEPHENSON, *Nelson W. Aldrich*, p. 141.

leur faisait M. Wolcott n'ont pu être réalisées » (21). Le ministère Méline se cantonnait désormais dans l'expectative, et laissait Wolcott agir seul. Il se rendit à Londres et y eut deux conférences au *Foreign Office*, les 12 et 15 juillet 1897. Il proposa aux Anglais un accord sur les bases suivantes : retour de l'Inde à l'étalon d'argent pur et simple ; application de la disposition législative qui autorisait la Banque d'Angleterre à conserver un cinquième de son encaisse en argent ; retrait de la circulation des demi-souverains d'or et émission de billets d'une livre payables en argent ; le pouvoir libérateur des pièces d'argent serait porté de deux à dix livres ; l'Angleterre s'engagerait à frapper annuellement une somme à déterminer de pièces d'argent ; les roupies et dollars d'argent des « Straits Settlements » (qui jouiraient de la frappe libre dans leur contrée d'émission) auraient cours légal en Angleterre jusqu'à concurrence de 10 shillings ; l'étalon d'argent serait introduit en Egypte. Mais l'ambassadeur de France, baron de Courcel, qui assistait à la conférence du 15 juillet, spécifia que le gouvernement français n'était disposé à soutenir le cours de l'argent en lui ouvrant ses Monnaies que si « les principales nations » faisaient de même, dans le rapport de 15 1/2 entre l'argent et l'or ; l'Inde ne lui suffisait pas. De leur côté, les fonctionnaires britanniques, aussi bien ceux du Trésor que du gouvernement de l'Inde, étaient unanimement hostiles à la frappe libre de l'argent. Wolcott et de Courcel demandèrent que la Grande-Bretagne offrit au moins d'acheter une somme fixe chaque année, par exemple dix millions de livres. La réponse vint le 16 septembre, et fut négative (22).

Dès lors il fallait abandonner tout espoir de refaire l'unité du parti Républicain. Le 5 janvier 1898, Teller déposa au Sénat une proposition qui reprenait mot pour mot la résolution Matthews de 1878 (voir ci-dessus, chapitre III, p. 206), déclarant que la dette publique était légalement payable en argent. Il s'agissait d'une simple affirmation de principe sans portée pratique : personne ne pouvait espérer détacher de la majorité Républicaine un nombre appréciable de voix sur un texte qui mettrait sérieusement en difficulté la politique financière du gouvernement. Ce que voulait Teller, c'était montrer que la question de l'argent n'avait rien perdu de son actualité, et grouper

(21) Ibid., p. 148.

(22) Ibid., 148-150. RUSSELL, *op. cit.*, 461-462. Textes officiels : *Mint Report for 1898*, pp. 537-549. Lorsque le gouvernement britannique eut publié la négociation dans un Livre Bleu, l'« Economist » déclara (le 10 octobre) que les propositions de Wolcott étaient « extravagantes » et blâma le gouvernement pour ne pas avoir refusé la discussion d'emblée. Le bruit avait été répandu au début de septembre 1897 que la Banque d'Angleterre avait effectivement décidé de garder un cinquième de son encaisse sous forme de monnaie d'argent. Il s'agissait sans doute d'un « ballon d'essai » : la réaction de l'opinion autorisée avait été, comme on le voit, sans équivoque.

sur un texte en lui-même anodin un nombre de voix aussi grand que possible, qui servirait d'argument électoral lors du renouvellement au Congrès à l'automne. Il s'agissait aussi et surtout de regrouper les forces inflationnistes au lendemain de la publication par le Secrétaire du Trésor d'un projet de loi destiné à réformer le système monétaire sur la base de l'étalon d'or. En somme, la motion Teller était une manœuvre de tactique défensive. La discussion (sur laquelle vint se greffer la discussion d'une proposition de frappe libre de l'argent, déposée pour la forme par Stewart) occupa sept séances. Les vieux arguments pour et contre l'inflation et la déflation, pour et contre le monométallisme et le bimétallisme furent ressassés sans apporter une idée nouvelle ni modifier un vote, et la Résolution fut adoptée par le Sénat par 47 voix contre 32. Cette majorité considérable prouvait que le Sénat restait fidèle à la doctrine argentiste et ne se prêterait à aucune réforme monétaire qui n'y ferait pas à tout le moins de substantielles concessions. Ce résultat acquis, il importait peu que la Chambre, après un débat écourté, rejetât la résolution par 181 voix contre 133, puisqu'une seule des deux assemblées suffisait pour barrer la route à la législation désirée par le gouvernement (23). L'argentisme était loin d'être mort, comme en faisait foi cette déclaration de Teller, dans la discussion d'un ordre du jour du Sénateur Populiste Allen en faveur de la frappe libre : « Je suis fermement persuadé... que l'existence même des institutions républicaines est mise en danger par l'adoption de l'étalon d'or » (24). Il avait même gagné un terrain appréciable du fait que plusieurs Sénateurs Républicains, qui n'avaient pas pris part à la scission de 1896 — Chandler, du New Hampshire ; Hansbrough, du North Dakota ; Clark, du Wyoming ; et Shoup, de l'Idaho — se déclaraient maintenant ouvertement et activement en faveur du bimétallisme et usaient de leur influence auprès de Mac Kinley pour éviter l'adoption définitive de l'étalon d'or (25).



Les argentistes menaient une active propagande de masses, la majorité du Congrès était indécise. Les partisans de l'étalon d'or pa-

(23) « Congressional Record », 55th Congress 2nd session, p. 311 (Sénat, 5 janvier : motion Teller déposée), 788-791 (20 janvier), 854-859 (22 janvier, discussion de la proposition Stewart), 909-914 (24 janvier), 968-983 (25 janvier), 1019-1044 (26 janvier), 1077-1103 (27 janvier), 1127-1173 et *Appendix* p. 93-95 (28 janvier : motion adoptée par 47 voix contre 32, Record p. 1132-1133), « Record », p. 1260-1309, *Appendix* p. 92, 95-148, 150-165 (Chambre, 31 janvier 1898).

(24) « Record », *ibid.*, pp. 418-426 (Sénat, 7 janvier 1898, texte cité p. 423), pp. 1675-1679 (Sénat, 14 février, discours d'Allen).

(25) « National Bimetallist », janvier 1898. Chandler, le plus actif des quatre, déclara en décembre 1897, à la suite d'une entrevue avec Mac Kinley, que le Président était partisan d'un accord bimétallique, ce que les partisans de l'étalon d'or s'empressèrent de démentir. Mac Kinley ne se prononça pas officiellement.

raissaient frustrés de leur triomphe de 1896. La stabilité monétaire, pour laquelle ils avaient lutté, demeurait précaire, exposée à un double danger. La dislocation monétaire pouvait survenir par le vote de la frappe libre par le Congrès à la suite d'une victoire électorale des argentistes ; elle pouvait être simplement la conséquence de l'extrême vulnérabilité du régime existant, que la crise de 1893-1896 avait démontrée. Si les politiciens croyaient avoir assez fait en écartant pour le moment ces deux dangers, les hommes d'affaires dont l'appui financier et intellectuel les avait menés à la victoire voulaient en rendre le retour impossible. Pour cela, ils préférèrent à la propagande de masses qu'ils avaient poursuivie de 1895 et 1896 une autre méthode, plus conforme à leurs habitudes, et dont l'expérience leur avait montré l'efficacité. En 1893, il n'avait pas été nécessaire de gagner une victoire électorale pour obtenir du Congrès l'abrogation de la loi Sherman : il avait suffi de tirer de leur léthargie les *business men* américains, de les mobiliser en faveur d'un programme d'action précis, et de les amener à faire sur le Congrès une pression persévérante. Une minorité résolue et bien organisée manquait rarement de faire prévaloir ses vues auprès des hommes politiques, dont la plupart n'avaient pas de convictions très arrêtées en matière économique.

La difficulté la plus sérieuse était précisément de mobiliser l'opinion des *business men*. Très actifs lorsqu'un de leurs intérêts directs était en jeu, ils étaient normalement indifférents aux mesures dont les répercussions ne les touchaient qu'à longue échéance. Certes, ils étaient sortis de leur léthargie pour combattre Bryan, mais n'y retomberaient-ils pas sitôt que l'épouvantail du « *fifty-cents dollar* » serait écarté, comme ils y étaient retombés pendant deux ans une fois arrêté le flot menaçant des achats d'argent par le Trésor ? Les financiers de New-York, plus familiers par leur position même avec l'importance de la situation monétaire, n'y étaient pas disposés. Mais ils se rendaient compte que le parti-pris contre eux était tel qu'une cause dont ils seraient les champions officiels aurait grand'peine à prévaloir. Ils préférèrent reprendre le plan d'action que le manque de temps avait empêché d'exécuter en 1893, et préparer discrètement un mouvement « spontané » des hommes d'affaires américains.

Aussi le *Sound Money Committee* liquida-t-il son activité, trop visiblement dirigée d'en haut par un groupe de capitalistes new-yorkais, et du reste assez coûteuse. Il devait être remplacé par une association largement ouverte, créée ostensiblement comme le résultat d'un grand Congrès national, conforme au modèle traditionnel d'un « mouvement populaire » qui devait désarmer la méfiance de la Démocratie américaine. Mais les organisateurs, s'ils tenaient à conserver les apparences de la spontanéité, n'entendaient rien laisser au hasard. Dès décembre 1896, la nouvelle organisation fut préparée mé-

thodiquement, nom, cadres et programme. Elle devait s'appeler « National Sound Money League », et absorber les « Sound Money Leagues » qui existaient en divers endroits, notamment à Chicago et en Pennsylvanie. Ses véritables dirigeants étaient ceux qui avaient toujours été les propagandistes de l'étalon d'or : les financiers de New-York dominaient, tels A. B. Hepburn (Républicain), C. S. Fairchild (Démocrate), Henry Villard et G. H. Schwab (Indépendants), et d'autres. Ils s'occupèrent de choisir pour le congrès projeté des « délégués » dont les opinions monétaires donnassent toutes garanties. Villard réunit les fonds : J. P. Morgan, qui depuis son rôle de premier plan dans la souscription de l'emprunt « du syndicat » de 1895 était représenté par les argentistes comme intrigant activement en faveur de l'étalon d'or, donna cinq cents dollars, John D. Rockefeller fit de même : on voit qu'on était loin des tributs imposants que Hanna avait levés pour son trésor de guerre. Au total, Villard comptait trouver sept mille dollars en tout à Wall street et un millier à Baltimore (26).

Lorsque tout eut été préparé avec une exemplaire discrétion, on livra au public l'appel qui convoquait le congrès. Il émanait ostensiblement de gens de l'Ouest : E. V. Smalley, président de la Chambre de Commerce de Minneapolis, H. H. Hanna, un banquier d'Indianapolis ; c'est dans cette dernière ville que devait se tenir le congrès, pour que le mouvement parût naître dans le *Middle West* et non sur la côte atlantique, suspecte au reste du pays (27). Il eut lieu en mars 1897 et se déroula suivant le plan de ses inspireurs. Les orateurs admirèrent très habilement que le système monétaire américain manquait d'« élasticité » et qu'une politique d'argent facile devait être suivie, et ainsi, sans heurter de front le sentiment inflationniste, lui offraient une solution nouvelle : développer les facilités bancaires en substituant au *National Banking System* un système plus souple (28). La « National Sound Money League » fut lancée officiellement, et les premières listes de souscriptions furent publiées, en tête desquelles venaient les noms illustres de la finance et de l'industrie dont Villard s'était d'avance assuré le concours (29). Cleveland, prié d'accepter la

(26) HEPBURN, *History of Currency in the United States*, éd. 1924, p. 373. Villard à G. H. Schwab, 8 et 9 décembre 1896, 4 janvier, 1^{er} mars 1897. Villard à E. V. Smalley, 25 janvier, 18 mars 1897. VILLARD MSS.

(27) Villard à E. V. Smalley, 19 décembre 1896. VILLARD MSS.

(28) Il n'y avait là nulle insincérité. La « circulation élastique » préconisée par les banquiers comportait avant tout la possibilité d'inflation et de déflation alternées (suivant le cycle saisonnier des affaires ou les cycles plus larges de la production). Les argentistes accusaient habituellement les banquiers de vouloir surtout la déflation pour valoriser leurs créances. Les banquiers étaient en droit de mettre en valeur les possibilités inflationnistes du système proposé, d'autant plus que sans aucun doute ce sont elles qui étaient destinées à l'emporter. Bien entendu il s'agissait d'une forme d'inflation très différente dans ses modalités de l'inflation argentiste, mais l'opinion contemporaine s'exagérait cette différence et ne voyait pas les similitudes.

(29) Villard à E. V. Smalley, 23 mars 1897. VILLARD MSS.

présidence honoraire de l'association, déclina (30). L'acte le plus important du congrès fut de confier à une commission de quinze membres, dont les noms avaient été choisis au préalable, le soin de préparer au nom de tous les hommes d'affaires américains un rapport sur la réforme monétaire. Le vénérable Sénateur Edmunds, qui la présidait, et ses collègues s'en remirent au Professeur J. L. Laughlin du soin de le préparer. Lorsqu'il parut en avril 1898, la plus large diffusion lui fut assurée. Avec un grand luxe de statistiques et de pièces justificatives, il exposait une doctrine susceptible de rallier, par sa modération calculée, toute l'opinion conservatrice. Il réfutait longuement la thèse maîtresse de Bryan, selon laquelle la démonétisation de l'argent était cause de la baisse des prix ; bien au contraire, affirmait-il, il fallait y voir l'heureuse conséquence de la baisse des prix de revient, due aux progrès de la technique. Donc, l'étalon d'or ne saurait être remis en question. Il fallait plutôt le consolider en remplaçant le mécanisme peu maniable de la convertibilité indirecte des *silver certificates* en or par des textes législatifs qui feraient au Trésor une obligation de convertir en or sur demande toutes les espèces de monnaie fédérale, et lui donneraient les moyens de le faire en toutes circonstances, d'abord en retirant de la circulation les monnaies ainsi présentées en remboursement tant que la menace pèserait sur l'encaisseur, ensuite en remplissant celle-ci à nouveau par l'emprunt. Si le rapport Laughlin refusait ainsi d'admettre l'existence d'une déflation nuisible due à la démonétisation de l'argent, il reconnaissait que la déflation existait, tout au moins dans l'Ouest et le Sud, du fait du jeu automatique du *National Banking Act*. En vertu de cette loi, une banque, pour avoir des billets en circulation, devait déposer en garantie des titres d'Etat dont la valeur nominale fût de 10 % supérieure au montant de leurs émissions. Cette clause jouait évidemment d'autant plus sévèrement que le taux d'intérêt baissait, puisque les fonds d'Etat montant au-dessus du pair la banque désireuse d'émettre des billets devait immobiliser en fonds d'Etat une somme bien plus élevée que la somme des billets à émettre. Dans l'Est, où les placements privés rapportaient peu, l'opération demeurait profitable ; dans l'Ouest et dans le Sud, une banque avait souvent avantage à placer directement ses fonds plutôt qu'à acheter des titres d'Etat pour recevoir le droit d'émettre une somme de billets de beaucoup inférieure à leur cours de bourse, et contre lesquels elle devait encore constituer une encaisse de 5 %. La solution proposée par Laughlin était très modeste : que les emprunts que le gouvernement émettrait à l'avenir le fussent non pas à un taux d'intérêt élevé et au-dessus du pair comme cela avait été le cas jusque-là, mais à un taux faible et au

(30) Villard à E. V. Smalley, 18 janvier 1897. VILLARD MSS.

pair. De cette façon, pour un emprunt de rapport égal, le montant nominal serait supérieur et la somme de billets de banque qui pourrait être émise en contre-partie serait supérieure d'autant (31). Certes c'était là une solution bien timide ; mais il s'agissait de faire admettre au public deux principes contre lesquels il avait dans sa grande majorité un préjugé tenace : l'établissement définitif de l'éta-lon d'or et l'extension de la circulation bancaire. C'est pourquoi le « programme d'Indianapolis » était un programme minimum, montrant bien par là la force de la résistance qu'il avait conscience de heurter.

*
**

Cependant à peine avait-il paru qu'on assista à un phénomène inattendu : l'argentisme, dont l'ardeur offensive avait survécu à son échec de 1896, se désagrégea rapidement, de lui-même, et à la fin de 1898 il était évident qu'il n'était plus au premier plan des préoccupations de ses anciens fidèles.

Leur campagne s'ouvrit cependant sous d'heureux auspices. L'inactivité des Républicains au pouvoir lassait le public. Le Sénateur Caffery, de Louisiane (Démocrate, anti-argentiste) déclarait que dans le Sud « *sixteen to one* » était plus populaire que jamais (32). Et l'effort de propagande bimétalliste ne semblait pas près de se relâcher. En avril, 900 clubs étaient représentés à un congrès de la « League of Ohio Valley Bimetallic Clubs », groupant les organisations argentistes de quatre Etats des plus importants dans la stratégie électorale : Ohio, Indiana, Illinois, Kentucky. Ils se réunirent à Indianapolis pour entendre la bonne parole portée par Bryan et Charles S. Towne et se préparer aux élections de l'automne. Puisque les Républicains n'osaient pas assumer de responsabilité en la matière et préféraient s'en remettre à l'arbitrage des électeurs, la partie pouvait être gagnée (3). Harvey continuait à répandre sur le pays un flot continu de tracts argentistes ; en septembre il fut chargé par le Comité National Démocratique d'être le chef officiel de leur propagande et de préparer la campagne présidentielle de 1900 (34). A vrai dire, les Démocrates se sentaient affaiblis par la défection des Populistes, qui menaçait d'être complète en 1900. Dès 1898, la « Fusion » ne put être réalisée à grand'peine que dans dix Etats, dont trois seulement (Californie, Nebraska, Michigan) avaient quelque importance. En échange, ils s'efforcèrent de ramener à eux les *Gold Democrats* en leur facilitant le retour au bercail de deux façons, d'abord en soulignant les points sur lesquels ils étaient

(31) *Report of the Monetary Commission of the Indianapolis Currency Convention*. La Ligue publiait aussi des tracts qui succédèrent à la série « Sound Money ».

(32) « Money », février 1898.

(33) « National Bimetallic », avril 1898.

(34) « Money », octobre 1898.

d'accord en dehors de la question monétaire, ensuite en se bornant à réclamer la remonétisation de l'argent sans stipuler quel devait être son rapport de valeur avec l'or : il était évident que remonétiser l'argent à sa valeur marchande était tout autre chose que de lui conférer la frappe libre à plus du double de cette valeur (35). Cette manœuvre eut plein succès. Quelques-uns des chefs des *Gold Democrats* restèrent encore à l'écart, dont Cleveland fut le plus notable ; mais la plupart rentrèrent dans les rangs du parti, et le secrétaire de l'organisation, William D. Bynum, la liquida en s'affiliant aux Républicains. Teutefois on pouvait se demander si ces nouvelles recrues, qui étaient indubitablement un gain pour le parti Démocrate, l'étaient aussi pour la cause argentiste. Oui, s'ils suivaient bon gré mal gré la majorité du parti comme ils s'y engageaient ; non, s'ils parvenaient à renverser cette majorité. Certains s'y employaient activement, à leur tête les chefs de Tammany Hall, qui n'avaient jamais quitté le parti, et surtout Richard Croker. Il chercha à persuader les Démocrates du Sud que la frappe libre était une revendication irréalisable, et que mieux valait reprendre avec l'appui de New-York leur traditionnelle revendication, le rétablissement des privilèges d'émission des *State Banks*, qui eût permis à chaque Etat de doser l'inflation sur son territoire comme il lui convenait. Il se donna pour tâche d'abattre Altgeld, qui était un des piliers de l'argentisme et avait fait plus que quiconque pour son triomphe à la Convention de Chicago, qui par surcroît était l'un des chefs argentistes les plus vulnérables. A la fin de 1898, Croker gagna à ses fins le maire de Chicago, Carter H. Harrison, qui fut réélu au début de 1899 malgré son abandon de la cause du métal blanc. Altgeld, qui s'était présenté contre lui comme Démocrate dissident, fut battu de très loin (36). Entre temps, les élections de l'automne avaient eu lieu, et marquaient un progrès discret, mais net, de ceux qui se refusaient à associer les fortunes du parti à celles de l'argentisme. Huit Etats, représentant à eux tous près de quart du collège électoral pour les élections présidentielles, firent campagne sur des programmes qui passaient complètement sous silence la question monétaire ; et le fait était d'autant plus grave que trois au moins d'entre eux (New-York, Maryland, Louisiane) étaient de ceux dont les Démocrates avaient besoin pour gagner une élection. Dans les autres Etats, les programmes Démocratiques reprenaient le programme de Chicago, de même que les Républicains affirmaient à nouveau le programme de Saint-Louis (37).

(35) « Money », juillet 1898, leur prête cette manœuvre subtile. Il semble bien qu'elle corresponde à une certaine réalité (dans le Maine le programme du parti proclame le principe bimétalliste tout en rejetant le rapport de 16 à 1) mais qu'elle ne fut pas appliquée avec rigueur.

(36) W. R. BROWNE, *Altgeld of Illinois*, pp. 305-308.

(37) Programmes de toutes les Conventions d'Etats des deux partis dans « Money », octobre 1898.

Les élections furent pour les Démocrates un succès relatif, puisqu'ils parvinrent à réduire très sensiblement la majorité de leurs adversaires à la Chambre ; et elles pouvaient être considérées à ce titre comme un succès pour l'argentisme.

Mais ce n'est pas la question monétaire qui leur avait valu ce succès. La guerre hispano-américaine avait détourné l'esprit du public vers d'autres problèmes d'une actualité plus directe : l'impérialisme, les trusts. La prospérité promise par les Républicains en 1896 était effectivement revenue, quoique plus tard qu'on ne l'attendait ; mais en 1898 les argentistes eux-mêmes devaient reconnaître qu'on ne pouvait plus reprocher à l'étalon d'or une paralysie de la vie économique qui avait cessé d'exister (38). Aussi devenait-il très difficile de passionner l'opinion pour une panacée contre des maux disparus, même en prophétisant leur retour prochain. La meilleure preuve en est le peu de bruit que fit le « congrès monétaire » mis en scène par l'Exposition Trans-Mississippienne d'Omaha, du 13 au 15 septembre 1898. Les organisateurs consacrèrent le premier jour à la discussion des mérites monétaires de l'or ; le second, à l'argent, et le dernier au papier-monnaie. Les polémistes les plus réputés du pays vinrent y présenter leurs thèses contradictoires ; on vit s'affronter J. Sterling Morton, Horace White, directeur de l'« Evening Post » de New-York, Louis R. Ehrich et E. V. Smalley, secrétaire de la « Sound Money League », pour l'or ; pour l'argent, le Sénateur Allen, l'ancien président de la « Bimetallic League » A. J. Warner, Horace F. Bartine, directeur du « National Bimetallist », et nombre de représentants des Etats des Rocheuses, ainsi que George Fred Williams, du Massachusetts, dont la conversion brusque à l'argentisme, dans les premiers jours de juillet 1896, avait fait quelque bruit ; le plus notable défenseur du papier-monnaie fut l'ancien gouverneur Populiste de l'Iowa, L. H. « Calamity » Weller. Peu d'années auparavant, voire un an plus tôt, semblable débat, qui était sans exemple, eût été un événement d'envergure ; cette fois il n'eut qu'un faible écho : les préoccupations du public avaient changé (39). Andrew Carnegie, qui avait quitté le parti Républicain dont il réprouvait la politique d'expansion coloniale, tirait la morale de la situation quand il donnait à Bryan ce conseil clairvoyant qui ne fut pas suivi : « Les Etats qui décident des élections présidentielles voteront d'abord pour le dollar d'or. S'ils ont à choisir entre l'impérialisme et des dollars d'argent comme salaire, ils choisiront l'impérialisme. C'est pour cette raison que je crois que les gouvernants actuels laisseront la question monétaire sans solution. Ils veulent que vous fassiez campagne sur la question de l'argent —

(38) « National Bimetallist », janvier 1898. « Montana Bimetallist », 31 décembre 1898.

(39) « Money », octobre 1898.

ce n'est pas dur de vous battre là-dessus dans les Etats de l'Est et du Centre, même si l'impérialisme n'est pas de leur goût. Touchez au dollar d'or et les salariés comme un seul homme voteront pour lui quels que soient les autres points du programme. Si vous voulez seulement « faire du bruit », l'argent fera l'affaire — mais si vous avez vraiment l'ambition de servir votre pays, et d'arrêter cette dangereuse et dégradante marche au militarisme, comme c'est aujourd'hui le grand devoir, alors vous devez être prêt à abandonner toutes les autres questions, à mettre de côté votre politique (l'argent et les autres questions qui nous séparent) jusqu'à ce que cette lutte soit terminée. New-York a élu Roosevelt à cause des hurlements des argentistes. Chaque ouvrier a la même devise : « De l'argent, très peu pour moi ! » (40) ».

*
**

Cependant le débat avait depuis la fin de 1897 fait un pas en avant : le Secrétaire du Trésor avait fait connaître sa doctrine. Dans son rapport de décembre 1897, il déclarait que l'encaisse-or de cent millions dont disposait le Trésor était insuffisante pour maintenir au pair en toutes circonstances 346 millions de *greenbacks*, 114 millions de *Treasury Notes* et 470 millions de dollars et certificats d'argent. Il proposait d'augmenter l'encaisse en la portant à 125 millions. Quand elle tomberait au-dessous de cette somme, le Trésor pourrait bloquer dans ses caisses une somme de *greenbacks* égale à la différence entre son encaisse-or et cette somme de 125 millions (au lieu d'être comme auparavant légalement obligé de décaisser ses *greenbacks*). Quand elle tomberait au-dessous de 100 millions, le Trésor la recompléterait immédiatement en émettant des bons du Trésor 3 % à un an. D'autre part, un emprunt à long terme de 200 millions à 2 1/2 % devait être émis, dont le produit serait consacré à l'annulation d'une somme égale de papier-monnaie d'Etat, et qui en même temps permettrait aux banques d'augmenter leur émission de billets (41). Ce plan fut précisé dans un *bill* déposé à la Chambre par le Représentant Overstreet, qui portait à 150 millions l'encaisse légale. Il n'eut d'autre suite que de provoquer une tempête d'imprécations de la part des argentistes, auxquels se joignit l' « American Federation of Labor ». Ne voulait-on pas perpétuer l'étalon d'or, même si l'on hésitait à en prononcer le nom ? Le nouvel emprunt payable en or leur était anathème, de même que le remplacement d'une grande partie du papier-monnaie d'Etat par des billets de banque. Si le Secrétaire voulait « que le gouvernement abandonne le métier de banquier », il ne manquait pas de gens

(40) Andrew Carnegie à W. J. Bryan, 27 décembre [1898]. BRYAN MSS.

(41) *Treasury Report for 1897*, pp. liv-lviii.

pour penser que l'émission de monnaie — papier ou métal, peu importait — constituait précisément une prérogative souveraine qui était en dehors du métier normal de banquier, et dont le peuple s'était dessaisi bien à tort au profit d'institutions privées. Du reste, le gouvernement ne manifestait aucune intention d'imposer son projet au Congrès. S'il l'avait publié, c'est qu'il s'attendait à avoir à répondre, aux élections de l'automne, au reproche de n'avoir pas de politique monétaire. Aussi avait-il lancé ce ballon d'essai, pour observer la réaction du corps électoral.

Mais si le gouvernement et sa majorité ne manifestaient nulle impatience de rouvrir prématurément la question, les circonstances le firent pour eux. La guerre de Cuba créa des besoins financiers extraordinaires, auxquels on ne pouvait songer à parer par l'impôt, son rendement étant trop lent. Il restait deux possibilités : l'emprunt et l'inflation. C'était la même alternative qu'avait connue le gouvernement de Cleveland. Plus heureux que son prédécesseur, Mac Kinley disposait d'une Chambre des Représentants docile, aussi décidée que lui à écarter l'inflation. Les Démocrates présentèrent un amendement qui demandait, au lieu de l'emprunt, « la frappe du seigneurage » et fut repoussé comme étranger au fond du débat (42). Mais au Sénat la discipline de parti jouait moins strictement, le règlement ne baillonnait pas la minorité comme à la Chambre ; l'aile argentiste était du reste plus forte et, le 12 mai, la Commission des Finances rapporta un texte qu'elle avait voté par une voix de majorité et qui remplaçait l'emprunt voté par la Chambre par l'émission de 42 millions de *silver certificates* représentant le seigneurage, et de 150 millions de *greenbacks*. La discussion se prolongea, la question monétaire fut une fois de plus ressassée sous tous ses angles. Mais cette fois le débat n'eut pas un grand écho dans le pays, dont l'attention était accaparée par les nouvelles militaires. Le trait le plus significatif est que le manque latent d'unité qui faisait la faiblesse de la phalange argentiste fut mis en lumière. Stewart, Allen, Teller tenaient surtout à augmenter le rôle monétaire de l'argent ; Chandler fit même insérer dans la loi une déclaration de principe en faveur du bimétallisme. Inversement, les sénateurs du Sud, chaleureusement en faveur des *greenbacks*, trouvaient peu de chose à dire de l'argent. Le seul lien qui les unit était cette aversion pour l'emprunt, dont on a vu les causes au Chapitre V, p. 292. Pourtant le texte de la Commission fut adopté par le Sénat par 48 voix contre 31 (43). Il y avait à cela plusieurs raisons. Tout d'abord le gouvernement avait un besoin urgent

(42) « Congressional Record », 55th Congress 2nd session, p. 4430 (Chambre, 29 mars 1898). La mesure en discussion est connue, du nom du président du *Committee on Ways and Means* de la Chambre, qui la rapporta, sous le nom de *Dingley War Revenue Act*.

(43) « Congressional Record » 55th Congress 2nd session, pp. 4850 (Sénat, 12

de fonds pour faire la guerre ; il importait donc qu'un texte quelconque fût adopté à bref délai, et l'obstruction qu'une opposition résolue pouvait toujours pratiquer eût été fort dangereuse. D'autre part les dirigeants Républicains n'étaient pas fâchés de donner aux argentistes du parti l'occasion d'une victoire qui leur permettrait de se maintenir dans leurs circonscriptions contre les Démocrates et les Populistes, en même temps qu'elle faciliterait à ceux qui avaient quitté le parti en 1896 le retour au bercail. Il s'agissait avant tout de gagner pour les candidats Républicains en 1898, pour Mac Kinley en 1900 les voix des électeurs des Montagnes Rocheuses, qui avaient en 1896 fourni à Bryan un appoint appréciable. Pour éviter qu'ils ne votent pour le candidat argentiste intégral (tel que serait probablement Bryan, candidat Démocrate en 1900) on était prêt à leur donner toutes les satisfactions compatibles avec le maintien du dollar à la parité-or.

Du reste, le Sénat savait qu'il ne risquait guère à voter le texte de la Commission, que la Chambre n'adopterait jamais. Une fois la démonstration faite, il se rangea sans difficulté au compromis élaboré par le *Committee of Conference* où se rencontrèrent ses délégués et ceux de la Chambre. L'emprunt rejeté par le Sénat fut maintenu, l'émission de *greenbacks* fut abandonnée. Il ne restait que la « frappe du seigneurage » sur laquelle les argentistes eurent satisfaction : cette mesure au nom de laquelle Bland avait naguère sonné le ralliement des argentistes contre le veto de Cleveland était acquise. Mais elle était privée de toute portée réelle par les conditions dans lesquelles on la réalisait. Le « seigneurage » était en effet d'ores et déjà émis graduellement, sous le régime de la loi de 1890, au fur et à mesure que les *Treasury Notes* faisaient retour au Trésor. La loi, qui s'étaient heurtée en 1894 au veto présidentiel, n'avait d'autre objet que de réaliser tout d'un coup ce qui sans elle aurait pris plusieurs années. La loi de 1898, qui échelonnait les émissions sur plus de deux ans, n'était guère qu'un geste. Le leader des Républicains à la Chambre l'expliqua sans ambages : on pouvait offrir aux argentistes une satisfaction de principe sans portée pratique. Pourquoi la leur refuser, alors que l'intérêt du parti commandait de la leur accorder ? (44).

*
**

mai : rapport de la Commission), 4996-4998 (18 mai. Discours du sénateur Turpie en faveur des *greenbacks*) 5023-5027 (19 mai. Discours du Sénateur Mac Laurin dans le même sens), 5064-5070 (20 mai. Discours du Sénateur Daniel dans le même sens. Ces trois discours n'insistent pas sur la frappe de l'argent), 5095-5097, 5106-5107 (23 mai. Discussion de la question du seigneurage), 5143-5151 (24 mai. Discussion de la question monétaire dans son ensemble), 5170-5185 (25 mai. Discours de Stewart, Allen — argentistes — Caffery : pour l'étalon d'or), 5273-5291 (27 mai. Discours de Teller pour la frappe du seigneurage, suivi de discussion), 5331-5333 (28 mai), 5354-5357 (31 mai), 5368-5377 (1^{er} juin. Grand discours bimétalliste de Chandler), 5454-5458 (vote p. 5458).

(44) *Ibid.*, pp. 5722-5723 (Discours de Dingley à la Chambre, le 9 juin).

Pendant toute l'année 1899 la question monétaire cessa de tenir le premier plan de l'actualité. Bryan et la majorité des chefs Démocrates, ne pouvant pas se résoudre à abandonner la revendication qui avait fait leur fortune politique, faisaient de leur mieux pour l'y maintenir, mais leur succès ne pouvait être que partiel. Stewart dédiait en 1898 un opuscule argentiste « aux jeunes gens et jeunes filles d'Amérique qui ne peuvent pas se marier parce que les temps sont devenus si durs », ce qui était, on l'a deviné, la faute de l'étalon d'or (45). Mais les temps durs étaient passés, et la base de l'argumentation argentiste s'écroulait. Elle reposait sur le fait de la dépression, dont elle affirmait que l'étalon d'or était la cause et la frappe libre le remède. La dépression disparue, le remède devenait inutile ; et il semblait prouvé que l'étalon d'or n'empêchait pas la prospérité. Même dans les Etats producteurs d'argent, les pertes occasionnées par la baisse des cours du métal blanc étaient compensées de plus en plus par le développement de la production aurifère. C'est ainsi qu'au Colorado la production de l'argent, suivant une courbe décroissante, passait au-dessous de celle de l'or en 1897. La hausse des cours du plomb compensait dans une certaine mesure la baisse continue des cours de l'argent, puisque les deux métaux étaient souvent associés dans le même minerai. Dès cette époque on voyait s'esquisser l'état de choses qui fut réalisé au siècle suivant, où l'argent put être considéré (avec quelque exagération) comme un « sous-produit » du plomb et du cuivre. Bien qu'on en fût loin (le plomb extrait des mines du Colorado en 1896 ne représentait pas tout à fait trois millions de dollars, moins du cinquième de la production d'argent) les mineurs n'oubliaient pas que, si les Démocrates avaient fait miroiter à leurs yeux de belles promesses, c'est aux Républicains et au tarif Dingley qu'ils devaient cette hausse substantielle des cours du plomb, de même que la protection accordée à d'autres produits qui tenaient à cœur à leurs compatriotes, tels que la laine et les peaux brutes (46). La baisse mêm-

(45) William Morris STEWART, *Analysis of the Functions of Money*.

(46) Un tableau détaillé de la situation minière au Colorado et de l'état d'esprit des milieux intéressés se trouve dans J. P. NATION, *First International Gold Mining Convention, held at Denver, Colorado, July 7-8-9, 1897*.

Les cours de l'argent à la fin du siècle étaient les suivants (cours à Londres en pence et fractions de penny par once, cités d'après *Mint Report for 1900*, p. 380) :

années	maximum	minimum	moyen
1890.....	54 5/8	43 5/8	47 3/4
1891.....	48 3/4	43 1/2	45 1/16
1892.....	43 3/4	37 7/8	39 3/4
1893.....	38 3/4	30 1/2	35 9/16
1894.....	31 3/4	27	28 15/16
1895.....	31 3/8	27 3/16	29 13/16
1896.....	31 15/16	29 3/4	30 13/16
1897.....	29 13/16	23 5/8	27 9/16
1898.....	28 3/8	25	26 15/16
1899.....	29	26 5/8	27 7/16

me de l'argent, en contraignant bon nombre de mines à fermer, avait réduit le nombre des personnes directement intéressées à la remonétisation. Aussi l'argentisme cessait-il d'être la question primordiale. Comme c'était la seule qui séparât les *silver Republicans* de leur parti d'origine, tandis que le libre-échangeisme des Démocrates continuait à leur faire horreur, ils retournèrent en grand nombre dans le sein du « G. O. P. » ; en août 1899, tout le parti *silver Republican* du Montana y rentra en masse (47). Ils n'abandonnaient pas pour cela leurs principes, mais ils les subordonnaient à d'autres considérations devenues plus importantes. Souvent même ils y apportaient des atténuations significatives. C'est ainsi que le « Montana Bimetallist », fondé à l'automne de 1898 et consacré exclusivement à la propagation de la cause argentiste, déclare sans ambages que décréter la frappe libre est impossible « contre le vœu des trois quarts de la nation » et propose en conséquence d'émettre des billets remboursables pour moitié en dollars d'or, pour moitié en dollars d'argent de 420 grains (équivalents à l'ancien *trade dollar*). On était loin du « *sixteen to one* » dont les adhérents de Bryan ne voulaient pas démordre en 1896 (48). D'autre part les Populistes, ou ce qui restait du parti après les nombreuses défections qui l'avaient affaibli, se détournaient de plus en plus de l'argentisme pour en revenir au *greenbackisme* qui avait toujours eu leurs préférences ; leur propagande, dirigée surtout par Donnelly, inquiétait Bryan (49).

Il était visible que des trois points principaux du programme Démocrate : l'impérialisme, les trusts, la monnaie, c'est ce dernier qui était le plus faible. Dès lors il était naturel que les Républicains, fidèles à leur tactique de 1896, cherchassent à faire porter la campagne électorale de 1900 sur le point faible de leurs adversaires ; à cette différence près qu'en 1896 ce point faible était le libre échange, que les Républicains avaient attaqué pour détourner l'attention de la question monétaire, tandis qu'en 1899 et 1900 c'est la question monétaire qui était devenue le point faible, et pouvait servir à détourner l'attention des trusts et de l'impérialisme. Ayant au Congrès une majorité solide, il ne tenait qu'à eux de rendre à cette question toute son actualité en établissant légalement l'étalon d'or. Dès le 29 décembre 1898 un Comité de cinq économistes de premier plan désigné par l'« American Economic Association » avait recommandé de le faire, et à son Congrès de septembre 1899 l'« American Bankers' Association » se prononça unanimement dans le même sens. La presse du parti les conviait à le faire (50). Les augures du parti étaient plus réservés et

(47) « Money », septembre 1898.

(48) « Montana Bimetallist », 31 décembre 1898.

(49) « Money » mai 1899. J. D. HICKS, art. *The Political Career of Ignatius Donnelly*, art. dans « Mississippi Valley Historical Review », juin 1921, p. 126.

(50) « Money », janvier 1899, septembre 1899.

craignaient de s'engager ; mais ils prirent enfin leur décision, et en août 1899 Mark Hanna publia de Londres une interview où il déclarait que « la frappe libre de l'argent serait la question dominante dans l'élection de 1900 » (51). Il était clair que si le parti Républicain cherchait la bataille sur ce terrain, il entendait y préparer de fortes positions : car il ne pouvait être question de s'exposer au reproche d'avoir été au pouvoir pendant quatre ans et d'avoir laissé sans solution définitive une question d'importance primordiale. Aussi dans la dernière session du Congrès qui précéda les élections, les Républicains élaborèrent-ils une réforme qui devait donner à leur parti la gloire d'avoir doté les Etats-Unis d'un système monétaire cohérent, qui leur manquait depuis quarante ans.

*
**

La mesure qui sous sa forme définitive est connue sous le nom de *Gold Standard Act of 1900* se distingue des lois monétaires des quarante années précédentes en ce qu'elle ne fut pas œuvre de circonstance. Si le système demandait à être réformé, cette réforme n'était pas urgente. La situation budgétaire était bonne. Le déficit avait presque disparu en 1897. Dans les deux années qui suivirent, la guerre hispano-américaine amena un gonflement passager des dépenses, destiné à se résorber de lui-même ; tandis que les recettes, qui étaient tombées à 298 millions en 1894 après avoir atteint en 1890 un maximum de 403 millions, se relevaient lentement à 348 millions en 1897, puis bondissaient les années suivantes à 405 et 516 millions, et leur courbe ascendante ne s'arrêtait pas. La fiscalité nouvelle créée par le *Dingley Tariff Act* et surtout le *War Revenue Act*, et plus encore le retour de la prospérité et l'expansion rapide de l'économie américaine, étaient les causes de cet accroissement des recettes, que tout permettait de considérer comme permanent (52). Le crédit du gouvernement fédéral reflétait cette heureuse situation : l'emprunt de guerre avait été placé sans difficulté. Avec le redressement économique, les capitaux qui avaient fui les Etats-Unis pendant les mauvaises années refluèrent de nouveau. La balance favorable des comptes, l'aisance de la Trésorerie concouraient à affermir la situation du dollar. Lorsqu'au mois d'avril 1898 les paiements du Trésor au Clearing-House de New-

(51) « Money », septembre 1899. Cf. article de R. L. MUHLEMAN (haut fonctionnaire du Trésor) dans « Money », août 1899, analysant les conditions politiques d'une réforme monétaire.

(52) DEWEY, *Financial History of the United States* (Appendice) donne les chiffres du budget des Etats-Unis année par année.

York furent de nouveau effectués en or, on eut la preuve tangible que la crise du dollar était bien passée (53).

Tels étaient les auspices favorables sous lesquels fut préparée la nouvelle loi monétaire. Politiquement, les Républicains au pouvoir voulaient qu'elle apparût comme leur œuvre exclusive. Il fallait que la stabilité monétaire, comme la prospérité, fût portée intégralement à l'actif de leur parti. Aussi confièrent-ils le soin de préparer la mesure à une commission désignée par le groupe Républicain (*caucus*) de la Chambre. Afin d'éclairer sa religion, et surtout pour éviter l'impression fâcheuse qui ne manque pas de s'attacher à un texte élaboré en petit comité, la commission procéda à une large enquête avant de commencer à siéger. Pendant les vacances parlementaires, elle tint dans diverses villes des séances publiques où chacun fut invité à venir déposer (54). Au début de la session, le *bill* était prêt, il n'y avait plus qu'à le faire voter. A la Chambre, cela ne souffrait aucune difficulté : dès le 8 décembre, les Républicains enlevèrent (grâce à la question préalable) le vote d'un règlement de circonstance qui limitait le débat à une semaine. Les Démocrates protestèrent que huit jours étaient insuffisants pour faire connaître au pays la loi qui allait être votée — car ils ne se faisaient aucune illusion sur le résultat du vote (55).

Le texte proposé à la Chambre établissait l'étalon d'or de façon explicite : tout le papier qui avait cours légal devenait convertible en or, tous les emprunts passés et futurs des Etats-Unis payables intérêt et principal en or. De plus, le Trésor avait le devoir de maintenir au pair toutes les monnaies des Etats-Unis ; ce qui fait que les dollars d'argent étaient eux aussi reliés légalement à l'étalon d'or, bien que leur convertibilité ne fût pas formellement proclamée. Pour défendre l'étalon d'or, le Secrétaire du Trésor recevait plusieurs armes nouvelles. D'abord la couverture-or du dollar, qui n'était jusqu'alors distinguée de l'or qui se trouvait dans l'encaisse générale du Trésor que par une interprétation parfois contestée de textes ambigus, devenait une réalité officielle. Désormais elle devenait l'objet d'un compte spécial, soigneusement séparé des fonds de roulement ordinaires du

(53) Le *Sub-Treasury* paya de l'or jusqu'en janvier 1893, de juillet 1893 à février 1894, et à partir d'avril 1898. De janvier à juillet 1893 et de février 1894 à avril 1898, il employa les *greenbacks* et *Treasury Notes*. *Report of the Treasurer of the United States for 1900*, p. 158.

(54) « *Congressional Record* », *56th Congress 1st session*, p. 984 (Sénat, 19 janvier 1900). La plupart des sessions, eu égard à la température, se tinrent à Atlantic City.

(55) *Ibid.*, p. 161 (Chambre, 8 décembre 1899 : Représentant Bailey, du Texas). En réalité les Démocrates poursuivaient aussi un autre objet ; ils voulaient préserver l'unanimité de leur parti sur la question monétaire, qui était très menacée. Ils y réussirent dans une large mesure, la défection de 11 Démocrates qui votèrent pour le *bill* ne correspondant pas à l'effectif réel des Démocrates anti-inflationnistes.

Trésor. Des virements d'or entre le fonds général et l'encaisse de couverture étaient autorisés au cas où celle-ci faiblirait. Pour rendre plus difficiles les attaques contre la devise américaine, les *greenbacks* dont le remboursement en or serait demandé seraient versé non au fonds général comme précédemment, mais à un fonds spécial d'où ils ne sortiraient qu'en échange de monnaie d'or. La « chaîne sans fin » dont s'étaient plaints Cleveland et Carlisle était détruite : il n'était plus possible que les mêmes *greenbacks* fussent présentés aux guichets du *subtreasury* pour y être échangés contre de l'or, versés au fonds général de la Trésorerie, décaissés dans le cours normal des paiements budgétaires, et aussitôt présentés de nouveau en remboursement. Les moins-values budgétaires cessaient de menacer le cours du dollar (56). Le reste du *bill* était consacré à la refonte de la législation sur le droit d'émission des banques. Les critiques de la minorité Démocrate s'en prirent dans une large mesure à ces dispositions, auxquelles ils reprochaient de permettre aux banques des manœuvres déflationnistes, dont *greenbackers* et argentistes n'avaient cessé, on le sait, de leur prêter l'intention. Le même reproche fut adressé avec plus d'à-propos à la disposition en vertu de laquelle les *greenbacks* présentés en remboursement devaient être bloqués dans le Trésor. L'abandon avoué et définitif du bimétallisme fut également attaqué, mais visiblement la question de l'étalon était considérée comme réglée, et il ne pouvait s'agir que de protestations de principe. Il leur fut répondu au nom des Républicains par Dolliver, le brillant orateur de l'Iowa, que le parti avait en effet abandonné le bimétallisme international qu'il avait naguère inscrit à son programme. Le temps était passé où l'or était pour le système monétaire une base insuffisante : de l'Alaska, du Transvaal un flux vivifiant de métal jaune venait enfler la circulation monétaire de tous les pays (57). Il est certain que l'argument était pertinent, en ceci qu'il renversait les conclusions du raisonnement bimétalliste même en admettant ses prémisses. Les argentistes avaient toujours proclamé que seule la quantité de monnaie métallique — « monnaie de base » — déterminait le niveau des prix et l'activité économique ; c'est sur ce postulat qu'ils se fondaient pour réclamer la frappe libre de deux métaux précieux au lieu d'un. Il était juste de leur répondre que dès l'instant que l'or, à lui seul, fournis-

(56) Bien entendu, dans un cas comme dans l'autre, la bonne volonté du Congrès suffisait à défendre la monnaie puisque le recours à l'emprunt était toujours praticable. La différence résidait dans ceci que précédemment une majorité du Congrès pouvait refuser au gouvernement les ressources nécessaires, sous prétexte qu'aucune loi ne l'obligeait à conserver son encaisse pour maintenir la convertibilité en or du dollar. Désormais, le Congrès était clairement mis en face de ses responsabilités.

(57) Il est vrai que cet influx d'or avait commencé quelques années auparavant ; mais au début il n'avait guère retenu que l'attention des spécialistes, et il avait été à peu près généralement ignoré lors du débat de 1895 et 1896.

saît aux échanges une base métallique en croissance rapide, il devenait superflu de lui adjoindre son frère inférieur. Cet argument venait à point pour tous ceux qui avaient fait profession d'argentisme en 1896, et désiraient abandonner une thèse à laquelle les événements avaient donné le démenti, et qui politiquement avait fait son temps. Pour eux, l'occasion était bonne d'affirmer que leurs principes n'avaient pas varié, mais qu'un fait nouveau en modifiait l'application (58). Mais les arguments avaient peu de portée sur le vote de la Chambre : sans aucune défection, les Républicains (renforcés de onze Démocrates) adoptèrent le texte qui leur était soumis (59).

La procédure sommaire imposée à la Chambre n'était pas de mise au Sénat. Mais les élections partielles avaient donné aux Républicains la majorité solide qui leur avait manqué en 1898. Elle dominait la Commission des Finances, et c'est pourquoi les amendements qu'elle fit subir au *bill* de la Chambre n'en modifièrent pas essentiellement le caractère. Le *bill* du Sénat, comme celui de la Chambre, instituait formellement l'étalon d'or. Il donnait même au Trésor des armes nouvelles pour sa défense, comme le droit (renouvelé d'une loi de mars 1872) d'acheter de l'or avec des *greenbacks* (c'est-à-dire en payant une prime) si l'encaisse de couverture tombait au-dessous de 150 millions ; et si elle tombait au-dessous de cent millions, le Secrétaire avait le devoir de la reconstituer en vendant des titres de rente amortissables dont l'intérêt ne devait pas dépasser 3 %. Mais d'autre part, les emprunts postérieurs à 1900 étaient seuls expressément payables en or ; ce qui fait que tous les emprunts contractés antérieurement, s'ils n'étaient pas convertis (et certains étaient inconvertissables) pouvaient légalement être payés en monnaie d'argent. Comme cette monnaie devait par la nouvelle loi être maintenue au pair de l'or, et que ce maintien ne pouvait se concevoir que par la convertibilité (directe ou indirecte) de la monnaie d'argent en or, la restriction n'avait guère d'importance. Elle est surtout symptomatique de la ténacité avec laquelle toute une partie de l'opinion se refusait à admettre l'étalon d'or, puisque même dans la loi qui avait pour objet de l'établir on se croyait obligé d'introduire des dispositions qui en masquaient le principe sans l'affaiblir réellement. C'est du reste tout ce que les argentistes pouvaient obtenir, et ils le savaient. Stewart, Teller, Chandler et d'autres prononcèrent des discours où ils affirmaient à nouveau leur

(58) De plus, pour les Démocrates, il permettait d'affirmer que le retour de la prospérité n'était pas dû au gouvernement de Mac Kinley.

(59) « *Congressional Record* », 56th Congress 1st session, p. 147 (Chambre, 7 décembre 1899), 160-163 (8 décembre ; le règlement exceptionnel limitant le débat adopté par 164 voix contre 144) ; 196-219, *Appendix* 16-18 (11 décembre) ; « *Record* » 298-372 (13 décembre) ; 381-434, *Appendix* 1-16 (14 décembre) ; « *Record* » 451-514 (15 décembre) ; 518-555 (16 décembre), 572 (18 décembre. Vote : Pour 11 Démocrates, 179 Républicains ; Contre 142 Démocrates, 5 Populistes, 3 *Silverites*).

thèse. Dès le 14 janvier commença le dépôt des amendements. Chandler, puis Teller déposèrent des amendements affirmant l'attachement du gouvernement américain au principe du bimétallisme international : ils furent repoussés par l'un par 25, l'autre par 27 voix contre 45. Un amendement de Jones (Arkansas) pour la frappe libre réunit 28 voix contre 47. Et le texte de la Commission fut adopté par 46 voix contre 29 (60).

Mais les argentistes devaient encore enregistrer un dernier succès. La Chambre rétablit son texte et la discussion reprit au Sénat. Un nouvel amendement fut proposé, qui sauvegardait la possibilité du bimétallisme par accord international « lorsque les circonstances le rendront expédient et praticable », et s'abstenait de nommer un rapport de valeur entre les deux métaux. Son but était clair : il devait permettre aux Sénateurs argentistes que les Républicains comptaient dans leurs rangs de voter pour l'ensemble du texte, et de rétablir ainsi l'unanimité du parti dans la question monétaire. En fait, seul Chandler persista à voter contre le projet (61).

Finalement le *bill* de la Chambre et celui du Sénat furent tous deux soumis à l'arbitrage d'un *Committee of Conference* ; celui-ci élabora un compromis qui le 13 mars devint le *Gold Standard Act*. Il proclamait explicitement que le dollar d'or était l'unité de valeur aux Etats-Unis, et que toutes les autres sories de monnaie devaient être maintenues au pair avec ce dollar-étalon. Bien étayé par une encaisse-or de 150 millions, que le Secrétaire du Trésor avait plusieurs moyens de défendre, ce dollar-étalon coexistait avec un dollar d'argent qui conservait un cours légal illimité. Comme par le passé, ces dollars d'argent pouvaient être représentés par des *silver certificates*, dont 90 % devaient être de dix dollars et moins de dix dollars. Les *Treasury Notes*, cet intermédiaire malheureux entre la monnaie d'argent et la monnaie d'or, devaient être remplacés par des *silver certificates*, ce qui donnait aux argentistes l'illusoire satisfaction de voir augmenter le montant de la monnaie d'argent dotée *proprio jure* du cours légal illimité (62). De plus, la monnaie divisionnaire d'argent devait être

(60) Ibid., 650-655 (Sénat, 4 janvier) ; 770-777 (11 janvier ; discours argentiste de Stewart) ; 813-819 (15 janvier ; discours argentiste de Rawlins, Utah) ; 857-859 (16 janvier) ; 901-907 (17 janvier ; discours argentiste de Teller) ; 941-950 (18 janvier ; suite du discours de Teller) ; 983-986 (19 janvier ; discours argentiste de Morgan, Alabama) ; 1159-1161 (25 janvier) ; 1335-1345 (31 janvier) ; 1385-1394 (1^{er} février) ; 1603-1621 (7 février) ; 1639-1647 (8 février) ; 1688-1702 (10 février, discours bimétalliste de Chandler) ; 1707-1709, 1712-1724 (12 février) ; 1748-1757 (13 février) ; 1763-1786 (14 février ; amendement Chandler rejeté) ; 1815-1835 (15 février ; autres amendements rejetés et *bill* adopté).

(61) Ibid., 1872 (Chambre, 16 février, rejette sans débat le texte du Sénat) ; 2372-2380 (Sénat, 28 février ; insertion de la clause relative au bimétallisme international) ; 2508-2514 (3 mars) ; 2524-2525, 2533-2545 (5 mars).

(62) Ibid., 2581-2590 (Sénat, 6 mars. Vote : Pour 1 Démocrate, 43 Républicains ; Contre 21 Démocrates, 1 Républicain, 2 Populistes, 2 *Silverites*). 2821-2863 (Chambre, 13 mars. Pour 9 Démocrates, 157 Républicains ; Contre 114 Démocrates, 4 Populistes, 2 *Silverites*).

portée à cent millions de dollars, ce qui correspondait à un besoin réel, et constituait aussi une satisfaction, plutôt de fait que de principe, celle-là, aux producteurs de métal blanc (63).

Telles étaient les dispositions de la loi qui touchaient le rôle monétaire de l'argent. Le reste était consacré à la circulation bancaire, dont l'expansion fut facilitée, sans rompre avec le système vicieux qui liait l'émission de billets de banque à la dette publique. Cette loi fut jugée assez diversement. Obligés de compter avec les exigences de la politique, ses auteurs n'avaient porté dans leur œuvre aucun esprit de système, et c'est ainsi qu'un monométalliste-or intransigeant comme Laughlin pouvait relever avec amertume toutes les clauses de la loi qui s'écartaient de l'étalon d'or intégral. Le Secrétaire du Trésor, dans son rapport de 1900, regrettait de n'être pas mieux armé pour défendre le dollar en période de crise ; mais tout en souhaitant une amélioration de la législation dans ce sens, il reconnaissait que cela pouvait attendre. En fait, l'étalon d'or était bel et bien devenu la loi des Etats-Unis, et la nécessité de maintenir le dollar au pair de l'or était affirmée ; et c'était là l'essentiel (64). Les argentistes ne s'y étaient pas trompés. Dès avant le vote, leurs représentants au Congrès avaient invité la nation à prendre acte de leurs protestations, et avaient annoncé leur intention d'entreprendre dans le pays une nouvelle « bataille de l'étalon ». La loi de 1900 signifiait l'étalon d'or, malgré la place appréciable qu'elle conservait à l'argent dans le système monétaire. La masse considérable de métal blanc dont il était chargé, à l'imitation de la France et de l'Allemagne, n'avait manifestement aucun effet sur le niveau des prix et par conséquent laissait indifférents les fermiers et les autres Américains qui restaient attachés à l'inflationnisme. Il est vrai que le gouvernement américain s'interdisait de mettre en vente ses stocks d'argent, ce qui eût écrasé le cours du métal blanc ; mais c'était rendre aux producteurs un service purement négatif, dont ils ne lui surent pas grand gré. La loi de 1900 fut l'enjeu de la « bataille de l'étalon » de cette année, et elle y représenta, en dépit de toutes les atténuations que ses auteurs y avaient apportées, le monométallisme-or pur et simple.

*
**

Il restait à savoir quelle place la question monétaire tiendrait dans la campagne électorale. Les Républicains, on l'a vu, étaient désireux

(63) CAROTHERS, *Fractional Money*, p. 290 et suivantes.

(64) *Treasury Report for 1900*, p. lxxxij. Critique de LAUGHLIN : article dans « *Journal of Political Economy* », juin 1900. Analyse très claire de la loi et de sa signification par F. W. TAUSSIG, dans « *Quarterly Journal of Economics* », août 1900.

de l'y voir figurer en bonne place ; mais c'était au parti d'opposition, aux Démocrates, de choisir le terrain de la bataille. Les voix ne manquaient pas qui leur conseillaient d'abandonner la revendication argentiste qui avait cessé de passionner les masses du public, et de se cantonner dans les sujets sur lesquels les Républicains étaient vulnérables : leur politique d'expansion coloniale, ou suivant le terme employé d' « impérialisme », et le développement des trusts qu'on leur reprochait de combattre insuffisamment. On a vu dans quels termes Andrew Carnegie invitait Bryan à modifier sa tactique pour l'adapter aux circonstances modifiées, et comment les chefs du parti dans l'Est et dans certains centres industriels comme Chicago avaient essayé d'ébranler sa situation politique. A la fin de 1898 et au début de 1899 il avait pu sembler qu'ils avaient des chances d'atteindre leur but, et l'échec retentissant d'Altgeld avait paru annoncer leur triomphe. Mais ce succès était resté sans lendemain. La candeur de convictions de Bryan s'alliait, comme il convenait chez ce puritain du *Middle West*, à une maîtrise sans égale dans l'art du maquignonnage politique. La défaite d'Altgeld l'avertit du danger qu'il courait, et il y para rapidement et sans éclat. Ceux qui avaient pu croire que les élections de 1900 seraient marquées par une révolte du parti Démocrate contre le chef et le programme qui les avaient conduits à la défaite en 1896, furent fixés lorsqu'au banquet du 4 juillet 1899, à Tammany Hall, des toasts furent portés à Bryan et au bimétallisme et chaleureusement applaudis (65) : quoi qu'il pût penser de la moralité des chefs de Tammany, Bryan avait fait sa paix avec eux pour s'assurer leur appui. A la fin de l'été on put observer que les journaux Démocratiques, dans tout le pays, publiaient des articles en faveur de la frappe libre, et contre les trusts et les banquiers, dont le texte était rédigé et communiqué par le Comité National du parti à Chicago (66) ; et pendant l'hiver la discussion de la loi monétaire prouva la fidélité des politiciens Démocrates (à part quelques rares défections) au programme de 1896.

L'attitude que prendrait le parti sur la question monétaire était dès lors fixée ; mais il restait à savoir quelle place prendrait dans la campagne la discussion de la question monétaire. Il restait possible de la passer sous silence, ou de ne la mentionner que pour la forme. Bryan, malgré les instances qu'on faisait auprès de lui de toutes parts, et surtout dans les Etats de l'Est, s'y refusa. Tout en admettant que la question avait perdu beaucoup de son importance, il maintint que la position de parti en 1896 avait été juste et restait juste, et qu'il n'accepterait rien qui ressemblât à un désaveu (67). Dès le mois de

(65) « Money », août 1899.

(66) « Money », septembre 1899.

(67) Le 30 juin 1900, il écrivait à l'ex-gouverneur Stone, du Missouri : « J'ai lu le programme que vous m'avez envoyé. N'était la lutte qu'on a livrée pendant

mars, le programme adopté par les Démocrates du Nebraska, et par ceux de Pennsylvanie, affirmait à nouveau les principes de 1896 ; nombre d'Etats suivirent cet exemple (68). Le 24 avril, Bryan prononça à Wichita (Kansas) un discours où il annonçait d'avance sa position. Il précisait que la campagne de cette année roulerait sur trois questions : la frappe libre de l'argent à 16 contre un, l'impérialisme et les trusts. Si l'argentisme n'était évidemment plus la seule matière en litige comme il l'avait été à peu près en 1896, il restait à la première place. En juin, les Démocrates de New-York tenaient leur convention : ils affirmèrent leur fidélité à la personne de Bryan et à l'idée du « bimétallisme ». Cette dernière formule était à dessein assez vague, ayant servi à recouvrir les doctrines monétaires les plus variées, depuis l'utilisation de l'argent comme simple auxiliaire de l'or (selon la définition de Sherman) jusqu'à une législation qui aurait abouti en pratique à l'étalon d'argent pur et simple. Mais en se prononçant d'avance pour la candidature de Bryan, les Démocrates de New-York se liaient d'avance. Un dernier effort fut fait à la Convention pour obtenir le vote d'une formule ambiguë, qui permit de passer la question de l'argent sous silence au moins dans les Etats industriels où l'argentisme était devenu notoirement impopulaire. Il fallut que Bryan déclarât qu'il n'accepterait pas d'être candidat à moins que le programme ne réaffirmât explicitement celui de 1896. Jetant ainsi dans la balance son influence personnelle, d'autant plus grande que le parti n'avait aucun candidat sérieux pour prendre sa place, il parvint à enlever de justesse, grâce à une intervention d'Altgeld, le vote d'un texte à sa convenance. Ce texte, rédigé comme celui de 1896 par un journaliste de Saint-Louis, Charles H. Jones, demandait « le rétablissement immédiat de la frappe libre et illimitée de l'argent et de l'or au rapport légal actuel de 16 à un, sans attendre l'aide ou le consentement d'aucune nation » et attaquait violemment le *Gold Standard Act* (69).

Les anciens alliés des Démocrates tenaient eux aussi leurs assises ; mais l'intérêt qui s'y attachait avait beaucoup diminué. La plupart des

les derniers quatre ans contre l'article argentiste, il ne serait pas nécessaire de l'affirmer à nouveau aujourd'hui... Si nous faisons quoi que ce soit qui puisse être interprété comme une capitulation ou une lâcheté, ils [les Républicains] feront campagne sur cette question, et déclareront qu'après avoir fait de l'argent la question primordiale en 96 nous sommes maintenant prêts à accepter l'étalon d'or, et qu'en 1904 nous serons prêts à accepter les trusts et l'impérialisme». Cité par BARNES, art. *Gold Standard Democrats*, p. 449. Cf. BRYAN, *Memoirs*, p. 123.

(68) « Money », avril, mai 1900.

(69) BRYAN, *Memoirs*, p. 123, 124. W. R. BROWNE, *Altgeld of Illinois*, p. 317. Les adversaires de l'argentisme avaient l'intention d'adopter un texte en faveur de la frappe libre mais sans nommer le rapport de valeur entre l'argent et l'or, ce qui aurait obligé Bryan à refuser la nomination (comme il avait annoncé qu'il le ferait dans ce cas). La Commission du Programme adopta le texte de Jones par 26 voix contre 24.

Populistes restés dans le parti étaient de la tendance « *middle-of-the-road* » hostile à toute alliance avec les autres partis. A Cincinnati, leur Convention déclara dans son programme qu'« un papier-monnaie scientifique et absolu, basé sur la totalité de la richesse nationale » était l'idéal, « mais jusqu'à l'adoption d'un tel système, pour laquelle nous ferons tous nos efforts, nous sommes en faveur de la frappe libre et illimitée de l'argent ainsi que de l'or dans le rapport légal de 16 contre un ». L'argentisme était ainsi réduit au rôle d'une solution d'attente, d'un pis-aller, et c'est bien ainsi que l'entendaient les candidats du parti à la Présidence et à la Vice-Présidence, Wharton Barker et Ignatius Donnelly. L'autre fraction des Populistes, les « Fusionnistes », resta fidèle à la doctrine affirmée quatre ans auparavant, et nomma Bryan comme candidat. Il est assez symptomatique que tout en demandant la frappe libre de l'argent, elle joignait à cette revendication, comme une sorte de programme minimum, le remplacement « immédiat » des billets de banque par des dollars d'argent et des *greenbacks* : il est évident que la frappe libre avait cessé de paraître immédiatement réalisable (70). Les *Silver Republicans* se réunirent eux aussi à Denver sous la présidence de Teller, affirmèrent à nouveau leur foi argentiste et nommèrent Bryan leur candidat. Vingt-quatre Etats avaient envoyé des délégués à cette Convention, mais la vitalité du parti était très faible, même dans les Montagnes Rocheuses. Bon nombre de ses membres annoncèrent qu'ils retournaient dans le parti Républicain, comme le représentant du Colorado au Congrès Belford, l'ancien Sénateur du Montana Lee Mantle, et même William M. Stewart (71). Les Populistes avaient aussi à enregistrer de nombreuses défections : Joseph C. Sibley, les anciens Sénateurs Peffer, du Kansas, et Kyle, du South Dakota, redevinrent Républicains (72). Ces défections de leurs alliés étaient compensés dans une certaine mesure, pour les Démocrates, par le retour de la plupart de ceux qui les avaient abandonnés en 1896, et d'anciens Républicains hostiles à l'impérialisme comme Carnegie. Pour n'être pas très nombreux, ces repentis et ces convertis n'en apportaient pas moins une aide précieuse par leur richesse (August Belmont promit dix mille dollars pour le fonds électoral) ou par leur influence, tel Watterson qui apportait à Bryan l'appui du « *Courier-Journal* » de Louisville (73). Mais ces recrues étaient des gains pour le parti, non pour l'argentisme. Elles étaient au contraire la preuve que la cause argentiste s'éteignait dans l'indifférence, à tel point que ses adversaires naguère les plus acharnés n'hésitaient pas

(70) HICKS, *The Populist Revolt*, pp. 398-400. C'est à une réunion du comité directeur du parti, à Lincoln, le 12 février 1900, que fut consommée la scission.

(71) ELLIS, art. *Silver Republicans*, p. 534.

(72) « *Money* », septembre 1900.

(73) BARNES, art. *Gold Standard Democrats*, p. 449.

à aller au parti qui en restait le champion officiel : le danger leur paraissait bien passé. Et chez ceux qui persistèrent à rester à l'écart comme Cleveland, Bynum et quelques autres, c'était moins par crainte de ce qui pouvait menacer l'étalon d'or (même en cas de victoire Démocratique) que par suite de l'amertume laissée par les insultes qui avaient accompagné la campagne de 1896 (74).

Celle de 1900 fut moins violente. Les haines s'étaient atténuées ; les souffrances réelles qui avaient provoqué les cris de colère des argentistes avaient été bien réduites par le retour de la prospérité ; il ne pouvait plus être question d'une révolte de la misère. L'enthousiasme fanatique de 1896 avait lui aussi disparu. Au lieu d'une croisade, il y avait une campagne électorale ordinaire. Chez Bryan, le politicien éclipsait l'apôtre, et chez ses partisans la dévotion candide, ardente de quatre ans auparavant devenait plus rare (75). L'attention du public lui était disputée par Theodore Roosevelt, candidat Républicain à la vice-Présidence, égal à Bryan par son éloquence, supérieur à lui sans doute par son don de mise en scène, entouré d'une auréole d'héroïsme par son rôle sensationnel dans la guerre de Cuba, tandis que le gouvernement Républicain écartait avec soin le colonel Bryan et son régiment des endroits où il y avait du prestige militaire à gagner. Bryan avait un sens beaucoup trop aigu de l'opinion publique pour ne pas se rendre compte que l'argentisme avait cessé d'être un bon sujet de propagande. Satisfait de l'avoir placé à son programme et évité ainsi le reproche d'inconsistance qu'on n'aurait pas manqué de lui adresser, il ne lui fit pas une très large place dans sa campagne. De son propre aveu, il mit l'impérialisme au premier plan, ensuite les trusts, et l'argentisme seulement en dernier lieu (76).

Aussi est-il impossible de considérer comme en 1896 le résultat des élections comme l'indication exacte de l'état de l'opinion sur la question monétaire. Il est certain que tous les argentistes ardents votèrent pour Bryan ; mais beaucoup de ceux qui, sans avoir abandonné leurs anciennes opinions, ne leur attribuaient plus la même importance, votèrent pour Mac Kinley en 1900. Inversement, beaucoup des voix que recueillit Bryan cette année lui furent données malgré l'article argentiste de son programme et non pas à cause de lui. L'argentisme rencontrait sans doute moins d'hostilité qu'en 1896, parce qu'il paraissait infiniment plus loin de se réaliser ; mais il rencontrait beaucoup plus d'indifférence. Dès avant le jour de l'élection, il était visible qu'il était devenu une revendication périmée, maintenue au premier plan de l'actualité par la ferveur de fidèles devenus bien rares et par la

(74) NEVINS, *Grover Cleveland*, p. 747 sqq.

(75) BARNES, art. *Gold Standard Democrats*, p. 449.

(76) BRYAN, *Memoirs*, p. 125. Opinion identique d'Altgeld, W. R. BROWNE, *Altgeld of Illinois*, p. 317.

volonté de quelques chefs politiques plutôt que par l'intérêt spontané du peuple. L'échec de Bryan et de son parti, beaucoup plus net qu'il ne l'avait été quatre ans auparavant, ne fit que confirmer cette vérité (77).

Les causes de cette évolution sont claires. L'argentisme tirait sa force du mécontentement agricole. En particulier, son terrain d'élection se trouvait dans cette zone de colonisation récente qui avait eu à souffrir de la surproduction et de la sécheresse du climat. Or la surproduction disparaissait, puisqu'il n'y avait à peu près plus de terres nouvelles à mettre en culture, tandis que l'immigration augmentait rapidement le nombre des consommateurs urbains : d'où, pour l'agriculture de tous les Etats-Unis, des prix plus rémunérateurs. La sécheresse avait elle aussi été vaincue par l'adoption des méthodes extensives du *dry farming*. Le remède était venu de l'excès même du mal : au cours des années de crise, 1893, 1894, et jusqu'en 1896, c'est par milliers que les colons de la zone semi-aride, découragés, avaient quitté le pays. Leurs terres avaient été achetées à vil prix par ceux qui restèrent, et qui se trouvèrent dès lors en possession de vastes espaces, condition nécessaire de l'emploi des méthodes nouvelles. De plus, malgré les temps durs, l'accumulation de capital avait continué parmi les anciens colons : de tout temps, les colons établis depuis longtemps avaient constitué l'élément stable, conservateur, de la population, tandis que les mécontents se recrutaient surtout parmi ceux qui n'avaient pas dépassé les premières années, les plus difficiles. Or le manque de terres disponibles réduisait le nombre des nouveaux colons par rapport à ceux qui, ayant consolidé leur situation, étaient moins prompts à souhaiter un bouleversement du régime économique (78). Plus encore que le relèvement du prix des denrées agricoles, la hausse du prix des terres, conséquence de ce relèvement et aussi de la raréfaction des terres neuves, satisfaisait les fermiers. La charge hypothécaire, leur cauchemar, devenait plus légère et cessait de menacer leur propriété. En dehors de cette amélioration financière de leur sort, qui les réconciliait avec le système monétaire, A. M. Schlesinger, dans son livre *The Rise of the City*, a montré comment la vie dans les campagnes avait été rendue plus facile par toute une série d'innovations qui firent perdre au campagnard l'impression d'être sacrifié par rapport aux citadins et tenu à l'écart des fruits du progrès : distributions postales à domicile, téléphone, tramways interurbains (79). Il est significatif que la période qui commence en 1900 a été considérée par les porte-parole récents du monde agraire américain comme l'époque où le cultivateur avait sa juste part du revenu national.

(77) L'écart entre les deux candidats était monté à huit cent mille voix.

(78) Témoignage de colons survivants de cette époque, recueilli dans l'Ouest du Kansas.

(79) A. M. SCHLESINGER, *The Rise of the City*, p. 428.

Mais à ceux qui pouvaient être tentés, en dépit de la prospérité revenue, de chercher dans le système monétaire la trace d'un manque de monnaie dû à la démonétisation de l'argent, un coup d'œil sur les chiffres devait prouver qu'il était bien inutile d'avoir recours au bimétallisme pour provoquer une inflation des moyens de paiement, car celle-ci était bel et bien réalisée dans le cadre de l'étalon d'or. De 1896 à 1900, le stock d'or des Etats-Unis avait passé de 618 millions de dollars à 1,034 millions ; le stock total de monnaie hors du Trésor (or, argent et papier y compris les billets de banque) avait passé de 1,462 millions à 1,856 millions ; les dépôts en banque avaient subi une ascension analogue (80). Plus importante encore que cette augmentation des moyens de paiement était l'accumulation rapide de capital dans toutes les branches de l'économie américaine. Les Etats-Unis cessaient rapidement d'être un pays neuf, un pays débiteur, donc un pays désireux d'alléger sa charge par des manipulations monétaires. La tradition inflationniste avait perdu sa raison d'être la plus profonde ; elle subsistait pourtant dans l'esprit des vétérans des anciennes luttes, prête à reparaitre si une nouvelle crise économique faisait renaître le désir de trouver une panacée monétaire, et avec elle couvrait sous la cendre l'argentisme, qui fut et demeure un des traits les plus originaux et les plus américains de cette histoire.

(80) D'après la statistique annuelle « *Location of the Moneys in the United States* », publiée annuellement dans le *Report of the Secretary of the Treasury*. Il n'existe de statistique de la monnaie-dépôts, pour la période antérieure à la création du *Federal Reserve System*, que pour les *National Banks*. Ces chiffres n'ont qu'une signification restreinte et il serait erroné de les considérer comme un indice du mouvement de la monnaie-dépôts en général, les autres banques ayant eu une évolution sensiblement différente de celle des *National Banks*.

CONCLUSION

La question de la monnaie d'argent a été, tout au moins jusqu'à la fin du xix^e siècle, une question universelle, puisque tous les pays civilisés avaient en circulation de la monnaie de cette espèce, et que tous ont dû adapter leur système monétaire au bouleversement subi par le rôle du métal blanc comme monnaie. Tous les pays du Continent (sauf le Portugal) l'avaient comme étalon, seul ou associé à l'or ; la Grande-Bretagne y était intéressée au premier chef, du fait qu'il servait d'étalon aux Indes. Le Japon, la Chine ne connaissaient guère d'autre monnaie de métal.

Cependant, dans tous les pays du monde sauf aux Etats-Unis, la question de la monnaie d'argent resta une question très spéciale de technique financière. L'agitation dont elle fut l'objet se limita toujours à un cercle restreint d'hommes d'Etat, de financiers, d'économistes et de grands hommes d'affaires. Nulle part on ne la vit remplir les colonnes des journaux populaires, les brochures à cinq sous vendues dans les kiosques des gares ; nulle part les boutiques de village, les cafés des faubourgs ne retentirent de discussions sur l'étalon d'or et le bimétallisme ; nulle part la question ne figura au premier plan d'une campagne électorale — si ce n'est aux Etats-Unis. Pourquoi cette différence ? Pourquoi un problème qui dans le monde entier n'intéressa guère, en raison de sa nature abstraite, qu'un cercle restreint d'économistes de profession ou d'occasion, parvint-il dans un seul pays à soulever les passions des masses ? L'étude qui précède fournit les éléments de la réponse, en expliquant le développement de ce phénomène social dénommé « argentisme » par un certain nombre de circonstances spécifiquement américaines. Elle montre pourquoi la frappe libre de l'argent a pu faire figure de réforme sociale. Elle montra aussi pourquoi, parmi toutes les méthodes concevables de réforme sociale, celle-ci jouit longtemps de la faveur du public : quelles raisons ont fait des manipulations monétaires en général un instrument populaire entre tous d'interventionnisme économique et social, pourquoi à un moment donné l'argentisme a pris le pas sur les autres formes d'inflationnisme, enfin pourquoi les revendications sociales sans rapport avec le système monétaire (celles que l'on connaît en

Europe) sont restées longtemps sans faire concurrence sérieuse, dans l'esprit du public, aux doctrines inflationnistes.

Car c'est un fait : il y a eu aux Etats-Unis, de tout temps, des classes mécontentes, que des institutions démocratiques très libérales invitaient pour ainsi dire à proclamer leurs revendications ; ni leurs traditions, ni leur religion, ni l'autorité gouvernementale ne leur conseillaient la patience. Pourtant les grands mouvements de protestation sociale qui ont agité les grands pays européens ont été pour la plupart sans écho aux Etats-Unis ou n'y ont eu qu'un écho affaibli. Certains étaient sans objet. Il n'y a pas de mouvement agrarien là où l'Ouest offre à tous des terres vierges. Le suffrage universel que réclamaient les Français de quarante-huit, l'autonomie des communes pour laquelle s'insurgeaient les ouvriers parisiens de soixante-et-onze, existaient toutes deux aux Etats-Unis dès les premières années du siècle. L'égalité civile, la séparation des Eglises et de l'Etat, la liberté de la presse étaient choses acquises dès les débuts de la République. Réformer le système politique n'apparaissait pas comme la condition préalable de toute réforme sociale : lorsque cette nécessité apparut aux novateurs, dans les premières années du vingtième siècle, de très modestes retouches les satisfirent. Surtout, ni le syndicalisme, ni le socialisme ne connurent le même succès qu'en Europe. L'arrivée constante d'immigrants européens, main-d'œuvre habituée à la docilité, satisfaite de peu, sans liens culturels avec le prolétariat américain, faisait de l'organisation ouvrière une tâche de Pénélope. L'amélioration sensible des conditions de vie, bien mise en lumière par un patronat habitué à la propagande par l'exercice de l'activité politique, promettait des lendemains meilleurs sans luttes pénibles. Enfin et surtout, l'économie américaine en développement rapide permettait la montée sociale de nombreux éléments prolétariens ; tout au moins les plus ambitieux, les plus actifs, chefs naturels d'un mouvement ouvrier, trouvaient place dans une bourgeoisie qui se multipliait. Pourquoi l'ouvrier américain aurait-il accepté l'effort, les privations, les dangers inhérents à l'action révolutionnaire ? La solution était plus simple : devenir fermier, patron grand ou petit, et laisser sa place à l'usine au manœuvre fraîchement débarqué d'Europe, qui ignorait la conscience de classe et trouvait princier un salaire qui lui permettait de manger de la viande tous les jours. Aussi le socialisme ne se développa-t-il presque pas. Le syndicalisme révolutionnaire se propagea brusquement chaque fois qu'un ralentissement de l'expansion économique ôtait aux ouvriers l'espoir de sortir du prolétariat, pour s'effondrer non moins brusquement lorsque cet espoir renaissait avec la reprise des affaires. Le syndicalisme réformiste qui fleurit, malgré des emprunts fréquents à l'idéologie anticapitaliste, était de nature différente. Il ne visait pas à refondre la société, mais à consolider et

à étendre les privilèges de certains groupes de salariés, d'ouvriers qualifiés qui, forts du monopole d'une habileté technique qui les rendait irremplaçables, cherchaient pour eux-mêmes des avantages immédiats et bien circonscrits. Un mouvement de ce genre ne pouvait de sa nature même faire appel qu'à une catégorie sociale limitée ; il ne pouvait former dans une coalition de mécontents qu'un élément d'appoint, toujours prêt à une paix séparée avec les forces de conservation sociale.

Cependant, même dans les Etats-Unis du dix-neuvième siècle finissant, il ne suffisait pas toujours pour consoler ceux que mécontentait l'inégalité des fortunes de leur dire : « Enrichissez-vous ». Il est manifeste que tous ceux qui suivaient cet appel ne pouvaient trouver le succès. Ceux qui échouaient pouvaient accuser la malchance ; mais tous n'étaient pas aussi fatalistes. La plupart trouvaient que les dés étaient pipés et que dans cette partie dont l'enjeu était la richesse croissante du pays, ceux qui débutaient avec une grosse mise avaient toutes les chances de la grossir encore, tandis que celui qui débutait avec rien ou peu de chose avait toutes les chances de finir à sec. Ce sont ces hommes qui ont fait la force du mouvement inflationniste. Non pas, comme en Europe, des hommes qui n'ayant aucun espoir de sortir de leur classe veulent redistribuer entre les classes sociales une richesse considérée comme préexistante ; mais des hommes qui avaient voulu s'élever à un niveau social supérieur, en s'appropriant une part de l'augmentation annuelle énorme de la richesse américaine, qui y avaient échoué et réclamaient qu'on en donnât à tous la possibilité. Il ne s'agissait pas forcément du passage d'une classe sociale à une autre, au sens où on l'entend en Europe. En ce pays de familles très nombreuses, rien de rare à voir les fils d'un petit possédant débiter sans autre capital que leurs bras, travailler d'abord pour autrui, ensuite pour leur compte avec du capital emprunté, pour finir dans l'indépendance complète : ascension qui n'impliquait pas que d'autres restassent en arrière, mais que l'on doit plutôt comparer à la carrière de l'artisan, d'apprenti à compagnon et de compagnon à maître, telle qu'elle a parfois été réalisée sous le régime des corporations, et telle qu'elle en est demeurée l'idéal. Aux Etats-Unis, dans l'industrie il était évident que vu la dimension des entreprises seule une minorité d'ouvriers pouvait devenir patrons ; dans le commerce la chose était moins claire, dans l'agriculture il était possible de réaliser la promesse du vieux parti *Free-Soiler* : « L'Oncle Sam a une ferme pour chacun de nous ». Elle n'était pas réalisée, la déception était amère. Devait-on redistribuer la fortune ? Non. Le procédé était violent, antilibéral, inefficace puisqu'il s'agissait moins de richesse acquise que de richesse en devenir. Il fallait que le capital nouveau qui se créait chaque jour allât entre les moins des hommes qui créaient de nouvelles entreprises.

Pour cela, rien de semblable à une expropriation ne semblait nécessaire. Les *pioneers* avaient en mains la richesse sous forme tangible, les produits de leurs champs, de leurs ateliers. La nature et leur travail leur avaient donné le succès. Pour payer l'intérêt, pour rembourser le principal de leur capital emprunté, ils avaient leurs granges pleines, leurs magasins remplis. Il suffisait de transformer ces produits en monnaie pour atteindre au but — et c'est là qu'intervenait un phénomène dont le *pioneer* ne pouvait rendre responsable ni la nature ni lui-même, et qu'il se voyait forcé d'attribuer à un mécanisme d'institution humaine qui le spoliait du fruit de ses efforts : la baisse des prix. Le blé, le coton, les marchandises ne se transformaient en monnaie qu'à un taux ruineux. L'évidence ne semblait-elle pas indiquer que c'était là qu'il fallait intervenir ? Le producteur détenait la richesse concrète, ceux qui lui avaient prêté détenaient des obligations libellées en monnaie : l'équité ne voulait-elle pas que l'on pût librement transformer l'une dans l'autre ? Si le rapport normal entre les produits et la monnaie s'était altéré au profit de la monnaie, il fallait le rétablir. Ce rapport n'avait rien de mystérieux : il s'exprimait dans le prix, et, en vertu de la loi de l'offre et de la demande, il dépendait de la quantité relative de produits et de monnaie qui se trouvaient face à face ; idées économiques élémentaires qui sous une forme simpliste étaient familières à tous. Donc il fallait augmenter la quantité de monnaie.

Evidemment ce raisonnement n'est pas inattaquable ; mais toutes les objections qu'on peut lui faire amenaient à des conclusions que les producteurs, la « classe débitrice », comme on disait, était peu portée à accepter car elles lui étaient désagréables. On pouvait expliquer la baisse des prix par la surproduction : mais la solution qui s'imposait dans ce cas, la restriction de la production, était alors inapplicable ; elle n'a pu être réalisée qu'en 1932 au prix de mille difficultés psychologiques autant qu'économiques. On pouvait dire que si la baisse des prix favorisait les créanciers aux dépens des débiteurs, la hausse des prix avait l'effet inverse (et elle s'était produite effectivement, par exemple en 1861-1867) ; la solution eût été alors ou bien de laisser continuer librement ces fluctuations qui se compensaient à la longue, ou bien de stabiliser au niveau actuel, quel qu'il fût. Ces solutions trouvaient peu de faveur auprès des *pioneers*. Pour eux, la hausse des prix était un phénomène normal, une conséquence naturelle du développement spatial et de l'enrichissement des Etats-Unis. Le fait que les époques de hausse coïncident le plus souvent avec des périodes d'activité économique intense leur semblait prouver que la hausse était inséparable de la prospérité et du progrès. Comme tous les Américains, ils étaient spéculateurs-nés ; ils voulaient conserver la possibilité de gagner, sans se demander aux dépens de qui ; mais ils voulaient supprimer les risques de perte. Ils réclamaient pourtant, assez

souvent, la stabilité des prix ; mais la stabilisation à un niveau maximum, qui devait consolider les gains réalisés ou plutôt les faire reparaître alors qu'ils s'étaient évanouis ; et du reste cette revendication était destinée à être oubliée sitôt que les prix reprenaient une marche ascendante.

Une autre solution proposée par ceux qui redoutaient l'inflation eut plus de succès. Ne pouvait-on, sans toucher aux rentrées du producteur, c'est-à-dire aux prix, diminuer ses charges par une baisse du taux de l'intérêt ? Pour cela, plusieurs méthodes étaient concevables, les unes ayant l'assentiment des capitalistes, les autres se heurtant à leur opposition. Une solution qui s'imposait était d'égaliser le loyer de l'argent dans les différentes régions. S'il en coûtait environ deux fois plus cher d'emprunter dans l'Ouest que dans l'Est, cela tenait en grande partie à ce que, en l'absence de grandes banques à succursales, les capitaux abondants de l'Est ne pouvaient se transporter dans les pays neufs que par le canal d'intermédiaires coûteux. Mais les *pioneers* s'opposèrent toujours à la réforme législative qui eût permis l'établissement de banques à succursales, dont ils eussent été les principaux bénéficiaires. Deux fois de suite, le parti qui les représentait, le parti de Jefferson, puis celui de Jackson, supprima la Banque des Etats-Unis, qui jouait ce rôle. La tradition politique ainsi créée resta longtemps invincible. Une autre raison pour laquelle le loyer de l'argent était plus élevé dans les pays neufs est que les placements y étaient beaucoup plus spéculatifs qu'ailleurs. Cet aléa inhérent aux incertitudes de toute colonisation aurait pu être réduit en mettant plus de prudence dans les placements ; mais l'impatience et l'esprit spéculatif des emprunteurs et des prêteurs s'y opposaient. Le colon nanti d'une terre vierge aux possibilités inconnues ne résista jamais à la tentation d'y essayer sa chance, quitte à payer neuf, dix et douze pour cent le capital qu'il y plaçait, peut-être à fonds perdu ; et il trouva presque toujours un capitaliste de l'Est pour tenter avec lui l'aventure. Puisqu'on ne pouvait empêcher les *pioneers* de contracter des charges excessives, il ne restait qu'une solution pour éviter la faillite : répudier ces charges. Pendant tout le dix-neuvième siècle, industriels et commerçants s'efforcèrent d'obtenir une législation qui facilitât les concordats ; les agriculteurs obtinrent surtout au début du siècle des sursis, des *stay laws*. Mais les conservateurs s'opposèrent avec plus de succès à la répudiation des dettes hypothécaires qu'à celle des dettes commerciales, peut-être parce qu'il est plus facile de renoncer à réaliser un gage aléatoire comme un fonds de commerce qu'un gage tangible comme la terre. L'annulation directe des dettes agricoles (totale ou partielle) était difficile à obtenir ; c'était une rupture de contrat trop flagrante. On se trouvait donc ramené à la solution qui respectait la lettre des contrats tout en réduisant la

valeur réelle de la monnaie dans laquelle ils étaient libellés : pour réduire les dettes, l'inflation était la solution. Non seulement elle mettait le producteur en mesure de se libérer en plaçant entre ses mains un plus grand nombre d'unités monétaires ; mais encore elle le mettait tout de suite en état de renouveler l'hypothèque à l'échéance, puisqu'elle élevait la valeur du gage.

C'est par là qu'on échappe à ce qui, dans le raisonnement inflationniste courant, constitue un sophisme pur et simple. Si l'inflation hausse les prix de ce que le producteur vend, elle ne hausse pas moins ceux de ce qu'il achète. L'expérience prouve même que ceux des producteurs les plus portés à l'inflationnisme, les fermiers, avaient plus à perdre qu'à gagner, car les prix des marchandises fabriquées montaient avant ceux des produits agricoles, tandis que l'industriel et le commerçant bénéficiaient du retard qui se produisait dans la hausse des salaires (1). L'explication subjective (les ventes du cultivateur lui paraissent considérables parce qu'il vend sa récolte d'un coup, tandis que ses achats sont échelonnés et lui paraissent faibles) (2) ne suffit pas à écarter cette objection, et ne couvre du reste pas des branches importantes comme la production du lait et des dérivés. La vérité est que le bilan du fermier ne s'établit pas seulement par ventes et achats ; parmi ses dépenses figurent en bonne place l'intérêt et l'amortissement des hypothèques et les impôts, ces derniers servant pour une grande part (dans les régions jeunes de l'Ouest surtout) au service de la dette. Cette partie du bilan conservant sa valeur nominale alors que les autres augmentaient, on conçoit qu'une hausse générale des prix ait été pour le producteur (agricole ou industriel) un bénéfice net, transformant une exploitation déficitaire en une exploitation profitable. Bien entendu, l'allègement ne s'appliquait qu'aux dettes déjà contractées ; en revanche il devait rendre tout recours ultérieur au crédit plus difficile ou plus onéreux. Mais à supposer même que les producteurs-débiteurs fussent disposés à voir plus loin que la situation immédiate, ce n'étaient pas eux qui se disposaient à s'endetter de nouveau ; c'était la génération suivante.

Du reste, ils n'admettaient pas que l'inflation dût aboutir à un resserrement du crédit, à une hausse du taux d'intérêt. Ils ne voyaient qu'une chose : l'offre de capital serait augmentée de la monnaie nouvelle. Comme ils ne tenaient pas compte de ce que la baisse du pouvoir d'achat de la monnaie diminuait l'avantage qu'il y avait à la placer à un intérêt fixe (si le taux restait le même), et comme ils ne compaient pas non plus que la hausse des prix, en rendant les exploita-

(1) La preuve en a été faite par MITCHELL dans son ouvrage classique, *Gold, Prices and Wages under the Greenback Standard*.

(2) Cette explication ingénieuse se trouve dans une lettre de Horace White à Carl Schurz, racontant une conversation avec un *gentleman farmer* du North Dakota ; 19 août 1896, Carl SCHURZ MSS.

tions nouvelles plus profitables, augmenterait la demande de capital plus encore peut-être que l'offre, ils en concluaient que l'offre de capital augmenterait et que la demande resterait ce qu'elle était, ce qui ne pouvait manquer d'abaisser le taux d'intérêt. L'inflation leur paraissait donc le remède idéal à leurs difficultés. Du reste pour être plus sûrs que ce remède serait bien appliqué à l'endroit souhaité, ils voulurent souvent que la nouvelle monnaie fût mise en circulation au moyen de prêts aux producteurs, prêts grevés d'un intérêt modéré qui devait enrichir le gouvernement sans accabler les emprunteurs. L'idée apparut au Massachusetts dès le début du XVIII^e siècle, et y fut mise en pratique en 1714 ; ce n'était pas une expérience due au hasard, car les essais avortés de *Land Banks* en 1712 et 1740 visaient à généraliser le système. Le même procédé fut employé par les Banques fondées entre 1812 et 1837 par de nombreux Etats de l'Ouest et surtout du Sud-Ouest. Les idées d'Edward Kellogg, popularisées après sa mort, dans les années qui suivirent la guerre de Sécession, avaient pour thème principal le crédit gratuit ou presque gratuit mis par le gouvernement à la disposition des particuliers qui voudraient s'établir à leur compte, par le moyen de l'inflation. Le *Sub-Treasury Bill* qui agita le parti Populiste entre 1890 et 1892 prévoyait la mise en œuvre de l'inflation non plus par des prêts hypothécaires, mais par un vaste système de warrants agricoles. Tout récemment encore, n'a-t-on pas vu le *Frazier-Lemke Bill* lier l'émission de monnaie neuve au refinancement de la dette agricole ?

Ce lien organique entre l'inflation et les dettes se retrouve constamment sous une autre forme. Lorsque le gouvernement a contracté ou doit contracter une dette publique, l'inflation peut être présentée comme le moyen soit d'éviter le recours à l'emprunt, soit d'en rembourser le montant. L'inflation de papier-monnaie à ses débuts n'a pas été autre chose qu'un emprunt forcé sans intérêt ; la chose se manifestait par le nom même des billets : « *bills of credit* », par l'échéance de remboursement inscrite sur leur recto. Inventée dès 1690 en Massachusetts, non par goût de l'inflation mais pour parer à des besoins financiers urgents, cette forme d'inflation reparut dans toutes les Colonies jusqu'à la guerre d'Indépendance. Il est vrai que souvent elle se justifiait par des nécessités budgétaires ; mais l'existence d'un parti débiteur qui la favorisait, d'un parti créancier qui s'y opposait montre que ces nécessités fournissaient simplement l'occasion (plus ou moins pressante) de satisfaire une tendance enracinée. De même lors de la guerre d'Indépendance et de la guerre de Sécession, le recours à l'inflation de papier-monnaie fut dicté par la nécessité, et c'est pourquoi il fut unanimement accepté ; mais tandis que les uns s'y résignaient parce que les alternatives, impôts et emprunts, leur paraissaient impossibles, les autres, l'éternel parti débiteur ou parti

inflationniste s'en réjouissait comme d'une chose bonne en soi. Si au lendemain du traité de Versailles et avant le vote de la Constitution l'inflation fut réclamée dans tous les Etats et réalisée dans plusieurs, c'est que leur Trésor était obéré par les emprunts contractés pendant les dernières années de la guerre de Sécession. La fiscalité américaine, basée sur l'impôt foncier, faisait peser sur le fermier la plus lourde part des charges publiques. Aussi était-il le premier à réclamer l'inflation pour le libérer des dettes qu'il avait contractées en tant que citoyen, tout comme il la réclamait pour le libérer des hypothèques contractées en tant que particulier. La Constitution, œuvre d'une élite non seulement de la culture et du talent, mais aussi de la fortune, épousa assez naturellement le point de vue opposé des capitalistes, qui était aussi celui de la finance orthodoxe. Elle interdit expressément aux Etats de donner cours légal à autre chose que l'or et l'argent ; et si elle ne refusa pas au gouvernement fédéral le droit d'émettre du papier-monnaie, son silence à cet égard revenait presque au même, puisque les partis au pouvoir entre 1801 et 1861 admirent presque constamment une doctrine de stricte interprétation (*strict construction*) de la Constitution selon laquelle le gouvernement fédéral ne pouvait exercer que les droits qui lui étaient expressément conférés. Si pendant cette période toute agitation inflationniste disparut de la politique fédérale, ce n'est pas seulement parce que la Constitution semblait lui opposer une barrière infranchissable ; c'est aussi que la situation budgétaire lui ôtait tout prétexte, que la dette publique, lorsqu'on dut y recourir, fut rapidement amortie par les excédents fiscaux.

Avec la guerre de Sécession, la situation changea. Les finances de guerre léguèrent un double héritage de papier-monnaie et de dette publique. L'obstacle constitutionnel était brisé par le précédent des *greenbacks* ; et le rapide amortissement de la dette n'était possible que par une fiscalité qui paraissait lourde. Et dès 1867-1868 le cri inflationniste reprend. Ce n'est pas seulement : stabilisez le dollar, arrêtez la déflation qui paralyse les affaires ! C'est bientôt : imprimez des billets pour payer toute la dette publique d'un seul coup ! Cette idée, l'« idée de l'Ohio » lancée en 1867 par le Démocrate Pendleton, connut le succès non seulement dans les milieux industriels en crise, mais aussi dans les milieux agricoles. L'agriculture était à ce moment prospère et connaissait des prix rémunérateurs ; si elle s'associa au mouvement c'est uniquement pour secouer le fardeau de la dette publique qui pesait sur elle par l'intermédiaire de l'impôt foncier. Cette vague inflationniste mourut ; celle qui lui succéda de 1873 à 1878 coïncida avec une grave dépression économique. Le problème le plus important pour les particuliers devenait celui de rétablir la rentabilité de leurs entreprises en relevant les prix, d'éviter la faillite ou

la réalisation des hypothèques en allégeant leurs dettes. C'est avant tout pour cela qu'ils demandèrent l'inflation de papier ou d'argent ; le motif de la dette publique passa au second plan. Mais il ne disparut pas pour cela. Lorsque le Congrès adopta en janvier 1878 la motion Matthews déclarant que la dette publique était payable, intérêt et principal, en argent aussi bien qu'en or, il montrait par là que pour lui l'importance de la remonétisation du métal blanc alors en discussion résidait en bonne part dans la possibilité de s'en servir pour payer la dette. Pendant l'accalmie du mouvement inflationniste qui coïncida avec la prospérité de 1879 à 1890 (et même 1893), une des manifestations les plus fréquentes parmi celles par où le mouvement prouvait de temps à autre sa vitalité latente était la question posée âprement au Congrès : le gouvernement se sert-il du dollar-argent pour payer ses dettes ? Et lorsque revinrent les années de crise économique, de 1893 à 1897, si la moitié et parfois la majorité du Congrès réclamait l'inflation d'argent ou de papier avant tout pour provoquer la reprise des affaires, l'argument qui venait aussitôt après était : non seulement le gouvernement n'émet pas de monnaie nouvelle pour payer ses dettes, mais il en contracte de nouvelles au lieu d'utiliser la monnaie d'argent qu'il a déjà en caisse ! Et de crier à la trahison.

On le voit : un des avantages de l'inflationnisme était qu'il offrait une solution très générale aux maux économiques. Mouvement agrarien avant tout, c'est entendu ; et c'est au fermier qu'il offrait le remède le plus direct, le plus complet. Mais il offrait aussi un avantage direct et incontestable à tous les débiteurs, à tous ceux qui travaillaient avec du capital emprunté ; mieux : à tous les contribuables. On pouvait mettre en doute la reprise des affaires qu'il promettait ; on pouvait contester que la hausse des prix dût être à l'avantage de tous ; mais il était indubitable que l'inflation devait alléger le fardeau des dettes publiques et privées. A ce titre tout au moins, elle pouvait attirer les masses. C'est ce qui a fait sa force. Le socialisme n'avait d'attrait que pour les salariés ; on a vu qu'il ne parvint même pas à les gagner. D'autres réformes intéressaient les fermiers de façon brûlante : ainsi la réglementation des transports et du commerce des grains pour supprimer l'exploitation dont ils étaient victimes de la part des compagnies de chemins de fer et des minotiers, qui exerçaient, en étroit accord les uns avec les autres, des quasi-monopoles usuraires. Mais la réglementation des entreprises privées se heurtait à la tradition individualiste américaine, mise en éveil par la formule de la nationalisation imprudemment lancée. Chemins de fer et minoteries purent mobiliser la masse de l'opinion contre les fermiers, qui se trouvèrent seuls pour soutenir une revendication qui n'intéressait qu'eux seuls. Et ce fut soit l'échec complet, soit le vote de mesures vagues, illusoires,

faciles à éluder. Lors même qu'un succès limité mais réel était obtenu, la question était close et l'agitation devenait sans objet. Les deux grandes mobilisations de l'opinion rurale contre les monopoles, en 1871-1874 et en 1888-1890, eurent cependant leur effet durable : elles laissèrent la classe rurale soulevée et organisée pour la défense de ses intérêts. Vaincue pour avoir d'abord lutté sur le terrain des revendications qui la touchaient le plus directement, mais pour lesquelles elle allait seule au combat, elle chercha en 1890 comme en 1874 un terrain d'attaque sur lequel elle trouverait des alliés, et ce fut chaque fois l'inflation. Ajoutons que les autres réformes étaient de la compétence des Etats (du moins selon l'interprétation de la Constitution qui prévalait alors), tandis que leur réalisation, pour être efficace, devait être générale. Il suffisait, par exemple, qu'un seul Etat convenablement situé donnât des privilèges à une Bourse des grains pour abriter tous les abus ; convenablement surveillée à Minneapolis, elle eût pu se transporter ailleurs, et la perspective de voir émigrer sans profit pour ses victimes un commerce florissant suffisait à décourager les velléités réformatrices des législateurs. C'étaient donc une quarantaine de batailles à livrer dans autant d'Etats. Au contraire, changer le système monétaire pouvait se faire d'un seul coup, par une loi votée à Washington ; et il n'était pas possible de s'y soustraire (3). L'inflation était la solution la plus efficace, la plus générale, la plus facile à réaliser.

Elle pouvait, naturellement, revêtir les formes les plus variées. Les débuts de l'histoire américaine montrent qu'elle se servit des succédanés monétaires les plus variés ; inventés pour pallier à la disette de numéraire, ils furent presque tous utilisés pour diminuer la valeur de la monnaie. Denrées agricoles, tabac, colliers indiens en coquillages, balles de mousquet, peaux de castor, certificats de dépôt de tabac, les instruments monétaires les plus hétéroclites figurent dans cette histoire. Le numéraire aussi, soit par la frappe de shillings de poids inférieur, soit par l'artifice qui consistait à hausser la valeur nominale des pièces hispano-américaines en circulation. Presque toutes ces méthodes firent place, vers la fin du *xvii*^e siècle et le début du siècle suivant, à la plus pratique et la plus souple : la monnaie de papier. Le billet de banque, le premier inventé, ne se répandit guère : c'est le papier-monnaie pur et simple qui prévalut. Le billet de banque

(3) On pouvait s'y soustraire en insérant dans les contrats la clause-or, comme cela se fit fréquemment à partir de 1892, et comme les Etats du Pacifique l'avaient fait dans toutes les transactions sans exception entre 1681 et 1879. Mais la constitutionnalité de la clause-or pouvait être contestée en justice (on sait que récemment, dans des circonstances différentes il est vrai, la Cour Suprême en a nié la validité), et certains Etats s'étaient garantis contre toute équivoque en la frappant d'avance de nullité. Ainsi les Populistes firent adopter au Kansas, en 1893, une loi dite de la « *Gold Mortgage Clause* » annulant la clause-or dans les hypothèques. J. E. BOYLE, *Financial History of Kansas*, p. 80.

reparut à la fin du XVIII^e siècle, et devint bientôt un instrument d'inflation sans égal. Oublié lorsque fut rédigée la Constitution, il devait à cette circonstance de n'avoir été ni interdit comme le papier-monnaie, ni même limité. Aussi est-ce dans cette direction que s'exerça jusqu'en 1861 la poussée inflationniste. Mais l'inflation des *wildcat banks* amenait non seulement par son excès même des perturbations économiques qui frappaient toute la population ; elle se prêtait trop bien à l'escroquerie pure et simple, à la contrefaçon des billets, pour ne pas se rendre impopulaire. La loi de 1863 qui créa les *National Banks* ôta aux banques toute possibilité d'inflation, presque en même temps que l'émission des *greenbacks* rendait son actualité à l'inflation gouvernementale. Comme l'inflation bancaire n'avait jamais joui d'une faveur sans mélange, parce que les banquiers en étaient visiblement les principaux bénéficiaires, les masses inflationnistes changèrent de front : elles furent désormais pour l'inflation d'Etat, contre l'inflation des banques.

Cette tendance n'est jamais morte. Imprimer des *greenbacks* est resté aujourd'hui encore, pour beaucoup d'Américains, l'ABC d'une finance populaire et anticapitaliste. Réclamée par le parti Démocrate en 1867-1868 et en 1874-1878, cette réforme fut le point de ralliement d'un parti nouveau, le parti *greenbacker*. Agonisant en 1880 après une carrière éphémère, ce parti n'en avait pas moins marqué pour de bon ceux qui, dans les vingt années qui suivirent, cherchèrent dans la fondation d'un « Tiers Parti » la voie de la réforme sociale. Ces Tiers Partis furent peuplés d'anciens *greenbackers* qui n'avaient jamais renié les principes de leur jeunesse ; ils eurent tous un faible pour l'émission de papier-monnaie.

Mais le moment vint où l'argent, jusque-là considéré comme un satellite immuable de l'or, baissa de prix. Le dollar d'argent, co-étalon monétaire de par la loi de 1792, pouvait se fabriquer à meilleur compte que le dollar d'or. Il est vrai qu'on en avait arrêté la frappe en 1873. Qu'à cela ne tienne : on pouvait la rétablir, d'autant plus que la loi de 1873 ne pouvait être que l'effet d'une « conspiration », dans la pensée de ses adversaires surpris de n'avoir pas songé à la combattre quand elle fut votée. La monnaie d'argent présentait les mêmes avantages que la monnaie de papier : c'était de la monnaie à bon marché ; c'était de la monnaie abondante, un supplément net de stock monétaire. Elle offrait ces avantages à un degré moindre que la monnaie de papier ; mais c'est précisément ce qui lui valut d'être préférée à cette dernière. Elle offrait l'inflation limitée, l'inflation avec des garanties. La quantité de dollars d'argent qu'on pouvait émettre était manifestement limitée par la production ; leur dépréciation, par leur valeur intrinsèque. Ceci calmait bien des appréhensions. Le métal blanc, monnaie depuis l'origine des temps, monnaie de la Bible, monnaie de

la Constitution, avait une apparence traditionnelle qui rassurait les conservateurs. Il pouvait rallier des indécis qu'effrayait la monnaie de papier ; il pouvait grouper des majorités. Pour les *greenbackers* de 1878 comme pour les Populistes de 1892, leurs héritiers, il était plutôt un expédient qu'un idéal ; et même les Démocrates ne présentèrent le *Bland bill* au Congrès, en novembre 1877, qu'après avoir constaté que sur la question de l'inflation de papier ils étaient en minorité. Mais il avait l'avantage capital d'être réalisable, alors que l'inflation de papier ne l'était pas. En 1877-1878, il pouvait rallier une majorité au Congrès ; en 1892, il permit aux Populistes de gagner des sièges aux élections : d'où la place de choix que lui firent les partis politiques dans leurs programmes. Et non seulement les partis qui penchaient vers l'inflationnisme : le parti Républicain, généralement hostile à l'inflation, eut des complaisances innombrables pour l'argentisme. Son grand financier Sherman, conservateur de nature en matière de finances, attacha son nom à l'une des deux grandes lois votées en faveur de l'argent. C'est que, menacés sur le terrain électoral par l'inflationnisme, les Républicains estimaient sage de faire la part du feu ; ils continuèrent à combattre les formes extrêmes de l'inflation, les plus dangereuses financièrement comme les plus faciles à vaincre électoralement, et en même temps ils lui donnèrent des satisfactions appréciables, mais jugées inoffensives. Ils craignaient de faire des compromis avec le papier-monnaie ; l'argent les inquiétait moins. C'est ainsi que furent votées les grandes lois de 1878 et 1890, qui provoquèrent une frappe considérable, mais limitée, de pièces d'argent. Il s'en fallut de peu que le compromis ne fût parfait, et n'arrêtât le mouvement argentiniste en lui donnant satisfaction. En 1890 en particulier, les Républicains crurent que le métal blanc allait retrouver son ancien rapport de valeur avec l'or, et qu'un double étalon stable allait se réaliser. Il n'en fut rien, et dès lors la question changea d'aspect.

Dans les dix dernières années du dix-neuvième siècle, l'argentisme atteint son paroxysme, subit en 1896 une défaite électorale honorable, puis retomba presque à rien. Il est facile de voir ce qui fit alors sa force. Face à une crise économique extrêmement dure, le gouvernement adoptait une attitude de stricte orthodoxie économique et monétaire, refusant au pays tous les soulagements, sans doute pernicieux, qu'il réclamait. Le développement du grand capitalisme accentuait les contrastes de classe ; les nouveaux riches, solidement retranchés financièrement dans les grandes banques, économiquement dans les trusts, politiquement dans le parti Républicain, paraissaient bafouer l'idéal de la démocratie américaine : égalité politique, égalité sociale, égalité non de fortune mais de chances de faire fortune. L'argentisme les frappait dans les revenus de leurs fonds d'Etat, de leurs placements hypothécaires ; il les frappait surtout dans l'étalon d'or auquel ils

étaient attachés. En réalité, si les industriels et les financiers défendaient l'étalon d'or, c'est simplement parce qu'il leur paraissait la condition de la prospérité économique à laquelle ils avaient intérêt. Mais dans l'esprit des masses populaires, c'est parce qu'ils profitaient de la détresse générale provoquée par l'étalon d'or. L'inflationnisme n'était plus seulement un remède économique ; il était redevenu, comme au temps de la rébellion de Shays, un grand mouvement de protestation sociale, au nom des traditions de la démocratie américaine. C'est ce qui lui donna sa ferveur dans l'espérance comme dans l'exécration ; c'est ce qui explique les accents de prophète biblique que Bryan trouva pour prêcher la frappe libre de l'argent à 16 contre 1, et l'écho que rencontrèrent ces accents ; c'est ce qui explique l'adhésion du mouvement ouvrier, alors que les salariés n'avaient aucun intérêt économique direct à l'inflation, au contraire. Quant au métal blanc, matière première de cette monnaie, il semble n'avoir joué en lui-même qu'un rôle limité. Les Etats des Montagnes Rocheuses étaient argentistes parce que l'extraction de l'argent était pour eux une industrie nationale ; un de leurs Sénateurs, John P. Jones, déclencha le mouvement argentiste en 1876 ; un autre, William M. Stewart, l'entretint lorsqu'il était en demi-sommeil avant 1890 ; et la petite phalange des Sénateurs des Montagnes Rocheuses lui fournissait l'appui sûr de ses voix. Mais ni les subventions des mines, ni même celles, bien plus élevées, des raffineries d'argent, n'ont créé l'argentisme. A la fin de 1889 et au début de 1890 elles provoquèrent artificiellement, ou tout au moins hâtèrent son éclosion ; passé cette date, elles semblent avoir été plus insignifiantes, en chiffre et en effets, qu'on ne l'eût supposé. La spéculation à terme sur le métal blanc par les membres du Congrès, pendant que la loi Sherman était en discussion en 1890, mit en jeu des sommes bien plus considérables et eut des effets plus immédiats que les fonds de propagande du *National Silver Committee* et autres organisations. Là encore, la comparaison avec de l'histoire toute récente serait facile. L'intervention des producteurs d'argent à certaines conjonctures importantes, le soutien constant des Etats producteurs, ont pu l'un et l'autre contribuer à orienter vers la formule argentiste le mouvement inflationniste, en le manœuvrant par leur propagande et surtout en lui offrant un appoint que l'inflation de papier ne présentait pas (4). Mais une fois le mouvement lancé, ils ne constituèrent qu'un élément peu important de sa force.

Telles furent en résumé les circonstances qui firent de l'argentisme, à un moment donné de l'histoire américaine, un phénomène

(4) On peut noter à titre de curiosité que Franklin, lorsqu'en 1729 il persuada ses concitoyens d'émettre du papier-monnaie, était intéressé en tant qu'imprimeur à l'impression des billets. B. FRANKLIN, *Works*, ed. Sparks, t. I, pp. 91-92 (*Autobiography*).

nécessaire (s'il est permis à l'historien d'employer un adjectif aussi péremptoire). Les causes de sa défaite ne sont pas moins claires. D'abord l'évolution économique et sociale des Etats-Unis augmenta vers la fin du XIX^e siècle le nombre des personnes aux intérêts desquelles l'inflation était contraire. Ensuite la situation financière fit apparaître l'argentisme comme un danger grave auquel il fallait résister énergiquement. Il se trouva que lors de la lutte décisive de 1896 le parti ennemi de l'argentisme disposait pour sa propagande de fonds énormes et d'une méthode excellente. Enfin le retour de la prospérité, en réconciliant les masses avec le régime économique et monétaire, transforma en un complet écrasement la défaite de 1896. En 1878, les défenseurs du dollar-or avaient pactisé avec l'argentisme ; crainte de voir triompher les *greenbackers* d'abord, et ensuite parce qu'au pire, un dollar d'argent ne pouvait tomber plus bas que le prix du métal qu'il contenait, soit quatre-vingt-cinq à quatre-vingt-dix cents. En 1890, ils pactisèrent de nouveau parce qu'ils croyaient que les Etats-Unis pouvaient ramener le métal blanc au « pair » ou tout près du « pair » de \$ 1.29 l'once. La hausse spéculative de l'été 1890 s'écroula rapidement, et les financiers conclurent de cette expérience que le niveau inférieur des cours de l'argent était un niveau normal et non fortuit. A l'été 1896, un dollar d'argent valait, au poids du métal, cinquante cents en chiffres ronds. On ne pouvait courir le risque d'une dépréciation de 50 % d'un cœur aussi léger que celui d'une dépréciation de 10 à 15 % seulement. D'autre part, jusqu'en 1892 le Trésor avait pu facilement (à part une alerte brève et en somme bénigne en 1885) maintenir les dollars d'argent au pair de l'or. Le risque était non seulement relativement peu grave, il était lointain. De 1893 à 1896, le risque fut constamment très proche ; après comme avant la cessation des achats d'argent en 1893, le Trésor ne maintint le dollar au pair de l'or qu'à grand'peine. Alors seulement les financiers et les capitalistes s'émurent, s'organisèrent et par une contre-propagande méthodique rallièrent toutes les parties de l'opinion qui échappaient à l'argentisme. Parmi ceux-ci on peut citer la majorité des industriels et des commerçants, qui craignaient le déséquilibre économique, et qui se laissaient influencer par l'opinion des hommes d'affaires les plus en vue, lesquels étaient anti-inflationnistes en tant que capitalistes ; les épargnants qui vivaient de placements à revenus fixes : obligations, prêts hypothécaires, polices d'assurance-capitalisation, et les déposants des Caisses d'Epargne ; les salariés, fonctionnaires, employés, et la majorité des ouvriers, qui faisait passer le pouvoir d'achat de ses salaires avant la lutte de classes. Parmi les personnes à revenus fixes, une place à part doit être faite aux ministres de toutes les confessions religieuses. Pour eux, le souci du pouvoir d'achat de leurs traitements s'augmentait du souci de leurs œuvres paroissiales, alimentées princi-

palement par les dons des paroissiens les plus fortunés. L'inflation leur paraissait immorale parce que c'était un moyen de ne pas payer ses dettes ; chose particulièrement grave dans un pays de tradition puritaine, où l'on avait tendance à mettre la correction en affaires très haut dans l'échelle des vertus chrétiennes, et à considérer le succès pécuniaire comme la récompense providentielle du mérite. L'influence des ministres sur leurs paroissiens donnait un très grand poids à leur opinion ; on n'en saurait dire autant de celle des intellectuels, qui étaient en majorité anti-inflationnistes, parce qu'ils venaient en général de milieux cultivés et bien établis. Certains groupes nationaux, comme les Allemands et à un degré moindre les Scandinaves, étaient très réfractaires à l'inflationnisme. Enfin la prédominance sociale et politique de la fortune acquise (grand capital et petite épargne) dans l'Est tendait à y imposer le conservatisme monétaire, par la contagion du milieu, à presque toutes les classes de la population. Inversement, dans l'extrême Ouest, la prépondérance de ceux qui croyaient avoir à gagner à l'inflation ou à la remonétisation de l'argent tendait à créer une unanimité régionale, renforcée au besoin par la mise à l'index des opposants. Tous ces traits apparaissent déjà en 1876-1878 (beaucoup sont antérieurs, ainsi la répartition régionale) et se retrouvent, amplifiés, vingt ans après. Mais les classes et les régions anti-inflationnistes avaient gagné en importance relative. Le capital s'y accumulait constamment, la richesse acquise ne cessait de s'y répandre. Les régions neuves, travaillant avec du capital emprunté, régions débitrices qui étaient les foyers naturels de l'inflationnisme, s'étaient déplacées vers l'Ouest, sans s'étendre puisque leur gain d'un côté était compensée par leur perte de l'autre, dans le *Middle West* qui devenait graduellement une région de vieille colonisation, dont les besoins en capital se faisaient moins pressants, et plus faciles à satisfaire sur place. Simultanément, le *Middle West* s'industrialisait ; et l'on a vu que l'inflationnisme trouvait dans les milieux agricoles son terrain de choix, tandis que les industriels en presque totalité, les ouvriers en majorité, y restaient réfractaires.

C'est ce qui explique l'échec de la croisade de Bryan en 1896. C'était la révolte plus ou moins consciente d'un élément qui avait jusque-là été l'élément dominant, caractéristique des Etats-Unis : le *pioneer*, le petit *business man* et surtout l'agriculteur qui développaient des régions neuves, race individualiste, spéculatrice, égalitaire. Ils se sentaient rejetés à la deuxième place par une Amérique nouvelle, celle des capitalistes et des prolétaires, menaçant non seulement leurs intérêts, mais aussi leur idéal. Ils luttèrent contre un courant qu'on ne remonte pas, et c'est ce qui donnait à leur effort suprême cette ferveur sombre qui effrayait les conservateurs. C'est pourquoi aussi quatre années suffirent pour l'écroulement du mouvement argentiste. La pros-

périté revenue en est évidemment la cause principale. Mais aussi, en Américains réalistes, les hommes de l'Ouest ne s'acharnèrent pas à défendre une cause visiblement perdue ; ils se détournèrent du passé pour se consacrer aux tâches de l'avenir. Trente années s'écoulèrent pendant lesquelles on put croire que le dollar d'argent était oublié partout, comme il l'était en effet dans les grands centres de l'Est et du *Middle West*. On put considérer le *Pittman Act* de 1919 (5) uniquement comme une largesse faite par le gouvernement à certains intérêts matériels. Il fallut la tourmente économique qui s'abattit sur le pays en 1929 pour qu'on découvrit que ni l'inflationnisme, ni l'argentisme n'étaient morts ; que d'obscurs pamphlets, et la tradition orale des vétérans des grandes batailles électorales, les avaient entretenus dans les campagnes, dans l'Ouest. Et dès la fin de son Administration, le Président Hoover sentait que la flamme qui couvait allait renaître. Homme de l'extrême Ouest, ayant eu de surcroît des contacts fréquents avec les dirigeants agricoles, il tenta d'étouffer dans l'œuf la menace naissante en accordant aux argentistes des satisfactions sans dangers pour le système monétaire. L'histoire de son échec, de la brusque et éclatante renaissance de l'argentisme sous la Présidence de son successeur, de la faveur inattendue qu'il trouva jusque dans l'Est, des satisfactions législatives qu'il obtint et de sa rapide décrue au retour de la prospérité, est dans toutes les mémoires : résurrection frappante d'un passé qui semblait mort, et dont il serait audacieux de dire qu'elle était la dernière.

(5) On sait que, le prix de l'argent étant monté très haut vers la fin de la guerre de 1914, pour des causes temporaires, une loi proposée par le Sénateur Key Pittman, du Nevada, décida que le gouvernement des Etats-Unis, après avoir vendu (surtout au gouvernement des Indes) le stock inutilisé de métal blanc qui lui restait depuis les lois Bland et Sherman, serait tenu de le reconstituer en achetant au prix fort le produit des mines américaines.

Vu : Le 8 Octobre 1937.

P^r Le Doyen de la Faculté des Lettres

L'Assesseur,

J. VENDRYES.

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

A. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

Les chiffres renvoient aux pages où l'ouvrage se trouve cité.

I. — SOURCES MANUSCRITES

Wharton BARKER MSS.

Correspondance (incomplète), coupures de journaux, brouillons, etc.

Washington, D.C., Library of Congress.

316, 318, 320, 335, 337, 354, 366, 373, 390.

William Jennings BRYAN MSS.

Correspondance (incomplète) : lettres reçues, quelques brouillons de lettres envoyées.

Washington, D.C., Library of Congress.

275, 288, 312, 316, 318, 320, 321, 322, 343, 351, 352, 353, 354, 355, 358, 359, 366, 400, 415.

Ignatius DONNELLY.

Diary (Journal intime).

Saint Paul, Minnesota State Historical Society.

222, 269, 270, 288, 315, 321, 379, 386.

Id., *Scrapbook* (Recueil de coupures de journaux).

Ibid.

270, 275, 276.

Manton MARBLE MSS.

Correspondance incomplète, articles et extraits de revues, brouillons, etc.

Washington, D.C., Library of Congress.

230, 231, 232, 233, 241, 274.

Carl SCHURZ MSS.

Correspondance.

Washington, D.C., Library of Congress.

150, 186, 191, 283, 300, 338, 340, 345, 365, 369, 370, 373, 383, 384, 385, 386, 391, 392, 393, 437.

John SHERMAN MSS.

Correspondance (lettres reçues apparemment au complet), brouillons divers.

Washington, D.C., Library of Congress.

74, 164, 172, 173, 179, 185, 186, 187, 195, 196, 202, 203, 206, 207, 210, 223, 267, 272.

William Morris STEWART MSS.

(Correspondance : lettres reçues et duplicata de lettres expédiées, le tout apparemment au complet).

Reno, Nevada State Historical Society.

173, 174, 243, 244, 249, 255, 260, 271, 275, 277, 306, 310, 316, 317, 319, 320, 321, 343, 354, 358, 359, 370, 374, 379, 387, 390, 399, 401.

Id., *Scrapbooks* (Abondante collection de coupures de journaux).

Ibid.

238.

Henry M. TELLER MSS.

(Correspondance incomplète, brouillons d'articles et de discours).

Denver, Colorado State Historical Society.

354, 355, 356, 357, 362, 365, 366, 378, 379, 391.

Id., MSS. à Boulder (Correspondance commerciale et financière).

Boulder, Library of the University of Colorado.

356.

Henry VILLARD (Heinrich Hilgard, dit H. V.) MSS.

Comprennent les archives des entreprises dont s'occupait Villard, et la correspondance personnelle (lettres et télégrammes reçus et expédiés), apparemment au complet ; cette dernière seule consultée.

Cambridge, Massachusetts. Widener Library, Harvard University.

74, 267, 282, 283, 284, 286, 287, 327, 353, 384, 399, 410, 411.

Les manuscrits de Bryan et de Donnelly ne sont pas ouverts sans restriction au public ; l'auteur exprime ici ses remerciements aux familles Bryan et Donnelly, qui ont bien voulu l'autoriser à les consulter et à les citer.

II. — PUBLICATIONS OFFICIELLES

a) Publications du gouvernement des Etats-Unis

The Records of the Constitutional Convention of 1787, publ. par Max

FARRAND. New-Haven 1921. 3 vol. 8°.

34, 35.

« Congressional Globe ».

(Compte-rendu sténographique des débats du Congrès).

31st Congress 2nd session.

38.

32nd Congress 2nd session.

46.

34th Congress 2nd session.

99.

34th Congress 3rd session.

99.

39th Congress 1st session.

70, 71, 76, 78, 80, 101.

39th Congress 2nd session.

71, 73, 76, 80.

40th Congress 2nd session.

76, 78, 79, 80, 82.

41st Congress 2nd session.

104, 114.

41st Congress 3rd session.

114.

42nd Congress 2nd session.

114, 117.

42nd Congress 3rd session.

93, 114, 117.

43rd Congress 1st session.

136.

43rd Congress 2nd session.

132, 135.

« *Congressional Record* ».

(Prend à partir du 44^e Congrès en novembre 1875 la suite du « *Globe* »).

44th Congress 1st session.

106, 117, 118, 134, 137, 138, 140, 141, 143, 146, 147, 148, 152, 153, 155, 156.
158, 159, 179, 188, 189, 197, 198.

44th Congress 2nd session.

176, 178, 196, 198, 199.

45th Congress 1st session.

176, 205.

45th Congress 2nd session.

117, 118, 161, 163, 164, 168, 172, 173, 175, 176, 178, 179, 190, 192, 195, 196,
206, 207, 208, 209, 210, 211.

45th Congress 3rd session.

221.

46th Congress 1st session.

222.

47th Congress 1st session.

227.

47th Congress 2nd session.

221, 226,

48th Congress 1st session.

165, 221, 227.

48th Congress 2nd session.

231.

49th Congress 1st session.

165, 233, 234, 235.

49th Congress 2nd session.

241.

50th Congress 1st session.

240, 241, 242.

51st Congress 1st session.

254, 256, 257, 258, 259, 260, 264.

51st Congress 2nd session.

267, 277.

- 52nd Congress 1st session.
263, 278.
- 52nd Congress 2nd session.
279, 282.
- 53rd Congress 1st session.
282, 289, 290, 291.
- 53rd Congress 2nd session.
300, 301, 304.
- 53rd Congress 3rd session.
282, 295, 304, 305.
- 54th Congress 1st session.
258, 306, 307, 308.
- 54th Congress 2nd session.
405.
- 55th Congress 2nd session.
408, 416, 417.
- 56th Congress 1st session.
421, 423, 424.

United States Statutes at Large. Recueil des lois, publié par Congrès.
46th Congress : 224. 49th Congress : 236.

Rapports annuels :

- Report of the Secretary of the Treasury* (abrégé : *Treasury Report*).
1851 (daté du 9 janvier 1852) : 44. 1852 : 45. 1861 : 58, 100.
1862 : 100. 1872 : 128. 1873 : 116. 1874 : 131. 1875 : 132. 1877 :
161, 162, 205. 1878 : 220, 223. 1879 : 224. 1880 : 162, 225. 1881
à 1883 : 226. 1884 : 226. 1885 : 233. 1887 : 241, 299. 1888 : 241.
1889 : 252, 253. 1894 : 294. 1895 : 305. 1897 : 416. 1900 : 425.
- Report of the Director of the Mint* (abrégé : *Mint Report*).
1861 : 48, 105. 1862 : 105, 106. 1866 : 101, 107. 1867 : 100, 103.
1868 : 48, 105. 1869 : 105, 107. 1870 : 107. 1873 : 116, 126, 127,
130, 136. 1874 : 127, 136. 1875 : 115, 132, 133, 136. 1876 : 129.
1877 : 209. 1878 : 162, 164, 165, 216. 1879 : 161. 1881 : 226.
1883 : 226. 1898 : 407. 1900 : 418. 1905 : 48.
- Report of the Treasurer of the United States.*
1879 : 165. 1880 : 165. 1900 : 421.
- Report of the Comptroller of the Currency.*
1877 à 1880 : 225.
- Report of the Special Commissioner of Mining Statistics* [J. Ross
BROWNE] *on the Mineral Resources of the States and Terri-*
tories West of the Rocky Mountains. 1866 à 1868.
168, 174. 1868 : 170.
- Report of the U. S. Commissioner of Mining Statistics* [Rossiter W.
RAYMOND] : *Statistics of Mines and Mining in the States and*
Territories West of the Rocky Mountains. 1869 à 1874 ; fait
suite à la série précédente.
174.

Report of the Director of the Mint upon the Statistics of the Production of the Precious Metals in the United States. 1881 sqq., reprend après interruption la suite de la série précédente.
174.

Yearbook of Agriculture.
262.

Statistical Abstract of the United States.
213.

Autres documents du gouvernement :

Tenth Census of the United States (1880).
190.

Report of the United States Commissioners to the Paris Universal Exhibition, 1867. Washington, D.C., 1870. 6 volumes 4°. 101, 103.

Catalogue of Coins, Tokens and Medals in the Numismatic Collection of the Mint of the United States at Philadelphia, Pennsylvania. Washington 1914 (3^e éd.), 692 p. 8°. 32.

Documents du Congrès :

(Abréviations : S Ex Doc pour *Senate Executive Document* ; S Misc Doc pour *Senate Miscellaneous Document* ; S R pour *Senate Report* ; H Ex Doc pour *House Executive Document* ; H Misc Doc pour *House Miscellaneous Document* ; H R pour *House Report* ; 15-2 (par exemple) pour *15th Congress 2nd session.*)

H R 111, 15-2.
39.

S R 104, 32-1.
44.

H Ex Doc 36, 35-2.
100.

H R 62, 39-1.
101.

S Ex Doc 14, 40-2.
101, 102.

S R 117, 40-2.
104.

S Misc Doc 132, 41-2.
109.

H Ex Doc 266, 41-2.
103, 104.

H Ex Doc 307, 41-2.
107, 108, 110, 122.

S Ex Doc 15, 42-2.
172.

H Misc Doc 146, 42-2.

106.

H R 94, 42-2.

169, 170, 172.

S R 275, 42-3.

87.

H Ex Doc 42, 42-3.

87.

S Misc Doc 35, 44-1.

105.

S R 39, 44-1.

105.

H R 123, 44-1.

86.

H R 579, 44-1.

86.

S R 703, 44-2. (Rapport de la Commission Monétaire de 1876, dite Commission Jones : T. I : 209, 574 p.; T. II : Appendices, 571 p.).
128, 178, 193, 196, 198.

S Ex Doc 80, 45-2.

63, 64.

H Ex Doc 59, 45-2.

211.

H Misc Doc 26, 45-2.

207.

H Misc Doc 27, 45-2.

207.

H Misc Doc 44, 45-2.

163.

H Misc Doc 62, 45-2.

217.

S Ex Doc 8, 45-3.

218.

S Ex Doc 58, 45-3 (Rapport sur la Conférence Monétaire Internationale de 1878, et appendices historiques par S. Dana HORTON. 1879. xiv, 918 p. 8°. Cité en abrégé : HORTON, *Conference of 1878*).

32, 34, 40, 41, 49, 52, 117, 118, 215.

H Misc Doc 29, 45-3.

182.

H Misc Doc 11, 46-1.

163, 217.

S Misc Doc 13, 46-2.

225.

H Misc Doc 34, 46-2.

217, 223.

H Ex Doc 88, 46-3.

226.

H R 1286, 47-1.

226.

H Ex Doc 88, 47-2.

221.

H Ex Doc 55, 48-1.

221.

- H R 324, 48-1.
227.
- S Ex Doc 29, 49-1.
226, 232.
- S Ex Doc 58, 49-1.
233.
- S Ex Doc 62, 49-1.
233.
- H Ex Doc 64, 49-1.
233.
- H Ex Doc 100, 49-1.
229, 233.
- H Ex Doc 163, 49-1.
233.
- H Misc Doc 396, 49-1.
226.
- H R 524, 49-1.
234.
- H R 630, 49-1.
235.
- H Misc Doc 606, 50-1.
240, 241.
- S Ex Doc 190, 51-1.
279.
- S Ex Doc 231, 51-1.
279.
- H R 1081, 51-1.
254, 255.
- H R 3967, 51-2.
247, 277.
- H R 4006, 51-2.
251, 255, 261.
- H R 249, 52-1.
278.
- H R 1839, 52-1.
278.
- S Ex Doc 82, 52-2.
280.
- H Ex Doc 240, 52-2.
282.
- S Misc Doc 94, 53-3.
368.
- S R 831, 53-3. *Laws of the United States relating to Loans, Paper Money, Banking and Coinage*. Washington 1896. xxviii, 602 p.
37.
- S Ex Doc 183, 54-1.
229.
- H R 3011, 54-2.
406.
- Senate Document 538, 61-2.
Voir IV, Sources de Seconde Main : SPRAGUE.
- Senate Document 581, 61-2.
Voir IV, Sources de Seconde Main : DEWEY and CHADDOCK.

Interview between the United States Senate Committee on Finance and the Hon. John Sherman, Secretary of the Treasury, on Refunding, Resumption, Legal-Tenders for Customs Duties, and kindred subjects. 30 janvier 1880.
220.

Statement of Hon. William Windom, Secretary of the Treasury, before the Committee on Coinage, Weights and Measures of the House of Representatives, in relation to House Bill 5381 « authorizing the issue of Treasury Notes on deposit of silver bullion ». 24 février 1890. (Réimprimé dans « Bankers' Magazine », avril 1890).
253.

II. b) Publications des Etats

Archives of Maryland. Publications of the Maryland Historical Society. Edited by William H. Browne. XXX vol. T. III (1885).
21.

Records of the Governor and Company of Massachusetts Bay in New England. Edited by Nathaniel B. Shurtleff. Boston. 1853-1854. V vol.
9.

Report of Samuel B. Ruggles, delegate to the International Statistical Congress at Berlin, on the Resources of the United States and on a Uniform System of Weights and Measures. Printed by order of the Assembly [of New-York]. Albany 1864.
100.

Proceedings of the Nevada Silver Convention held at Carson City, Nevada, January 31, 1885. Carson City 1885. 45 p. 8°.
238.

Effects of the demonetization of silver on the industries of Colorado, July 1st to August 31st, 1893. Bureau of Labor Statistics of the State of Colorado. Denver, Colorado, 1893. 33 p. 8°.
286.

III. — PUBLICATIONS CONTEMPORAINES

On a rangé dans cette catégorie toutes les sources qui peuvent être considérées comme de première main, quelle que soit leur date de publication : on ne s'étonnera donc pas d'y trouver les volumes de souvenirs publiés souvent longtemps après l'événement par ceux qui en furent témoins.

III. a) Textes, Documents, Manifestes

Thomas H. MAC KEE, *The National Conventions and Platforms of all Political Parties, 1789 to 1905.* Baltimore 1906, 414 p. 8°.
394.

Proceedings of the National Board of Trade. Feuille volante, 31 décembre 1872, consultée à la bibliothèque de la « State Historical Society of Wisconsin », cote HNv4.
104, 116.

Report of the San Francisco Chamber of Commerce. (San Francisco, annuel).
137.

« Consolidated Virginia Mining Company ». *Rapport annuel* du Conseil d'Administration, bibliothèque de la « State Historical Society of Wisconsin » (collection incomplète).
171.

Proceedings of the First National Silver Convention held at Saint Louis, Mo., on the 26th, 27th, and 28th November, 1889. Saint Louis 1889. 283 p. 8°.
250.

« National Silver Committee », *Silver in Danger of being again Demonetized*. Washington 1890. 14 p. 8°.
275.

« National Executive Silver Committee », *Facts about Silver* [auteur : A. J. WARNER]. 1^{re} éd., Washington 1891. 51 p. 16°. Rééditions augmentées 1892, 1894, 1895, 1896 (cette dernière a 89 p.).
317, 389.

« Young Men's Democratic Club of Massachusetts », *Position of the Massachusetts Democrats on the Silver Question. Republican Responsibility for the Present Silver Law*. Boston 1891. 12 p. 12°.
279.

Report of the Proceedings of the National Mining Congress held in the People's Theatre in the City of Denver, Colorado, the 18, 19, 20th November, 1891. Denver 1891. 111 p. 8°.
277.

Proceedings of the Second National Silver Convention held at Washington, D.C., May 26th to 28th, 1892, including the organization of the American Bimetallic League. Washington 1892. 284 p. 8°.
275.

[J. P. NATION, éditeur] *First International Gold Mining Convention, held at Denver, Colorado, July 7-8-9, 1897*. Denver 1897. 75 p. 8°.
418.

Manifeste du Committee for the Promotion of International Bimetallicism (sans titre). Boston, février 1894. 4 p.
303.

International Bimetallic Conference. Mansion House, London, May 2nd and 3rd, 1894. Report of Proceedings. London 1894. 113, 248 p. 8°.
303.

- [C. R. TUTTLE, éditeur] *Illinois Currency Convention*. Chicago 1895.
177 p. 12°. 341, 342.
- Reform Club. Committee on Sound Currency. Report*.
1895 (19 mars) : 325-327. 1896 (30 novembre) : 320, 325-327, 340.
- American Federation of Labor. Proceedings of the Annual Convention*.
1895 : 368. 1893 : 311, 368. 1894 : 368. 1896 : 369, 401. 1897 : 401.
- Report of the Monetary Commission of the Indianapolis Currency Convention*. Chicago 1898. xiv, 608 p. 8°. 411, 412.

III. b) Livres contemporains

- Brooks ADAMS, *The Law of Civilization and Decay, an Essay on History*. London and New-York 1895. 295 p. 8°. 323.
- Id., *The Gold Standard, an Historical Study*. Revised edition, Washington 1895. 32 p. 8°. 323.
- The Education of Henry ADAMS*. Boston, 1918. 519 p. 8°. 291, 364.
- George N. ALDREDGE, *Speech on the Free Coinage of Silver*. Washington 1896. 16 p. 8°. 365.
- J. H. ALEXANDER, *International Coinage for Great Britain and the United States*. Oxford and London 1857. 26 p. 12°. 99.
- Elisha Benjamin ANDREWS, *An Honest Dollar*. Hartford 1894. 183 p. 12°. 323.
- N. B. ASHBY, *The Riddle of the Sphinx*. Des Moines 1890. 474 p. 8°. 263, 269, 271.
- Edward ATKINSON, *Some Suggestions on Methods of Investigation in Monetary Science*. Privately printed. 1894 (Boston, mai). 16 p. 8°. 324.
- Id., *Consular Report n° 57 on Bimetallism in Europe*. Voir *House Miscellaneous Document 606, 50th Congress 1st session*.
- Walter BAGEHOT, *Works*, éd. Mrs. Russell Barrington. London 1915. X vol. 8°. 142.

- « Cotton M. BARLEY [pseud.] », *The Financial School at Farmerville*. Chicago 1895. 172 p. 12°. 315.
- Gen. John BEATTY, *An Answer to Coin's Financial School*. Columbus (Ohio). 108 p. 12°. 315.
- William A. BERKEY, *The Money Question*. Grand Rapids (Michigan), 1876 (mai). 384 p. 8°. 117.
- H. L. BLISS, *Coin's Financial Fraud*. Chicago 1895 (juillet). 246 p. 12°. 315.
- Arnold A. BOWHAY. Brochure sans titre. Denver, 15 juillet 1893. 8 p. 8°. 389.
- M. von BRANDT, avec la collaboration de Prof. HUBER, *Der Währungs- und Wahlkampf in den Vereinigten Staaten von Amerika*. (Verein zum Schutze der deutschen Goldwährung : Währungs-Bibliothek I,6). Stuttgart 1896. 48 p. 12°. 389.
- J. P. BRISSOT (Warville) citoyen François [sic], *Nouveau Voyage dans les Etats-Unis de l'Amérique Septentrionale, fait en 1788*. Paris 1791. T. I : LIJ, 395 p. ; T. II : 460 p. 12°. 28, 29, 31, 32.
- BRYAN's *Currency Creed*. Chicago 1896. 8 p. 12°. (Extraits tronqués de déclarations de Bryan, publiés par ses adversaires pour le discréditer). 372.
- William Jennings BRYAN, *The First Battle*. Chicago 1896. 620 p. 8°. 319, 320, 341, 365, 371, 375, 376, 378, 385, 378, 390.
- ID., *The Second Battle*. Chicago 1901. non cité.
- ID., *Speeches of William Jennings BRYAN, revised and arranged by himself*. New-York 1909. T. I : LIJ, 347 p. 8°. T. II : 428 p. 8°. non cité.
- ID., *Memoirs* ed. by his wife. Chicago 1925. 558 p. 8°. 322, 349, 354, 427, 429.
- Thomas B. BUCHANAN, *Principles of Money and Coinage*. Denver 1894. 135 p. 8°. 317.
- BUTLER's *Book*. Boston 1892. 1153 p. 8°. 94.
- Alexander CAMPBELL, *The True American System of Finance ; the Rights of Labor and Capital, and the Common Sense Way of*

doing justice to soldiers and their families. No banks : greenbacks the exclusive currency. Chicago 1864. 48 p. 8°. (Réédité en 1868 sous le titre suivant : *The True Greenback, or The Way to Pay the National Debt without Taxes and emancipate Labor*). 82.

Henri C. CAREY, *Principles of Social Science*. Philadelphia 1858. 3 vol. 8°. 148.

Id., *The Currency Question. Letters to the Hon. Schuyler Colfax, Speaker of the House of Representatives*. Philadelphia 1865. 40 p. 8°. non cité.

Id., *Contraction or Expansion ? Repudiation or Resumption ? Letters to the Hon. Hugh Mac Culloch, Secretary of the Treasury*. Philadelphia 1866. 47 p. 8°. 70, 78, 89.

Id., *Reconstruction : Industrial, Financial and Political. Letters to the Hon. Henry Wilson, Senator from Massachusetts*. Philadelphia 1867. 79 p. 8°. 79.

Id., *The Finance Minister, the Currency, and the Public Debt*. Philadelphia 1868. 40 p. 8°. 78, 79.

Id., *The Senate Finance Bill. Letters to Hon. Horace Maynard, Chairman of the House Committee on Banking and Currency*. Philadelphia 1875. 12 p. 8°. 132.

John J. CARGILL, *A Freak in Finance, or the Boy Teacher Taught, Being a Reply to « Coin's Financial School »*. Chicago 1895. 190 p. 12°. 315.

Speeches of Hon. John G. CARLISLE at Covington, Ky., May 20th 1895 ; Memphis, Tenn., May 23rd, 1895 ; Bowling Green, Ky., May 25th, 1895 ; and Louisville, Ky., June 14th, 1895, on The Free Coinage of Silver. Washington 1895. 115 p. 8°. 343.

Henri CERNUSCHI, *Or et argent*. Paris 1874. 105 p. 8°. 145.

Id., M. Michel Chevalier *et le bimétallisme*. Paris 1876. 135 p. 8°. 145.

Joseph CHAPLIN, *The Trader's Best Companion, containing various arithmetical rules by which simple addition, subtraction, multiplication, division, reduction, practice, interest, loss and gain, bookkeeping, etc., are applied to the Federal Currency ; with several useful tables*. Newburyport (Massachusetts) 1795. 36 p. 12°. 27.

- Michel CHEVALIER, *De la baisse probable de l'or, des conséquences commerciales et sociales qu'elle peut avoir, et des mesures qu'elle provoque*. Paris 1859. T. I : 283 p. ; t. II : 244 p. 8°. 98.
- L. E. CHITTENDEN, *Personal Reminiscences*. New-York 1893. ix, 434 p. 8°. 51.
- Gordon CLARK, O. C. SABIN, J. H. TURNER, *Historical, Political and Statistical Hand-Book of Money*. Washington 1896. 320 p. 12°. 75, 119, 282, 316, 389.
- Letters of Grover* CLEVELAND, ed. Allan Nevins. Boston 1933. 640 p. 8°. 230, 231, 235, 273, 274, 343, 345, 360.
- Henry CLEWS, *Our Monetary Evils ; some suggestions for their remedy*, New-York 1872. 16 p. 8°. 62.
- Peter COOPER, *Ideas for a Science of Good Government*. New-York 1883. 400 p. 8°. 201.
- DAN DE QUILLE (pseud. de William Wright), *The Big Bonanza*. San Francisco 1876. 569 p. 8°. 168, 170, 172.
- ID., *A History of the Comstock Silver Lode and Mines*. Virginia City (Nevada) 1889. 158 p. 12°. non cité.
- Sidney DELL, *Free Silver*. Boston 1894. 102 p. 8°. 391.
- Squire Pierce DEWEY, *The Bonanza Mines of Nevada. Gross frauds in their management exposed*, etc. San Francisco, s. d. [décembre 1878]. 84 p. 8°. 125, 170, 173.
- W. DODSWORTH, *Our Paper Currency. As it Is and as it Should Be. « Sound Currency », II, XII*. New-York 1895. 15 p. 12°. 325.
- Ignatius DONNELLY, *The American People's Money*. Chicago 1895. 198 p. 12°. 315, 390.
- William DOUGLASS, *A Summary, Historical and Political, of the First Planting, Progressive Improvements, and Present State of the British Settlements in North America*. Boston and London 1755. T. I : viij, 568 p. ; T. II : vj, 416 p. 8°. 20.
- John G. DREW, *Our Currency. What it is and What it should be*. New-York 1874. 24 p. 8°. 93.

- Id., *Our Money Muss. A history of the greenbacks, with full directions to start and run National Banks and obtain Interest on \$ 50,000 to \$ 100,000 on each dollar invested. Compiled from Official Sources.* New-York 1874. 46 p. 8°. 93.
- Louis R. EHRICH, *The Question of Silver.* New-York 1892. 115 p. 12°. 324.
- E. B. ELLIOTT, *International Coinage.* Washington 1869. 14 p. 8°. 103.
- Mrs. S. E. V. EMERY, *Seven Financial Conspiracies which have enslaved the American People.* Lansing (Michigan), 1887. 96 p. 16°. 249.
- Speeches of David VAN ETEN of Omaha, Nebraska, made to the Central, Fourth Ward and 6th Ward Free Silver Clubs of that City.* Omaha (Nebraska), 1896. 32 p. 8°. 390, 391.
- Joint Discussions between General Thomas EWING of Ohio, and Governor Stewart L. Woodford of New-York, on the Finance Question.* Columbus (Ohio) 1876. (Les discussions reproduites ont eu lieu en octobre 1875). 157 p. 8°. 91, 92.
- G. FORMAN, *The Intercourse of Nations.* New-York 1796. 126 p. 8°. 27.
- Benjamin FRANKLIN, *Works*, éd. Sparks. Boston 1844. 10 vol. 8°. Opus- cules cités : *Autobiography*, T. I ; *A Modest Inquiry into the Nature and Necessity of a Paper Currency* (1729), T. II, p. 253-277. *Remarks and Facts relative to the American Paper Money* (1764), T. II, p. 340-354. 21, 444.
- John A. FRASER JR. and Charles SERGEL, *Sound Money.* Chicago 1895. 115 p. 12°. 315, 328.
- O. J. FROST, *The Question of a Standard of value.* Denver 1893. 29 p. 8°. 286, 328.
- Hamlin GARLAND, *A Son of the Middle Border.* New-York 1917. 2^e éd. 1925. 467 p. 8°. 365.
- Rodmond GIBBONS, *The Physics and Metaphysics of Money.* New-York 1886. 34 p. 8°. 38, 44.
- Samuel GOMPERS, *Seventy Years of Life and Labor.* New-York 1925. T. I : xxxiv, 557 p. ; T. II : 629 p. 8°. 369.

- Sherman GRANGER, *Are the Claims for Free Silver True ?* S.d. [été 1926]. 52 p. 8°. 388.
- Otis B. GUNN, *Bullion versus Coin*. Kansas City (Missouri) 1895. 192 p. 12°. 315, 366.
- Murat HALSTEAD, *The White Dollar, Its History, Utility and Limitations*. Philadelphia 1895. 112 p. 4°. 328.
- William Hope HARVEY, *Coin's Financial School*. Chicago 1894. 162 p. 12°. 313-314, 369.
- ID., *A Tale of Two Nations*. Chicago 1894. 292 p. 12°. 119, 315.
- ID., *Coin's Hand-Book*. Chicago 1894. 313.
- ID., *Coin's Financial School Up to Date*. Chicago 1895. 207 p. 12°. 314.
- ID., *The Crime of 1873, and the Harvey-Laughlin Joint Debate*. Chicago 1895. 178 p. 12°. 315, 317, 329.
- ID., and Roswell G. HERR, *The Great Debate*. Chicago 1895. 544 p. 12°. 329.
- ID., et alii, *The People's Money*. Chicago, 1895. 112 p. 12°. (Articles de Harvey et autres sur la question monétaire, reproduction sans l'autorisation des auteurs, désavouée par Harvey). 315.
- Alonzo Barton HEPBURN, *The Contest for Sound Money*. New-York 1900. (voir : livres de seconde main).
- George Frisbie HOAR, *An Autobiography of Seventy Years*. New-York 1903. T. I : 434 p. ; T. II : 403 p. 8°. 388.
- S. Dana HORTON, *The Monetary Situation, an Address delivered by request of the American Social Science Association at its meeting in Cincinnati, May 21, 1878*. Cincinnati 1878. 58 p. 8°. 193.
- ID., *Conference of 1878*. Voir *Senate Executive Document 58, 45th Congress 3rd session*.
- Thomas HUTCHINSON, *History of the Province of Massachusetts Bay*. Boston 1767. T. I : iv, 566 p. 12° ; t. II : iv, 539 p. 12° ; t. III (Londres 1828) : xx, 551 p. 12°. 21.
- S. D. INGHAM, *Observations on the Currency of the United States*. Trenton (New-Jersey) 1851. 12 p. 12°. 43.

- Thomas JEFFERSON, *Writings*, éd. Worthington Ford. New-York 1894. 10 vol. 8°. Opuscule cité : *Notes on the Establishment of a Money Unit, and of a Coinage for the United States*, [Paris 1785.] Ed. Ford, T. III, p. 446-456.
31.
- Edward KELLOGG, *Labor and Capital ; a new monetary system*. Ed. posthume par Mary Kellogg Putnam, avec notice biographique de celle-ci. New-York 1875 (1^{re} édition New-York 1849). xxvj, 17, 374 p. 8°. 81, 82.
- J. C. KING, *The History of the San Francisco Stock and Exchange Board*. San Francisco 1910. xxiv, 373 p. 8°. 168.
- The private Journal of Madam KNIGHT, on a journey from Boston to New-York, in the year 1704*. Ed. Dwight, New-York 1825. vj, 129 p. 12°. 10.
- H. H. KOHLSAAT, *From Mac Kinley to Harding*. New-York 1923, xj, 241 p. 8°. 340, 398.
- J. Laurence LAUGHLIN, *Facts about Money, including the debate with W. H. Harvey*. Chicago 1895. 280 p. 8°. 315, 328, 329.
- Id., *The History of Bimetallism in the United States*. New-York 1885. 4^e éd. augmentée, New-York 1896. xvij, 353 p. 8°. 42, 47, 71, 98, 99, 223.
- [Id.] Voir parmi III a) Textes, Documents, Manifestes : *Report of the Monetary Convention of the Indianapolis Currency Convention*.
- George E. LEIGHTON, *The defect in our monetary system and the danger to national prosperity due to it*. Saint Louis 1893. 18 p. 8°. 324.
- Id., *The need for comprehensive currency reform*. Chicago 1893. 20 p. 8°. 324.
- Id., *Why we oppose the free coinage of silver*. Saint Louis 1894. 40 p. 8°. 324.
- H. R. LINDERMAN, *Money and Legal Tender in the United States*. New-York 1877. x, 173 p. 12°. 26, 128.
- Eliot LORD, *Comstock Mining and Miners* (United States Geological Survey Monograph N° IV). Washington 1882. 451 p. 4°. 168, 174.
- H. L. LOUCKS, *The New Monetary System, as advocated by The National Farmers' Alliance and Industrial Union*. Huron (South Dakota) 1893. 129 p. 8°. 264.

- National Greenback Shot and Shell. Catechism* by J. H. RANDALL, *Songs* by W. S. LURTON, Clyde (Ohio) S.d. [1878]. 63 p. 16°. 196.
- Hugh MAC CULLOCH, *Men and Measures of Half a Century*. New-York 1888. xxv, 542 p. 8°. 70, 77, 196.
- MAC KINLEY *for Sound Money. Clearcut and unmistakable declarations in His Speeches, The attempt to discredit him is a piece of Democratic politics*. Boston 1896. 4 p. 8°. 338.
- James MADISON, *Writings*, éd. Ford. New-York 1901. X vol. 8°. 29, cf. p. 35.
- Mrs. Mary Mac Nair MATTHEWS, *Ten Years in Nevada*. Buffalo (New-York) 1880. 343 p. 8°. 168, 170.
- Jasper MAUDUIT, *agent in London for the Province of the Massachusetts Bay*. (Publié ds. : Collections of the Massachusetts Historical Society, N° 74). Boston 1918. 194 p. 8°. 21.
- Marcus A. MILLER, *Gold or Silver ?* New-York 1896. 208 p. 12°. 389.
- « A MINING ENGINEER », *Silver, or Gold Bug's Financial Kindergarten*. New-York 1896. 107 p. 12°. 315.
- George Richards MINOT, *Continuation of the History of the Province of Massachusetts Bay*. Boston 1803. 3 vol. 8°. 21.
- W. B. MITCHELL, *Dollars, or What ?* Chattanooga (Tennessee) 1895. 128 p. 12°. 315.
- W. Scott MORGAN, *History of the Wheel and Alliance and the Impending Revolution*. Fort Scott (Kansas) 1889. 774 p. 8°. 249, 269.
- NATION, voir III a) Textes, Documents, Manifestes.
- Henry Loomis NELSON, *Bimetallism in History*, « Sound Currency », II, III. New-York 1895. 24 p. 12°. 325.
- Francis G. NEWLANDS, *Mr. Newlands on Silver. A History of the Struggle and of the Difficulties ; they are now largely overcome*. Washington 1890. 22 p. 8° (discours prononcé le 21 juin 1890 à Salt Lake City). Réimprimé dans F. G. NEWLANDS, *The Silver Struggle, 1890-1894*, (sans lieu ni date, 216 p. 8°), p. 26-52. 238, 251, 255, 256, 258.

- Alexander Dana NOYES, *Thirty Years of American Finance*. New-York 1898. xv, 277 p. 8°. 71, 265.
- John OGILBY, *America, being an accurate description of the new world, etc.* Londres 1670. 629 p. 4°. Traduit de l'*America* hollandaise de MONTANUS ; toutefois le chapitre cité sur le Maryland ne se trouve pas dans l'original hollandais. 8.
- [John OLDMIXON], *The British Empire in America, containing the history of the discovery, settlement, progress and state of the British colonies and islands of America*. Londres 1708. Vol. I : xxiv, 567 p. pet. 8°. Vol. II : 478 p. pet. 8°. 8.
- William Alfred PEFFER, *The Farmer's Side ; His Troubles and their Remedy*. New-York 1891. 275 p. pet. 8°. 263.
- [Eli PERKINS] (pseud. Melville Landon), *Money*. Chicago 1895. 159 p. 12°. 315.
- Henry PHILLIPS Jr., *An Historical Sketch of the Paper Money of Pennsylvania*. Philadelphia 1862. 40 p. 8°. 29.
- Id., *A Catalogue of New Jersey Bills of Credit*. Philadelphia 1863. 8 p. 8°. 29.
- James S. PIKE, *Contributions to the Financial Discussion 1874-1875*. New-York 1875. 44 p. 8°. 188.
- The Autobiography of Thomas Collier* PLATT. New-York 1910. xxiii, 556 p. 8°. 339.
- Fred. Perry POWERS, *A Financial Catechism*. « Sound Currency » II, xii. New-York 1895. 16 p. 12°. 325.
- L. G. POWERS, *Farmer Hayseed in Town, or the Closing Days of Coin's Financial School*. Saint Paul (Minnesota), 1895. 225 p. 12°. 315.
- Thomas PROCTOR, *The Banker's Dream*. Vineland (New-Jersey), 1895. 232 p. 12°. 363.
- D. RAYMOND, *Thoughts on Political Economy*. New-York 1820. 2^e éd. intitulée *Elements of Political Economy*. New-York 1823. T. I : viii, 418 p. 8°. T. II : ij, 438 p. 8°. 51.

George REED, *The Alpha of Money, A Reply to Mr. Carnegie's ABC of Money*. Caldwell (Idaho), 1893. 41 p. 8°. 129, 390.

George E. ROBERTS, *Iowa and the Silver Question*. Council Bluffs (Iowa), 1896. 48 p. 8°. 67, 84, 85, 248.

ID., *Coin at School in Finance*. Chicago 1895. 171 p. 12°. 315.

E. A. ROSS, *Autobiography* (consultée en manuscrit chez l'auteur, à Madison, Wisconsin). 379, 388.

SABIN voir CLARK.

[F. X. SCHOONMAKER], *The Silversnake, a Temptation*. Chicago 1895. 141 p. 12°. 328, 388.

J. W. SCHUCKERS, *The New-York Bank Presidents' Conspiracy against Industry and Property. A history of the Panic of 1893. Its Organization and its Methods*. Chicago 1895. 77 p. 12°. 282, 389.

Carl SCHURZ, *Speeches, Correspondence and Political Papers*. New-York 1913. V vol. 8°. 223.

SERHEL (et Fraser) voir FRASER et Serhel.

Ernest SEYD, *Bullion and Foreign Exchanges theoretically and practically considered ; followed by a defense of the double valuation, with special reference to the system of international coinage*. Londres 1868. vj, 700 p. 8°. 129.

ID., *The Depreciation of Labour and Property which would follow the Demonetization of Silver*. Londres 1869. 109 p. 8°. 102.

ID., *Suggestions in Reference to the Metallic Currency of the U.S.A.* Londres 1871. 253 p. 8°. 113.

The SHERMAN letters. New-York 1894. viij, 397 p. 8°. 68.

John SHERMAN, *Speeches and Reports on Finance and Taxation from 1859 to 1878*. New-York 1879. vij, 640 p. 8°. 198.

ID., *Recollections of Forty Years in the House, Senate and Cabinet ; an Autobiography*. Chicago et New-York 1895. T. I : xviii, 602 p. ; T. II : xvi, 637 p. 8°. 191, 203, 206, 210, 219, 258.

George H. (« Justice ») SHIBLEY [sic], *The Money Question Fully and Plainly Stated*. Chicago 1896. 743 p. 8°. 319, 320, 328, 338, 343, 388.

« SILAS Honest Money », *Base Coin Exposed*. Chicago 1895. 320 p. 8°. 315.

The Silver Question in the South. Views of Southern Bankers on the Sherman Act and the free coinage of silver. Baltimore 1893. 20 p. 12°. 287.

Adolf SOETBEER, *Materialien zur Erläuterung und Beurtheilung des wirthschaftlichen Edelmetallverhältnisses und der Währungsfrage*. Traduction de F. W. Taussig, dans *House Miscellaneous Document 606, 50th Congress 1st session* (q. v.).

« Jack SQUAREDEAL'S » *Money Primer*. Louisville 1896. 132 p. 12°. 315.

William Morris STEWART, *Analysis of the Functions of Money*. Washington 1898. 94 p. 12°. 420.

Id., *Reminiscences*. New-York 1908. 358 p. 8°. non cité ; peu précis et difficilement contrôlable.

William Graham SUMNER, *The Crime of 1873* (1896), publié p. 173-180 de *The Forgotten Man and other Essays*. New-Haven (Connecticut) 1918. 559 p. 8°. 119.

I. W. SYLVESTER, *Bullion Certificates a Safe Currency for the People*. New-York 1882. 2° éd. : *Bullion Certificates the Safest and Best Money Possible*. New-York 1884. 43 p. 8°. 253.

F. W. TAUSSIG, *The Silver Situation in the United States. Publications of the American Economic Association N° VII*. New-York 1892. 118 p. 8°. 2° édition revue (citée ici), New-York 1893. 132 p. 8°. 218, 219, 229.

F. E. TOWER, *The Champion Swindle, new light on the silver question*. Boston 1896. 94 p. 12°. 389, 390.

S. P. TOWNSEND, *Our National Finances*. New-York 1868. 34 p. 12°. 81.

Thomas M. THORPE, *What is Money, or Popular Remedies for Popularills*. New-York 1896. 79 p. 12°. 390.

W. L. TRENHOLM, *The People's Money*. New-York 1893. 280 p. 12°. 328.

TURNER, voir CLARK.

TUTTLE, voir III a) Textes, Documents, Manifestes.

J. K. UPTON, *Money in Politics*. Boston 1884. xx, 270 p. 12°. 3, 81, 164, 217, 219.

Id., *A Coin Catechism*. Chicago 1895. 116 p. 16°. 315.

Henry VILLARD (Heinrich Hilgard, dit H. V.), *Memoirs*. Boston 1904. T. I : xj, 393 p. ; T. II : 393 p. 8°. 260, 267, 284.

Zur Vorgeschichte der Präsidentenwahl in den Vereinigten Staaten. Währungs-Bibliothek des Vereins zum Schutz der deutschen Goldwährung, N° 6. Stuttgart 1897. 16 p. 12°. 119.

Ebenezer WAKELEY, *The Gentile Ass and the Judaeon Monetary Establishment*. Chicago 1895. 156 p. 12°. 390.

Francis Amasa WALKER, *Money*. New-York 1878. 528 p. 8°. 193.

Id., *Bimetallism, A Tract for the Times*. Boston 1894. 24 p. 12°. 303, 323.

Id., *International Bimetallism*. New-York 1896. 228 p. 12°. non cité.

A. J. WARNER, *The Appreciation of Money, its effects on Debts, Industry and National Wealth*. Philadelphia 1877. 93 p. 8°. 118.

[Id.], *Facts about Silver*. Voir III a) Textes, Documents, Manifestes.

John DeWitt WARNER, *The Currency Famine of 1893*. « Sound Currency » II, 6. New-York 1895. 20 p. 12°. 325.

Id., *Free Coinage Dissected*. « Present Problems » I, 3. New-York 1896. 32 p. 16°. 325.

George WASHINGTON, *Writings*, ed. Worthington Ford. New-York, 1889-1893. XIV vol. 8°. 31.

« Stanley WATERLOO » [pseud. H. J. Smith et G. F. Cram], *Honest Money. Coin's Fallacies Exposed*. Chicago 1895. 204 p. 12°. 315.

Editorials of Henry WATTERSON, compiled by Arthur Krock. New-York 1923. 430 p. 8°. 360, 404.

The Diary of Gideon WELLES. Boston 1911. III vol. 8°. 74, 75.

- Everett P. WHEELER, *Real Bimetallism ; or, True Coin versus False Coin ; a lesson for Coin's Financial School*. New-York 1895. 91 p. 12°. 315.
- Horace WHITE, *Coin's Financial Fool, or, The Artful Dodger Exposed*. New-York 1895. 112 p. 12°. Extraits réimprimés dans « Sound Currency » II, 11. New-York 1896. 32 p. 12°. 315, 325.
- D. R. WHITNEY, *The Suffolk Bank*. Cambridge (Massachusetts) 1878. x, 75 p. 4°. 56.
- G. WILSON, *Financial Philosophy, or the Principles of the Science of Money*. Chicago 1895. 266 p. 8°. 389, 390.
- E. WISNER, *Cash versus Coin, an Answer to Coin's Financial School*. Chicago 1895. 124 p. 12. 315.
- Stanley WOOD's *Answer to Coin's Financial School*. Chicago 1895. 141 p. 12°. 315.

III. c) Articles contemporains, par noms d'auteurs

- E. B. ANDREWS, *The Bimetallist Committee of Boston and New England*, dans « Quarterly Journal of Economics », avril 1894 (T. VIII, p. 319-327). 303.
- R. P. BLAND, *The Future of Silver*, dans « North American Review », mars 1895 (p. 345-351). 302.
- Andrew CARNEGIE, *The A B C of Money*, dans « North American Review », 1891. 324.
- I. E. DEAN, *Farm Mortgages*, dans « Arena », juin 1893. 184.
- Wm E. DUBOIS, *Propositions for a revised system of weights and a restoration of silver currency*, dans « Bankers' Magazine », septembre 1869 (T. XXIV, p. 161-176). 115.
- Louis R. EHRLICH, *The Currency Question*, dans « Evening Post », 12 mai 1894. 324.
- Willard FISHER, *Economists on Bimetallism*, dans « Quarterly Journal of Economics », janvier 1896 (T. X, p. 187-209). 388.

- Frederick Emory HAYNES, *The New Sectionalism*, dans « Quarterly Journal of Economics », avril 1896 (T. X, p. 269-295).
80, 287.
- Newell D. HILLIS, *An Outlook upon the Agrarian Propaganda in the West*, dans « Review of Reviews », 1896 (T. XIV, p. 304).
380.
- S. Dana HORTON, *Silver before Congress in 1886*, dans « Quarterly Journal of Economics », octobre 1886 (T. I, p. 45-75).
235, 238.
- J. Laurence LAUGHLIN, *The Currency Act of 1900*, dans « Journal of Political Economy », juin 1900.
425.
- R. L. MUHLEMAN, art. dans « Money », août 1899.
420.
- Rev. J. O. ROBERTS, *Silver Circulation 1830-1853*, dans « Money », juillet 1899.
38.
- S. B. RUGGLES, *Letter to the New-York Chamber of Commerce*, dans « Bankers' Magazine », juin 1873 (T. XXVI, p. 925-928).
116.
- F. W. TAUSSIG, *The United States Treasury in 1894-1896*, dans « Quarterly Journal of Economics », janvier 1899 (T. XIII, p. 204-219).
298.
- F. W. TAUSSIG, *The Currency Act of 1900*, dans « Quarterly Journal of Economics », août 1900 (T. XIV, p. 394-415).
429.
- G. M. WESTON, *The Silver Question*, dans « Bankers' Magazine », août 1877 (T. XXXII, p. 129).
194.
- Horace WHITE, *The Silver Situation*, dans « Journal of Political Economy », juillet 1890 (p. 397-407).
268.

III. d) Périodiques cités par leur titre

- « Advertiser », Tuscaloosa (Alabama), cité par Marcus A. MILLER, *Gold or Silver ?* (p. 16), New-York 1896. 208 p. 12°.
389.
- « Alta California », San Francisco. Quotidien. Coupure du 2 février 1885 dans STEWART *Scrapbooks*.
238.
- « The American », Philadelphia. Hebdomadaire.
316, 317.

- « The American Federationist », Washington. Mensuel.
311, 368, 369.
- « Bakers' Journal », cité par S. PERLMAN, dans COMMONS et al., *History of Labour in the United States* (T. II, p. 514). New-York 1918. 2 vol. 8°. 401.
- « Bankers' Magazine », New-York. Mensuel.
106, 110, 116, 117, 118, 188, 253, 254, 255, 260, 261, 306, 312, 315, 371, 399.
- « Bradstreet's », New-York. Hebdomadaire.
392.
- « The Broadside », Boston. Bi-mensuel.
223.
- « Chicago Tribune », Chicago. Quotidien.
118, 151, 152, 154, 347.
- « Cincinnati Commercial », Cincinnati (Ohio). Quotidien.
151, 152, 154, 223.
- « Cincinnati Enquirer », Cincinnati (Ohio). Quotidien.
78 (cité dans : « Congressional Globe », 40th Congress 2nd session, p. 1811),
80 (cité par C. H. MOORE, art. *Ohio in National Politics, 1865-1896*, dans
« Ohio Archaeological and Historical Quarterly », avril 1928 (T. XXXVII,
p. 220, 428), 151, 154, 160, 178, 186, 208, 209, 211.
- « Cincinnati Gazette », Cincinnati (Ohio). Quotidien.
151.
- « Cleveland Leader », Cleveland (Ohio). Quotidien.
151.
- « Commercial and Financial Chronicle », New-York. Hebdomadaire.
49, 68, 69, 70, 72, 73, 79, 125, 126, 128, 130, 133, 136, 142, 144, 154, 157,
169, 188, 193, 207, 229, 253, 278, 345, 372, 392, 393.
- « Commonwealth », Denver (Colorado). Mensuel.
311.
- « The Constitution », Atlanta (Georgia). Quotidien. Cité par NEVINS,
Grover Cleveland (p. 657). New-York 1932. XIII, 832 p. 8°. 295.
- « Denver Republican », Denver (Colorado). Quotidien.
285.
- « Daily News », Londres. Quotidien. Cité dans « Economist », Londres,
hebdomadaire, du 25 mai 1867.
72.
- « Economist », Londres. Hebdomadaire.
67, 72, 73, 89, 103, 116, 125, 151, 176, 192, 205, 206, 212, 247, 250, 252,
255, 260, 267, 392, 398, 407.
- « Evening Post », New-York. Quotidien.
191, 324.

- « Globe », Saint Paul (Minnesota). Coupure dans Donnelly Scrapbook.
270, 276.
- « Graphic », New-York. Quotidien.
151.
- « Herald », Dubuque (Iowa). Quotidien. Cité par G. E. ROBERTS, *Iowa and the Silver Question* (p. 12), Council Bluffs 1896. 48 p. 8°, 85.
- « Hunt's Merchant's Magazine », New-York. Mensuel.
48, 69.
- « Indianapolis State Journal », Indianapolis (Indiana). Quotidien.
180.
- « Inter-Ocean », Chicago. Quotidien.
154, 189, 205, 208, 209, 210, 211.
- « Irish World », New-York. Quotidien.
375.
- « Journal and Courier », New-Haven (Connecticut). Quotidien.
372.
- « La Crosse Democrat », La Crosse (Wisconsin). Cité dans « Congressional Globe », *40th Congress 2nd session*, p. 1811.
80.
- « Leadville Herald-Democrat », Leadville (Colorado). Quotidien.
343.
- « Mail and Express », New-York. Quotidien.
372.
- « Money », New-York. Mensuel.
400, 403, 404, 412, 413, 414, 419, 420, 426, 427, 428.
- « Montana Bimetallist », Helena (Montana). Hebdomadaire.
414, 419.
- « Nation », New-York. Hebdomadaire.
86, 88, 89, 118, 131, 207, 208, 219, 223.
- « National Bimetallist ». Paraissant comme hebdomadaire à Chicago du 16 octobre 1895 au début d'avril 1897. Bi-mensuel à partir du 15 avril 1897, puis mensuel en 1898, à Washington, D. C.
316, 320, 347, 363, 389, 396, 401, 408, 412, 414.
- « New York Herald », New-York. Quotidien. Cité par C. H. COLEMAN, *The Election of 1868* (p. 36), New-York 1933. 407 p. 8°. 80.
- « New York Journal », New-York. Quotidien.
379, 390.
- « New York Times », New-York. Quotidien.
116, 147, 151, 191, 205, 206, 207, 208, 212.

- « New York Weekly Tribune », New-York. Hebdomadaire.
76.
- « Omaha Bee », Omaha (Nebraska). Quotidien. Coupure dans *DONNELLY Scrapbook*.
276.
- « Pomeroy's Democrat » cité par C. M' A. DESTLER, art. *The Influence of Edward Kellogg upon American Radicalism, 1865-1896*, dans « Journal of Political Economy », juin 1932 (T. XL, p. 338-365).
95.
- « Quarterly Journal of Economics », Cambridge (Massachusetts). Trimestriel.
279.
- « The Representative », Saint Paul (Minnesota). Hebdomadaire.
358 (cité par J. D. HICKS, *The Populist Revolt* (p. 333), Minneapolis 1931. xiv, 473 p. 8°), 402 (cité par J. D. HICKS, art. *The Political Career of Ignatius Donnelly* (p. 127), dans « Mississippi Valley Historical Review », juin 1921 ; T. VIII, p. 80-132).
- « The Road », Denver (Colorado). Hebdomadaire.
389.
- « Rocky Mountain News », Denver (Colorado). Quotidien.
119, 174, 274, 335.
- « San Francisco Examiner », San Francisco. Quotidien. Coupure dans *Stewart Scrapbooks*.
238.
- « Silver Knight », Alexandria (Virginia). Titre changé à la fin de 1895 en « Knight-Watchman ». Hebdomadaire.
316, 317, 400.
- « Standard », Londres. Quotidien. Cité dans « Economist », Londres, 27 avril 1867.
73.
- « Sun », New-York. Quotidien.
303, 372 (cité par A. NEVINS, *The Evening Post* (p. 502), New-York 1922. ix, 590 p. 8°), 393.
- « Sunday Herald », Chicago. Hebdomadaire.
355.
- « Texas State Gazette ». Coupure dans Widener Library, Harvard University, Cambridge, Massachusetts ; cote Econ. 4618.62.9.
45.
- « Textile Record », Philadelphia. Mensuel.
303.
- « The Times », Londres. Quotidien.
72 (cité dans « Economist », Londres, 11 janvier 1868), 125 (cité dans « Economist », Londres, 20 février 1875), 205.
- « Washington Post », Washington, D. C. Quotidien.
290.

« The West and the South », Denver (Colorado). Quotidien.
311.

« World-Herald », Omaha (Nebraska). Quotidien.
289, 308, 347, 349, 352, 387, 390.

IV. — SOURCES DE SECONDE MAIN

Elisha B. ANDREWS, *The History of the Last Quarter-Century in the United States, 1870-1895*. New-York 1896. T. I : xxij, 390 p. 8°. T. II : xxj, 409 p. 8°. 119.

John B. ANDREWS, voir COMMONS.

A. M. ARNETT, *The Populist Movement in Georgia, A View of the Agrarian Crusade in the Light of Solid-South Politics*. New-York 1922. 241 p. 8°. 288, 344.

Samuel G. ARNOLD, *History of Rhode Island*. New-York 1860. T. I : xij, 574 p. 8° ; T. II : iv, 600 p. 8°. 29.

James A. BARNES, art. *The Gold-Standard Democrats and the Party Conflict*, dans « Mississippi Valley Historical Review », décembre 1930 (T. XVII, p. 422-450). 288, 312, 341, 342, 343, 344, 346, 361, 383, 384, 385, 386, 392, 397, 404, 427, 428, 429.

Id., *John G. Carlisle, Financial Statesman*. New-York 1931. xiiij, 552 p. 8°. 268, 282, 284, 285, 296, 298, 301, 344, 345, 363, 383, 384, 392, 393, 394, 399, 441.

Id., *Illinois and the Gold-Silver Controversy*, reprinted from the Transactions of the Illinois State Historical Society. Publication N° 38. Sans indication de lieu ni de date [Peoria (Illinois). 1932]. 27 p. 8°. 285, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 355, 380, 383, 390, 391.

John D. BARNHART, *The History of the Farmers' Alliance and of the People's Party in Nebraska*. Thèse manuscrite. Widener Library, Harvard University, Cambridge (Massachusetts). 1931. xj, 487 p. 246, 247, 249, 269, 396.

Don C. BARRETT, *The Greenbacks and the Resumption of Specie Payments, 1862-1879*. Harvard Economic Studies, N° XXXVI. Cambridge (Massachusetts) 1934. x, 259 p. 8°. 57, 61, 89, 132.

- Charles A. et Mary R. BEARD, *The Rise of American Civilization*. New-York 1928. 2 vol. 8°.
76.
- George Louis BEER, *The Old Colonial System*. New-York 1912. T. I : xviii, 381 p. 8° ; T. II : viii, 382 p. 8°.
8.
- Thomas BEER, *Hanna*. New-York 1929. xj, 325, xij p. 8°.
242, 340, 346, 382, 389.
- Kathryn L. BEHRENS, *Paper Money in Maryland, 1727-1789*. Johns Hopkins University Studies in Historical and Political Science, N° xli, I. Baltimore 1923. 98 p. 8°.
29.
- Joseph B. BISHOP, *A. Barton Hepburn*. New-York 1923. ix, 428 p. 8°.
328, 383.
- Albert S. BOLLES, *Financial History of the United States*. New-York. T. I : xij, 371 p. 8°. éd. 1879, 2^e éd. 1884. T. II : 621 p. 8°, 1^{re} éd. 1884. T. III : xj, 586 p. 8°, 1^{re} éd. 1884.
23, 24, 25, 71, 87.
- James E. BOYLE, *The Financial History of Kansas*. Bulletin of the University of Wisconsin N° 247. Madison (Wisconsin). 1908. 180 p. 8°.
246, 262.
- Henry BRONSON, *A Historical Account of Connecticut Currency, Continental Money and the Finances of the Revolution*. Papers of the New Haven Colony Society, vol. I. New Haven (Connecticut) 1865. 192 p. 8°.
27, 32.
- Waldo R. BROWNE, *Altgeld of Illinois*. New-York 1924. x, 342 p. 8°.
294, 342, 343, 413, 427, 429.
- Philip A. BRUCE, *The Rise of the New South*. Vol. xvii of the History of North America edited by G. C. Lee. Philadelphia 1905. xxj, 491 p. 8°.
249.
- Solon J. BUCK, *The Granger Movement*. Harvard Historical Studies N° xix. Cambridge (Massachusetts), 1913. xj, 384 p. 8°.
93.
- Charles J. BULLOCK, *Essays on the Monetary History of the United States*. New-York, 1900. x, 292 p. 12°.
21, 25.
- Neil CAROTHERS, *Fractional Money*. New-York 1930. xiii, 368 p. 8°.
21, 27, 31, 32, 34, 36, 42, 43, 44, 48, 106, 107, 109, 115, 128, 131, 132, 134, 161, 162, 425.
- CHADDOCK, voir DEWEY and Chaddock.

- Robert CHALMERS, *A History of Currency in the British Colonies*. Londres 1893. VIII, 493 p. 8°. 11, 32.
- COLE, voir SMITH and Cole.
- Charles H. COLEMAN, *The Election of 1868*. New-York 1933. 407 p. 8°. 73, 74, 75, 76, 77, 80.
- MacAlister COLEMAN, *Eugene V. Debs*. New-York 1930. IX, 345 p. 8°. 370.
- John R. COMMONS and associates, *History of Labour in the United States*. New-York 1918. T. I (John B. ANDREWS), XXV, 623 p. 8°. T. II (Selig PERLMAN), XX, 620 p. 8°. ANDREWS : 82, 83, 93, 95. PERLMAN : 367, 368, 401.
- C. A. CONANT, *A History of Modern Banks of Issue*. New-York 1896. 4^e éd. 1909, XJ, 751 p. 8°. 51.
- Royal CORTISSOZ, *The Life of Whitelaw Reid*. Londres 1921. T. I : x, 424 p. ; T. II : 472 p. 397.
- Herbert D. CROLY, *Marcus Alonzo Hanna*. New-York 1912. XIII, 495 p. 8°. 242, 338, 340, 382, 384, 393.
- Andrew Mac Farland DAVIS, *Currency and Banking in the Province of Massachusetts Bay*. Publications of the American Economic Association, Third Series, I-II. New-York, 1900-1901. 2 vol. 8°. 12, 15, 16, 17, 18, 19.
- Id., *Silver Rates from 1706 to 1750*, dans « Publications of the Colonial Society of Massachusetts », T. III, p. 279. Boston 1905. 17, 18.
- Id., *Land and Silver Bank*, dans « Publications of the Colonial Society of Massachusetts », T. IV, p. 1-200. Boston 1910. 19.
- Id., *Colonial Currency Reprints, 1682-1751*. Publications of the Prince Society, N° XXII-XXV. Boston 1910-1911. 4 vol. 8°. 15, 16, 17.
- Thomas F. DAWSON, *The Life and Character of Edward Oliver Wolcott*. 1911, sans indication de lieu. T. I : 702 p. 8°. T. II : 803 p. 8°. 338.
- Chester M^A. DESTLER, *The Influence of Edward Kellogg upon American Radicalism, 1865-1896*, dans « Journal of Political Economy », juin 1932 (T. XL, p. 338-365). 81, 93, 95.

- Davis R. DEWEY, *Financial History of the United States*. New-York, Londres et Bombay, 1903. xxxviii, 530 p. 8°. 71, 72, 420.
- ID., et Robert CHADDOCK, *State Banking Before the Civil War*. National Monetary Commission (Aldrich), Senate Document N° 581, 61st Congress 2nd session. Washington, D. C., 1910. 338 p. 8°. 51.
- H. J. ECKENRODE, *Rutherford B. Hayes, Statesman of Reunion*. New-York 1930. xii, 364 p. 8°. 210.
- Elmer ELLIS, *The Silver Republicans in the Election of 1896*, dans « Mississippi Valley Historical Review », mars 1932 (t. XVIII, p. 519-534). 307, 308, 337, 338, 339, 354, 357, 378, 402, 428.
- Joseph ELLISON, *The Currency Question on the Pacific Coast during the Civil War*, dans « Mississippi Valley Historical Review », juin 1929 (T. XVI, p. 50-66). 60.
- Joseph B. FELT, *Historical Account of Massachusetts Currency*. Boston 1839. 248 p. 8°. 6, 7, 9, 11, 12, 15, 16, 17, 25.
- Willard C. FISHER, *The Tabular Standard in Massachusetts*, dans « Quarterly Journal of Economics », mai 1913 (T. XXVII, p. 417-455). 26.
- Emerson D. FITE, *Social and Industrial Conditions in the North during the Civil War*. New-York 1910. vii, 318 p. 8°. 67.
- FRICKEY, voir PERSONS, TUTTLE and FRICKEY.
- Leon W. FULLER, *The Populist Régime in Colorado*. Thèse manuscrite, bibliothèque de la « Wisconsin State Historical Society », Madison (Wisconsin). 1913. 340 p. 250, 271, 286, 288, 310, 311.
- Porter GARNETT, *The History of the Trade Dollar*, dans « American Economic Review », mars 1917 (T. VII, p. 91-97). 129.
- Silvio GESELL, *Die natürliche Wirtschaftsordnung*. Arnstadt 1919. 7^e éd. Hochheim b. Erfurt 1931. xxx, 401 p. 8°. 21.
- C. B. GLASSCOCK, *The Big Bonanza*. Indianapolis 1931. 368 p. 8°. 172.
- R. GONNARD, *Histoire des Doctrines monétaires dans ses rapports avec l'histoire des monnaies*, Paris, T. I : 1934, T. II : 1936. 119.

- C. P. GOULD, *Money and Transportation in Maryland, 1720-1765*. Johns Hopkins University Studies in Historical and Political Science, N° XXXIII, I. Baltimore 1915. 176 p. 8°. 8, 10.
- Hans HAMM, *Die Parallelwährung*. Erlangen 1927. 85 p. 8°. 121.
- A. HASENKAMP, *Die Geldverfassung und das Notenbankwesen der Vereinigten Staaten von Amerika*. Jena 1907. 203 p. 8°. 38.
- F. E. HAYNES, *Third Party Movements since the Civil War, with special reference to Iowa*. Iowa City (Iowa), 1916. xij, 564 p. 8°. 92, 94, 95, 191, 201, 222.
- Id., *James Baird Weaver*. Iowa City, 1919. xv, 494 p. 8°. 179, 357, 358, 375.
- Alonzo Barton HEPBURN, *The Contest for Sound Money*. New-York 1900. Edition revue sous le titre *History of Currency in the United States*. New-York 1924. xxiv, 573 p. 8°. 36, 47, 71, 99, 115, 410.
- E. HESSELTINE, *Ulysses S. Grant, Politician*. New-York 1925. xiii, 480 p. 8°. 74, 75.
- Paxton HIBBEN, *Bryan the Peerless Leader*. New-York 1929. xvj, 446 p. 8°. 322, 341, 349, 351.
- John D. HICKS, *The Political Career of Ignatius Donnelly*, dans « Mississippi Valley Historical Review », juin 1921 (T. VIII, p. 80-132). 94, 402, 419.
- Id., *The Sub-Treasury, a Forgotten Plan for the Relief of Agriculture*, dans « Mississippi Valley Historical Review », décembre 1928 (T. XV, p. 355-373). 263, 271.
- Id., *The Farmers' Alliance of North Carolina*, dans « North Carolina Historical Review », avril 1925 (T. II, p. 163-187). 262.
- Id., *The Populist Revolt, a History of the Farmers' Alliance and the People's Party*. Minneapolis (Minnesota), 1931. xiv, 473 p. 8°. 177, 246, 247, 249, 262, 269, 270, 271, 319, 357, 358, 359, 362, 377, 402, 428.
- Morris HILLQUIT, *History of Socialism in the United States*. New-York 1903. 2^e éd. 1910. 389 p. 8°. 182.
- James K. HOSMER, *The Life of Thomas Hutchinson*. Boston 1896. xxviii, 453 p. 8°. 21.

- L. H. JENKS, *The Migration of British Capital to 1875*. New-York 1927. xj, 442 p. 8°. 72, 86.
- John Jay KNOX, *A History of Banking in the United States*, revised and brought up to date by Bradford Rhodes, editor of the « Bankers' Magazine », and Elmer H. Youngman, associate editor. New-York 1900. xxij, 880 p. 8°. 51.
- W. Jett LAUCK, *The Causes of the Panic of 1893*. Boston 1903. xiv, 122 p. 8°. 282.
- J. L. LAUGHLIN, *The History of Bimetallism in the United States*. Voir III B, Livres contemporains.
- Orrin G. LIBBY, *The Geographical Distribution of the vote of the 13 States on the Federal Constitution, 1787-1788*. Bulletin of the University of Wisconsin, Economics, Political Science and History Series, I, 1. Madison (Wisconsin), 1894. 116 p. 8°. 29, 31.
- Id., *A Study of the Greenback Movement, 1876-1884*, « Transactions of the Wisconsin Academy of Sciences, Arts and Letters », vol. XII, T. II, p. 530-543. Madison (Wisconsin), 1900. 94, 96.
- George D. LYMAN, *Ralston's Ring, California Plunders the Comstock Lode*. New-York 1937. 368 p. 8°. 172.
- Denis T. LYNCH, *Grover Cleveland, A Man Four-Square*. New-York 1932. 591 p. 8°. 231.
- Reginald C. MACGRANE, *William Allen, a Study in Western Democracy*. Colombus (Ohio), 1925. 279 p. 8°. 191.
- Effie Mona MACK, *Nevada ; a History of the State from the earliest times through the Civil War*. Glendale (California), 1936. 495 p. 8°. 119.
- Andrew C. MACLAUGHLIN, *The Confederation and the Constitution*. T. X de A. B. HART, *The American Nation ; a History*. New-York 1905. xix, 348 p. 12°. 29.
- Frank F. MACLEOD, *Fiat Money and Currency Inflation in New England from 1620 to 1789*, dans « Annals of the American Academy for Political and Social Science », 1898 (T. XII, p. 229-250). 18,

- Raymond C. MILLER, *The Background of Populism in Kansas*, dans « Mississippi Valley Historical Review », mars 1925 (T. XI, p. 469-489).
262.
- Wesley Clair MITCHELL, *A History of the Greenbacks*. Chicago 1903. xvj, 577 p. 8°. 57, 67, 68.
- Id., *Gold, Prices and Wages under the Greenback Standard*. Publications of the University of California in Economics, vol. I. Berkeley (California), 1908, x, 627 p. 8°. 67, 437.
- Clifford H. MOORE, *Ohio in National Politics, 1865-1896*, dans « Ohio Archaeological and Historical Quarterly », avril 1926 (T. XXXVII, p. 220-428). 73, 75, 79, 80, 91.
- Bernard MOSES, *Legal-Tender Notes in California*, dans « Quarterly Journal of Economics », octobre 1892 (T. VII, p. 1-25). 60.
- David S. MUZZEY, *James G. Blaine*. New-York 1934. xj, 514 p. 8°. 74, 79.
- Curtis P. NETTELS, *The Money Supply of the American Colonies before 1720*. University of Wisconsin Studies in the Social Sciences and History, N° 20. Madison (Wisconsin), 1934. 318 p. 8°. 3, 4, 5, 6, 8, 11, 13, 14, 16, 17.
- Allan NEVINS, *The Evening Post, a Century of Journalism*. New-York 1922. ix, 590 p. 8°. 195, 372.
- Id., *Grover Cleveland*. New-York 1932. xiiij, 832 p. 8°. 230, 234, 235, 273, 274, 283, 284, 287, 288, 289, 291, 295, 301, 322, 345, 360, 375, 429.
- Id., *Letters of Grover CLEVELAND*, edited by Allan Nevins. Voir III B, livres contemporains.
- Id., *Abram S. Hewitt, with some account of Peter Cooper*. New-York 1935. xiiij, 623 p. 8°. 136, 383, 387, 389.
- Mrs. J. P. NICHOLS, *Silver Diplomacy*, dans « Political Science Quarterly », décembre 1933 (T. XLVIII, p. 565-589). 224, 226, 232, 240, 245, 280, 287.
- EAD., *Pennsylvania and Cheap Money*, dans « Pennsylvania Magazine of History and Biography », juillet 1935, p. 245-255. 304.
- EAD., *The Politics and Personalities of Silver Repeal in the United States Senate*, dans « American Historical Review », octobre 1935 (T. XLI, p. 26-54). 287, 291.

- Herman C. NIXON, *The Cleavage within the Farmers' Alliance Movement*, dans « Mississippi Valley Historical Review », juin 1928 (T. XV, p. 22-23).
271.
- Ellis P. OBERHOLTZER, *Jay Cooke Financier of the Civil War*. Philadelphia 1907. T. I : xj, 657 p. 8°. T. II : vj, 589 p. 8°. 74, 78.
- Id., *A History of the United States since the Civil War*. T. I : New-York 1917. xj, 579 p. 8°. T. II : xj, 649 p. 8°. 86.
- D. PASQUET, *Histoire politique et sociale du peuple américain*. Paris 1924-1931. 3 vol. 8°. 3.
- Charles O. PAULLIN, *Atlas of the Historical Geography of the United States*, edited by John K. Wright. Washington et New-York 1932. 162 p. texte et 166 cartes. 175.
- F. L. PAXSON, *History of the American Frontier, 1763-1893*. Boston 1924. xvij, 598 p. 8°. 51, 77, 96.
- Warren M. PERSONS, Pierson M. TUTTLE and Edwin FRICKEY, *Business and Financial Conditions Following the Civil War in the United States*. « Review of Economic Statistics », 1920, Supplement. 55 p. 4°. 67.
- PERLMAN voir COMMONS.
- Max PRAGER, *Die Währungsfrage in den Vereinigten Staaten von Nordamerika*. Münchener volkswirtschaftliche Studien N° 23. Stuttgart 1897. xiv, 476 p. 8°. non cité.
- W. A. ROBINSON, *Thomas Brackett Reed, Parliamentarian*. New-York 1930. 423 p. 8°. 258.
- L. Carroll ROOT, *New England Bank Currency*. « Sound Currency », II, xiii. New-York 1895. 32 p. 12°. 56, 325.
- Clyde O. RUGGLES, *The Economic Basis of the Greenback Movement in Iowa and Wisconsin*, dans « Proceedings of the Mississippi Valley Historical Association », 1912-1913 (T. VI, p. 142-165). 72, 79, 96.
- H. B. RUSSELL, *International Monetary Conferences*. New-York 1898. x, 477 p. 8°. 99, 100, 217, 226, 280, 405, 407.

- H. S. SCHELL, *Hugh Mac Culloch and the Treasury Management*, 1865-1869, dans « Mississippi Valley Historical Review », décembre 1930 (T. XVII, p. 404-422).
69.
- A. M. SCHLESINGER, *The Rise of the City*. A history of American life, vol. X. New-York 1933. xvj, 494 p. 8°.
364, 430.
- J. W. SCHUCKERS, *A Brief Account of the Finances and Paper Money of the Revolutionary War*. Philadelphia 1874. 127 p. 8°.
25.
- J. L. SELLERS, *The Economic Incidence of the Civil War in the South*, dans « Mississippi Valley Historical Review », septembre 1927 (T. XIV, p. 179-191).
249.
- F. SIMIAND, *Inflation et Stabilisation alternées : le développement économique des Etats-Unis (des origines coloniales au temps présent)*. Paris 1934. 257 p. 8°.
non cité.
- W. B. SMITH and A. H. COLE, *Fluctuations in American Business, 1790-1860*. Harvard Economic Studies N° L. Cambridge, Massachusetts, 1935. xxx, 196 p. 4°.
39, 51.
- J. SPARKS, *Life of Gouverneur Morris*. Boston 1832. 3 vol. 8°.
32.
- O. M. W. SPRAGUE, *History of Crises under the National Banking System*. National Monetary Commission, Senate Document 538, 61st Congress 2nd session. Washington 1910. v, 484 p. 8°.
62, 282.
- N. W. STEPHENSON, *Nelson W. Aldrich*. New-York 1930. 496 p. 8°.
139, 242, 339, 405, 406, 407.
- W. G. SUMNER, *A History of American Currency*. New-York 1874. iv, 391 p. 12°.
9.
- Id., *The Financier and the Finances of the American Revolution*. New-York 1891. T. I : viii, 309 p. 8°. T. II : v, 330 p. 8°.
25, 32.
- Id., *History of Banking in the United States*. History of Banking in all Nations, edited by the New-York « Journal of Commerce », vol. I. New-York 1896. xv, 485 p. 8°.
51, 54, 56.
- Id., *The Spanish Dollar and the American Shilling*, dans « American Historical Review », juillet 1898 (T. II, p. 607-620).
32.
- Id., *The Coin Shilling of Massachusetts Bay*, dans « Yale Review », novembre 1898 et février 1899 (T. VII, p. 247-264, 405-420).
10, 12, 21.

- W. L. THORP, *Business Annals*. Publications of the National Bureau of Economic Research, N° VIII. New-York 1926. 380 p. 8°. 72, 213, 265.
- F. J. TURNER, *The Frontier in American History*. New-York 1921. 77, 96.
- TUTTLE, voir PERSONS, TUTTLE et FRICKEY.
- F. B. USHER, *The Greenback Movement of 1875-1884 and Wisconsin's Part in it*. Milwaukee 1911. 92 p. 8°. 94, 95, 96, 179, 191, 201.
- D. K. WATSON, *History of American Coinage*. New-York et Londres, 1899. ix, 278 p. 8°. 47, 99, 115.
- F. WELLBORN, *The Influence of the Silver Republican Senators, 1889-1891*, dans « Mississippi Valley Historical Review », mars 1928 (T. XIV, p. 462-480). 252, 258, 277.
- M. R. WERNER, *Bryan*. New-York 1929. 374 p. 8°. 349, 351, 373, 376, 386, 387.
- M. J. WHITE, *Populism in Louisiana during the Nineties*, dans « Mississippi Valley Historical Review », juin 1918 (T. V, p. 1-19). 262, 269.
- C. R. WILLIAMS, *The Life of Rutherford Birchard Hayes*. Boston 1914. T. I : xiv, 340 p. 8°. T. II : ix, 488 p. 8°. 210.
- H. F. WILLIAMSON, *Edward Atkinson, The Biography of an American Liberal, 1827-1905*. Boston 1934. xiv, 304 p. 8°. 240, 253.
- H. PARKER WILLIS, *A History of the Latin Monetary Union*. University of Chicago Economic Studies, N° V. Chicago 1901. ix, 342 p. 8°. 101, 122, 123.

INDEX NOMINUM

- Brooks Adams : 303, 322.
 John Adams : 26.
 N. W. Aldrich : 242, 308, 333.
 J. A. Alexander : 99, 100.
 W. Allen : 304, 308, 352, 357, 362, 408, 414, 416, 417.
 E. P. Allis : 96.
 W. B. Allison : 206, 208, 209, 333, 337, 406.
 J. P. Altgeld : 341, 342, 343, 346, 354, 369, 371, 372, 413, 426, 427.
 E. B. Andrews : 280, 303, 322.
 Sir E. Andros : 13, 15.
 Susan B. Anthony : 83.
 N. B. Ashby : 269.
 J. J. Astor : 81.
 Mrs. Astor : 363.
 E. Atkinson : 88, 240, 241, 253, 324.
- Sen. Bailey (Tennessee) : 195.
 J. W. Bailey (Texas) : 351, 421.
 H. C. Baird : 93.
 Balfour : 388.
 Baring : 86, 265.
 W. Barker : 316, 317, 318, 320, 332, 337, 373, 400, 401, 402, 428.
 Hor. F. Bartine : 275, 316, 414.
 Sen. Beck : 88, 221, 233, 238, 241.
 N. M. Beckwith : 101.
 H. W. Beecher : 191.
 J. B. Belford : 428.
 Bellamy : 263.
 A. Belmont : 74, 75, 195, 196, 202, 206, 210, 261, 283, 297, 428.
 T. H. Benton : 42, 50, 135, 137.
 W. A. Berkey : 96.
 Berthemy : 101.
 Bismarck : 123, 224, 232.
 J. G. Blaine : 74, 208, 209, 279.
 R. P. Bland : 117, 196, 197, 198, 199, 210, 227, 231, 233, 234, 238, 252, 255, 256, 258, 272, 274, 277, 278, 289, 299, 301, 302, 346, 347, 349, 354, 358, 404.
- Bleichroeder : 232.
 L. V. Bogy : 147, 155, 198.
 H. Boies : 347, 349, 351, 354.
 V. Bonnet : 49.
 Booth : 154.
 G. S. Boutwell : 198.
 F. Bowen : 196, 198.
 B. H. Bristow : 131, 141, 157.
 Brooks : 117.
 Bruwaert : 406.
 W. J. Bryan : 119, 275, 278, 288, 289, 294, 304, 315, 320, 321, 322, 341, 342, 343, 345, 347, 348, 349-355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 379, 380, 385, 386, 387, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 409, 411, 412, 414, 417, 418, 419, 426, 427, 428, 429, 430, 446.
 Mrs. Bryan : 350, 354, 376.
 W. H. Buckingham : 95, 153.
 S. B. Buckner : 361, 403.
 Burchard : 140.
 B. F. Butler : 74, 78, 83, 88, 176, 208.
 M. Butler : 317, 320, 343, 359.
 W. D. Bynum : 326, 345, 403, 413, 429.
- D. Caffery : 417.
 D. Cameron : 257, 260, 261, 315, 333, 337.
 A. Campbell : 82.
 C. J. Canda : 346.
 F. J. Cannon : 306, 356.
 J. Cannon : 256, 272.
 H. Carey : 70, 71, 77, 78, 132, 136, 148.
 J. G. Carlisle : 231, 242, 278, 281, 283, 284, 293, 294, 295, 296, 297, 303, 336, 341, 343, 344, 345, 366, 377, 384, 390, 391, 403.

A. Carnegie : 324, 414, 426, 428.
T. H. Carter : 306, 337.
S. F. Cary : 83.
H. Cernuschi : 103, 108, 145, 193,
232.
W. E. Chandler : 333, 406, 408, 416,
417, 423, 424.
S. P. Chase : 74, 100, 104.
M. Chevalier : 98.
Chittenden : 188.
Sen. Clark (Wyoming) : 408.
Prof. Clark : 388.
W. A. Clark : 322.
F. Clarke : 70.
G. Cleveland : 230, 231, 232, 234,
235, 242, 244, 273, 274, 275, 281,
282, 283, 284, 285, 287, 288, 290,
293, 294, 295, 297, 298, 300, 301,
302, 305, 308, 331, 332, 333, 340,
341, 345, 351, 360, 361, 369, 384,
390, 403, 405, 410, 413, 416, 429.
R. Cobden : 98.
Bourke Cockran : 289.
Coffeen : 295.
Conger : 254, 258, 259.
Jay Cooke : 69, 73, 74, 86, 87.
P. Cooper : 96, 136, 187.
H. W. Corbett : 78, 79, 80.
de Courcel : 407.
Cowdrey : 127, 128.
W. H. Crawford : 40.
C. F. Crisp : 278, 283, 301, 344.
R. Croker : 413.
Curtis : 392.

M. A. Daly : 322.
Dana : 379.
Daniel : 273, 417.
J. Daniels : 354.
Davenport : 390.
Cushman K. Davis : 333.
Jefferson Davis : 394.
E. V. Debs : 369.
von Dechend : 232.
Porfirio Diaz : 309.
D. M. Dickinson : 283, 345.
Dingley : 337, 417.
J. Dobson : 316.
Dolliver : 422.
Dolph : 258.
Ig. Donnelly : 94, 270, 288, 315, 319,
322, 358, 379, 387, 402, 419, 428.
Drew : 184.
Drexel, Morgan & Co. : 284.

Duane : 23.
F. J. DuBois : 306, 337, 354, 356.
J. Dudley : 13, 16.
Duer : 38.
Dunham : 46, 47.
G. F. Dunning : 104.

Eames : 140.
Edmunds : 411.
E. B. Elliott : 103, 109, 113, 128.
L. R. Ehrich : 324, 391, 414.
Evarts : 225.
Ewing : 204.

H. C. Fahnestock : 202, 206.
Fair : 171, 173.
C. S. Fairchild : 241, 410.
Fenton : 215.
J. Fiske : 184.
Flood : 171, 173.
R. P. Flower : 274.
Patrick Ford : 373.
Fort : 118.
Foster : 279, 280.
B. Franklin : 21, 23, 26, 444.
J. C. Frémont : 86.
F. O. French : 202.
Frost : 152.
W. P. Frye : 333, 335.

L. J. Gage : 404.
Gallinger : 303.
Garfield : 74, 140, 147, 186, 225.
L. A. Garnett : 129.
Gaudin : 121.
H. George : 263, 404.
Gibson : 198.
S. Gompers : 311, 367, 368, 369, 401.
A. P. Gorman : 276, 277, 278.
Jay Gould : 184.
S. B. Grant : 316.
U. S. Grant : 75, 84, 87, 88, 104, 127,
128, 141.
H. Greeley : 81.
W. S. Groesbeck : 118, 198, 215.

Hale : 140.
M. Halstead : 118, 328.
A. Hamilton : 33, 34, 35, 36, 55.
Sen. Hamilton (Texas) : 127, 132.
Sen. Hanna (Indiana) : 195.
H. H. Hanna : 410.
M. A. Hanna : 272, 333, 334, 335,
338, 339, 340, 381, 382, 385, 387,

390, 393, 397, 404, 410, 420.
G. Hanotaux : 406.
Hansbrough : 408.
Harding : 71, 78.
I. G. Harris : 258, 342, 343, 355.
B. Harrison : 244, 257, 258, 266,
272, 274, 275, 333.
C. H. Harrison : 324, 413.
M. D. Harter : 283, 284.
C. S. Hartman : 307, 319, 356.
W. H. Harvey : 312-315, 316, 320,
323, 329, 363, 404, 412.
R. B. Hayes : 176, 185, 199, 210, 224.
Mrs. Hayes : 210.
W. R. Hearst : 379, 390.
A. B. Hepburn : 328, 382, 410.
Hereford : 208.
A. S. Hewitt : 140, 142, 230, 387,
389.
D. B. Hill : 273, 274, 282, 283, 344,
348, 360, 382, 383, 384, 404.
W. H. Hinrichsen : 342.
G. M. Hitchcock : 351.
G. F. Hoar : 308, 388, 405.
Homans : 193.
S. Hooper : 111, 112, 113, 114, 118.
H. Hoover : 447.
R. G. Horr : 329.
S. D. Horton : 193, 215, 225, 226,
244, 252, 279.
F. W. Hughes : 94.
T. Hutchinson : 20.

Iddesleigh : 232.
J. J. Ingalls : 195, 196, 264.
S. D. Ingham : 40, 41, 43, 44.

Jackson : 41, 55, 80, 135, 137, 292,
362, 397, 436.
Jefferson : 26, 32, 34, 37, 237, 292,
362, 397, 436.
Johnson : 46, 70, 73, 75, 84, 104.
Jones (fondateur du « New York
Times »), 203.
C. H. Jones : 427.
J. K. Jones : 304, 342, 354, 378, 379,
381, 393, 424.
J. P. Jones : 117, 136, 137, 139, 148,
150, 151, 152, 155, 167, 172, 173,
192, 198, 204, 205, 208, 211, 241,
242, 254, 257, 258, 280, 290, 291,
306, 318, 319, 320, 363, 444.
Jordan : 300, 301.

J. A. Kasson : 101, 159.
W. D. Kelley : 70, 71, 78, 94, 103,
106, 111, 114, 136, 138, 139, 140,
141, 142, 197, 224.
E. Kellogg : 81, 82, 83, 93, 95, 153,
438.
Kernan : 211.
J. J. Knox : 107, 108, 109, 110, 111,
113, 115, 128, 225.
H. H. Kohlsaat : 340.
J. H. Kyle : 428.

Landers : 140, 159, 189.
J. L. Laughlin : 313, 328, 329, 388,
411.
Lazard : 265.
Leech : 340.
G. E. Leighton : 324.
Leone Levi : 100.
A. H. Lewis : 390.
E. B. Light : 318, 320.
Lincoln : 58, 237, 395, 397.
J. Lind : 374.
H. Linderman : 103, 108, 109, 113,
128, 129, 130, 131, 172.
Little : 282.
H. C. Lodge : 303, 333, 336, 339.
Logan : 132.
Lowndes : 39, 41.
F. A. Luckenbach : 119.

W. MacAlister : 363.
MacBride : 368, 369, 370.
H. MacCulloch : 69, 70, 77, 78, 90,
196, 205, 226, 236.
MacDonald : 179.
Mackay : 171, 173, 309.
W. MacKinley : 256, 272, 333, 334,
337, 338, 339, 340, 355, 356, 360,
361, 366, 381, 382, 383, 384, 385,
387, 392, 393, 394, 396, 397, 398,
399, 401, 404, 405, 408, 416, 417,
423, 429.
L. MacLane : 172.
MacLaurin : 417.
W. MacLean : 73.
J. Madison : 26, 28.
D. Manning : 230, 232, 233, 236, 240,
241.
Lee Mantle : 306, 428.
Manton Marble : 75, 230, 232, 233,
241.
A. Mason : 108.

Stanley Matthews : 189, 206-208,
210, 211, 407, 440.

J. Medill : 325.

Méline : 406, 407.

Meules : 15.

H. G. Miller : 320.

Sen. Morgan (New-York) : 104, 105.

Sen. Morgan (Alabama) : 307, 424.

J. P. Morgan : 283, 287, 297, 298,
339, 410.

W. S. Morgan : 269.

J. S. Morrill : 145, 152, 200.

Gouverneur Morris : 32.

R. Morris : 32, 35.

Morrison : 235.

J. S. Morton : 341, 345, 348, 351,
352, 414.

L. P. Morton : 203, 208, 211.

O. Morton : 145.

J. J. Mott : 320.

Napoléon III : 101.

E. W. Nash : 316.

New : 152.

W. Newcomb : 170.

F. G. Newlands : 251, 258, 261, 271,
274, 311, 356, 402.

B. F. Nourse : 150.

O'Brien : 171, 173.

J. Otis : 20.

Overstreet : 415.

Paine : 405.

J. M. Palmer : 308, 361.

Parieu : 49, 101, 103.

T. M. Patterson : 273, 274, 355.

H. C. Payne : 339.

Pearce : 99.

W. A. Peffer : 249, 263, 296, 428.

G. Pendleton : 73, 74, 80, 91, 177,
232, 440.

Morton Peto : 68, 71.

R. F. Pettigrew : 306, 354, 356, 378,
405.

Phillips (Kansas) : 141.

Wendell Phillips : 83, 94.

K. Pittman : 447.

T. C. Platt : 308, 333, 339.

Pollock : 101, 105.

M. M. Pomeroy : 94, 95, 179.

Potter : 111.

T. V. Powderly : 367.

P. J. Proudhon : 82, 83.

J. Pulitzer : 379.

S. J. Randall : 140, 158, 159, 231.

Rawlins : 424.

Reagan : 141, 142, 150.

T. B. Reed : 252, 256, 257, 272, 277,
278, 289, 301, 333, 337, 338.

W. Reid : 397.

R. W. Richardson : 87, 130, 131.

T. Roosevelt : 415, 429.

E. A. Ross : 379, 388.

Rothschild : 74, 75, 86, 103, 120,
202, 261, 282, 297, 314, 315, 323,
389.

Rouland : 103.

S. B. Ruggles : 49, 100, 101, 102,
103, 104, 116.

Russell : 345.

Sargent : 138, 158.

Saulsbury : 168.

Schenck : 86.

R. Schilling : 93.

C. Schurz : 132, 191, 283, 325, 366,
386.

G. H. Schwab : 340, 345, 410.

C. H. Sergel : 315.

Sewall : 355, 359, 360.

Seward : 101, 102.

E. Seyd : 103, 108, 113, 114, 117,
118, 119, 145.

H. Seymour : 74, 75.

W. Sharon : 139, 251.

D. Shays : 28, 444.

J. Sherman : 68, 71, 73, 74, 75, 87,
90, 91, 101, 102, 103, 104, 105,
109, 110, 111, 113, 117, 119, 120,
132, 135, 142, 143, 144, 145, 146,
150, 151, 152, 153, 154, 155, 158,
159, 161, 162, 163, 164, 172, 187,
198, 199, 200, 201, 202, 205, 206,
210, 217, 218, 221, 226, 258, 272,
304, 306, 315, 333, 337, 427, 443.

Shoup : 408.

J. C. Sibley : 319, 428.

J. W. Simonton : 172.

E. V. Smalley : 410, 414.

Hoke Smith : 344, 360.

Snowden : 47, 107, 108, 109.

J. R. Sovereign : 367.

E. G. Spalding : 73, 78.

L. Stanford : 153, 270, 276.

Thaddeus Stevens : 71.

Adlai E. Stevenson : 274, 287, 405.

W. M. Stewart : 86, 173, 242, 243,
244, 249, 250, 257, 271, 272, 275,
276, 277, 278, 282, 306, 309, 316,
317, 319, 320, 337, 343, 352, 358,
359, 363, 379, 400, 401, 405, 408,
416, 417, 418, 423, 424, 428, 444.

J. Stillman : 283.

Stone : 342.

Stoughton : 112, 114.

W. S. Stratton : 316.

I. Straus : 300.

Strousberg : 86, 87.

A. Sutro : 169, 170.

I. W. Sylvester : 253.

Tabor : 310.

J. H. Tanner : 260.

H. E. Taubeneck : 316, 319, 357,
358.

F. W. Taussig : 388.

H. M. Teller : 256, 257, 258, 282,
290, 306, 307, 308, 310, 318, 333,
337, 338, 339, 347, 354, 355, 356,
357, 359, 362, 363, 378, 404, 407,
408, 416, 417, 423, 424, 428.

C. S. Thomas : 355.

A. G. Thurman : 135, 186.

S. J. Tilden : 75, 92, 199, 230, 273.

B. Tillman : 347, 404.

C. A. Towne : 307, 356, 404, 412.

Turpie : 342, 355.

W. F. Vilas : 283, 405.

H. Villard : 74, 86, 267, 283, 325,
383, 410.

Voorhees : 225, 288.

D. H. Waite : 270, 286, 309, 357.

Francis A. Walker : 118, 215, 303,
322.

George Walker : 224, 225.

James H. Walker : 258.

J. Wanamaker : 316.

A. J. Warner : 221, 230, 233, 238,
250, 251, 253, 274, 275, 303, 317,
318, 320, 351, 358, 390, 414.

Warren : 140.

Sen. Washburn (Minnesota) : 276.

G. F. Washburne : 379.

G. Washington : 26, 31.

H. Watterson : 360, 377, 403, 428.

J. B. Weaver : 95, 269, 270, 271,
357, 358, 375.

Weissman : 401.

L. H. Weller : 249, 414.

Wells : 134, 158.

B. C. Wheeler : 311.

H. White : 222, 414.

G. Willard : 198.

G. F. Williams : 278, 283, 414.

Wilson : 178, 179.

W. Windom : 252, 253, 254, 269.

E. O. Wolcott : 303, 304, 307, 310,
333, 338, 378, 405, 406, 407.

L. Wolowski : 103, 108.

Woodford : 91.

C. Young : 342.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	1
INTRODUCTION. — LES ORIGINES DU SYSTÈME MONÉTAIRE AMÉRICAIN JUSQU'À LA GUERRE DE SÉCESSION	3
I. — <i>Evolution de la monnaie jusqu'à la Constitution</i> (3). Les colonies américaines manquaient de capital ; l'inflation leur paraissait le remède (3). Histoire monétaire du Massachusetts comme exemple (5). Inflation pendant la guerre d'Indépendance (22). II. — <i>La fondation et les débuts difficiles du système monétaire américain</i> (27). Dans les années d'après-guerre, crise sociale inflationniste ; importance de la question dans la rédaction de la Constitution (27). Création du système monétaire américain (31). La monnaie américaine de 1792 à 1861 (35). III. — <i>Inflation bancaire et inflation gouvernementale jusqu'à la fin de la guerre de Sécession</i> (49). Inflation de billets de banque jusqu'en 1861 (49). Guerre de Sécession, création des <i>greenbacks</i> (57). Création du <i>National Banking System</i> (61).	
CHAPITRE PREMIER. — LA QUESTION MONÉTAIRE FAIT SON ENTRÉE DANS LA POLITIQUE	65
Situation au lendemain de la guerre de Sécession (65). Inflationnisme en 1867-1868 (68). L'inflation comme réforme sociale (81). La période 1869-1873 (83). La crise de 1873 et ses conséquences (85). Renouveau de l'inflationnisme (90). Le <i>Greenback Party</i> (92).	
CHAPITRE II. — LE « CRIME DE 1873 »	97
Le mouvement pour une monnaie internationale ; progrès de l'idée de l'étalon d'or (97). Loi monétaire de 1873 (105). Polémiques au sujet de cette loi (115). Chute du cours de l'argent, 1872-1876 (120). Tentatives pour le soutenir, 1873-1876 (126).	

CHAPITRE III. — LA PREMIÈRE VAGUE ARGENTISTE ET LE BLAND-ALLISON ACT 134

Opinions sur la monnaie d'argent avant 1876 (134). Discussion au Congrès sur la monnaie d'argent, janvier à avril 1876 (138). Débuts de l'argentisme comme forme d'inflationnisme (146). Suite des débats au Congrès en 1876 (152). La monnaie divisionnaire et le *trade dollar* (156). Producteurs d'argent aux Etats-Unis (166). Répartition géographique et sociale de l'argentisme (175). Réserves sur l'interprétation économique des mouvements politiques (177). Causes du mouvement argentiste (178). Rapports entre l'argentisme et le *greenbackisme* (186). L'opinion anti-inflationniste (187). Faible rôle des considérations théoriques (192). Violence des sentiments en jeu (194). La question de l'argent jusqu'à la fin de 1877 au Congrès (196) et dans le pays (200). Vote du *Bland-Allison Act* (203) ; ses conséquences immédiates (211).

CHAPITRE IV. — QUINZE ANS DE PROSPÉRITÉ..... 213

Prospérité 1878-1893 (213). Conférence monétaire de 1878 (214). Exécution de la loi Bland-Allison (216). La question de l'argent dans l'opinion de 1878 à 1885 (220). Crise financière 1884-1886 (227). Caractéristiques de la poussée argentiste 1885-1886 (236). Accalmie 1886-1889 (238). Causes d'un renouveau d'argentisme (245). La loi Sherman (249). L'argentisme dans le pays, 1890-1893 (261). Effets de la loi Sherman (266). La question de l'argent et les partis politiques (268). Propagande des producteurs d'argent (274). Question de l'argent au Congrès (276). Question de l'argent sur le plan international (279).

CHAPITRE V. — LE DOLLAR EN DANGER..... 281

Situation du Trésor en 1893 (281). Crise de 1893 (285). Abrogation de la loi Sherman (287). L'étalon d'or en danger (291). Tentatives des argentistes au Congrès (298). Question de l'argent au Congrès, 1894-1896 (302). Propagande argentiste dans les masses (308). Les bimétallistes (322). Les partisans de l'étalon d'or (323).

CHAPITRE VI. — L'ÉLECTION DE 1896..... 330

Importance de l'élection (330). Attitude des Républicains (332). Attitude des Démocrates (340). Les alliés des deux partis (355). Signification profonde du conflit (361). Attitude des diverses catégories de la population sur la question monétaire (364). La propagande de Bryan (375). Campagne des partisans de l'étalon d'or (380). Résultats de ces propagandes (387). Evolution de la campagne électorale (391). Analyse du résultat de l'élection (393).

	Pages
CHAPITRE VII. — LE GOLD STANDARD ACT DE 1900.....	398
Situation au lendemain de l'élection (398). Activité des argentistes jusqu'à la fin de 1897 (400). Le parti Républicain jusqu'au début de 1898 (404). Activité des partisans de l'étalon d'or (408). Crise de l'argentisme dans le parti Démocrate en 1898 (412). La question de l'argent au Congrès en 1898 (415). Déclin de l'argentisme en 1899 (418). Le <i>Gold Standard Act</i> de 1900 (420). L'élection de 1900 et la fin de l'argentisme (426).	
CONCLUSION	432
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	449
INDEX NOMINUM	485
TABLE DES MATIÈRES	491

LES PRESSES MODERNES

96, Galerie Beaujolais, 96

Palais-Royal PARIS (1^{er})
